



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

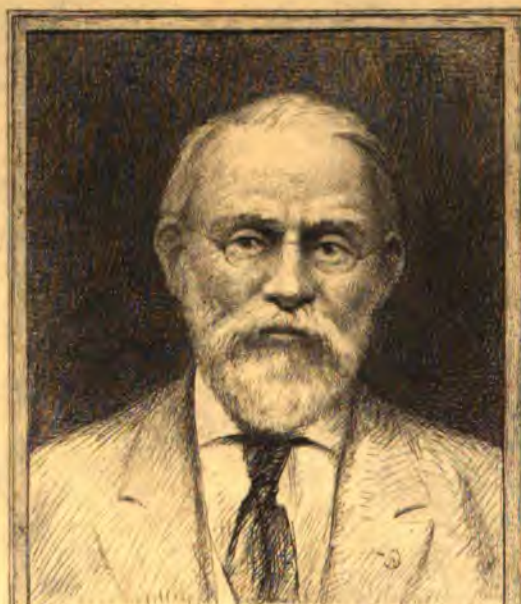
We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>

B 49978 9



SILAS WRIGHT DUNNING
BEQUEST
UNIVERSITY OF MICHIGAN
GENERAL LIBRARY

BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ D'ÉTUDES
DES
HAUTES-ALPES

HUITIÈME ANNÉE



G A P
AU SECRÉTARIAT DE LA *SOCIÉTÉ D'ÉTUDES*
A L'HÔTEL DE LA PRÉFECTURE

1889

DC
611
.A553
S8

IMPRIMERIE JOUGLARD PÈRE ET FILS,

11

Dunning
High
10-21-26
13603

ORGANISATION

DE LA

Société d'Études des Hautes-Alpes en 1889.

BUREAU.

Président : M. LEMAITRE, C. ✱, I. ☉, intendant militaire en retraite, à Gap.

Vice-Présidents : M. le baron DUPONT-DELPORTE, ingénieur des chemins de fer P.-L.-M., à Gap.

— M. PARIS, ingénieur des ponts et chaussées, à Gap.

Secrétaire : M. P. GUILLAUME, I. ☉, chanoine honoraire, correspondant du Ministère de l'Instruction publique, archiviste des Hautes-Alpes, à Gap.

Secrétaires-adjoints : M. A. LÉAUTIER, archiviste des bureaux d'État-major, à Gap.

— M. Célestin ROCHE, agent-voyer d'arrondissement, à Gap.

Conservateur du Musée : M. David MARTIN, professeur au Collège, à Gap.

Trésorier : M. F. IMBARD, conducteur principal des ponts et chaussées, chef de bureau de l'Ingénieur en chef, rue Grenette, 4, à Gap.

COMITÉ D'ADMINISTRATION.

MESSIEURS

ANDRÉ, ✱, conducteur principal des ponts et chaussées, à Gap.

BLANCHARD (Z.), chanoine titulaire, ancien vicaire général et ancien supérieur du grand Séminaire, à Gap.

IV

FIARD, ✱, capitaine en retraite, à Gap.
PINET DE MANTEYER (Léon), rentier, à Gap.
ROCHE (Achille), architecte, inspecteur diocésain, à Gap.
THÉVENARD, agent-voyer en chef, à Gap.

COMITÉ DE PUBLICATION.

MESSIEURS

AGERON, professeur au Collège, à Gap.
BILLECARD, inspecteur des Forêts, à Gap.
LÉPINE, A. ☉, chanoine titulaire, vicaire général, à Gap.
MEYER, A. ☉, inspecteur d'Académie, à Gap.
SIBOUR, propriétaire à Puy-Maure, près Gap.
ROMIEU (C.), professeur à l'École Normale, à Gap.

COMITÉ CONSULTATIF.

MESSIEURS

HUGUES, avocat, à Gap.
LIOTARD, avocat, à Gap.
TEISSIER, avocat, à Gap.

LISTE DES MEMBRES
DE LA
SOCIÉTÉ D'ÉTUDES
DES HAUTES-ALPES
AU 1^{er} JANVIER 1889

Membres d'honneur.

M. LE PRÉFET DU DÉPARTEMENT.
Mgr L'ÉVÊQUE DU DIOCÈSE.
M. LE GÉNÉRAL commandant la Subdivision.
M. LE MAIRE DE LA VILLE DE GAP.

Membres fondateurs.

MADemoisELLE

LA VALETTE (Fanny de), à Guillestre.

MESSIEURS

AMAT, ✱, conseiller général, président honoraire de la Société d'Études, à Gap.
BERTHELOT, ✱, ancien vice-président du Conseil général, à Guillestre, † 26 avril 1883.
BLANC (Xavier), sénateur des Hautes-Alpes, à Gap.
BLANCHARD (Zéphyrin), chanoine, ancien vicaire-général et ancien supérieur du grand Séminaire, à Gap.
CHANCEL (Évariste), ✱, ancien député, à Briançon, † 11 juillet 1882.
CLAPIER, propriétaire, à Chabestan.
GOUZOT (Mgr), ancien évêque de Gap, archevêque d'Auch.
GUILBERT (Mgr), O. ✱, ancien évêque de Gap et d'Amiens, archevêque de Bordeaux (Gironde).
JACQUENET (Mgr), ancien évêque de Gap, évêque d'Amiens (Somme).
LAURENÇON, député des Hautes-Alpes, à Paris.
LA VALETTE (A. de), C. ✱, intendant militaire, à Guillestre, † 16 décembre 1888.
MARCELLIN (J.-E.), ✱, sculpteur, à Paris, † 22 juin 1884.

VI

PALLIAS (Honoré), ancien membre du Conseil général,
rue Centrale, 31, Lyon.

TEISSIER, avocat, à Gap, † 25 août 1883.

TOURNIER, pasteur en retraite, à Pressy-Vendœuvre,
près Genève (Suisse).

SANIAL DU FAY, ✱, ancien préfet, rue de Grenelle, 35,
à Paris.

Membres honoraires.

MESSIEURS

BERLUC-PERUSSIS (L. de), ancien président de l'*Académie d'Aix*, rue Cardinal, à Aix.

BLANCARD, archiviste en chef des Bouches-du-Rhône, à
Marseille.

CHANTRE (Ernest), sous-directeur du *Muséum d'histoire
naturelle*, à Lyon.

DELISLE (Léopold), membre de l'Institut, administrateur
général de la Bibliothèque nationale, à Paris.

FERAUD (l'abbé), président d'honneur de la *Société
scientifique et littéraire des Basses-Alpes*, à Sièyes,
près Digne.

JESSÉ-CHARLEVAL (le marquis de), président du Conseil
d'administration de la *Revue de Marseille et de Pro-
vence*, rue Grignan, 90, à Marseille.

RIANT (le comte), membre de l'Institut, boulevard de
Courcelles, 14, à Paris.

ROZIÈRE (E. de), membre de l'Institut, sénateur, ancien
inspecteur général des archives, rue Lincoln, 8, Paris.

Membres titulaires.

MESDAMES

ABEL DE CHEVALLET (d'), boulevard Malesherbes, 157, Paris.

AUBRIOT DE LA PALME (la comtesse Lucie), à Gap.

BLANC (Mathilde), rentière, à Gap.

CHANCEL (Évariste), rentière, à Briançon.

CHANCEL (Marius), au château de Saint-Léon, à Cannes.

VII

FERRARY-JULIEN (Amélie), à Embrun.

GAIGNAIRE, rentière, à Charance, près Gap.

JAUBERT, rentière, à Remollon.

LA MAZELIÈRE (marquise de), rue Barbey de Jouy, 40, Paris.

LONGRÉE, rentière, à Gap.

MESSIEURS

ACHARD, pharmacien, à Briançon.

AGERON, professeur au collège de Gap.

ALBERT (Arist.), receveur municipal de la ville, à Grenoble.

ALBERT, chanoine honoraire, supérieur des Dames de la Providence, à Gap.

ALLARD-THÉUS, avocat, à Gap.

ALLEC, vétérinaire, à Gap.

ALLIER, contrôleur d'administration de 1^{re} classe de l'armée, à Gap.

ALLIER, professeur de l'École pratique d'agriculture et d'irrigation, à Avignon.

ALLUIN, capitaine en retraite, à Gap.

ALPHAND, ingénieur en chef des travaux de la ville de Paris, 1, boulevard Beau-Séjour, Passy-Paris.

ANDRÉ, capitaine au 96^e de ligne, à Gap.

ANDRÉ, conducteur princ. des ponts et chaussées, à Gap.

ANTHOINE, conseiller d'arrondissement, à Embrun.

ARDUIN (Auguste), pharmacien, maire d'Embrun.

ARMAND, curé, à Barret-le-Bas.

AUBERT (Jean-Joseph), instituteur, à Aspres-sur-Buëch.

AUDIER (A.), quartier Champfleury, à Avignon.

AUDOYER, directeur de l'usine Ste-Catherine, à Briançon.

AUGIER (Aug.), fabricant de chaux hydraulique, à Serres.

AUGIER, conseiller général, à Barcillonnette.

AUGIER (l'abbé Ernest), aumônier du *Pensionnat des Frères Maristes* et vicaire, à Serres.

AUGIER, docteur en théologie, curé, à St-André-de-Rosans.

AYASSE, docteur en médecine, à Gap.

BAILLE, au château du Rivail, à Saint-Jean-Saint-Nicolas.

BAILLE, capitaine au 112^e de ligne, chevalier de la Légion d'honneur, à Antibes.

VIII

- BARBARIN (Emmanuel de), rue de Rome, 68, à Marseille.
- BARDE, négociant, à Gap.
- BARRACHIN (Aug.), libraire et relieur, rue Neuve, à Gap.
- BEAUREGARD DE CHEVREUSE (Constantin), directeur des postes et télégraphes, à Mont-de-Marsan.
- BÉGOU, receveur de l'enregistrement, à Aubenas (Ardèche).
- BELLET (l'abbé Charles), à Tain (Drôme).
- BERAUD, juge au tribunal de Gap.
- BERGE (l'abbé), ancien supérieur des missionnaires de Notre-Dame-du-Laus, vicaire-général, à Gap.
- BERNADOU (Son Em. le cardinal), ancien évêque de Gap, archevêque de Sens (Yonne).
- BERTRAND, notaire, à Gap.
- BERTRAND, notaire, à Serres.
- BÉTHOUX (l'abbé), à Saint-Michel, près La Salette (Isère).
- BEZ (l'abbé), curé, à La Salle-les-Alpes.
- Biblioteca nazionale di Brera*, à Milan (Italie).
- BIBLIOTHÈQUE des *Archives de l'Isère*, à Grenoble.
- BIBLIOTHÈQUE de la *Ville* de Grenoble.
- BIBLIOTHÈQUE militaire de Lyon.
- BILLECARD, inspecteur des forêts, à Gap.
- BLAIN (Jean), architecte de la ville, à Gap.
- BLANC (l'abbé Irénée), vicaire de la cathédrale, à Gap.
- BONNIARD, fils, banquier, à Embrun.
- BONNIARD, rentier, à Aiguilles.
- BONNIOT (V. de), chanoine titulaire, rue de Rennes, 76, à Paris.
- BONNIOT (l'abbé Auguste de), 1^{er} vicaire de N.-D. de Clignancourt, rue du Simplon, 55, à Paris.
- BOREL (l'abbé Henri), curé, à Mont-Dauphin.
- BOREL (l'abbé A.), curé-archiprêtre, à La Bâtie-Neuve.
- BOUCHIÉ DE BELLE, conseiller général des Hautes-Alpes, avocat au Conseil d'État, rue Miromesnil, 16, à Paris.
- BOUFFIER (Amédée de), rue Fornerie, 17, à Valence.
- BOYER (l'abbé), curé, à Chaillol.
- BRAUN, trésorier-payeur général des Hautes-Alpes, à Gap.
- BREYTON (Jean), place de l'Élysée, à St-Jean-en-Royans (Drôme).
- BRUN-HODOUL, avoué, à Embrun.

IX

- BUÈS, curé des Alberts, près Briançon.
- BURLE (Auguste), négociant, à Gap.
- BURLE, contrôleur principal des contributions directes,
rue Saint-Joseph, 49, Lyon.
- BURLE (Félix), ingénieur civil, rue Richelieu, 62, Paris.
- BUTLER (William Ellison), docteur de l'Université d'Oxford,
à N.-D. du Laus.
- CAFFAREL (l'abbé), économe du grand Séminaire, à Gap.
- CALLANDRE, conservateur des hypothèques, à Gap.
- CARLE (Louis), juge de paix en retraite, à Tallard.
- CASTELLI (Charles), entrepreneur, à Gap.
- CAZENEUVE (C. de), président du Tribunal, à Villeneuve-
sur-Lot.
- CHABRAND, docteur en médecine, rue Abbé de la Salle, 16,
à Grenoble.
- CHAMPSAUR (Adrien), docteur en médecine, rue de Pro-
vence, à Gap.
- CHANCEL (Alphonse), ingénieur des ponts et chaussées,
conseiller général des Hautes-Alpes, rue Vezelay, 10,
à Paris.
- CHANCEL (Edmond), boulevard Péreire, 131, à Paris.
- CHANCEL (Louis), rentier, à Briançon.
- CHAPER (Eugène), ancien député de l'Isère, rue Villars, 10,
à Grenoble.
- CHAUDIER, architecte du départ. des Hautes-Alpes, à Gap.
- CHAUTARD (Joseph), vétérinaire, inspecteur-chef du ser-
vice sanitaire, à Modane (Savoie).
- CHAUVET (Jph), avocat, place Sainte-Claire, 5, à Grenoble.
- CHEVALIER, docteur en médecine, place Saint-Michel, 3,
à Marseille.
- CHEVALIER (Ulysse), chanoine honoraire, membre non
résidant du Comité des travaux historiques, corres-
pondant de l'Institut, à Romans (Drôme).
- CLAVEL, chef de division à la préfecture, à Gap.
- COLLÈGE de Briançon,
- COLLOT (Louis), professeur à la Faculté des sciences, à
Dijon (Côte-d'Or).
- CONTIER, major au 7^e d'Infanterie, à Cahors (Lot).

COOLIDGE (Rev. W.-A.-B), professeur au Magdalen Collège, à Oxford (Angleterre).

CORRÉARD, général de division, rue de France, 60, à Nice.

CORRÉARD (Hipp.), colonel du 25^e de ligne, à Cherbourg.

COURTIL (Marius), comptable de l'entreprise de la cathédrale, à Gap.

CROZET (Ernest de), 27, rue de la Rotonde, à Marseille.

DAMAS, principal du Collège, à Cambrai (Nord).

DARCY (Maldan-Alex.), conservateur des forêts, à Gap.

DARNAUD, licencié en droit, juge de paix, à Saint-Firmin.

DAVIN, aumônier de la Providence, à Gap.

DAVIN (François-Joseph), conducteur des ponts et chaussées, à Gap.

DAVIN (Martial), chef de bureau adjoint au Ministère de la marine, rue Castellane, 13, à Paris,

DELPHIN (colonel Hipp.), rue Casimir-Périer, 11, à Paris.

DEVÈZE, colonel du génie en retraite, à Grenoble.

DIOQUE (Balthasar), percepteur en retraite, à Tallard.

DIOQUE (Désiré), juge d'instruction, à Embrun.

DISDIER DE ROUSSET, avocat, à Gap.

DOERR, ingénieur en chef des ponts et chaussées, à Moulins

DORCHE, percepteur, à St-Bonnet-en-Champsaur.

DUBOIS-GUCHAN (Gaston), ancien élève-pensionnaire de l'École des chartes, à Sées (Orne).

DUHAMEL (Henri), président de la section du *Club-Alpin français* de l'Isère, à Gières, près Grenoble.

DULTIER, capitaine en retraite, chevalier de la Légion d'honneur, à Saint-Rambert-l'Île-Barbe (Rhône).

DULTIER, chevalier de la Légion d'honneur, à Montmorin.

DUMAS, inspecteur des Contributions directes, à Gap.

DUPONT-DELPORTE (le baron), ingénieur des chemins de fer P.-L.M., à Gap.

DUPUIS (G.), chef de bureau à la préfecture, à Gap.

DUPUIS, chanoine, ancien vicaire-général, à Gap.

ÉBERLIN, pharmacien, 1, boulevard de la Madeleine, à Marseille.

ESCALLE (Hippolyte), clerc de notaire, à Gap.

ESPIÉ, directeur de l'enregistrement, à Privas (Ardèche).

XI

EUZIERE, avocat, conseiller général des Hautes-Alpes,
maire de Gap.

FABRE, notaire, à Guillestre.

FALQUE (Chaffrey), 3, cité Magenta, à Paris.

FAURE (Ernest), négociant, rue Bab-Azoun, à Alger.

FAURE-GEORS (l'abbé), curé, à Montmorin.

FAURE (Henri), directeur des postes et télégraphes, à
Guéret.

FAURE (Joseph), avoué, à Gap.

FAURE, Léon, pharmacien, conseiller d'arrondissement,
à Gap.

FAURE, pharmacien, ancien maire de la ville de Briançon.

FAZY (l'abbé), curé, à la Chalp-Sainte-Agathe, Saint-Véran,
par le Château-Queyras.

FIARD, capitaine en retraite, à Gap.

FIKELSCHÉRER, docteur en médecine, à Briançon.

FILLET (l'abbé), curé, à Allex (Drôme).

FINAT, pharmacien, à Gap.

FORTOUL, curé-archiprêtre à Tallard.

GAILLAUD, chanoine, archiprêtre de la Cathédrale, à Gap.

GANDOULF, principal du Collège, à Embrun.

GARNIER (Aug.), négociant, place Saint-Nizier, 5, à Lyon.

GARNIER (Maurice), ancien député, conseiller à la Cour
des Comptes, place Vintimille, 6, à Paris.

GARNIER (Jules), agent-voyer cantonal, à Tallard.

GAUTIER, ancien directeur des postes et télégr., à Gap.

GAY, chanoine honoraire, directeur au grand Séminaire,
à Gap.

GELIN, ancien maire, à Veynes.

GIRAUD, docteur en médecine, conseiller général des Hau-
tes-Alpes, à St-Bonnet.

GIVAUDANT (Ferdinand), à Cordoba (Républ. Argentine).

GONNET (Aimé), avocat près la Cour d'appel, rue Bayard, 17,
à Grenoble.

GONZALES (Édouard), buffet de la gare, à Dijon.

GORLIER, conseiller d'arrondissement, rue des Archives, 19,
à Paris.

GRIMAUD (E.), conseiller à la Cour d'appel, à Grenoble.

- GRIMAUD, conseiller général, député des Hautes-Alpes, à Paris.
- GRIMAUD, curé-archiprêtre, à Guillestre.
- GROSSET (Eugène), curé de Valencogne, par Virieux (Isère).
- GUÉRIN (l'abbé), curé-archiprêtre, à Embrun.
- GUILLAUME (Frédéric), employé au service de la voirie, rue de Bonnel, 50, à Lyon.
- GUILLAUME (Paul), chanoine honoraire, correspondant du Ministère de l'Instruction publique pour les travaux historiques, archiviste des Hautes-Alpes, à Gap.
- GUILLAUME (Rév. Casimir), curé de Saint-Isidore, comté de Russell, Ontario (Canada).
- GUILLEMEN (Paul), inspecteur général de la navigation et des ports de la Seine, boulevard Saint-Germain, 38, à Paris.
- GUINIER, inspecteur des forêts, à Annecy (Haute-Savoie).
- HECKER (Philippe), chef de section du chemin de fer P. L. M., à Oyonnax (Ain).
- HONNORAT (D.-S.), chef de section à la construction des chemins de fer P. L. M., rue Tabareau, 1, à Lyon.
- HUGUES, avocat, à Gap.
- IMBARD (François), conducteur principal des ponts et chaussées, trésorier de la *Société d'Études*, rue Grenette, 4, à Gap.
- IMBERT, licencié en droit, notaire, à Embrun.
- ITIER (Jules), avocat, à Montpellier (Hérault).
- IZOARD, inspecteur, chef de bureau du mouvement du chemin de fer de Bône-Guelma, à Bône.
- JACQUES (Léon), docteur en médecine, à Saint-Bonnet-en-Champsaur,
- JAME (l'abbé), chanoine honoraire, aumônier des Dames du Saint-Cœur, à Gap.
- JEAN (Ferreol), négociant, à Gap.
- JEAN (Louis), libraire, place Saint-Étienne, à Gap.
- JOUBAULT, commandant de gendarmerie, à Gap.
- JOUBERT (l'abbé), vicaire général, chanoine de Sens et d'Amiens, à la Trappe d'Aiguebelle, près Grignan (Drôme).

XIII

JOUFFRAY, capitaine d'artillerie, place de l'Étoile, 3, à Grenoble.

JOUGLARD (Eugène), imprimeur, directeur des *Alpes Démocratiques*, à Gap.

JOUGLARD (Sosthène), vice-président du tribunal civil, à Valence (Drôme). -

JOUGLARD, notaire, à Gap.

JOURDAN (Camille), propriétaire, au Serre-de-la-Croix près Aspres-sur-Buëch.

JOUBE, chanoine honoraire, curé-archiprêtre, à Savines.

JOUBE (Joseph), boulevard des Filles du Calvaire, 18, à Paris.

JULIANY (Joseph), négociant, à Manosque (Basses-Alpes).

JULLIEN, sous-inspecteur de l'Enregistrement, à Lure (Haute-Saône).

JULLIEN (Victor), vérificateur des douanes, ancien membre du Conseil général des Hautes-Alpes, rue Ste-Claire, 12, à Marseille.

JULLIEN, sculpteur, 16, rue Mayet, à Paris.

LABASTIE (Auguste), président du tribunal, à Gap.

LADOUCETTE (Étienne de), ancien député des Ardennes, place Vendôme, 8, à Paris.

LAFONT (de), ingénieur en chef des ponts et chaussées, à Bourges.

LAGIER, chanoine honoraire, curé-archiprêtre, à Aspres-sur-Buëch.

LAMORTE (Adolphe), rue de la Bourse, 4, à Paris.

LANNES, capitaine des douanes en retraite, à Briançon.

LAUGIER (Joseph), négociant, à Gap.

LATY (Albert), notaire, à Gap.

LÉAUTIER, archiviste des bureaux d'État major, à Gap.

LEMAITRE, intendant militaire en retraite, à Gap.

LEMAS, secrétaire général des Hautes-Alpes, à Gap.

LEMONTAGNER, directeur des Contributions directes, à Gap.

LÉOTIER, inspecteur de l'Enseignement primaire, à Avignon.

LÉPINE, chanoine titulaire, vicaire-général du diocèse, à Gap.

XIV

- LESBROS, curé, à Bruis.
LESBROS, médecin chef de l'hôpital militaire de Gabès (Tunisie).
LIOTARD (Alfred), avoué, conseiller général des Basses-Alpes, à Gap.
LORDEREAU, ingénieur en chef des ponts et chaussées, au Puy.
LURION DE L'ÉGOUTAIL (Roger de), avocat, rue du Perron, 24, à Besançon (Doubs).
MANGAREL, chef de division honoraire de la Préfecture, à Gap.
MARCHAND, conducteur des ponts et chaussées, à Gap.
MARCHAND, pasteur, à Aspres-sur-Buëch.
MARIN, agent-voyer d'arrondissement, à Embrun.
MARIN-TABOURET, directeur au grand Séminaire, à Gap.
MARROU (Ferdinand), maître ès arts pour l'architecture en métaux repoussés, rue St-Nicolas, 59, à Rouen (Seine-Inférieure).
MARTIN (David), conservateur du Musée, professeur au collège de Gap.
MARTIN (Gabriel), pharmacien de 1^{re} classe, 35, rue des Amandiers, à Paris.
MARTIN (l'abbé), curé, à Poligny.
MASIMBERT, secrétaire de la *Société des Touristes du Dauphiné*, rue Bayard, 2, à Grenoble.
MATHIEU, secrétaire de la Mairie, à Guillestre.
MAX-COHEN et SOHN, libraires, Kaiserplatz, 18, à Bonn (Allemagne).
MEIFFRE (A.), cité Magenta, 3, à Paris.
MEIFFRE (Chaffrey), négociant, cité Magenta, 3, à Paris.
MEIFFRE (Ernest), rue Martel, 6, à Paris.
MEYER (F.-A.), avoué, à Briançon.
MEYER, inspecteur d'Académie, à Gap.
MONDET (Émile), officier d'Académie, principal du Collège, à Bonneville (Haute-Savoie).
MONDET, pharmacien, à Gap.
MONNIER, directeur de la fabrique de produits céramiques, à Gap.

XV

MORGAN (J.), agent des postes en retraite, à La Chaup-Condillac (Drôme).

MOTTE (l'abbé J.-P.), vicaire de la cathédrale, à Gap,

MOURRE, percepteur, à Ribiers.

NICOLAS, conseiller général, juge de paix, à Grenoble.

OLLIVIER (Laurent), négociant, à Gap.

PARIS, ingénieur des ponts et chaussées, à Gap.

PASCAL, capiscol de l'*École de la montagne*, curé, à Méreuil.

PASCAL, capitaine en retraite, rue Sextier, 34, Avignon.

PASCAL (l'abbé Germain), curé à Lagrand.

PAVIE, conseiller général des Hautes-Alpes, maire de Savines.

PELOUSE, inspecteur de l'enseignement primaire, à Cahors.

PELOUX (Félix), rue Consolat, 170, à Marseille.

PÉRIER (Ennemond), avoué à la Cour d'appel, rue Saint-André, 3, à Grenoble.

PEYRIN, professeur au collège, à Gap.

PEYROT (Henri), chef de division en retraite, à Grenoble.

PIC, curé en retraite, à Méreuil.

PICHOU (Polycarpe), conducteur de la construction des chemins de fer P. L. M., à Reillanne (Basses-Alpes).

PIFFARD (Bernard), Will Housse, Redbourn Road, Hemel Hempsted, Herts (Angleterre).

PINET DE MANTEYER (Léon), rentier, à Gap.

PINET DE MANTEYER (Georges), étudiant en droit, à Gap.

PIOLLET, substitut du Procureur général, à Grenoble.

PIROSSIN (l'abbé L.), curé, en retraite à Embrun.

PISANÇON (le marquis de), à Pisançon, par Bourg-de-Péage (Drôme).

PISON, inspecteur des forêts, à Briançon.

PROVANA DE COLLEGNO (le comte François-Xavier), rue Saint-François-de-Paule, 14, à Turin (Italie).

PROVANSAL (Alfred), conseiller général des Hautes-Alpes, notaire, à Laragne.

PROVANSAL (Gustave), conseiller général des Hautes-Alpes, à Chorges.

XVI

- PRAT, conseiller général, maire de La Salle-lès-Alpes.
- PRUNIÈRES (le comte), ancien conseiller général, à Prunières.
- PUY (Antoine), notaire honoraire, conseiller d'arrondissement, au Château-Queyras.
- QUEYRAS, conseiller général des Hautes-Alpes, à la Rochesous-Briançon.
- RAMBAUD, ancien vicaire, à Gap.
- RAVOUX, curé-archiprêtre, à Vitrolles.
- REPELIN, chanoine titulaire, à Gap.
- REY (R.), agrégé de l'Université, inspecteur d'Académie, à Avignon.
- REY (l'abbé), à Notre-Dame de Sion, Vezelize (Meurthe-et-Moselle).
- REYNAUD, professeur à l'École normale, à Privas.
- RICHAUD, imprimeur-libraire, directeur de l'*Annonciateur*, à Gap.
- RICHARD (Jean-Antoine), vétérinaire, à Aiguilles.
- RIPERT DE MONCLAR (le marquis de), consul général de France, à Amsterdam (Hollande).
- RIPERT (l'abbé), vicaire de la cathédrale, à Gap.
- RISPAUD, chef d'État major du Gouverneur de Grenoble.
- ROBERT (Alfred), fondé de pouvoirs du Trésorier-payeur général, à Gap.
- ROCHAS-D'AIGLUN (A. de), commandant du Génie, à Paris.
- ROCHE (Achille), architecte, inspecteur diocésain, à Gap.
- ROCHE (Célestin), agent-voyer d'arrondissement, à Gap.
- ROMAN (Joseph), avocat, correspondant du Ministère de l'Instruction publique pour les travaux historiques, à Picomtal, près Embrun.
- ROMIEU, professeur à l'école normale, à Gap.
- ROUGNY (Eugène), employé aux archives départementales, à Gap.
- ROUX, chanoine honoraire, curé-archiprêtre, à Briançon.
- ROUX (Gustave), docteur en droit, ancien magistrat, rue Vaucanson, 2, à Grenoble.
- ROZAN (le docteur), conseiller général des Hautes-Alpes, au Château-Queyras.

XVII

- RUA (l'abbé), curé de première classe, à Aiguilles.
RUELLE, rue d'Amsterdam, 71, à Paris.
SAINT-MARCEL-EYSSERIC, ancien magistrat, à Sisteron.
SALLE, agent-voyer cantonal, à Gap.
TOY-RIONT (Marius), rue Nationale, 51, à Marseille.
SARRAZIN (Jean), homme de lettres, quai de la Charité, 6,
à Lyon.
SENTIS (Henri), professeur de physique au Lycée, place
Ste-Claire, 14, à Grenoble.
SERRE (l'abbé), professeur de Philosophie, à Mongré de
Villefranche (Rhône).
SIBOUR (Ernest), propriétaire, à Puymaure, près Gap.
SIGNORET (Jules), chef d'institution secondaire, à Guil-
lestre.
SUPÉRIEUR (le) du petit Séminaire, à Embrun.
TAPIOT (Louis), conducteur des ponts et chaussées, à Gap.
TEISSIER, docteur en droit, avocat, à Gap.
TEMPLIER (l'abbé), professeur de rhétorique au petit
Séminaire, à Embrun.
THÉVENARD, agent-voyer en chef, à Gap.
THÉVENOT, percepteur en retraite, à Saint-Bonnet.
THOUMAZOU, sous-intendant militaire, à Aix-en-Provence
(B.-d.-Rh.)
TOSCAN DU PLANTIER (Henri), avocat, à Gap.
TOUR-DU-PIN CHAMBLY LA CHARCE (baron de la), boulevard
Delorme, 26, à Nantes (Loire-Inférieure).
TOUR-DU-PIN LA CHARCE (comte de la), rue St-Antoine, 26,
à Versailles.
TURLIN (E.), conducteur des ponts et chaussées, à Gap.
VAGNAT, docteur en médecine, conseiller général, à
Briançon,
VALENTIN, vicaire général, supérieur du grand Séminaire,
à Gap.
VALLENTIN (Ludovic), juge, vice-président de la *Société
départementale d'archéologie et de statistique de la
Drome*, à Montélimar (Drôme).
VALENTIN (Roger), receveur des domaines à Villeneuve-
lez-Avignon (Gard).

XVIII

VALLIER (Gustave), conservateur honoraire du médaillier de la ville de Grenoble.

VERNET (Oscar), ancien préfet des Hautes-Alpes, préfet honoraire, à Bourdeaux (Drôme).

VIAL, capitaine en retraite, à l'Épine.

VIALLET, ingénieur, rue de l'Échirolle, à Grenoble.

VIDIL, inspecteur de l'enseignement primaire, à Privas.

VIGNET (Louis), notaire honoraire, à Fontaine-sur-Saône (Rhône).

VILLAN (Joseph), adjoint au maire, à Aiguilles.

VINGTRINIER (Aimé), bibliothécaire de la ville de Lyon.

MARCELOFF, rentier, à Ribiers.

Bibliothèques des Hautes-Alpes abonnées :

Bibliothèque de l'École normale des filles, à Gap.

Bibliothèque de l'École normale des garçons, à Gap.

Bibliothèque des frères des Écoles chrétiennes, à Gap.

Bibliothèque du couvent de Saint-Joseph, à Gap.

Bibliothèques communales : d'Embrun, de Savournon et de Sigoyer.

Bibliothèques paroissiales : d'Abriès, Châteauroux-Saint-Irénée, Montmaur, Montrond, Neffes et Remollon.

Bibliothèques pédagogiques : d'Aiguilles, L'Argentière, Aspres-sur-Buëch, Barillonnette, La Bâtie-Neuve, Briançon, Chorges, Embrun, Gap, Guillestre, La Grave, Laragne, Le Monétier-de-Briançon, Orcières, Orpierre, Ribiers, Rosans, Saint-Bonnet, Saint-Étienne-en-Dévoluy, Saint-Firmin, Savines, Serres, Tallard et Veynes.

REVUE RÉTROSPECTIVE

SUR

LANNÉE 1888

PAR

M, l'Intendant LEMAITRE

Vice-Président de la *Société d'Études des Hautes-Alpes*,
lue en séance générale du 6 décembre 1888.

MESSIEURS,

Cette année encore notre président, M. l'Intendant DE LAVALETTE, manque à notre réunion annuelle, à son grand regret, j'en ai la certitude, et il nous l'eût exprimé si son état de santé ne s'était encore aggravé ¹. Espérons qu'il surmontera la crise qu'il subit et que, reprenant sa vigueur, il nous apportera de nouveau le concours de son efficace direction. Dans les votes auxquels vous allez être appelés, vous voudrez sans doute ne pas oublier qu'il est, on peut dire, le premier qui ait soutenu l'inspirateur de cette société et l'un de ses principaux fondateurs.

Je ne pourrai, avec la compétence qu'il avait, vous donner, ainsi qu'il le faisait chaque année, la revue rétrospective des publications dont notre *Bulletin* s'est fait l'organe ; je crois cependant devoir vous en présenter un résumé bien sommaire.

* *

Nous trouvons d'abord, commencée en 1886 et terminée au cours de cette année, l'étude du D^r CHABRAND, *Briançon administré par ses consuls*, exposant depuis le xiv^e siècle jusqu'à 1790, l'organisation, les moyens divers d'administration, par lesquels satisfaction était donnée aux besoins de la cité. Les détails et des faits souvent caractéristiques sont développés dans vingt-sept titres différents, embrassant toutes les parties du service communal.

¹ Au cours de la séance, M^{lle} Fanny DE LAVALETTE fait connaître par dépêche, qu'elle verse la somme de 200 francs pour son inscription de Membre fondateur.

Comme le dit l'auteur, la communauté briançonnaise jouissait d'une administration libérale et exceptionnelle ; elle était, en 1787, citée comme exemple à l'appui des demandes pour le rétablissement des assemblées d'états : « Quoique le plus mauvais pays du Dauphiné » disait-on, « le Briançonnais est le plus habité, le mieux cultivé, « où les peuples sont les plus heureux, le Roi le mieux « payé, à cause des anciens privilèges qui lui ont été main « tenus. »

Cette publication comprend 179 pages de notre bulletin ; c'est, on le voit, une importante et fort instructive étude.

M. le chanoine REPELIN, nous donne l'analyse de la seconde partie de l'ouvrage de M. Abel de Chevallet, sur *l'origine et la formation des mots*. La 1^{re} partie de cet ouvrage avait obtenu à l'Institut le prix Volney en 1850. La 2^e partie a remporté, en 1858, le prix Gobert. Les hommes dévoués qui se livrent aux recherches grammaticales liront cette analyse consciencieuse avec intérêt et seront désireux de consulter l'ouvrage même.

Le bulletin s'est ouvert à la publication en une brochure annexe, faite par les fils de l'auteur, que nous comptons parmi nos membres les plus dévoués, d'un poème inédit de feu Célestin ROCHE, sur le *Système du monde*. Nous l'avons admis comme étude d'un genre spécial, déroulant d'une manière attrayante et parfois saisissante le tableau du monde planétaire.

M. le commandant DE ROCHAS nous a mis à même de publier un mémoire historique se rapportant aux guerres qui ont eu lieu sur la frontière des Alpes de 1707 à 1712. Cet exposé, dû à un ingénieur, M. de la Blottière, qui s'était trouvé à la suite des Maréchaux de France ayant successivement exercé le commandement, avait, outre son intérêt historique local, un caractère d'opportunité, au moment où l'on s'occupe de la mise en défense de cette partie de nos frontières.

Ce n'est pas le premier travail que nous devons à notre érudit compatriote ; nous espérons qu'il nous fournira encore le moyen d'intéresser nos lecteurs.

Nous devons à M. ADVIELLE un abrégé du recueil des sentences rendues par les juges de la douane de Lyon, en exécution des édits de François 1^{er}, Henri II, Charles IX, Henri III, Henri IV et Louis XIII. C'est un code abrégé de la douane pour la région des Alpes et qui fait revivre l'histoire commerciale du Dauphiné au XVI^e siècle et en particulier les rapports de Briançon avec la douane de Lyon. N'est-ce pas également un document d'un véritable à propos, au moment où nous sommes en discussion avec nos voisins de l'autre versant des Alpes, pour les conditions de nos échanges, qui intéressent tant notre département ?

Je mentionnerai, ensuite, la copie d'une note d'un critique éminent sur le théâtre ancien en Dauphiné rappelant notamment les mystères.

Le même auteur nous a transmis la copie d'une lettre de l'archevêque d'Embrun, Pierre Louis de Leyssin, concernant la famille de Marcieu, qui est dauphinoise. Ce document nous apprend que les familles importantes qui faisaient approuver leurs alliances par le Roi, afin d'être admises à la Cour, étaient soumises à une sorte d'enquête secrète, sur les titres de ces familles. Cette enquête était confiée au généalogiste du Roi, qui était alors M. Chérin, auquel s'adressait l'archevêque dans l'intérêt de la famille de Marcieu.

Avec cette dernière communication, M. Advielle, qui nous témoigne un réel intérêt pour nos travaux, avait joint une note descriptive d'une épingle aux armes de Gap.

La notice sur le *Cours d'histoire naturelle de Villars* que nous devons à M. REYNAUD, professeur à l'école normale de Privas, en nous rappelant un savant qui fait honneur à notre pays, nous donne des moyens de comparaison entre l'état de la science à la fin du siècle dernier et ce qu'elle est devenue de nos jours.

Théorie sur la sève descendante de M. GUINIER, ancien inspecteur des forêts à Gap, resté membre de notre société d'Etudes. Ce travail, suite d'un précédent sur le mè-

me sujet, serait peut-être mieux placé dans un ouvrage général de botanique ; il offre toutefois de l'intérêt pour ceux qui, en assez grand nombre dans ce département s'occupent de cette science. L'auteur, qui connaît bien notre pays, nous rendrait un réel service et serait mieux dans la portée et le but de nos études, s'il voulait entreprendre une notice sur la situation des forêts dans le département, à l'époque où on a inauguré la régénération des montagnes et sur ce qu'elle était lorsqu'il nous a quittés. Il y aurait là une comparaison fort instructive et qui serait de nature à faire tomber bien des préventions. Ce programme semblerait aussi devoir séduire un des fonctionnaires de cette administration à laquelle sont confiés de si importants intérêts pour ce pays.

M. MOURRE donne dans deux livraisons la première partie d'un *Essai historique sur Ribiers*. Percepteur au chef lieu de canton et homme d'études, M. Mourre est bien placé pour étudier l'histoire locale de cette partie de territoire. Nous ne pouvons que souhaiter de voir imiter son exemple pour les diverses parties du département.

La conférence faite à Paris, en mai dernier, par M. BOUCHÉ DE BELLE, avocat au Conseil d'État et à la Cour de Cassation, un de nos conseillers généraux, sur le *Mouvement dans les Hautes-Alpes des revendications de 1788*, trouvait, bien qu'éditée déjà, sa place toute naturelle dans ce bulletin. Le caractère de libéralisme, de fermeté calme de nos populations et de leurs délégués, y est parfaitement dépeint, ainsi que la ligne de modération que ceux-ci adoptèrent dans la décision si grave qui souleva l'Europe contre nous.

Au moment où le Dauphiné organisait des manifestations officielles et d'autres d'un caractère privé, non moins significatives, nous ne pouvions passer sous silence le récit d'une conférence tenue devant nos concitoyens, sur les événements qui ont motivé cet anniversaire.

M. Aristide ALBERT, ancien sous-préfet d'Embrun, a commencé une biographie et bibliographie du Briançonnais et spécialement de *la vallée du Queyras*. Dans la pre-

XXIII

mière partie, publiée à la 4^e livraison, il passe en revue les différents personnages relativement nombreux de cette magnifique vallée. Ce sont les familles Albert (à laquelle appartient l'auteur), Berthelot, Chabrand. A cette dernière appartient le D^r Chabrand notre collègue et collaborateur, et le chanoine Pierre Chabrand, ancien vicaire général, récemment décédé. Les noms isolés sont ceux de : Aymar, Bertrand-Brun, Chaillol ou Chaillot. — La suite nous donnera tous ceux qui ont rendu des services à leur pays natal et dont il est bon de conserver le souvenir.

Si avec les *Bulletins météorologiques* que M. ROMIEU nous donne chaque trimestre, et les articles nécrologiques, nous ajoutons quelques notes de circonstance, un document sur la restauration de l'église de Boscodon, don de M. DE LAFONT, ingénieur en chef des ponts et chaussées; et quelques articles critiques ou de faits divers, on aura la part des collaborateurs accidentels du Bulletin.

Dans la variété de ces publications, on peut reconnaître notre tendance générale à nous maintenir le plus possible dans la reproduction des écrits se rapportant à notre département et tout au moins à la région : c'est notre raison d'être ; c'est par là que nous pouvons le plus intéresser ceux qui nous soutiennent, en rappelant les faits qui se sont produits autour de nous, et les hommes d'étude, en leur fournissant des matériaux pris à leur source.

*
* *

J'ai réservé pour terminer cet exposé bien insuffisant, les travaux de notre secrétaire. Je serai plus bref encore ; je ne puis avoir la prétention d'en faire même une courte analyse ; je me bornerai à les énumérer et à en indiquer l'objet :

Nous trouvons en suivant l'ordre de ces publications :

1^o *Inventaire des archives seigneuriales de L'Argentièrre*, rédigé en 1481, en latin. Il occupe plusieurs feuilles dans les quatre bulletins trimestriels, avec pagination spéciale. On y trouve de nombreuses indications sur les droits, charges diverses, les actes intéressant la seigneurie.

liers et les particuliers. Il est suivi d'une table des noms de personnes et de lieux, qui ajoute à l'intérêt.

2° *Pouillés du diocèses de Gap et d'Embrun de 1516*, inédits dans leur ensemble, donnant l'état des bénéfices ecclésiastiques, ainsi que l'indication des décimes ou des redevances payées au Roi par le clergé. Ils contiennent des indications de lieux et de faits historiques intéressants, l'histoire générale se mêlant et se confondant très souvent avec l'histoire ecclésiastique, au moyen âge et jusqu'en 1790. Il y a dans ces pouillés une source de renseignements précieux qu'il était bon de mettre à jour.

3° *État du département des Hautes-Alpes vers 1789*. Cette situation, sous la forme abrégée de tableau, présente la constitution administrative, féodale et judiciaire de la région qui a formé notre département et une comparaison de la population en 1789 et en 1886.

4° Nous trouvons, plus loin une note relative à la *fondation de la chapelle de St-André à N.D. d'Embrun en 1392*.

5° Copie d'un manuscrit latin du XIV^e siècle de la Bibliothèque nationale, faisant connaître les *doctrines des Vaudois*, les conditions exigées des ordinands.

6° *Comptes consulaires du mandement de St-Crépin*. Ce travail, extrait des archives de cette commune, permet d'établir une comparaison intéressante entre les charges de cette époque et celles d'aujourd'hui ; on trouve aussi dans les citations chronologiques des détails historiques pris sur le fait ; c'est en un mot la vie de nos pères au jour le jour.

7° Vient enfin le *Bulletin bibliographique*, dont M. Guillaume est à peu près l'unique auteur ; c'est l'analyse sommaire des ouvrages intéressant la contrée, qui nous sont adressés et, par exception, de ceux connus d'ailleurs, qui offrent un intérêt particulier pour nous.

J'ai passé sous silence diverses notes explicatives accompagnant certains documents.

Il faut ajouter à cette liste les publications spéciales annexes, dont quelques-unes paraîtront incessamment : les *Charles de N.-D. de Berlaud*, terminé ; le *Cartulaire de*

Durbon, tout prêt, et que des considérations de délicatesse ont, seules, empêché de mettre à jour ; le *Mystère de St-Pons*, le dernier de nos cinq mystères des Hautes-Alpes, édité à Montpellier par la Société des langues romanes dont nous recevons un exemplaire tiré à part, la préparation de l'*Histoire des Alpes*, du Père Fournier, auquel s'intéressent beaucoup de savants étrangers, et qui sera très recherchée ¹.

Cette énumération, si écourtée, fait ressortir cependant la somme considérable de travail produite par notre Secrétaire, dans l'intérêt de notre Société ou sous ses auspices, et sans préjudicier en rien à d'autres labours inhérents à sa position d'archiviste du département.

Bien que tous n'apprécient pas à un même degré ces publications d'un caractère spécial, qui ont été peut être trop simultanées, n'estimez-vous pas, néanmoins, qu'il y a dans cette importante production un réel mérite, et n'avons-nous pas pour nous confirmer dans cette opinion le témoignage des distinctions accordées à l'auteur par le Gouvernement, celui des éloges que l'autorité administrative a été chargée de lui exprimer de la part du Ministre appréciant les résultats ?

Je crois donc pouvoir exprimer en votre nom à M. le chanoine Guillaume, nos remerciements pour le concours dévoué qu'il donne à notre Société.

Je n'ignore pas que quelques-uns de ses travaux ont été l'objet de critiques ; mais quel est, en des matières aussi ardues, l'auteur qui puisse se flatter d'y échapper ! Je dirai même plus, elles sont utiles, car le doute se présente souvent pour les plus habiles.

Quelques membres m'ont exprimé le désir que les documents latins les plus intéressants soient traduits en français dans un but de vulgarisation. Cette traduction pourrait tenter des membres du clergé ou de l'enseignement qui seraient ainsi les collaborateurs de ces ouvrages. Vous aurez à apprécier s'il y a lieu de donner suite à ce vœu.

¹ Cette dernière publication est faite en dehors de la *Société d'Étude* et par souscriptions.

XXVI

En tous cas, il y a là une sérieuse collection de matériaux utiles, mis à jour avec leur texte réel qui éviteront aux historiens beaucoup de recherches, aux savants un long et pénible travail de lecture. D'ailleurs il dépendra de chacun de nous de donner à nos publications un intérêt qui satisfasse tous les désirs légitimes.

Serai-je indiscret en souhaitant que le Conseil général puisse aussi les encourager, car elles ne se font pas sans quelques sacrifices dont l'auteur et nous mêmes ressentons la charge

* *

Ce n'est pas seulement à la vulgarisation de ces études que s'est bornée notre action. A la suite de l'assemblée générale dernière, nous obtenions de la Commission départementale, sur la proposition de M. le Préfet, Beverini-Vico, un premier crédit afin de nous aider à faire encadrer les dessins remarquables que nous devons à M. BLANC, artiste dessinateur et ceux de la collection JANSON. Ce travail est un fait accompli en partie et vous pouvez en voir le résultat dans les locaux voisins ; nous l'achèverons, car, au moment d'entrer en séance, j'apprends qu'un nouveau crédit de 171 francs, dû à l'appui de notre nouveau préfet, est mis à notre disposition.

A plusieurs reprises nous avons été amenés à nous occuper des diverses collections, des moyens d'en assurer la conservation et de donner au public la possibilité de les visiter ; nous avons dans ce but sollicité des allocations que le Conseil général n'avait pu encore nous accorder. Dans sa dernière session, cette assemblée a d'abord approuvé la désignation que nous avions proposée de l'un des membres de nos comités, M. MARTIN, professeur de sciences naturelles au collège, comme conservateur de toutes les collections réunies dans les locaux de la Préfecture ; de plus, il a accordé pour les soins, inhérents à ces travaux, une allocation de 500 francs. Le dévouement de M. Martin justifie bien cette désignation et ces avantages ¹.

¹ Je crois devoir vous signaler, en passant, qu'un travail de notre collègue sur *les dépôts diluviens glaciaires de la vallée de la Durance*, a été l'objet d'un rapport élogieux du Comité des travaux historiques et scientifiques (Tome 8, n° 5). Nous le publierons prochainement.

XXVII

La subvention qui nous était attribuée a été augmentée de 100 francs, sur lesquels seront prélevés les frais d'entretien de la collection ornithologique ; enfin un crédit spécial de 500 francs est alloué pour une nouvelle vitrine, destinée aux objets divers qui ne peuvent être exposés sans être protégés.

Le Conseil général par ces décisions a voulu reconnaître les résultats que produit notre société ; il a affirmé de nouveau le patronage bienveillant qu'il exerce à notre égard depuis notre fondation. Vous vous associerez à moi pour prier M. le Préfet d'être, auprès de l'assemblée départementale, l'interprète de notre gratitude. Que M. le Maire de Gap, que nous avons la bonne fortune de voir à notre réunion, après plusieurs années, veuille bien aussi se faire notre organe auprès de ses collègues et agréer tous nos remerciements pour l'appui qu'il a donné à l'obtention de ces divers crédits.

Le jour viendra bientôt où l'ensemble de toutes nos collections, éparses un peu partout, nécessitera de nouvelles et meilleures installations. Ce jour-là le *Musée départemental* sera bien près d'être organisé. Ce sera le moment d'y comprendre les spécimens variés de nos productions naturelles, bois, métaux, ciments, laines et peaux ; leurs transformations industrielles. Ce serait une véritable exposition permanente des industries locales, à la constitution de laquelle nos producteurs et fabricants divers n'hésiteraient certainement pas à concourir, chacun suivant sa spécialité. Cette idée me semble devoir se recommander d'elle-même à toutes nos administrations, comme à ceux qu'elle intéresse.

*
*
*

En vous remerciant, Monsieur le Préfet, de votre présence à cette réunion, nous y voyons un gage, que vous voudrez bien, ainsi que vos prédécesseurs, nous donner votre appui auprès du Gouvernement et des divers Conseils du département, pour nous aider à poursuivre notre œuvre. Vous pouvez en apprécier le but ; il se rapporte surtout à ce département auquel la naissance ou les circonstances nous ont rattaché. Bien que notre objectif

XXVIII

direct ne soit pas son intérêt matériel, nous pouvons aussi dire, après ses organes autorisés, que ce pays a d'autant plus droit à l'attention, aux libéralités des pouvoirs publics, qu'il est plus dénué de ressources, exposé à plus de chances de calamités et, en même temps, un de nos remparts les plus solides contre les dangers possibles de l'extérieur. Comme le dit la fière inscription de la porte de Briançon, le passé en est à la fois une preuve et une promesse ; mais encore faut-il que la population puisse y vivre et ne soit pas amenée à s'expatrier, sans esprit de retour. Tous, nous ne faisons que notre devoir en réclamant beaucoup, et c'est justice de nous l'accorder. C'est, nous en avons la ferme confiance, ce que vous saurez faire ressortir, Monsieur le Préfet, lorsque vous aurez pu vous rendre compte, si le temps vous en est laissé et nous le souhaitons, de tout ce qui est à faire et de l'exiguité des moyens pour le réaliser, malgré l'énormité de nos charges.

SITUATION FINANCIÈRE

DE LA SOCIÉTÉ D'ÉTUDES DES HAUTES-ALPES

AU 31 DÉCEMBRE 1888

FONDS DE RÉSERVE

provenant des exercices antérieurs

déposés à la banque GASSIER, frères, à Gap :

1884. — Titre de 7 fr. de rente 3 0/0 représentant au cours d'achat un capital de.....	184 35
1887. — Titre de 63 fr. . id.	1.561 85
1888. — Titre de 15 fr. id.	407 25
1888, 29 décembre. — Versement de M ^{lle} DE LAVALETTE, membre fondateur.....	200 »
TOTAL des fonds de réserve.....	<u>2.353 45</u>

EXERCICE 1888

RECETTES

Restant en caisse le 15 décembre 1887.....	156 40
Intérêts et arrérages des sommes déposées à la banque GASSIER, frères.	200 »
Produit des cotisations	2.980 »
Abonnements des bibliothèques.....	180 »
Subvention du Département.....	150 »
Cotisations arriérées de 1887.....	30 »
Cotisations anticipées de 1889.....	20 »
Vente d'anciens bulletins et de publications de M. GUILLAUME.....	94 »
Recettes diverses représentant les frais de recouvrement.....	55 30
TOTAL des ressources de 1888.....	<u>3.865 70</u>

DÉPENSES

IMPRESSION	{ 1 ^{er} trimestre (n° 25)....	395 40	
du	{ 2 ^e trimestre (n° 26)....	412 75	
	{ 3 ^e trimestre (n° 27)....	506 25	
<i>Bulletin</i>	{ 4 ^e trimestre (n° 28)....	202 »	1.516 40
Impression des <i>Chartes de N.-D. de Bertaud</i>			
	(1 ^{re} annuité).....	975 »	
Impression de l' <i>Inventaire des Archives seigneuriales de l'Argentière en 1481</i>			
		212 50	
Subvention pour l'impression du poème : <i>Le</i>			
	<i>Système du Monde</i> , par M. C. ROCHE.....	120 »	
Tirage à part du <i>Mystère de St-Pons</i>			
		545 50	
Frais d'envoi du bulletin et publications accessoires.....			
		101 26	
Frais de pliage et de brochage dus en 1887...			
		69 50	
Confection de cadres pour les dessins donnés			
	par M. BLANC, peintre.....	79 »	
Gratification au commis			
		120 »	
Dépenses diverses du commis.....			
		28 64	
Frais de recouvrements, correspondance, dépenses diverses du Trésorier.....			
		73 76	
TOTAL des dépenses.....			<u>3.841 56</u>

RÉCAPITULATION

Recettes	3.865 70
Dépenses.....	3.841 56
Excédent de recettes en caisse chez le Trésorier.....	<u>24 14</u>

CERTIFIÉ :

Gap, le 3 janvier 1889.

Le Trésorier,

F. IMBARD.

Vu et approuvé,
Le Vice-Président,
 H. PARIS.

PROJET DE BUDGET

DE LA SOCIÉTÉ D'ÉTUDES DES HAUTES-ALPES

POUR L'EXERCICE 1889

RECETTES

Excédent de recettes de 1888	24 14
Sommes à recouvrer de 1888	20 »
Intérêts des fonds placés au Trésor ou en banque.....	100 »
Versements des membres fondateurs (<i>mémoire</i>).....	»
Produit des cotisations	3.000 »
Abonnements des bibliothèques.....	180 »
Subvention du Département.....	250 »
Vente d'anciens bulletins et publications annexes.....	150 »
TOTAL des recettes... ..	3.724 14

DÉPENSES

Solde du bulletin du 4 ^e trimestre de 1888.	212 50
Impression des 4 bulletins de 1889.....	1.600 »
Solde des <i>Chartes de N.-D. de Bertaud</i> . (2 ^e et dernière annuité).....	989 15
Fourniture de 8.000 bandes	45 »
Dépenses du secrétariat, du 29 octobre 1886 au 3 mai 1888, avancées par M. le Secrétaire (8 fr. par mois environ).....	144 »
Frais d'envoi des bulletins.....	100 »
Réserve statutaire.....	300 »
Entretien de la <i>Collection ornithologique</i> donnée par M. PUGNET.....	100 »
<i>A reporter</i>	3.470 65

XXXII

	<i>Report.....</i>	<u>3.470 65</u>
Indemnité au commis	120	»
Frais de bureau, correspondance, etc	100	»
Matériel, dépenses diverses, imprévu.....	<u>33 49</u>	
TOTAL ÉGAL aux recettes	<u>3.724 14</u>	

Gap, le 3 janvier 1889.

Le Trésorier,

F. IMBARD.

Vu et approuvé.

Le Vice-Président,

H. PARIS.

CHARTRE DES LIBERTÉS

DE LA

COMMUNE DE TRESCLÉOUX

1316

La commune de Trescléoux (canton d'Orpierre, arrondissement de Gap, Hautes-Alpes) est une des plus intéressantes à étudier du département des Hautes-Alpes.

Trescléoux, situé au sein d'une vallée fertile, que trois montagnes principales dominant et qui très probablement lui ont donné leur nom (*Tres clivi*), fut habité dès les âges les plus reculés. Sur son territoire ont été trouvés plusieurs hachettes en pierre polie et en serpentine, dont la plus belle fut donnée naguère à M. Tournier, alors pasteur à St-Laurent du Cros. Au quartier dit le *Serre de la Chapelle* on a découvert des tuiles à rebord, des lampes, des mosaïques, des médailles romaines, parmi lesquelles plusieurs de la colonie de Nîmes au type bien connu du crocodile. Il y a environ 80 ans, au lieu appelé *le Chastel*, dans une cave, on rencontra au tonneau, ayant des anses à ses extrémités, afin de pouvoir le transporter plus facilement, dans lequel se trouvait un vin décoloré et blanchâtre, mais qui n'était pas désagréable à boire.

Les plus anciens documents écrits qui, à ma connaissance, fassent mention de Trescléoux sont du XI^e siècle. Le 21 août 1075, Ripert, seigneur de Trescléoux, son parent Pons Adalbald et plusieurs autres donnèrent à l'abbaye de St-Victor de Marseille de nombreuses propriétés, afin d'y fonder un monastère, *in quo monachi habitent, psalmodias celebrant, sacrificium offerant, pauperes recreant, peregrinos suscipiant*, etc.¹. Peu après (4 juillet 1079), le pape Grégoire VII confirme à l'abbaye

¹ *Cart. de St-Victor de Marseille*, 1857, n° 731. t. II, p. 74.

de St-Victor la *cella* de St-Clément de Trescléoux (ib., n° 843, p. 218), preuve que le monastère était fondé à cette date. Le 21 mars 1115, Léger II, évêque de Gap, de l'agrément des chanoines de sa cathédrale, fait don à la même abbaye des églises de Notre-Dame, de St-Michel et de St-Clément, toutes trois situées à Trescloux (ib., n° 734, p. 77). Dès lors, et jusqu'à la Révolution, l'abbaye de St-Victor a toujours possédé le prieuré de Trescléoux. Il était situé au lieu dit le *Serre de la Chapelle*.

Dès le XI^e siècle, Trescléoux avait ses seigneurs particuliers, ainsi que le prouve la donation de Ripert, de 1075. Ils étaient alors, comme tous ceux du Gapençais, sous la suzeraineté des comtes de Forcalquier. Au XIII^e siècle Trescléoux fut acquis par les Dauphins de Viennois. L'un d'eux, le dauphin Humbert II, le 10 février 1334, donna Trescléoux, ainsi qu'Orpierre, aux seigneurs d'Orange (Vaucluse), alors représentés par Jean de Châlon. Les princes d'Orange ont possédé Trescléoux et Orpierre jusqu'au XVII^e siècle¹.

C'est au dauphin Jean II, comte du Gapençais et de l'Embrunais (1299-1318), que Trescléoux doit sa charte de libertés ou de privilèges; elle est datée du château d'Upaix, 1^{er} octobre 1316.

Une tradition, très vivante encore à Trescléoux, rapporte que le dauphin Jean II aurait été fait prisonnier. Afin d'aider à payer sa rançon les habitants de Trescléoux firent de grands sacrifices. Les femmes donnèrent libéralement leurs bijoux les plus précieux : anneaux, chaînes d'or et d'argent. C'est en considération de ce généreux dévouement que Jean II, rendu à la liberté, aurait accordé à Trescléoux sa charte de privilèges, qui, entre autres faveurs, contient le don de la forêt de *la Garcenne*.

La charte de 1316, que j'ai en original sous les yeux, ne contredit pas la tradition. Tout au contraire. Elle atteste la fidélité, le dévouement des habitants de Trescléoux envers le dauphin : *Attendens fidem puram et devo-*

¹ Arch. des Hautes-Alpes, série A, 12, 18 et 19. Cf. *Inventaire sommaire*, 1887, série A, p. 12, 17 et 18.

tionem sinceram quam erga eum (Dalphinum) habent et actenus habuerunt universitas et homines sui castri de Trisclivis. Elle témoigne de la gratitude du dauphin : *Attendens etiam multa grata et innumerabilia et acceptabilia servicia sibi grata actenus per ipsam universitatem et homines ipsos impensa eidem.* Toutefois elle ne parle point de la captivité du dauphin¹. De plus, aux termes de ce document, le don de la forêt de la Garenne n'est pas tout à fait désintéressé et gratuit.

La charte de libertés de Trescléoux se conserve précieusement dans les archives communales de Trescléoux. Sur ma demande, M. le maire a bien voulu me la communiquer gracieusement en juillet 1888. Je le prie d'agréer ici mes remerciements.

C'est un rouleau en parchemin, de trois peaux collées bout à bout, et au bas duquel pendait jadis (1608) un beau sceau delphinal « *en cire verte,* » sur « *cordonnet de soye rouge.* » Mais le sceau et le cordonnet ont complètement disparu. Ce rouleau contient 146 lignes 1/2, d'une belle écriture, malheureusement altérée par l'humidité en plusieurs points. Même aux endroits qui sont le mieux conservés, la lecture n'est pas sans offrir des difficultés, surtout à cause des abréviations. C'est là ce que deux notaires de Gap, Antoine Villar et Gaspar Mandaroux, constataient déjà, le 18 février 1608, époque où ils firent une transcription et une mauvaise traduction du document « *le mieulx qu'a esté possible d'estre leu, parcequ'il est, disent-ils, en lettre gaullique et de note abrégées* ».

La charte qui nous occupe, avons nous dit, fut rédigée à Upaix, le 1^{er} octobre 1316, en présence : d'Henri Dauphin, frère de Jean II; de Gui, seigneur de Tullins, et d'Étienne de la Poype, chevaliers; de Jean *de Arellis*, chapelain de Jean II; de Jean Pierre, docteur ès droits; d'Étienne Faure (*Fabri*), d'Upaix, notaire, et de plusieurs autres. Par ce do-

¹ Je ne vois même rien dans sa vie qui se rapporte à quelque chose d'analogue (cf. Ul. Chevalier, *Itinéraire... de Jean II*, dans *Petite revue Dauphinoise*, sept. 1886, p. 105 et suiv.)

cument, Jean II, en considération des nombreux services qu'il avait reçus des habitants de Trescléoux, de leur fidélité et de leur dévouement, donne aux dits habitants, représentés par neuf d'entre eux : Guillaume Olive, Pierre d'Hélène, Raymond Girard, Rolland Chauvet, Philippe Marcel, Guillaume Giniès, Guillaume Cogolin *le vieux*, [Bertrand Gontard], et Jean Bellin ; savoir :

1° La forêt qu'il possède à Trescléoux, entre le Grand-Buëch et le chemin qui va de Trescléoux à Saléon, avec tous les droits de pâturage et de chasse, et la faculté de nommer, chaque année, des *banniers* pour la garde de la dite forêt. Il se réserve toutefois le domaine direct ou haut domaine.

2° Le droit de tester librement et à leur gré ; il se dépouille, en conséquence, de la faculté qu'il avait, d'après la coutume ancienne, de recueillir la moitié de la succession de tous ceux qui mourraient sans héritier direct.

3° Par une dernière clause, Jean II spécifie que les tailles communales, à l'avenir, seront toujours proportionnelles aux biens et facultés de chacun.

En retour, les habitants de Trescléoux cèdent au Dauphin Jean II et à ses successeurs le *banvin*, c'est-à-dire la faculté de pouvoir, chaque année, pendant l'espace de trente trois jours, vendre ou faire vendre, à Trescléoux et dans son territoire, le vin en détail et à un prix supérieur au prix ordinaire, sans que cependant ce prix puisse excéder le quart du prix ordinaire. Dans les 33 jours susdits devaient être compris les trois jours de la foire, qui se tenait à Trescléoux à Notre-Dame d'août¹. Mais les habitants jouissaient toujours de la liberté de vendre leur vin en gros ou par charges.

De plus, le dauphin se réserve de prendre dans la forêt de Garenne le bois de chauffage qui serait nécessaire pour le château delphinal de Trescléoux, au cas où il l'habiterait ou sa famille.

Enfin, chaque habitant ayant des bœufs devait lui

¹ Cette foire n'existe plus. Il se tient, maintenant, deux foires à Trescléoux : l'une, le lundi après l'Ascension, et l'autre, le 21 novembre ; elles durent un jour chacune.

donner, annuellement, un setier de blé, à la mesure delphinale. Ceux qui n'avaient point de bœufs et les journaliers (*bracerius*) étaient tenus de lui fournir une hémine soit un demi setier de blé par an.

On le voit, la charte des libertés de Trescléoux est en réalité une charte d'accord. Elle fut solennellement approuvée par le dauphin à Upaix, le 1^{er} octobre 1316. Peu après, le 3 octobre, les habitants de Trescléoux, au nombre de 120, tous chefs de famille, l'approuvèrent à leur tour après avoir pris connaissance du contenu de l'acte, qui leur fut exposé en langue vulgaire (*in vulgari*).

Dès lors, les habitants de Trescléoux invoquent constamment, dans leurs revendications, la charte de 1316, ainsi que le prouvent des documents de 1608, de 1765 et d'autres encore.

P. G.

CHARTRE DE TRESCLÉOUX DE 1316.

In nomine Domini, amen. Anno ab incarnatione ejusdem millesimo trecentesimo decimo sexto, die primo mensis octobris, XV indictionis. Noverint universi et singuli, presentes pariterque futuri, quod illustris ac magnificus vir dom^s Johannes, dalphinus Viennensis, Albonis comes, dominusque de Turre, attendens fidem puram et devotionem sinceram quam erga eum habent et actenus habuerunt universitas et homines suicastrⁱ de *Trisclivio*, Vapincensis comitatus; nec non et attendens etiam multa et grata et innumerabilia ac acceptabilia servicia sibi grata actenus per ipsam universitatem et homines ipsos inpensa eidem et que sperat etiam sibi per eos inpendi in futurum; ipse dom^s dalphinus, ex certa scientia, non dolo, nec machinatione cujusquam ad hoc inductus seu seductus, set quia sua propria. libera ac spontanea voluntate motus, ejus volens liberalitatem exercere, ipse dom^s Dalphinus, pro se et suis heredibus ac successoribus in perpetuum, et ex causa pure, perfecte et irrevocabilis donationis, concessit Guillelmo Olrici, Petro de Lena, Raymundo Girardi, Rollando Chalveti, Philippo Marcelli, Guillelmo Ginesii, Guillelmo Cuogoli, seniori, et

Johanni Bellini, hominibus dicti loci de Triscliviis, presentibus, stipulantibus et recipientibus eorum propriis nominibus et nomine universitatis hominum dicti castri de Triscliviis, ac dicte universitati et hominibus universitatis ejusdem, heredibus ac successoribus in perpetuum eorundem, licet absentibus, tanquam benemeritis, et in eos, occasione et ex causa donationis jamdicto, ac michi infrascripto notario, ut publice persone stipulanti et recipienti, vice et nomine ejusdem, et in me notarium jam dictum, ut publicam personam stipulantem et recipientem, quo supra nomine, transtulit nemus suum quod habet in territorio de Triscliviis, confrontatum, ab una parte, cum alveo fluvii *Bochii*, et, ex alia, via publica qua itur de Triscliviis versus *Celeonem*; cum erbagio seu pasquerio et venatione ipsius nemoris, et cum juribus et pertinentiis ejusdem; licet antea homines ipsi de Triscliviis dicerentur esse in possessione seu quasi cum bobus aratoriiis pascendi, seu pasqueyrandi in nemore jam dicto; excepto tamen majori dominio, quod sibi retinuit dom^a dalphinus predictus. Cedens ipse dom^a. Dalphinus prenomminatis hominibus...; transferens omnia jura et omnes actiones reales, personales, meras, mixtas, privatas, civiles, rei prosequatorias, utiles, directas et alias quascunque sibi dom^a Dalphino in et pro predictis competentes et competituras in futurum contra personas quascunque. Disvestiens inde se seu quasi ipse dom^a dalphinus de predictis omnibus et singulis superius donatis et remissis per ipsum dom^m dalphinum; eosdem nominatos homines de Triscliviis presentes et recipientes, et me jam dictum notarium, ut publicam personam stipulantem et recipientem, vice et nomine quo supra, investiendo, ut est moris. Promitens insuper ipse dom^a dalphinus per firmam stipulationem dictis hominibus presentibus... dictum nemus, cum pasquerio, venatione et aliis pertinentiis ejusdem nemoris, salvare et defendere ipsi universitati et hominibus jam dictis, in judicio et extra, ab omni homine et persona, et ab omni litis eventu, suis propriis sumptibus et expensis, non expectata evictione, et omni ex pacto super hoc specialiter appposito, sollempni stipulatione vallato, habito inter

ipsum dom^m dalphinum, ex una parte, et prenomi-
 natos homines ac me dictum notarium stipulantem et recipien-
 tem quibus supra nominibus, ex altera. Renunciando ne-
 cessitate remissa, sub ypoteca et obligatione omnium bo-
 norum suorum. Hoc acto etiam et in pacto deducto sollem-
 pni stipulatione vallato inter ipsum dom^m dalphinum, ex
 una parte, et prenomi- natos homines ac me dictum nota-
 rium..., ex altera, quod homines ipsi de Trisclyviis, tan-
 quam bannerii, tam ipsi qui nunc sunt, quam illi qui erunt
 ibidem in perpetuum, temporibus profuturis, et eorum qui-
 libet possint seu valeant quoscumque forenses et alios in
 bonis et rebus eorum pro bannis, cum comitentur, tam in
 dicto nemore quam in quocumque parte territorii de Tris-
 cliviis, depascendo et pasqueyrando cum averi quocumque
 vel aliter, pignorar e eosdem, et deffendere inpune territo-
 rium hominum de Trisclyviis eorumdem. Et quod nichilo-
 nimus, annis singulis, ipsi universitas et homines de Tris-
 cliviis bannerios quos et prout eis videbitur expedire
 ponere habeant sive possint speciales, pro custodia ne-
 moris antedicti; sic equidem quod bannum ipsum quod
 comitetur exinde in dicto nemore sit et esse debeat dom^mdal-
 phini ejusdem, excepta parte illa dumtaxat dicti banni
 que, juxta id quod consuetum est in dicto castro, aliud
 bannum levare pertinebit, pro eorum labore et salario, ad
 bannerios speciales predictos: quam partem dicti banni
 percipiendam per ipsos futuros bannerios, ex nunc con-
 cessit, tenore hujus instrumenti, banneriis antedictis qui
 in futurum constituentur in predictis; et quod *tala*, si qua
 fieret in dicto nemore, prout per comunes juratos castri
 de Trisclyviis extimabitur, eisdem universitati et homi-
 nibus debeat emendari. Constituens ipse dom^m dalphinus
 se possidere seu quasi precario nomine universitatis ipsius
 et hominum preditorum dictum nemus, donec ipsa univer-
 sitas seu ejusdem homines jam dicti ejusdem nemoris pos-
 sessionem seu quasi sint adepti, quam apre-
 [hen]sam etiam retinendi, eorum auctoritate propria,
 nullo judicis vel pretoris licentia requisita vel etiam ex-
 pectata, ipse dom^m dalphinus auctoritatem et licentiam
 concessit dictis hominibus... Promittens insuper etiam ipse

dom^a dalphinus pronominalis hominibus... in predictis et circa predicta ac predictorum quodlibet, dolum malum abesse, apfuturumque esse; sub ypoteca et obligatione omnium bonorum suorum, et sub omni juris renunciatione et cautela. Remitens ipse dom^a dalphinus eisdem hominibus... quidquid juris, actionis, rationis et requisitionis habebat vel habere poterat quovis modo in nemore predicto et aliis antedictis. Faciens ipse dom^a dalphinus, dictis hominibus... pactum expressum, sollempni stipulatione vallatum, perpetuum et reale, de non petendo aliquid ulterius ab eadem universitate et hominibus jam dictis, occasione jam dicta, sub ypoteca et obligatione quibus supra.

Et nichilominus ipse Dalphinus, ex sua certa scientia, occasione et ex causa predictis, cum medietas bonorum omnium et singulorum quorumcumque hominum de Trisciviis et habitantium in dicto loco et ejus territorio, si decederent et in casu in quo decederent sine herede legitimo vel heredibus legitimis, ex suo corpore vel ex suis corporibus legitime procreato vel etiam procreatis, pre-textu *deshomenamenti* hujusmodi, ex antiqua consuetudine, diutius observata, pertineret ad dom^m dalphinum jam dictum; ipse dom^a dalphinus deshomenamentum hujusmodi et quidquid juris propterea habebat vel habere poterat seu acquiri posset quomodolibet in futurum in bonis ipsis hominum predictorum de Trisciviis decedentium vel qui decederent in futurum sine herede vel heredibus legitimis ex suis corporibus procreatis vel etiam procreandis: ipse dom^a dalphinus pro se et suis heredibus ac successoribus in futurum, eisdem hominibus jam dictis et michi notario, ... tanquam benemeritis et omnibus hominibus et singulis qui in futurum habitabunt etiam in castro et territorio de Trisciviis jam dicto, heredibusque ac successoribus in perpetuum eorundem, tanquam benemeritis, ut supra, ... dom^a dalphinus ipse liberaliter et ex certa scientia remisit et donavit, remissione et donatione pura, mera et simplici et irrevocabili inter vivos, que nulla valeat in futurum ingratitudine vel causa, modo aliquo revocari, cum ex predictorum adjectione clausularum omnium et singula-

rum expressatarum superius, prout ad hec sunt de jure necessario oportune; sic videlicet quod homines hujusmodi, eorumque heredes ac successores in perpetuum et ipsorum quilibet, quoscumque voluerint heredes instituere valeant, et bona omnia eorundem vel ex eis aliqua, prout eis expediens videbitur, quibuscumque relinquere in testamento seu qualibet ultima voluntate vel etiam inter vivos, prout eisdem videbitur faciendum. Et quod bona omnia et singula decedentium ab intestato ad proximiorum superstitum, ut juris est devolutum, et debeant devolvi. Absolvens ipse dom^{us} dalphinus eosdem homines... et penitus quitians etiam et ex toto de omnibus hiis que dictus dom^{us} dalphinus ipse ab ipsis hominibus, eorumque heredibus ac successoribus in futurum posset petere, nunc vel etiam in futurum, occasione jam dicta. Faciens ipse dom^{us} dalphinus hominibus ipsis prenominatis... in perpetuum pacem et finem, aquitationem omnimodam et pactum expressum, sollempni stipulatione vallatum, perpetuum et reale, de non petendo aliquid ulterius propter ea ab ipsis hominibus... Predicta, inquam, omnia et singula ac etiam infrascripta promisit per firmam stipulationem dom^{us} Dalphinus predictis prenominatis hominibus... atendere et inviolabiliter observare perpetuo et nunquam contra ea vel ex eis aliqua contra facere, dicere vel venire, nec contra facienti, dicenti vel venienti in aliquo consentire, juris vel facti aliqua ratione, sub ypoteca et obligatione predictis. Renuncians inde pro predictis omnibus et singulis ipse dom^{us} dalphinus, de sua certa et expressa scientia, accessioni et acceptioni doli, mali... Et nichilominus, ad cautelam, dom^{us} dalphinus ipse donationem ac remissionem ipsam, coram viris nobilibus dominis Hugone de Podio, milite, baylivo Vapincensi, et Humberto de Faramancio, jurisperito, iudice ibidem, presentibus ibidem, insinuavit in actis; nec non etiam omni alii juri canonico et civili scripto et non scripto, consuetudinario vel municipali quo, predicta revocari vel infringi possent, in solidum vel in parte, juris vel facti aliqua ratione.

Quibus peractis, dom^{us} dalphinus, ad dictorum hominum instantiam, voluit et statuendo duxit consulte deliberatione

providendum quod *tallie* que fient in posterum inter ipsos homines universitatis ipsius de Triscliviis, tangentes universitatem predictam, fiant et fieri debeant ab inde in antea ac etiam perequari inter homines memoratos pro modo facultatum ipsorum, videlicet pro solido et libra. Precipiens, tenore presentis publici instrumenti, baylivvo, ..judici,.. castellanis et aliis officialibus in Vapincesiis comunitatibus constitutis, presentibus et successive futuris, dom^o dalphinus ipse, ut supra et infrascripta contenta in hoc presenti instrumento, servare studeant illesa et nichil contra formam ejusdem instrumenti attemptare presumant, in quantum indignationem perpetuam ipsius domⁱ dalphini cupiunt evitare. De quibus omnibus et singulis, dictus dom^o dalphinus voluit et precepit per me subscriptum notarium eidem universitati et hominibus ejusdem fieri ac reddi unum vel plura, quotquot habere voluerint, publica instrumenta. De quibus omnibus et singulis dicti homines... petierunt sibi fieri et reddi... unum vel plura... instrumenta.

Postquam, incontinenti homines ipsi de Triscliviis superius nominati, videlicet Guillelmus Olrici, Petrus de Lena, Raymundus Girardi, Rollandus Chalveti, Philippus Marcelli, Guillelmus Ginesii, Guillelmus Cuogoli, Bernardus Gontardi et Johannes Belluni, nominibus eorum propriis et nomine universitatis hominum de Triscliviis predictae ac singulorum hominum universitatis ejusdem, gratis et eorum spontaneis voluntatibus, non vi, metu, dolo aut subjectione cujusquam ad hoc inducti; set de eorum certa et expressa scientia, in remunerationem omnium predictorum et singulorum dederunt, donaverunt et concesserunt donatione simplici habita inter vivos homines ipsi superius nominati, suis et quibus supra nominibus, dom^o Dalphino predicto, tanquam benemerito, presenti et recipienti nomine suo et suorum heredum ac successorum in futurum, bannum vini in castro de Triscliviis, annis singulis, semel tantum in perpetuum anno quolibet, per unum mensem et tres dies continuos dumtaxat; hoc modo, videlicet, quod dom^o dalphinus ipse et ejus heredes et successores in perpetuum possint seu valeant deinceps, annis

singulis, per familiares vel officiales eorum seu alios quoscunque, semel dumtaxat in anno per unum mensem et tres dies continuos, absque aliquo temporis intervallo, vinum vendere seu vendi facere in castro de Triscliviis jamdicto, sic quod nullus alius, durante dicto banno, tempore predicto continuo dicti mensis et trium dierum predictorum, semel tantum annis singulis, ut supra, nullus alius vendere possit nec debeat vinum aliquod in castro predicto vel territorio ejusdem, nisi dumtaxat ille vel illi qui pro parte domⁱ Dalphini predicti, dicto tempore continuo unius mensis et trium dierum predictorum, vina vindiderint ibidem; et quod pro dicto mense triginta dies debeat computari, sic quod dicto mense seu XXX diebus pro mense predicto et tribus diebus continuis, ante vel post mensem predictum continuo computandis annis singulis in perpetuum durare debeat dictum bannum; ita quod in dicto termino XXXIII dierum predictorum tres dies assumptionis beate Marie mensis augusti, quibus nundine dicti loci de Triscliviis fiunt et celebrantur, ante vel post numerentur inclusive dumtaxat; ita et hoc modo etiam pacto expresso sollempni stipulatione vallato super hoc habito inter ipsum dom^m dalphinum, ex una parte, et pre-nominatos homines, nominibus quibus supra, ex altera, quod vinum quod vendetur in dicto banno, per tempus XXXIII dierum predictum ut supra, ultra precium quo comuniter venderetur vinum tempore indict[i]onis dicti banni in dicto castro et ipsius vini dicti banni precium, de quarta parte ipsius precii et non ultra valeat sive possit augmentari dumtaxat; et quod finito mense et tribus diebus predictis continuis, quicumque alius pro libito voluntatis ejusdem vina sua pro precio quo voluerit vendere valeat, sicut prius. Actum tantum extitit et conventum inter dom^m dalphinum predictum, ex una parte, et dictos homines de Triscliviis memoratis, nominibus quibus supra, ex altera, quod durante banno predicto, anno quolibet, perdictum tempus continuum unius mensis et trium dierum predictorum, singuli homines et mulieres castri de Triscliviis predicti, vina sua in grosso, videlicet in saumatas et non aliter vendere valeant, tam hominibus et personis

castri de Trisciviis predicti quam personis aliis forensibus quibuscumque, pro eorum libito voluntatis; dumtamen hoc pretextu quid illicitum circa venditionem vini, videlicet quod ex parva mensura venderetur, exinde minime comitatur, sed quod fraus et dolus cessentur penitus in predictis. Actum tamen extitit in predictis quod quandiu ipse dom^o dalphinus, ejus consors vel liberi sive fratres vellent in dicto castro de Trisciviis comorari vel ipsos ibidem venire vel etiam aliquo tempore contingeret, quod habeant calfagium in nemore predicto, et non aliquis alius officialis ejusdem. Item donaverunt et concesserunt seu quasi homines ipsi superius nominati, suis et quibus supra nominibus, ac dare promiserunt dom^o dalphino predicto, tanquam benemerito, presenti et recipienti, nomine suo et suorum heredum et successorum in futurum, donatione pura, simplici et irrevocabili inter vivos et in remunerationem predictorum, ut supra, unam mensuram, videlicet unum sestarium bladi, civate, siliginis sive spelte, pro quolibet qui boves habet seu habebit in castro predicto de Trisciviis, et pro quolibet boves non habente, dimidium sestarium dicti bladi in perpetuum, semel tantum, annis singulis, in festo Omnium Sanctorum, ad illud sestarium legale seu illam mensuram ad quam percipiuntur et levantur ceteri redditus domⁱ dalphini predicti, annis singulis in castro de Trisciviis predicto ac jus annis singulis percipiendi predicta [sestaria] pro quolibet qui boves habebit in dicto castro in perpetuum semel tantum, anno quolibet, quandiu dictos boves habebit exsolvat etolvere teneatur dictum sestarium bladi, .. ad mensuram predictam dicto dom^o dalphino seu officialibus ejusdem. Et quilibet *bracerius* seu qui boves non habuerit seu etiam non habebit, det et dare acolvere teneatur ipsi dom^o dalphino seu ejus officialibus ipsius nomine in perpetuum, annis singulis, semel tantum, in festo Omnium Sanctorum, dimidium sestarium bladi ad mensuram predictam. Promittentes dicti homines... Ad sancta Dei euangelia sponte juraverunt eorum manibus corporaliter libro tacto... Renunciantes... Et nichilominus, ad cautelam ipsi homines..., coram nobilibus dom^o Hugone de Podio, milite, baylivo

Vapincensi, et Humberto de [Faramancio, iudice]... De quibus dictus dom^a dalphinus petiit sibi fieri unum vel plura [instrumenta]... Actum Upasii, in capitulo curie, ubi testes fuerunt presentes vocati, videlicet : egregius vir dom^a Henricus [Dalphini, frater domⁱ] dalphini predicti ; dom^a Guido, dominus de Tullino, dom^a Stephanus La Pueypa, milites ; dom^a Johannes de Areiis, capellanus dicti domⁱ dalphini ; dom^a Johannes Petri, [doctor in utroque] et plures alii. Et ego Stephanus Fabri, de Upasio, publicus Romani imperii auctoritate notarius constitutus, qui hiis omnibus interfui... hanc cartam scripsi...

Posquam, anno quo supra, die tertia octobris homines infrascripti castri de Trisclivii, videlicet : Marinus Fulconis, Ferrerius Bartholomei, Petrus Talabassii, Durandus Andree, Stephanus Viali, Petrus Raynerii, Vincentius Rocheta, Vincentius Balomis, Bertrandus Amalberga, Sufredus Garcini, Oliverius Augerii, Oliverius Armandi, Georgius Sismondi, Bertrandus Raynardi, Benedictus Feutrerii, Stephanus Autrandi, Marinus de Camposauro, Johannes Buas, Feraudus Audemarii, Petrus Doni filius Petri Doni, Bertrandus Feutrerii, Petrus Balomis, Petrus Blanqui, Guillelmus Arnaudi, Marinus Michael, Philipus Xpistofori, Petrus filius Hugonis Fabri, Isnardus Asterii, Jacobus Garcini, Petrus Elene, Raymundus Artaudi, Jacobus Balomis, Petrus Lagerii, Stephanus Argolis, Arnaudus de Lena, Johannes Chabassii, Raymundus Goyrandi, Petrus Fabri, Johannes Lantelmi, Guillelmus Audemarii, Jacobus Boerii, Hugo Monuerii, Bertrandus Xpistofori, Poncius Marcelli, Stephanus Durandi, Jacobus Boerii, junior, Petrus Grassii, Raymundus Bruni, Johannes Goyrandi, Jacobus Chatbaudi, Mellonus Jordani, Stephanus Audeberti, Durandus Lagerii, Stephanus Fulconis, Franco Arnulphy, Bertrandus Praerii, Johannes Galvagni, Jacobus Tardivi, Andreas Audemarii, Johannes Audemarii, Jacobus Buas, Jacobus Vacherii, Jacobus Xpistofori, Johannes Jancelmi, Stephanus Dalmasii, Guillelmus Dalmasii, Vincentius Fabri, Poncius Tasili, Guillelmus de Tesa, laycus, Stephanus Martini, Poncius Bonioti, Petrus Garcini, Stephanus Gar-

cini, Ascelinus Ponnati, Johannes Bruni, Johannes Lantelmi, Guillelmus Angeli, Hugo Faure, G. Xpistofori, Symundus Doni, Guillelmus Olrici, junior, Petrus Doni, Jacobus Artaudi, Jacobus Doni, Petrus Cuogoli, Petrus Agillons, Guillelmus Artaudi, Guillelmus Avinionis, Guillelmus de Tesa, notarius, Guillelmus Fabri, Guillelmus Cuogoli, junior, Johannes de Lena, Stephanus de Lena, Isnardus Talabassii, Andreas Fabri, Giraudus Xpistofori, Guillelmus de Lena, Poncius Durandi, Stephanus Raynerii, Petrus Jancelmi, Jacobus Bonafocii, Jacobus Fabri, Stephanus Casseti, Petrus Malfredi, Johannes Vincentii, Vitalis Vitalis, Avinionus Ruffi, Raymondus Cuogoli, Guillelmus Bruni, G. Asterii, Bertrandus Vincentii, laycus, Petrus Xpistofori, Hugo Nicolay, Guillelmus Xpistofori, Stephanus Garcini, Bertrandus Tomes, Jacobus Albi, Guillelmus Chalveti, Pontius Chalveti, Jacobus Drogolis, Laurentius Stephani, notarius, Stephanus Chalveti et Armandus Fabri. Ipsi homines omnes et singuli, lectis eis et expositis in vulgari omnibus et singulis supradictis, predicta omnia et singula, prout superius sunt expresa,... approbaverunt... et confirmaverunt... Actum apud Trisclivum. Testes interfuerunt presentes vocati : Albertus Meani, Johannes Chavalli et Johannes Jalafredi, de Aregrande. Et ego Stephanus Fabri, notarius predictus.

Anno quo supra, die primo octobris, nos Johannes, dalphinus memoratus, predicta omnia, prout supra scripta sunt, per nos, nostrosque heredes et successores perpetue ratificantes, aprobantes et omologantes ac concedentes hominibus ipsis, nominibus quibus supra, de voluntate et expresso concensu hominum ipsorum, pacto expresso de apposito me, ex una parte, et dictos homines eorum propriis nominibus et nominibus quibus supra, ex altera, in dicta donatione et nemore predicto, prout supra actum est, ad ipsorum hominum cautelam, nostrum sigillum presentibus [litteris], sub testimonium [predictorum] testium, [instrumento] predicto duximus apponendum.

(*Arch. com. de Trescléoux*). — P. G.

BIOGRAPHIE-BIBLIOGRAPHIE

DU

BRIANÇONNAIS

VALLÉE DU QUEYRAS

(Canton d'Aiguilles)

(SUITE)

FANTIN.

La famille Fantin était, dès le ^{xv}^e siècle, fixée à Arvieux ; elle occupait, dans la vallée du Queyras, par le renom héréditaire d'habileté de ses membres, notaires de père en fils, une position d'influence et comparativement de fortune presque hors de pair en ces pays pauvres.

Une attestation de cette situation est écrite dans un document que déjà nous avons cité, en court fragment, à propos de la famille Albert.

Nous le reproduisons, cette fois, en citation plus étendue ¹.

« Pendant tout le dernier siècle et longtemps pendant
« le précédent que l'hérésie de Calvin dominait dans cette
« vallée, il y a eu dans Arvieu la famille des Albert qui
« présidait dans toutes les affaires de la vallée et qui était
« le conseil général et particulier du pays.

« La famille des Fantins, où il y avait un notaire habile,
« était encore d'Arvieu et de la religion prétendue réfor-
« mée, d'où est sorti le sieur Fantin, aujourd'hui député
« pour soutenir ce procez, celles des Morels et des Dalmas
« étaient de la même qualité. Ces quatre familles n'ont
« rien oublié dans tous les temps et le sieur Fantin, dé-
« puté, fait encore aujourd'hui de son mieux pour con-
« server leurs biens dans cette injuste liberté de ne payer
« point des dismes et pour posséder leurs fonds comme
« nobles. »

« Il y a eu depuis longtemps, à Arvieu, dit le curé Albert (*Hist. du diocèse d'Embrun*, t. I, p. 328), quelques familles distinguées, comme celle des sieurs Fantin qui

¹ *Avertissement du chapitre d'Ambrun contre les consuls et communautés de la Vallée (sic) de Queyras.*

ont occupé les premières charges dans le Briançonnais. »

Un arbre généalogique de la famille Fantin a été dressé, fruit de recherches infinies, par M. Frédéric Alliey, auteur de livres remarquables sur les *échecs*, le *tric-trac*, les *dames*, etc., et qui appartenait à la famille Fantin par sa mère, Marie-Marguerite Fantin, mariée à Jean-Pierre Alliey, avocat. Ce travail intéressant a été obligeamment mis à ma disposition par M. Gustave Roux, ancien magistrat, petit-fils par sa mère, dame Rosalie Roux, née Alliey, de Marie-Marguerite Fantin.

On trouve, dit la *Généalogie Frédéric Alliey*, des actes à Arvieux reçus par des Fantin dans les XIII^e et XIV^e siècles.

Le 1^{er} chef de la famille, signalé par des documents certains, fut Pancrace Fantin, notaire à Arvieux, en 1490.

L'un de ses fils, Esprit Fantin, s'établit à Briançon, où il fut lieutenant particulier au bailliage. Un autre de ses fils, Chaffrey Fantin, succéda à son père dans sa charge de notaire à Arvieux.

La descendance de Pancrace Fantin a été singulièrement nombreuse. Rare fécondité des femmes apparaissant dans les alliances indiquées par la *généalogie*, intelligence et aptitude notables chez les hommes, tels sont les enviables traits distinctifs de cette famille qui a essaimé en des branches nombreuses dans le Dauphiné, en Provence, à Paris, etc... et dont les membres ont occupé des postes en relief dans l'armée, dans la finance, dans l'administration, dans l'ordre judiciaire, dans le commerce, dans les arts, dans l'église, dans les ordres monastiques ;

Il y a eu :

Les Fantin des Odoards,
Les Fantin Lachalp,
Les Fantin Pacome,
Les Fantin Latour,
Les Fantin la Ribière,
Les Fantin Lacombe, etc.

Les désignations particulières de chacune de ces branches ont eu pour première raison d'être la nécessité de

particulariser les familles nombreuses portant le même nom patronymique et furent dues, soit à la circonstance d'une alliance, comme les Odoards, les Pacome, soit au fait d'une résidence, d'une possession territoriale comme dans le cas des Lachalp, des Latour, des la Ribère, des Lacombe.

Le cadre restreint de ces notes écarte la possibilité d'une analyse étendue du résultat des recherches de M. Frédéric Alliey. Nous nous bornerons à signaler les membres de cette famille dignes de mémoire, puisant dans la *généalogie* pour les dates des naissances, des décès, consultant, pour les détails biographiques, des documents divers dignes de foi et consacrés par l'histoire.

GEORGES FANTIN, abbé commendataire de la prévôté d'Oulx au commencement du XVIII^e siècle, refusa d'acquiescer au projet de sécularisation de cette antique communauté d'Augustins et s'attira la disgrâce royale. Cette sécularisation devait être la principale condition de la création d'un évêché à Pignerol, les biens de la prévôté devant faire largement état dans les ressources du nouvel évêché. Georges Fantin, attaché à son monastère, fervant observateur de sa règle et gardien de ses traditions, ne se laissa pas éblouir par la perspective à lui offerte d'être le premier évêque de Pignerol.

Cette sécularisation eut lieu plus tard, en 1748, et le dernier prévôt d'Oulx, Messire Jean-Baptiste d'Orlié de St-Innocent fut le premier évêque de Pignerol. Dans les actes qui précédèrent cette disparition de la communauté des Augustins d'Oulx figure, en qualité de chantre et de *pilancier* du monastère, le chanoine *Fantin-Lacombe* ¹.

CHARLES FANTIN. Notaire et contrôleur des actes à Arvioux. Charles Fantin qui appartenait à la religion réformée et dont le mariage avait été béni le 21 juin 1673 par le ministre David Laurent, abjura, pour éviter l'exil, à la révocation de l'édit de Nantes et fit baptiser ses deux fils,

¹ Mémoires historiques Mss. sur le Briançonnais, par Brunet de l'Argentière (de ma collection).

Charles, qui fut notaire à Briançon, et André, qui fut médecin à Arvieux.

Ce fut, je crois, Charles Fantin qui, par ordonnance de l'intendant Bouchu, du 1^{er} septembre 1688, en exécution de l'édit de janvier de la même année, fut nommé, pour le bailliage de Briançon, *pour faire la recherche, la saisie et la rémission des biens des consistoires, des ministres et de ceux de la religion sortis du royaume.*

Ironie du sort ! le nouveau converti était commis à l'œuvre de la spoliation contre ses anciens coreligionnaires ! La dévote Madame de Maintenon était la petite-fille d'Agrippa d'Aubigné, l'auteur des *Tragiques* !...

Un *Fantin* assiste à l'assemblée de Vizille (21 juillet 1788).

Dans la liste des notables du département des Hautes-Alpes, formée d'après les dispositions de la loi du 13 ventôse an IX, imprimée à Gap l'an I^{er} de la République, est noté comme absent pour le service public, M. FANTIN, *commissaire des guerres*, domicile Embrun (sans désignation de prénoms)¹.

Dans cette liste des notables figurent, outre le Fantin ci-dessus :

FANTIN, membre du conseil général du département, domicile : Arvieux.

FANTIN (André), chirurgien, Briançon.

FANTIN (François), directeur de la poste, Briançon.

FANTIN (Jean), membre du conseil d'arrondissement, Briançon.

LOUIS-MARIE FANTIN, né le 26 janvier 1764, libraire à Paris, mort le 2 avril 1832. Le nom de Louis Fantin a été en honneur parmi les Hauts-Alpins du commencement de

¹ Le 10 germinal an II (30 mars 1794), Fantin, commissaire des guerres, prononce un discours patriotique à la fête civique célébrée à Embrun, en qualité d'orateur de la société montagnarde des Sans-Culottes d'Embrun. (Procès-verbal de la fête civique célébrée, etc., etc., in-8°, 15 p., Moyse, à Embrun). M. Fantin faisait partie de la *Société d'émulation des Hautes-Alpes*. Il était versificateur spirituel et délicat. (Voir dans les *Mélanges littéraires* de la Société d'émulation des Hautes-Alpes, le conte allégorique : *L'Amour et le plaisir fixés à Gap.*)

ce siècle pour ses manières courtoises, pour sa droiture, comme éditeur, et aussi pour sa généreuse hospitalité et ses procédés de *cicerone* obligeant envers ses compatriotes dauphinois tout à fait dépaysés à Paris, lors des voyages rares et peu en faveur à cette époque dans la bourgeoisie de province.

JEAN-JACQUES FANTIN LA RIBIÈRE, né le 23 février 1771, mort à sa campagne de La Ribière, le 17 août 1849, avait été greffier en chef du tribunal de Briançon. Son instruction, les charmes de son entretien, sa taille imposante, ses traits nobles, son exquise affabilité lui avaient conquis à Briançon une situation privilégiée d'estime et d'affectueuse considération.

Les suffrages de ses concitoyens le portèrent au conseil général où il repréenta dignement le canton de Briançon. Les dernières années de sa vie furent attristés par un long procès soutenu contre divers membres de sa famille dont il avait, paraît-il, compromis les intérêts par des habitudes de large et peut-être excessive hospitalité.

ANTOINE-ÉTIENNE-NICOLAS FANTIN DES ODOARDS, né à Pont-de-Beauvoisin, le 26 décembre 1738, décédé à Paris le 25 septembre 1820, était fils de Jacques Fantin des Odoards, officier, garde d'artillerie à Mont-Dauphin, puis subdélégué de l'intendance à Pont-de-Beauvoisin et en dernier lieu subdélégué à Embrun.

Étienne Fantin des Odoards a été un publiciste et un historien de quelque valeur. Entré dans les ordres, il était vicaire général du diocèse d'Embrun quand éclata la Révolution dont il embrassa les principes avec une frénétique ardeur. Il se maria et se consacra, après avoir tenté vainement de jouer un rôle politique, à l'étude de l'histoire et à la publication de ses œuvres dont le nombre a été considérable, traitant principalement de l'histoire de France, des révolutions d'Italie et des événements de la Révolution française. Ses ouvrages comprennent, en faisant état de toutes les éditions, une centaine de volumes. Le style de ses livres est en général élégant et clair. Son nom a été entouré de quelque célébrité. (Voir la Biogra-

phie du Dauphiné, par M. Adolphe Rochas, qui donne la nomenclature exacte des ouvrages de cet auteur.)

FANTIN DES ODOARDS (ÉTIENNE-FLORIMOND), frère du précédent, né à Embrun, en 1745, est mort en 1808. Il succéda à son père comme subdélégué de l'intendance à Embrun; il était aussi avocat au parlement, lieutenant en la judicature et terre d'Embrun, lieutenant en la juridiction des châteaux archiépiscopaux de l'Embrunais.

Le subdélégué Fantin avait conquis à Embrun une influence et une autorité défiant toute comparaison. Mais un jour cette situation fut violemment attaquée et ébranlée par un procès que lui suscita le jurisconsulte *Dongois*, homme de grande valeur, qui avait été son secrétaire, et devenu, pour je ne sais quelles oppositions de caractères ou d'intérêts, le plus dangereux des ennemis. Dongois accusait Fantin des Odoards de concussions et de malversations. Le mémoire justificatif de ce dernier me paraît faire justice de la plupart de ces accusations, sauf peut-être de celle d'avoir, en se faisant construire à Baratier une superbe habitation, obligé les habitants des communautés voisines à lui en fournir gratuitement les matériaux et à en opérer le transport.

Il fut couvert devant ses juges par les délibérations des communautés dont il avait su se concilier, malgré quelques abus de pouvoir, la sympathie et l'affection. Elles déclarèrent, en général, que le service rendu par elles au délégué de l'intendance avait procédé de leur dévouement spontané.

En 1791, Étienne-Florimond Fantin des Odoards fut élu par les électeurs des Hautes-Alpes membre du tribunal de cassation (dénomination originaire de la Cour de Cassation).

Cette haute marque d'estime et de confiance autorise la pensée qu'il y avait peut-être plus de vive animosité que de réalité dans les accusations qui avaient été dirigées contre lui. Elle témoignait aussi de l'étendue de son savoir juridique et administratif.

FANTIN DES ODOARDS (LOUIS-FLORIMOND), fils du pré-

cédent, naquit à Embrun le 23 décembre 1778. Entré en 1800 en qualité de sous-lieutenant dans la légion vaudoise devenue le 31^e d'infanterie légère, il servit en Italie et dans la Grande-Armée. Il fit les campagnes d'Espagne et de Russie et partout il se distingua. Il était colonel en 1813. Licencié à la Restauration, il reprit du service, grâce à la protection du maréchal Gouvion St-Cyr. Pendant la campagne d'Espagne, en 1823, il fut nommé maréchal de camp et, plus tard, inspecteur général de l'infanterie.

Lorsqu'il fut mis dans la section de réserve de l'état-major général, le général Fantin des Odoards se retira à Seyssinet, aux environs de Grenoble, et il est mort en 1866, le 17 mai.

FANTIN-LATOIR (THÉODORE). Né à Metz en 1805, Théodore Fantin-Latour, peintre pastelliste, habita un certain nombre d'années Grenoble, où il fit beaucoup de portraits. Il alla se fixer ensuite à Paris où son talent de portraitiste ne tarda point à le faire connaître et à lui acquérir une flatteuse notoriété.

On cite parmi ses meilleures toiles : *la Vierge lisant, sainte Thérèse*, des portraits d'enfants, *le Christ en croix*. Il est décédé en 1875.

FANTIN-LATOIR (IGNACE-HENRI-JEAN-THÉODORE), fils du précédent, est un peintre dont la célébrité s'affirme chaque jour davantage. Élève de son père, de Lecoq de Boilrandran, de Courbet, il possède un talent original qui lui a conquis de nombreux et chauds partisans.

Médaillé dès 1870, il a été décoré le 25 juillet 1878.

On peut citer parmi ses œuvres : *l'hommage à Delacroix* ; *souvenir de Bayreuth* (Bavière) ; des fleurs, des natures mortes, d'exécution exquise de délicatesse et de charme poétique ; *le festival de Richard Wagner*, *l'Anniversaire*, *le Coin de table*. Dans ce dernier tableau qui fit sensation, le peintre a groupé, d'une manière heureuse, les poètes, les peintres, les journalistes, les hommes politiques qui s'attablaient mensuellement au *Dîner des rivaux bonshommes*. Un des convives a décrit ainsi le tableau :

On a pris le café, c'est l'heure de paresse
 Où feignant d'écouter l'un d'eux qui dit des vers
 Les fumeurs acoudés qu'un brouillard bleu caresse
 Regardent tourner leurs rêves au travers ¹.

M. Fantin-Latour est la générosité faite homme. On ne fait jamais en vain appel à sa libéralité pour toutes les loteries pour l'assistance publique, ventes de charité ou organisation de secours, soit pour un collègue tombé dans la mêlée, soit pour les membres en détresse de sa famille. M. Fantin-Latour, qui ne tient à Grenoble que par le fait de sa naissance, a participé efficacement, largement, par ses dons d'œuvres d'art charmantes au succès des fêtes et œuvres de bienfaisance qui s'y sont succédé depuis tantôt vingt années.

ANTOINE-JOSEPH FANTIN, notaire à Arvieux, qui est mort en 1819 a été, je crois, le dernier représentant de la branche des Fantin d'Arvieux. Il a laissé dans le Queyras la réputation d'un homme aussi spirituel que charitable et bon. On répète aujourd'hui encore ses saillies, ses bons mots. Antoine Farnaud, en ses mémoires manuscrits (M. Eugène Chaper en possède une copie qu'il a bien voulu me communiquer), parle longuement d'Antoine-Joseph Fantin, qu'il dépeint comme un sage, en même temps qu'un habile notaire. Comme membre du conseil général du département, il s'était révélé comme administrateur intelligent et avisé.

FAZY.

Famille de St-Véran, en Queyras.

Antoine Fazy, appartenant à la religion réformée, émigra à la révocation de l'édit de Nantes et alla se fixer à Genève. L'un de ses descendants, fabricant d'indiennes, reçut le titre de bourgeois de Genève en 1735 ². Il avait épousé la tante de J.-J. Rousseau (*Réveries d'un promeneur solitaire*, IV^e promenade). Cette famille a reçu une notable illustration par le célèbre James Fazy, économiste et homme d'état, journaliste de grande influence

¹ Jules Claretie : *Peintres et sculpteurs contemporains*.

² *Histoire des réfugiés protestants de France*, par Weiss, t. II, p. 269.

qui, dans la première moitié de ce siècle, prit en si grande part comme chef du parti radical, à la direction de la politique de la confédération Helvétique, dont il a été le président, ainsi qu'à la gestion des intérêts politiques et administratifs du canton de Genève. Le rôle politique de James Fazy appartient à l'histoire et les traits principaux en sont trop connus pour qu'il soit nécessaire d'en donner ici une indication quelconque.

Une branche de la famille Fazy était catholique et demeura dans le Queyras. Il y a encore à ce jour, à St-Véran, plusieurs représentants de cette famille.

FAZY (l'abbé JEAN).

M. l'abbé Fazy est né à la Chalp-Ste-Agathe (commune de St-Véran), le 19 août 1835. Il publia le *Mystère de St-André* de Marcellin Richard, drame en vers patois du Briançonnais, du commencement du XVI^e siècle. M. l'abbé Fazy a fait précéder cette publication d'une introduction et l'a fait suivre d'un glossaire.

L'œuvre a été critiquée pour l'exactitude du texte du mystère et la transcription littérale de certains mots par le savant archiviste des Hautes-Alpes, M. l'abbé P. Guillaume (*Bulletin de la Société d'Études des Hautes-Alpes*)¹. M. l'abbé Fazy a défendu dans un opuscule la rectitude de sa publication.

BIBLIOGRAPHIE.

Le *Mystère de St-André* par Marcellin Richard, découvert et publié par l'abbé J. Fazy. Aix, 1883; grand in-8°, 146 pages

— *L'Édition du Mystère de Saint-André*, réponse au compte rendu de M. l'abbé Guillaume, par M. l'abbé J. Fazy. Gap, Richaud, 1884; in-8°, 13 pages.

— *Monographie de l'église du Monétier-de-Briançon*, publiée, je crois, dans les *Annales du Laus*.

¹ Puisque j'écris le nom de M. l'abbé Guillaume, je saisis cette occasion de remercier l'érudite archiviste des Hautes-Alpes des indications qu'il m'a données sur des personnes mentionnées en cet essai bio-bibliographique.

GONDRET (l'abbé JACQUES).

L'abbé Gondret est né le 20 août 1819 au hameau *des Prés*, commune du Château-Ville-Vieille. Il est actuellement curé-archiprêtre à Abriès.

M. l'abbé Gondret n'a rien publié, mais il a composé, suivant ce que me dit M. l'abbé P. Guillaume, des notices historiques intéressantes sur les paroisses du Veyer (canton du Queyras) et de St-Clément (canton de Guillestre), sur la vallée du Queyras, ainsi qu'un dictionnaire du patois de cette vallée, servant de supplément à celui de MM. de Rochas et D^r Chabrand, travail utilisé par M. l'abbé Moustier, ancien curé de Marsanne (Drôme), et peut-être par le D^r Fœrster, professeur à l'Université de Bonn.

D'autre part, on lit dans le compte rendu de la séance du 24 juillet 1860 de l'Académie Flosalpina, ce qui suit ¹ :

« Il nous resterait à parler de la dernière lecture qui a
« été faite à l'assemblée, celle de quelques chapitres d'un
« grand ouvrage, contenant trois énormes cahiers in-8°,
« avec ce titre : *Mémoires historiques sur le Queyras*,
« par M. l'abbé Gondret, curé du Veyer. Mais la longueur
« de ce compte rendu nous oblige à abrégé. Nous dirons
« seulement que cette œuvre suppose, dans son auteur;
« la patience d'un bénédictin ; si elle est imprimée, elle
« fournira à tous les lecteurs les renseignements les plus
« utiles sur l'histoire, les usages et la topographie de l'in-
« téressante vallée du Queyras ; si elle demeure manus-
« crite, les rares bibliothèques qui la posséderont auront
« acquis un précieux trésor, et c'est à ce titre qu'elle a
« été déposée dans les archives de l'académie Flosal-
« pine. »

HUMBERT (DE QUEYRAS).

Dans un acte émané du Dauphin Jean, du 13 décembre 1311, acte de reconnaissance ou d'octroi de franchises aux nobles de Queyras, quant aux fonds par eux possédés (sous la seule charge de mener *un roussin* aux cavalcades, aux frais du Dauphin), on trouve parmi les nobles cités : François et Pierre Humbert.

¹ *Académie Flosalpina*. Gap, Delaplace, in-8°, 152 p.

La famille de *Queyras*, distincte des Humbert, y figure par la citation de sept de ses membres ¹.

En 1446, Honoré Humbert, en son nom et en celui de Jacques Humbert, son oncle, et de Marguerite et Alix Humbert, ses nièces, prêta hommage au Dauphin pour les maisons, terres, prés et autres biens qu'ils avaient au mandement de Château-Queyras, et *par exprès en la forêt de Soliers* ².

On lit encore dans l'*Inventaire de la Cour des comptes* :
 « Au registre cotté *Aller liber copiarum Ebredunesii...*
 « triple CCC, cayer 40, est un mémoire contenant entre
 « autres choses que par les informations qui avaient été
 « faites, il apparaissait que dans ladite châtellenie de
 « Queyras, *il y avait eu* des nobles appelés Humbert qui
 « avaient possédé dans ladite communauté plusieurs
 « biens nobles, lesquels étant tombés en mains roturières
 « et compris néanmoins dans les anciens registres de la-
 « dite communauté comme francs et nobles et dans le
 « nouveau qui avait été fait ils y auraient été compris et
 « mis à la taille ³ ».

Cette mention donne raison à l'opinion émise par M. de Rivoire de la Bâtie (*Armorial du Dauphiné*), que cette famille finit vers les milieu du xv^e siècle.

HUMBERT (ANTOINE) DE QUEYRAS.

Humbert (Antoine) dit *Humbert de Queyras*, vivait au commencement du xvii^e siècle. Il habitait Paris. Il a publié un certain nombre de romans, dans lesquels il a dépeint plus ou moins fidèlement les mœurs de la Cour et raconté des faits et événements du règne de Louis XIII.

BIBLIOGRAPHIE.

1^o *Triomphe de la guerre et de l'amour*. Paris, 1626, in-16;

2^o *Alexandre et Isabelle*, histoire tragi-comique. Paris, 1626, in-8° ;

¹ *Inventaire des actes de la Cour des Comptes*.

² *Id.*

³ *Id.*

3° *Les fortunes diverses de Chrysomire et Kalinde*. Paris, 1635, in-16.

Voici les mentions de Brunet (*Manuel du libraire*) sur Antoine Humbert :

Humbert de Queyras (Antoine) : *Cléodonte et Hermelinde* ou histoire de la Cour. Paris, du Bry, 1629, in-8° (17.164).

Ce roman donne, sous des noms supposés, le récit de quelques événements du règne de Louis XIII ; il s'en trouve des exemplaires avec un titre ainsi modifié : *Histoire de la Cour*. Sous le nom de Cléodonte, l'auteur a écrit plusieurs autres romans, parmi lesquels nous en remarquons un qui doit être du même genre que celui dont nous venons de parler ; il a pour titre : *Les fortunes diverses de Chrysomire et de Kalinde*, où, par plusieurs événements d'amour et de guerre sont représentées les intrigues de la Cour. Paris, Alazet, 1635, in-8° (Catal. Lavallière-Nyon, n° 8.897, où se trouvent, sous les n° 8,777 et 8.872, deux autres romans d'Humbert.)

HUMBERT (JEAN).

Au dire de Guy-Allard, Jean Humbert, jurisconsulte, est né dans le Queyras et appartenait à une famille qui prétendait se rattacher aux nobles de ce pays mentionnés dans les titres des XIII^e, XIV^e et XV^e siècles. L'affirmation de Guy-Allard sur le lieu de naissance de Jean Humbert est formelle et cependant une qualification accompagnant son nom dans le livre qu'il a publié, qualification dont nous n'avons pu préciser le sens et la portée, pourrait, ce semble, faire naître un doute sérieux à ce sujet.

« Jean Humbert ou plutôt D'humbert a publié en 1558 un commentaire sur une partie du code de Justinien.

« Voici le titre de ce livre :

« Joanis Dhumbert *Lauceburgensis* jurisconsulti explicationes in omnes titulos IX primorum librorum cod. Justin. Lugduni, 1558, in-8°. »

Cette qualification de *Lauceburgensis* désigne-t-elle un lieu de naissance ou bien est-elle indicative du lieu dans lequel Jean d'Humbert exerçait une profession se

rattachant à sa qualité de jurisconsulte ? Cette dernière hypothèse semble devoir être écartée, aucune ville de quelque importance de ce nom, n'étant signalée dans les livres spéciaux de géographie portant les dénominations anciennes ou du moyen âge. Ce serait donc l'indication d'un lieu de naissance. Or, aucune localité du Queyras ne saurait revendiquer le nom latin de Lauceiburg. Il s'agit probablement de Lans-le-Bourg, chef-lieu de canton dans la Maurienne, et Jean Dhumbert serait, dans ce cas, Savoyard.

Un Jean Hymbert se faisait connaître, au milieu du xvi^e siècle, par des ouvrages de jurisprudence, ainsi qu'en témoigne le titre du livre d'un de ses commentateurs :

« Paraphrase du second, tiers et quart livres : des Institutions Forenses, ou pratique judiciaire, de maistre Jean Hymbert, translaté par maistre Guillaume Lymandas, natif de Trévolx, licencié es Loix, Conseiller du Roy, en la Séneschaulcée et court conservatoire de Lyon. »

Les ouvrages de Jean Hymbert ont été publiés, savoir : les *Institutions forenses* en 1538, in-4^o, et 1542, in-8^o ; l'*Inchiridion Juris* en 1560 ; *Pratique civile et criminelle* de Jean Imbert, etc., le tout recueilli par Pierre Guenois et Bernard Automne, 1627, in-4^o. Dans ces divers livres, il est qualifié *Rupellanus* (Rochellois) et le nom est écrit *Imbert*.

Ces deux dénominations de *Lauceiburgensis* et *Rupellanus* semblent exclure toute identité entre les deux personnages, malgré la contemporanéité d'existence, la presque complète homonymie et la similitude des professions. Du reste, aucune allusion, aucun renvoi ne sont faits dans les livres de Jean Imbert ou Hymbert, à l'ouvrage de Jean Dhumbert.

Il est dans tous les cas à peu près certain que le lieu de naissance de Jean Humbert ou de Dhumbert; auteur du livre indiqué par Guy-Allard, n'est pas le Queyras. J'incline à croire que c'est Lans-le Bourg, et c'est l'opinion bien arrêtée de M. le docteur en théologie Raoul Durand,

curé-archiprêtre de Lans-le-Bourg, qui a constaté, d'une part, que dans une bulle de 1667 et dans des registres antérieures à 1500, le nom latin de cette localité était écrit *Lanceiburgus* et *Lauceiburgus*, et, d'autre part, qu'il y existait une famille du nom de d'Humbert, dont le dernier survivant est mort il y a 6 ans à St-Jean-de-Maurienne. (Lettre de M. Raoul Durand, octobre 1888.)

HUMBERT (JOSEPH), DE QUEYRAS.

Guy-Allard (*Dictionnaire historique et littéraire du Dauphiné*), dit que Joseph Humbert, son contemporain et son ami, était du Queyras; qu'il est mort en 1676; qu'il savait parfaitement la pratique et l'histoire des armoiries et des généalogies. « Je dois, ajoute Guy-Allard, ce témoignage à sa mémoire et à l'amitié qu'il avait pour moi.

JOUVE (l'abbé JOSEPH-MARTIN-LOUIS).

M. Jouve est un des prêtres les plus instruits, les plus estimables du diocèse de Gap. Pour assurer un vif intérêt à ces notes biographiques, je n'aurais, si M. l'abbé Jouve m'en avait donné le droit, qu'à livrer à la publicité une lettre qu'il m'a fait l'honneur de m'écrire le 23 janvier 1885, lettre dans laquelle il esquisse, à ma demande, les principaux traits de sa vie. Cette autobiographie est vraiment, dans le cadre d'un épanchement sincère, un charmant écrit. Il s'en exhale un parfum de modestie, de noblesse de sentiments qui commande le respect. La lecture de ces quelques lignes laissa tout ému de sympathie le confident d'une telle existence austère, laborieuse, marquée par l'amour de la famille et de l'humanité.

M. l'abbé Jouve fut envoyé tout jeune comme curé aux Hyères (canton de la Grave). Il passa, dit-il, cinq ans et demi dans cette modeste et *délicieuse* paroisse.

Cette épithète *délicieuse*, appliquée au village des Hyères, étonnera peut-être ceux qui ne penseraient qu'à l'altitude des lieux, à l'encadrement sévère de roches et de glaciers dans lequel le territoire de la Grave est ensermé. Ils ne songeraient point, en ce cas, à la pureté de l'atmosphère, à la glorieuse irradiation solaire, à la solen-

nelle grandeur de la nature. Un coucher de soleil sur la Meïje est un spectacle de rare magnificence. Il impose, comme la grande mer, le sentiment et la méditation de l'infini. Cette nature formidable dans les jours d'orage, de tempête, de neige, a des retours d'ineffable douceur à la fin de l'hiver et même durant le cours de la mauvaise saison.

Le modeste village des Hyères, situé au-dessus de la Grave, sur la même ligne que les hameaux des *Terrasses* et de *Ventelong*, se cache à l'abri des vents qui assaillent ses voisins, dans un pli du terrain, en face de la Meïje. Il possède une plus douce température, sans rien perdre du grandiose de la perspective.

Les habitants du canton de la Grave, à esprit ouvert, cosmopolites, voyageant presque tous *pour le commerce*, offrent dans ces localités les ressources de relations agréables. Il n'y a donc point à s'étonner que le jeune desservant ait trouvé du charme dans sa résidence. Il s'y livra à l'étude, à la méditation, écoutant, dans sa ferveur religieuse, cette voix qui parle dans l'*Imitation* : *Audi, fili, verba mea, verba suavissima...* Là, il conçut l'idée de sa première œuvre, publiée plus tard : *Le missionnaire de la campagne*.

A l'Argentière où il fut nommé curé de canton, M. l'abbé Jouve passa six années. Les conditions de son existence furent absolument cénobitiques, aucune culture intellectuelle ni sentiment de sociabilité ne se rencontrant dans les familles de son voisinage. Adonné, sans distractions aucunes, au travail, il composa dans cette dure retraite, une *Vie des saints, populaire*.

Durant cet exil, le cœur du curé de l'Argentière put cependant ressentir un jour et savourer les joies d'une fête organisée par des hommes en général aimables et lettrés, les membres du *Club-Alpin*.

Le 17 août 1877, on inaugurait, dans le *pré de Madame Carle*, les *refuges du Pelvoux*. Là se pressaient des hommes distingués : Français, Suisses, Italiens, Anglais, Belges, etc., que l'amour de la montagne et l'entraîne-

ment vers les ascensions avaient unis dans une agape fraternelle.

« Un élégant autel, dit la relation du Club-Alpin, avait « été dressé non loin du refuge ; M. le curé Meyer, assisté « de M. l'archiprêtre Jouve et de M. Brun, curé de la « Bessée, procéda à la bénédiction de l'abri et à la célé- « bration de la messe ; au *Credo*, M. l'abbé Jouve, après « avoir autorisé les assistants à se couvrir, prononça une « allocution qui fut sympathiquement accueillie. »

Cette simple mention n'était point suffisante à mon sens. J'ai pu lire l'allocution de M. Jouve dans le journal *la Durance*. C'était un chef-d'œuvre pour le bon goût, l'élévation de la pensée et l'exquise élégance du style.

C'était une perle à enchasser dans le milieu de ces *brindisi*, pleins de verve il est vrai et d'internationale bienveillance, mais quelque peu monotones. A ouïr ce fin langage dans lequel sur le fonds de l'inspiration évangélique brillait l'or pur de trésors d'hellénisme, on eût dit que les abeilles de Platon avaient pu porter un jour, des rivages de l'Attique au pied du Goléon, le miel de l'Hymète et l'avaient offert, rosée divine, aux lèvres du jeune curé des Hyères.

De l'Argentière, M. l'abbé Jouve passa à la cure de Savines, à deux pas d'Embrun, dont les habitants, malgré leur traditionnel amour de la table, ne manquent ni d'esprit, ni d'instruction, ni d'amabilité. Dans cette localité, de climat agréable, M. l'abbé Jouve a trouvé une bonne résidence. Il y est entouré de l'estime et de l'affection de ses ouailles et il y poursuit le cours de ses publications, dont les journaux religieux, l'*Univers* entre autres, parlent avec éloges.

BIBLIOGRAPHIE.

1. *Missionnaire de la campagne* (1e). Cours d'instructions simples et pratiques, etc., par M. l'abbé Jouve. Paris, Tolra, 4 vol grand in-18 jésus.

2. *Un modèle pour chaque jour de l'année ou Nouvelle vie des saints*, etc., par M. l'abbé Jouve. 4 forts vol. grand in-18.

3. *Dominicales d'un curé de campagne*, homélies et instructions pratiques pour chaque dimanche de l'année, suivies de plusieurs panégyriques et de sujets de circonstance, par M. l'abbé Jouve. Paris, Tolra, 112, rue de Rennes, 1885; 3 vol. in-18 jésus de III-358, 401 et 398 p.

4. *La pieuse congréganiste*, dans les paroisses, au pensionnat, à l'ouvroir, à l'atelier, ou *Recueil d'instructions simples et pratiques*, à l'usage des associations en l'honneur de la très-sainte Vierge, par M. l'abbé Jouve. Lyon, Vitte et Perrussel, 1887, 2 vol. in-12.

ARISTIDE ALBERT.

ESSAI HISTORIQUE

SUR
RIBIERS

(Suite *)

Après la vente de la Seigneurie de Ribiers, les habitants constituèrent à leur seigneur le droit de prendre le titre de comte qui, d'après eux, s'était éteint par le fait de l'aliénation du 19 sept. 1681; aussi voit-on l'évêque de St-Omer, vers 1704, en sa qualité de tuteur de Cosme Alphonse de Valbelle, marquis de Montfuron, son neveu, présenter au roi² un placet tendant à faire continuer à son pupille, le titre de comte, que ses auteurs n'avaient cessé de porter depuis l'acquisition de la seigneurie de Ribiers. Le Conseil général de la communauté donna un avis favorable. A la suite de cette démarche, le titre de comte de Ribiers fut attribué au neveu de l'évêque, et la famille de Valbelle n'a cessé de le posséder jusqu'au 9 Juillet 1750, époque à laquelle le Comté, en vertu d'une transaction³ passa aux mains de Marguerite d'Armand de Mizon, veuve de Léon d'Armand. Celle-ci, par testament et codicile des 10 et 14 octobre 1751, reçus Quinquet et son confrère, not. au

¹ Voir le *Bulletin* de 1888, p. 187-198 et 281-294.

² Archives communales de Ribiers.

³ Archives particulières de l'Auteur.

Châtelet de Paris, légua le titre et les terres que nous venons de mentionner à Marie-Thérèse d'Armand de Mizon, comtesse du Muy, qui les laissa, l'année suivante, à Demoiselle Marie-Anne-Thérèse de Félix du Muy. Sa mère disposa en qualité de légataire de la terre et du Comté de Ribiers, suivant testament et codicile, reçus également par Quinquet, le 25 avril 1752. La délivrance du legs fut faite quatre jours plus tard par acte reçu à Paris par Charlier et son confrère.

Demoiselle du Muy épousa, peu de temps après, Charles-Marie Marquis de Créquy, maréchal de camp des armées du roy, premier Maître d'Hôtel de Madame la Dauphine. L'union entre les époux ne fut pas de longue durée, une séparation quant aux biens s'en suivit et chacun d'eux administra à son gré, son patrimoine.

Dans les actes publics et judiciaires, de l'année 1783, c'est-à-dire 6 ans avant la Révolution de 1789, le seigneur de Ribiers, portait les titres suivants de :

Dame marquise de Créquy, dame du comté de Ribiers, marquisat d'Eourres, baronne de Pomet, Salérans, Barret-le-Haut, Barret-le-Bas et Étoile.

Les documents que renferment les archives de la mairie de Ribiers sont vraiment intéressants par la lumière ¹ qu'ils projettent sur l'état politique de nos anciennes communes rurales. Pendant longtemps les Seigneurs de Ribiers avaient appartenu, comme l'on sait, à la branche de la puissante et antique famille des barons de Mévouillon, qui jusqu'au commencement du XIV^e siècle (1324), furent plutôt les souverains que les seigneurs de la contrée appelée depuis les Baronnies, dont la ville principale était le Buis (Drôme). Deux membres de cette famille véritablement libérale, Guillaume ² et Raybaud ³, seigneur

¹ *Mémoire pour le Canal Harmand*, par Aimé de Laplane. Aug. Chauvet, Angirany Renaud, Joseph Meisson, in-4^o de 31 pages. — Gap. — Pierre Jouglard, 1863.

² 1205. — Papon, *Histoire de Provence*, tom III. p. 564.

³ Valbonnais, *Histoire du Dauphiné*, tom. 1^{er}, pag. 19. Roberton, note XVI, sect. 1 p. 45; *Notice historique sur l'ancienne Communauté de Tallard* par A. de Taillas. Grenoble, Allier, 1868). — Nota. *Bulletin de la Société d'Études des Hautes-Alpes* pag. 420, Année 1883.

de Lachau, fils de Ripert Mévouillon et de Sance (Sancia), au trois des ides d'octobre, troisième lune, 1209, donnèrent les premiers dans la contrée l'exemple de l'affranchissement de leurs vassaux. On trouve, en effet, un article très important dans l'acte des libertés concédées par ce dernier, qui décida que les *gens de ses terres* pouvaient « se juger eux-mêmes et que les consuls qu'ils nommeraient eussent un pouvoir aussi étendu que ceux d'Embrun, de Gap et de Sisteron, et même plus grand s'il est possible. »

Il est probable que les seigneurs de Barret, en jetant les fondements du château de Ribiers, autour duquel ne tarda pas à se grouper une population importante, y établirent aussi la commune ; ce qui explique l'attitude que les habitants du nouveau village conservèrent toujours à l'égard de leur Seigneur. Chez eux, à côté du vassal, il y avait place pour le citoyen ; et tandis que le vassal était respectueusement soumis à son Seigneur, l'homme de la communauté puisait dans sa qualité de citoyen le droit de lutter, ainsi qu'on le verra dans la suite, souvent avec avantage, contre l'arbitraire féodal.

FONDATION EN FAVEUR DU COMTÉ DE RIBIERS.

Avant de mourir, Marguerite d'Armand, épouse de Léon d'Armand de Mizon, ancien capitaine au Régiment des Gardes françaises, commandant de l'Ordre royal et militaire de St Louis, suivant ses testaments et codiciles reçus par Quinquet et son confrère, notaires à Paris, les 10 et 14 octobre 1751, voulut donner une preuve de sa bienveillance aux habitants du Comté de Ribiers. En instituant pour héritière universelle sa fille Marie-Thérèse d'Armand de Mizon, à qui elle léguait la Seigneurie et le Comté de Ribiers, elle laissait à cette dernière les fonds suffisants pour l'établissement à Ribiers des sœurs grises et pour marier dix pauvres filles du Comté ¹. Cette fonda-

¹ Voir Procuration donnée par Joseph-Gabriel-Tancrede de Félix du Muy, chevalier, marquis du Muy. — Copie certifiée de cette procuration, en date du 12 avril 1753, se trouve entre les mains de l'Auteur.

tion reçut son plein et entier effet. Nous trouvons en effet dans le compte rendu par les Châtelains ou Administrateurs Dominique et André Viguiet, père et fils, le premier qualifié de bourgeois et le second, de notaire royal, pour les recettes et les dépenses de la Seigneurie en l'année 1760, à Givaudan, procureur fondé du Marquis du Muy, administrateur de Mademoiselle du Muy, sa fille dame Comtesse de Ribiers, qu'il a été fait dépense, du 1^{er} décembre 1759 au 1^{er} décembre 1760, pour l'établissement des sœurs, suivant la fondation de Madame la Marquise de Mizon, savoir :

Pour la pension des Sœurs.	500 livres
Pour le loyer de la maison.....	40 »
Pour remèdes et drogues.....	36 »
Pour livres de piété.....	24 »
Pour distribution aux pauvres.....	400 »
Total.....	1.000 livres

Dans le même compte figure une somme de 98 livres, payée au S^r Meygret, fermier du prieuré de Ribiers, pour pension due au prieur en l'année 1760 ; et celle de 200 livres, remises au curé de Ribiers pour l'annuel des messes fondées Par Madame de Mizon ¹.

Dans un précédent compte ² se trouve une somme de 100 livres, soldée par Viguiet, père et fils, pour la dotation de Jeanne Blanc, d'Étoile, comme il appert de l'extrait du contrat du 26 novembre 1755.

Un examen attentif, soit des comptes consulaires, soit de ceux des administrateurs du Comté, nous donnerait la preuve que les dernières dispositions de la donatrice étaient encore observées après la Révolution de 1789.

Nous en avons la preuve dans la délibération prise le 6 novembre 1792 ³. On lit, en effet, dans cet acte municipal :

¹ Archives de Mesdames Viguiet à Ribiers.

² 15 juin 1756 id.

³ *Registre des délibérations du Cons. Général de la Communauté de 1792.* — Arch. de Ribiers.

« La délibération est établie sur la demande faite par « les religieuses ¹, tendant à obtenir une indemnité sur la « perte qu'elles éprouvent sur les assignats dans le payement de leur pension de 600 livres qui leur ont été « assignées sur la fondation de la Dame de Mizon ». Une allocation de 150 livres fut votée. La tourmente révolutionnaire ne tarda pas à faire disparaître cette fondation comme toutes celles de même nature qui existaient à cette époque si critique de notre histoire.

DIFFÉRENDS SURVENUS ENTRE LE SEIGNEUR ET LES HABITANTS DE RIBIERS.

Les démêlés qui ont duré près de deux cents ans (du 13 mars 1495 au 26 août 1688), entre les divers seigneurs et les habitants de Ribiers, attestent l'esprit d'indépendance qui s'y manifestait, bien avant que la Révolution de 1789 fut jugée possible. Nous allons essayer de les analyser à grands traits, afin de donner une idée exacte des droits des uns et des devoirs des autres.

En 1495, la terre de Ribiers (de Riperiis) était possédée par Antoine de Mévouillon gouverneur du Dauphiné, seigneur puissant, et qui, par les charges dont il était investi, avait une grande autorité dans cette province. En voyant l'esprit d'indépendance qui commençait à gagner ses vassaux et dans le but d'asseoir son autorité, ce Seigneur entreprit de faire passer des reconnaissances à ses habitants de Ribiers. Il se servit pour cela du ministère de Raymond Miraillet, notaire affidé, d'Aspres-sur-Buëch, greffier de ses terres. Mais quelques soins qu'il se donnât, il lui fut impossible de déterminer la population à s'assembler en corps à la maison commune. Tout ce qu'il put obtenir, fut de contraindre quelques manants des plus pauvres et des plus ignorants à se réunir dans une des chambres du Château appelée la chambre du Pape-Gay.

(Acta et recitata et recognita fuerunt præmissa in

¹ Religieuses de Ste Ursule, de Sisteron.

*dicto loco de Reperiis, in domo dicti domini, in camera nova de Papagay...)*¹

Cette chambre obscure et affreuse, se trouvait à côté de la prison. C'est dans cette pièce que le notaire Miraillet, entièrement dévoué au Seigneur, rédigea la reconnaissance en laquelle sont seulement dénommés cinquante neuf habitants, représentant au plus le cinquième de la population, composée à cette époque de plus de trois cents chefs de famille. Un pareil acte ne pouvait assujettir la généralité des habitants. Les comparants n'agirent que pour leur propre compte et pour leurs successeurs. Cette reconnaissance porte en substance que les 59 habitants :

1° Etaient hommes liges du Seigneur ;

2° Qu'ils étaient soumis aux cas impériaux au nombre de six² ;

3° Qu'ils se soumettaient à la directe envers le Seigneur.

En 1535, le Seigneur forma une nouvelle demande à la communauté. Le procès fut porté au parlement de Grenoble. Il prétendait assujettir la généralité des habitants aux droits établis par l'acte Miraillet. Mais reconnaissant sans doute qu'un pareil titre était insuffisant, il abandonna ce procès ; son successeur recourut au même parlement en 1563. Il eut même l'adresse de gagner une partie de la

¹ Archives de Ribiers. — Copie en latin de la reconnaissance du 13 mars 1495, format papier ordinaire. Cet acte est le plus ancien titre de Ribiers qui soit parvenu jusqu'à nous.

² « C'est un droit que les Seigneurs ont établi sur leurs vassaux et « sujets à l'exemple des anciens Patrons de l'ancienne Rome, qui rece-
« vaient aydes de leurs clients pour le mariage de leurs filles ; s'ils
« n'avaient pas suffisamment de quoi les doter, et pour leur rançon
« quand eux ou leurs enfants étoient prisonniers de guerre... » (Salvaing de Boissieu, Traité de l'usage des fiefs, page 230.)

Les cas impériaux mentionnés dans cet acte, sont libellés de la manière suivante :

Quand le Seigneur et ses successeurs sont faits chevaliers ;

Quand le Seigneur marie ses filles ;

S'il va en Terre Sainte ;

S'il achète une terre avec domaine éminent et juridiction ;

S'il est retenu captif dans une guerre pour son rachat ;

Si le prince du Seigneur se rend chez lui, soit en visite, soit en passant.

population, à laquelle il fit souscrire, le 21 septembre, un compromis, par lequel la communauté consentait à soumettre le différend à son avocat de Grenoble. Ce compromis fut désavoué par une assemblée de 222 habitants, réunis à la maison de ville en vertu d'un arrêt du parlement de Grenoble. Il fut décidé que le procès serait continué et peu après, il fut pris deux décisions très importantes. La première ¹ tendait à faire casser le compromis et décidait que les parties procéderaient au parlement sur les instances possessoires et pétitoires, selon les derniers errements, et qu'il serait enjoint au seigneur d'exhiber les reconnaissances référées en celles de Raymond Miraillet, en 1495 ; que défenses fussent faites au seigneur et à ses agents de contraindre, ni molester la communauté à raison de prétendues censes, droits et devoirs réels et personnels ».

La deuxième requête ² tendait à faire ressortir « qu'attendu que toutes personnes et tous héritages en Dauphiné sont présumés *libres* », le seigneur fut tenu de communiquer les titres ³ en vertu desquels il prétendait exiger de chaque habitant des redevances et servitudes personnelles *d'une émine de froment, deux sous, une poule, des corvées et le droit de tasque ou champart* ⁴ et à faute de ce, défense lui fut faite de lever et percevoir ces droits.

A la suite de ces demandes un arrêt intervint, par lequel, avant de faire droit sur les pétitoires, il fut ordonné que les parties contesteraient plus amplement.

Il est nécessaire de remarquer que, par acte du 14 septembre 1465, Guillaume de Mévouillon albergea à la Communauté le droit et la faculté de *paccager, bûcherer, essarter, et chasser aux bêtes fauves dans les limites du quartier appelé la Bastie-St-Étienne*, sous la cense d'un gros d'argent. Cet albergement donna aux habitants le droit de propriété des îles inférieures situées le long du Buëch jusqu'aux confins du territoire de Sisteron.

¹ 5 novembre 1565.

² 2 septembre 1566.

³ Archives particulières de M. Paul Chaix, rentier à Ribiers.

⁴ Archives de Ribiers.

Par un autre acte ¹ le Seigneur avait albergé aux habitants « l'isle près de ville, depuis le Collet, appelé le Mourre de *Pré-Pascal*, jusqu'à la cime de l'isle de la Tuilière, du côté de Méouge.

Par ces deux albergements la communauté acquit la propriété de toutes les îles sises le long du Buëch.

Nous allons maintenant reprendre la suite des anciennes contestations. Bien convaincu que les reconnaissances passées par 59 particuliers ne pouvaient soumettre la Communauté, le Seigneur ne contredit point la requête des habitants de Ribiers, du 3 novembre 1563. Il garda un silence prudent et laissa la population jouir de ses franchises et de ses libertés naturelles jusqu'en 1635, époque à laquelle le Marquis de Bressieu, devenu Seigneur de Ribiers, profitant sans doute de la guerre qui commençait à cette époque, réveilla les prétentions de ses auteurs, abandonnée pendant 72 ans.

De 1636 à 1641, Louis le Groslée-Mévouillon, Marquis de Bressieu et Dlle Marguerite de Morges, dame de la Motte, son épouse, soutinrent devant les cours de Grenoble et d'Aix, contre la communauté de Ribiers, diverses revendications et droits seigneuriaux qui leur étaient contestés ².

Dans le préambule de l'arrêt du Parlement de Grenoble³, ont lit entre autres choses les doléances du Seigneur qui s'exprime en termes assez durs au sujet des habitants de Ribiers.

« Et pour cet effet, elle (la cour) verra dans le détail de cette affaire et par les circonstances du fait que cette conversion, procède plus lest de la révolte et mutinerie de trois ou quatre factieux de cette comté qui ont attiré le reste à leur party pour se liguier contre leur Seigneur, que pour aucuns droits qu'ils puissent avoir en leurs defenses, ni aux droits par eux prétendus. Et, bien-qu'ils ne puissent ignorer que leurd. seigneur Marquis,

¹ 14 décembre 1581. — id.

² 20 mars 1582. — id.

³ Arrêt du Parlement de Grenoble du 16 mars 1638. (Archives de Ribiers).

tant par son moyen que de ses prédécesseurs, est en possession depuis trois siècles entiers du droit de prendre et percevoir les droits et devoirs seigneuriaux dont s'agit. Et qui plus est, à peine l'ont-ils peu reconnoître pour leur Seigneur juridictionnel ; ou bien s'ils le reconnaissent pour tel, ils prétendent de partager avec luy, une partie des droits de la justice et juridiction. Tout cela lui a donné subject de se pourvoir par requeste de maintenue pour estre gardé et maintenu en lesdicts droits, lesquels consistent : en la justice haute, moyenne et basse, mère et mixte, impère dans tout le territoire de Ribiers ; 2° En la prestation de l'hommage lige ; 3° En la directe universelle, avec le droit de lods à raison du sixiesme denier ; 4° au droit de prélation ; 5° en la cense personnelle deuë annuellement par chaque habitant payable à chacune feste de Toussaint, consistant à une émine blé froment, et une émine avoine, une poule, deux sols argent, une courvée à bœuf, pour ceux qui en ont, pour les autres une courvée brassière ; 6° Au droit de tasque, 7° Aux droits de régales dans tout le territoire de Ribiers, consistant en eaux, rivires, isles, délaissés, places, chemins hermes, terres gastes et incultes, et 7° finalement aux six cas impériaux.

« Tous ces droits là luy sont deubs et acquis non-seulement à raison de la Justice et juridiction dans tout le territoire, mais aussi par bons tiltres et reconnaissances en vertu des quelles il est en possession, comme il justifie par les actes communiquez, lesquels tiltres consistent, en premier lieu, en reconnaissance passée en l'année 1405 par les habitants au profit de M^{re} Antoine de Meuillon, lors gouverneur pour le Roy de cette province, par laquelle ils lui reconnaissent tous les mesmes droicts tant réels que personnels et de plusieurs droits particulièrement par des reconnaissances particulières dans lesquelles tous ces droits sont mommément spécifiés, excepté pour les droits de régale, pour lesquels il y a un tiltre particulier...

« Ils sont justifiés par une convention faicte en l'an 1319, par de Henry Viennois, lors régent d'Humbert Dauphin de

Viennois à M^{re} Guillaume de Meuillon, en récompense des services par lui rendus aux Dauphins, depuis confirmée en l'an 1331 par Humbert Dauphin, avec pouvoir et faculté de jouir des droits de régale dans toutes les terres que Guillaume de Meuillon avait dans le Comté de Gap où la terre de Ribiers est située. Elle est confirmée encore par une sentence rendue par le Vibailly de Gap le 15 juillet 1361, après le transport du Dauphiné à la couronne de France. Par cette sentence nobles Louis et Pierre de Méuillon, enfants et héritiers dudit Guillaume, furent maintenus en possession du droit de régale, contre les troubles que les officiers du Roy Dauphin leur vouloient donner. En suite desdites concessions, eux et leurs descendants, Seigneurs de Ribiers, en ont tousiours jouy. » ¹

La Communauté ayant reconnu que le Seigneur jouissait d'un grand crédit auprès du Parlement de Grenoble et, dans le but de tomber sous une juridiction plus équitable, se pourvut au Conseil privé du roi. Par arrêt du 29 juillet 1639 ² les parties furent renvoyées au parlement de Provence, comme étant le plus rapproché. La communauté loin de trouver, devant cette cour, aide et protection, fut moins écoutée qu'elle ne l'aurait été à Grenoble. La Communauté ignorait que le Seigneur avait encore plus de crédit à Aix, non seulement à cause de sa parenté et de ses alliances, mais parce que la ville d'Arles l'avait vu naître et qu'il y possédait des propriétés importantes. Aussi M. de Bressieu obtint-il sans peine un arrêt ³ condamnant les habitants à reconnaître et à payer les droits et servitudes qu'il réclamait.

A peine cet arrêt fut-il connu que la Communauté comprenant le préjudice qu'elle éprouvait se pourvut au conseil privé du Roi. Elle en demanda la cassation par le motif qu'il portait atteinte à un règlement général con-

¹ Extrait des registres du Parlement de Grenoble portant arrêt de maintenue du 16 mars 1638. (Archives de la Mairie de Ribiers).

² Archives de la Mairie de Ribiers.

³ Le 14 juin 1641. — Archives communales de Ribiers.

cernant le Dauphiné, en ce qui concerne les terres abandonnées redevables de tailles, que le Seigneur s'était fait adjudger. La poursuite de cette demande fut suspendue par la mort du Marquis. Grand nombre de ses créanciers ayant paru en diverses juridictions, la dame de Morges, sa veuve, se pourvut au conseil de règlement des juges. Mais dans l'intervalle, elle décéda à son tour. Par cette mort, la Seigneurie de Ribiers passa aux mains de Dame Louise de Morges, sa sœur, qui l'administra en qualité de tutrice de Louis d'Hurry, son fils. Il fut rendu arrêt du Conseil entre elle et les habitants de Ribiers, par lequel les parties furent renvoyées devant le Parlement de Paris, pour y faire la discussion des biens du Marquis de Bressieu. Le Comte de Suze, créancier de cette succession, se colloqua sur la terre de Ribiers, et, dès qu'il en eut été reconnu propriétaire, les habitants le firent assigner pour reprendre l'instance qui avait été suspendue. Ils obtinrent un arrêt du Parlement par lequel il fut ordonné que les lettres en forme de requête civile qu'ils avaient présentées contre l'arrêt du 14 juin 1641, seraient scellées, nonobstant le laps de temps qui s'était écoulé et qui ne pouvait être considérable à l'égard d'une Communauté opprimée et toujours mineure.

Quelques années plus tard, les parties espérèrent mettre un terme aux divisions qui menaçaient de se perpétuer. Elles signèrent une première transaction ¹ qui fut plus onéreuse à la Communauté que ne l'avait été l'arrêt du Parlement de Provence. Ce traité modifiait complètement les rapport du Suzerain avec le vassal, et la Communauté s'aperçut bientôt qu'il lui devenait préjudiciable. Par ce traité, le Comte de Suze baille en emphytéose les moulins qu'il possède à Ribiers, moyennant une cense féodale de 300 livres. Le droit de mouture devait être perçu à la cote trentième. (Sa maison et ses fermiers en étaient exemptés). Mais cet albergement devint si lourd que la Communauté craignit d'être contrainte d'en demander la résiliation.

¹ Le 16 décembre 1669. (id.).

Le Seigneur abonna et convertit en argent les censes personnelles ou en grains. Ces censes consistaient, pour chaque habitant, en une émine blé froment, une émine avoine, une poule, une corvée d'une journée de bœufs pour les propriétaires qui en avaient et une journée de leur personne pour ceux qui n'en avaient point. Ce rachat fut converti en trois livres en argent par habitant, portables chaque année, le jour de la Toussaint, au château.

Avant la transaction du 16 décembre 1669, les habitants au dessus de quatre ans payaient 9 deniers par tête pour droit de fournage. Ce droit fut confondu dans la cense de trois livres à laquelle se soumit la Communauté.

Le comte de Suze se départit « *des contours des maisons des particuliers* » qui lui avaient été consédés par l'adjudication de 1641 et déclara ne vouloir se servir du droit de preslation ¹ que pour lui et ses successeurs, sans pouvoir prêter son nom à ses fermiers ni à aucune autre personne. Enfin, il déclara que, dans le cas où il lui serait causé quelque dommage dans son enclos, il se contenterait du payement du dommage, et, en plus, de trois sols pour chaque grosse bête et d'un sol pour la peine. Il s'adjugeait ainsi une amende qui ne pouvait qu'être vexatoire pour la Communauté.

Les habitants de Ribiers considérant la transaction du 16 décembre 1669 comme injuste et désavantageuse, suscitèrent de nouveaux troubles au Seigneur qui consentit peu après un second traité ². Par cet acte, le Comte de Suze acquiesça à l'affranchissement des tailles qui frappaient le pré et les îles de Pierre-Grosse. Il céda même à la communauté ces immeubles, moyennant une somme de 1050 livres qui lui en furent payées comptant.

Les difficultés qui régnaient depuis si longtemps ne finirent point avec ce dernier traité. Aussitôt que la Seigneurie eut passé aux mains du s^r de Valbelle, de nouveaux démêlés ne tardèrent pas à surgir. La Communauté

¹ Droit qu'avait le Seigneur de pouvoir prendre une terre en remboursant l'acquéreur.

² Le 29 avril 1672 (Archiv. municipales).

essaya de ressaisir sa liberté d'action. D'après un mémoire imprimé signifié à la Communauté ¹ le comte de Valbelle exhale des plaintes amères contre elle. Il fait connaître que les habitants de Ribiers se sont portés contre lui à « cet excès de témérité d'accuser d'oppression son Seigneur et de diffamer sa conduite... » Il essaye de montrer que toutes les vexations sont du côté de la Communauté et que les exclamations qu'elle ne cesse d'élever au sujet de son état malheureux ne sont qu'un artifice, recherché pour exciter la compassion. « En effet, dit-il, il y a un siècle et demi que cette communauté, puissante en biens et en nombre d'habitants, plaide contre tous ses seigneurs et qu'animée de l'esprit de rébellion, elle conteste leurs droits, même les mieux établis. »

« Il est justifié, ajoute-t-il, par divers actes, communiqués à la Communauté, que, dès l'année 1534, elle a refusé de reconnaître les droits seigneuriaux qu'elle avait reconnus en 1495 ; que pour excuser son refus, elle eut l'audace d'attaquer ces reconnaissances qui sont *les titres les plus authentiques et les plus anciens qui restent de cette terre* ² et de soutenir qu'elles avaient été extorquées par la violence. » La communauté refusa au nouveau propriétaire de reconnaître ses droits féodaux et de se soumettre aux devoirs de vassalité qui lui étaient réclamés. Des instances nouvelles s'engagèrent tant devant le Parlement de Grenoble que devant la Cour d'Aix, et finalement le Parlement de Guienne, saisi par évocation, rendit à la Réole, le 26 août 1688, un dernier arrêt fortement motivé, aux termes duquel cette cour condamna ³.

Les Consuls et la Communauté à prêter hommage à Léon de Valbelle, chevalier, Bailli des quatre montagnes du Dauphiné, Seigneur, Comte de Ribiers, Montfuron et autres places. Cet hommage devait être rendu au château

¹ Mémoire in-8° signifié par Gras à la diligence du Seigneur de Ribiers (Archives communales).

² Voir la copie de la reconnaissance, écrite en latin aux archives de la Mairie.

³ Expédition de l'arrêt du 26 août 1688. Imprimé in-f°. — (Archives communales).

de Ribiers, « les deux genoux à terre, la teste découverte, les mains jointes dans celles du sieur de Valbelle. ¹ » Ce titre ajoute : « Et il lui baisèrent le poulce, avec les protestations de fidélité accoutumée, et lui passeront en outre nouvelle reconnaissance des droits et devoirs seigneuriaux spécifiés dans l'acte de 1495, etc., etc. »

Les difficultés dont nous venons d'entretenir nos lecteurs ne furent pas les seules qui existèrent entre les habitants de Ribiers et les Seigneurs. M. Ladoucette, dans son intéressante histoire des Hautes-Alpes ², nous donne la relation d'une procédure qui a disparu des archives de la Mairie, et dont nous lui laissons l'entière responsabilité. Voici en quels termes, il s'exprime :

« Les Seigneurs eurent envie de faire placer la belle fontaine des habitants dans le château. La Commune soutint pour cela un procès ruineux qui dura cent ans, et, comme l'argent manquait pour le continuer, les femmes apportèrent leurs croix et leurs boucles d'oreilles. Un bourgeois, bel esprit, se déguisa en mendiant pour aller en Provence où demeuraient ses maîtres, leur dire des vérités dures, sous le prétexte de les informer charitablement de tous les propos qu'on tenait entre eux. Enfin, ce fameux procès fut gagné, et l'on dansa, trois jours et trois nuits durant, la farandole. »

DÉMÊLÉS SURVENUS ENTRE LE SEIGNEUR DE RIBIERS ET LES HABITANTS DE NOYERS BASSES-ALPES.

En 1516, une question de limites amena des difficultés qui ne se terminèrent point sans en venir aux mains ³. Ces bornes ne servaient pas seulement, à distinguer les territoires des Communautés de Ribiers et de Noyers, mais encore à la délimitation du Dauphiné et de la Provence. Un procès long et coûteux s'engagea devant les

¹ Expédition de l'arrêt du 26 août 1688. Imprimé in-4°. — (Archives communales).

² 3^e édition, page 406.

³ *Histoire de Sisteron* par Ed. de Laplaue, in-8°, t. II, pages 8 et suivantes.

parlements d'Aix et de Grenoble. Les parties ne purent s'entendre. Un conflit de juridiction entre les deux cours compliqua la situation. Pendant que le Seigneur de Ribiers était assigné à comparaître à Aix, celui de Noyers, cité par-devant le parlement de Grenoble, recevait de sa cour défense de s'y présenter. Impatientes, les populations se soulevèrent; elles s'attaquèrent à main armée; elles s'entr'égorgèrent même. Tous ces excès firent à l'action civile succéder des poursuites criminelles. Un volumineux registre conservé anciennement aux archives de Noyers, suffit à peine pour contenir cette immense procédure dont nous allons donner une courte analyse.

Antoine de Mévouillon (ou Myolon, comme il l'écrivit lui-même) est représenté dans le procès comme étant le principal instigateur de la querelle. Tout annonce du moins qu'il imprima à ces débats un caractère de violence qui lui était propre; caractère qui contraste, rapporte Ed. De Laplane, avec celui d'Hélyon de Glandevès, seigneur de Greoux et de Noyers, lequel semble n'avoir pris à cette affaire d'autre part que celle que lui commandait l'intérêt de ses vassaux.

Les habitants de Noyers se plaignaient d'être troublés dans la possession de la Montagne de Brisons. Chaque jour, ils avaient à ce sujet de vives discussions avec leurs voisins de Ribiers. De part et d'autre on s'enlevait des bestiaux et même les hommes préposés à leur garde. En vain la justice locale était-elle intervenue et avait pesé les droits des parties dans sa balance. Les habitants de Noyers ne cessaient de renouveler leurs plaintes. Le Parlement de Provence chargea le capitaine royal de Sisteron Rostain de Vèze, Seigneur de Béconne ¹, de se porter sur le point du litige et de veiller à l'exécution des mesures qui avaient été ordonnées.

Le 9 août 1516, Rostain se rendit d'abord à Ribiers pour conférer avec le Seigneur, et de là sur la montagne de Brisons. Il y trouva les syndics et nombre d'habitants de Noyers, en outre, quelques personnes de Sisteron ame-

¹ Python-Curt. *Noblesse du Comtat*, p. 463.

nées là pour servir de témoins. A peine arrivé sur la montagne, Rostain ne voyant point de bestiaux, fit observer qu'on avait eu tort de les éloigner, ajoutant que leur présence était nécessaire pour maintenir la possession de Noyers : « Monsenhor de Ribiers vient ici, dit-il, et vous le verrez d'avant deux heures, car il *le m'a dict*; je l'ay layssé à table. » Il fit retirer les gens armés et ne retint auprès de lui que quelques personnes.

Peu après parut le Seigneur de Ribiers, à cheval, couvert d'un habit de parade d'un rouge éclalant. A ses côtés, également à cheval, marchaient Raymond Miraillet, son secrétaire et son notaire affidé; le capitaine d'Upaix, le Seigneur de Montjay, et celui de Sigoyer en Dauphiné, l'un fils et l'autre gendre de Pierre de Rame, Seigneur du Poët, suivis de leurs palefreniers, botteleurs et autres domestiques. Venaient ensuite une vingtaine des principaux habitants de Ribiers, qu'il avait entraînés par menace de la potence et l'on sait, ajoute le témoin, que « mondict Seigneur ne menace jamais en vain. »

En s'adressant au capitaine de Sisteron, le Seigneur de Ribiers lui dit : « Que venez-vous faire ici? qui vous a donné l'autorité de venir en ma terre, portant le baston du Roy? Je viens, répondit Rostain, par commandement de Messieurs du Parlement de Provence. Alors, le Seigneur furieux, après avoir revêtu son costume de guerre qu'il se faisait porter par un de ses gens ¹, tire son épée et s'écrie : Vous viendrez à Ribiers; tuel tue! A ces mots les habitants de Noyers, qui étaient sans armes, ainsi que les témoins, prirent la fuite; mais ayant été poursuivis, trois des leurs tombèrent au pouvoir des assaillants, qui n'épargnèrent pas même le capitaine de Sisteron, et l'emmenèrent prisonnier avec deux de ses domestiques et le trompette qui l'accompagnait. »

Les habitants de Noyers, restés en arrière, firent quelques efforts pour dégager les prisonniers. Déjà ils en étaient venus aux mains, lorsque apercevant une nuée de

¹ Un témoin fait mention de sa brigandine, de son casque, de sa cuirasse et de ses garde-bras. — Ed. de Laplace, T. II pag, 41.

gens armés qui accouraient de Ribiers, d'Antonaves, de Pomot et de Châteauneuf-de-Chabre, ils se retirèrent sur le col de l'Escorche où ils furent poursuivis, mais inutilement, ceux de Ribiers arrivés à une certaine hauteur, s'étant eux-mêmes enfui précipitamment. Un coup de couleuvrine, dit-un témoin, suffit pour occasionner cette déroute, dans laquelle le capitaine d'Upaix tomba avec son beau cheval.

Le capitaine de Sisteron, conduit dans la prison du Seigneur de Ribiers, vit bientôt se produire un allègement à sa captivité. La Dame du Château, émue par une heureuse pitié, peut-être même par un sentiment plus tendre, entoura d'égards le prisonnier. Antoine de Mévouillon, cédant à d'adroites insinuations, ne put lui refuser quelques adoucissements. Il lui permit de l'accompagner à la chasse, de s'asseoir à sa table et de faire parfois la partie de cartes de Madame.

Cependant le Seigneur de Ribiers n'était pas satisfait. Quelques prisonniers sous les obscures voûtes de son château, n'étaient pour lui qu'un faible dédommagement des bestiaux que retenaient les habitants de Noyers. En conséquence, il ne tarda pas d'organiser une seconde expédition. Rassemblés sur la place principale de Ribiers, ses vassaux y furent passés en revue au nombre de plus de 1.200. Outre les pieux, les piques, les javelots, les lances, les épées, les arbalètes dont était armé le gros de la troupe, Mévouillon pouvait disposer de quatre-vingts arquebuses, de deux *passe-volants*, d'un *faulcon* et de quelques autres pièces d'un plus gros calibre pour abattre les murailles.

Ainsi armée et équipée, l'expédition part (1516), se dirigeant vers la montagne. En avant et à quelque distance de la troupe marchait le capitaine Rostain, qui devait se détacher en parlementaire dès qu'il serait à portée de se faire entendre. Il se présenta au passage de la posterle qu'il trouva gardé par les habitants de Noyers. Ses tentatives demeurèrent infructueuses. Les habitants de Noyers, voyant la troupe du Seigneur de Ribiers s'appro-

cher de leurs maisons, ne perdirent pas un instant pour se couvrir de leur mieux. Ils élevèrent avec de grosses pièces de bois, au-dessus et au-dessous de la porte du village, une espèce de bastion dans lequel ils placèrent une forte garde. Le reste se retrancha dans le château ou derrière les remparts.

A peine Rostain eût-il rendu compte de sa mission, que la troupe de Ribiers, menaçante, descendit la montagne, tambour battant et vint se poster derrière le village. Elle ne se livra cependant à aucune cruauté et jugea prudent de s'en tenir à la reprise des bestiaux. En se retirant, elle voulut faire acte de présence en saluant son modeste triomphe de quelques coups de coulevrine.

Malgré leur bonne contenance, les habitants de Noyers ne purent empêcher leur intraitable voisin de s'emparer successivement de toute la montagne. Ceux qui voulurent y conserver quelques droits, furent contraints de recevoir du Seigneur de Ribiers leurs propres terres en emphytéose, et de lui prêter foi et hommage.

Les habitants de Noyers protestèrent vivement. Une nouvelle instance fut portée devant le parlement d'Aix, qui par sentence du 20 décembre 1516, condamna, le Seigneur de Ribiers à la restitution de tout ce qu'il avait pris sous peine d'une amende de cent marcs d'or et de la confiscation de sa terre de Séderon, comprise dans le ressort du Parlement de Provence. Il édictait la même peine contre tous les nobles qui l'avaient aidé dans son usurpation. Quant aux manants qui y auraient pris part, la sentence les condamnait à cent marcs d'argent, et, en outre, à recevoir publiquement le fouet sur la montagne, dans la partie que les anciennes limites attribuaient au territoire de Noyers.

Le Seigneur de Ribiers ne se tint pas pour battu. A la faveur d'un nouveau conflit de juridiction qui s'éleva entre les deux provinces¹, il parvint à faire traîner encore quelque temps l'affaire en longueur, et l'année suivante (1517), le procureur général du Parlement d'Aix

¹ *Histoire de Sisteron*, par Ed. de Laplane, t. II, p. 19.

dut informer de nouveau contre ses entreprises, qu'il étendit jusque dans la ville même de Sisteron. Il inspirait dans cette ville une si grande terreur que l'hôte de la *Croix d'Or* n'osa, de peur de se compromettre, recevoir dans ses écuries des chevaux pris sur divers habitants de Ribiers. On sut, en effet, que pour les ravoir le Seigneur avait aposté des gens armés dans le monastère de S^{te}. Claire, dont plusieurs de ses parentes avaient été successivement abbesses¹, et où, à cette considération il avait pu facilement se ménager des intelligences.

Heureusement, un champ plus vaste et plus digne de lui s'ouvrit bientôt à l'ambition du Seigneur de Ribiers. Appelé à faire partie de l'armée que François 1^{er} conduisait en Italie, il subit à la fatale journée de Pavie (1525) le même sort que son souverain. Son absence contribua à étouffer ces longues et opiniâtres querelles où il avait engagé ses vassaux².

A. MOURRE.

CONSERVATION DES BLOCS ERRATIQUES HAUTS-ALPINS

Tous ceux qui ont parcouru le bassin Gapençais depuis Bayard ou la Freyssinouse jusqu'aux sommités les plus élevées entre la Luye et la Durance ont pu remarquer la multitude de blocs énormes dispersés çà et là dans la campagne.

Les monolithes métriques sont innombrables. Un grand nombre mesurent de 10 à 100 mètres cubes, il en est même qui atteignent les fantastiques dimensions de mille mètres cubes et plus.

¹ Jeanne de Mévolhon, en 1440; Louise de Grolée en 1474 et Catherine de Grolée, de 1496 à 1509 (*Gall. Christ.* T. I, n° 514).

² *Géographie de Basses-Alpes*, déjà citée, page 710.

Ces grosses pierres, étant d'une composition minérale tout à fait étrangère à celle de la roche en place du pays où on les rencontre, sont désignées sous le nom de *blocs erratiques*. Ce sont d'antiques voyageurs demeurés comme des sentinelles pour marquer les étapes de la marche du phénomène le plus étrange que nous révèle la géologie.

Malgré la diversité de leur nature, il n'est cependant aucun bloc qui ne soit représenté par une roche identique dans les vallées supérieures de la Durance. Ce sont des granits, de belles protogines, des diorites, des gneiss du Pelvoux, des spilites de Dourmillouse ; des variolites de la Durance, des euphotides de Cervières, du Queyras et de Ceillac ; des quartzites et des grès bigarrés de Champcella, de l'Argentière, de Presles, et des gorges du Guil ; des calcaires compacts du Briançonnais ; des marbres rouges de la chaîne du Jurassique supérieur qui s'étendent de Saint-Ours dans l'Ubaye au col de l'Eychauda, et surtout ce sont les grès du nummulitique et du flisch des montagnes de l'Embrunais.

Toutes les roches de chaque vallée supérieure de la Durance sont abondamment représentées dans le Gapençais. Mais tous ces matériaux ne sont point confondus pêle-mêle. Ceux de chaque vallée forment sur les pentes de Gap à Bayard de longs bourrelets en écharpe et parallèles, désignés sous le nom de moraines latérales, de telle manière qu'on peut, avec une certaine attention y distinguer les moraines provenant de Réallon, de Châteauroux, de Freyssinières, du Fournel ; puis enfin les moraines du massif du Pelvoux qui suivent le bord de la terrasse qui s'étend de Romette vers Neffes, par Puy-Maure, les Sanières. Les matériaux de Vallouise s'étendent également à travers le fond de la Luye et sur les plateaux de Rambaud à la Durance où ils se confondent avec ceux du haut Briançonnais et du Queyras ; tandis que sur la rive gauche de la Durance, jusque vers Seyne, s'étalent les quartzites, les calcaires jurassiques et les grès nummulitiques de l'Ubaye.

L'interprétation de cette organisation régulière des dépôts des différentes vallées donnerait bien du mal aux diluvianistes.

Avec Venetz et de Charpentier, tous ceux qui ont sérieusement étudié sur place ces sortes de matériaux, en attribuent le transport à d'immenses glaciers qui descendaient sur toutes les pentes des grands massifs et s'étendaient bien avant dans les plaines, comme par exemple le glacier des Alpes de la Durance qui atteignait la région méditerranéenne.

Les dépôts des glaciers se distinguent, par des caractères très marqués, des matériaux véhiculés par les autres modes de transport que l'on observe dans la nature, soit par éboulement coulée, débaçes, inondations, avalanches, etc.

Le fleuve, de glace solide, mais éminemment plastique, recevait dans son sein ou sur sa surface tous les débris que lui apportaient les avalanches, les éboulements, ou ce que lui-même arrachait aux parois de son lit. Et tous ces matériaux broyés, triturés dans son intérieur, sous une pression incalculable, — puisque le glacier ne mesurait pas moins de 1500 mètres de puissance au méridien de Tallard — étaient frottés, usés, polis, striés, et réduits en graviers, sables, limons qui devenaient la proie du chenal d'écoulement, ou que le glacier déposait sur ses bords en les stratifiant grossièrement, mélangeant pêle-mêle des blocs de 250 000 kilogrammes, avec des graviers, des argiles et des limons impalpables.

D'autre part les graviers, les sables, les limons ainsi que les blocs, enchassés comme des diamants à la face inférieure du glacier. usaient, rabottaient la roche en place et lui donnaient un poli comparable à celui du marbre, mais avec un burinage de stries parallèles d'une finesse merveilleuse, ou des cannelures plus ou moins profondes dont la direction suit la direction générale du glacier qui les a formées.

A tous ces caractères : cailloux arrondis, striés, mêlés à des cailloux anguleux ou émoussés immatriculés dans un dépôt argilo-sablonneux; surface de la roche en place

polie, striée, cannelée, s'ajoute encore le témoignage des blocs de la surface qui ont été véhiculés parfois à plus de 100 kilomètres de la roche-mère sans le moindre frottement et qui ont ainsi conservé toutes les aspérités de la cassure originelle.

Les blocs erratiques, comme les moraines, sont donc de précieux témoignages d'un phénomène d'une ampleur extraordinaire, dont les régions tempérées ont particulièrement été le théâtre, au début de la période quaternaire.

Par cette immense extension des glaciers, la Providence a parachevé le séjour de l'homme.

En effet, tandis que les cours d'eau ruinent les pentes en emportant les limons dans les bas-fonds et à la mer, la période glaciaire les a libéralement étendus comme un manteau dans les bas-fonds, sur les pentes et sur les hauteurs pour revêtir d'une couche de terre fertile des roches nues et arides, réfractaires à toute végétation.

Il y a plus, l'époque glaciaire a mis à la portée de l'homme des matériaux précieux : les graviers siliceux qui produisent les meilleurs crus de France, les argiles à poterie, les sables et les pierres de construction les plus solides.

Aussi les propriétaires et les entrepreneurs surtout, recherchent avec une telle avidité les blocs erratiques que leur nombre en est considérablement diminué et « diminue avec une telle rapidité, dit M. Daubrée, que « bientôt nos descendants, privés de la vue de ces irrécusables témoins du passé, pourront à peine croire au « phénomène imposant qu'ils caractérisent.

« Aussi, bien des personnes, même en dehors des géologues, se sont émues de cet ancantissement que parfois l'on pourrait qualifier d'acte de vandalisme. »

Et, ne sachant mieux faire, je me permets de donner l'analyse d'une note, sur ce sujet, de l'auteur déjà cité, M. Daubrée, membre de l'Institut, et publiée dans l'*Annuaire du Club Alpin Français* de 1887 p. 391.

Dès 1865 des mesures de conservation en faveur des

blocs erratiques ont été prises en Suisse sur l'initiative de MM. Alph. Fabre et Soret.

Depuis lors, presque tous les gouvernements cantonaux se sont mis à l'œuvre, soit sur la recommandation du Gouvernement Fédéral, soit à l'instigation des Sociétés locales d'Histoire Naturelle et de nombreux particuliers. Et, dans la Haute-Savoie les blocs erratiques ont également bénéficié des efforts des deux naturalistes suisses.

De son côté, l'Académie des sciences, nomma dans son sein en 1878, une commission chargée de veiller à la *conservation des blocs erratiques* les plus intéressants.

Bientôt après, le 11 novembre 1879; un arrêté du Ministre de l'Instruction Publique, instituait, à côté de la Commission des monuments historiques une Sous-Commission qui devait dresser l'inventaire non-seulement des monuments mégalithiques proprement dits, mais aussi des blocs erratiques les plus remarquables de la France et de l'Algérie.

Les premiers efforts de cette sous-commission consistèrent à former un catalogue de nos principaux blocs erratiques, c'est-à-dire, de ceux qu'il importait de conserver comme étant d'intérêt public.

Sur la proposition de M. Daubrée, M. le Ministre, par une circulaire du 24 mai 1884, recommandait à MM. les Forestiers de prendre les mesures nécessaires pour faire connaître, dans les forêts domaniales ou communales de leur arrondissement, les blocs erratiques présentant un intérêt particulier, et pour les préserver de toute destruction après entente préalable avec les municipalités en ce qui concerne les forêts communales.

Un nouveau progrès fut ensuite réalisé lorsque la Chambre des Députés adopta le 26 juin 1885, un projet de loi relatif à la conservation des monuments et objets d'art.

L'article 6 porte que l'Etat « pourra dans les mêmes conditions poursuivre l'expropriation des monuments « mégalithiques et des *blocs erratiques*, ainsi que celle « des terrains sur lesquels ces monuments ou ces blocs « sont placés. »

Un inventaire des *blocs erratiques* à conserver dans la

partie française du bassin du Rhône, dressé par MM. Falsan et Chantre en 1880, en comprend 36 dans le département de la Haute-Savoie ; 23 dans celui de la Savoie 54 dans l'Ain ; 55 dans l'Isère ; 11 dans le Rhône.

Déjà l'État a reçu plusieurs donations entre autres, celle de M. Marignac pour un bloc situé non loin de Genève sur le territoire français, de M. Falsan pour un bloc à Arbinieux, ainsi qu'un bloc appelé Peyrelose donné sur le territoire de Cazaux dans les Pyrénées. »

Dans les Hautes-Alpes, rien, que je sache, n'a été fait encore à ce sujet, si ce n'est une destruction au moins aussi active qu'ailleurs.

Et cependant ces grandes pierres, tantôt isolées, quelquefois groupées en colonies sur quelques points, donnent à un pays un caractère tout particulier et fixent souvent des événements, des croyances, des légendes, des limites de territoire, etc.

Nos pères ont vécu avec eux, il font aussi partie des souvenirs de notre enfance, et avec eux bien des faits du passé s'évanouiront,

Quelques-uns plus vénérables que les autres ont servi de point de réunion aux Gaulois et aux peuplades préhistoriques, ainsi qu'en témoignent des restes archéologiques trouvés à leur base, en maints endroits : instruments en silex, en os, ivoire, en bronze etc, comme à la Grande Séronne dans l'Ubaye, au champ du Pommier ; à L'Ara près Gap, à Tallard. etc.

D'autres même, nous ont paru avoir des empreintes en forme de cupule, comme on en a rencontré en Bretagne, en Écosse, en Danemarck, en Algérie et jusque dans l'Inde où l'on a retrouvé, conservé chez des populations actuelles, l'usage de ces perforations en cupule, pour des libations en l'honneur des morts.

Ainsi l'histoire des Dolmens se confond avec l'histoire des blocs erratiques ; les uns et les autres ont généralement été apportés par la période glaciaire, qui a ainsi fourni aux populations mégalithiques ses dolmens et menhirs, comme elle fournit encore, en tant de lieux, les plus belles pierres d'appareil pour nos édifices.

Un des dolmens découverts dans la plaine de Tallard, par M. Prève, est un *erratique* en marbre rouge du haut Embrunais ou de la haute Ubaye. C'est une dalle brute de 2^m. 50 sur près d'un mètre et sur 0,30 à 0^m, 40 d'épaisseur.

Il porte encore les *frottements* et les *stries glaciaires*. Sa face a reçu des cupules, et des ronds en anneau que les souliers ferrés des gamins auront vite effacés si on ne le met à l'abri des outrages.

Ce Dolmen recouvrait une cavité pleine d'ossements avec divers objets en os et en pierre de l'époque préhistorique.

L'antiquité avait une grande vénération pour la pierre qui lui donnait l'arme, le feu, l'abri. Aujourd'hui encore on trouve dans les profondeurs du monde de nos sympathies je ne sais quel penchant qui nous attire vers ces géants isolés au milieu des champs, des landes, des bois. Les grandes pierres sont le rendez-vous préféré des bergers. Qui ne les a vus se hissant comme des chats sur leur cime, et de là contempler le monde à leurs pieds, d'un air de triomphe. Puis couchés sur leur observatoire, les coudes appuyés sur le bloc, et la face prise comme un coin entre leurs mains, ils contemplent l'horizon d'un air rêveur. Quelles ondées d'impressions vagues mélancoliques, indéfinissables encore ; que de sentiments germent et s'agitent dans leur âme en ce moment !

De tout temps, les blocs erratiques ont été des postes d'observation : aujourd'hui c'est le berger surveillant son troupeau, demain peut-être ce sera le soldat guétant l'ennemi ; autrefois c'était le barde gaulois haranguant le peuple, puis le chasseur épiant la bête fauve.

Et le jeune pâtre, devenu soldat ne séparera pas dans ses rêves la Grande pierre, des souvenirs de son village ; et à son congé, il viendra revoir la Grande pierre de son enfance et de ses rêves. Mais hélas ! elle aura disparu, vendue à cinquante centimes le mètre cube, pour devenir un aqueduc ignoré ou un vulgaire mur de soutènement !

Il y a vraiment assez de platitude sur la terre : laissons-y

ces sombres et fières silhouettes qui se dressent de distance en distance, brisent la monotonie du paysage, et nous parlent si éloquemment du passé.

Pour le pittoresque de nos campagnes, pour leurs légendes, leur histoire, ne détruisons pas les blocs erratiques, car eux aussi personnifient la patrie.

Il serait donc grandement à souhaiter que les blocs erratiques les plus remarquables qui existent encore dans le département des Hautes-Alpes pussent bénéficier de l'article 6 de la loi du 26 juin 1885 et fussent mis à l'abri de la destruction en les comprenant dans la liste des monuments historiques.

Pour moi, qui depuis 20 ans, ai vécu d'une manière plus intime peut-être avec ces antiques solitaires, je serais heureux si la *Société d'Études* voulait bien intercéder pour eux auprès du Conseil général, et de l'administration, comme aussi auprès des particuliers, pour obtenir la cession à l'État du plus grand nombre possible de ces blocs, soit par don, par achat ou par expropriation.

Un moyen aussi original que raisonnable pour encourager le public à ces sortes de libéralités, consisterait à donner le nom du donateur au bloc erratique, dans le cas toutefois où celui-ci n'aurait pas reçu déjà de nom populaire.

Voici une liste des blocs les plus remarquables que j'ai rencontrés aux environs de Gap. Elle pourra s'augmenter de tous ceux des autres régions du département qui présenteraient de l'intérêt par leur histoire, leur position ou leur masse.

D. MARTIN.

(*A suivre.*)

EXTRAITS

DES PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES

SÉANCES DES COMITÉS

Le Conseil de Direction et les Comités se sont réunis les 4, 11 octobre, 8 novembre et 6 décembre 1888.

Dans les séances des 4 et 11 octobre, on a réglé diverses questions pendantes.

Dans celle du 8 novembre, on a arrêté la composition du 29^e Bulletin (1^{er} de 1889). Ce bulletin sera, probablement, accompagné de la publication des *Chartes de Bertaud*. — Le Secrétaire a annoncé qu'il avait reçu les exemplaires du *Mystère de St-Pons*, souscrits par la Société d'Etudes à la Société des Langues romanes, en vertu de la délibération du 14 août 1887. Cet ouvrage sera mis en distribution, de façon à restreindre, le plus possible, les frais d'envoi.

Dans la séance du 6 décembre, le Président a entretenu la réunion des élections auxquelles l'assemblée générale allait procéder. Il a demandé ensuite :

1^o d'ajourner, à l'année prochaine, le tirage au sort des deux membres du Comité d'administration à remplacer, parmi les trois qui sont arrivés au terme de leur mandat ;

2^o d'adjoindre un second secrétaire à M. GUILLAUME, avec la mission de s'occuper plus spécialement des travaux du Bulletin ;

3^o de constituer, en Comité consultatif, les membres du barreau qui font partie de la Société, avec faculté de s'adjoindre tous les autres membres de la Société appartenant aussi au barreau.

Ces propositions ont été adoptées.

SÉANCE GÉNÉRALE DU 6 DÉCEMBRE 1888.

Présidence de M. LEMAITRE, Vice-Président.

La séance est ouverte à 4 h. 3/4, dans la salle de la Commission départementale, à l'Hôtel de la Préfecture.

M. ARNAUD, préfet des Hautes-Alpes, M. le général CHESNEAU, commandant la 54^e brigade d'infanterie, M. EUZIERE, maire de la ville de Gap, membres d'honneur de la Société, assistent à la séance, ainsi que M. LEMAS, secrétaire-général de la Préfecture.

Membres présents : MM. AGERON, ANDRÉ, BARDE, BARRACHIN, DUPONT-DELPORTE, GUILLAUME, IMBARD, JEAN VINCENT, JOUGLARD, LÉAUTIER, LIOTARD, D. MARTIN, MEYER, MONDET, OLLIVIER, PARIS, L. PINET DE MANTEYER, G. PINET DE MANTEYER, REPELIN, A. ROCHE, C. ROCHE, ROUGNY, SIBOUR et TEISSIER.

Le Président a le pénible devoir de faire connaître les décès qui se sont produits parmi les membres de la Société, dans le courant de l'année :

Madame la comtesse de LA TOUR DU PIN LA CHARCE,
MM. l'abbé CRUVELLIER, chanoine honoraire, à Digne,
GUIRAMAND, curé-archiprêtre, à Briançon,
HAAS, chanoine, à Gap,
HÉRITIER, Marius, à Marseille,
MATHIEU, Étienne, bibliothécaire à Gap,
PÉLISSIER, vérificateur des poids et mesures, à Briançon.

Le Bulletin a publié une notice nécrologique sur ceux des défunts pour lesquels des renseignements avaient été envoyés au Secrétariat.

Les admissions suivantes ont été prononcées dans l'année :

MM. BARBARIN (Emmanuel de), à Marseille,
BUTLER, docteur de l'Université d'Oxford,
COURTIL, représentant de l'Entreprise Caillat, à Gap,
DUPONT-DELPORTE, ingénieur, à Gap,
MAX COHEN et SOHN, à Bonn,
MEYER, inspecteur d'Académie, à Gap,
MONDET, pharmacien, à Gap,
PELLOUX, à Marseille,
PINET DE MANTEYER, Georges, à Gap,
ROUX, Gustave, à Grenoble,
RUELLE, à Paris,

SENTIS, Henri, à Grenoble,
 TOUR DU PIN LA CHARCE (le comte de la), à Versailles,
 TOY-RIONT, Marius, à Marseille.

On peut constater, par ces nouvelles admissions, la faveur dont notre Société et le Bulletin qui en est l'organe, sont l'objet à l'extérieur.

La parole est donnée au Secrétaire. Il annonce que M^{lle} FANNY DE LAVALETTE, nièce de notre honorable Président, vient de s'inscrire comme membre fondateur et verse, à cet effet, une somme de deux cents francs. Cette adhésion est accueillie avec une vive satisfaction ; le Président est prié de transmettre les remerciements de la Société au nouveau membre fondateur.

Les dons suivants ont été faits à la Société :

1° Une plante marine, appelée gorgone, d'environ 0^m80 de hauteur, par M^{me} ROUY,

2° Un denier d'argent des Dauphins du Viennois, par M. GÉRARD, curé de Savournon,

3° Un denier d'argent des ducs de Savoie, par M. BÉCAS, secrétaire de la Commission départementale.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

Le Secrétaire présente ensuite les livres, brochures et autres publications reçues pendant le dernier trimestre. Il fait connaître que l'impression de l'*Histoire générale des Alpes*, par le P. Fournier, commencera prochainement, près de 200 souscriptions étant déjà acquises à cette publication.

Le Président fait part d'une lettre du Ministre de l'Instruction publique, adressée aux Sociétés savantes, demandant la liste des documents qu'elles ont l'intention de faire figurer à l'Exposition universelle de 1889. La Société a demandé à exposer une collection du Bulletin.

Il donne lecture du compte-rendu des travaux de l'année. Ce document est inséré au commencement de ce numéro.

Il est ensuite procédé aux élections, au scrutin secret.

Sont nommés au 1^{er} tour :

Vice-Président : M. DUPONT-DELPORTE, en remplacement de M. Lordereau qui a quitté le département ;

Secrétaire : M. GUILLAUME (réélu) ;

Secrétaire-adjoint aux publications : M. C. ROCHE, membre sortant du Comité de publication (emploi nouveau) ;

Secrétaire-adjoint pour les séances : M. A. LÉAUTIER (réélu) ;

Membre du Comité de publication : M. BILLECARD, en remplacement de M. D. Martin, arrivé au terme de son mandat :

Membre du Comité d'administration : M. ANDRÉ, en remplacement de M. Allier qui a quitté le département.

Sont nommés au second tour :

Président : M. LEMAITRE, Vice-Président, en remplacement de M. DE LAVALETTE, arrivé au terme de son mandat et nommé président honoraire.

Vu l'heure tardive, l'assemblée complète le Conseil et les Comités en nommant, par acclamation, les membres qui avaient obtenu le plus de voix au 1^{er} tour.

Vice-Président : M. PARIS, membre du Comité de publication, en remplacement de M. Lemaitre, nommé Président ;

Membres du Comité de publication : M. MEYER, en remplacement de M. C. Roche, arrivé au terme de son mandat et nommé secrétaire-adjoint ;

M. SIBOUR, en remplacement de M. Liotard, mis à la suite comme membre du Comité consultatif ;

M. AGERON, en remplacement de M. Paris, nommé vice-président.

Membres du Comité d'administration : M. FIARD, en remplacement de M. Hugues, mis à la suite comme membre du Comité consultatif ;

M. THÉVENARD, en remplacement de M. Teissier, mis à la suite comme membre du Comité consultatif.

En présence de la confusion qu'a amenée le vote sur une liste unique, contenant toutes les fonctions qui de-

vaient être pourvues de titulaires, et du grand nombre de voix qui se sont par suite égarées, M. TEISSIER propose, pour les élections ultérieures, de faire voter pour chacune des fonctions, par bulletins séparés, contenant les noms de candidats acceptants ? Cette proposition est adoptée.

Il est enfin décidé :

1° Que M. D. MARTIN, en qualité de conservateur des Musées, prendre part aux réunions des Comités, au même titre que le Trésorier ;

2° Que MM. HUGUES, LIOTARD et TEISSIER, nommés membres du Comité consultatif, seront maintenus à la suite des Comités auxquels ils appartenaient et continueront à prendre part à leurs travaux.

La séance est levée à 7 heures.

Vu : Le Président,
LEMAÎTRE.

Le Secrétaire-adjoint,
A. LÉAUTIER.

NÉCROLOGIE

La *Société d'Études des Hautes-Alpes* vient de faire une grande perte. Notre cher et vénéré président, M. Alexandre DE LAVALETTE, intendant du 16^e corps d'armée en retraite, commandeur de la Légion d'honneur, commandeur de l'ordre de François-Joseph d'Autriche, officier de l'ordre de Turquie, membre de plusieurs sociétés savantes, etc., est décédé à Montpellier, le 16 décembre 1888, à l'âge de 73 ans.

Les obsèques de M. DE LAVALETTE ont eu lieu à Guillestre, son pays natal, le 20 décembre, au milieu d'une assistance nombreuse et émue.

Nous espérons pouvoir publier, dans un de nos prochains Bulletins, une notice historique détaillée sur M. l'intendant DE LAVALETTE.

CHRONIQUE ET VARIÉTÉS

MUSÉE DES HAUTES-ALPES

Dons de M. Masson, chef de section de la Compagnie P.-L.-M., à Gap, et de MM. Dorche Louis, Vollaire Joseph et Vallet Augustin.

Les travaux pour l'établissement de la double voie ferrée, entre Aspres-sur-Buëch et Veynes, ont mis à jour dans les argiles de l'énigmatique bassin du Pignon, divers ossements d'animaux d'espèces éteintes.

Ces débris, d'un très grand intérêt géologique, ont été recueillis par les soins éclairés de M. MASSON, chef de section de la Compagnie P.-L.-M., à Gap, qui les a libéralement offerts au Musée des Hautes-Alpes. Ce sont des tibias, des fémurs, des vertèbres, des mâchoires et des ongles de cervidés; un très beau fragment d'un bois de renne ou de mégacéros et une omoplate de 47 centimètres de longueur qui peut être attribuée à l'auroch.

Le don de M. MASSON complète heureusement la collection d'objets provenant des mêmes argiles et donnée au Musée en 1883 par M^e JAUBERT.

— Le Musée a également reçu une ammonite de grande taille, dénichée dans un tas de pierres, près du chantier de la cathédrale, par les sagaces collégiens Louis DORCHE et Joseph VOLLAIRE, ainsi qu'une autre ammonite donnée par Augustin VALLET, recueillie à Ville-Vieille, près Tallard, sur les confins des marnes Callovo-Bathonniennes.

DONS DIVERS :

1^o De M. POURRIÈRE, aubergiste à Gap : 1 monnaie en argent de Louis XVI, 15 sols, 1791 ; — 2 monnaies en bronze, une de Louis XVI, 1792, et l'autre de la République française, an II.

2^o De M. COUTET, entrepreneur à Gap : 2 monnaies en bronze : Louis XV, 1767; Louis XVI, 1782, et un jeton, de Louis RAMONET.

Tous ceux qui s'intéressent aux sciences naturelles et à notre Musée, seront reconnaissants à ces généreux donateurs.

Le Conservateur du Musée,
David MARTIN.

PHYLLOXERAS SUR UN CERISIER

Le nombre d'essences végétales infestées par des organismes parasites est si considérable que j'ignore si on a déjà constaté la présence d'un phylloxera particulier au cerisier. Dans tous les cas, sur les instances de mes amis, je me permets de signaler le fait suivant :

Le 22 novembre dernier, au quartier de Crespillon, commune de Châteaueux, près Gap, je faisais transplanter de jeunes arbres dans un terrain constitué par des marnes grises un peu ferrugineuses appartenant au Callovien.

Un des ouvriers arrachait un jeune cerisier très vigoureux qui avait poussé spontanément dans une vieille vigne presque détruite par le phylloxera. Quand il mit à jour les racines, j'aperçus sur une d'elles des nodosités et des renflements recouverts d'une teinte blanchâtre et que je pris d'abord pour des racines des vieilles souches de vigne. Mais en y regardant de près, je constatais que cette racine se détachait d'une plus grosse appartenant au cerisier.

J'examinai alors les boursoffures à la loupe: elles présentent une très grande analogie avec celles des radicelles de la vigne phylloxérée.

Les renflements sont très allongés, puisqu'ils atteignent 5 et même 7 centimètres, et présentent une série de teintes passant insensiblement les unes aux autres. Ainsi, près du point d'insertion des racines, la teinte des renflements est d'un gris noirâtre qui passe au jaune chamois, puis au jaune canari, pour devenir d'un blanc brillant, puis d'un blanc pâle vers l'extrémité des radicelles.

Les teintes blanches sont reluisantes et comme vernies et les autres parties sont ternes et poilues.

La teinte d'un gris noirâtre est due à un grand nombre de phylloxéras qui recouvrent cette partie des boursouflures. Ces insectes ne sont pas en tas, mais groupés régulièrement les uns à côté des autres. On distingue très bien leur tête appliquée contre l'écorce et leur trompe enfoncée dans l'épiderme.

Sommes-nous en présence du phylloxéra de la vigne pris en flagrant délit de vagabondage, ou est-ce un parasite particulier au cerisier ?

Les phylloxéras que nous avons examinés sur la racine du cerisier sont noirs, tandis que le vastatrix est d'un blanc jaune ; ils sont, en outre, plus allongés que ce dernier. On les prendrait même pour les pucerons du poirier, mais ils sont plus petits et ne vivent pas dans les mêmes conditions que ceux-ci.

Quoi qu'il en soit, je laisse à de plus compétents que moi le soin d'élucider la question, si ce n'est déjà fait, me contentant de signaler la chose à l'attention des arboriculteurs.

Gap, le 26 décembre 1888.

LOUIS LÉOUFFRE.

RAPPORT de M. HÉBERT sur un travail de M. David MARTIN, présenté au Congrès des Sociétés savantes et intitulé : *Dépôts d'épaves glaciaires de la vallée de la Durance*.

Nous lisons dans la Revue des Travaux scientifiques, T. VIII, n° 5, p. 222 :

Le mémoire de M. Martin est rempli d'observations précises et de faits intéressants ; il résulte d'une étude très consciencieuse de la région.

L'auteur passe successivement en revue les dépôts suivants, en décrivant leur allure et leur distribution ;

- 1° Conglomérats à galets impressionnés du Miocène supérieur ;
- 2° Les diverses alluvions quaternaires du bassin de la Durance, pour la plupart préglaciaires ;
- 3° Les alluvions anciennes de la Crau ;
- 4° Les dépôts glaciaires.

La seule critique que l'on pourrait émettre, c'est que les conclusions paraissent exagérées.

En voulant rajeunir la phase glaciaire de l'époque quaternaire, l'auteur n'a peut-être pas suffisamment tenu compte de ce que les glaciers, dans les Alpes de la Durance, ont pu subsister alors que ceux qui avaient couvert la plaine suisse étaient disparus.

Ces conclusions peuvent s'appliquer à la dernière phase glaciaire ; mais les dépôts erratiques qu'on observe sur les terrasses les plus élevées du bassin de la Durance, à plus de soixante mètres au-dessus de l'étiage actuel, doivent très vraisemblablement se rapporter à la première phase d'extension des glaciers alpins, par conséquent à une date ancienne dans l'époque quaternaire.

Sur la demande de M. Martin, nous insérons à la suite de ce compte-rendu les réflexions suivantes :

Le mémoire en question, qui se trouve encore dans les archives du Ministère, n'est qu'un premier aperçu d'un travail d'ensemble étendu, que nous préparons depuis longues années sur les dépôts quaternaires du bassin de la Durance.

Nous avons une profonde gratitude à M. HÉBERT de l'appréciation qu'il a bien voulu donner de notre travail, et nous sommes particulièrement heureux de ses réserves.

— Selon l'opinion à peu près générale, l'époque glaciaire remontant à une haute antiquité, et les preuves du contraire ayant jusqu'ici fait défaut, les critiques que le Membre éminent de l'Institut veut bien nous adresser paraîtront naturelles.

Toutefois, les nombreux faits que nous avons dû constater mille fois nous ont paru suffisamment significatifs pour nous contraindre à considérer l'époque glaciaire comme très récente, géologiquement parlant, non seulement dans les Alpes de la Durance, mais dans tout l'hémisphère, les preuves sur lesquelles s'est basée notre conviction n'étant nullement particulières aux Hautes-Alpes.

En effet, divers auteurs glaciairistes, entre autres DUROCHER, E. BENOIT, ESCHER VON DER LINTH, TYNDALL, HOGARD et MM. DOLLFUS-AUSSET et E. COLLOMB, ont signalé *positivement*, quoique sans faire remarquer, tant s'en faut, l'importance du fait, des traces identiques du

phénomène glaciaire dans les Vosges, en Suisse, en Scandinavie et jusqu'en Amérique.

Nous avons donc conscience « d'avoir tenu compte », dans la mesure du possible, en tirant nos conclusions de l'observation de faits précis.

Il y a plus, nous avons la ferme conviction que de nouvelles recherches, négligées jusqu'ici, à notre connaissance, montreront, comme dans les Alpes, des dépôts morainiques et des surfaces en place striées par les glaciers, à la hauteur et même quelquefois au-dessous du lit actuel des rivières et des grands torrents, dans toutes les régions atteintes par de véritables glaciers.

Ces constatations, en démontrant que l'époque glaciaire, ailleurs comme dans la vallée de la Durance, a laissé sensiblement les vallées dans l'état d'affouillement et de creusement où on les voit aujourd'hui, changeront, nous n'en doutons pas, l'orientation de bien d'opinions et de croyances.

David MARTIN.

Gap, le 25 décembre 1888.

AUX SOLDATS DE LA FRANCE

Dans *Le Sylphe*, organe mensuel des écrivains dauphinois¹, nous rencontrons la belle poésie suivante de Mlle Maria COURT, de Guillestre. Elle est dédié au 96^e régiment d'infanterie, actuellement en garnison à Gap. On nous saura gré de la reproduire dans le *Bulletin*.

AU 96^e DE LIGNE EN MANŒUVRE DANS LES ALPES.

J'aime vos faufares joyeuses,
Vos bruyants tambours, vos clairons,
Et sur vos tuniques poudreuses
Le sabre aux scintillants rayons.

J'aime votre allure guerrière,
J'aime à voir, déployée aux vents,
Cette tricolore bannière,
Grande aile de vos régiments.

Riches parures de nos fêtes,
Du pays rempart le plus fort,
J'aime à compter vos mille têtes
Ainsi que l'on compte un trésor.

De vous la nature est fière,
Et tous en vous voyant si beaux,
Tous maudissent l'horrible guerre,
La pourvoyeuse des tombeaux.

Elle qui, de sa main féroce,
Sans vous compter, pauvres enfants,
Vous saisit, et, dans une fosse
Vous jette encor tout palpitants.

Quand je la vois, sombre, effrayante,
Semant partout le désespoir,
Paraître, vision sanglante,
A l'horizon sinistre et noir,

¹ N° d'octobre 1888 (Voiron, rue de la Gare, 2), p. 155 et suiv.

Je songe à vous, vaillante armée.
Et je frémis, mais mon regard,
A vu briller la frange aimée
De notre sublime étendard ;

Et soudain, moi, tendre poète,
Moi, de la mère, de la sœur,
De l'amante, triste interprète,
J'ai votre belliqueuse ardeur.

Oui, si venait pour la patrie
L'heure suprême du danger,
Si, de notre France chérie,
Il fallait chasser l'étranger,

A travers mes larmes amères,
Hélas ! je vous dirai bien haut :
Partez, ô fils, partez, ô frères,
Le devoir appelle, il le faut.

Tous en chœur, de l'hymne célèbre
Conçu dans un navrant transport,
Entonnant le couplet funèbre,
Nous saurions défer la mort.

Ah ! plutôt que vos blanches armes,
Vierges de tous sanglants combats,
D'affronts, de tristesses, de larmes,
Rayonnent toujours, ô soldats.

Déroulez-vous dans les campagnes,
Onduleux, immense serpent,
Troublez l'écho de nos montagnes
Par votre pas retentissant.

Sur la cime où l'aigle a son aire,
J'aime à vous voir, tous à la fois,
Grimper, troupe vive et légère,
Comme une bande de chamois.

A la voix brève, impérieuse,
J'aime à vous voir obéissants.
Et j'aime à suivre, curieuse,
Tous vos magiques mouvements.

Et lorsque, pareille à la foudre,
La fusillade éclate en l'air,
Oh ! j'aime l'enivrante poudre
Et son éblouissant éclair.

Jusqu'à la fin je vous regarde
Et quand chacun reprend son rang,
Je dis : « Que le bon Dieu nous garde
De voir jamais couler leur sang. »

Vous êtes l'âme vigoureuse
De la patrie au noble cœur.
Phalange chère et glorieuse,
A vous l'amour, à vous l'honneur !

Maria COURT.

Ajoutons que ces vers si patriotiques ont valu à Mlle Marie Court les félicitations de M. le colonel et de MM. les officiers du 96^e de ligne. Mlle Court y a répondu par une délicate petite pièce intitulée : *Mon premier laurier*... Ce ne sera pas le dernier. A l'instant nous apprenons que, dans un concours ouvert par *le Sylphe*, une médaille a été attribuée à Mlle Court pour son sonnet *Le sommeil de l'Innocence*.

P. G.

BIBLIOGRAPHIE ALPINE

556. [CHEVALIER (Jules), chan. hon., professeur au grand séminaire de Romans]. *Statistique notariale de l'arrondissement de Valence avec une introduction et des notices historiques* (1335-1888). Romans, Sibilat, 1888, in-8^e de 103 p. — La nouvelle publication de M. Jules Chevalier, vrai modèle de ce genre de travaux, comprend : 1^o une introduction très remarquable, dans laquelle l'histoire de l'institution des notaires et l'intérêt qui s'attache à leurs vieilles minutes sont traités de main de maître (p. 5-25) ; 2^o l'état des notaires actuellement en fonction et de leurs minutes, tant anciennes que modernes, état qui ne contient pas moins de 40 chapitres distincts (p. 27-68) ; 3^o le tableau des minutes

qui sont conservées aux archives départementales de la Drôme (p. 69-72); 4° le rôle des anciennes études de l'arrondissement de Valence (p. 73-89); 5° une table alphabétique des noms des localités mentionnées dans la statistique (p. 91-92); 6° une table alphabétique des noms propres de notaires contenus dans cette statistique (p. 93-102). Que de choses intéressantes et utiles il y aurait à relever dans ce volume! « Les anciennes minutes, dit M. J. Chevalier (p. 17), offrent des ressources inappréciables non seulement à l'histoire particulière des familles et des localités, mais encore à l'histoire générale d'une nation; elles renferment une masse énorme de renseignements les plus divers et d'autant plus sûrs, que ceux qui nous les ont laissés ne se doutaient point du parti que pourraient en tirer plus tard les historiens: ce sont d'immenses carrières, où l'on peut trouver des matériaux de toute sorte, qui permettent de reconstituer, pour ainsi dire pièce à pièce, cet édifice social que les orages politiques ont renversé. On peut difficilement exagérer la valeur de pareils documents, qui proviennent de toutes les conditions et qui embrassent toutes les phases de la vie sociale. Bien mieux que les histoires et les chroniques, les anciennes minutes nous font pénétrer dans l'intimité de la vie des gens d'autrefois. Viendra un moment, et il n'est pas éloigné, où les registres et les protocoles des notaires seront recherchés, classés, analysés comme les cartulaires et les chartes... On nous pardonnera, dirons-nous encore avec M. Chevalier (p. 25), de nous être attardé sur ces vieux registres et d'en avoir parlé avec tant de complaisance: ce sont pour nous des amis, dont la société nous a toujours vivement intéressé; avec eux plus d'une fois nous avons remonté le cours des âges et nous sommes devenu par la pensée le contemporain des hommes du XV^e ou du XVI^e siècle. Gardons fidèlement ces trésors, que nos pères nous ont transmis: ils reflètent les mœurs d'autrefois et renferme l'histoire intime du peuple, la seule qui puisse donner l'intelligence complète des grands événements d'une nation ». La Chambre de discipline des Notaires de Valence s'est grandement honorée en votant, « à l'unanimité des voix, la somme de 400 francs », pour imprimer le travail de M. Jules Chevalier. — Qu'il nous soit permis de saisir cette occasion pour féliciter messieurs les notaires Bertraud et Laty, de Gap, Bertrand, de Serres, Joubert, de Rosans, et Serre, de Saint-Julien-en-Champsaur, d'avoir récemment déposé aux Archives départementales des Hautes-Alpes toutes leurs anciennes minutes et d'avoir, ainsi, mis à l'abri des chances de destruction qui les menaçaient plus de mille volumes manuscrits et uniques, allant de 1450 à 1790. C'est désormais un des plus précieux trésors des Archives historiques des Hautes-Alpes, qui déjà en renferment tant d'autres. Nous espérons pouvoir publier bientôt un état très précis de ces archives notariales en attendant que l'inventaire sommaire en soit rédigé et imprimé dans la collection nationale des *Inventaires sommaires des archives de la France antérieures à 1790*. — C.

557. DELISLE (Léopold), membre de l'Institut. *Un grand amateur français du XVII^e siècle. Fabri de Peiresc*. Paris, Didot, 1888, in-4°

de 16 p. — Nicolas-Claude Fabri de Peiresc (né en 1580, mort à Aix en 1637) « a trouvé, immédiatement après sa mort, un digne biographe dans la personne de Pierre Gassendi, et, de nos jours, un non moins digne éditeur dans la personne de M. Tamizey de Larroque. L'Académie, qui a toujours vu dans Peiresc l'un des plus illustres précurseurs de ses travaux, a voulu qu'un hommage public lui fut rendu ». M. Léopold Delisle, dans la séance publique annuelle de l'Académie des Inscriptions et Belles-lettres, a magnifiquement rendu cet hommage à la mémoire de Peiresc, et, à la fin de son admirable discours, on se sent épris, davantage encore, si possible, de vénération et d'estime pour cet « amateur de génie, qui a largement contribué au progrès des connaissances humaines et qui a poussé jusqu'aux dernières limites la modestie, le désir d'obliger, la curiosité, le goût du beau, la passion de la lecture et l'amour désintéressé de la science ». Le *désir d'obliger les savants* est peut être le trait saillant du caractère de Peiresc (comme celui de MM. Tamizey de Larroque et Léopold Delisle) : « Le principal but de « toutes mes recherches, écrivait Peiresc au Père Morin, ne tend qu'à en « ayder le public, ou à en faire part à ceux qui en peuvent estre curieux « et qui en peuvent mieux faire leur profit que moy » (p. 8). Aussi, de son vivant, Peiresc fut-il proclamé « le procureur général de la littérature ». — C.

558. LEVASSEUR (E.), membre de l'Institut. *Les Alpes et les grandes ascensions*. Paris, Delagrave, 1889, gr. in-8° de 392 p. avec 75 cartes et grav. Broché, 5 fr. ; relié, 6 fr. 75. — « C'est plus qu'un livre de géographie que nous donne M. Levasseur, plus qu'une classification définitive et approfondie du monde prodigieux des Alpes : c'est encore l'histoire complète de chaque grand sommet, écrite par les Alpinistes eux-mêmes. Dans tous ces récits variés, vivants, passe comme un souffle de Victor de Laprade, qui avait pour les Alpes la passion que l'on sait :

Montons ! le vent se meurt aux pieds du roc immense ;

Le doute ne saurait flotter sur ce haut lieu.

Montons ! enveloppé de calme et de silence,

Sur ces larges trépieds, j'entendrai parler Dieu.

« Ces beaux vers du poète nous reviennent en mémoire presque à chaque page de l'ouvrage. Une seule critique : pourquoi le pic d'Olan, ce fleuron des Hautes-Alpes, et les Aiguilles d'Arves, ce joyau incomparable assis sur le Dauphiné et la Savoie, ne figurent-ils pas dans ce travail ? » (Visenot, dans le *Polybiblion*, décembre 1888, p. 505). — C.

559. MAIGNIEN (Edmond), conservateur de la bibliothèque de Grenoble. *Mémoires de Laurent Gally, notaire d'Oulx. Événements arrivés dans le Haut-Dauphiné de 1515 à 1590*. Grenoble, X. Drevet, 1888, in-12 de 14 p. — Ce petit journal historique est publié par M. Maignien d'après une copie faite « vers le commencement du xv^e siècle par un notaire de La Salle, probablement Jean Queyras ». Il renferme divers détails sur « la bataille de Cérisolles, les guerres de Lesdiguières et les faits et gestes du capitaine La Gazette ». Notons les indications suivantes : 24 juin 1562, incendie de l'abbaye d'Oulx par les habitants de Valcluson, 5 avril 1580,

prise de Briançon ; septembre, même année, La Cazette ravitailla le fort Queyras ; 10 mars 1587, Lesdiguières repoussé du Mont-Genèvre, et mort du s^r de Saint-Jean, son neveu ; 15 juillet 1790, assassinat du capitaine de la Cazette. — C.

560. MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS. *Bulletin historique et philologique*, année 1888, n^{os} 1-2. Cette livraison nous est parvenue le 23 déc. dernier. Elle renferme deux communications relatives aux Hautes-Alpes : l'une, de M. J. Roman, a pour objet les statuts accordés à la ville d'Embrun par l'Archevêque et le Dauphin après la révolte de 1253 (p. 45) ; l'autre, de M. Loblanc, correspondant du ministère à Sainte-Colombe-les-Vienno (Rhône), se rapporte à la guerre de 1551-1553 en Dauphiné (p. 67-101). Signalons, en particulier les lettres adressées à Gui de Maugiron, lieutenant général en Dauphiné : par le maréchal de Brissac, commandant l'armée du Piémont, 1551 (p. 67) ; par le cardinal de Tournon (ancien archevêque d'Embrun, 1517-25), du 17 sept. 1553 ; et par un sieur de Bourchenus, « qui paraît avoir été chargé d'organiser la défense du Haut-Dauphiné » (31 mai-27 juin 1552). Ces dernières pièces « sont très intéressantes », surtout pour nous Alpains (p. 76-101). Dans ces lettres, il est constamment question de Briançon, de Guillestre, d'Embrun, de Gap, de *Barcyllone* (*Barcelonnette*, chef-lieu d'arr^t des Basses-Alpes, et non pas *Barcilonnnette*, chef-lieu de canton des Hautes-Alpes, comme il est dit à tort, en note p. 80), ou « *Barcelonnette à Terre Neufve* (et non Pierre Neufve, p. 81) ; de *Vartz* (p. 84), de Saint-Paul-sur-Ubaye, de *Morin* ou Maurin ; du *Querax* ou Queyras (p. 85), des *Urres* ou les Orres (p. 86), des cols Agnel et La Croix (p. 87), de Larche et Meyrones (p. 94) ; du *Mont de Vys* ou le Mont-Viso (et non Mondovi) et du Château-Dauphin (p. 97) ; des passages qui pourraient permettre aux Espagnols de « se rendre au camp de l'Empereur » et de venir de Nice « à *Barcellone* (*Barcelonnette*) ou... à la *Val de Mont* (St-Paul-sur-Ubaye), et de là à la Val de Mayre » (p. 99) ; de *Harnes* (*Harvès*, Arvieux), (p. 100), etc., etc. Le s^r de Bourchenus rappelle qu'il passa de l'artillerie au col de Vars, « quant je allys, dit-il, à *Barcellonne* » (p. 84) ; que « feu Monsieur de Bayard » se rendit en Queyras « pour garder les montagnes contre les Suysses » (p. 86). Il parle constamment de mouvements de troupes en Briançonnais, en Embrunais et en Gapençais. On conçoit, par suite, combien cette publication mérite d'être signalée à ceux qui s'occupent de l'histoire militaire et de la défense des Alpes françaises. — S.

561. PIOLLET, substitut du Procureur général. *MM. de Bérulle et le parlement de Grenoble de 1760 à 1790*. Discours prononcé à l'audience solennelle de rentrée de la Cour d'appel de Grenoble, du 16 octobre 1888. Grenoble, Baratier et Dardelet, 1888, in-8^o de 62 p. — La famille de Bérulle, au xv^e siècle, a donné au parlement de Grenoble quatre premiers présidents successifs. Les deux derniers d'entre eux ont joué un grand rôle dans les événements qui en Dauphiné ont précédé la Révolution. M. Piollet décrit et apprécie avec beaucoup de justesse ces événements importants. Dans des notes, très étudiées, il fait connaître

divers détails, inexactement rapportés par plusieurs historiens, et relatifs surtout à la journée des tuiles (7 juin 1788), à la haute situation de M. De Bérulle et à la grande estime dont il jouissait à Grenoble et dans la province. — C.

562. REVUE DE LA LITTÉRATURE MODERNE. Tours, 4, rue George-Sand ; n° du 1^{er} déc. 1888. — P. 568, deux sonnets, fort bien tournés, de notre confrère M. Ernest Sibour. Voici le premier ; il est adressé à M. Marc Bonnefoy, au sujet de son poème *Le Doute* :

J'ai lu votre poème intitulé le Doute ;
Œuvre de Foi, d'Espoir, d'Amour, de Vérité :
Comme le Dante, au ciel, à travers cette voûte
Pleine d'astres en feu, vous m'avez transporté.

Haletant, mon esprit a parcouru la route
Que le vôtre a trouvée en cette immensité :
Je suis encor ravi ; mon âme émue écoute
Votre voix de croyant à la Divinité.

Mais je ne puis, ami (que Dieu me le pardonne),
Comme vous répéter que la vie est bien bonne ;
J'ai trop senti la ronce, hélas ! sur mon chemin.

Pour quelques-uns elle est un long et mauvais rêve,
Où les maux et les pleurs se succèdent sans trêve,
Qu'avec regret pourtant ils quitteront demain.

563. LE SYLPHÉ. Organe mensuel des écrivains dauphinois. Voiron, 2, rue de la Gare, 1888. — Le n° de décembre 1888 contient les poésies suivantes : *A Marie Reseda* par Mlle Court (p. 181) ; *A M. Marc Bonnefoy* au sujet de son poème : « Les fêlibres et la langue française » par M. E. Sibour (p. 182) ; *A M. Carnot*, président de la République française, à l'occasion de son passage à Lyon, par M. Jean Sarrazin (p. 185). On voit que nos bardes alpins ne s'endorment pas sur leurs lauriers.

C.

564. [REY (Gonzague de)], *Almanach des Saints de Provence pour l'année 1889 contenant le calendrier romain et le calendrier provençal*. Marseille, impr. Marseillaise, 1888, in-12 de 44 p. — Le but de M. G. de Rey est de « populariser le souvenir de nos saints provençaux ». Parmi les saints appartenant plus ou moins directement à notre région, nous remarquons : S. Pélade, évêque d'Embrun, 28 janv. ; SS. Tigide, Romède, Érède et Territe, évêques de Gap, 3 févr. ; S. Jean de Matha, 8 févr. S. Helderad, né à Lambesc (ou plutôt à Ambel dans l'ancien diocèse de Gap), 13 mars ; S. Vincent Ferrier, apôtre des Vaudois, 5 avril ; S. Marcellin, premier évêque d'Embrun, 20 avril ; S. Guillaume, abbé de Calme, près Mont-Dauphin, 29 avril ; S. Arey, évêque de Gap, 1^{er} mai ; S. Bovons, châtelain de Noyers, vainqueur des Sarrasins, 22 mai ; Ste Roseline de Villeneuve, chartreuse de Bertaud, 11 juin ; S. Pélade (translation des reliques de), 21 juin ; S. Gallican, évêque d'Embrun, 25 juin ; le bienh. François de Meyrones, 26 juil. ; SS. Celce et Nazaire, apôtres d'Embrun, 28 juil. ; S. Donat, solitaire de Lure, 19 août ;

S. Arnoux, évêque de Gap, 19 sept. ; S. Dômètre, premier évêque de Gap, 26 oct. ; S. Libéral, évêque d'Embrun, 21 nov. ; S. Bernard Chabert, archevêque d'Embrun, 1^{er} déc. ; la vénérable Benoîte Rencurel, bergère, fondatrice du pèlerinage de N.-D. du Laus, dont la « cause est pendante en cour de Rome », 28 déc., etc. Suivent des notices fort soignées sur les premiers apôtres de la Provence : S. Trophime, évêque d'Arles ; S. Ruf, premier évêque d'Avignon, etc. — C.

564. ROMAN (J.). *Répertoire archéologique du département des Hautes-Alpes*. Paris, impr. nat. 1888, in-4° de xvi-232 col. Ce travail, déjà sous presse en 1883, a paru en décembre 1888. Le *Bulletin de la Société d'Études des Hautes-Alpes* est mentionné à la *Bibliographie* (p. vi). — *Montres et revues des capitaines Dauphinois* (N° VII des *Documents Dauphinois*). Grenoble, Allier, 1888, in-8°, 96 p. (Hommage de l'éditeur, M. Eug. Chaper). — C.

565. VALLENTIN (Roger). *Contremarques sur des monnaies d'argent de la République romaine trouvées dans le territoire des Voconci*. Valence, J. Cèas, 1888, in-8°, 14 p. (Extrait du *Bull. d'arch. et de stat. de la Drôme*). — *Un procès entre le maire et les consuls de Ville-neuve-lez-Avignon*. Avignon, Seguin, 1888, in-8°, 15 p. Avec ce mot de Lafontaine pour épigraphe :

La discorde a toujours régné dans l'univers ;
Notre monde en fournit mille exemples divers.

« L'orgueil et surtout l'envie, dit M. Vallentin, paraissent avoir été les principaux défauts de nos aïeux du xviii^e siècle ; de là leur extrême susceptibilité, leur caractère souvent fâcheux »... N'en est-il pas un peu de même aujourd'hui ? Prétendre le contraire, n'est-ce pas du roman ?

Vivre sans plaider, est-ce contentement ?

C.

RÉSUMÉ des observations météorologiques faites à l'École normale de Gap en 1888 (sous abri), par M. C. R.

OBSERVATIONS.	Juillet	Août	Septembre
Températures moyennes.....	16,3	16,4	16
Id. extrêmes} maxima.....	29 le 27	33 le 14	27 le 6
	2 le 2	5 le 7	3 le 5
Moyennes barométriques à zéro (altitude 739).....	698,8	699,6	701,0
Pressions extrêmes} maxima...	702, le 25	707, le 11	707, le 13
	690, le 16	694, le 17	688, le 18
Total des jours de pluie ou de neige.....	8	5	14
Eau tombée, en millimètres...	55	94	68
Moyenne hygrométrique (évaluée de 0 à 100).....	67	60	70

FINI D'IMPRIMER LE 12 JANVIER 1889.

BIOGRAPHIE-BIBLIOGRAPHIE

DU

BRIANÇONNAIS

VALLÉE DU QUEYRAS

(Canton d'Aiguilles)

(SUITE)

LEUCZON (GUIGONET).

Guigonet Leuczon, qui appartenait à une famille noble du pays, fut le représentant de la vallée du Queyras dans les pourpalers et dans les négociations qui préparèrent la fameuse transaction du 29 mai 1343, par laquelle le Dauphin Humbert II fit, à titre onéreux, aux communautés Briançonnaises, des concessions, renonciations et reconnaissances qui anéantirent ses droits féodaux dans le Briançonnais, l'autorité gouvernementale demeurant seule réservée au Dauphin. Guigonet Leuczon figure dans la transaction en qualité de procureur et de syndic des communautés du Queyras. Son nom suit, dans les *qualités* des parties contractantes, le nom du Dauphin :

« Hinc est quod in presentia testium et mei notarii
« publici suscriptorum, prefatus dominus Humbertus
« Dalphinus viennensis, ex une parte, et nobilis Guigo-
« netus Leuczonis, procurator et syndicus ad infra
« scripta specialiter deputatus universitatum de *Quadra-*
« *tio*... »

Les députés du Briançonnais firent preuve d'une grande habileté dans la discussion des conditions de ce traité ; il y eut de leur part minutieuse prévoyance, vision nette de l'ensemble et des détails, remarquable science juridique et administrative dans la rédaction des clauses et stipulations de la transaction.

« Si l'on examine, dit Fauché-Prunelle, dans leur en-
« semble, les diverses dispositions de cette charte, on
« voit qu'après avoir converti en une rente d'argent les

« redevances féodales qui lui étaient dues, et y avoir
 « subrogé les communautés Briançonnaises et les Brian-
 « çonnais eux-mêmes, tant généralement qu'individuelle-
 « ment, le dauphin leur reconnaît ou concède des fran-
 « chises de personnes, des franchises de choses ou de
 « propriétés, des franchises commerciales, des franchises
 « judiciaires, de grandes franchises municipales ou com-
 « munales et même quelques franchises politiques.

« Des concessions ou reconnaissances aussi étendues
 « et qui étaient considérées comme emportant aliénation
 « d'une portion de suzeraineté, ont fortement étonné
 « quelques écrivains et entre autres Chorier qui s'exprime
 « ainsi à ce sujet : « Leurs députés (des Briançonnais)
 « furent d'habiles gens ; ils attaquèrent l'esprit du Dau-
 « phin du côté qui était le plus faible ; l'argent présent
 « pouvait plus sur lui que les plus fortes considérations ;
 « il était prodigue, et qui l'est, est toujours avare ; il ne
 « refusait rien à qui lui donnait ; ils lui présentèrent,
 « outre ce revenu annuel (4.000 ducats), un présent de
 « 12.000 florins d'or, et ce fut ce qui acheva ce célèbre
 « traité. » (*Hist. du Dauphiné*, t. II, liv. 9, § 18)¹. »

Au nombre des témoins de la transaction figure un au-
 tre *Queyrassin*, Durand Crozet, notaire.

LIBRAIRES

La profession de *libraire* n'est pas en faveur dans
 la vallée du Queyras où sont établies de longue date
 d'autres traditions commerciales. C'est dans la vallée du
 Monétier-de-Briançon surtout que l'on a pu compter de
 nombreux Briançonnais fixés comme libraires dans de
 grandes cités, soit en Europe, soit même en Amérique.

Les seuls libraires connus sortis de la vallée du Quey-
 ras sont :

Peyras-Bourcier, libraire à Pignerol, en Piémont et
M. François Audier, libraire à Paris, rue Cherche-Midi,
 tous les deux d'Abriès.

¹ *Essai sur les anciennes institutions autonomes et populaires des Alpes Cottiennes...* t. 1^{er}, pp. 330 et 331.

MARTIN (CHAFFREY LOUIS)

L'abbé MARTIN est né à Abriès le 8 janvier 1813, il est mort le 28 mars 1872.

L'abbé Martin a été un écrivain ecclésiastique d'une prodigieuse fécondité. La prédication, les prédicateurs, l'éloquence de la chaire furent l'objet de ses travaux et de ses publications. Il avait fait de fortes études au séminaire d'Embrun. Il y brilla peu après comme professeur. Il devint ensuite professeur de philosophie et aumônier au collège de Gap.

Il conçut une nouvelle méthode d'enseignement de la prédication et se consacra dès lors à l'élaboration de sa pensée sur ce vaste sujet. Il fonda en 1857, dirigea et rédigea, en grande partie, le *Journal de la prédication populaire et contemporaine* et publia successivement et à de courtes intervalles de temps, un grand nombre de livres.

Notons, en passant, que le prix de ses ouvrages était d'un chiffre élevé ; que le débit en était assuré, les ecclésiastiques de tout rang et de tout âge trouvant là toute préparée, bien rédigée, ample matière à tous prônes, à toutes conférences, à toutes prédications, douce quiétude pour les intelligences paresseuses ou rebelles à la contention d'esprit ; que l'abbé Martin, soucieux dans son labeur, comme tous les faibles mortels, du renom et de la considération, y rencontra aussi, par hasard sans doute, le large arrondissement de son patrimoine, résultat qui n'est jamais envisagé avec indifférence par un *Queyrassin*.

Il est à remarquer que l'abbé Martin ne fut point un novateur quant à l'idée, méritoire autant que fructueuse, de venir en aide à ses confrères par la publication de sermons appropriés à toutes les évolutions, à toutes les cérémonies prévues par le rituel catholique. Il existait, avant la publication de ses travaux sur ce sujet, un nombre considérable de recueils de sermons, de *conciones*, destinés à venir en aide aux ecclésiastiques timides, paresseux ou peu lettrés qui pouvaient ou prononcer ces oraisons sans s'écarter du texte, ou s'en inspirer, ou

y rencontrer des citations heureuses. Des orateurs sacrés de talent ont puisé à ces sources des inspirations, et ces emprunts n'ont pas nui aux meilleurs mouvements de leur éloquence.

Dugalt Stewart raconte que son maître et son ami l'illustre chef de l'école philosophique écossaise, Thomas Reid, pasteur à New-Mackar, prêchait, par timidité sans doute ou par conviction de leur excellence, les sermons de Tillotson et d'Evans ¹.

L'abbé Martin a su rajeunir ces choses, y introduire des documents nouveaux, des citations des grands orateurs chrétiens contemporains, moderniser en un mot un langage et des idées surannés. Ainsi s'explique le succès que ces publications ont obtenu.

BIBLIOGRAPHIE

Année pastorale ou cours complet de sermons populaires, de prônes, d'instructions familières et d'homélies sur l'évangile de chaque dimanche de l'année, accompagné de riches matériaux. 3^e édition. 2 vol. in-8°, 1875. Martin neveu et Audier, 12 fr.

Béatitudes et sujets rares. Sermons sur les huit béatitudes et sur des sujets rares empruntés à nos meilleurs prédicateurs contemporains pour les dimanches et les fêtes de l'année, avec préface, plans détachés et indications oratoires. In-8°, 1872. Ibid. 6 fr.

Conférences et sermons sur les conciles. In-8°, 1869. Ibid. 1 fr. 50.

Coutumier des paroisses ou recueil d'annonces, avis, entretiens, exhortations, allocutions des pasteurs à leurs paroissiens avant le prône de chaque dimanche, concernant cinq objets distincts, savoir : 1^o la liturgie dominicale et hebdomadaire ; 2^o les fêtes de la semaine ; 3^o les règles pratiques de conduite chrétienne ; 4^o l'économie chrétienne ; 5^o les circonstances, les œuvres. 2 vol. in-8°, 1872-1873. Ibid. 12 fr.

Dictionnaire de prédication ancienne, moderne et contemporaine. 4 vol. in-8°, 1857-1868. Ibid. 40 fr.

¹ *An account of the life of Thomas Reid.*

Prônes suivis d'exemples empruntés à nos meilleurs prédicateurs contemporains. In-8°, 1869. Ibid. 6 fr.

Sermons historiques empruntés à nos meilleurs prédicateurs contemporains pour les dimanches et les fêtes de l'année, avec préface, indications oratoires, plans détachés. Gr. in-8°, 1873. Ibid. 6 fr.

Sermons sur la liturgie, les dévotions, les œuvres, les sujets de circonstance et d'actualité, empruntés à nos célèbres prédicateurs contemporains, choisis et coordonnés, avec préface, indications oratoires, plans détachés, traits historiques. 3 vol. in-8°, 1875. Ibid. Chaque vol. 5 fr.

Sermons des meilleurs prédicateurs contemporains pour jubilé, missions, retraites et stations de pénitence avec indications oratoires et plans détachés. 6 séries. In-8°, 1869. Ibid. 6 fr.

Mois de Marie des prédicateurs ou cours complet de sermons, conférences, instructions pour tous les jours du mois de Marie, pour toutes les fêtes et sur tous les sujets se rapportant à la Très-Sainte Vierge, accompagné de riches matériaux tirés de l'Écriture sainte, des Saints Pères, etc. 2 vol. gr. in-8°, 1858. Ibid. 12 fr.

Panorama des prédicateurs ou répertoire pour l'improvisation et la composition du sermon. 6^e édition, revue, corrigée avec soin et enrichie, pour chaque sujet, de nouveaux et précieux matériaux. 3 vol. in-4°, oblong 1858, Ibid. 30 fr. La première édition a été publiée de 1851 à 1855.

Portraits littéraires des plus célèbres prédicateurs contemporains et études sur la prédication au XIX^e siècle. In-8°, 1858. Ibid. 6 fr.

Répertoire de la doctrine chrétienne ou cours complet d'instructions, prêches, conférences, catéchismes raisonnés, accompagné de riches matériaux sur les quatre parties de la doctrine chrétienne. 2^e édition. 3 vol. gr. in-8°, 1859-1863. Ibid. 18 fr. T. 1, Symbole. — T. 2, Décalogue. — T. 3, Sacraments. La première édition est de 1857.

Sermons nouveaux et complets sur les mystères de N. S. Jésus-Christ et sur tous les sujets de la chaire re-

latifs à Jésus-Christ, accompagnés de riches matériaux tirés de l'Écriture, des Saints Pères, etc. 2 vol. in-8°, 1860. Ibid. 12 fr.

Théologie morale en tableaux d'après les théologiens les plus estimés. Gr. in-8°, 1857. Ibid.

Vie des saints, à l'usage des prédicateurs. 4 vol. in-8°, 1861-1868. Ibid. 24 fr.

MOLINES (JEAN DE).

Jean de MOLINES, *barbe Vaudois*, qui vivait vers le milieu du 16^e siècle et qui joua un certain rôle dans les relations des vaudois des deux versants des Alpes avec les réformateurs allemands et suisses, Capiton, Berthole, Haller, Œcolampade, Bucer, etc., appartenait à une famille qui figurait parmi les notables du Queyras.

À la suite d'une procédure et description du Château de Queyras du 12 juin 1339, analysée dans l'*Inventaire de la Cour des Comptes* (vol. Brianç. n° 1191), on trouve une liste des nobles de la vallée du Queyras dans laquelle figure un Jean de Molines.

En 1410 (*Invent.* n° 1192) un Pierre de Molines, qualifié noble, est mentionné comme ayant institué pour héritier de ses biens Jacques Rambaud Sadon.

Voici ce qu'on peut recueillir dans les auteurs vaudois sur le compte du *barbe* Jean de Molines.

À la suite d'une visite faite en 1530 aux réformateurs de la Suisse et de l'Allemagne par deux *barbes*, Georges Morel et Pierre Masson, délégués par leurs coréligionnaires des vallées piémontaises, de celles du Dauphiné et de la Provence, pour constater les points identiques ou les dissidences entre le *credo* de la réforme et les croyances vaudaises, un synode des barbes ou pasteurs vaudois fut convoqué et réuni à Angrogne le 12 septembre 1532.

« Il fut, dit Monastier (*Hist. de l'Église vaudoise*)
« solennel et décisif. Toutes les questions avaient été
« muries suffisamment. Elles furent encore débattues en
« toute liberté durant six jours. Enfin le synode ou assem-
« blée des barbes et des pères de famille rédigea une

« brève confession de foi... elle se compose de 17 articles... »

On arrêta, en outre des articles de foi, des résolutions sur les manifestations extérieures de la foi vaudoise, la rupture, à périls et risques, de toutes relations avec le clergé romain et l'abstention de tous actes de condescendance vis-à-vis les autorités ecclésiastiques locales.

« Ces résolutions, ajoute Monastier, avaient rencontré quelque opposition dans le synode, de la part de quelques barbes, amis de l'ancien ordre de choses, ou craintifs. Deux d'entre eux, d'origine étrangère, Daniel de Valence et Jean de Molines s'éloignèrent sans autorisation de l'assemblée générale et s'en furent se plaindre aux églises de Bohême et de Moravie. »

Des liens étroits d'amitié créés et entretenus par la conformité des croyances et des relations assez fréquentes, existaient, paraît-il, entre les églises évangéliques de Bohême et de Moravie et les vaudois des deux versants des Alpes. Daniel de Valence et Jean de Molines soumi-
rent aux églises de Moravie les motifs de leur opposition aux résolutions du synode d'Angrogne. Il fut écrit par les églises aux Vaudois des Alpes, et les deux barbes dissidents apportèrent les lettres en 1533. Un nouveau synode fut convoqué dans le val St-Martin, qui, le 15 août 1533, nonobstant la persistante opposition des deux barbes et les observations des églises de Bohême et de Moravie, confirma les déclarations et résolutions antérieurement arrêtées. « Ce que voyant, dit Monastier, Jean de Molines et Daniel de Valence abandonnèrent pour toujours les vallées. »

Aucun des historiens vaudois, sauf peut-être Léger, n'impute à faute à Jean de Molines et à Daniel de Valence leur opposition. Le pasteur Gilles (*Histoire ecclésiastique des églises vaudoises*) leur reproche cependant d'avoir égaré « des manuscrits et mémoires anciennes, qui nous eussent pu servir, dit-il, et à la prostérité. » Il est difficile d'apprécier le fondement de ce grief. Les deux barbes se crurent-ils en droit de garder par devers eux des documents dont ils voulaient faire un bon et légitime

usage ? Pouvaient-ils invoquer un titre respectable de propriété ou de possession, et ne faut-il voir dans l'accusation du pasteur Gilles que la manifestation du dépit d'un chroniqueur désappointé dans la recherche de plus amples sources d'informations ? Il est impossible d'en décider aujourd'hui.

Jean de Molines et Daniel de Valence n'avaient d'autre tort, ce semble que d'être des *conservateurs*, comme on dirait à ce jour. Ils étaient fidèles à l'antique foi de leurs ancêtres Vaudois, en s'opposant aux idées et résolutions des novateurs. On ne saurait, sans injustice, refuser de l'estime à ces courageux dissidents, à ces Martin d'Auch¹ sur les quels l'entraînement général n'a pas de prise et qui ne relèvent que d'eux mêmes.

MOLINES (JEAN DE), dit *Fléchier*.

Jean de MOLINES, dit *Fléchier*, était un pasteur du désert qui, à la suite d'une assemblée, fut arrêté à Massilargues (Gard) le 18 mars 1752. Condamné à mort, il fut conduit à l'échafaud avec un autre jeune pasteur du désert, François Benezet. Il vit son compagnon d'infortune affronter la mort avec un grand courage ; mais dominé par une terreur qui paralysait ses facultés, il ne put, lui, supporter la vue des instruments de supplice et feignit d'abjurer. Il fut relâché et put se retirer en Hollande où, malgré cette abjuration, il fut accueilli avec indulgence par le consistoire d'Amsterdam. Mais un chagrin incurable, le souvenir poignant de son abjuration, le remords, le conduisirent bientôt au tombeau (voir MM. Haag, *la France protestante*, et Nap. Peyrat, *Histoire des pasteurs du Désert*).

Jean de Molines, dit *Fléchier*, était-il un descendant du barbe du 16^e siècle ? Était-il dès lors originaire du Queyras ? Cela est présumable, mais cette filiation est, jusqu'à présent, dénuée de preuves.

MOREL (JEAN), pasteur.

Jean MOREL est né à Arvieux le 29 mai 1761. Consacré à Lausanne, il fut d'abord *pasteur du Désert* exerçant

¹ Martin d'Auch refusa seul de prêter le serment du *jeu de paume*.

quoique itinérant, surtout à Valdrôme (Drôme) ou dans la région. Tous les cultes ayant été supprimés pendant la révolution, Jean Morel se fit soldat et s'éleva au grade de capitaine ; après la révolution, il donna sa démission ; il reprit ses premières fonctions de pasteur et les exerça de nouveau à Valdrôme. De là il fut appelé à Mens où il resta dix ans et retourna à Valdrôme où il demeura jusqu'en 1829. A cette époque, il renonça au pastorat et se retira à Mens où il mourut le 29 juin 1839 ¹.

PUY (DU) PAUL, pasteur.

Puy (du) Paul est né au Château-Queyras. Après sa consécration, il fut pasteur à Arvienx en 1617. Il abjura, et publia avec Jean Garcin, converti comme lui, un mémoire justificatif. Il fut déposé par le Synode national de Castres en 1626 ².

BIBLIOGRAPHIE

Déclaration des sieurs Jean Carcin et Paul Dupuy, Dauphinois, jadis ministres de la Religion prétendue réformée, et maintenant convertis à la foy catholique, apostolique, romaine. Au roy ; Paris, 1625, 50 p. petit in-8°.

RICHARD-CALVE (BLAISE), dit *Richard président*.

Blaise RICHARD-CALVE est né à Abriès, le 20 décembre 1756. Appartenant à une famille qui jouissait d'une certaine aisance, il put faire de bonnes études et acquérir, dans son pays natal, notoriété et influence.

En 1790, lors de la division de la France en départements, la gestion des intérêts départementaux fut confiée à des délégués de tous les cantons qui composèrent, avec un commissaire du directoire exécutif et un secrétaire général, *l'administration centrale*.

Blaise Richard-Calve obtint les suffrages du canton du Queyras et fit partie de cette administration.

¹ Voir Arnaud, *Histoire des protestants du Dauphiné*, t. 3, p. 322 et Pilot, *Statistique de l'Isère*, t. 4, p. 297.

² Voir Arnaud, *Histoire des protestants du Dauphiné*, t. 2, pp. 289, 290.

Ses aptitudes, son instruction et la fermeté de son caractère le désignèrent bientôt à ses collègues comme l'homme d'intelligence et d'initiative qui pouvait le mieux diriger leurs travaux. Richard-Calve fut élu président de l'administration centrale et exerça plusieurs années de suite et avec distinction ces éminentes fonctions.

Pour distinguer M. Richard-Calve de ses homonymes, il fut dès lors dénommé et connu sous le nom de *Richard président*.

A la création des fonctions préfectorales, Richard-Calve se retira dans ses foyers. Il fut nommé juge de paix du canton d'Aiguilles, situation qu'il garda jusqu'à sa mort en novembre 1818.

C'est Richard Calve qui a acquis à l'église paroissiale d'Abriès la belle chaire qu'elle possède. Cette chaire vient de la chartreuse de Durbon.

M. Richard-Calve avait épousé une femme distinguée par le savoir et l'esprit et qui appartenait à la famille Gonsolin (de Corps). Le frère de M^{me} Richard était conseiller à la Cour royale de Grenoble.

BIBLIOGRAPHIE

Procès-verbal de l'inauguration de l'Ecole centrale du Département des Hautes-Alpes. Discours du citoyen Richard, président de l'administration centrale.... in-8°. Gap, Allier, an 5 de la République, 124 p.

RICHARD-CALVE (le docteur BLAISE).

Blaise RICHARD-CALVE, neveu du précédent, est né à Abriès, le 4 floréal an 7 (23 avril 1799) et y est décédé le 23 février 1849.

Blaise Richard-Calve fut élevé et reçut une solide instruction par les soins de son oncle Pierre Richard-Calve, curé d'Aiguilles. Ses études universitaires terminées, il alla à Montpellier suivre les cours de la faculté de médecine.

La thèse qu'il présenta à la Faculté, à la fin des cours, et qui a pour objet la gymnastique et ses applications, révéla chez son jeune auteur une instruction et une

sagacité remarquables. Le récipiendaire n'avait que 19 ans.

Le D^r Richard-Calve exerça la médecine à Vauvert (Gard), à Agde (Hérault). De là, il alla se fixer à Vienne (Isère), où il demeura près de 25 ans. Il acquit, dans cette ville, la réputation d'un médecin instruit et dévoué. Il fut nommé médecin chirurgien-major de l'hôpital de cette ville. Il se maria à Vienne et, devenu veuf, il regagna ses montagnes natales et revint se fixer à Abriès où son expérience, son savoir et son désintéressement marquèrent, au milieu de ses compatriotes, les dernières années de sa vie. Il put remplacer dans le Queyras un autre enfant du pays, le D^r Victor Carilian, dont la mémoire est restée chère aux Queyrassins, et qui était allé se fixer à Briançon.

BIBLIOGRAPHIE

Dissertation sur la gymnastique appliquée à l'hygiène et à la thérapeutique, par Blaise Richard-Calve. Montpellier, 1818, in-4°, 116 p.

Aristide ALBERT.

RÈGLEMENT FORESTIER

DU

MANDEMENT DE SAVINES

1621

Les mandements étaient des circonscriptions territoriales qui formaient un tout distinct au point de vue administratif, féodal, financier et judiciaire, et dont les propriétés communales étaient indivises.

Les mandements embrassaient ordinairement plusieurs paroisses ou communautés. Ils remontaient à une époque assez reculée du moyen âge¹. Au XV^e siècle, on comptait dans le département actuel des Hautes-Alpes, 96 mandements, ainsi répartis : 4 en Briançonnais ; 23 en

¹ L'*Ulcienis ecclesie chartarium* (Turin, 1753, p. 135, n° 152) mentionne l'existence d'un mandement en 1053.

Embrunais, 37 en Gapençais proprement dit ; 14 dans le Graisivaudan (Champsaur, Valgaudemar, la Grave) ; 16 dans les Baronnies (Rosanais et partie du Serrois), et 2 dans le bailliage de Sisteron (Tallard et Vitrolles)¹. Actuellement on ne parle plus guère que de deux mandements : le mandement d'Embrun ou de la *Terre Commune*, qui comprend les communes d'Embrun, de Saint-André et de Saint-Sauveur ; et le mandement de Savines, qui nous occupe. Ce dernier se compose de cinq communes : Prunières (363 âmes), Puy-Saint-Eusèbe (375 âmes), Réalon (859 âmes), Saint-Apollinaire (163 âmes) et Savines (1086 âmes)². Il embrasse une étendue de 13.585 hectares. Les bois et pâturages situés dans le ressort de ce vaste territoire sont encore indivis.

Le règlement qui suit a été surtout rédigé en vue de la bonne administration et de la conservation des forêts et des pâturages du mandement de Savines, ou bien, d'après les termes mêmes des proclamations faites à l'occasion de la publication annuelle de ce règlement, afin d'assurer « l'observation des libertés » du mandement, la « conservation du bien public » et la « conservation des droits seigneuriaux. »

A raison de l'objet de ce règlement et de son importance, il mérite d'être examiné de près, d'être étudié avec soin, car la question de la bonne administration et de la conservation des forêts et des pâturages est encore aujourd'hui capitale pour le département des Hautes-Alpes.

L'époque de la rédaction première du règlement qui nous occupe ne m'est pas connue, mais elle doit dater d'une époque assez reculée, du XV^e siècle peut être, sinon plus tôt, car en 1604, lors de la publication qui en fut faite, il est dit expressément qu'elle a lieu conformé-

¹ Voy. *Inventaire des arch. départ. des Hautes-Alpes*, t. 1^{er} (1887), *Introduction*, p. viii.

² En 1728, il y avait à Savines, 160 « habitants » ou familles ; à Réalon, 160 ; à St-Apollinaire, 36 ; à Prunières, 80, et au Puy, 50. En tout 486 habitants, soit environ 2430 âmes. (Cf. *Bull. Soc. d'Études*, 1887, p. 110). Aujourd'hui la population totale du mandement est de 2847 âmes.

ment à « *l'ansiène coutume, de longlans observée audict mandement.* »

Ce qui prouve encore l'ancienneté de ces statuts mandementaux c'est la langue dans laquelle ils sont écrits. Ce n'est plus la vieille langue officielle, la langue latine. C'est la langue vulgaire, plus ou moins bien habillée à la française. Tous les noms d'arbres, de plantes, d'instruments agricoles, et surtout les noms de lieu sont en patois. Un grand nombre de locutions et même de membres de phrases sont encore usités dans le langage usuel. Rien qu'à ce point de vue, ces statuts sont d'un véritable intérêt.

Mais ces statuts ont été modifiés durant le cours des âges, car ils n'étaient pas invariables, immuables ; tout au contraire. Les syndics du mandement de Savines (au nombre de trois) avaient le pouvoir considérable de *crétre et diminuer, lever et ajouster, inpaiser bans et iseux crétre et amondrir*, suivant qu'ils trouvaient bon. Et ils ne se faisaient pas scrupule d'en agir ainsi comme le prouvent les documents originaux, « *suyvant les rubriques mises en marge au chacun.* »

Chaque année, lorsque les statuts mandementaux étaient définitivement arrêtés par les syndics, ils étaient solennellement « criés » ou publiés. Cette proclamation avait lieu devant l'église du « clos de Savines, » sur la place publique, en présence du châtelain royal, du procureur du seigneur et des coseigneurs du mandement, des consuls des cinq communautés mandementales et de « plusieurs autres chefs particuliers, manans et habitans dud. mandement. »

Les statuts que nous transcrivons ci-après furent ainsi proclamés à Savines le 10 mars 1621. Ils se composent de 95 articles distincts.

Par suite probablement du pouvoir que les syndics avaient de modifier les statuts du mandement à leur gré, suivant les circonstances ou les besoins du moment, les 95 articles qu'ils renferment ne sont pas disposés méthodiquement et dans un ordre logique. Il règne, ce semble, un certain désordre

une certaine confusion dans leur classement. Je ne me suis pas cru autorisé à en adopter un autre. Mais voici un état sommaire de ce qu'ils contiennent. Peut être aidera-t-il à établir une sorte de concordance entre les articles de même nature. Il facilitera, en tous cas, les recherches.

Les 95 articles du règlement de 1621 ont surtout pour objet :

1° Les bois ou forêts du mandement de Savines (art. 1, 10, 11, 18, 25, 26, 27, 28, 32, 33, 34, 44, 52, 55, 60) ; l'exportation des dits bois par radeau sur la Durance (12) ; la fabrication du charbon (10) , les fours à chaux (49, 50) ; les buissons et broussailles des « iscles » ou gravières de la Durance (90) ; les clôtures des propriétés (28, 56) ; les instruments aratoires (26, 27), etc.

2° Les montagnes pastorales et les pâturages mandementaux (art. 2, 3, 8, 9, 17, 18, 21, 34, 38-42, 58, 62-4, 68, 70, 74, 85-6...) ; les dommages causés par les troupeaux de moutons (16, 19) ; la garde de ces troupeaux (91) ; la garde des vaches, mulles et autre « gros bétail » (38, 39, 87) ; l'introduction des troupeaux étrangers dans les pâturages du mandement (8, 21) ; les cabanes des bergers (92) ; l'introduction des animaux dans les propriétés particulières et dans les vignes (6), etc.

3° Les chemins, sentiers ou « drayes » et les « vyols » (art. 2, 4, 35, 63, 78) ; les ponts, digues et barrages (41) ; les « beaux » ou canaux d'arrosage (29, 69, 73) ; les fontaines (48).

4° Les vendanges (57) ; le grappillage dans les vignes (31) ; la vente du vin (81) ; les fruits des jardins (16) ; les arbres greffés (61).

5° Les mesures (13) ; les foires et marchés (94) ; l'exploitation des ardoisières et le commerce des ardoises (65, 88, 93) ; l'exploitation des pierres de moulin (66).

6° Les « conserveurs », « banniers » et « jurats » (63, 80, 83, 85, 95) ; les « champiers » (23, 24, 30, 36, 85) ; les « extimeurs » (67, cf. 49, 59) ; les consuls (59, 71) ; les syndics (68), etc., etc.

Parmi les articles curieux ou remarquables, nous citerons ceux qui suivent :

Liberté, pour chaque famille ou maison, de pouvoir vendre, « la semaine, le samedi », une charge de bois (1, 91).

Liberté de tuer, « sans repréhantion ni autoritté de personne, » le pourceau qui, pour « la seconde fois, » sera rencontré « hors le pourceil, sans gardien, pour les inconvéniens que s'en peuvent ensuyvre » (5).

Liberté d'occuper la quantité de terrain communal (*pâtégue*), qu'une paire de bœufs peut labourer en un jour ; de la défricher, ensemer et moissonner, pendant trois ans ; avec défense de la reprendre, sinon après cinq ans (14, 15).

Liberté d'occuper et de garder, pendant deux ans, un « banc de lauze » ou ardoisière (65).

Mentionnons encore : le privilège qu'avaient les notaires du mandement de Savines de rédiger exclusivement les procès-verbaux des délits commis dans le mandement (54) ; — l'interdiction portée contre les étrangers, quoique taillables dans le mandement, de faire paître leurs troupeaux sur les montagnes communes (21) ou de couper du bois dans les forêts mandementales (26) ; — la mention des anciens remparts ou *barris* de Savines (82), et du « hameau de la Charrière, » chef-lieu actuel de cette commune (94), etc.

Notre règlement établit une distinction, bien tranchée, entre le *ban* (*tanc, bain, bien*, etc.) et l'*esmende*. Le « ban » semble être une *peine*, une punition pécuniaire infligée au délinquant pour le délit commis. L'« esmende » (*emenda, esmenda*, bas latin), au contraire, est un *dédomagement*, également pécuniaire, quelque chose comme des dommages-intérêts (cf. 31, 35, 56, 61, 63, etc.). Le « ban » est toujours payé au seigneur ou coseigneurs du mandement de Savines. « L'esmende » s'applique aux syndics du mandement (art. 1, 2, etc.). *Bans* et *esmendes* sont constamment égaux et de même valeur (ib.).

De plus, les délinquants subissaient la perte des animaux, des denrées et autres objets qui formaient le corps du délit. Ces objets étaient toujours confisqués (2, 3, 11, 12, 15,

21, 26, 38, 40, 57, 60, 82, 93, 95, etc.). Il semble que cette confiscation était faite au profit des « juras » (74) ou gardes annuels (83) du mandement.

Les *bans* et *esmen*des varient entre 1 livre et 10 écus (soit 30 livres) (art. 91). Il faut toujours doubler la somme, si l'on veut connaître la quotité de la peine ou de l'esmen

de infligée au délinquant. En outre, lorsqu'il y a lieu, il convient d'y ajouter la valeur des objets saisis ou confisqués.

Le ban, l'esmen

de et la confiscation représentent ordinairement une somme assez élevée, du moins pour l'époque. Pour se faire une idée de la valeur de cette somme, il convient de tenir compte du *pouvoir* de l'argent, qui en 1621, était triple, sinon quadruple de celui d'aujourd'hui ¹. Ainsi le *ban* de 12 livres (65) et l'*esmen*de également de 12 livres (ib.) représenteraient actuellement une valeur de près de 100 francs.

Cette observation n'est pas sans importance, car elle nous aide à nous faire une idée de l'autorité considérable des trois syndics du mandement de Savines, et de l'étendue des pouvoirs dont ils étaient investis, pouvoirs presque discrétionnaires, puisque, comme nous l'avons dit, ils avaient liberté complète pour modifier, à leur gré, les statuts du mandement.

Ces statuts ont été en vigueur au moins pendant les XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles. C'est ce que prouvent les proclamations faites en 1563, 1604, 1677, dont nous donnons copie ci-après, et une procédure datée du 15 juillet 1769.

C'est à eux, en grande partie du moins, que le mandement de Savines doit de posséder aujourd'hui les belles forêts de Morgon et autres dont il est fier, forêts qui sont les plus belles de l'Embrunais et même de tout le département des Hautes-Alpes ².

¹ Cf. Natalis de Wailly, *Mémoire sur les variations de la livre tournois depuis le règne de saint Louis jusqu'à l'établissement de la monnaie décimale*, 1857, in-4^e, passim ; De Coston, *Histoire de Montélimar*, 1880, t. II, p. 507, 553, etc.

² Il faut, toutefois, faire une exception pour les forêts domaniales de Boscodon et de Durbon ; mais leur conservation doit surtout être attribuée aux soins qu'avaient de leurs forêts les religieux de ces deux monastères (cf. *Bull. Soc. d'Ét.* 1887, p. 112-113).

*PROCLAMATIONS ANNU[E]LLES DU MANDEMENT,
ET POUR L'ANNÉE 1621.*

1. Alla requeste de Messieurs les sinditz du mandement de Savine et du comandement du s^r châtelain, tenant lieu et place du Roy-Dauphin et des nobles conseyneurs du mandement de Savine, sont faict hinibitions et défances à toutes personnes, de quelle quallité et condition qu'ilz soyent, qu'il ne auze ny présume vandre ny aliéner aucuns bois des bois communs dud. mandement, sans lissanse de Mesieurs les sinditz du mandement, sauf une charge la semaine, le samedi, pour chacune maizon, sous le bien, pour chacun faillissant et pour chacune fois et charge, de 1 livre 10 sols, applicable ledit banc au seigneur à quy apartiendra, et autant pour l'esmende, apliquable led. esmende ausditz sinditz.

2. Item, que nulle personne auze ne présumisse labourar, ronpre ne sear, ne aucunement occuper les passages et drayes, aux préjudisses des avérages de bestail, sous le banc, pour chacune fois et défaillant, de 1 l. 10 s., autant pour la smende, app[1]iquable led. ban au seigneur à quy appartiendra, et perdition des fruictz.

3. Item, que nulle personne auze ne présumisse eysartar ne aucunement occupar les patégues desous la Chapel-le, ne issclles dud. mandement¹, sous le ban, de chacune fois, de 1 l. 5 s. et autant pour l'esmende, et confiscation des grains.

4. Item, que nulle personne estrangère ou privée auze ne présumisse faire aucuns vuolz ou draïes de nouveau par les propriétés d'autrui, sous le ban pour chacune fois et défaillant de 1 l., autant pour l'esmende.

5. Item. que nulle personne ne permette aller son pourceau hors le porceil, sans gardien, pour les inconvenientz que s'en peuvent ensuivre, au bain pour chacune fois [de]

¹ « Ni couper bois, à la réserve des buissons et rorties du mandement » (Proclamations de 1677).

1 l. 10 s. ; autant pour l'esmende ; et la seconde fois, on le pourra tuer led. pourceau, sans repréhantion ne authorité de personne.

6. Item, que nulle personne auze ne permette antrer aucun bétail, gros ou menu, dans les vignes dud. mandement, en quelque temps que se soict, sous le bain, pour chacune *matta d'aver*, 3 l., et pour beste grosse, 1 l. ; autant pour l'esmende¹.

7. Item, que nulle personne aye à garder son bestail, gros ou menu, aux propriétés d'autrui, sous le bain, pour chacune *mata d'aver*, 5 s., et pour beste grosse, aultant, applicable à quy dessus au seigneur à quy apartiendra, et autant pour l'esmende.

8. Item, que nulle personne privée puisse, auze ne présumisse recueillir aucun bestail estranger, sous couleur du sien, sur les montaignes et patégué dud. mandement, sans lissance desd. sinditz, sous le bain, pour chacune *matta*, de 15 l. et autant pour beste grosse, 3 l., et aultant pour l'esmende.

9. Item, que nulle personne auze ne présumisse faire aucunes cabanes ne gardages² sur lesdittes montaignes, expressement sans lissance desd. sinditz dud. mandement, sous le bain de 45 l. applicables aud. seigneur à quy apartiendra, autant pour l'esmende.

10. Item, que nulle personne auze présumer faire aucun charbon, couper aucun bois au lieu appelé *Coste Ferrière*, *Bastatuelle*, *Bois des Darlz*, sous le bain, pour chacune plante, 1 l. 10 s., comme dessus applicable, et autant pour l'esmende.

11. Item, que nulle personne auze ne présume faire aucune despollations³ des bois pour faire rouettes ou cremas aud. terrois, sous le bain, pour chacune fois, 3 l. et autant pour l'esmende, et perdition des grains.

12. Item, que nulle personne auze ne présume de faire aucuns radeaulz des bois communs dud. mandement, sous

¹ « Ensemble ne pourront aller cueillir l'herbe auxd. vignes, sous le même ban et amande » (1677).

² « Gardies » (1677).

³ « Dépopulation » (1677).

le bain, pour chacune fois et plante debois, 18 l., applicable au seigneur à quy apartiendra, et aultant pour l'esmende, et perdition de bois.

13. Item, que nulle personne auze ou présume mesurar aucuns grains, drap ne autres choses, sinon aux mesuree alléalhas et signés¹ par lessinditz dud. mandement, sauf le consentement des parties, sous le bain, pour chacune fois, 6 l., et aultant pour l'esmende.

14. Item, que nulle personne auze ne présume occuper ne pousséder un patègue aud. mandement, plus de trois années à un lieu mesme, et icelluy ne puisse reprendre de cinq années après, ne occuper sinon aultant que en pourra labourer un père de beufz, à savoir une charge semense du lieu, ne labourer lesd. patègues là où il y a bois, sous le bain, pour chacune fois et contrevenant, de 6 l. applicable comme dessus, aultant pour l'esmende.

15. Item, que nulle personne auze ne présume meysonar aucuns grains que il y aura semé aux patègues, passé les trois ans, sans lissance desd. sinditz, sous le bain, de 1 l. 18 s., et aultant pour l'esmende et perdition des grains.

16. Item, que nulle personne auze ne présume prandre aucuns fruytages ès jardins et propriétés d'autrui, sous le bain, pour chacune fois, de jour 1 l., de nuit, 3 l. applicable comme dessus, aultant pour l'esmende.

17. Item, que nulle personne auze ne présume mestre ne garder aucun bestail au *Preit*, dessous le château de Prunières, desous le chemin allant à *Matarée*, ou tout le *Preit*, sous le bain, pour chacune fois de matta, 3 l. aultant pour l'esmende.

18. Item, que nulle personne privée ou estrangère auze ne présume garder ou faire garder aucun bestail ne pastourgear, gros ne menu, au bois des *Dariz*, dessus Prunières, prenant le mas de *Pomeyret* en pied, terroir de Chorges, du couchant, de long en long jusques alla Casse de Chabrières, *alla Peyre Escripche* et delà *alla Font Lagière*, de la feste de la St-Jean-Baptiste jusques à St-Michel, sous le bain, pour chacune fois, de troupeaux es-

¹ « Signées et marquées » (1677).

trangers, de 7 l. 10 s., [de] Prunières, 10 s., et aultant pour l'esmende, apliquable comme dessus.

19. Item, que toutte personne que trouvera¹ donnant damage à ses propriettés, puisse accuzer le bain à celluy quy luy donnera le dommage, dans trois jours, ayant foy ou gaige, outre qui sera creu à son sérement, cy e[s]t homme digne de foy.

20. Item, que nulle personne ne auze ne présume couper aulcun bois aux propriettés d'autrui, sans lissance de quy apartiendra, sous le bain pour chacun pied de *melze*, 3 l.; [de] sap, pour chacune plante, 1 l. 10 s.; d'autre bois, pour chacune plante, 1 l. 10 s., apliquable à qui apartiendra, à l'extime², aultant pour l'esmende.

21. Item, que nulle personne estrangère, encore que soit tailhable aud. mandement, auze présumer de mestre aulcun bestail sur les montaignes et patégues dud. mandement, sans lissance desd. sinditz, sous le bain pour chacune beste, grosse, 12 l.; pour matta d'avérage, 6 l. et aultant pour l'esmende, [et] confiscation du bestail.

22. Item, que toutes personnes que voudra faire estimes³, les aye à faire devant la St-Blaize [3 février], ou les juras seront ne teneus aud. dommage.

23. Item, que les champiers dud. mandement ayent à déclarer et bailler chap⁴ desditz damages qui seront donnés aud. mandement, et suivant l'estimation; autrement, à faute de ce, seront tenus à leur propre et privé non payer l'estimation et dommago.

24. Item, ne seront tenus lesditz sinditz de rellacter et déclarer aucuns bans des dommages donnés jusques au jour de St-Blaize, auquel jour les banniers et chanpiers déclareront les défailhantz ausditz sinditz, [qui] en feront la déclaration pour les droits des seigneurs.

25. Item, que nulle personne aye à couper *faux* aux

¹ *Sous-entendu* : quelqu'un.

² Suivant l'estimation (?).

³ « Faire estimer des dommages » (*Procl. de 1677*).

⁴ Chapitre (*caput*), déclaration, procès-verbal : Que les champiers « ayent à rapporter ceux qui l'aurait donné [le dommage] aux propriétés d'autrui » (1677).

bois communs dud. mandement que pour plante, ne y aye un charq de beufz¹, sous le bain, pour chacune fois et pour plante 1 l. 4 s., applicable à quy apartiendra, autant pour l'esmende. — A esté défandu de ne couper aucun bois de *fau*, sauf que pour autisses de travail, sous le bain que dessus.

26. Item, est inhibé à toute personne de quelque estat, qualitté, qu'ilz soyent de lieu estranger, ors dud. mandement, combien qu'il soict taillable, de ne boysseyrar, ne sortir aucun bois hors dud. mandement, sous le bain de 18 l., applicables au seigneur à quy apartiendra, autant pour l'esmende et confiscation desdites bestes ou bestail quy chariera ou pourtera lesd. bois.

27. Item, liberté, en tout temps, de prendre bois [pour] ceux dud. mandement pour faire d'autilz de beufz.

28. Item, que nulle personne auze ne présume couper aucuns timons de *fau*, *melze*, *sap*, *pin*, *aubère*, *roure*, ny lates pour clauzurar, sous le bain, pour chacune fois et plante, *melze*, *sap*, de 10 s.; *faux*, *aubère*, *pin*, 1 sol, applicable comme dessus, autant pour l'esmende.

29. Item. que nulle personne auze ne présume destiviar l'eygue des beaux communs, quand serra livrée à un autre, [sous le] bain, pour chacune fois et faillant : de jour, 10 s.; de nuict, 1 l. 10 s., et autant pour l'esmende, sauf et réservé les beaux impozés allas fondations vielles desd. beaux.

30. Item, que les champiers dud. mandement ne puissent recouvrer pour leurs gaiges que deux civadiers bled pour chaque maison qu'a beufz ; des autres, un civayer, mesure d'Ambrun, sous le bain de 1 l., et autant pour l'esmende.

31. Item, que nulle personne auze ne présume maillourar² ès vignes d'autrui, sans lissance de quy apartiendra, sous le bain [de] 18 liv., [et] satisfaction du dommage.

32. Item, que nulle personne ne présume couper aucunes fustes de *melze*, ny de *sap* au bois de *Sappet*, dessus

¹ C'est-à-dire une plante, un pied, si on a une paire de bœufs. Le règlement de 1677 permet de couper « deux pieds » de *faus*.

² « Maillolar » (1677).

le Puy, devers *Reysas*, soubs le bain, pour chacune plante, de 6 l., apliquable à quy de droit, et autant pour l'esmende.

33. Item, que l'avérage ne puisse entrer dans led. bois, soubs le mesme bain et esmende.

34. Item, que au susd. bois nulle personne auze faire aucunes cremas, ne labourar, [soubs le] bain pour chacune fois et défaillant de 3 liv., autant pour l'esmende, et de ne couper aucune garne a sed. albres, soit melze, sap ou pin.

35. Item, que nulle personne auze ne présume faire aucuns chemins ou drayes aux prés du *Plan*, deszoubs la chapelle de *La Garde*, ne à autre part aux susd. propriétés d'autrui, soubs le bain, pour chacune fois, de 1 l. 10 s. et satisfaction du damage.

36. Item, que toute personne aye à réparer les chemins auprès de leurs propriétés, autrement les sinditz dud. mandement vacqueront aux dépans du défaillant, et on pourra despuis passer par les propriétés.

37. Item, que les champiers ayent à reveller le damage donnée à sa partie¹, dans trois jours naturelz, soubs le bain, pour chacune fois, de 3 liv., autant pour l'esmende.

38. Item, que nulle personne estrangère ne privée aye à maistre aucuns mullés d'un an, ne chevaulz anthiers sur les montagnes, ne autres herbages dud. mandement, hormis à la *Celle Vielle*, soubs le bain, pour chacune fois et pour beste grosse, de 1 l. 10 s., autant pour l'esmende et confiscation du bestail.

39. Item, que nulle personne aye à mestre vaches sur les montagnes dud. mandement, hormis *alla Celle Vielle*, et le vachier ne aye à maistre aultre bestail sur la *Celle Vielle*, soubs le bain de 3 liv. applicable à quy apartiendra, autant pour l'esmende².

40. Item, que nulle personne puisse maistre aucun bestail sur les montagnes dud. mandement plus que en

¹ Aux intéressés.

² Il est permis aux vachers « de prendre un pain bis pour faire tenir les vaches, et les changeront de huit en huit jours » (1677).

pourra ivarnar, et qu'on ne l'aye marqué avant que le y mener, et ne le pourront marquer sur lad^e montagne, sous le bain de 3 liv., autant pour l'esmende, et confiscation du bestail.

41. Item, que nulle personne ne auz ne présume couper ne prendre aucun bois, fustes ¹ ne pierres d'existant pour la défance de[s] rivières, ne fustes des pontz, planches [et] archas, sous le bain, pour chacune plante, de 4 l. 10 s., autant pour l'esmende.

41. Item, que nulle personne auz ne présume mestre aucun bestail alla montagne de *Reynard*, hormis les bœufz de l'arayre ², sous le bain de 1 liv. pour beste, autant pour l'esmende.

42. Item, que les vachiers ne puissent mestre leurs vaches dans les montagnes à son plaizir, et ne lesser passer le béal de *Charzes* [et] de *la Celle*, sous le bain de 1 liv., autant pour l'esmende.

43. Item, que nulle personne aye à maistre aver menu dans lad^e montaigne de la Celle Vielle devant les octaves de Nostre-Dame de Septanbre, sous le bain, pour chacune matte, de 3 liv., autant pour l'esmende.

44. Item, que nulle personne aye à sourtir aucun bois de la *Baume Bernard*, hormis bois seq, pour son chauffage. — Item, que nulle personne ne aye à faire linier de bois delley lad. Baume, sous le bain, pour chacune fois et plante, de 4 l. 10 s., autant pour l'esmende.

45. Item, que delley lad. Baume Bernard, personne aye à couper aucun bois vert de melze, ny de sap, de thelme, ny entrer aucun bestail, gros ni menu, [sous le] bain pour chacune fois de 3 liv., autant pour l'esmende.

46. Item, que nulle personne estrangère ou privée auz chivaucher les jeumantz d'autrui sur les montagnes dud. mandement, sous le bain pour chacune fois de 12 liv., autant pour l'esmende, et satisfaction de damage.

47. Item, que personne aye à tirer extimes sinon les [siennes] et icelles ne puissent vendre ne donner, sous le bain et perdiction de l'extime.

¹ « Bois fustier » (1677) ou bois bon pour la menuiserie.

² « De labourage » (1677).

48. Item, que nulle personne aye à couper fontaines vives dudict mandement, ne aux susd. fondz imondier ¹, soubs le bain de 1 liv. 10 s. à quy apartiendra, autant pour l'esmende,

49. Item, que nulle personne auze ne prézumisse faire aucun four de chaux aud. mandement, sans lissance desd. sinditz, soubs le bain de 15 liv. à quy apartiendra, confiscation de la chausine, autant pour l'esmende.

50. Item, que nulle personne auze ne prézumisse vandre aucune chaux hors le mandement, [soubs le] bain pour charge de 1 l. 10 s., confiscation de la chaux, et autant pour l'esmende.

51. Item, que nulle personne auze ne prézumisse labourar, eysartar, couper aucun bois dans le *cognet de les Aubères*, entre la combe de *Viellar Voullour*, rouchas en pied, jusques au rouchas de Mourgon, soubs le bain, pour chacune fois et plante, de 30 s., autant pour l'esmende, et perte de grains.

52. Item que nulle personne auze ne présume despouller aucun bois à *Eygouare* pendant au serre de *Surdin*, devers Pontis, béal de *Barnafré*, jusques à Mourgon et fleuve de Durance, soubs le bain pour chacune fois et plante, de 30 s., autant pour l'esmende.

53. Item, que nulle personne aye à cuillir point d'amarines, de vize, piboul ne buisson, aux isclles communs dud. mandement, pour l'espace d'un an, la veille de St-Barthelémy [23 août] ² et les buissons, le mecredy des cendres, soubs le bain de 9 liv., autant pour l'esmende.

54. Item, que nulle personne aye à acuzer aucun bain dehors led. mandement, ne les faire escrire à aultre que aux notaires dud. mandement, soubs le bain de 15 liv., autant pour l'esmende.

55. Item, que nulle personne aye à couper aucun bois au mas apellé *Dessous Clot Tison*, devers le Puy apellé

¹ « Ny leur faire aucunes immondices » (1677).

² « Ny même garder aucun avérage que depuis la St-Martin [11 novembre] jusques au carnaval, et les buissons et amarines, en tout temps pour leur usage, aux aies tant seulement » (1677).

les Roulles, ne labourar au mas de *l'Escuelle*¹, delley lo chemin de *la Clusse*; du couchant, la combe devers *Reys-sas* et, du levant, le bois de *las Sagnières*, passage au *Serre du Pin*, soubs le bain de 9 liv., autant pour l'es-mende.

56. Item, que nulle personne auze ne prézume prandre lattes, palz, ne buissons aux clauzures d'autrui, soubs le bain de 6 liv., autant pour l'es-mende, [et] satisfaction de domaige.

57. Item, que nulle personne auze ne prézumisse vander devant les vignes privilégiées fermés² dud. mandement, soubs le bain de 3 s., autant pour l'es-mende, et confiscation de la vandange.

58. Item, que nulle personne ne puisse tenir patéque par propre, ne vendre ne aliéner, autrement reconoisce bain pour 9 liv., autant pour l'es-mende.

59. Item, que nulle personne, hormis juras et conseulz ou autres requis, puissent rellater extimes par eux.

60. Item, que nulle personne auze ne prézume couper aucun bois, eysartar, labourar *alla Pinatelle*, dessoubs *Pré-Reynaud*³, [soubs le] bain pour chacune fois et pour plante, [de] 3 liv., autant pour l'es-mende, et perdition des grains.

61. Item, que nulle personne auze ne prézume despoullar entes aux albres⁴, [soubs le] bain de 30 s., autant pour l'es-mende, et satisfaction du domaige.

62. Item, que nulle personne auze ne prézume séar à *Clot Toursin*⁵, au mas de *Tourelles*, ny à *Charzes*, ne *Baume Bernard*⁶, soubs le bain, pour chacune fois, de 6 liv., autant pour l'es-mende.

63. Item, que nulle personne ne prézumisse passer ne faire passer aucuns avéraiges estrangers par les montaignes dud. mandement, ne autres patéques, ormis par les

¹ « *Sive au Sapet* » (1677).

² « *Avant les conseigneurs et vignes privilégiées* » (1677).

³ « *Pré-Rigaud* » (1677).

⁴ « *Dépopular hantes ny greffes aux arbres d'autrui* » (1677).

⁵ « *Clot Toursier* » (1677).

⁶ « *Là où le bétail pourra aller jusques après St-Michel* » (1677).

chemins publicqz uzés et accoutumés, et que les couvenous ou juras ¹ on ayon a reveller ausd. sinditz, sous le bain de 15 liv., autant pour l'esmende, [et] satisfaction du damage.

64. Item, que les champiers dud. mandement ayent à prandre les advérages à l'antrée de la terre et conduire jusques alla fin du gajaiges et de là leur conservours ² jusques alla fin du patégue, [sous le] bain, pour chacune fois et defaillant, de 9 liv., autant pour l'esmende.

65. Item, que nulle personne puisse occuper un banc de lauze plus de deus années, dizant à un autre de soi y mettre, passé les deux ans ³, sous le bain de 12 liv., autant pour l'esmende.

66. Item, que nulle personne ne puisse signar ne marquer aucunes pierres de moullins, ne les vandre ne alliéner hors led. mandement, sans lissance desd. sinditz, sous le bain de 15 liv., autant pour l'esmende.

67. Item, que les estimateurs puissent extimer les gaiges livrés aux parselliers pour les tailles rustialz et autres charges du lieu ⁴.

68. Item, que nulle personne aye à boyseyrar, au bois de terme de *Randoullière*, point de melze ⁵, eysartar ne labourar, ne espallaignar melzes, ne y mestre point de bestail, gros ni menu ; ne aussy à *Courbière*, tirant à *Mal Coudrey*, jusques après la St-Michel, sous le bain de 12 liv. pour beste grosse et autant pour matta ou troupeau d'avérage, et autant pour l'esmende ; et que les juras ayent à déclairer incontinent ausd. sinditz, sous le bain et esmende, comme dessus.

69. Item, que nulle personne ne aye à faire presses de nouveau [au] rieu de *Rabieu*, pour desviar l'eygue, et près de *la Garde* et *dou Plan*, au préjudice desd. pras, sous le bain de 16 l., autant pour l'esmende.

¹ « Conservateurs et jurats » (1677).

² « Les conservateurs » (1677).

³ « Et ne pouvoir empêcher un autre de s'y mettre passé les deux ans » (1677).

⁴ « Item que les estimateurs et jurats puissent estimer les gages pour les tailles rustiques et autres charges du lieu » (1677).

⁵ « Que personne puisse boisserar au bois de telme *Rondoirière* pour du méleze » (1677).

70. Item, que nulle personne aye à couper bois, gros ou menu, au *Rouchas Reynaud*, desous *Gournier*, pour la conservation des [h]abi[tan]tz, soubs le bain, pour chacune fois, de 15 liv., autant pour l'esmende ; et pour les juras [qui] vacqueront sur le lieu, 12 s., et seront tenus lesd. juras de s'en prendre garde, soubs les mesmes peines.

71. Item, que les conservations ¹ et juras qui ont la charge et garde des bois ayent à rellacter les faillans aux sinditz dud. mandement, dans trois jours, soubs le bain de 3 liv., autant pour l'esmende, et pour les juras, 10 s. Et pourront lesd. juras gager les faillans seur le lieu.

72. Item, que nulle personne aye à tenir gardie particulière ausd. montaignes dud. mandement delley *Baume-Bernard*, [soubs le] bain de 6 liv., autant pour l'esmende.

73. Item, que nulle personne aye à couper ² les chemins par les beaux, ne les étaindre ³, et conduire les aygues par les beaux, sans préjudisse des chemins, soubs le bain de 15 s., autant pour l'esmende.

74. Item, que nulle personne auze ne présume couper aucun bois au mas apellé l'*Eymare*, terroir du Puy, n'y garder ne y faire garder adver devant la huitaine de St-Michel, soubs le bain (de), pour chacune fois, de 3 liv., autant pour l'esmende, et confiscation du bois pour les juras, 6 s.

75. Item, que nulle personne aye à couper ny aysartar à l'antrée de *Reysas*, oultre *Routine Chevaux* et le *pas de la Chabre*, [soubs le] bain, pour chacune fois, de 3 liv., autant pour l'esmende, et perdition des bois et grains.

76. Item, que nulle personne aye à maistre aver au mas de *les Roulles*, terroir du Puy, ormis par la draye accoutumée de l'aver de Prouvance, [soubs le] bain, pour chacune fois et matte, [de] 4 liv. 10 s., autant pour l'esmende.

77. Item, que nulle personne aye eisartar, labourar ne semer aucuns grains au mas de *Mallasolles* ⁴, près de

¹ Lisez : conservateurs.

² « Occuper » (1677).

³ « Retrancher » (1677), restreindre.

⁴ « Malsols » (1677).

Baume-Bernard, ne aud. lieu de Baume-Bernard, ne *ex Bancqz*, soubz le bain de 3 liv., autant pour l'esmende.

78. Item, que nulle personne aye à labourar ne eysartar au mas de *Coste la Gorge, près Laurentz, coingn des Bestes*¹, au préjudisse des passages, [soubz le] bain, pour chacune fois, [de] 3 liv., autant pour l'esmende.

79. Item, que nulle personne aye à garder aulcun adver meneu dessous le béal de *Gaigneare*, au terroir de St-Apollenard, Prunières et Chérines, soubz le bain de 1 l. 10 s. pour matta, autant pour l'esmende. — Et qui voudra prendre [à] garde de[s] poullins, les aye à mestre et garder dessous le susd. beal, soubz le mesme bain.

80. Item, que les conserveurs ou autre digne de foy puissent gaiger les juras, les trouvant en default.

81. Item, que nulle personne aye à vendre vin de defore, plus que celluy du lieu, soubz le bain de 9 liv., autant pour l'esmende et confiscation du vin².

82. Item, que auprès des barris de Savine, personne aye à occuper³, soubz le bain de 9 liv., autant pour l'esmende.

83. Item, que les juras de présante année ayent à servir et gaiger jusques au jour des autres⁴.

84. Item, que au mas *dau Col Teauxy dau Puy*, depuis aigues en teste⁵ jusques à la montaigne de la *Combe dau pas la Chabre*, personne ne aye à couper bois, ny labourar aud. mas, soubz le bain de 12 liv. pour plante, autant pour l'esmende, et *alla Malzarà de pra Martin*, et ne mestre aver ; pour les juras, 6 s.

85. Item, que les champiers puissent gaiger pour les affaires communs, et pour leurs gaiges, un liard pour gaige.

86. Item, que nulle personne puisse garder advérage, gros ou meneu, à l'*Esguière de Rafardz* et alla *Mealza-*

¹ Coin de Bastel » ou « Bartel » (1677).

² « Le prix duquel sera fait par les sindics » (1677).

³ « Rompre terre à l'entour des barris du Clot de Savines » (ib.).

⁴ « Et on les mettra le jour de St-Blaise » (3 févr.) (ib.).

⁵ « Que au pas de *Clot Teisson* du Puy, depuis combe de l'*Oubérée* et draïe des *règues* [moutons de Provence] en tette » (ib.).

ralle, Pra-Martin, au terroir et montaignes du Puy, sous le bain, pour chacune fois et matta, [de] 9 liv., autant pour l'esmende¹.

87. Item, que les vaches pourront estre mizes alla montagne de *Reynard* pour le jour de St-Pierre [1^{er} août].

88. Item, que nulle personne ne puisse sortir aucune ardoize hors dud. mandement, sans lissance desd. sinditz, sous le bain de 4 liv. 10 s., et autant pour l'esmende. E[s]t permis à ceux dud. mandement de Savine de prandre l'ardoize là où ils la trouveront, en baillant, pour chacune cane, six solz.

89. Item, que aucun ne puisse labourar ne ronpre depuis la *Casse* de dessoubre Cherines [jusques à] la *Chastelaret*, au-dessus de St-Appollenard, sous le bain de 3 liv.

90. Item, que personne ne puisse couper aucuns buissons, ne vizes, ne autre choze à l'*Isle des Adousses*, en allant Ambrun, jusques à *Combe Nièrre*, ne aultres isselles, sous le bain de 1 l. 10 s.

91. Item, a esté inhibé et deffandu expressément à toutes personnes, de quelque qualité et estact qu'ilz soyent, de prandre aucun bois à *Mourgoum* ne autres du mandement pour le porter vendre hors dud. mandement, sauf une charge de bois pour chacune maison, le samedy, non plus ; sous le bain, pour charge, de 10 sols, et aultant pour l'esmende, confiscation de bois ; et que les estrangers que ce trouveront prendre dud. bois, les bestes seront confisquées, et payant, pour le bain, 15 liv., autant pour l'esmende ; et que les juras les ayent à saizir et prandre et remettre entre les mains desd. sinditz.

[92². Item, lesd. sindics ont accusé le ban à ceux qui rompront les cabanes des montagnes, de 10 écus, autant pour l'esmande.

¹ Les proclamations de 1677 ont ici l'article suivant : « Item, que nulle personne puisse eyssartar au *Laus*, terroir de Prunières, confronte à la casse de *Chambelle* et la serrière de la *casse* et, au pied, terre de St-Appollinaire appelé *Fourest de Souchier*, sous le bain et amande de 3 livres ».

² Les quatre articles qui suivent ont été ajoutés en 1677.

[93. Item, que les lausiers fairont l'ardoize à l'escaire ancien et que les seise fairont la cane de la grande, sous le bains de 2 écus, autant pour l'amande et confiscation de l'ardoize.

[94. Item, a été convenu que chaque particulier dud. mandement amènera son bétail aux foires dud. mandement, lesquelles se tiendront, sçavoir : une, le 14 septembre et l'autre, le 15 avril, et les marchés, le vendredy. Et les syndics et consuls des communautés seront obligés de faire gager les deffailants, sous le ban de 3 liv., autant pour l'amande. Lesquelle foires et marché se tiendront à l'hameau de *la Charrière*, et les syndics le fairont publier à Embrun et autres parts nécessaires. Et en cas que les syndics n'y tiennent la main, ils porteront eux-mesmes la peine.

[95. Item, a été convenu que les jurats, tant de Réal-lon que du Puy, prendront garde que l'avérage n'aillie dans la montagne de *Reyssas*, là où le bétail peut dépaitre, jusques après St-Michel, sous le ban de 3 écus, autant pour l'amande, pour chaque *mata* ou troupeau. Et sera permis à toutes personnes de prendre led. avérage, le trouvant dans la montagne].

Certifie je Claude Garnier, notaire de Savine, que alla requeste de probes Martin Broché, Pellady Oullivier et Esprit Borel, sinditz du mandement de Savine, et du commandement de M^{re} Gaspar Doultre, chastelain royal, et damoyzelle Marie de Gérard, femme du seigneur de Savine, ay publié les présentes, le 10^e mars 1621.

Lesquelles proclamations cy extraict au cayer originel extraict rier moy, notaire susdit, et ce ay faict au requis de Sperit Borel, syndic susdit. Et en foy de ce, me suis soubsigné, ce 5^e jeullet susdite année.

(Signé :) GARNIER, notaire.

II.

**PROCLAMATIONS ANNUELLES DU MANDENENT
DE SAVINE (DE L'ANNÉE 1563)**

Proclamées par Pierre Ramo, sergent royal d'Embrun.

A la requeste de Messieurs les syndics du mandement de Savine, et du commandement du châtelain delphinal et des nobles conseigneurs dud. mandement, est fait inhibition et deffences à toutte personne, de quelle qualité et condition que soit qu'il n'oze ni présume de vendre ni aliéner aucun bois dehors le terroir du mandement de Savine, sans levée de permission des conseigneurs du mandement, sous le ban et amande, aplicable au seigneur à qui apartiendra, et de perdition du bois.

Item, que nulle personne oze ni présume labourer, eissarter, couper aucun bois, devers le *Cougnet* entre la *Combe du Villar* jusques au rochas de *Morgon*, sous le ban, pour chaque fois et plante, de cent sols, et aultant pour l'amende ¹.

Item, que nulle personne oze ni présume couper aucun bois pendant au *Serre de Sourdin* devers Pontis jusques au rochas de *Morgon*, sous le ban et amende [suscits] ².

L'an de la nativité de Notre Seigneur 1563, et le 10^e jour du mois de may, au lieu et place de Savine, établis en leur personne Restutin Doultre, lieutenant de chastelain pour le Roi au lieu de Savine, et noble Benoit de Laffont, conseiller du mandement de Savine à son nom propre et des autres conseigneurs dud. mandement, Jean Imbert, Esprit Roux, Claude Peyron, syndics dud. mandement, ensemble leurs conseillers et plusieurs autres chefs et particuliers lesd. chefs et proclamations ont esté proclamées à haute et intelligible voix, comme de coutume. De quoy a esté faict acte et publié au lieu que dessus, en présance des parties et témoins appellés, suivant l'ordinaire, par moi Claude Michel, notaire royal Delphinal soussigné ³ ».

¹ Conférez le n° 51 ci-dessus.

² Conférez le n° 52 ci-dessus.

³ *Arch. des Htes-Alpes*, E, fonds de la famille de La Font de Savine.

III

PROCLAMATIONS DU 26 AVRIL 1604.

L'an courant à la nativité Noustre Seigneur 1604¹ et le 26^e jour du mois d'avril, au lieu et place de Savine, establis en leur personnes, à la présance et exsistance de Jacques Doutre, feu Eustachy, châtelain du sieur du Vilard, tenant les drois du Roy au mandement de Savine, et de noble Anthoine de La Font, fils noble Roux, conaigneur du mandement de Savine, à son nom propre et des autres conaigneurs dud. mandement ; à savoir : Michel Jouve, feu Chafré, M^e Augier Salva et Arnons Giraud, sindis du mandement de Savine, ensemble respectivement leurs dis conseliers et plusieurs chefs et particuliers dud. mandement, disant espozant audit de La Font et châtelain, assistant au nom que deseus, comme ils sont an ansiène coutume, de long tans observée aud. mandement et à la place dudit Savine, et pour l'observation du bien public, anuelemant audit lieu et place de Savine, faire fère criées et proclamations ; et les cheffz² y contenus crêtre et diminuer, lever et ajouster, inpauser bans et iseux crêtre et amondrir. A quoy ledit châtelain et de La Font, au nom que desens humblement ont requis vouloir permetre ledictes proclamations estre faict, comme de coutume ; commettant la proclamation desdis chefs à Jean Aurand, sergent ordinaire, et là estans disès à moy notère royal sousigné. GARNIER.

IV

PROCLAMATIONS DU 28 JUIN 1677.

L'an 1677, et le 28^e jour du mois de juin, après midy, au clos de Savine, devant l'église parroissiale où il est de coutume, depuis temps immémoré, de s'assembler, pour traitter des affaires du mandement de Savine et y faire les proclamations accoutumées et qui s'y font annuellement, à pareil temps, pour l'observation des libertés et

¹ L'usage de prendre, encore en 1614, le commencement de l'année à Noël, mérite d'être noté.

² Chapitres, articles.

conservation du bien public, les inhibitions et deffenses y contenues, et conservation des droits seigneuriaux ; par-devant moy Jean-Baptiste Jouve, notaire royal hériditaire, pouvue par Sa Majesté aud. Savine, soussigné, et s^r Jean Anthoine, procureur d'office du seigneur dud. lieu et dud. mandement, qui a protesté, au nom dud. seigneur, que les criées desd. proclamations soient faittes suivant la forme ancienne, et qu'elles ne portent aucun intérêt ny préjudice aud. seigneur. Ensuite de quoy, probes Jean-Honoré Faure, Guillaume Ollivier et Pierre Guieu, modernes syndics, assistés de leurs consuls et plusieurs autres chefs particuliers, manans et habitans dud. mandement ; à la présence et consentement et réquisition desquels j'ay lu tous les chefs et articles desd. proclamations cy-dessus transcrites, sur autre extrait, écrit et signé par feu M^e Honnoré Garnier, notaire dud. lieu, produit et retiré par led. Faure, syndic dud. Savine. Lesquels chefs et articles, ensuite du pouvoir que lesd. syndics ont eu de tout temps, decroitre, amoindrir, imposer et retrancher les bans et amandes contre les déffailants, ont iceux confirmé, augmenté ou diminué, suivant les rubriques mises en marge au chacun, ainsi qu'ils ont trouvé bon.

Pour l'observation desquelles, ont lesd. syndics commis et nommé pour jurats et banniers : Florens Doultre, Claude Fromant, Guillaume Garnier et Guillaume Bosq, pour la communauté de *Savines* ; et pour *Réallon*, Simon Peyron, feu Antoine, Jacques Briant, feu Jean, Claude Marentier, feu Pélade, et Jean Jourdan, feu André ; pour *Prunières*, Mathieu Farnaud ; pour *le Puy* : Jean Imbert et Pierre Bonnaffoux, et pour *St-Appollinaire*, Marcellin Gérard. Auxquels jurats et banniers est donné le pouvoir à eux accordé par les proclamations, et sous les protestations y refférées. Et ont signé qui a sceu : Anthoine, procureur d'office ; J. Faure, syndic ; G. Ollivier, syndic ; L. Barnéoud ; P. Guieu, et moy, Jouve, notaire.

Extrait collationné sur l'original trouvé dans les papiers de l'office de M^e Jean-Baptiste Jouve, notaire royal du lieu de Savine, desquels une partie est entre mes mains, par moy successeur de l'office de M^e Jacques

Fantin, notaire royal du même lieu, qui avoit acquis l'office dud. M^e Jouve, et ce, au requis des s^{rs} syndics et consuls du mandement de Savine.

(Copie authent. sur papier timbré, aux armes de Dauphiné, de 2 sols. In-4°, 10 feuillets, papier. — Arch. com. de Savines. Communication de M. Malo, maire de Savines, du 21 juin 1887) .

INDEX DES NOMS VULGAIRES

Les numéros se rapportent aux articles du règlement de 1621.

Adver, 74, 79. Voy. Aver.
 Adverage, 64, 86, 95. Voy. Average.
 Aigues, 84. *Les eaux, le torrent*. Voy. Aygues. Eygues.
 Allealhas, 13. *Vérifiées* (en parlant des mesures).
 Amarines, 53. *Osiers*.
 Arayre, 41. *Charrue*.
 Aubere, 28. *Tremble*.
 Aver, 6, 7, 43, 76, 84. *Troupeau de moutons*.
 Average, 21, 63, 68. Voy. Aver.
 Aygues, 73. Voy. Aigues.
 Aysartar, 75. Voy. Eysartar.
 Barris, 82. *Remparts*.
 Beal, 79; Beaux, 29, 73. *Canal*.
 Boyseyrar, 68. *Ramasser du bois*.
 Champiers, 23. *Gardes-champêtres*.
 Chap, 23. *Chapitre, procès-verbal*.
 Chausinc, 49. *Chaux*.
 Chivauchar, 46. *Monter à cheval*.
 Clauzurar, 28. *Clôturer*.
 Clauzures, 56. *Clôtures*.
 Cremas, 12, 34. *Écobuages*.
 Defore, 81. *Du dehors, étranger*.
 Destiviar, 29. *Détourner*.
 Draïe, draye, 4, 35, 76. *Chemin*.
 Entes, 61. *Greffes*.
 Espallaignar, 68. *Déchirer, écorcher*.

- Eygue, 29, 69. *Eau*. Voy. *Aigues*.
 Eysartar, 51, 60, 68, 78. *Défricher*.
 Fau, 25, 28. *Hêtre*.
 Fustes, 41. *Poutres*.
 Garde, gardie, 72, 79. *Troupeau*.
 Garne, 34. *Ramée, branches*.
 Iscle, isclle, issclles, 3, 53, 90. *Graviers couverts de broussailles*.
 Labourar, 51, 60, 68, 77, 78, 84, 89. *Travailler, labourer*.
 Lates, lattes, 28, 56. *Perches*.
 Lauze, 65. *Ardoise*.
 Lauziers, 93. *Ardoisiers*.
 Linier, 44. *Amas de bois*.
 Maillourar, 31. *Grappiller*.
 Malzara, 84. *Forêt de mélèzes*.
 Mata, matta, matte, 6, 7, 17, 21, 43, 68, 76, 79, 86, 95. *Troupeau*.
 Melze, 20, 28, 32, 34, 45. *Mélèze*.
 Occuper, 82. *S'approprier (des terres)*.
 Oultre, 75. *Au-delà*.
 Palz, 56. *Piquets*.
 Parselliers, 67. *Cadastres*.
 Pastourgear, 18. *Pâturer*.
 Patégues, 3, 8, 14, 21, 63, 64. *Pâturages, terres communes*.
 Piboul, 53. *Peuplier*.
 Presses, 69. *Prise [d'eau]*.
 Rieu, 69. *Torrent*.
 Rouchas, 51. *Rocher*.
 Roucttes, 11. *Défrichements*.
 Roure, 28. *Chêne*.
 Rustialz, 67. *Communes, du pays*.
 Sap, 20, 28, 32, 34, 45. *Sapin*.
 Sear, 2, 62. *Faucher*.
 Signar, 66. *Marquer*.
 Telme, thelme, 45, 68. *Ormeau?*
 Vizes, 90. *Sarments, osiers*.
 Vuols, 4. *Sentiers*.
 Yvarnar, 40. *Hiverner*.

INDEX DES NOMS DE LIEU

- Adousses (Isle des), 90. [*Eaux douces.*] *L. d. de Savines.*
 Ambrum, 90. Voy. Embrun.
 Bancqz (Ez), 77. *L. d. du Puy-St-Eusèbe.*
 Barnafré, 52. *Tor. de Savines.*
 Bastatuelle, 10. *L. d. de Prunières?*
 Baume Bernard, 44, 45, 62, 72, 77. *Forêt du Puy-St-Eusèbe.*
 Casse de Chabrières, 18. *L. d. de St-Apollinaire.*
 Casse de dessoubre Cherines, 89. *L. d. de Savines.*
 Celle (La), 42. *L. d. de Réalon.*
 Celle Vieille (La), 38, 39, 43. *Mont. pastorale de Réalon.*
 Chabre (Le pas de la), 75, 84. *Combe du Puy-St-Eusèbe.*
 Chapelle (La), 2. *Ham. de Savines.*
 Charrière (La), 94. *Ham. de Savines.*
 Charzes (Béal de), 42, 62. *Tor. de Réalon.*
 Chastelaret (La), 89. *L. d. de St-Apollinaire.*
 Cherines, 79, 89. *Ham. et par. de Savines.*
 Chorges, 18. *Ch.-lieu de canton.*
 Clot Tison (Dessous), 55. *L. d. du Puy-St-Eusèbe.*
 Clot Toursin, 62. *L. d. de Réalon.*
 Clusse (La), 55. *L. d. du Puy-St-Eusèbe.*
 Cognet de las Aubères, 51. *L. d. de Savines.*
 Coingn des Bestes, 78. *L. d. de Réalon.*
 Combe Niere, 90. *Tor. de Savines.*
 Coste Ferrière, 10. *L. d. de Prunières.*
 Courbière, 68. *L. d. de Réalon.*
 Dartz (Bois des), 10, 18. *Forêt de Prunières.*
 Dessous Clot Tison, 55. *L. d. du Puy-St-Eusèbe.*
 Durance, 52. *La Durance, rivière.*
 Embrun, 94. *Ch.-lieu d'arrond. des Hautes-Alpes.*
 Escuelle (L'), 55. *L. d. du Puy-St-Eusèbe.*
 Esguière de Rafardz, 86. *L. d. de St-Apollinaire.*
 Eygouare, 52. *Ham. et quart. de Savines.*
 Eymare, 74. *Forêt du Puy-St-Eusèbe.*
 Font-Lagière, 18. *L. d. de Prunières.*
 Gaigneare (Béal de), 79. [auj. *Aigue-Nière*]. *L. d. de Réalon.*

- Garde (La), 35, 69. *Quart. et chalet. de Savines.*
 Gorge (Coste la), 78. *L. d. de Réalon.*
 Gournier, 70. *Mont. de Réalon.*
 Malarée, 17. *L. d. de Prunières.*
 Mal Coudrey, 68. [Malcoudre]. *L. d. de Réalon.*
 Mallasoles, 77. *L. d. du Puy-St-Eusèbe.*
 Malzaratte, 86. *L. d. du Puy-St-Eusèbe.*
 Mourgon, Mourgoum, 51, 52, 91. *Mont. et forêt de Savines, des Crottes, de Pontis et d'Ubaye.*
 Peyre Escriche (alla), 18. *L. d. de Prunières.*
 Pinatelle (alla), 60. *L. d. du Puy-St-Eusèbe.*
 Plan (Le), 35, 69. *L. d. de Savines.*
 Pomeyret, 18. *L. d. de Prunières.*
 Pontis, 52. *Com^e du cant. du Lauzet (B.-A.).*
 Pra Martin (Malzara de), 84, 86. *Forêt du Puy-St-Eusèbe.*
 Preit, 17. *L. de Prunières.*
 Pré Laurentz, 78. *L. d. de Réalon.*
 Pré Reynaud, 60. *L. d. de Réalon.*
 Prouvance, 76. *La Provence.*
 Prunières, 17, 79. *Com^e du cant. de Chorges.*
 Puy, 32, 74, 76, 84, 86, 95. *Le Puy-St-Eusèbe, com^e du cant. de Savines.*
 Rabieux, 69. *Tor. appelé auj. de Réalon.*
 Randouillère, 68. *L. d. de Réalon.*
 Reallon, 95. *Réalon, com^e du cant. de Savines.*
 Reynard, 41, 89. *Mont. de Réalon.*
 Reysas, Reyssas, 32, 55, 75. *Tor. et mont. de Réalon.*
 Rouchas Reynaud, 70. *L. d. de Réalon.*
 Rouïne Chevaux (Oultre), 75. *L. d. de Réalon et de Puy-St-Eusèbe.*
 Routtes (Les), 55, 76. *L. d. du Puy-St-Eusèbe.*
 Sagnières (Las), 55. *Le Puy-Sanières, com^e du cant. de Savines.*
 St-Appollenard, 79, 89. *St-Apollinaire, com^e du cant. de Savines.*
 Sappet, 32. *Forêt du Puy-St-Eusèbe.*
 Savine, 1, 82, 88. *Ch.-l. de cant. de l'arr. d'Embrun.*
 — Mandement, 88.

Serre du Pin, 55. *L. d. du Puy-St-Eusèbe.*

Surdin (Serre de), 52. *L. d. de Savines.*

Teauxy (Col dau), 84. *L. d. du Puy-St-Eusèbe.*

Tourettes, 62. *L. d. de Réalon.*

Viellar Voultour, 51. *Chalet de Savines.*

ESSAI HISTORIQUE

SUR

RIBIERS

(*Suite* ¹)

ÉTABLISSEMENTS RELIGIEUX AYANT EXISTÉ

A RIBIERS

En l'absence de titres certains à notre disposition, il nous sera possible, en recourant à la tradition, de faire sortir de l'oubli les principaux établissements religieux qui ont existé sur le territoire de la communauté. Nous devons d'abord citer le couvent de St-Jean, dont les ruines attestent une grande importance et qui, plus tard, ne fut plus connu que sous le nom de Prieuré. Cet établissement, dont les restes de la chapelle se distinguent encore, n'était éloigné du bourg que d'environ un kilomètre. Viennent ensuite l'abbaye de Clarescombe et le prieuré de St-Étienne, éloignés du pays l'un et l'autre d'environ quatre kilomètres. Nous allons donner sur chacun de ces établissements notre pensée entière, en nous aidant, lorsque la chose sera possible, des documents que nous aurons pu recueillir.

PRIEURÉ DE ST-JEAN

On lit dans un historien très apprécié ¹ qu'il existait en Dauphiné deux commanderies *importantes* de l'Ordre

¹ Voir le *Bulletin* de 1888, p. 187-198 et 281-291; de 1889, p. 31-49.

² Valbonnais, t. II, p. 161 et 162.

de St-Jean de Jérusalem, l'une à Gap, qui jouissait de plusieurs fonds et droits seigneuriaux dans le Gapençais et l'Embrunais ; l'autre à St-Paul, près de Romans. Il y avait, de plus, des annexes ou maisons détachées de ce même ordre qui relevaient de la maison principale. Ces établissements, connus généralement sous la dénomination de Commanderies, afin d'avoir une plus grande importance, reçurent du St-Siège le titre de Prieurés, et ce fut sous le nom de Prieurs que les commandeurs continuèrent d'en avoir la direction ¹.

Le prieuré de St-Jean a dû être considérable, si l'on en juge par l'emplacement de ses ruines. Les bâtiments occupaient environ quatre ares de terrain et la nef de la chapelle où s'effectuait le culte, avait vingt-trois mètres 50 centimètres de longueur sur sept mètres de large. Le chœur, qui paraît avoir eu la forme d'abside, n'avait que six mètres de long. La voûte n'était pas élevée; celle de la nef devait appartenir au style roman, car dans l'enceinte on ne distingue aucun pilier qui ait formé les nervures de l'ogive.

De cette ancienne maison, il ne reste plus d'apparent que les ruines de la chapelle. Les nouveaux propriétaires du sol rencontrent souvent, en travaillant leurs terres, des vestiges de murailles solidement construites; mais ils ne trouvent absolument rien qui puisse donner une idée exacte de la forme et de la division des anciens bâtiments du couvent, dont la chapelle était dédiée à Notre-Dame du Serre et qui doit avoir été démolie, au plus tard, lors des guerres de religion du seizième siècle.

Au commencement de l'année 1868, dans une propriété où précédemment on avait fait de nombreuses trouvailles archéologiques en poteries diverses, monnaies, ustensiles de ménage, tombeaux, etc., on rencontra une construction de forme circulaire à laquelle les habitants du pays ne purent assigner aucun nom.

En examinant attentivement la forme et les détails de cette construction, il me fut bien facile de distinguer un

¹ Valbon., t. I, p. 250 et t. II, p. 87.

hypocauste, sorte de calorifère, fort en usage chez les Romains.

Pour avoir une idée juste d'un hypocauste, il faut se figurer un plafond élevé de 0^m50 à 1 mètre au-dessus du sol et soutenu par de petits piliers, d'égale hauteur, distants les uns des autres de 0^m30 à 0^m80, entre lesquels la chaleur peut circuler et échauffer d'une manière uniforme le dessus de ce récipient ¹.

Les piliers de l'hypocauste supportent de grandes briques, fort épaisses d'environ 0^m60 au carré, qui forment le plafond de l'édifice.

Le calorique ne demeurerait pas concentré dans le réservoir de l'hypocauste : il pouvait circuler dans des régions plus élevées et se répandre également dans toutes les parties de l'atmosphère des salles ² au moyen de tuyaux carrés en terre cuite, fixés dans le mur, portant quelques-uns sur une des faces, une petite ouverture, tantôt longitudinale, tantôt carrée. Les uns, verticaux, plongeaient dans l'hypocauste, tandis que les autres, placés horizontalement, faisaient le tour de l'appartement. Le feu qui échauffait l'hypocauste, était allumé dans un fourneau ³ placé dans de petites cours ou des vestibules voisins de l'hypocauste.

L'hypocauste de St-Jean, distant d'un puits situé au levant d'environ quinze mètres, et de quatre-vingt-dix mètres au midi de la chapelle, était divisé en deux compartiments, séparés par un mur de refend ; les colonnes de l'édifice destiné à servir de réservoir à la chaleur, étaient de forme ronde, et composé de neuf briques superposées en terre cuite couleur rouge, sans ciment, d'un diamètre de 0^m21 et d'une épaisseur de 0^m06, ce qui donnait une hauteur de 0^m54 ; les colonnes étaient espacées d'environ 0^m40 à 0^m50. Des dalles en terre cuite de 0^m06 d'épaisseur et de 0^m50 à 0^m60 de côté reposant sur les colonnes formaient le plafond et le sol, dont le dessus

¹ *Archéologie des écoles primaires*, par A. de Caumont, p. 77, in-12. Typog. de F. Le Blanc. Harel, 1868, à Caen.

² *Sudatis*.

³ Le *præfurnum*.

était un glacis en maçonnerie d'une épaisseur de 0^m07 à 0^m08, recouvert d'une mosaïque grossière, dont on a encore retrouvé quelques échantillons.

On affirme dans le pays qu'en cet endroit se trouvait un hôpital. Il pourrait bien se faire que ces vestiges fussent les restes d'une maladrerie.

La moitié de l'hypocauste, du côté du levant, a été démolie, l'autre partie, dont les briques ne paraissaient pas être en bon état, a été recouverte de terre par le propriétaire. Non loin de là, se trouve, actuellement recouverte de terre, l'entrée d'un souterrain voûté, dont on ne connaît pas la destination. La légende seule en forme une conduite fantastique qui aurait mis en communication le couvent de St-Jean avec celui de Clarescombe.

Le couvent, ou plutôt le prieuré de St-Jean, a dû changer de possesseur à une date qu'il ne nous est pas possible de préciser. Nous trouvons, en effet, la prise de possession du prieuré, à la date du 14 novembre 1653 par don Jean Rebuty, religieux profès de l'ordre de Cluny ¹, qui se dit sacristain du prieuré de Ribiers, pourvu de ce bénéfice par le vicaire général de l'abbé de Cluny et par le Pape, le dix-huitième jour avant les calendes de septembre de la même année ².

On sait que pendant les 15^e, 16^e et 17^e siècles, l'abbaye de Cluny possédait des richesses immenses et que de nombreux couvents, tant en France qu'à l'étranger, étaient sous sa domination. Les ressources de cette abbaye étaient si grandes qu'en 1245, le pape Innocent IV, une foule de prélats, Louis IX et sa cour, l'empereur Baudouin et de nombreux seigneurs purent y loger à la fois. Dans les derniers siècles, l'abbé de Cluny fut généralement un cardinal ou un ecclésiastique de quelque grande famille de France. Les abbés ³ qui étaient commendataires de maisons religieuses, vivaient plus à la

¹ Chef-lieu de canton de Saône-et-Loire, où se trouvait, avant la Révolution, la célèbre abbaye de ce nom.

² *Bulletin de la Société d'Etudes des Hautes-Alpes*, 1883, p. 531.

³ *Histoire de l'abbaye de Cluny*, par P. Lorain, 2^e édition, p. 225 et 226.

cour que dans les églises et dans les cloîtres. Lorsqu'ils voulaient bien se mettre en route pour visiter par intervalles un monastère, c'était pour avoir l'occasion de déployer les fastes de leur cortège et de leur luxe, et pour recevoir, en entrant sur les terres de leurs abbayes, une réception princière, les clefs des villes, le serment et les redevances de leurs sujets. Ils abandonnaient les soins religieux à un mandataire officiel. Il n'en pouvait être autrement, puisque, indépendamment de leurs charges amoncelées, les hauts dignitaires avaient leur vie engagée dans les affaires de cour, les intrigues et la politique.

Aux moines on laissait strictement de quoi vivre, entretenir et réparer leur église, leurs bâtiments, leurs étangs, leurs jardins : le reste entraît dans le coffre-fort du prince-abbé, diminué quelquefois par les salaires et les prévarications des intendants et des trésoriers. L'usage devint alors à peu près général de faire deux parts inégales des revenus d'un monastère ou d'un prieuré ; les deux tiers, sous le nom de Mense abbatiale, appartenaient à l'abbé commendataire, l'autre tiers était consacré à la nourriture et à l'entretien des religieux. Avec un tel système, on prévoit ce que dut devenir la splendeur du culte, et même l'état matériel des couvents. Le nombre des frères, déjà si restreint par suite des guerres civiles, par la peste de 1520, et par l'affaiblissement de l'antique penchant à la vie ecclésiastique, alla toujours décroissant; car l'abbé commendataire n'avait aucun intérêt à ce que les moines fussent nombreux. Ses calculs financiers l'auraient porté à une conclusion contraire. Les moines eux-mêmes, loin d'un maître absent en qui ils voyaient un usufruitier bien plus qu'un directeur spirituel, se trouvaient plus à l'aise dans leurs cloîtres, à proportion qu'ils étaient plus rares, et que les revenus se consumaient au profit de moins de têtes.

REVENUS DU PRIEURÉ DE ST-JEAN.

Nous trouvons dans un rapport dressé, ensuite de l'ordonnance de l'Intendant du Dauphiné, en date du 11 janvier 1714, le produit des biens du prieuré. Dans ce docu-

ment¹, il est dit que la dîme du prieur est arrentée 1800 livres, y compris le revenu d'un domaine lui appartenant, affermé annuellement quarante sept charges de blé froment. Il reçoit, en outre, sept charges de blé de quelques terres de la cure; 12 charges de la communauté d'Antonaves pour le dixième de la filleule de Château-Giraud et quarante livres du Seigneur pour fermage d'une terre située dans l'enclos du comte de Ribiers. Sur l'ensemble du revenu, le prieur est tenu de payer les dîmes, le curé, un secondaire et les ornements de l'église.

Voici, d'ailleurs, le détail des dépenses, qui se trouvent à la charge du prieuré de Ribiers :

Dîmes.....	22	livres	10	sols.
Décimes ordinaires et quasi-ordinaires.....	223	»	13	»
Pour portion congrue au curé.....	250	»	»	»
— au secondaire, représentant du prieur.....	226	»	»	»
Au prédicateur.....	18	»	»	»
Pension à l'abbaye de Cluny.....	4	»	16	»
Pour les frais de l'Ordre.....	8	»	»	»
Pour la table abbatiale.....	1	»	4	»
Pour les joies.....	8	»	»	»
			771	livres 3 sols.
Il lui reste la somme de.....	1028	»	17	»
Total.....	1800	livres.		

ABBAYE DE CLARESCOMBE

Une abbaye est un monastère où des religieux ou religieuses vivent réunis sous une même règle et sous l'autorité d'un abbé ou d'une abbesse.

Les abbés sont des religieux, constitués en haute dignité ecclésiastique. La plupart d'entre eux sont bénis; les cérémonies de leur bénédiction diffèrent peu de celles du sacre des évêques. Comme eux, ils portent la crosse,

¹ Archives de Ribiers.

la mitre, l'anneau pastoral et plusieurs autres insignes de la dignité pontificale. Sous le rapport de la dignité, une abbaye l'emporte sur un simple couvent autant que celui-ci l'emporte sur une congrégation religieuse ¹.

Au fond d'une petite vallée austère, et tout près des sources du *Riou*, dans un site sauvage, à environ quatre kilomètres, à l'ouest, de Ribiers, tout près de la montagne de *Glorile* où prend sa source le ruisseau qui arrose la vallée, on trouve les ruines de l'antique abbaye de *Clarescombe*, dont il ne reste de reconnaissable que l'emplacement de l'église, formée d'une nef principale, de deux petites nefs latérales, dont une est encore couverte en partie, d'une voûte et du chœur. Depuis un temps immémorial, les habitants de Ribiers se rendent chaque année en procession sur ces ruines, afin d'attirer les bénédictions célestes sur leurs familles et leurs récoltes. Plusieurs auteurs ² persistent à écrire le nom de l'abbaye : *Clair-Combe*, tandis que la dénomination connue dans le pays jusqu'à nos jours est celle de *Clares-Combe*, à cause, selon les uns, de la limpidité des eaux du torrent qui aboutit au Buëch, en se dirigeant au sud-est, sous le bourg de Ribiers, et selon d'autres, du mot latin *Clavis comba* ³ (Combe fermée) altéré au moyen âge, à cause de la position topographique de la vallée, encaissée par un magnifique rideau de rochers.

Aucune charte ne nous raconte l'origine et la fondation de l'abbaye de *Clarescombe* ; aucune ne fait savoir le nom de son fondateur ; il faut donc renoncer à connaître celui-ci. Quoi qu'on en ait pensé, *Clarescombe* n'appartenait pas à l'ordre de St-Benoît, proprement dit ; ses religieux portaient l'habit blanc et n'avaient rien de commun avec les moines noirs bénédictins, sauf la règle pri-

¹ Izoard, *Histoire de la chapelle de Lure*, page 33, in-8o. Forcalquier, Aug. Masson, 1858.

² J. Roman. *Bulletin d'Histoire ecclésiastique et d'archéologie des diocèses de Valence, Gap, Grenoble et Viviers*, 1^{re} année, 3^e livraison, pag. 81 et suiv. — J. H. Albanès, *même publication*, 2^e année, page 27 et suivantes.

³ Colomby. *Opuscula varia*, f° 153.

mitive. Ils faisaient probablement partie de l'abbaye de Lure (située dans la commune de St-Étienne-les-Orgues, Basses-Alpes), qui dépendait de celle de Boscodon ¹, à huit kilomètres environ d'Embrun ². Celle-ci avait été unie à celle de Chalais, au diocèse de Grenoble (Isère) par un acte de Raymond Bérenger, comte de Provence, rapporté par Bouche ³. L'historien Jean Columbi nous apprend que d'après des lettres du Pape Alexandre IV, en date de 1255, l'abbaye de Boscodon, unie à celles de Chalais et de Lure, possédait des terres à Manosque, à Forcalquier, à Mison, à Ribiers, etc. ⁴. Dans l'ordre spirituel, l'abbaye de Lure avait sous sa dépendance un certain nombre de prieurés et d'églises. Les prieurés étaient entre autres ceux de Sainte-Marie de Réal, de St-Pierre de Lampson, de St-Pierre de Rousset, de St-Nazaire, etc. Les églises étaient celles de La Roche, de Volx, de Clausonne, de Clarescombe, etc. ⁵.

Notre-Dame de Clarescombe a appartenu à l'Ordre de Lure, qui était le même que celui de Boscodon et de Chalais; c'est un fait qui n'est pas douteux; on en a, d'ailleurs, une preuve, dans les démêlés qui survinrent entre l'abbé de Clarescombe et quatre moines du Couvent. Ceux-ci voulant protester contre la mauvaise administration de leur abbé Ollivier, se rendirent à Sisteron ⁶, dans la maison du monastère de Lure, comme s'ils avaient eu besoin de se consulter avec leurs confrères et leurs

¹ L'abbaye de Boscodon a été fondée en 1130. On y suivait la règle de St-Augustin, qui fut remplacée par celle de St-Benoît en 1157, époque à laquelle cette abbaye fut unie à celle de Chalais, qui devint chef d'ordre. (*Histoire de la chapelle de Lure*, par Isoard, page 33, et *Gallia Christiana*, tome 1^{er}, f^o 90).

² 1166, id.

³ *Histoire de Provence*.

⁴ *Multa prædia et jura Massiliæ, Aquis-Sextis, Manuasce, Forcalquerii, Ribiezi, Moliore*, etc. (Columbi, *De episc. Sistaric. Lib. 4. Gallia Christiana*, tome 1^{er}, f^o 90).

⁵ *Sanctam Mariam de Reali, Sanctum Petrum de Lampson, Sanctum Geraldum de Podiopino, Sanctum Petrum de Roceto*, etc.; *Ecclesias Roche, de Volx, de Clausone, de Clavacumba*, etc. (Columbi, *De episc. Sistaric. Lib. 4.* — *Gallia Christiana*, tom. 1^{er}, f^o 90).

⁶ Le 28 novembre 1278.

supérieurs. Diverses pièces qui se trouvent dans les Archives de l'évêché de Marseille (liasses 624 et 625) suffisent pour nous donner la certitude sur ce point. C'est un accord conclu en 1282, entre les chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem et Bertrand de Mévouillon pour le partage des droits et des biens de Clarescombe, qui allait disparaître. Ce dernier s'engage à laisser les chevaliers prendre possession des biens de l'abbaye envers et contre tous, excepté contre le Dauphin, le roi de Sicile et les moines de Chalais. Il est convenu que *dans le cas où l'hôpital¹ parviendra à se faire adjuger l'Abbaye par l'autorité compétente, à l'encontre des moines de Chalais, il en possèdera toutes les terres sous la Seigneurie de Bertrand et de ses successeurs.*

La date de la fondation de l'Abbaye peut être placée, approximativement, entre 1210 et 1220. Son nom ne figure pas dans les pièces antérieures. Il est vrai qu'on ne le voit apparaître qu'en 1236. Mais un acte de 1241 nous apprend qu'elle en était à son sixième abbé, ce qui suppose une existence déjà assez longue et se rapproche de l'époque que nous venons d'indiquer.

M. J. H. Albanès, historiographe de l'église de Marseille², nous fait connaître qu'il n'a existé dans cette maison que dix abbés de Clarescombe. En voici la liste, d'après les documents qui constatent leur existence. On ignore la date de leur élection et celle de la mort des titulaires des trois premières places, qui restent vides, les noms de ceux qui les occupèrent n'étant pas parvenus jusqu'à nous.

- 1° (3).....
- 2°
- 3°
- 4° 1224, W. ou Guillaume ;
- 5° 1236, D.... ;
- 6° 1241, Jacques ;

¹ Hospitaliers de St-Jean de Jérusalem.

² *Bulletin d'histoire ecclésiastique*, déjà cité, 2^e année, pag. 24 et suivantes.

³ *Bulletin de la Société d'Etudes*, 1883, pag. 59.

- 7° 1254 ou 1255, Richaud ;
- 8° 1257, Maizaccius ;
- 9° 1265-1278, Olivier ;
- 10° 1282, Raymond Ruffi.

Le sceau du 7° abbé a été retrouvé. Il avait été apposé sur une donation faite à la Chartreuse de Durbon par Guillaume de Pontis, en 1234, d'un pâturage à la Cluse en Dévoluy. Ce sceau est en cire verte. Richaud y est représenté debout, coiffé d'un chapeau triangulaire, appuyé sur la crosse et tenant un rouleau de parchemin. La légende est S· R· ABBIS· CLARECVMBIS ¹.

Il est à remarquer, nous dit le savant M. Albanès, que l'acte cité porte la date de 1234, et que la pièce des Archives des Hautes-Alpes qui contient le sceau dont il s'agit, n'est qu'une copie de l'acte primitif faite en 1255, le 11 des calendes de novembre. Le fils du donateur confirma ce qu'avait fait son père. A cette occasion, on transcrivit sur un parchemin le texte de la donation de 1234, et l'on y ajouta, par un acte distinct du premier, quoique sur une même peau et datée de 1255, l'assentiment donné par le nouveau Seigneur en présence de l'Évêque de Gap et de nombreux assistants. L'abbé Ricaudus, un des témoins, apposa son sceau à l'acte, qui fut dressé.

Deux actes des 19 janvier 1267 et 28 novembre 1278, nous font connaître l'existence de l'abbé Olivier. Sous celui-ci, les affaires de l'Abbaye prirent la plus fâcheuse tournure. Les moines protestèrent. Ils lui reprochèrent même sa mauvaise administration et la dilapidation des biens du monastère. Ils déclarèrent ne vouloir plus de lui pour Abbé et nommèrent, pour le remplacer, *Raymond Ruffi*, moine de Lure. Il est fait mention de cet abbé quatre ans après, dans un acte du 15 mai 1282. A cette date, il y avait lutte et procès entre les Chevaliers de St-Jean de Jérusalem, de la commanderie de St-Pierre-Avez, le seigneur Bertrand de Mévouillon, représentant des anciens donateurs, et les moines de Clarescombe ². Les cheva-

¹ Archives des Hautes-Alpes, fonds de Durbon, voir *Sigillographie du diocèse de Gap*, par J. Roman, 1870, p. 104-5.

² J.-H. Albanès. *Bulletin d'histoire ecclésiastique*, 2^e année, pag. 34.

liers prétendaient que l'abbaye leur appartenait avec toutes ses possessions et se plaignaient qu'on les troublât dans leurs droits. A quel titre pouvaient-ils émettre une semblable prétention ? Faudra-t-il croire que l'abbé Olivier leur avait tout vendu et qu'il s'était arrangé pour donner à cet acte une forme légale ? L'absence de documents ne permet pas d'en juger avec certitude et l'on ne peut que le soupçonner. Mais il est certain que les moines résistèrent, et rien n'autorise à dire qu'ils avaient eux-mêmes demandé leur réunion à leurs puissants voisins ¹.

Les religieux de Clarescombe semblent avoir été d'abord soutenus par Bertrand de Mévouillon. Quand celui-ci jugea à propos (15 mai 1282) d'arranger son différend avec les chevaliers, il eut soin de stipuler qu'il ne s'engageait pas à leur donner son appui contre les moines et que l'accord ne serait valable que si les religieux succombaient dans la lutte (*Si contingat dictum hospitale dictam abbatiam habere et oblinere contra monachos Caliacences*). Il paraît même qu'il avait vécu en bonne intelligence avec Raymond Ruffi, car les chevaliers, en s'engageant à observer les arrangements faits avec les Abbés de Clarescombe, en exceptèrent ceux qui auraient pu l'être avec ce dernier. *Nisi essent facti cum Raymondo Ruffi, monacho de Lura qui nunc dicit se abbatem* ². Ceci nous garantit l'existence de l'abbé Raymond Ruffi, ses atténuances avec Lure, ses rapports avec l'ordre de Chalais et la résistance qu'il dut opposer à la suppression de Clarescombe. Quel fut le résultat final des contestations ? Les documents nous manquent pour le dire avec quelques détails ; mais un dernier acte du 23 juillet 1290, qui nous montre l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem en possession de Clarescombe, nous dit assez que les chevaliers l'avaient emporté. L'abbaye avait été unie à la terre de St-Pierre-Avez, peu éloignée de là ; elle appartenait aux chevaliers de St-Jean-de-Jérusalem sous la

² J. Roman. *Bulletin d'histoire ecclésiastique*, 1^{re} année, pag. 83.

³ J. H. Albanès, *loco citato*, p. 34.

dépendance de la commanderie de Joucas (Vaucluse). Les chevaliers de Malte la possédèrent jusqu'à la Révolution de 1789. Ils continuèrent à administrer les biens de l'abbaye de Clarescombe et à y assurer le culte jusqu'aux guerres de religion du seizième et du dix-septième siècles. On en trouve, en effet, une preuve irrécusable dans un document important du 12 janvier 1666 ¹. On lit dans cette pièce ce qui suit :

« Dans le même terroir de Ribiers au cartier de Clares-
 « Combes y avait de mesme anciennement une église
 « dont les murailles sont encore en partie en estat, en
 « laquelle habitoient pareillement des *prestres* qui y
 « celebroyent le service divin et pour leur subsistance
 « joussoyent pareillement des dismes des fonds dud. car-
 « tier. Les guerres civiles estant arrivées, les hérétiques
 « desmolirent lesd. églises » et demourerent en cet estat
 « pendant quelque temps sans aucun service.... »

Dans une déclaration des biens ecclésiastiques faite par le Châtelain et les Consuls de la Communauté, le 4 mars 1714 ², les revenus des chevaliers de Malte, pour la fillotte ou filleule de Clarescombe, sont évalués seulement à cent cinquante livres.

Un acte de 1765 fait connaître que l'abbaye de Clarescombe, quoique n'étant plus de plein exercice, se trouvait toujours sous la même direction. A la date du 12 avril ³, il fut passé bail devant un notaire de Marseille par Jean Pory, religieux profès, conventuel de l'Ordre de St-Jean-de-Jérusalem, Commandeur et Seigneur temporel et spirituel de Joucas ⁴ et de St-Pierre-Avez et *Mem-bres* en dépendant, abbé de Claire-Combe, à Jean-Joseph Mathieu, négociant à Joucas, de tous les droits seigneuriaux en quoi qu'ils consistent, ensemble *des filliores* de Ribiers et Eygalayes ⁵ et des domaines et dépendances

¹ Archives de Ribiers. — Rapport signé Amat et Duchon.

² Il s'agit ici de la chapelle de St-Étienne et de celle de Clarescombe.

³ Archives de l'église curiale.

⁴ Archives personnelles.

⁵ Vaucluse.

⁶ Canton de Séderon (Drôme).

de cette dernière commanderie, ainsi que des directes possédées à Sisteron et son terroir, sous la réserve de la juridiction et droit de prélation.

Cet arrantement eut lieu pour six ans à compter du 1^{er} mars 1763, moyennant la somme de 1,399 livres 18 sols, payables à Marseille, au domicile du bailleur.

Le preneur s'engage en outre à solder :

1^o Les pensions et charges dues annuellement par la Commanderie à Ribiers et à Serres, évaluées à environ 48 livres ;

2^o Au curé de St-Pierre-Avez, 1,100 livres à déduire du montant du bail ; il était tenu d'entretenir les toits, portes et fenêtres, serrures des bâtiments de la Commanderie de St-Pierre-Avez, etc. Il devait, en outre, fournir au bailleur, chaque année à la Noël, huit paires de perdrix, deux lièvres et une panal d'épautre. (Extr. d'une copie de bail sur papier libre, format cloche.)

Par assignation du 27 mai 1775, le fermier général de la Commanderie de St-Pierre-Avez, après avoir éprouvé des retards considérables dans la rentrée des sommes qui lui étaient dues de la part de la Communauté, somma Jean-Baptiste Bernard, Châtelain du lieu, d'avoir à lui faire payer immédiatement la cense personnelle de deux panaux blé froment, que de *temps immémoré* les habitants du lieu devaient lui servir chaque année ¹.

A. MOURRE.

¹ Assignation. — Archives Vignier, de Ribiers.

LISTE

DES

BLOCS ERRATIQUES

Les plus remarquables des Hautes-Alpes.

Nota. I. — Pour dresser ce catalogue nous croyons utile de réunir les blocs par régions pouvant chacune être visitée en une seule journée autant que possible.

II. — Comme ces blocs ne sont que des restes de fragments plus considérables que le voyage a bien diminués, nous évaluons, ainsi que cela se fait habituellement, leur volume par les grandes faces seulement, ce qui donne en général un cube un peu exagéré.

1^{re} Région. Aval de Gap.

1° Entre la Tourronde et St-Jean, au quartier des Grosses-Pierres, nombreux blocs de 5 à 60 mètres cubes : diorites, gneiss et protogines, du Pelvoux en Vallouise, grès bigarrés, grès nummulitiques et calcaires jurassiques de Freyssinières et de l'Argentière : parcours de ces blocs : 70 à 100 kilom.

2° Même hameau, environs de la tour, nombreux blocs de même nature, moins grands. Un d'eux cependant cube 89 mètres environ.

3° A Châteauneuf au quartier de la Grosse-Pierre sur un mamelon au-dessus de l'église, est un bloc en calcaire bleu noir du Briançonnais qui mesurait il y a 20 ans, 45 mètres de tour. Il est réduit aujourd'hui, par diverses exploitations et surtout par celle de la construction du pont de la Culada, à $9 \cdot 6 \cdot 7$, $60 = 419$ mètres cubes.

Entre Châteauneuf et la plaine de Lachaup est un bloc de 5 mètres d'axe.

4° A l'O. de Tallard, au quartier des Parrots, entre Boudon et Rosine, alt. 620, deux blocs en gneiss dioritique de Vallouise, l'un de 32 m. cubes, l'autre enfoncé dans un pré marécageux a de visible 30 mètres cubes.

5° Au col de la Pinée, entre Lardier et Fouillouse, alt. 1000 environ, est un magnifique bloc de forme régulière en gneiss dioritique de Vallouise de $15 \cdot 10 \cdot 6 = 900$ mètres cubes de visible : parcours 117 kilom.

6° Sigoyer, entre Gandoul et Boudon, au milieu d'un pré (alt. 875) beau bloc de gneiss dioritique, nommé Pierre-de-St-James, de $9 \cdot 4 \cdot 6 = 216$ m. cubes de visible. Non loin de là bloc de quartzite moins grand.

7° De Sigoyer à Pelleautier innombrables blocs, les uns erratiques, les autres sporadiques; ceux-ci descendus de la corniche de Céuse sur des névés anciens.

8° Entre St-Jean et la voie ferrée nombreux blocs de 2 à 10 mètres cubes, l'un en grès nummulitique mesure 64 m. cubes.

2° Région : de Gap à la Roche-des-Arnauds.

9° Puy-Maure, propriété de M. Sarrazin, protogine du Pelvoux de 20 m. c.

10° Haute-Garde, dans un bois de pin, sur l'amont d'une belle moraine, propriété Eymérence Guigues, grès nummulitique de Dormillouse; de $4 \cdot 4,50 \cdot 2,20 = 39$ m. c.

11° Au-dessous du précédent, dans le torrent de la Selle quelques blocs de même roche dont l'un mesure $4 \times 4 \times 3 = 48$ m. A la Selle, dalle servant de ponceau au fossé de la route de Veynes, en spilite de Dourmillouse.

12° Plateau de Corréo, une vingtaine de blocs de 10 à 50 mètres cubes : grès nummulitiques et calcaires jurassiques de la base des Têtes de Vautisse et de Couleau, Au-dessus de la gare de la Freyssinouse, l'un d'eux mesure 84 m. c. : parcours 90 kilomètres.

13° A dix minutes de la gare de la Roche-des-Arnauds, au N. E. dans le vallon de Goudis, bloc en calcaire de Valhaute empâté sur le talus; partie visible : $15 \times 8 \times 8 = 960$ m. cubes; aux environs quelques blocs moins importants.

14° Entre la Roche et les Baux, au bord du plateau, est *Peyre-de-la-Condamine* ayant même origine et même nature que le n° 13 avec 15 mètres d'axes, soit 3375 mètres de visible : parcours, 95 kilomètres.

15° Entre la gare de la Freyssinouse et Manteyer à 15 minutes de la gare, deux blocs moutonnés en quartzite de la Tête de Gaulent, à 20 pas l'un de l'autre, mesurent 350 et 120 m. cubes.

16° Entre l'église de la Freyssinouse et Céuse. alt. 980, quartzite de $6 \times 6 \times 3 = 100$ m. c. ; et alt. 1100, bloc quartzite arrondi et poli, de $6,5 \times 6 \times 5 = 200$ m. cubes : parcours 84 kilomètres ¹.

3° Région : de Gap au Champsaur.

17° En suivant la route de Gap à Grenoble on trouve, entre deux lacets, au 5° kilomètre, un bloc calcaire de Châteauroux nommé *Peyra-Garcina* qui mesurait 500 mètres cubes avant la construction du canal du Drac ; il mesure encore aujourd'hui $6,5 \times 6 \times 3 = 117$ m. cubes. Ce bloc est très connu des Champsaurins, car il fixe les distances relatives de l'ascension du col Bayard.

18° De Peyra-Garcina on aperçoit à l'Est, sur la crête de la grande moraine des Bumats, et sur la rive droite du ravin du Buzon, un magnifique bloc prismatique un peu arrondi, en quartzite, venu de la Tête-de-Gaulent entre Champcella et Freyssinières. C'est *Peyre-Ossel* (alt. 1050), de $9,20 \times 10,10 \times 8 = 743$ m. c. parcours 75 kilom.

M. Rozet qui le premier l'a signalé l'évalue, à l'œil sans doute, à 275 mètres cubes seulement ! (Bul. de la Soc. Géol. de France, 1852.)

19° Aux Basssets, dans le torrent de Bonne, erratique en calcaire de la base de Rocheclaire (Valhaute, Freyssinières), bien diminué, mais ayant encore, de visible $9,50 \times 7,5 \times 6,60 = 470$ mètres cubes. A côté quartzite de la Tête-de-Gaulent, même vallée, de 12 mètres cubes.

Entre ces deux blocs, erratique affligé de gros rognons de silex, venant des montagnes de Chabrières à Freyssinières : $7 \times 7 \times 9 = 441$ mètres cubes.

20° Dans Bonne, sous la maison du garde-canal, bloc de grès nummulitique, frotté et strié de $9 \times 4 \times 2 = 72$ m. c.

Aux environs des Rostans, blocs assez nombreux en

¹ A Montmaur, quartier des Condillons, sur la rive droite de la Sigouste, sont deux blocs grès nummulit. et calcaire du Briançonnais de 4 à 5 mètres d'axe, l'un cube 40 mètres.

A l'aval de Veynes sur le bord Est du plateau des Egaux (alt. 950) est une *Pierre dressée*, haute de 3 mètres et servant de limite. C'est probablement un antique Menhir.

grès nummulitique. Ces grès constituent, avec les calcaires et quelques quartzites, toutes les moraines entre Romette et Bayard.

21° Sous les Fayards de Chauvet, talus de Bonne, est *Peyra Bannetta*, en grès nummulitique de $7,5 \times 6 \times 3,5 = 157$ m. c.

22° Sous Chauvet, *Peyra-dou-Baïle* en calcaire jurassique sup^r de Freyssinières de $10 \times 11 \times 8 = 880$ m. c.

23° Non loin de là, grès nummulitique de $7,5 \times 5,6 \times 3,4 = 142$ m. c.

24° Sur le plateau de Bayard nombreux blocs, que leur isolement protégera peut-être et, dont l'un, situé au N. E. du refuge sur le serre des Tres-Niaras, signalé par Martin Joseph, de St-Laurent, porte le nom de *Peyra-dou-Tra-nouïre* (pierre du tonnerre,) grès nummulitique d'environ 36 m. c.

25° Au-dessus de l'église de Manse est la *Grosse-Pierre*.

26° Dominant le hameau de Laye-Basse, énorme erratique en calcaire de Freyssinières sur un mamelon.

27° Au S. de l'embranchement du chemin de St-Laurent près Brutinel, erratique de gneiss de Champoléon.

28° *Peyra-Fourtiara*. — M. Davin, élève du collège, nous signale à Bénévent, au quartier de Lougon, un bloc fendu, en calcaire bleu jurassique, nommé *Peyra-Fourtiara*, en deux fragments espacés de 3 mètres, mesurant, l'un, $10 \times 7 \times 6,5 = 455$ m. cubes ; et l'autre $6,5 \times 7 \times 5,2 = 230$ m. cubes.

A 50 mètres au N. champ de blocs dont l'un, en grès moucheté de la cluse de Champoléon, a 36 mètres¹.

¹ A Bénévent, un autre bloc, de $6 \times 3 \times 3 = 54$ m., offre un intérêt particulier. C'est un quartzite d'un blanc grisâtre, altéré à sa surface sur 3 millimètres de profondeur. Il fait évidemment partie des moraines du glacier de Champoléon. La disposition des moraines et la nature des matériaux ne permettent pas de supposer que le glacier du Briançonnais qui envoyait un de ses bras sur la rive gauche du Drac par le col Bayard, ait pu faire franchir ce glacier du Drac à ses matériaux.

Il y aurait donc un pointement de l'horizon triasique dans les hauteurs de la vallée du Drac. En 1885 je découvris en effet, entre les Auberts et le Chaumeille, un bloc de quartzite de 2 mètres, à grain si fin et si com-

29° M. Moynier me signale près du village de St-Eusèbe Peyra-Fouala (pierre folle).

30° Au Valgaudemar, entre Lallé et St-Jacques, est un erratique de forme pyramidale avec une face lisse, en gneiss amphibolique de la vallée, nommé *Truc-de-San-James*, de $8 \times 9 \times 10 = 720$ m. c. de visible.

31° Sur la commune de St-Firmin, entre les Reculas et le Motti, centaines de blocs énormes en granit à grands cristaux de feldspath orthose, venus des hauteurs de la Chapelle à St-Firmin, d'Olan au Grun, soit de 10 à 20 kilomètres de parcours.

4° Région : de Gap à la Rochette.

32°. A 600 mètres de Gap, sur le plateau d'Entraïs, propriété de M. Devèze, sont deux blocs de quartzite de Freyssinières ou de l'Argentière, enfouis dans le champ, au bord du chemin de Gap à Romette. L'un mesure: $6,3 \times 5,2 \times 2 = 65$ m. c. l'autre, 38 m. c. de visible.

De l'autre côté du chemin un champ, de M. Lascut, porte encore le nom de *Champ-la-Peyra*. On y a miné un bloc quartzeux qui a servi à bâtir à peu près toute la préfecture de Gap, d'après les anciens du pays.

Près de ce bloc étaient des sépultures préhistoriques

pacte et rempli de tant de pyrites ferrugineuses que je le pris pour un quartz détaché d'un filon.

D'après les nombreuses courses que nous avons faites soit pour notre compte, soit pour celui du Service de la carte géologique de la France, l'allure générale de la stratigraphie de la portion des Alpes comprise entre le Drac et la Durance, nous permet de supposer que les quartzites de Champoléon doivent affleurer dans le fond soit de Rougnoux, soit de Prolles à la base N. des montagnes qui les séparent de Dourmillouse, au-dessus des spilites et sous l'Eocène, dont ils sont séparés peut-être par un lambeau de calcaire jurassique très compacte.

C'est, en effet, dans ces conditions, que nous avons découvert, en septembre 1888, les gisements de quartzite inconnus encore, et situés un peu plus à l'Est, dans la vallée de Freyssinières, au quartier de Faravel dans le Ruffy, et plus haut à la base de la Tête N. de Couleau (3000), non loin d'un autre gisement considérable également inconnu, situé à la base N.-E. et S.-E. de la Tête-de-Gaulent dans les communes de Freyssinières et de Champcella, et en contact d'un curieux gisement de grès et schistes houillers.

dont les objets ont été enfouis. — J'ai vu un peu plus au N. au-dessus de la maison Ricou, miner pendant 3 ans un quartzite de plus de 1000 m.

Remarque. Des actes de vente du XII^e et XIII^e siècles, (Chartes de N.-D. de Bertaud, publiées par M. Paul Guillaume. Paris, Al. Picard, etc.) signalent aux environs de Gap des champs nommés la Pierre-Fiche, la Pierre-Dressée, la Pierre-Rousse, la Pierre-du-Tonnerre ; mais ces noms ont disparu avec les pierres qui en donnaient la raison¹.

33°. Au N. O. près Romette dans un champ, appartenant à l'hospice de Gap, deux quartzites rapprochés, ont 20 et 24 mètres cubes de visibles, dont l'un porte le nom de *Pierre-de-Léperon*.

34°. Au N. E. de Romette, dans le torrent de Flodence, sous le chemin des Auberts, grand bloc calcaire du massif de Dourmillouse encore poli et strié par places, de $20 \times 18.5 \times 16 = 6000$ mètres cubes.

35°. Entre Romette et le 3^e kilomètre de la route d'Embrun, au quartier de la Grand-Vigne, ou des Grosses-Pierres, propriété de M. Gaude, de Gap, se trouve un groupe très intéressant de 4 grandes pierres enfouies de plusieurs mètres dans un clavier.

Ce sont des gneiss dioritiques de l'Aile-Froide, ou de Bonvoisin en Vallouise, 95 kilomètres de parcours. Bien que la mine les ait fort diminués ils ont encore des dimensions respectables.

Le plus au Nord a de visible, hors du clavier $12 \times 6 \times 7 = 504$ m. c. et porte un bloc chancelant de 3 sur 1 et 1,20.

Il porte également sur sa face supérieure de nombreuses perforations en cupule tapissées d'un lichen fin, serré et grisâtre.

¹. Toutefois nous avons pu retrouver le champ, nommé Petra-Ficha dans une charte du 2 août 1270, et Pera-Ficha dans une autre charte de 1345 (Bertaud, loc. cit.) Le mineur qui a démolì la Pierre-Levée m'a montré ses débris; c'était une diorite de 3 à 4 mètres de haut, sur 2 à 3 de côté, sise à 2 kilom. O. de Gap entre Béal Jujal, la voie ferrée et le chemin des Eyssanières (propriété Allemand).

On ne peut guère confondre ces cupules avec deux perforations de trous de mine modernes, qu'on y remarque aussi, car les cupules sont les unes très petites, du diamètre d'un sou, d'autres beaucoup plus grandes.

A 10 mètres au S. trois blocs espacés de 2 mètres : l'un mesure $17 \times 7 \times 5 = 600$, les deux autres ont l'un $6 \cdot 6$ de surface visible ; il a été en partie détruit, et le 3^e a $7 \times 6 \times 5 = 210$. Ces trois blocs n'en faisaient qu'un qui se brisa en tombant du glacier sur le sol, car on retrouve sur les parois qui se font face, les aspérités et les creux se correspondant mathématiquement ; l'un d'eux a même une corne de 1,50 qui lui donne un aspect curieux.

— A Oriac, (alt. 1100) calcaire de Valhauté de $7 \times 7 \times 3 = 147$ m. c. et quartzite de 25 m. c.

36°. A Montreviol, (près la Rochette), limite Est du plateau (alt. 1225).

1°. Bloc, en grès nummulitique, enfoui avec surface de 12 m. carrés

2°. Bloc calcaire compacte, de : $6,5 \times 5 \times 4,6 = 150$ m. c.

3°. Calcaire, empâté de rognons de silex blond de grande taille, avec plaques de schistes, de $12 \times 13 \times 8 = 1100$ m. cubes et un autre de $12 \times 8,5 \times 7 = 714$ mètres cubes de visible. Ces deux derniers blocs séparés par 2,5, proviennent comme les autres des hauteurs de Freyssinières.

Un troisième fragment au-dessous a 117 m. cubes.

Ce beau groupe d'erratiques appartient à M. Cyprien Drouminq, de Montreviol.

37°. Au-dessous, vers 950 m. d'alt. près de la grange Chabot, émerge des chênes en taillis, un calcaire bleu, compacte, de l'Argentière, de 192 m. c.

5° Région : de Gap à l'Ermitage par Eymeyères.

37. A l'Est du hameau d'Eymeyères, dans le bois, M. Ollivier me signale un gros erratique en calcaire de 6 à 7 mètres de hauteur (Propriété Vauthier).

37 (bis). — Sur la route de Jarjayes, au quartier des

Bournas, (vers 950 mètres) est un beau bloc arrondi en grès bigarré, à gros galets de jaspe rouge : il mesure 27 mètres cubes.

39°. Sur un piton entre Bellevue et l'Ermitage est un gros bloc d'euphotide, au milieu de matériaux provenant de la Clarée, et de la Cerveyrette dans le Briançonnais (variolites de la Durance nombreuses.)

(39 bis). Au N. O. de la chapelle de l'Ermitage. (alt. 1100 m.) dans le bois Vescal est un autre bloc d'euphotide, à gros cristaux de diallage bronzée ayant la forme d'un prisme assez régulier de $11 \times 8 \times 3 = 264$ m. : parcours de ces blocs 120 kilomètres.

(39 ter). Plus à l'Est, vers le hameau des Guérins, autre erratique en euphotide passant à la diorite venu du col Gondran, il donne au quartier le nom de *Grosse-Pierre* et mesure 100 m. cubes. Ce bloc nous a été signalé par Mlle Gobert, institutrice aux Guérins.

40° Entre la Justice et la Moutouse sur le sommet de la colline de St-Roch, constituée par le bajocien, sont de nombreux blocs, dont l'un en protogine du Pelvoux mesure 36 m.

Un peu plus bas, au N., un calcaire plus gros bute contre une protogine en portant sur un galet comme le poing.

Au Chapelet, propriété Mathieu, calcaire fendillé de 90 m. c.

6° région : de Gap à La Bâtie par la Justice.

41° Sur le plateau de la Justice, propriété Arnaudon, deux blocs voisins, de gneiss dioritique, avec cupules, 92 m. c., et 27 m. c.

42° Au N., dans le bois de chênes, gneiss chloriteux, fendu : 1^{er} frag., 61 m. c ; 2^e fragment, 2 m. cubes (propriété Arnaudon).

43° Plus au N. encore, propriété Blanc-Beau-Château, gneiss dioritique enfoncé dans un pré marécageux : partie visible $7 \times 4,5 \times 2 = 63$ m. c.

Avant la construction du chemin de fer, cette région

était accidentée d'une centaine d'énormes erratiques qui ont presque tous disparu, toutefois on y trouve encore trois autres diorites de 12. 60 et 45 m. cubes.

44° A l'Est, au-delà du ruisseau, dans le Champ-Sarrazin appartenant à la famille Pourroy, du Pont-Sarrazin, près le bord du plateau : diorite de $3,3 \times 5,2 \times 4 = 68$.

A côté, diorite de 12 m. c ; à 200 pas à l'Est, et dominant la voie ferrée, beau quartzite arrondi de $5,2 \times 6 \times 4 = 150$ mètres cubes ; à travers bois de pins et de chênes, trois gneiss dioritiques de 4 m. c. 14 m. 45 m. cubes. Un bloc de 1 m. a une perforation en forme de pied de bœuf.

A l'Est du champ, blocs de 15; 12; 53 mètres cubes et nombreux petits blocs. En haut du champ, dans les pins, bloc fendu de 48 m. tous en diorite de Vallouise, 106 kilomètres de parcours.

45°. Combe-d'Oze, parallèle à la vallée de la Luye, dont elle est séparée par une colline en schistes calloviens que couronne une magnifique moraine dont les matériaux sont presque entièrement formés de gneiss dioritiques de Vallouise :

Dans le fond, vers la sortie de la gorge, au bord du ruisseau, est la *Peyra-dou-Sartre*, pyramide triangulaire de $8 \cdot 5 \cdot 4 = 160$ mètres cubes ; au-dessus, à mi-côte, le *Truchou* de $5 \cdot 4 \cdot 3 = 60$ m. cubes.

Suivant les traditions locales, ces deux erratiques étaient jadis le centre de cérémonies religieuses, le 1^{er} pour l'été, le 2^e, plus au soleil, pour l'hiver : « On y disait la messe sans chapelle », disent les gens du pays. Serait-ce un souvenir druidique ? Il est incontestable que ce vallon, abrité au soleil contre la bise, avec ses bois de chênes, ses nombreux erratiques, et ses sépultures préhistoriques découvertes sous des dolmens, à côté de la maison Achard, produit une impression si bizarre sur le visiteur, qu'on s'attend presque à y rencontrer quelque vieux barde, à la barbe blanche, qui se serait oublié à rêver dans cette solitude pleine de charme.

46° A 60 pas à l'Est du Truchou, est *Peyra-Reinarda* ;

c'est un grès nummulitique de 63 mètres cubes avec huit fragments à sa base de 2,5 à 1,70 d'axe.

A côté de ce bloc est une rangée de grosses pierres en demi-cercle semblant rappeler le cromlek. Joli coin, en effet, bien ensoleillé, à l'abri de la bise, pour tenir conseil. — Sur la crête de la moraine une dizaine de blocs de 1 à 4 mètres cubes.

47° Au delà d'une petite dépression de 40 pas de diamètre, se dresse, sur la croupe de la moraine, la *Peyra-Bigorna* (à cause de sa forme) de $6,2 \cdot 5,5 \cdot 4,6 = 176$ m. c.

48° A 35 pas de la Bigorne, une colonie de beaux blocs (sur la propriété Achard) forment quadrilatère de 60 sur 30 pas; ces blocs ont pour volume : 42 ; 5 ; 56 ; 93 ; 60 ; 28 mètres cubes pour ne citer que les plus remarquables.

49° A 50 pas de ce groupe est un petit bois de chênes, séparé de la maison Achard par une vigne de création récente, c'est le cimetière préhistorique. Tous les points n'ont pas encore été fouillés. 20 blocs y sont éparés ; un d'eux mesure 84 m. cubes.

50° Au-delà de la maison, 25 blocs de 2 à 4 mètres d'axes accidentent le bois de chênes.

51° A 250 mètres de la maison, à l'est, est le fond du vallon ; le bois y est plus fourni et présente une dizaine de blocs de 3 à 8 mètres cubes, et sur la croupe, à la sortie du bois, et dominant la voie ferrée, bloc en grès bigarré avec une perforation en coin, de 36 m. c.

Ce dernier bloc, qui porte sur le Bathonien, appartient à M. Moulinet de Larra, possesseur d'un autre bloc de 70 à 100 mètres cubes au N. du hameau.

52° A 15 minutes du fond de Combe-d'Oze, sur une petite terrasse appartenant à Turquand de Larra, sont trois groupes d'erratiques distants de 10 à 30 mètres. Deux blocs enfouis présentent 35 et 10 mètres carrés de surface. Mais le plus beau, la *Peyra-Chalouniara*, se dresse comme un colosse jusqu'au sommet des branches d'un noyer et mesure $10,5 \cdot 5,25 \cdot 7,5 = 570$ mètres cubes, avec énormes fragments à sa base, dont l'un mesure 36 m. cubes.

53° Si de Peyra-Chatouniara on franchit Combe-Vinouse, on se trouve, en suivant le canal du Drac, dans le quartier des *Casses*, terrain communal de la Bâtie-Neuve : 40 blocs disséminés ou adossés les uns aux autres s'y coudoient : les plus remarquables ont : 80; 82; 90; 100 mètres cubes.

54° Avant d'atteindre La Bâtie, à gauche de la route, est un bloc de $4,84 \cdot 6,6 \cdot 3 = 95$ m. c., appartenant à M. Martinet Antoine, de La Bâtie.

Tous les blocs de Gap à La Bâtie, dont nous n'avons pas donné la nature, sont des gneiss dioritiques de Vallouise, avec deux gneiss chloriteux de la même région : parcours, 100 kilomètres. On dirait que la plupart de ces blocs ont été fournis par un même éboulement à cause de l'identité de leur composition.

55° En revenant à Gap par la route d'Embrun, on laisse au Petit-Larra, sur un monticule schisteux callovien, deux diorites distantes de 20 mètres de 28 et de 30 m. cubes, dans la propriété Meunier.

56° Plus au S. O. dans une combe, deux diorites côte à côte de 67 et de 100 m. cubes.

Région de l'Embrunais et du Briançonnais.

57°. Sur le plateau, de Chorges à Prunières, au quartier de Trinquier, près l'un de l'autre, sont quelques grands blocs, dont l'un, en diorite, mesure 249 m. c. c'est la *Peyra-de-Bounik*; un autre en calcaire bleu compacte des hauteurs de Champcella mesure $13,5 \cdot 12 \cdot 6 = 972$ mètres cubes, c'est la *Peyra-dou-Gaï*; au N. de ceux-là, champ de blocs sur la pente.

58°. M. Borel, instituteur à Chérines, nous signale un bloc sous l'église de Prunières en gneiss de 36 m. cubes, ainsi que deux calcaires l'un de Valhaute, l'autre d'origine inconnue de 120 m. c., à St-Apollinaire.

Quant aux innombrables blocs en calcaire, brèche ou compacts, et marbres rouges jurassiques qu'on remarque au-dessus de Prunières, de l'alt. 950 à celle de 1700, ils proviennent des crêtes de Chabrières seulement, d'où ils

sont descendus sur les névés de la fin du phénomène glaciaire.

59°. M. Durand Calixte, élève au collège de Gap, me signale un bloc, qui porte le nom de *Peyra-Barbarina* situé au-dessus du Fein, à la base des bois, près Chorges : dimensions, de 7 à 10 m. d'axes.

60°. En face Embrun, rive gauche du Crévoux, quartier du Coin, sont les ruines d'un bloc gigantesque de plus de 12.000 mètres cubes, exploité en partie lors de la construction du chemin de fer, c'est un calcaire jurassique des environs de Guillestre.

61°. A l'Est de Guillestre, dans la combe de Rioubel, est un bloc dioritique de 5 à 8 mètres d'axe déposé là par le glacier de Vallouise à une époque où les glaciers de Ceillac, de Vars et du Queyras étaient déjà éteints.

62°. Au-dessus des gorges de la Byaisse, aux chalets des Garcins, sont, sur une terrasse, d'immenses blocs calcaires descendus de la base de la tête de Vautisse (Freyssinières), et dont l'un cube près de 10.000 mètres cubes.

63°. M. E. Chabrand, signale dans l'annuaire des Touristes du Dauph. de 1887, n° 13, p. 167, deux erratiques, entre Molines et Ville-Vieille, en euphotide à diallage bronzée: *Peyro-la*, sur la prairies entre l'Alp et Gaudissard et *Peyro-Partio*, sur la rive droite de l'Aigue-Blanche. J'ai moi-même en descendant de nuit de la haute Ubaye à Molines constaté que ce bloc, à surface lisse et polie, mesurait 15 grands pas de longueur.

64°. Au S. du village de Névache se trouve, dans la plaine, un grand bloc de 8 mètres de hauteur que nous signale M. Rostolan.

Ainsi, la région des Hautes-Alpes, qui présente les blocs les plus remarquables par le nombre, la variété de nature et d'origine, et par le chemin parcouru, est le Gapençais.

Les grandes pierres abondent également dans certaines vallées, comme le Valgaudemar, le Champsaur, Freyssinières, Vallouise, le Queyras, etc. Mais par suite du voisinage des montagnes dont ils proviennent, ces blocs pré-

sentent moins d'intérêt; d'autant plus que, dans beaucoup de cas, ils ont pu descendre des escarpements qui les dominent, soit d'eux-mêmes en roulant, soit portés sur d'anciens névés, ou par des avalanches de neige ou de boue.

A cause du voisinage de leur lieu d'origine, et pour les distinguer des vrais erratiques, ces blocs, que les Allemands appellent *Teufelsmühlen* (pierre du diable), ont été désignés sous le nom de *sporadiques*, sur la proposition de *Charles Martins*, à la réunion de la Soc. Géol. de France, à Épinal, en 1847.

Ces grandes pierres de chaque vallée, avec leurs légendes et leur histoire, attendent une monographie qui offrirait un sujet d'étude facile, plein de charme et de fraîcheur, à de belles âmes qui, trop souvent, se pendent aux branches de tous les arbres qu'ils rencontrent, afin de s'étirer les bras et d'occuper l'activité qui les dévore.

Sans doute, dans cette liste d'environ 130 blocs, de 20 à 6,000 mètres cubes, un certain nombre peuvent nous avoir échappé dans le Gapençais, dans des replis de terrain, dans les bois, comme aussi dans les régions imparfaitement visitées de Lardier au Poët et de Montmaur à Laramne.

Il y a 30 ans seulement, les erratiques, aux dimensions colossales, étaient innombrables aux environs de Gap. Mais les digues de Tallard et de la Saulce, la construction du canal du Drac, du chemin de fer, des routes, et celle des édifices élevés à Gap dans ces derniers temps, les ont complètement détruits dans certains quartiers et bien diminués partout.

Et, aujourd'hui encore, la mine, la pioche, le tombereau poursuivent avec acharnement leur œuvre de destruction. Et tandis que la terre semble devenir plus rebelle à la culture, l'homme travaille avec plus d'énergie à l'extension de son domaine. Il abat devant lui les grands arbres et les grandes pierres, écrête les belles moraines, aplanit ses champs. Vrai, le xix^e siècle sera bien le siècle du nivellement.

Adieu les grands blocs erratiques, les vieilles haies

broussailleuses, les bosquets pleins de mystère et d'oiseaux, les grands noyers aux frais ombrages et les *cagnards* ensoleillés.

Février 1889.

DAVID MARTIN.

REVENUS DES RELIGIEUSES DES SALETTES EN BRIANÇONNAIS¹ XVII^e-XVIII SIÈCLES

(Extrait de l'*Inventaire des arch. départ. des Hautes-Alpes*, t. II, p. 116²).

1612-1776.— Décimes.— Procès des Salettes. — Requête présentée à la chambre ecclésiastique de Lyon par Pierre Guérin, « receveur des dames prieure et religieuses de Salettes, diocèse de Lyon, » à l'effet d'obtenir du clergé du diocèse d'Embrun le remboursement de frais faits, à l'occasion de l'imposition des décimes, par les dames des Salettes (1612). — Décision de ladite chambre qui remet à une époque ultérieure et jusqu'à plus ample informé le prononcé du jugement relatif aux démêlés existant entre les religieuses des Salettes et le clergé du diocèse d'Embrun. Lyon, 13 mai 1644. — Mémoire en faveur du diocèse d'Embrun contre les religieuses des Salettes : « Les dames religieuses des Salettes ont donné, depuis longtemps, beaucoup de peine et de despense au diocèse d'Ambrun tant pour se faire descharger de leur cotte que pour faire voir

¹ Les religieuses des Salettes, de l'ordre des Chartreux, habitaient un monastère situé sur la com^e actuelle de la Balme (Isère) et qui avait été fondé, en 1299, par Humbert I^{er} (Valbon., *Hist. du Dauph.*, II, p. 94). Humbert II leur donna, en 1343, une pension de 200 livres à prendre en Queyras, et, en 1348, d'autres pensions à percevoir dans le Briançonnais et en particulier à Arvieux (Ul. Chevalier, *Invent. des dauphins en 1346*, 1871, p. 320). Tous ces revenus, en 1692, étaient encore de 437 ducats, estimés valoir 2.662 livres (*Arch. des Htes-Alpes*, G. 124). Ils furent l'occasion de longs procès entre les religieuses des Salettes et le clergé du diocèse d'Embrun (*ibid.*).

² Actuellement (février 1889) en cours d'impression.

qu'elles avoient esté surtaxées, sans qu'elles ayent jamais receu advantage de leurs poursuites ; ce qui toutefois n'empesche pas qu'elles ne facent encores de nouvelles instances, » etc. « Les quinze mil livres que doit le diocèse d'Ambrun ne procèdent point d'affaires négociales, mais d'arrérages de décimes, causés par les guerres civiles, come il se voit par le compte fait avec M. Trolieur, receveur provincial, en l'année 1616, et par autres pièces. Les dames des Salettes se devoient contenter de la production et des offres qu'on leur faict, et avoir regret de la vexation qu'elles donnent au diocèse d'Ambrun par la révision des comptes qu'elles demandent, depuis trente ans, en justice et non par voye amiable, ... poursuites qu'elles ont continuées depuis quatre-vingts ans, sans aucun profit » (26 août 1648). — « Mémoires pour servir d'instruction à la requête que la chartreuse de Salette présente au bureau diocésain d'Embrun, pour obtenir une diminution sur les décimes imposées par le même diocèse sur la susdite chartreuse, à cause de leur rente sur les vallées du Briançonnais... » « L'an de grâce 1299, au mois d'octobre Humbert, dauphin, ... de concert avec dame Anne, dauphine, sa femme, fille à Guigues dauphin, et Jean, dauphin, comte de Gap, leur premier-né, fondèrent une chartreuse, communauté de filles, dans leur baronie de la Tour, paroisse de la Balme, diocèse de Lyon, dans un lieu appelé *Bermondine*, aujourd'hui *Salettes*. Les susdits fondateurs voulurent que cette communauté fut composée de filles nobles, au nombre de 32, avec 16 sœurs données, quelques frères laïcs et quatre pères officiers, l'un desquels est le supérieur de toute la communauté; lesquels pères officiers régissent le spirituel et le temporel, sous les auspices du R. P. Général de l'ordre. Les mêmes princes donnèrent, ... pour dotation, ... plusieurs biens, fonds, justices, soit dans le Bugey et Dauphiné, diocèse de Lyon, et dans le mandement de Crémieu, diocèse de Vienne. Tous les susdits biens ... payent ... en décimes, actuellement, la somme de 2.500 livres... En 1302, les princes fondateurs donnèrent, *intuïtu domine Marie-*

delphine, leur fille, première prieure des Salettes, et pour supplément de dotation des religieuses fondées, les tailles qu'ils percevoient comme souverains dans le mandement du *Monastie*, St-Chaffrey et la Salle du Briançonnois, montant à la somme de 736 l. 7 s. 6 d. En 1324, les mêmes princes fondateurs augmentèrent le nombre de treize religieuses en sus des 32 fondées, et donnèrent pour dotation des treize dernières le vingtain qu'ils possédoient dans le mandement de Queyriou, diocèse de Lyon ... En 1338, les princes dauphins donnèrent, en supplément de dotation des treize dernières religieuses fondées, les tailles comitales qu'ils percevoient comme souverains dans le mandement d'Oulx en Piémont et dans la vallée du Queyras en Briançonnois, montant à la somme de 795 l. 18 sr 8 d. Les susdites tailles comitales que les princes dauphins, fondateurs de Salettes, percevoient en qualité de souverains dans les vallées d'Oulx ou celles de Briançonnois, ... forment la somme totale de 1.532 l. 6 s. 2 d. Sur cette rente le clergé d'Embrun imposa la chartreuse de Salettes à des sommes exorbitantes pour décimes, puisqu'elles furent portées à 700 l., à 800 l. ; elles allèrent même jusqu'à 1.100 l. La chartreuse de Salettes recourut à l'assemblée du Clergé faite en 1728... Le clergé d'Embrun réduisit les décimes des Salettes pour quelque temps ; mais, peu d'années après, ... elles furent portées, depuis 1738 jusqu'à 1758, à la somme de 327 l. et, depuis 1758 jusqu'à présent, elles sont imposées sur le pied de 220 l. 210 l. et 200 l. Cette dernière somme est encore exorbitante respectivement à la rente que la chartreuse perçoit dans le Briançonnois, montant à la somme totale de 1.502 l. 13 s. 6 d., sur laquelle il faut prélever celle de 120 l. pour le régisseur qu'on est obligé d'avoir sur les lieux, distants des Salettes de 40 lieues... Le revenu net des Salettes dans le Briançonnois, diocèse d'Embrun, n'est porté qu'à la somme de 932 l. 13 s. 6 d. ... Cette communauté doit être favorisée, puisqu'elle est d'un secours singulier à la pauvre noblesse, qu'on ne demande ny exige des demoiselles qui s'y présentent ny dot ny pension, excepté celle des deux années d'épreuve, et une petite somme pour faire

face aux frais de la consécration de l'évêque diocésain qui les bénit, dès qu'elles ont atteint l'âge de 25 ans, et, dans le cas que les parents ne pussent fournir à la pension des deux années d'épreuve, ny aux frais de la consécration, pas même aux frais de voyage, la chartreuse fournit à toutes les dépenses quelconques... Cette maison vient de perdre... un revenu de 800 l. provenant du vaingtain donné par les princes dauphins, fondateurs de la chartreuse de Salettes, qui toutes les années, en conséquence de ce don, percevoit sur les trains de sel, voyturés par le Rhône pour la Savoye, les susdites 800 l., à raison de 7 deniers et demy par minot de sel. Le roy de Sardaigne vient de rompre son marché avec la France pour la fourniture des sels. Ce prince en a trouvé dans les salines suffisamment pour l'aprovisionnement de ses états, de façon à se passer de ceux de France », etc. Les Salettes, 15 janv. 1776¹.

LES PRÉTENTIONS DU SEIGNEUR DE L'ARGENTIÈRE

1750-1765.— Droits honorifiques. — Pièces d'un procès en appel, intenté par-devant le parlement de Grenoble par messire Jean-Pierre de Calignon, syndic du clergé du diocèse d'Embrun, en faveur de Claude Chappen, curé de l'Argentière, contre Jean Brunet, fils d'autre Jean Brunet seigneur de l'Argentière, au sujet d'une sentence du vibailly d'Embrun, du 23 août 1764, qui avait condamné ledit curé à donner l'eau bénite au susdit seigneur, « par présentation du goupillon, » et non point par simple aspersion, comme pour les autres fidèles. — Pièces diverses relatives à d'autres droits honorifiques prétendus par ledit seigneur : encensements, banc à l'église, places aux processions, etc. — Requête présentée par Jean Brunet, fils, à l'archevêque d'Embrun, en tournée de visite, à l'effet de « réclamer un banc dans le chœur de l'église du lieu de l'Argentière, » pour lui et sa famille. Décision favorable de l'archevêque, 2 sept. 1760. — Mémoires dans

¹ 4 pièces, papier ; 2 pièces, parchemin ; 1 sceau plaqué (G, 173).

lesquels il est dit, entre autres choses, que le sieur Brunet « aurait fait construire, au mois d'octobre 1763, un tombeau dans le chœur de ladite église (du côté de l'épître) et fait placer un banc, de l'autre (côté, au-dessous et contre la chaire), pendant que, suivant l'ordonnance (de l'archevêque d'Embrun), le tombeau devait être sous le banc » ; et que ledit curé « auroit refusé l'aspersion au banc dudit seigneur... tandis qu'il a droit à l'aspersion distinguée » (6 nov. 1763). — Sentence du vibailli d'Embrun qui décide « que le curé, après avoir donné l'eau bénite à l'autel et au clergé, devait la donner au seigneur et à la dame du lieu et à sa famille, par aspersion, et avec la décence convenable ; et, à cet effet, les distinguer du reste des laïques, par une inclination de tête, en forme de salut, en faisant l'aspersion au banc dudit seigneur », 7 déc. 1764. — Mémoire du sieur Rolland, procureur, en faveur dudit Claude Chappen, curé de l'Argentière. — Autre mémoire du sieur Morand, procureur, pour le seigneur de l'Argentière, 30 mars 1765. Il y est dit que, lorsque « le sieur Brunet, père, prit possession de la terre de l'Argentière en 1750, l'eau bénite lui fut donnée par le sieur curé par présentation du goupillon » ; qu'avant ledit sieur Brunet, « les seigneurs de l'Argentière, depuis plusieurs siècles, étoient de la religion prétendue réformée¹ ». — Réplique (imprimée) du sieur Chappen qui dit que l'archevêque d'Embrun, par son ordonnance du 2 septembre 1760, a accordé au sieur Brunet l'eau bénite par aspersion et non par présentation du goupillon (sans date). — Arrêt du parlement qui confirme la sentence du vibailli d'Embrun et ordonne au curé de l'Argentière de donner au seigneur dudit lieu « l'eau bénite par présentation du goupillon, de même qu'à sa mère et à sa femme, lorsqu'il sera marié ; qu'à l'égard des enfants lorsqu'elle en aura, qui se trouveront dans le banc, elle sera donnée par aspersion distinguée », mais déboute ledit seigneur de « prétendre à l'encensement de la main » dudit curé. Grenoble, 25 juin 1765².

¹ Cf. *Bull. Soc. d'Étal. des Htes-Alpes*, 1883, p. 278 ; 1884, p. 219.

² 25 pièces (dont 1 imprimée), papier ; 1 pièce, parchemin (G, 183).

LA SUCCESSION DE MGR. DE GENLIS.

1696-1714. — Copie du testament de Charles Brulart de Genlis, archevêque et prince d'Embrun, du 18 avril 1714, reçu par Jean Blanc, notaire royal d'Embrun. Le jour de son enterrement, 600 livres seront distribuées « aux plus nécessiteux des trois paroisses d'Ambrun, corps religieux mandians » et « aux confréries dudit Ambrun ». Il défend « toutes pompes vaines et fastueuses, toute oraison funèbre et tout autre épitaphe que celle qui est déjà sur son tombeau ; il défend aussi que ses armoiries paroissent ny dans son enterrement ny dans les bâtimans qu'il a fait construire pour son grand et petit séminaire ; il souhaite seulement qu'on mette sur la plus grande porte dudit bâtiment, non pas ses armes, mais les archiépiscopales, avec l'image du grand saint Charles Borromée au milieu. » Il lègue : « à Balthazar-Basile Thierry, son secrétaire le plus ancien, » 3.000 liv. et une pension viagère de 300 l. ; à Charles Boiron, son filleul, « simphoniste, » une pension de 200 l. ; à Lamotte, son maître d'hôtel, une pension de 300 l. ; à Jean Allier, « ayde de son sommelier, » une pension de 200 l. Il a affecté une « rente perpétuelle » de 2.000 liv. « aux R. P. Jésuites, pour son séminaire, » suivant le concordat passé avec eux, le 25 mai 1704 ; mais, à son décès, cette rente peut être éteinte au moyen d'un capital de 12.000 livres. Par acte du 2 sept. 1712, il a constitué une pension de 2000 l., en faveur des missionnaires de Sisteron et de Sainte-Garde « établis à présent dans la chapelle du *Laux* ou de *Bon Rencontre*. » Au cas où ils seraient privés ou expulsés du Laus, il leur donne « la maison qu'il a aqoise de feu s^r Berger, major dud. Ambrun, » plus 3.000 l. pour la réparer, et aussi sa bibliothèque. Il constitue une pension de 300 livres pour l'entretien d'un théologien, pour « faire, pendant neuf mois de l'année, trois fois chaque semaine, l'explication de l'Écriture sainte » ou du cathéchisme du concile de Trente, et qui, en outre, aura la direction de la susdite bibliothèque, à laquelle « il donne toutes les tapisseries de cuir doré qu'il a à son

palais et les chaises qui se trouvent dans les salles et les chambres tapissées de même cuir ». Cette bibliothèque sera à l'usage de tous les ecclésiastiques du diocèse d'Embrun ; mais les livres « ne seront prêtés que sur matricule à des ecclésiastiques qui en puissent répondre et que pour un tems limité ». Pour l'entretien et augmentation de la bibliothèque, outre un don de 2.000 l., il constitue une pension de 200 l. pour « acheter des livres des Saints Pères de l'Église, imprimés par les soins de la savante congrégation de Saint-Maur, et les ouvrages composés sur le dogme ou la morale par M^e de Port-Royal, lesquels n'auroient encourus aucune sensure »... « Le clergé de ce diocèse étant dans une extrême pauvreté, la plupart des prettres apliqués aux fonctions évangéliques ont de la peine à subsister ; il y en a même de si charitables qu'ils se privent de leur nécessaire en faveur des personnes indigentes ; il arrive, de plus, que des curés tombent dans des indispositions qui les empêchent absolument de remplir leur ministère pastoral, par conséquent, d'autant plus dignes de commisération qu'ils ne se sont fait aucune réserve et qu'ils sont contraints d'abandonner leurs titres et de les faire servir par vice-curés, qui en consomment presque tous les revenus : c'est la raison pour laquelle le testateur a fait jusques icy des pensions à plus de quinze curés invalides, dont il y en a encore quelques-uns pleins de vie ; ce qui luy a couuté plus de 30.000 liv., quoy qu'il n'aye jamais tiré une obole de toutes les provisions des bénéfices ny des dispenses de bans. Désirant donc de pourvoir à de si pressents besoins », il lègue aux curés infirmes une pension de 500 l. Il donne aux religieuses d'Embrun et de Briançon toutes les sommes qu'elles pourront lui devoir à son décès. Il lègue : à son église métropolitaine « sa chapelle, consistant à une grande croix qu'on porte devant luy, une crosse, six grands chandeliers d'argent pour mettre sur l'autel, avec la croix qui se met au milieu, son plus beau calice », etc., ses bréviaires, ses ornements, « ses instruments et livres de musique », les 2.400 l. fournies pour les cloches, » une pension de 150 l. « pour être mise en distribution égale, en

faveur de MM. les chanoines, bénéficiers et autres officiers de cœur, qui assistent au *de profundis* que le seigneur testateur veut être récité à voix basse, devant son tombeau, à la fin des processions qui se font autour de l'église, presque tous les dimanches de l'année. » Héritiers universels : Pierre Brulart de Genlis, son frère cadet, à qui il donne 150.000 l., provenant des « biens de sa famille » suivant acte du 20 juin 1696 ; la fabrique de l'église métropolitaine d'Embrun et l'hôpital général, par égales parts, tous ses autres biens. Exécuteur testamentaire, l'abbé de la Pérusse, prévôt du chapitre d'Embrun, son vicaire général et official, ou, à son défaut, Jean Faure, archidiacre, son autre vicaire général et official. Témoins : Pierre Neigre, ingénieur en chef à Embrun, Jean Michel Venture, capitaine au régiment de Normandie, Jean de Verfeuil, lieutenant audit régiment, Pierre de Niely de Saint-Marcellin, lieutenant au régiment de Navarre, Jean-Claude de Gougnot, lieutenant au régiment de Lay Clavès (?), Pierre de la Motte, commissaire d'artillerie, Pierre Arnaud, commissaire et garde d'artillerie. — Suivant une note du temps, l'archevêque de Genlis mourut le 3 nov. 1714.

1669-1714. — Succession de Mgr de Genlis. — État général des biens et principales affaires de Charles Brulart de Genlis, archevêque et prince d'Embrun, rédigé par lui pour servir d'instruction à son héritier, à ses donataires, légataires et autres. « Il m'appartient : huit parts et portions de (sur) dix dans le marquisat de Genlis, suivant la transaction passée en 1685 avec madame la duchesse maréchalle de Harcour, ma nièce, pour lors Mlle de Genlis, et la donation entre vifs faite en ma faveur d'une dixième part et portion par feu messire Haradouin Brulart, mon cadet, commandeur de Malthe, maréchal de camp, directeur général des armées du Roy et gouverneur de Gironne ; ... la donation, duement insinuée est à Genlis, entre les mains de mon frère, cy-devant abbé de Genlis... Il m'appartient à moi seul, suivant la même transaction, qui a été ratifiée par M. le duc maréchal de Harcour et la dame son épouse, le 6 avril 1696, la terre et seigneurie du Sart, située dans la paroisse de Viry,

bailliage de Chauny, diocèse de Noyon en Picardie, aussi bien que le marquisat de Genlis... J'ai disposé en faveur dud. messire Pierre Brulart, cy-devant abbé de Genlis, mon frère, des droits qui m'appartiennent dans lesd. terres de Genlis et du Sart... Ladite donation a été passée à Genlis, le 20 juin 1699, par-devant M^e André Leborgne, notaire,... sous le pouvoir et la faculté de disposer par moy ainsy que j'aviserais, soit par testament ou autrement, de la somme de 150.000 livres. Il m'appartient, en vertu du testament du feu M. de Léon, doyen du Conseil d'État, mon grand oncle, l'hôtel de Genlis, y compris les deux corps de logis qui sont sur le devant dud. hôtel, scis rue Dauphine, à Paris ; comme aussy la terre et domaine de Treil, proche de la ville de Poissy, en vertu du même testament... J'ay à Sargy, village situé entre Pontoise et Treil, quelques terres et fonds à moy cédez en payement par le nommé Roty, meunier aud. Pontoise... Je possède aussy la terre et seigneurie de Fressignières, avec le mandement de Palon, dans l'Ambrunois, laquelle j'ay acquise de M. de St-Disdier, conseiller au parlement de Grenoble ; les titres concernant lad. terre sont à Ambrun, dans mon coffre fort. Il m'appartient de même un domaine, contenant maison, grange et divers fonds, situez dans la paroisse de Châteauroux, qui m'ont été cédez en payement par Laurens Antoine, mon fermier, pour arrérages de rentes ; les actes sont à Ambrun, parmi mes papiers. Il m'est dû par les héritiers de feu sieur de Michel, avocat au parlement de Grenoble, la somme de 10.000 l. que je luy avois prêtée... Et à l'égard des papiers et titres concernant mon archevêché, ils sont à Ambrun dans les archives, et les autres qui me concernent en particulier sont ou dans ma bibliothèque ou dans mon coffre-fort, ou dans la chambre que le sieur Berger, major, occupe dans mon palais... J'ai intenté depuis plusieurs années contre M. le comte de Tenelle, fils unique de feu M. le marquis de Genlis, mon oncle, lieutenant général des armées du Roy, pour le recouvrement d'un grand nombre de papiers,... la plupart de ces papiers appartiennent à ma famille...

« J'ai prêté plusieurs sommes, sçavoir: 10.000 l. en constitution à M. le comte de Ventavon, lieutenant du Roy en cette province ; à MM. du chapitre d'Ambrun celle de 1.200 l. ; au clergé de mon diocèse, aux consuls et communautés dud. Ambrun, 1.800 l. en plusieurs parties ; aux sieurs de La Faye et Humbert, chanoines, oncle et neveu, 1.100 l. ; à M. de Champoléon, en constitution de rente, celle de 3.000 l. ; au sieur Gauthier, maire d'Ambrun, celle de (en blanc) ; au même, aussy bien qu'au sieur Vial, mon juge, celle de (en blanc,) pour leur procès contre le nommé Astier au Conseil ;... à la communauté de Châteauroux, 3.000 l., sans intétêt, le 30 décembre 1701, pour racheter l'office de maire... Le sieur Lecomte a prêté pour moy et de mes deniers : le 3^e août 1700,... à madame la comtesse de Montalan la somme de 24.000 l. sur la terre d'Hermenonville, scize du côté de Paris... : 10.000 l. au clergé de France ;... 28.000 l. à un avocat au Conseil... J'ay prêté, le 22 décembre 1701, à MM. de la Chambre des Comptes de Grenoble la somme de 41.500 l. en constitution au denier vingt... Il m'est dû la somme de 976 l. 10 s. par le s^r Méyère, curé de St-Vincent, mon promoteur, pour les frais par moy avancez dans le procès contre le sieur Rayne, chanoine d'Ambrun ;... les sieurs Viala, grand vicaire, Méyère et Allard, mon procureur fiscal, sont instruits de cette affaire. L'année passée ou au commencement de la présente, il a été prêté pour moy par le sieur Lecomte, en constitution, la somme de 20.000 l. à MM. de la Chambre des Comptes de Paris... J'ay en même temps prêté en constitution à la Chambre des comptes de cette province 26 ou 27.000 l... J'ay payé pour mes cadets à Mme la marquise de Beuvron, mère de Mme la duchesse de Harcourt, quelques sommes... Le capital desd. pensions par moy rachetées arrive, comme je crois, à 150.000 l. ou environ,... sans conter plus de 50.000 écus que j'ay dépensez du mien à Paris, pendant plusieurs années de séjour, pour les procès que j'ay soutenus en faveur de ma famille, qui n'a jamais contribué d'une obole aux frais desd. procès...

« J'ay dans ma bibliothèque un grand nombre de manuscrits, dont plusieurs se trouveront reliez. La plupart.

de ces manuscrits ont été par moy dictés, il y a plus de quarante ans, et quelques-uns ont été dictés du depuis. Il ne faut pas juger par eux de mes véritables sentiments ; car mon dessein a presque toujours été d'insérer le pour et le contre, pour ma plus grande instruction sur les matières contestées entre de très habiles gens. En celles de religion, je me suis uniquement attaché à ce que l'Eglise Catholique et Apostolique et Romaine reconnoît être de foy, par conséquent appuyé sur l'autorité infailible de l'Ecriture sainte, de la tradition et des conciles généraux, sans m'arrêter aux sentiments problématiques, surtout en traitant quelque point contre les hérétiques de nos derniers siècles. J'ay toujours dicté ce qui me venoit dans l'esprit, résolu que j'étois de faire un jour, si la Providence m'en donnoit le temps et qu'il me fût ainsy permis par le poids des fonctions épiscopales, une revue exacte de tous mes manuscrits. Je ne les ai considérez que comme des ébauchements et des ouvrages très imparfaits, les uns n'ayant jamais été relus et les autres ne l'ayant été que fort négligemment, dans l'espérance d'en faire un jour, avec toute l'application la plus sérieuse, la révision. En un mot, je déclare que je les juge tous indignes de paroître en public, quelque révision et correction que j'en puisse faire, et qu'ils ne me paroissent que comme des jeux d'esprit et d'agréables occupations dans la vie solitaire que j'ay embrassée, autant qu'il a dépendu de moy, toute ma vie, même parmi les fatigues de l'épiscopat.

« J'avertis que les livres qui m'ont été adresses de la part du Roy pour les nouveaux convertis doivent être réservés à mon successeur en l'archevêché et être distribués par ses ordres, selon les pieuses intentions de Sa Majesté. En ayant fait distribuer quantité, j'eus avis qu'ils étoient vendus et même déchirez ou brûlez. Je fis donc cesser cette distribution, en attendant que les esprits fussent mieux disposez. On les trouvera dans un cabinet de la grande chambre de mon palais, sous l'appartement que le sieur major occupe.

« Les papiers de l'hôpital général d'Ambrun ont été remis, à la prière de MM. du Bureau, dans ma bibliothè-

que ; on les trouvera sur l'armoire qui y est. Le sieur Capony, chanoine de Gap, cy-devant mon secrétaire, m'ayant très humblement supplié de faire remettre quelques papiers de sa famille entre les mains du feu sieur Roux l'ainé, avocat, j'ay conservé parmy mes papiers l'inventaire qui en a été dressé par Saint, notaire... Quelques-uns de la famille de Levésie ayant été secrétaires de l'archevêché, dans l'inventaire fait après le décès du dernier, qui étoit procureur du Roy au baillage d'Ambrun, un grand nombre d'actes archiépiscopaux, [ont été] dressez par lesd. secrétaires. Comme il est très important pour l'archevêché d'en faire le recouvrement, de même que de tous les autres qui sont détenus par quelques familles dud. Ambrun, je n'ay rien oublié pour tâcher de les recouvrer ; mais inutilement ; tant il est vrai qu'il y a très peu de bonne foy ! Il faudra avoir recours aux monitoires.

« Il s'est fait deux procédures pour établir la spoliation des bénéfices de ce diocèse, arrivée en 1692, par les troupes ennemies : l'une par-devant le sieur vice-bailly d'Ambrun, à la diligence du syndic du Clergé ; l'autre, de l'autorité du Grand Conseil, par-devant celui de Briançon, à la diligence du sieur Thouard, muni d'une procuration spéciale, que je luy avois passée à l'occasion du procès qui m'avoit été intenté par feu M. l'évêque de Mets, mon prédécesseur en cet archevêché. Tant de la première qui est en original, dans les archives de mon clergé, que de la seconde, dont un extrait en forme est à Paris chez les^s le Comte, il résulte que les ennemis en se retirant firent sauter mon château de Guillestre par la mine, les troupes du Roy l'ayant occupé pendant le siège du bourg de Guillestre. Si mes successeurs en cet archevêché entreprenoient de troubler mes héritiers... au sujet de la ruine dud. château, l'on pourra opposer à une prétention si mal fondée, lesd. deux procédures.

« Avant que de finir cet état, je crois, pour déférer aux sentiments de plusieurs personnes, aussy pieuses qu'éclairées, devoir me justifier sur des faits calomnieux, répandus contre la conduite qu'on suppose que j'ay tenue, à l'égard de quelques uns de mes cadets. On a publié, même à

la Cour, que je n'avois jamais voulu rien faire pour mon frère le marquis, père de Mme la duchesse de Harcour, et que c'est ce qu'il a porté à négocier, sans ma participation, son mariage avec Mlle de Fabert, présentement Mme la marquise de Beuvron. Je proteste devant Dieu que rien n'est plus faux que ce fait, puisque plusieurs mois avant le mariage, j'avois offert à mon frère, en présence de M. l'abbé de Jouyenvall, notre oncle, ma session générale sur tous les biens paternels et maternels, moyennant la somme de 40.000 l. une fois payée, pour mes bulles et une pension annuelle, ma vie durant, de 1.500 l. distribuables par luy-même, sur mes billets, à qui je souhaiterois de mes autres cadets. Quoi que cette ouverture faite par l'aîné d'une famille assés opulente, dans une province où les cadets n'ont que le quint, fût très avantageuse, même au-delà de ce qu'on pouvoit espérer, elle fut rejetée par Mme la marquise de Geulis, notre mère, et suivant ses ordres, mon frère, à mon insçu, commença de négocier son mariage. A son retour de Genlis, où il avoit fait signer les articles (c'étoit un vendredy de carême en l'année 1669), je me plaignis à lui des bruits que l'on fesoit courre dans Paris sur mon conte, et lui dis que je venois de les apprendre de Mme du Brossain, notre grande tante, et de Mme de Biseuil, notre cousine, sœur de M. Brulart, premier président au parlement de Dijon, lesquelles m'avoient fait l'honneur de me saluer aux Nouvelles converties, dans la chambre du prédicateur, après ma sortie de chaire. Mon frère convint, d'abord, avec moy de toutes les clauses de ma proposition ; mais il s'excusa de ce qu'il ne m'avait fait aucune réponse, contre la parole qu'il m'avoit donnée, sur Mme de Genlis qui ne les avoit pas voulu accepter, quoique pour luy il les trouvât très avantageuses et qu'il en conservât une parfaite reconnaissance. Je lui demandé, sur l'heure, une déclaration par écrit, de la vérité des choses, et me l'ayant refusée, après les vingt-quatre heures qu'il avoit exigées de moy pour consulter, je lui protesté qu'il passeroit dans mon esprit pour l'auteur de ces calomnies, et qu'il ne devoit pas me savoir mauvais gré si je ne paroissais en aucune façon dans

son mariage. Ensuite je suppliai mon oncle l'abbé de m'accorder une déclaration authentique de ce qu'il avoit ouï. Il le fit très agréablement. Je l'ai à Paris, parmi mes papiers. M. le cardinal de Jansson, étant évêque de Marseille, entreprit de renouer l'affaire, pendant l'assemblée de 1670. Nous en étions tous deux. Sa négociation fut pourtant inutile par l'inflexibilité de M. de Genlis. — Je viens à mon frère le commandeur qui est mort à Montpellier. Il avoit accepté la disposition par moy faite de tous mes biens en sa faveur, en ne me réservant que les sommes que j'avois payées de mes deniers aux créanciers sur le marquisat de Genlis. Mon cadet, peu de jours après, changea de résolution, et même fit des vœux, nonobstant les remontrances de ses parents ou amis et les miennes se voyant, dans la même année, maréchal de camp, gouverneur de Gironne et directeur des armées. Il eut du chagrin de s'être trop précipité, et crut ne pouvoir mieux s'excuser qu'en supposant, à l'imitation de son aîné, père de Mme de Harcourt, que je n'avois rien voulu faire pour luy. Il est vrai que, pendant sa maladie, il m'a fait, par son confesseur, quelques satisfaction. J'en ay icy les lettres. Cependant je demande à Dieu que des faussetés capables de faire de sinistres impressions sur les gens du monde qui condamnent sans entendre [les] parties, ayent été entièrement oubliées devant le Souverain Tribunal. C'est l'objet le plus ordinaire de mes vœux et de mes sacrifices pour des défunts que j'ay toujours aimez avec une tendresse plus que paternelle. On trouvera parmi mes papiers les pièces justificatives de ce que j'avance pour l'honneur de mon caractère ». Embrun, palais archépiscopal, 15 sept. 1703. Signature de l'archevêque au bas de chaque page. — Quelques notes de 1714 ¹.

¹ Deux cahiers in-4° et in-f°, de 6 et 12 feuillets, papier (*Arch. des Hautes-Alpes*, G, 123 et 124). — P. G.

LES PRÉNOMS EN DAUPHINÉ

AU COMMENCEMENT

DU

QUINZIÈME SIÈCLE (1400-1425)

Bonum nomen, bonum omen.

Si l'origine ou la formation des noms propres ont été l'objet de recherches sérieuses, si l'étymologie d'un grand nombre d'entre eux a été établie avec le plus grand soin et sur des bases certaines, l'étude des prénoms a été très négligée. L'examen de leurs variations, de leurs modifications et de leurs altérations successives, est pourtant fort intéressant. Chaque siècle, chaque province de l'ancienne France ont eu leurs prénoms de prédilection ; les mœurs, les coutumes et les usages diffèrent en effet non seulement avec les époques, mais encore avec les diverses régions d'un même pays. Un fait historique, un évènement quelconque, souvent sans importance, ont suffi quelquefois pour mettre en vogue un nom parfois bizarre. Jadis, lorsque dans une petite ville ou un village, une personne notable, fort connue ou mise en évidence par des fonctions publiques, découvrait et donnait à l'un de ses enfants un prénom, inusité jusque-là, facile à prononcer et flattant agréablement l'oreille, dix ans après, le sixième ou le cinquième des enfants de ses concitoyens, nés depuis cette époque, avaient reçu ce nom, devenu promptement populaire. Du seizième siècle à la Révolution, l'influence de la littérature, des pièces de théâtre, des romans, s'est fait sentir sur le choix des prénoms d'une manière plus sensible que de nos jours. Après le succès retentissant de l'admirable pièce de Racine, Esther fut extrêmement recherché. Un nombre incroyable d'enfants porta désormais ce nom ; des dames de la cour poussèrent même leur enthousiasme jusqu'à quitter leur propre prénom pour usurper le nom de la nièce de Mardochée. Athalie fut également assez longtemps en vogue. Athalie Ribault, peintre de portraits, est née à Paris en 1781. Les noms, eux aussi, ont toujours subi la tyrannie de la mode,

à laquelle on s'est conformé de tout temps et à qui on a tant sacrifié. La loi Romaine, très libérale, accordait un délai de trente jours pour faire la déclaration d'une naissance, d'après Julius Capitolinus. L'article 55 C. C. a restreint ce délai à trois jours. Jamais cependant le choix d'un prénom n'a été livré au hasard, sauf dans des cas exceptionnels (enfant trouvé.....).

Sous l'ancien régime, les prénoms étaient appelés *noms de baptême*. Depuis l'établissement du christianisme, chaque nouveau-né recevait, lors de son baptême, un nom. Si ce n'était pas celui de son parrain, le prêtre veillait soigneusement à ce que le père de l'enfant choisisse le nom d'un Saint. L'Église fit tous ses efforts pour que les fidèles suivissent ponctuellement cette règle, souvent éludée par la noblesse, grâce à la connivence du clergé, et qu'elle entrât complètement dans les mœurs. Au quinzième siècle, la bourgeoisie et principalement le peuple se conformaient à cette prescription avec une assez grande régularité. Toutefois un abus se produisit fréquemment ; on substitua volontiers, pendant les premières années ou durant l'adolescence de l'enfant, un autre prénom à celui du baptême, qui était répudié dès qu'il avait cessé de plaire. Les registres de baptême n'étaient pas encore connus. L'ordonnance les instituant fut rendue par François I^{er} à Villers-Cotterets en août 1539, à la fois dans l'intérêt des familles et pour remédier aux graves désordres de la collation des bénéfices ecclésiastiques, qui dégénéraient parfois en scandales. Les registres de mariages et ceux de décès furent créés seulement en 1579 par l'ordonnance de Blois avec établissement de trois publications pour les mariages. Les curés des paroisses furent chargés de tenir tous ces registres. Soit insouciance, soit ignorance, ils remplirent assez mal la mission qui leur avait été confiée ¹ (erreurs sur les per-

¹ CAILLOT. *Mémoires pour servir à l'histoire des mœurs et usages des Français*, t. II. — JACQUES BERRIAT-SAINT-PRIX. *Recherches sur la législation et la tenue des actes de l'état civil depuis les Romains jusqu'à nos jours*. Paris, Selligie, 1831, 53 p. (extrait des Mém. de la Soc. roy. des antiqu. de France t. IX p. 215). Il y a eu une deuxième édition de la brochure de ce jurisconsulte, né à Grenoble, publiée chez Videcoq à Paris en 1842.

sonnes, confusion de noms, renseignements insuffisants, surcharges, signatures omises, pas de témoins, blancs, ratures...). A la suite de la Réforme, les ministres protestants avaient pris l'habitude de constater l'état civil de leurs coreligionnaires; leurs registres furent déposés aux greffes des bailliages et des sénéchaussées lors de la révocation de l'édit de Nantes¹. Aux termes de l'article 7 du titre II de la constitution de 1791 et de la loi du 20 septembre 1792, les officiers des municipalités furent désormais officiers de l'état civil; il leur fut ordonné de ne faire aucune distinction de religion. Les officiers municipaux d'un grand nombre de communes rurales étant absolument illettrés, ou peu instruits, on retrouve au moins pendant vingt ans encore, le même désordre qu'autrefois dans la rédaction des actes, où furent inscrits quelque temps les noms les plus ridicules, plus tard reniés formellement : Nationale-Pique, Révolution, Carotte, Flore, Olive, Liberté ², Raison, Humanité....

Antérieurement à l'ordonnance de Villers-Cotterets, on rencontre quelques registres, sur lesquels les curés transcrivaient parfois un court résumé des principaux événements qui se succédaient autour d'eux. Les plus anciens registres, connus en France, sont ceux de Châteaudun, remontant à 1478. A Paris les registres de mariages ont été tenus dès 1515 pour la petite paroisse de Saint-Jean-en-Grève, ceux de baptême en 1525 pour les paroisses de St-André-des-Arcs et St-Jacques de la Boucherie, et ceux de décès dès 1527 pour les paroisses Saint-Josse et Saint-Landry. A Lyon et à Rouen les registres de naissances apparaissent en 1555 (paroisse Sainte-Croix)

¹ ANQUEZ. *De l'état civil des réformés de France*.

² La société populaire de Clermont-sur-Fise présenta à la Convention le 24 brumaire an II « un ci-devant prêtre et une ci-devant religieuse unis par les liens du mariage ». Cette citoyenne, ayant « mérité l'honneur de représenter la Liberté dans une cérémonie publique », pria la Convention de lui permettre d'ajouter à son nom celui de Liberté. A la suite d'une discussion entre Merlin et Romme, la Convention passa à l'ordre du jour, en adoptant les conclusions de ce dernier : chacun est libre de prendre le nom qui lui plaît le mieux. — *Reimpression de l'ancien Moniteur*, t. XVIII, p. 430.

et en 1535 (paroisse Saint-Gervais) ¹. Le premier recueil de mortuaires de Marseille appartenait à l'église Saint Martin, récemment démolie; il fut commencé en 1532. Les plus anciens actes de catholicité des Hautes-Alpes sont ceux de Val-des-Prés (1581), Briançon (1592) et Clémence d'Ambel (1599) ². La naissance, le mariage et la mort, les trois principaux événements de la vie, n'étant pas constatés, au quinzième siècle; la majorité des Français ne pouvait établir leur état que par la possession; les usurpations ou les substitutions de noms et de prénoms étaient aisées. Pour les « personnes de qualité » ou les grandes familles, les obituaires, les nécrologes et divers documents, tels que les chartes et les registres domestiques, permettaient de suppléer partiellement à l'absence des actes de l'état civil. Il existait en Lorraine au quatorzième siècle des registres mortuaires, mais c'était ceux des *los*, des *loves* et des *lovels* pour la destruction desquels on accordait des primes ³.

Chaque enfant recevait au baptême un seul prénom, au commencement du quinzième siècle, conformément à un antique usage, qui s'est transmis de génération en génération et perpétué jusqu'à nous, principalement dans les classes populaires des villes, les villages et les fermes, où les anciennes coutumes sont observées longtemps, où les vieilles formes de langage et les expressions démodées sont conservées quelquefois pendant plusieurs siècles. Deux exemples pris au hasard dans les registres de l'état civil de Montélimar et de Grenoble, suffiront pour démontrer que cet usage existe encore sur les divers points du Dauphiné, bien qu'il tende à disparaître. A Montélimar, dans la deuxième quinzaine d'octobre 1888, sur 7 nouveaux-nés, les parents ont donné un prénom à 2,

¹ BERRIAT-SAINT-PRIX, *Recherches sur la législation et la tenue des actes de l'état civil depuis les Romains jusqu'à nos jours*. — TAILLANDIER. *Notice hist. sur les anciens registres de l'état civil à Paris*. (An. hist. de la Soc. de l'Hist. de France 1847).

² PAUL GUILLAUME. *Bulletin de la Société d'études des Hautes-Alpes* 1886, p. 409.

³ MONTEIL. *Histoire des Français des divers états*, 4^e édition, t. 1 (xiv^e siècle), p. 381.

deux prénoms à 3 et trois prénoms à 2. A Grenoble vingt-quatre naissances ont eu lieu dans la première quinzaine de novembre 1888; 3 enfants ont reçu un prénom, 15 deux prénoms et 6 trois prénoms. Au quinzième siècle, les enfants recevaient rarement le même prénom que leur père, sauf dans quelques familles seigneuriales ou princières et quelques familles nobles. Les chartes ou les textes le prouvent surabondamment; on rencontre en effet rarement Petrus ou Perinetus, filius Petri N., Jacobus, filius Jacobi N..... Un document de 1323, cité à la fin de ce mémoire, montre qu'il en était de même au siècle précédent. Pour les familles seigneuriales, le prénom du fils aîné était souvent le même que celui du père (famille des Adhémar). De là les difficultés de classement des monnaies de Raymond III (1335-1340) et de Raymond IV (1340-1393), princes d'Orange, d'Aymar V (1329-1339) et d'Aymar VI (1345-1373) de Poitiers, de Louis I^{er} (1339-1345) et de Louis II (1373-1419) de Poitiers, de Louis I (1382-1384), de Louis II (1384-1417) et de Louis III (1417-1434) de Provence. L'aîné des enfants avait parfois pour parrain un oncle, surtout lorsque cet oncle était un personnage considérable; en ce cas il portait le même prénom que lui. Un exemple, choisi en dehors de l'histoire du Dauphiné, donnera des détails précis sur l'usage observé par la noblesse. *Guillaume* de Dormans, chancelier de France, frère de *Jean* de Dormans, mort en 1373, cardinal, évêque de Beauvais et qui fonda à Paris le collège dit de Beauvais, épousa Jeanne Baule de Silly; il en eût une nombreuse postérité : *Jean* de Dormans, chanoine de Paris, Bernard de Dormans, seigneur de Soupy, Regnault de Dormans, Miles de Dormans, chancelier de France, *Guillaume* de Dormans, archevêque de Sens,..... *Johannes* filius *Johannis* Viteti fut témoin d'un acte, daté de 1419, du cartulaire dauphinois des Écouges¹. Au dix-neuvième siècle, si le fils n'a qu'un seul prénom, ce prénom est généralement celui de son père, de telle sorte que plusieurs générations se lèguent le même nom et qu'il n'est pas rare de trouver dans les villages une Augustine fille

¹ P. 235.

et petite-fille d'un Auguste, un Joseph fils, petit-fils et même arrière-petit-fils d'un Joseph, un Louis fils et petit-fils d'un Louis.

Deux noms de baptême, sont une exception peu commune dans les premières années du quinzième siècle. Le nom du précurseur du Christ, saint Jean-Baptiste, d'ailleurs peu usité, doit être considéré comme formant un seul prénom. Jean-Antoine de Baux, de la puissante et illustre famille de Baux, vivait à cette époque. Les exemples ne sont pas plus nombreux au treizième et au quatorzième siècles. Petrus-Johannes Paret habitait Roynac (Drôme) en 1229. Aujourd'hui un huitième environ des Dauphinois a un prénom, trois huitièmes ont deux prénoms, un tiers en a trois, un sixième en a quatre. Ce dernier chiffre, déjà fort respectable, est rarement dépassé ; l'adoption de cinq noms est un acheminement vers la mode espagnole. La princesse d'Orléans, fille du roi Louis-Philippe et de la reine Marie-Amélie s'appelait Marie-Christine-Caroline-Adélaïde-Françoise-Léopoldine. Le célèbre La Fayette avait aussi six prénoms : Marie-Paul-Jean-Roch-Yves-Gilbert. Les inconvénients, résultant d'un trop grand nombre de prénoms, sont graves ; ils ne sont guère connus que par les hommes de loi et seraient en partie évités, si le père de l'enfant avait soin de veiller à ce que ses prénoms soient inscrits sur les registres de l'état civil suivant l'ordre alphabétique.

De tout temps les habitants de chaque province ont manifesté leurs préférences pour certains noms empruntés, soit à l'histoire, soit à l'hagiologie de leur région. Toutefois il serait dangereux de considérer ces noms comme essentiellement locaux et de transformer une simple remarque, vraie pour des saints comme saint Bertrand de Garrigue, mort en 1230 et enterré à Bouchet (Drôme), en principe général. Il y a en effet presque toujours plusieurs saints du même nom et les mêmes prénoms ont été portés par des souverains ou de puissants seigneurs de régions fort éloignées les unes des autres. Saint Ours, abbé de Senovières en Touraine (6^e siècle), est peu connu et pourtant l'histoire hagiologi-

que nous apprend qu'il n'a pas moins de huit homonymes ; l'un d'eux était archevêque de Vienne (Isère), un autre évêque d'Auxerre. 23 papes, 8 empereurs d'Orient, 2 rois de France, 1 roi d'Angleterre, 5 rois de Portugal, 3 rois de Suède, etc..... se sont appelés Jean. Alain est commun à plusieurs comtes de Bretagne. Quoiqu'en disent certains auteurs, *Alain*, *Yves*, *Guistain*, et *Josselin*, si aimés des Bretons, n'ont été nullement particuliers à cette province. Alain Chartier, secrétaire de Charles VI et de Charles VII, naquit à Bayeux (Calvados) en 1386 et mourut vers 1450. Saint Yves, évêque de Chartres, vivait au ^{xiii}^e siècle (fête le 23 décembre) et saint Yves, curé en Brstagne, surnommé l'avocat des pauvres, au ^{xiv}^e siècle (fête le 19 mai). *Yves* était porté en Dauphiné comme en Languedoc. *Ives*, *Yved* ou *Evode* (Evozey, Vozy, Voy en lang. vulg.), patron de l'église de Parnans (Drôme). *Eronius*, et *Yon* sont quatre noms de saints absolument différents l'un de l'autre ; on ne doit pas les confondre dans le classement des prénoms du quinzième siècle, *Ives* (Yvo), *Yvain* et *Yvon*, *Yon*, *Yvode*, *Yvoine*. Yon était le nom d'une famille consulaire de Lyon. René Yvon était intendant du Dauphiné en 1645. De même *Gilbert*, *Thibaut*, *Bérenger* et *Raymond*, *René*, *Richard* et *Robert*, *Guillaume*..... n'ont pas été particuliers à l'Auvergne et au Bourbonnais, à la Champagne et au Blésois, à la Provence, à l'Anjou, à la Normandie, à l'Aquitaine et à la Guyenne,.... Tous ces prénoms étaient fréquemment donnés en Dauphiné et en Provence notamment. René et Marthe ont été et sont toujours très recherchés à Tarascon en mémoire du Roi René (1434-1480) et de sainte Marthe dont le tombeau se trouve dans cette ville.

ROGER VALLENTIN.

(*A suivre.*)

Extrait des Procès-Verbaux des Séances.

SÉANCE DU 7 MARS 1889.

Présidence de M. PARIS, vice-président.

Présents : MM. ANDRÉ, BILLECARD, BLANCHARD, GUILLAUME, IMBARD, LÉAUTIER, L. PINET DE MANTEYER, A. ROCHE, C. ROCHE, ROMIEU et THÉVENARD.

M. le Président donne communication :

1° d'une lettre, en date du 23 février, par laquelle M. LEMAITRE maintient sa démission de président de la Société d'Études, notifiée aux membres des Comités dans la séance du 13 décembre dernier. L'assemblée prend acte de cette communication et exprime à M. Lemaitre ses regrets de lui voir abandonner la présidence qu'il occupait si dignement. Elle le remercie du concours éclairé qu'il a donné à la Société, du dévouement qu'il lui a toujours témoigné et qu'il voudra bien, elle l'espère, lui continuer.

2° d'une autre lettre, en date du 5 mars, par laquelle M. DUPONT-DELPORTE donne également sa démission de vice-président, mais demande son inscription comme membre fondateur de la Société. Si la Société est heureuse d'admettre M. Dupont-Delporte au nombre de ses fondateurs, elle regrette non moins vivement sa détermination.

3° d'une lettre de M. LORDEREAU, ingénieur en chef au Puy. Notre ancien vice-président annonce qu'il restera membre de la Société, bien qu'éloigné de notre pays. Ses sentiments de sympathie à l'égard du département et de la Société nous étaient bien connus. Nous remercions vivement M. Lordereau de la nouvelle assurance qu'il veut bien nous en donner.

Le Secrétaire donne lecture de diverses lettres ministérielles relatives au Congrès des Sociétés savantes à la

Sorbonne en 1889. — Elles sont déposées au secrétariat de la société, à la disposition des personnes qui auraient intérêt à les consulter.

Il annonce le décès de M. le comte Riant, membre de l'Institut et membre honoraire de la Société d'Études.

Il fait connaître que 26 nouveaux petits dessins de la *Collection Janson* et 24 grands dessins de la *Collection Bénoni Blanc*, grâce à la subvention votée récemment par la Commission départementale, ont été exposés dans les diverses salles du Musée en formation à la Préfecture, et, de plus, que la transcription des notes de M. B. BLANC relative à ses dessins géologiques est terminée.

Il présente, de la part de M. V. ADVIELLE, un curieux *Panegyricum* offert par Claude Boudet, chanoine de St-Antoine de Viennois, à son abbé Nicolas Gasparini, en 1745 (placard, in-f° max°).

Le secrétaire dit encore que M^{me} ROUY a l'intention de vendre la bibliothèque de son mari défunt, et que divers ouvrages servent d'illustration et de complément à la collection minéralogique acquise par le Département. La réunion estime que l'achat n'en pourrait être fait que par le Département ou la Ville.

Enfin il annonce que les Bulletins et autres publications de la Société destinés à l'Exposition universelle de 1889 ont été transmis au Ministère de l'Instruction publique le 25 février dernier.

Sur la proposition de divers membres, les admissions suivantes sont prononcées :

Membre fondateur.

M. DUPONT-DELPORTE, ingénieur des chemins de fer P.-L.-M., à Gap.

Membres honoraires.

MM. DAMAS, ancien vice-président de la Société d'études, principal du collège de Cambrai.

TAMIZEY DE LARROQUE, correspondant de l'Institut à Gontaud (Lot-et-Garonne).

Membres titulaires.

MM. BURLE (Jules), fabricant de draps, place du Collège, à Vienne (Isère).

GRANDIDIER, ingénieur en chef des Ponts et Chaussées, à Gap.

LAGIER (AUGUSTE), surveillant général au Collège, à Gap.

LÉOUFFRE, docteur en médecine, à Bois-Ste-Marie, par La Clayette (Saône-et-Loire).

LÉOUFFRE (Louis), propriétaire, à Gap.

MARCHAL (Ch.), architecte, Grande rue, 19, à Gap.

VICARD, secrétaire particulier de M. le Préfet des Hautes-Alpes, à Gap.

WAILLY (Julien de), rue Curiol, 90, à Marseille.

Il est enfin décidé que, le jeudi 6 juin 1889, à 4 h. 1/2, en assemblée générale, il sera procédé à l'élection d'un président et d'un vice-président, en remplacement de MM. Lemaître et Dupont-Delporte, démissionnaires.

Le Vice-Président,
PARIS.

Le Secrétaire,
P. GUILLAUME.

UNE VICTIME DU BUËCH EN 1625.

Spérit Sordon, en son eage de cinquante-six ans ou environ, est allé de vie à trépas se treuvant en Dauphiné à Orpierre et vollant aller à la Sauce. Passant la rivière du Buëch tumba dans l'eau se nya le jour et feste de l'invention de la Sainte Croix. En avons reçu et entendu des nouvelles et le 5^e jour de may ont faict son enterrement, année susdite 1625.

(Livre des mortuaires de la paroisse de Malemort du Comtat (Vaucluse) aux archives de la mairie de cette commune).

V. LIEUTAUD.

LA TOURRE DE MOUNT-ROUND

O Tourre de Mount-round,
 Quo m'afaciés amount,
 Sèmblei 'mé toun mamèu un tetoun de giganto;
 Lou Buëch passo à tes pèds
 E tu n'as que mesprès
 Per lou long jafaret de soun aigo roujanto.
 Nostes paires antan
 'me lour cimen rouman
 Soulide bastissien lei barris e les tourres.
 Bèn! quo forço avien doucc,
 Per chincar cilavount
 De chastelas pariéi su lou crestén dei mourres?
 Te les an derrabas,
 E tras de naut en bas
 Tes anglei de roc vieu emé la barromino.
 Tout acò te fai rèn,
 Autant te portei bèn,
 Et toujours din les èrs toun froutarai doumino.
 Ta tèsto, de segur,
 Quand lou tèms es escur
 Reçaupo milo cop lei bacéus des touncerres.
 Mès acò que te fai?
 N'en tremorei jamai,
 Rèstes parièro ei baus encadenas ei serres!
 Les omes que t'an fach
 Avien de bons atrach,
 Tourrihoun moustruous, espèço de colosse!
 Quan t'esfounelarè?
 Même ou tèms, li foudrè
 Qu sab quant rapatiar per que sa man te trosse.
 Ieu, de cop, lou matin
 Veïou l'astro bloundin
 Que me vèn fa *qui-qui* de darrié toun èspalo;
 Piéi s'en vai din les èrs
 Fa lume à l'univèrs,
 E tu gardes toujours ta pauso triounfalo!
 Per parar lou païs
 Couentro les enemis
 Segur que t'avien facho, ô giganto tourasso;
 Cè que nous provo bèn
 Qu'ei cè que lou mai tèn
 Les travaus que l'amour dou sòu bastis su plaço!
 (Annonciateur.) F. PASCAL.

LES DEUX TOURS

SONNET

Du grand Noé les fils, et leurs tribus nomades ;
 Voulurent élever une tour jusqu'aux cieux ;
 Pour se mettre à l'abri des terribles noyades
 Dont furent tous, hélas ! victimes leurs aïeux.

Rapidement on vit murs, arceaux, colonnades,
 S'élever où déjà n'atteignaient plus les yeux ;
 Mais le Ciel qui se rit de ces fanfaronnades
 Dans la langue frappa ce peuple audacieux.

Après quatre mille ans la même expérience
 En France se pratique au nom de la science...
 Et si Babylone eut sa puissante Babel,

Paris voit s'élever sa formidable Eiffel...
 De la confusion le ciel les a dotées :
 L'une a celle des mots, et l'autre des idées.

JEAN SARRAZIN.

Lyon, 23 mars 1889.

LES ARMOIRIES DE L'ORGUE

ET

DE LA MAISON DE « CHANONGE » D'EMBRUN

1667

De la part du vénérable chapitre d'Ambrun,
 Est mandé au sieur Anthoine Danel, procureur de la
 fabrique, de payer à Jessé Martin, maistre menuisier, la
 somme de cinq livres, pour avoir fait les armoiries de
 l'orgue et des deux portes de Chanonge ; et, en rapportant
 le présent acquité d'iceluy, il luy sera entré à son compte
 qu'il randra de sa procuration.

Faict ce trantiesme apvril mil six cents soixante sept.
 (*Signé :*) J. SALVA ; LAMBERT ; DE MEFFRE ; DE LANGE ;
 DONADIEU ; J. ARNAUD ; A. DONADIEU.

Je suis comptant et satisfait pour avoir rese payment
du sieur Danel.

Faict ce 2^e may mil six centz soixante sept.

(Signé :) J. MARTIN.

(Arch. des Hautes-Alpes, G. prov. 307). — P. G.

RÉPARATIONS AU CLOCHER DE N.-D. D'EMBRUN EN 1785.

Monsieur la Mazelière¹ est prié de payer à Julien Émeric, maitre maçon, la somme de six cent livres, pour la réparation de la flèche du clocher de la grande église, ayant été recrépi entièrement, en dedans et en dehors, ayant, à cet effect, été fait quatre échafauts et ayant été cimenté la moitié de la hauteur à prendre du haut de la flèche; et pour la fourniture du ciment et le préjudice causé par le feu qui a pris aux échaffauts, occasionné par le charbon alumé, dont on avoit besoin pour souder le fer blanc, la somme de trente livres : lesquelles deux sommes font la totale de six cent trente livres; et le présent acquitté vous sera entré en compte.

A Embrun, ce huit septembre 1785.

DE BEAUMELLE, prévost.

Pour acquit :

Julien EIMERY.

(Arch. des Hautes-Alpes, G. prov. 402). — P. G.

CONTRAT D'APPRENTISSAGE DE 1776.

Le chapitre² ayant accordé trente livres à Claude Sanières, cy-devant enfant de chœur, pour luy faire apprendre le métier de menuisier, en conséquence de quoy, il a fait des conventions avec Pierre Vulpian, maitre menuisier, dattées du 27 septembre, par lesquelles Vulpian promet

¹ Joseph-Jacques Rous de la Mazelière, né à Embrun le 20 mars 1726, chanoine dès 1754, trésorier de la fabrique de l'église métropolitaine depuis 1783, vicaire général du diocèse le 23 août 1783, mort à Madrid en 1798.

² Le chapitre métropolitain d'Embrun.

luy apprendre ledit métier, pendant trois ans, moyenant qu'il sera donné audit Vulpian cent livres, sçavoir 50 livres dès à présent et 50 l. au mois de février prochain. Et ledit Vulpian, pendant ces trois années, logera et nourrira Claude Sanières, lequel travaillera de son mieux, sans qu'il puisse demander aucun salaire, ny quitter le sieur Vulpian. En conséquence de quoy M. Calignon ¹ est prié de payer au sieur Vulpian 50 livres dès à présent et 50 l. au mois de février prochain. Et le présent acquitté vous sera entré en compte.

A Embrun, ce 1^{er} octobre 1776.

DE BEAUMELLE, prévost.

Reçu 50 livres, le premier octobre 1786 (*sic*).

VULPIAN.

Plus, le 28 février mil sept cent soixante et dix-sept, j'ay reçu les cinquante livres restantes; dont quitte, le jour et an que dessus.

P. VULPIAN.

(Arch. des Hautes-Alpes, G. prov. 395). — P. G.

¹ Chanoine d'Embrun au moins dès 1757 et trésorier de la fabrique de N.-D. de 1771 à 1783, époque de sa mort.

BIBLIOGRAPHIE ALPINE.

566. ACTUALITÉ DAUPHINOISE ILLUSTRÉE (L'), ancienne *Illustration dauphinoise*, journal hebdomadaire, 1889, 3^e année, Grenoble, 9, place Victor-Hugo. Prix d'abonnement : 10 fr. par an. — Nous nous permettons de recommander vivement cette belle publication aux lecteurs du *Bulletin*. Dans le n^o du 17 mars 1889, deux magnifiques dessins par notre compatriote M. Emile Guigues, d'Embrun. Ils sont relatifs au malheureux village de Ceillac qu'un épouvantable incendie vient de détruire : « L'un représente un coin de rue ; l'autre, un intérieur de maison. C'est qu'il était curieux à plus d'un titre ce village devenu aujourd'hui si intéressant par le malheur qui l'a ruiné !... Construit presque entièrement en bois, il était d'une diversité tout à fait réjouissante par ses maisons et ses rues. Que de bois, bon Dieu ! que de bois ! et que d'arrangements nouveaux, inattendus... Et les costumes de ses habitants ! Ils ont résisté jusqu'à ces dernières années à l'envahissement de la modernité !... La jubilation des yeux ! Quoi ! Une mine inépuisable à croquis »... Et aujourd'hui les habitants de Ceillac sont dans la désol-

lation !... Puissent-ils, les admirables dessins de M. Guigues aidant, retrouver bientôt un peu de cette douce joie, de cette vie paisible que nous avons admirée à Coillac, à plusieurs reprises, en 1838. — C.

567. BELLET (Charles). *Examen critique des objections soulevées contre la charte XVI du 2^me cartulaire de l'église de Grenoble*. Paris, Alph. Picard. 1889, in-8°, 165 p. — Dans cette étude si instructive, le savant auteur ne laisse subsister aucune des objections soulevées contre la célèbre charte. Il venge le mémoire de saint Hugues des critiques plus ou moins malveillantes dont elle a été l'objet. Chemin faisant, il met en lumière bon nombre de faits peu connus de l'histoire des X^e et XI^e siècles. Voici, par exemple, quelle est, désormais, grâce à M. Bellet, la liste certaine des comtes d'Albon ou Dauphins de Viennois de la 1^{re} race : Wigo ou Guigues I^{er} (7 sept. 996) ; Guigues II (oct. 996, † en 1009) ; Guigues III le Vieux (1009, † à Cluny 22 avril 1075) ; Guigues IV le Gras (1079, † 19 janv. 1080) ; Guigues V le Comte (1080, † 21 déc. 1125) ; Guigues VI, dauphin († 1142) ; Guigues VII (1142-1162). — C.

568. BERLUC-PERUSSIS (L. de). *Les quatre paroisses urbaines de Forcalquier et leur union en 1415*. Digne, 1888, in-8°, 50 p. — « Un four à chaux devenu citadelle, un village improvisé capitale, telle est, en deux mots, l'histoire de Forcalquier à son origine. Les comtes de la Haute-Provence, inquiétés à Avignon par le pariage de leurs remuants cousins de Toulouse, résolurent, dès avant 1110, de transporter leur résidence dans les montagnes et de s'y fortifier. Ils jetèrent leur dévolu sur le hardi mamelon de Forcalquier, merveilleusement campé sur l'arête qui sépare les deux bassins géographiques adossés au versant sud de Lure. Jamais plus favorable assiette de château fort ». Au XI^e siècle, il n'y avait encore à Forcalquier qu'une seule paroisse, Saint-Mary. Mais, au XII^e siècle, Forcalquier prit une telle importance « que trois autres églises paroissiales furent établies dans l'enceinte de ses remparts, savoir Notre-Dame, Saint-Jean et Saint-Pierre ». M. de Berluç-Perussis fait l'histoire de chacune de ces quatre paroisses. En 1165, l'église de Saint-Mary est érigée en cathédrale, « privilège singulier et presque sans exemple, qui donnait le caractère de la *cathedra*, c'est-à-dire de siège épiscopal à une église sans évêque ». Dès lors Saint-Mary, comme l'église de Sisteron, est concathédrale. Nous ne pouvons suivre ici le savant historien dans les intéressants renseignements qu'il a réunis en un petit nombre de pages, ni analyser les documents inédits qu'il publie en appendice. Tous ceux qui auront, à l'avenir, à s'occuper du Forcalquien ne pourront se dispenser de les consulter. — S. (Hommage de l'auteur).

569. BLANCHARD (Zéphyrin), chanoine et vicaire général de Gap, vicaire général honoraire d'Auch. *Visite aux Saints-Lieux. Relation du VI^e pèlerinage de pénitence à Jérusalem en 1887*. (Deuxième édition, revue par l'auteur.) Paris, 8, rue François I^{er}, 1888, in-12, de xxii-256 p. — Nous venons de lire pour la seconde fois cette si attachante et si substantielle « visite aux Lieux-Saints ». Elle nous a fait

passer quelques heures bien douces. Nous remercions cordialement le vénérable M. Blanchard des pieuses émotions qu'ils nous a de nouveau procurées. — C.

570. CAIS DE PIERLAS (Comte E.). *Cartulaire de l'ancienne cathédrale de Nice*. Turin, J.-B. Paravia, 1838, in-4^o, xxvi-173 p. et 1 fac-similé. — Dans la préface de sa belle publication, le savant éditeur s'occupe surtout des objets suivants : le cartulaire, originaux et variantes ; description du cartulaire ; son importance, chronologie, caractères paléographiques ; orthographe et style ; langue des chartes ; noms des personnes ; topographie et géographie. Vient le *Cartulaire* proprement dit, composé de 102 actes, allant de 1002 à 1200. Plusieurs d'entre eux servent grandement à illustrer l'histoire des archevêques d'Embrun ; tels sont, par exemple, les actes relatifs à Guillaume II, archevêque d'Embrun (1136-69) : n^o 28 (1152), 41 (id.), 53 (1143, 15 juin), 72 (vers 1144), 73 (1145, 27 avril), 74 (1145/6, 8 nov.), 75 (1146, 16 mai), 77 (1146, 25 nov.), 80 (vers 1152), 86 (1159), etc. ; à Benoît II, (1105-18), n^o 78 (1115-18), 72 (v. 1144), et autres. A l'*Appendice* on trouve, outre la liste des consuls et des évêques de Nice pendant les XI^e et XII^e siècles : un index des noms ; un index des choses remarquables ; une table chronologique des chartes et une table des matières. On peut le dire, c'est une publication parfaitement conçue et, ce qui ne gâte rien, splendidement imprimée. S. (Hommage de l'auteur).

571. CHABRAND (E.), ingénieur des arts et manufactures. *L'ère glaciaire dans les Alpes Dauphinoises*. Grenoble, F. Allier, 1888, in-8^o, 21 p. — Il sera très utile de comparer ce travail, qui embrasse tout le Dauphiné, avec celui que publie dans le *Bulletin* notre excellent confrère M. David Martin et qui se rapporte spécialement aux Htes-Alpes. — S. (Don de M. le Dr Chabrand).

572. CHEVALIER (le chanoine Ulysse), correspondant de l'Institut. *Cartulaire de l'abbaye de N.-D. de Bonnevaux au diocèse de Vienne, ordre de Cîteaux, publié d'après le manuscrit des Archives nationales*. Grenoble, F. Allier, 1889, in-8^o, de 198 p. (VII^e livraison des *Documents inédits sur le Dauphiné*). — Le nouveau cartulaire publié par notre éminent et laborieux confrère ne comprend pas moins de 432 chartes ou extraits de chartes, aujourd'hui malheureusement perdus et allant de 1117 à 1279. Il est facile par cette simple indication de se rendre compte de l'importance de la publication de M. Ul. Chevalier, et des précieux renseignements qu'elle peut fournir. Un *Index alphabeticus personarum, locorum, rerum* occupe 28 pages en petit texte, sur deux colonnes. Il est dressé avec ce soin scrupuleux que M. Ul. Chevalier apporte dans toutes ses publications ; il facilite grandement les recherches. — C.

573. CHEVALIER (Ulysse). *Répertoire des sources historiques du Moyen-Age. Bio-bibliographie. Supplément*. Paris, Société bibliographique, 76, rue des SS. Pères, 1888, grand in-8^o, de xlii p. et col. 2373-2846. — Notre confrère donne d'abord une nouvelle édition de

l'*Introduction*, si intéressante, que nous avons reproduite en grande partie, naguère (*Bulletin*, 1884, p. 273-290). Puis, il énumère les *principaux ouvrages cités* dans son travail au nombre de 2623 !... Vient enfin le *Supplément* proprement dit. — C.

574. CLÉDAT (L.), professeur à la faculté des lettres de Lyon. *Revue de philologie française et provençale* (ancienne *Revue des patois*), recueil trimestriel consacré à l'étude des langues, dialectes et patois de France. Prix d'abonnement : 15 fr. par an. Année 1888 : Ordonnance municipale de Digne, par M. V. Lieutaud (p. 230) ; compte-rendu d'une édition nouvelle de la *Noble Leçon*, par M. W. Foerster (p. 237). — C.

575. CLÉDAT (L.). *Le Nouveau Testament, traduit au XIII^e siècle en langue provençale, suivi d'un rituel cathare. Reproduction photolithographique du manuscrit de Lyon... exécutée par MM. Lumière, frères, d'après leur procédé, tirée par M. Storck*. Paris, E. Leroux, 1888, gr. in-8°, de xxvi-480 p. et 1 chromolithographie. — « Gilly considérait le Nouveau Testament lyonnais comme vaudois. De même M. Alexis Muston, dans l'*Israël des Alpes* (t. IV, 1851, p. 94). MM. Ed. Reuss et Herzog ont soutenu, au contraire, qu'il était cathare, et cette opinion a prévalu jusqu'à nos jours où M. Foerster annonce qu'il va reprendre la thèse de l'origine vaudoise. Le travail de M. Foerster est sur le point de paraître. Il fournira au moins l'occasion d'un examen nouveau et plus approfondi de la question. En tout cas, le rituel qui termine le manuscrit est tout à fait conforme à ce qu'on sait des cérémonies cathares » (p. v). Quant à la langue dans laquelle le manuscrit de Lyon est écrit, « deux romanistes, MM. Foerster et Chabaneau ont exprimé sur ce point une opinion précise : « Le dialecte du Nouveau Testament Lyonnais, écrit le premier à M. Comba (*Hist. des Vaudois d'Italie*, 1^{re} partie, p. 220) est du pur provençal parlé sur la rive droite du Rhône, probablement dans le département de l'Aude et du Tarn ». «... Je partage tout à fait l'avis de M. Foerster, » dit de son côté M. Chabaneau (p. iv). Le manuscrit de Lyon n'est donc point écrit dans le dialecte parlé par les Vaudois des Alpes. — C.

576. DELISLE (Léopold) et Ph. TAMIZEY DE LARROQUE. *Un grand amateur français du XVII^e siècle. Fabri de Peiresc. Étude suivie du testament inédit de Peiresc*. Toulouse, E. Privat, 1889, in-8°, 34 p. — Déjà nous avons dit un mot de la première partie de ce travail (ci-dessus, p. 68, n° 557). La seconde renferme le testament que Peiresc dicta le 22 juin 1637, « deux jours avant de rendre sa belle âme à Dieu ». En le publiant M. Tamizey de Larroque nous fait part du projet de publication des œuvres de Peiresc qu'il a définitivement adopté. Cette publication ne demandera pas moins de onze volumes in-4°. Nous avons annoncé le premier (*Bibliographie*, n° 549) ; le second est sur le point de paraître. De tout cœur nous faisons des vœux pour que le laborieux éditeur ait le temps et la force de publier les autres volumes, ainsi que les quatorze ou quinze fascicules qui manquent encore à sa collection des *Correspondants de Peiresc*. « Si je pouvais voir l'achèvement de

ma grande entreprise, dit M. Tamizey de Larroque, il me semble que j'irais avec plus de douceur me reposer sous la pierre où seront inscrits ces quatre mots : *Ci git un travailleur.* » Daigne le ciel exaucer les souhaits de notre éminent confrère et les nôtres. — S.

577. FÉRAUD (M. l'abbé). *La paroisse, la commune et les seigneurs des Sièges*. Digne, 1888, in-8°, 59 p. — Le vénérable fondateur de la « Société scientifique et littéraire des Basses-Alpes, » auquel le monde savant doit déjà tant de travaux remarquables sur notre région alpine, continue la série de ses publications. Celle que nous annonçons peut être proposée comme un modèle de monographie locale. Ajoutons que M. l'abbé Féraud s'occupe activement de la publication d'une nouvelle édition de sa précieuse et très utile *Histoire des Basses-Alpes*. — C.

578. GUICHARD (Germain). *La Sorcière. Conte Dauphinois*. Paris, [1888], in-8°, 14 p. — Récit plein d'humour, qui a obtenu un diplôme d'honneur au concours du « Phare littéraire », en octobre 1888. — C.

579. GUILLAUME (l'abbé P.), archiviste des Hautes-Alpes. *Chartes de N.-D. de Bertaud, second monastère de femmes, de l'ordre des Chartreux, diocèse de Gap*. Gap, secrétariat de la Société d'Études. Paris, Picard, 1888, in-8° de LVI-368 p. — Voici le compte-rendu que la *Petite revue Dauphinoise*, de décembre-janvier 1888-1889 (p. 160-161) a consacré à cette publication, faite « sous les auspices de la Société d'études des Htes-Alpes » : « L'histoire religieuse du diocèse de Gap est peu connue. Aussi la publication que nous signalons sera-t-elle accueillie avec empressement par tous ceux qui s'occupent de l'histoire du Dauphiné. M. Charronnet, en 1861, avait consacré une courte notice à la Chartreuse de Bertaud ; depuis, aucun travail d'ensemble n'avait été publié sur ce monastère, dont l'existence quoique courte (il a duré deux siècles), présente cependant des faits intéressants. On a hésité sur le lieu où il se trouvait ; le temps a si bien accompli son œuvre de destruction que l'on peut aujourd'hui à grand peine retrouver quelques vestiges des bâtiments au fond d'une vallée sauvage, dominée par le mont Arouse, et d'un accès encore difficile de nos jours. C'est là que vers la fin du XII^e siècle, grâce aux générosités de la famille de Flotte, des religieuses du monastère de Saint-André-de-Prébayon vinrent fonder la seconde chartreuse de femmes. Des donations nombreuses l'enrichirent rapidement et avec la richesse vinrent les procès, les discussions, non seulement avec les seigneurs du voisinage, mais encore avec les Templiers de la Roche-des-Arnauds et les chartreux de Durbon eux-mêmes. — L'histoire des ordres religieux est tout entière dans ces luttes ; la cupidité a toujours fait regretter ce qu'un mouvement généreux avait fait donner et a toujours conseillé de le reprendre ; un incendie, en détruisant complètement en 1446 le monastère, en consumma la ruine définitive : aux difficultés causées par ce désastre vinrent s'ajouter celles que soulevèrent les ennemis des religieuses, désireux de profiter des circonstances et contre lesquels les gouverneurs du Dauphiné et Louis XI lui-même ne surent ou ne purent les protéger. Réunies à la chartreuse

de Durbon, les religieuses virent leur importance décroître de jour en jour et en 1606 il n'en restait plus qu'une qui luttait encore au nom de Bertaud contre les religieux de Durbon. — Les religieuses de Bertaud appartenaient aux plus illustres familles de la région, ainsi que le prouve soit la liste des prieures, soit les 150 noms que M. G. a pu retrouver. L'une d'elles s'est rendue célèbre par ses vertus et l'Église la compte au nombre de ses saintes ; c'est Ste Roseline de Villeneuve. — Le recueil publié par M. G. comprend 272 actes allant de 1188 à 1449. pour la plupart écrits en latin, sauf deux en langue vulgaire. Mais ce n'était pas tout et un inventaire des archives de Durbon contient la description d'une centaine de pièces aujourd'hui perdues. M. G. a pris une heureuse initiative ; car le recueil que nous signalons est, croyons-nous, le premier consacré aux Hautes-Alpes ; on ne peut que le féliciter d'entrer dans cette voie et de nous donner, grâce au concours de la *Société d'Études*, une série de documents précieux pour l'histoire du Dauphiné ; ce n'est là qu'un commencement, et le succès de cette première publication encouragera, nous l'espérons, M. G., à poursuivre son œuvre. » — S.

580. *Hemel Hempstead natural history society founded sept. 17 1879. Annual report for 1888. 1889*, in-8°, 41 p. — P. 18, reproduction et description, par notre confrère M. E. PIFFARD, d'une monnaie gaULOISE attribuée à *Cunobelinus*. — S.

581. JOANNE (Paul), *Dictionnaire géographique et administratif de la France et de ses colonies*. Paris, Hachette, 1888, gr. in-4° (en cours de publication). L'article « HAUTES-ALPES » renferme de nombreux renseignements statistiques sur notre département. — C.

582. MAIGNIEN (Edmond), conservateur de la Bibliothèque de Grenoble. *Une famille d'émigrés Briançonnais au XVIII^e siècle ou notes généalogiques sur la famille Raby*, [originaires du Bez, commune de la Salle.] Grenoble, X. Drevet, 1888, in-8°, 11 p. (Extrait du journal *le Dauphiné*). — Cette attachante notice mériterait d'être reproduite en entier. Nous le ferons peut être quelque jour, d'autant plus qu'elle n'a été tirée qu'à 25 exemplaires. — C.

583. MARTIN (David). *Excursions géologiques dans les vallées de l'Ubaye et de la Durance, et sur la frontière italienne*. Gap, 1888, in-12, de iv-111 p. — Impossible de donner ici une idée un peu exacte du plaisir que l'on éprouve à suivre l'aimable et savant excursionniste dans ses courses à travers nos vallées et nos montagnes. Il faut absolument lire le récit si vivant et si instructif de M. Martin pour se rendre compte du charme que cette lecturo procure. Si on commence, on ne s'arrêtera qu'à la dernière ligne du volume... Voici quelles sont les courses auxquelles nous fait assister M. Martin : De Guillestre à Saint-Paul par le col de Vars (4 août 1888) ; de Saint-Paul à Maison-Méane par le col de Mirandol, Saint-Ours et Larche (5 août) ; visite au col de Larche ou de l'Argentière et retour à Sérenne ; par les vallons d'Oronaye, de Virayse, de Vallonnet et par Fouillouse, parallèlement à la

frontière (6 août) ; de Sérenne à Maurin (7 août) ; de Maurin à Molines-en-Queyras par les cols Longet et Blanchet, sur la frontière et par Saint-Véran (8 août) ; de Molines à Guillestre par les cols du Fromage et Ceillac (9 août)... A la page 96, M. Martin rapporte une inscription qui rappelle que, en 1738, 60 maisons de Ceillac furent détruites par un incendie. Pareil malheur vient de s'abattre sur Ceillac : le 24 février 1889, 50 maisons y ont été la proie des flammes... C'est un vrai désastre pour cette sentinelle avancée des Alpes... N'oublions pas dans nos « perplexités » patriotiques, « cette grande infortune qui est là-haut sur la frontière ». — C.

584. ROSA (Ugo), conservateur du musée de Suse (Italie). *Prime iscrizioni Romane pervenute al Museo civico di Susa*. Torino, V. Bona, 1885, in-8°, 11 p. — A la page 7, reproduction d'une inscription, découverte, en 1788, à Suse, dans la propriété du s^r Charbonel-Sale, puis perdue et de nouveau retrouvée en 1885. Elle est relative à Titus Cassius Sextinus, fils d'autre Titus, de la tribu Quirina, décurion et duumvir de la cité d'Embrun, flamine Augustal de la province des Alpes Cottiennes, etc. Voici la transcription de cette inscription si importante pour l'histoire des Alpes Cottiennes :

T CASSIO T FIL
QVIR SEXTINO
DEC ET IIVIRO
CIVITATIS
EBRODVNIENS
FLAMINI AVG
PROVINCIAE
COTTIANAE
et CL TIB FIL
. . . . INAE
. . . . NGELI
. . . . CLIENS

— *Del luogo di Urbiano presso Susa a proposito di recente scoperta archeologica*. Susa, Gatti, 1887, in-8°, 8 p. — *Ricerche sul sepolcro di Adelaide, contessa di Susa*. Torino, 1883, in-8° 10 p. Le savant archéologue croit que le tombeau de la comtesse Adélaïde était à *Canischio* ou *Ghianocio*, non loin de Suse. — C.

585. SARRAZIN (Jean), de Prapic (Htes-Alpes). *L'arbre de Noël. Ce que pensent les enfants de l'Alsace et de la Lorraine. Sonnet rendu au profit de l'œuvre des Alsaciens-Lorrains*. Voici ce nouveau sonnet de de notre cher et excellent compatriote :

Par ce temps de frimas, de neige et de froidure,
Nous, les pauvres enfants d'un pays mal conquis,
En voyant un pouvoir iniquement acquis,
Nous souffrons, et la vie à notre âge est bien dure.

La faim que, chaque jour, plus d'un de nous endure,
 Près de nos autres maux, paraît un bien exquis...
 Des persécuteurs sont à chaque instant requis
 Pour nous faire souffrir, et toujours cela dure...

Vous sur un sol béni, loin du pays natal,
 Vous souffrez, mais sans voir le conquérant brutal
 Qui veut que notre droit sous sa force succombe...

Le don même que vous allez tous recevoir
 Sort par la Charité, diligente colombe,
 De l'arbre de Noël, en rameau de l'espoir.

Lyon, 25 décembre 1888.

Ajoutons que ce sonnet, comme ses nombreux devanciers, est splendidement illustré par Canédi et Luc Adémar. — Autre sonnet également illustré, et « vendu au profit des Pauvres » : *Un concours au Parnasse Apollon aux Muses*. Il se termine par ce beau vers :

Les dieux priment ce qui du pauvre est le soutien.

Lyon, 23 février 1889. — C.

586. STEIN (Henri). *La famille du peintre S.-M. Lautaret*. Fontainebleau, 1888, in-8° 15 p. Nouvelle et piquante démonstration de ce fait trop connu : « Il ne suffit pas de s'intituler critique d'art pour être toujours fidèle à la vérité historique ». — *Le peintre G.-F. Doyen et l'origine du Musée des monuments français*. Paris, Plon, 1888, in-8, 35 p. — C.

587. THOMAS (Antoine), professeur à la faculté des Lettres de Toulouse. *Annales du Midi*. Revue archéologique de la France méridionale, publiée sous les auspices du conseil général des facultés de Toulouse. n° 1. Janvier 1889. Toulouse, E. Privat, in-8° de 144 p. — P. 80-81 Dépouillement du *Bulletin de la Société d'Études des Hautes-Alpes*, année 1888, n° 25-27. — Les *Annales*, dans la pensée du savant directeur, seront à la fois « pour le Midi un bulletin d'information » et « un centre actif de production scientifique... Chaque numéro contiendra plusieurs articles de fond et des mélanges... Toutes les manifestations de la vie méridionale, depuis les temps historiques jusqu'à la fin du siècle dernier, auront un droit égal à y trouver place, et nous espérons donner quelque variété à notre Revue en faisant appel successivement ou simultanément à toutes les sciences auxiliaires que le dix-neuvième siècle a su mettre au service de l'histoire : archéologie, philologie, linguistique, épigraphie, etc. Nous nous ferons une loi de ne rien publier qui n'ajoute quelque chose, soit un fait, soit une idée, à la somme des connaissances acquises. C'est dire que nous voulons faire une œuvre de science sérieuse et non de vulgarisation facile, et que notre recueil aspire à prendre place non sur les guéridons des salons mondains, mais sur la table de travail des hommes d'étude ». C'est bien là aussi la route que, dans ce *Bulletin* et pour notre région alpine, nous essayons de suivre depuis près de dix ans. — C.

588. VALLENTIN (Roger). *Les pinatelles d'Urbain VII (1590)*. Avignon, Séguin, 1889, in-8°, 11 p. — *Contremarque sur un denier de Jules César*. Valence, J. Céas, 1889, in-8°, 6 p. — C.

589. DOLLFUS (Adrien), directeur de la « Feuille des jeunes naturalistes » : *Muséum de Londres* (British Museum of natural history, South-Kensington). Notes et impressions. Paris, 1889, in-8°, 26 p. — Les bâtiments, du *Muséum de Londres*, commencés en 1873, ont coûté, mobilier compris, 17.500.000 francs « dont 12.000.000 environ pour la construction ». Ils occupent environ « 1 hectare 70 ares, la superficie du terrain dont on dispose étant d'un plus de 5 hectares ». Les collections sont partagées en quatre divisions principales : zoologie, botanique, géologie et minéralogie. Elles sont confiées aux soins de 200 personnes. Le budget annuel du *Muséum* est de 1.125.000 fr. En terminant son travail d'ensemble sur les immenses matériaux d'étude qui sont contenus dans le *Muséum de Londres*, M. A. Dollfus fait ressortir l'utilité des musées secondaires des petites villes, dont les collections devraient former, d'une part, un *Musée d'enseignement* et, de l'autre, un *Musée local*. « Des séries aussi complètes que possible de la faune, de la flore et de la géologie de la région devraient exister dans tous les centres importants. Le directeur du *Musée* pourrait arriver facilement à grouper autour de lui un certain nombre de spécialistes amateurs auxquels il confierait le classement de tous les objets dépendants des branches dont ils s'occupent. Il ferait ainsi coup double, en encourageant l'étude de l'histoire naturelle autour de lui, et en faisant profiter le *Musée* des travaux de ses collaborateurs. Dans quelques villes de France on a déjà réuni des collections de grande valeur qui sont bien plus à leur place dans la région même à laquelle elles ont trait que dans un grand établissement souvent éloigné où elles n'ont plus de raison d'être et ne peuvent produire que l'encombrement. » — C.

590. LEMAS (Th.), [secrétaire général des Hautes-Alpes.] *Un département pendant l'invasion, 1870-1871*. Paris, Fischbacher, 1884, 2^e édit., pet. in-8°, x-214 p. et iv tableaux. Prix : 3 fr. 50. — « Dans un style précis, sobre, pittoresque parfois, qui donne à son livre, indépendamment de l'attrait local, une réelle valeur littéraire », M. Lemas résume, condense les documents officiels relatifs à « l'année terrible ». Il rappelle surtout ce qu'a été l'occupation prussienne dans le département de l'Oise et ce qu'ont eu à souffrir les populations « des exigences et de la cruauté d'un vainqueur dont la haine et l'esprit de vengeance avaient étouffé tout sentiment de justice et d'humanité. » Il met également « au grand jour de nobles dévouements, de courageuses conduites » et empêche ainsi « la mémoire de citoyens morts martyrs de leur devoir et de leur patriotisme, de tomber dans l'oubli... L'ouvrage de M. Lemas n'est donc pas seulement un bon livre, il est encore un acte patriotique » — C.

591. ARNAUD (E.). *Notice historique et bibliographique sur les imprimeurs de l'Académie protestante de Die en Dauphiné au XVIII^e siècle*. Gro-

noble, E. Allier, 1870, in-8°, 36 p. (n° II des *Etudes de Bibliographie dauphinoise*). — *Notice sur les controverses religieuses en Dauphiné pendant la période de l'Edit de Nantes. Ibid.* 1872, in-8°, 64 p. (n° III des *Etudes...*).

592. [Chaper (Eug.)]. *La journée des Tuiles à Grenoble* (7 juin 1788). Documents contemporains en grande partie inédits, recueillis et publiés par un vieux bibliographe dauphinois (n° VI des *Documents dauphinois*), Grenoble, F. Allier, 1883, 111 p.

593. CHEVALIER (le chan. Ul.) et Ed. MAIGNIEN. *Compte de Raoul de Louppy, gouverneur du Dauphiné de 1361 à 1369*, Romans, R. Sibilat André, [1886], in-8°, t. VIII, 74 p.

594. LACROIX (A.). *Le siège et prinse de la ville et citadelle de la Mure en l'an 1580 selon qu'en a veu le sieur de Blanieu* [Guillaume de Rivail, gentilhomme ordinaire de la Chambre du Roi, vivant à 1557, † 1594]. — *Le siège et prinse de la Mure par M. le duc de Mayenne en l'année 1580*, Valence 1870, in-8°, 47 p.

595. MAIGNIEN (Edmond). *Recherches sur les cartiers et les cartes à jouer à Grenoble*. Grenoble, J. Allier, 1887, in-8°, 34 p. et X pl.

596. — MASSE (Jules), ancien magistrat. *Les tribunaux de Grenoble pendant les premières années de la Révolution, 1790-1795*. Discours de réception à l'Académie Delphinale prononcé dans la séance du 16 décembre 1886. Grenoble, F. Allier, 1887, in-8°, 101 p. — *Réponse...* par M. Chaper, in-8°, 15 p.

597. VELLOTT (Alfred). *Le premier bateau à vapeur : Dorothée de Jouffroy*. Discours de réception prononcé à l'Académie delphinale. *Réponse* par M. Chaper. Grenoble, F. Allier, 1887, in-8°, 63 p. — C. (Les nos 591-7, donnés par M. Chaper).

RÉSUMÉ des observations météorologiques faites à l'École normale de Gap en 1888 (sous abri), par M. C. R.

OBSERVATIONS.	Octobre	Novembre	Décembre
Températures moyennes.....	8,2	5,5	2,7
Id. extrêmes } maxima.....	20 le 2	17 le 1	14 le 2
} minima.....	-3 le 29	-6 le 26	-8 le 2
Moyennes barométriques à zéro (altitude 739).....	698,8	698,7	699,7
Pressions extrêmes } maxima... 711, le 27	711, le 27	708, le 23	708, le 13
} minima... 685, le 2	685, le 2	686, le 2	685, le 22
Total des jours de pluie ou de neige.....	5	11	4
Eau tombée, en millimètres...	28	131	32
Moyenne hygrométrique (évaluée de 0 à 100).....	60	76	60

LES
BLOCS ERRATIQUES
ET LES MORAINES
DU
BASSIN DE GAP

L'avant-dernier numéro du *Bulletin* contient un article plein d'intérêt, de poésie même, sur la *Conservation des blocs erratiques Hauts-Alpins*. Chemin faisant vers son but, l'auteur, M. D. MARTIN, expose son sentiment sur l'origine de ces pierres curieuses ainsi que de nos moraines, et il l'explique uniquement par des glaciers, qui, à une époque reculée, auraient couvert notre contrée et peut-être même tout notre hémisphère.

La compétence en géologie du savant conservateur du musée est connue et, de tout cœur, je rends hommage à ses efforts pour faire progresser cette science, surtout en ce qui concerne nos Alpes. Le travail intelligent et actif auquel il se livre depuis longues années, les nombreuses observations qu'il a faites, les éloges que ses écrits ont obtenus de la part d'hommes et de corps savants, donnent de l'autorité à son opinion sur ces matières et la font prendre en sérieuse considération.

Néanmoins, je me permets de lui soumettre quelques observations et quelques doutes sur sa théorie glacière appliquée à notre région. Elle me paraît trop exclusive. Fort en vogue depuis quelque temps et fondée sur un certain nombre de faits incontestables, elle n'est toutefois, pour la majorité des cas et dans bien des contrées, qu'une simple hypothèse. Hypothèse qui n'est pas la seule mise en avant, ni toujours la plus vraisemblable. Le système diluvien donne souvent une explication plus facile et plus probable des faits géologiques, qui nous occupent.

Sans doute, il faut admettre que les glaciers ont formé bon nombre de moraines et servi de véhicule à bien des roches erratiques. Ils continuent ce travail aujourd'hui encore, comme on le voit aux pieds du Mont-Blanc et de

plusieurs autres montagnes couvertes de glaces perpétuelles. Mais il n'est pas moins certain que les grands cours d'eau entraînent, eux aussi, loin du lieu de leur formation, des masses considérables de sable, de cailloux, de pierres, et les étendent çà et là en forme de moraines. Il n'y a, pour s'en convaincre, qu'à visiter les bords de nos rivières après une inondation. Le 10 août 1830, un bloc de calcaire, gros comme un châlet, fut emporté à plus de 100 mètres de distance, et plusieurs hectares de terrain furent couverts d'une épaisse couche de gravier, par le torrent des Évarras (Pelleautier) qu'une trombe d'eau avait enflé.

Quelle force de locomotion n'eurent donc pas les déluges, qui, au dire de la science, se produisirent au commencement de l'existence de notre globe, alors que les eaux de ses océans, lancées dans les airs en vapeurs épaisses par les éruptions incandescentes de son centre, retombaient ensuite sur lui par torrents et en bouleversaient la face? Prenons pour exemple le dernier et probablement le moins considérable de tous, le déluge, décrit dans la Bible (Genèse, ch. 7 et 8), que mentionnent les traditions de tous les anciens peuples, et dont nos plus habiles géologues ont trouvé ici et là une foule de traces. Avec quelle facilité ses flots, qui s'élevaient au-dessus des montagnes et se promenaient sur la surface du globe, ne durent-ils pas briser, désemparer nos roches, produire sur elles, par le frottement et le roulement, des stries de tout genre et de toute grandeur, en entraîner au loin les débris et les disperser çà et là, sur les hauteurs comme dans les plaines? Et lorsque, soumis à l'action d'un vent violent, diminués par la vaporisation, ils rentraient dans le sein des mers, quelles longues traînées de sables, de cailloux roulés ne durent-ils pas déposer successivement sur leurs bords?

Les *diluvianistes* ne sont donc pas en peine, on le voit, pour expliquer les phénomènes géologiques que nous étudions, et leur système, aussi scientifique, aussi bien fondé et plus ancien que celui des *glaciéristes* rend mieux compte, à mon avis, des blocs erratiques et des moraines

du bassin de Gap, seuls en question ici. Deux simples considérations vont nous en fournir la preuve.

Prenons pour exemple les moraines si remarquables, qui naissent à Romette, traversent Charance, La Garde, La Freissinouse et vont disparaître les unes à Pelleautier, les autres à Neffes ou à Sigoger. A un premier coup d'œil, on voit qu'elles sont parallèles entr'elles, que chacune d'elles est, dans toute sa longueur apparente, à égale distance du fond de la vallée, et que toutes suivent non seulement la direction générale du bassin, mais ses sinuosités et ses plis. Elles décrivent parfaitement la courbe que fait la Luye. A la Selle elles se séparent. Les plus hautes tournent par un angle droit et se jettent dans la vallée du Petit-Buëch. Quelques autres vont se reproduire, en suivant leur direction première, sur les plateaux de Pelleautier, jusqu'à la Côte et à Sigoger. Mais, une particularité à noter, c'est qu'au point de leur séparation d'avec les autres, c'est-à-dire à la Freissinouse, elles perdent leur forme allongée et continue pour prendre celle de cônes séparés, de monticules arrondis.

Toutes choses qui s'expliquent sans peine par un courant diluvien et ne peuvent guère s'expliquer, au moins dans leur totalité, par une autre cause. Supposer en effet un immense cours d'eau venant de l'Embrunais et du Briançonnais, entraînant dans ses flots des masses de graviers, de cailloux et de roches détachés de nos montagnes et les poussant vers les bords du bassin de la Durance, qu'il suivait naturellement, il n'a dû faire aucun dépôt considérable sur les pentes de Chorges et de La Bâtie-Neuve, placées en dehors de son courant principal et d'ailleurs plus élevées que les pentes et les vallons opposés. Aussi à peine reconnaît-on sa trace de ce côté-là, tandis que dans l'autre ses délaissés sont nombreux et saillants.

Mais dès qu'une partie de ses eaux fut parvenue au bassin de Gap et se trouva bordé de chaque côté par des montagnes, ses dépôts recommencèrent nécessairement et, par la force de son courant, ils se produisirent sur sa rive droite, en couches successives, parallèles, chacune

d'altitude égale tout le long de la vallée, telles que sont nos moraines, depuis leur naissance, vers le torrent Sar-rasin, jusqu'à Saint-Jean et à la Selle.

Que s'est-il passé lorsque cette masse liquide s'est heurté contre les flancs du mont Céüse ? D'abord, en vertu des lois de la physique, elle s'est partagé en deux parties, dont l'une a pris la direction de Veynes et l'autre celle de Sisteron par La Saulce. Et de fait, nous trouvons la trace de la première dans une longue trainée de graviers, qui s'étend à droite de la route nationale de la Freissinouse à la Roche-des-Arnauds, et celle de la seconde, dans des arêtes de même nature, qu'on voit aux Pons, au Ventol, aux Ferrières, au Villard-de-Sigoyer, etc. Puis, par l'effet du heurt contre la montagne, une part de ses flots a subi un violent choc en retour et, par suite, a pris un mouvement rotatoire et tournoyant, comme il arrive à tout cours d'eau qui rencontre un obstacle, et au vent qui vient frapper une maison à angle droit. Et, par la force des choses, ce mouvement circulaire s'est communiqué aux matières graveleuses, enfermées dans son lit, et leur a donné, ici et là, la forme circulaire. De là, cette multitude de mamelons, de tertres arrondis qu'on voit sur tout le plateau de la Freissinouse et de Pelleautier.

Ici, que mon honorable contradicteur me permette d'user de pacifiques représailles, et de lui dire que les glaciéristes auraient bien du mal pour trouver dans leur système une explication aussi complète et aussi naturelle de ces divers phénomènes géologiques.

Comment, en effet, les glaciers auraient-ils pu produire ces moraines à forme conique ? Ils ne tourbillonnent pas sur eux-mêmes, comme l'eau agitée par un choc, ou par des vents contraires.

Pourquoi ces moraines, prises isolément, gardent-elles, dans le parcours de la vallée, la même altitude par rapport au fond du bassin ? Est-ce que les glaciers ont jamais été soumis à la loi du niveau et ont pu niveler ainsi leurs délaissés ?

Enfin, difficulté plus grande encore : Comment les gla-

ciers auraient-ils pu transporter sur St-Mens, à la montagne de Romette, à Puy-Monbeau et jusque sur Charance et Céüse, des blocs, des cailloux, des débris de granits, de gneiss, de diorites, de variolites, provenant de Cervières, de Presles, de la Vallouise, de l'Argentière, des gorges du Guil, de Châteauroux, d'Embrun, etc. ? Pour qu'une roche détachée de la montagne, couverte d'aspérités, de pointes, d'angles aigus, puisse rouler, même sur la glace, il faut à celle-ci une pente assez considérable. Un talus de 45 degrés, qu'il soit en terre ou en pierre, reste ferme, comme on le voit, le long des chemins de fer. Des glaciers reliant les points indiqués du Gapençais d'une part, de l'Embrunais et du Briançonnais de l'autre, avaient-ils partout, je ne dis pas une pente pareille, mais une pente de 30, de 20, de 10 degrés ? Pas possible. D'autant plus qu'ils devaient reproduire plus ou moins les accidents du pays, avoir des hauteurs et des vallées, comme nos glaciers actuels. Et dès lors, concevoit-on que des monolithes, mesurant 10, 20, 50, 100 mètres cubes et pesant 50, 100, 200,000 kilogrammes, aient pu glisser sur un tel plan et parvenir si loin ?

Avouons-le, ce sont là, sinon des impossibilités, au moins des difficultés à peu près insolubles dans l'hypothèse exclusive des glaciers. Recourons donc à une autre cause ; soyons diluvianistes ici, puisque le déluge nous explique mieux le transport de nos erratiques et la formation de nos moraines. Mais réservons-nous d'être glaciéristes ailleurs, ou l'un et l'autre à la fois, si les faits le demandent.

En dehors des sciences exactes, surtout dans les sciences qui sont à leur naissance comme la géologie, l'éclectisme est d'une incontestable sagesse et d'une grande utilité.

Au reste, j'adopte pleinement les conclusions de M. Martin dans son attachant article, et très volontiers je me joins à lui pour demander la conservation de nos blocs erratiques. Ce sont là de vénérables témoins du passé. Que de choses ils nous apprendront, si nous savons les interroger ? Détachés violemment de la roche mère, comme l'enfant du sein qui l'a porté, ballotés plus ou

moins longtemps, polis, arrondis par le choc, par le frottement, et maintenant immobiles objets de l'admiration du touriste, ils nous disent, dans leur éloquent silence, les épreuves de la vie présente et leur but, les fluctuations du temps et la glorieuse immutabilité de la vie future.

UN ÉCLECTIQUE.

BIOGRAPHIE-BIBLIOGRAPHIE

DU

BRIANÇONNAIS

VALLÉE DU QUEYRAS

(Canton d'Aiguilles)

ROZAN (FRANÇOIS, LE DOCTEUR)

Le Dr ROZAN est né au Château-Ville-Vieille en Queyras le 27 mars 1823.

Ses études universitaires terminées, bachelier ès-sciences et ès-lettres à 16 ans, il est entré à l'âge de 18 ans, à la suite d'un concours, dans la médecine militaire. Il a parcouru cette carrière d'une manière brillante et y est parvenu au grade le plus élevé, celui de médecin principal de 1^{re} classe. Doué d'aptitudes remarquables, il n'a point borné son ambition à devenir un chirurgien de supérieure habileté; il a élargi le champ de son instruction et acquis des connaissances variées. Il a pu affirmer par ses écrits, et plus tard par sa participation aux affaires publiques, dans son pays natal, l'étendue de son savoir et les ressources de sa vive et souple intelligence. Il débuta dans le service de santé militaire par un séjour de onze ans en Algérie. Il prit part à l'expédition de Rome en 1849. Il fit ensuite la rude campagne de Crimée, celle d'Italie

en 1859, commanda en chef le service médical au combat de Mentana, et, comme médecin major de 1^{re} classe, fut constamment sur la brèche pendant la désastreuse guerre franco-allemande.

Quelles terribles épreuves pour l'héroïque petite phalange des médecins et chirurgiens militaires, si réduite de nombre au regard du personnel médical des armées étrangères, si superbe de dédain du péril, suppléant à l'insuffisance numérique par l'abnégation et la surhumaine activité ! Cette gloire si pure du médecin militaire, elle lui est acquise, soit dans le triomphe des armées, soit et plus encore dans la défaite, qui multiplie pour lui les obstacles, les écrasants labeurs et les dangers de tous genres. A lire les rapports du D^r Chenu sur l'expédition de Crimée, ceux du D^r Bertherand sur celle d'Italie, et le livre *La guerre et la charité* par MM. Moynier et Appia, on demeure pénétré de la vérité de ces paroles du médecin en chef de l'armée de Crimée : « Chacun continue à faire son devoir avec un héroïsme et un mépris de la mort qui font l'admiration de l'armée. » Maxime du Camp, qui cite ces mémorables paroles, les fait suivre de ces réflexions dont irréprochables sont la justesse et l'à-propos : « Il est facile de monter à l'assaut, malgré les paquets de mitraille, lorsque l'on sent les coudes des camarades, enivré par le bruit, stimulé par l'exemple, les yeux fixés sur le drapeau qui marche en avant, comme l'image même de la patrie. La chaleur du sang, l'éréthisme nerveux, je ne sais quelle voix intérieure qui chante les fanfares de gloire, tout anime au combat et devient du courage ; l'effort n'est pas de longue durée, on arrive ou l'on tombe ; la mort est foudroyante ; elle a frappé avant qu'on ne l'ait aperçue. Cela est grand, je le sais, car tout sacrifice de soi-même est beau ; mais bien plus admirable me semble le dévouement du médecin qui, de pied ferme en son hôpital, engage contre la contagion la lutte quotidienne. Là, point d'emportement irréfléchi, point de cris de victoire ; mais la volonté, l'abnégation et le sentiment de ce que l'on doit à ceux qui souffrent, au respect de soi, à la fonction que l'on exerce. Dans le milieu empesté des salles d'ambu-

lances, la mort est humble, presque honteuse ; elle est partout, elle vous enveloppe ; on respire son haleine ; elle vous saisit entre le pot de tisane et le *geigneux*. Son appareil est misérable, son toucher fait de vous un objet de répulsion ; se battre contre elle sans défaillance, pendant des jours, pendant des mois, ne pas reculer d'un pas lorsqu'elle marche vers vous et vous regarde face à face, savoir qu'elle sera la plus forte, ne s'en point soucier, et redoubler d'énergie pour lui disputer ses victimes, c'est donner preuve d'une hauteur d'âme qui défie les paroles les plus élogieuses. Cet exemple, notre service de santé l'a offert en Crimée à tous les degrés de la hiérarchie, et la France n'aura jamais assez de reconnaissance pour le dévouement avec lequel il s'est prodigué. » (*Revue des Deux-Mondes*, 15 octobre 1888).

Le D^r Rozan, atteint en Crimée, ainsi qu'un grand nombre de ses collègues, du typhus, ce formidable frère de la guerre, se sauva de la mort, grâce à ses habitudes d'intelligente hygiène, de sobriété, et grâce aussi à son énergique volonté de vivre. Il donna raison, en cette circonstance, aux ingénieuses théories sur l'omnipotence de la volonté sur la maladie du D^r baron de Feurichtersleben, le célèbre médecin viennois (*Hygiène de l'âme*). Il put, en toutes autres circonstances de sa carrière militaire, grâce à sa vigueur de montagnard, traverser les épreuves de la guerre, sans nouvelle atteinte à sa santé .

Le Panthéon de la Légion d'honneur indique en ces termes les derniers errements de la carrière militaire du D^r Rozan : « Médecin en chef aux hôpitaux de Briançon, de Delys, de Perpignan et du Gros-Caillou, il s'est distingué dans toute sa carrière médicale par un dévouement, une activité et une intelligence professionnelle qui lui ont valu plusieurs ordres du jour et des félicitations de la part de ses chefs. »

Les limites de cet écrit nous interdisent d'entrer dans des détails sur la carrière militaire si honorablement parcourue du D^r Rozan. Qu'il nous soit permis cependant de signaler sa conduite à Mentana. Il y commandait en chef le service médical. Les dispositions, sur le champ de

combat, furent prises avec une habileté, une prévoyance et une célérité merveilleuses. « C'est un fameux *débrouillard*, votre parent le D^r Rozan », me disait peu après, le colonel Bougaud, de l'artillerie, acteur dans la lutte et témoin oculaire des mesures prises pour les soins aux blessés. C'est, en effet, une des qualités maîtresses de l'esprit du D^r Rozan que cette rapide intuition du *ce qu'il faut faire* suivie de l'immédiate exécution. Le colonel Bougaud, d'un mot vulgaire, mais expressif, avait très bien caractérisé cette rare faculté si précieuse, si nécessaire dans la profession du médecin militaire. Le D^r Rozan fut fait, à cette occasion, officier de la Légion d'honneur. Il est aussi officier de l'Instruction publique et décoré de plusieurs ordres étrangers.

Au cours de ses fonctions militaires et alors qu'il jouissait, dans le service des hôpitaux, de quelques loisirs, le D^r Rozan écrivait un livre et des opuscules sur des matières que le médecin traite avec autorité, la famille, l'éducation, les soins à donner à la première enfance, certaines maladies chroniques, les épidémies, etc.

Le livre fut publié en 1866 et a pour titre: *Nouvelle physiologie du mariage*, par le D^r du Queyras (pseudonyme du D^r Rozan). C'était là, il faut le reconnaître, un sujet délicat, scabreux, bien difficile à traiter à la suite de Balzac et de Sthendal, ces maîtres en analyse railleuse et fine. L'auteur s'en tira à son honneur. Le D^r Rozan fit un livre sincère et sérieux. Le sous-titre de l'ouvrage en indique le but légitime et la loyale intention : *De l'ignorance du mari et des déceptions de l'épouse*. Les observations, les conseils de l'auteur tendent à restituer au mariage la probité dans les relations entre époux, la poésie et les attraites du bonheur domestique au foyer conjugal. Ce livre appartient, par une visible parenté, à la famille des œuvres si discutées, si honnies mal à propos des uns, et des autres si justement admirées de Michelet, *L'Amour*, la *Femme*. Michelet écrit en poète, en amoureux ; le D^r du Queyras expose, analyse, discute en médecin, en savant, se laissant aller du resto, lui aussi, à des entraînements admiratifs, à des déclarations

attendries sur le charme initial faussé par l'éducation, sur les suaves délicatesses d'esprit et de cœur de celle pour laquelle il poursuit le redressement des ignorances, des erreurs et des torts du mari. A son apparition, le livre du D^r du Queyras a été remarqué; il a été l'objet dans la Presse de bienveillantes appréciations. Je cite parmi les critiques, Louis Jourdan, le rédacteur en chef du *Siècle*, et M. le professeur Berlioux, de la Faculté des lettres de Lyon.

Après sa mise à la retraite, le D^r Rozan, honoré, à plusieurs reprises, du mandat de conseiller général pour les cantons de la Grave et du Queyras, maire de la commune de Château-Ville-Vieille, s'est occupé avec ardeur des intérêts matériels et moraux de ses compatriotes, apportant dans l'examen et la discussion des questions le tribut d'un travail consciencieux, les multiples et précieuses ressources d'un esprit éclairé, ainsi que celles de l'expérience.

Parmi les projets de travaux publics, dont l'exécution était d'un intérêt majeur pour le Queyras, conçus par le D^r Rozan, mis par lui à l'ordre du jour et dont il a vaillamment poursuivi, avec des fortunes diverses, l'exécution, il faut signaler la tentative du déplacement de la rive gauche à la rive droite du Guil de l'assiette d'une partie de la route de Guillestre à la vallée du Queyras. L'amorce de la route du Queyras à Guillestre et son parcours sur une longueur de 5 kilomètres environ, présentaient jadis cette disposition de circulation à la fois difficile et dangereuse d'une rude ascension de Guillestre au point culminant dénommé *la Viste* et d'une descente vertigineuse sur la paroi de roches abruptes jusqu'à 150 mètres au-delà de *la Maison du roi*, au lieu appelé le *Pont-Brûlé*. « C'est le chemin le plus effrayant que j'aie suivi de ma vie », dit l'intendant Pajot de Marcheval dans le procès-verbal de son inspection du Haut-Dauphiné de juillet 1762 (mss. de ma collection).

Ces pentes, soit à l'ascension, soit à la descente, ont été quelque peu adoucies par des travaux de rectification

accomplis il y a quelques années. Mais ce n'est là qu'un palliatif insuffisant.

Le projet radical, le déplacement complet par le transfert d'une rive à l'autre de la route assurait seul, en toute saison, une bonne et sûre viabilité.

Depuis plus d'un siècle ce projet de rectification de la route a hanté la pensée des hommes d'intelligence et d'initiative qui ont eu la charge des intérêts de ces pays, soit comme administrateurs civils, soit comme commandants militaires, ces derniers se préoccupant de la question au point de vue stratégique.

Dans une *Notice sur le Briançonnais*, œuvre du sub-délégué Bonnot, du 31 juillet 1784 (mss. de ma collection), on trouve sur cet important sujet des détails qu'il n'est pas sans intérêt de reproduire :

« Le chemin qui conduit de Château-Queyras à Mont-Dauphin et à Embrun, est situé dans la Combe-du-Vehier, sur le bord de la rivière du Guil, qu'on est obligé de traverser plusieurs fois, et qui, étant grossie par la fonte des neiges ou par les grosses pluies, emporte chaque année des parties de chemin et des ponts, qui interceptent la communication et assujettissent les habitants de la vallée de Queyras à des travaux très considérables. Cette Combe, qui a près de trois lieues de longueur, est formée par des montagnes très hautes et très escarpées, d'où il écoule (*sic*), dans le temps du dégel ou des grosses pluies, une grande quantité de terres et de rochers, et dans le temps des neiges, des avalanches fréquentes, qui causent souvent des accidents ; elle est coupée par beaucoup de ruisseaux, torrents et ravins, qui causent aussi beaucoup de dégradations à cette route. Il n'est pas possible qu'il y ait, en quelque endroit, un passage plus mauvais et plus dangereux, en sorte que les habitants de Queyras ne peuvent sortir de leur vallée que très difficilement, au péril de leur vie et de la perte de leurs bestiaux.

« M. de Villaine, capitaine commandant le corps royal du génie à Briançon, chargé de la direction des fortifications du Château-Queyras, ayant reconnu tous les inconvénients et tous les dangers du passage de la Combe-du-

Vehier, s'est occupé, pendant les campagnes dernières, des moyens d'établir une communication plus solide et plus sûre, de Mont-Dauphin au Château-Queyras, tant pour les troupes du Roi, qui vont en garnison dans ces places, et pour les convois militaires, que pour le bien du commerce de la vallée de Queyras et de Mont-Dauphin dont l'accès est très difficile du côté de cette combe. Il a formé, en conséquence, le projet d'une nouvelle route *sur le revers de la montagne qui est sur la rive droite de la rivière du Guil ; l'exposition de cette montagne étant au midi, la route sera praticable dans tous les temps de l'année : elle sera d'ailleurs, moins dangereuse, plus courte et beaucoup moins sujette à des dégradations : M. de Rozières, directeur des fortifications de cette province, a approuvé ce projet, après l'avoir examiné sur les lieux, dans la dernière tournée qu'il a faite dans le Haut-Dauphiné. M. de Villaine a aussi communiqué les plans et devis de cette nouvelle route à M. le duc de Tonnerre et à M. de Marcheval, qui ayant vu les lieux, lui ont aussi donné leur approbation, et ont promis d'agir de concert pour obtenir les fonds nécessaires pour l'exécution d'un projet dont ils reconnaissent la nécessité et les avantages.*

« Les communautés de la vallée de Queyras ayant un grand intérêt pour le bien de leur commerce et pour éviter les dangers auxquels les passants sont exposés, que ce projet soit exécuté, et désirant l'accélérer et le faciliter autant que leurs forces peuvent le permettre, ont offert, par leur délibération du 30 octobre 1783, de faire les déblais des terres et des pierres dans l'étendue de leur territoire, jusqu'à leurs limites séparatives de l'Embrunois, dont les communautés chargées de l'entretien de la combe du Vehier¹ continueront les déblais à faire dans cette nouvelle route sur leur territoire ; ce serait rendre un service très important aux communautés de Queyras et à la ville de Mont-Dauphin, que de faire crê-

¹ Les communautés du mandement de Saint-Crépin (Saint-Crépin et Eygliers), et celles du mandement de Guillestre (Guillestre, Ceillac et Risoul).

cuter cette nouvelle route projetée, à laquelle le service du Roi se trouve très intéressé. »

M. Rozan a cru possible, de nos jours, la réalisation de l'œuvre projetée dans les dernières années du XVIII^e siècle. Il n'a épargné ni mémoires au ministère des travaux publics, à l'administration militaire, ni tentatives pour unir en un faisceau puissant l'action et les réclamations des communes de la vallée du Queyras, de celles de Mont-Dauphin et d'Eygliers, dans le canton de Guillestre, ni les vives expositions de la question au Conseil général. Il a échoué. Le chiffre élevé de la dépense, la résistance à outrance de la petite ville de Guillestre que le tracé de la rectification laissait en dehors de la voie, l'opposition du génie militaire, adoptant, au point de vue stratégique, d'autres vues que celles des ingénieurs militaires du XVIII^e siècle (et peut-être non sans raison) ont, été les pierres d'achoppement de cet important projet. Mais ce que l'on peut retenir des incidents de la lutte, c'est que le D^r Rozan y a apporté les ardeurs d'un chaud patriotisme, d'un amour vigilant de son pays natal, l'action de toutes ses facultés, et toute la séduction de sa parole persuasive¹.

Il lui a été adressé, à ce propos, le reproche d'avoir usé, dans les négociations et les pourparlers de cette grosse affaire, de finesse et de diplomatie. Singulier grief, en vérité et de quelle dérisoire portée !! Quand et où fut-il interdit, pour entraîner les adhésions, de faire miroiter à l'éclat d'une vive lumière l'excellence du but, de proclamer le résultat profitable, nécessaire, et, dans la généreuse ardeur du désir du succès, de dépasser peut-être inconsciemment la région des possibilités ? Si le D^r Rozan a fait de la diplomatie au milieu des fiévreuses préoccupations des intérêts de sa chère vallée natale, c'est sans doute aussi par amour de l'art et pour ne pas être en reste avec ses compatriotes, les plus fins diplomates du monde puisqu'ils en ont été et en sont encore les plus habiles négociants.

¹ Le D^r Rozan poursuit, en ce moment même, un nouveau redressement de la route par la rive gauche du Guil.

L'un des plus grands hommes de notre France, le plus fin diplomate peut-être de ce siècle, Thiers, était Queyrassin d'origine ¹.

Pour mon compte, j'ai toujours trouvé, dans les relations de famille et d'amitié, le D^r Rozan, sincère, d'absolue droiture, pas n'est besoin de le dire, et aimablement affectueux. Si c'est là de la diplomatie, c'est de la bonne !

Un reproche plus fondé, mais qui ne ressort que du jugement du coupable lui-même, qui n'a qu'une portée intime et personnelle, c'est celui qui peut être articulé contre le docteur pour sa réclusion volontaire dans sa vallée du Queyras, sous prétexte de menaces de rhumatismes avec lesquels il n'a jamais eu, Dieu merci, rien à démêler. Qu'il y prenne garde ! Les dons de l'intelligence ne demeurent dans leur intégrité qu'à la charge, non seulement d'entretien, mais de développement sur tout le front de bandière. Le champ de Château-Ville-Vieille y suffit-il ?

La rouille entame quelquefois les lames les mieux trempées. A bon entendeur, salut.

BIBLIOGRAPHIE

— *Nouvelle physiologie du mariage*, par le docteur du Queyras, in-12. Paris, Arnault de Vresse, 1866, 2^e édition.

— *Mémoire sur la nécessité de réformer le système agricole dans les Hautes-Alpes*, par le D^r Rozan, in-8°. Lyon, Aimé Vingtrinier, 1867.

— *L'administration et le service de santé militaires*, in-8°. Paris, librairie militaire, 1879.

— *Projet d'un chemin de grande communication sur la rive droite du Guil, de Saint-Guillaume sous Mont-*

¹ Garnier-Pagès, ancien membre du gouvernement provisoire, disait un jour à M. Thiers qu'il venait de faire un voyage à Briançon pour visiter, à Saint-Blaise, le berceau de la famille de son frère, Garnier-Pagès l'aîné (on sait que les Garnier-Pagès étaient frères utérins). « Moi aussi, lui dit M. Thiers, je suis, par mon aïeul paternel, un *Garot* (terme provençal), un haut-alpin du Queyras. » Je tiens ce détail de M. Garnier-Pagès lui-même.

Dauphin au Pont-Brûlé, in-4°, avec plans. — Autographié.

— *Étude sur l'étiologie du goître à propos d'une épidémie de goître aigu observée à Briançon en 1863*, par M. Rozan, (publié dans le recueil de *Mémoires de médecine, de chirurgie et de pharmacie militaires*, 1863).

— Articles sur l'industrie nourricière publiés dans divers journaux.

— Mémoire déposé à titre de pétition sur le bureau du Sénat, sur la suppression des bureaux de placement des nourrices et des nourrissons. Ms.

— Nombreux articles dans le journal *l'Echo du Val-de-Grâce* sur la nécessité de l'autonomie du corps de santé militaire vis-à-vis de l'intendance, 1849.

— *Mémoire sur la perforation du col Lacroix et la création d'une grande voie des Alpes du midi à Turin par le Queyras, Bobbio, La Tour, Pignerol* (Autographié).

VASSEROT.

La famille Vasserot, fixée à Aiguilles-en-Queyras, était nombreuse et riche.

Des membres de cette famille émigrèrent à la révocation de l'édit de Nantes et se fixèrent à Genève. Ils y trouvèrent bon accueil. — Voici ce qu'on lit dans *l'Histoire des réfugiés protestants de France*, de M. Ch. Weiss (t. 2, p. 210) :

« La population genevoise comprenait trois classes distinctes : les citoyens, les habitants, les étrangers. Le peu d'étendue de la ville et du pays, et plus encore la crainte d'offenser Louis XIV, ne permirent pas aux magistrats de concéder le droit de cité à beaucoup de fugitifs. Cette faveur, prodiguée dans le siècle précédent, ne fut accordée après la révocation qu'à des hommes dont la fortune ou l'illustration personnelle promettaient à la République un surcroît de puissance ou d'éclat : à Jacques Aynard de la Baume... aux Vasserot, de la vallée de Queyras... etc... »

Ceux des Vasserot qui restèrent dans la vallée du Queyras s'enrichirent dans le commerce.

Parlant des habitants d'Aiguilles et de leurs aptitudes pour le commerce, le curé Albert (ainsi que nous l'avons dit plus haut) s'exprime ainsi : « Il y en a aussi quelques-uns qui ont fait des fortunes considérables dans le commerce, comme les sieurs *Vasserot* et autres. »

Cette opulence qui suppose chez ceux qui l'ont acquise, vive intelligence et forte activité, est encore signalée par cette boutade de la muse populaire dans la vallée du Queyras :

La cavalo de Moussu Vasserot
Qu'avio lou fers d'argeint
Et qui piaffava sur la peïro
Fasio de fuo, fasio de fuo.

Dans la liste des notables du département des Hautes-Alpes, dressée en l'an X de la République, figure, parmi les fonctionnaires : Joseph-Chaffrey-Valentin VASSEROT (d'Aiguilles), conseiller de préfecture, âgé de 33 ans.

ARISTIDE ALBERT.

LES PRÉNOMS EN DAUPHINÉ

AU COMMENCEMENT

DU

QUINZIÈME SIÈCLE (1400-1425)

(SUITE.)

En Dauphiné, *Albert, Allemand, Amédée* (au nord).
André, Antoine, Armand, Arnaud, Arnoul, Arnoux,
Artaud, Aubert, Aymard, Aymé, Aymon, Baudoin,
Benoît, Bérard, Bérenger, Berlion, Bernard, Boson,
Didier, Durand, Falco, Franco, Gaspard, Geoffroy,
Georges, Gèrente, Gilbert, Gilles, Guichard, Guigues,
Guy, Hugues (saint Hugues, évêque de Grenoble), *Hum-*
bert, Isnard, Isoard, Jacques, Jean, Jossierand, Lan-

telme, Leuczon, Marc, Martin, Michel, Nicolas, Ode, Paul, Philibert, Pierre, Pons, Raymond, René, Richard, Ripert, Robert, Roland, Rostaing, Simon, Simond, Thibaud, Thomas..... étaient très répandus. Comme dans beaucoup d'autres provinces, *Guillaume* était également fort commun, un peu moins cependant qu'au *xiv^e* siècle. Ce nom était si vulgaire au moyen-âge que Montaigne raconte le fait suivant: « C'est une chose legiere, mais toutesfois digne de mémoire pour son estrangeté et escripte par tesmoin oculaire, que Henry, duc de Normandie, fils de Henry second, roy d'Angleterre, faisant un festin en France, l'assemblée de la noblesse y feut si grande, que pour passe-temps, s'estant divisée en bandes par la ressemblance des noms, en la première troupe, qui feut des *Guillaumes*, il se trouva *cent dix* chevaliers assis à table portants ce nom, sans mettre en compte les simples gentilshommes et serviteurs ¹. » L'héritier présomptif de la couronne d'Angleterre avait fait placer la noblesse par groupes du même nom, de même que Géta faisait réunir les mets dont le nom commençait par la même lettre, pour les faire servir selon l'ordre alphabétique ². Les altérations et les dérivés par aphérèse ou apocope des prénoms énumérés ci-dessus étaient nombreux.

Bien que *Louis* fut assez peu connu sur la rive gauche du Rhône, une chapelle de la petite église de la Bréole (Basses-Alpes) était dédiée à saint Louis. *Georges* était fort populaire au centre et dans le midi de la France (Dauphiné et Avignon, *Jorgi* et *Jordi*; Provence, *Juers*, *Juere*, *Jourget*, *Jory*; Languedoc, *Jory*; Rouergue, *Juery*; Auvergne, *Joiry*; Poitou, *Juire...*). *Georges* de la Trémoille, sire de Craon et de Sully, devint grand chambellan de France sous Charles VII. Saint Georges, toujours représenté à cheval (proverbe : être monté comme un saint Georges), était vénéré partout; il a seize homonymes. Des chapelles existaient en son honneur, non seulement dans les villes importantes (Vienne, Valence),

¹ MONTAIGNE. Edition Didot, p. 139, liv. I, chap. 46.

² SPARTIEN. *Géta*, c. 5.

mais encore jusqu'au fond des Alpes dans l'église métropolitaine d'Embrun, les églises de Saint-Pierre-d'Argençon, de la Baune-des-Arnauds, de Veynes, de Saint-Véran ¹. Le cri des Dauphins de Viennois était SAINT GEORGES ET DALPHINÉ. Plusieurs familles pauvres du nom de Saint-Georges habitaient Grane (Drôme) au commencement de ce siècle. Une auberge de Gap avait pour enseigne « Saint-Georges » au xvi^e siècle. Saint Georges est le patron de quelques communes, qui ne portent pas son nom, comme Mornas (Vaucluse), où il existe aussi une petite chapelle, sous le vocable de saint Baudille, martyr à Nîmes ; c'est là que les habitants ont coutume d'aller déposer les calottes des enfants atteints de maladies du cuir chevelu. *Georges* est également un prénom féminin. Sainte Georgie ou Georges, vierge de Clermont, a été martyrisée au v^e siècle. Les dédicaces de chapelles à « Monseigneur saint Nicolas », patron des petits enfants, invoqué jadis à Huez (Isère ; chapelle de Brandes) par les jeunes filles désirant se marier, étaient fréquentes. C'était un des saints les plus populaires en France. Les fidèles, si crédules au moyen-âge, raffolaient des légendes ; aussi honoraient-ils particulièrement les saints qui en étaient l'objet. Saint Denis, évêque de Paris, portant sa tête, saint Roch, accompagné par son chien, (à qui l'on disait : « Et surtout n'amenez pas votre chien, car nous n'avons pas du pain de reste »), saint Pierre, détenteur des clefs du Paradis, saint Antoine, tenté par le démon, saint Nicolas, évêque de Myre, ressuscitant trois enfants coupés en morceaux et cuits dans une chaudière, étaient très aimés. Le récit de ces légendes produisait une grande impression sur la faible imagination du peuple ². Toutes les villes de quelque importance avaient une église dédiée à saint Pierre ; elles ont encore aujourd'hui une rue Saint Pierre ou une place Saint Pierre. Cinquante-huit villages ou villes ont

¹ PAUL GUILLAUME. *Pouillés de 1516 ou Rôles des Décimes des diocèses de Gap et d'Embrun*.

² JACOBUS DE VARAGINE (xiii^e siècle), provincial des Dominicains, puis archevêque de Gênes, a recueilli dans sa *Legenda aurea* tous les contes inventés dans ces temps d'ignorance.

conservé le nom de Saint Denis, quarante-deux villages celui de Saint Nicolas, vingt-six celui de Saint-Antoine, deux celui de Saint Roch, et deux cent un celui de Saint Pierre. L'Église vénère seize saints du nom de Nicolas, trois de celui d'Antoine (non compris quatorze de celui de saint Antonin), cent seize de celui de Pierre. *Saint Gilles* (diminutif, contraction et aphérèse d'Ægidius, Ægidulus, Gilles), abbé du Languedoc, mort au VI^e siècle, était aussi populaire en Dauphiné, en Provence, dans le Languedoc, l'Ile-de-France et plusieurs autres provinces, qu'en Auvergne saint *Austremoine* (sanctus Stremonius) et en Bourgogne saint *Bénigne* (saint Broin, *Beroing* ou *Breigne* en lang. vulg.), martyrisé à Dijon vers 178 ou 179 (fête principale le 24 novembre). Saint Gilles a laissé son nom à vingt-quatre villages. Jacques-Bénigne Bossuet (1627-1704), l'illustre évêque de Meaux, est originaire de Dijon. *Bénigne* Frémot, président à mortier du parlement de Dijon, fut le père de sainte Jeanne de Chantal, née à Dijon en 1572 et fondatrice de l'ordre de la Visitation.

Elzéar n'est nullement un prénom juif; il ne doit pas être confondu, comme on l'a fait souvent, avec *Eléazar*, forme primitive de *Lazare*. Saint Elzéar, comte d'Arian en Provence et baron d'Ansouis, mourut à Paris le 27 septembre 1323; sa femme était sainte Delphine. Ce saint est également distinct de saint Elsiaire, moine de Saint-Savin de Lavedan en Bigorre. Elzéar Rigaud était lieutenant au gouvernement du Dauphiné en 1426. *Crapace* et *Ossasica* sont deux noms bizarres s'il en fut. *Crapace* est une altération de *Caprais* (en lang. vulg. *Crapasy*, *Grapsy*). Sanctus Caprasius fut martyrisé à Agen (III^e ou IV^e siècle). *Crapace* d'Yse, seigneur de Vaumeil en Provence et ancêtre de la légendaire M^{me} d'Yse, vint habiter cette province vers 1424 (1). *Ossasica* se rencontre sous les formes *Ossasicha*, *Osassiche*, *Ossasich*, *Ossaseche*, *Ozasecha* etc., Plusieurs membres de la famille de Flotte ont porté ce prénom. Raimbaldus Osasica, qui figure dans le cartulaire de Die, en qualité d'arbitre en 1224, n'est autre que

¹ RIVOIRE DE LA BATIE. *Armorial du Dauphiné*, p. 818.

Raimbaud d'Ozasèche de la famille des Béranger de Royans, mort en 1227 ¹. L'ancienne famille du Gapençais Osasèche s'est éteinte en 1497 ². *Donat* (*Donnat*) et *Marc* (*March*, *Marcon*, *Marcou*, *Marquetus*) étaient peu recherchés. Une église de la paroisse Saint Marcellin à Embrun était sous le vocable de Saint Donat, qui a laissé son nom à un chef-lieu de canton de la Drôme. Saint François d'Assise, mort en 1226, et l'ordre des Franciscains dont il est le fondateur, furent si populaires au moyen-âge, que les grands seigneurs se firent souvent enterrer dans les églises de leurs couvents, et que le prénom *François* fut à la mode dès le XIII^e siècle. François de Grignols, chambellan du roi, est l'un des trois gentilshommes qui combattirent en champ clos trois chevaliers portugais le 21 février 1415 ; il prit part à l'assassinat de Jean sans Peur. *François* (*Françoisz*, *Francès*), rendu illustre par le baron des Adrets et le fameux Lesdiguières, et *Franco* (*Francon*, *Francoz*), d'origine tudesque, qui a formé en Dauphiné les noms propres Francoz, Francon, Franconnet, Franque, et probablement Françon, sont deux prénoms différents. Le premier auteur qui ait écrit sur la mesure (musique) est Franco, appelé par les uns Franco de Paris, et par d'autres Franco de Cologne (XI^e siècle). L'antipape Boniface VII (984-985), meurtrier de Jean XIV, était appelé *Franco*. M. Pilot s'est singulièrement mépris sur l'étymologie de Francon et de Francoz, qu'il croit dérivés de franc ³, et qu'il fait figurer avec les noms de qualités, de défauts corporels, de vices, etc.,.. *Adhémar* (*Adèmar*, *Azèmar*), était encore usité, comme nom et comme prénom, non seulement en Dauphiné et en Languedoc, mais encore en Italie. Adhémar Alamanno, archevêque de Pise, fut envoyé, en 1411, comme légat en France par Jean XXIII. *Humbert* (*Umbert*) se rencontre aussi ailleurs qu'en Dauphiné. Humbert de Saint-Amour, seigneur de Venzelles, était conseiller de Philippe le Bon, duc de Bourgogne.

¹ CHORIER. *Hist. de la mais. de Sassen*, p. 40.

² *Armorial du Dauphiné*.

³ *Bulletin de la Société de Statistique de l'Isère*, 1861. *Recherches sur les noms de famille, principalement en Dauphiné*.

Amédée était commun au nord du Dauphiné et surtout en Savoie; on disait quelquefois *Amé* pour *Amédée*. *Ramus* (*Ram*, *Rame*) était à la fois nom de baptême et nom propre comme une foule d'autres noms. Deux familles nobles de ce nom ont habité le Dauphiné. Plusieurs familles *Rame* (Robert *Rame*, apothicaire en 1480), demeuraient à Embrun au *xv^e* siècle. Vers 1481, Martin *Rame* aurait été ressuscité à la suite des prières adressées par son frère à Notre-Dame d'Embrun. *Lancelot* (*Lancelon*, *Lancelin*, *Lancin*, *Lancellot*) et *Ancelin* (*ancillus*), signifie le serviteur, serviteur. *Rasse* et *Race* paraissent être des altérations du tudesque *rage* ou *rege* (puissant). L'*Armorial du Dauphiné* mentionne les familles nobles *Rage* et *Rage* de Voissanc. *Triboulet* est usité à Paris au début du *xv^e* siècle (1402). *Robin* (*Robien*, *Roubin*, *Robinet*), forme apocopée de *Robert* (*Robbertus*, *Rotbertus*), un des noms les plus répandus, figure fréquemment dans les chansons de cette époque :

Robin m'achata corroie
Et aumônière de soie;
Pourquoy donc ne l'aimeroie?
Robin m'aime, Robin m'a.

Le suffixe *on* étant un des suffixes préférés, les noms de baptême ayant naturellement cette terminaison ou la terminaison *mond*, étaient assez recherchés, sauf quelques exceptions : *Abbon* ou *Abon*, *Albaron* ou *Alvaron*, *Aulzon*, *Avulon*, *Aymon* (*Aymonet*, *Aymonnet*, *Aymond*, *Hemonnet*), *Azon*, *Berlhion*, *Bernard*, *Boemond*, *Boson* (*Bozonnet*, *Bosonnet*), *Drodon*, *Duron*, *Edmond* (*Emond*, *Emont*), *Ennemond* (*Enymond*), *Esmidon* ou *Ismidon* (*Esmideo*), *Falcon*, *Florimond*, *Francon* (*Francoz*), *Garson*, *Genton*, *Hamon*, *Hysmidon* (*Ismidon*, *Ismide*) et *Hesmidon*, *Leuczon*, *Odon*, *Ponon*, *Poton*, *Rampon*, *Raymond*, *Salomon* (*Salamon*), *Sancton* et *Santon*, *Sigismond*, *Simon*, *Simond* (contraction de *Sigismond*). *Duronus Dumans* était « *curatus Montilii* » en 1422.

Quant aux « noms de baptême » féminins, *Jehanne*, *Jaquette*, *Perrelle* et leurs altérations, *Alyse*, *Alix*, *Ame-*

line, Brigitte, Bonne, Berthonne, Catherine, Claudine, Eléonore, Florida ou Flora, Gillette, Geneviève, Ger- vaise, Marguerite, Michelle, Sibylle... étaient préférés. Michelle, fille de Charles VI et d'Isabeau de Bavière, épousa Philippe de Bourgogne dit le Bon ; Charles VI lui donna ce nom, à cause de sa vénération pour saint Michel. *Marie* n'était pas aussi répandu que de nos jours, où toutes les femmes ont ce prénom, s'il en faut croire un mauvais plaisant ; la noblesse de notre région le portait néanmoins volontiers. Les habitants des Hautes-Alpes honoraient cinq saintes du nom de Marie : Maria de Consolatione, Maria Magdalena, Maria (Sainte-Vierge), Maria de Pietate ou Domina de Pietate ou Domina Pietatis, Maria de Nazareth ou Nazaret ou Maria Nazareth. *Alasia, Aglina, Audisia, Belenda, Borqueta, Brunissende, Bryansa, Durse, Emphélise ou Phélise, Eyglantina, Flandina, Helmorgia, Isabel, Mabile, Méraude, Murette, Phanetta, Rixante, Tiburge, Yolande.....* étaient recherchés en Dauphiné, où l'on trouve déjà un certain nombre de prénoms bizarres. Phélise est encore usité de nos jours par la noblesse. *Blanche* commence à apparaître, mais ce nom est très rare jusque vers 1450. Blanche d'Anjou, fille naturelle du roi René, épousa en novembre 1407 Bertrand, seigneur de Beauvoir (Maine-et-Loire) et sire de Précigné (Sarthe). Sanctus Bonus ou Bonitus, évêque de Clermont au VIII^e siècle, jouissait d'une grande popularité, non seulement au centre de la France, mais encore dans les provinces de l'Est et du Midi. Deux villages de la Marne et de la Savoie s'appellent Saint-Bon. Si le prénom *Bon* ou *Bonel* n'était pas très répandu, on le rencontre à chaque instant sous la forme féminine *Bonne*. Ce nom, à peu près inconnu aujourd'hui, a été usité jusqu'à la Révolution. *Bonne-Félicité* Bernard, fille de Samuel Bernard et de Pauline-Félicité de Saint-Chamans, épousa, le 22 septembre 1743, Mathieu-François Molé, seigneur de Champlâtreux et grand-père du comte Louis-Mathieu Molé, mort au château de Champlâtreux le 23 novembre 1855, homme d'État sous l'Empire, la Restauration et la Monarchie de 1830 ; depuis le célèbre magistrat Mathieu

Molé, le prénom Mathieu a été porté par la plupart des membres de la famille Molé. M. Pilot a classé à tort les noms Bon, Bonnet, Bonin, Bonnat, Bonnot, Bonnier, Abon, Albon, Abonnel, Abonin sous la rubrique : Noms de qualités, de défauts corporels, de vices¹. Il n'existe pas de Sainte-Bonne; on peut citer actuellement deux noms dans les mêmes conditions que Bonne: Joséphine et Pauline. Pauline a été formé de Paul ou de Paulin, et, en outre, par aphérèse et contraction d'Apollonie (Apollonine, Apolline, Pauline). La fête des personnes qui ont ce prénom est généralement souhaitée le 29 juin (Saint Pierre et Saint Paul). Sancta Bonosa et sanctus Bonosus ont été transformés en sainte Veneuse et saint Venoux. *Babellonne* paraît dériver du nom de Sanctus Babolenus (Bobolin ou Babolein), abbé de Saint-Maur-des-Fossés au VII^e siècle. Saint Babolin I et saint Babolin II ont été archevêques de Vienne aux VII^e et VIII^e siècles. *Béatrix* était assez recherché. Béatrix, fille du dauphin Guignes V (1148-1162), devint l'épouse d'Hugues III, duc de Bourgogne. Nicolas de Baye, mort en 1417, possédait « un drap de haulte liche de l'istoire Béatrix, fille du roy de Tyr »². Le style et la nature du sujet de cette tenture sont inconnus. Guiffrey (Hist. de la tapisserie), mentionne seulement une tenture relative à l'histoire de Béatrix, mais de fabrication flamande et du XVI^e siècle. *Bonne*, *Yolande* et *Isabelle* ne sont particuliers ni au Dauphiné ni à la France. Bonne Visconti, fille de Charles Visconti et de Béatrix d'Armagnac, demoiselle d'honneur de la reine Isabeau de Bavière, épousa, en septembre 1411, Guillaume de Montauban; la reine lui fit présent à cette occasion de mille livres en vaisselle d'or. Yolande de Bar, épouse de Jean d'Aragon, roi d'Aragon sous le nom de Pierre IV, fut mère d'Yolande d'Aragon, femme de Louis II roi de Sicile.

Plusieurs prénoms de femmes ont été formés en donnant une terminaison féminine à des prénoms masculins : *Arnaude*, *Auberte*, *Arthaude*, *Armande*, *Gasparde*,

¹ *Recherches sur les noms de famille, principalement en Dauphiné.*

² *Mémoires de Nicolas de Baye*, t. II, p. LXIV.

Astorgia, Aymara, Berangiera, Aynarda, Benoite, Bertrande... Au contraire le prénom masculin *Catherin* a été obtenu en supprimant l'e final de *Catherine*. Un peu plus tard *Claude* fut usité comme prénom féminin. Claude de France, fille de Louis XII et d'Anne de Bretagne, épousa François duc d'Angoulême, devenu François I^{er}. Claude de France, duchesse de Lorraine, était la septième enfant d'Henri II et de Catherine de Médicis. *Gervaise* était porté quelquefois par des hommes. Marie, Anne et Camille sont aujourd'hui des prénoms masculins ou féminins.

Une curieuse coutume, dont on connaît d'ailleurs d'autres exemples, existait jadis à Grenoble. L'enfant d'un consul, venu au monde pendant l'exercice des fonctions de son père, était tenu sur les fonds baptismaux par un autre consul au nom de la cité. La cérémonie du baptême était solennelle; la mère recevait un riche cadeau. *Grenoble* était l'un des prénoms de l'enfant ¹. Parfois, dans les familles royales, le nouveau-né avait deux parrains. Le 13 octobre 1492 eut lieu le baptême du Dauphin, fils aîné de Charles VIII et d'Anne de Bretagne. Ses parrains étaient le duc d'Orléans et le duc de Bourbon; sa marraine la reine de Sicile. On lui donna le nom de Charles, auquel on ajouta Orland (Horlans) sur les instances du « bonhomme hermite du Plessis. » ² Ce jeune prince mourut prématurément le 6 décembre 1495. L'auteur de la rare et belle médaille, offerte en 1494 par les consuls de Vienne à Charles VIII, l'a représenté au droit debout sur les genoux de sa mère.

Les prénoms du xv^e siècle doivent être divisés en deux groupes : les uns sont des noms de saints, les autres des noms d'origine germanique. Ces derniers étaient bien moins nombreux que les premiers, surtout dans la bourgeoisie et le peuple. Beaucoup de saints ont des noms d'origine germanique, usités encore à cette époque. L'influence du clergé était si puissante, les idées religieuses si développées et si profondément enracinées, les senti-

¹ PILOT. *Usages, fêtes et coutumes existant ou ayant existé en Dauphiné*, t. I, p. 86.

² *Mémoires de la Société arch. de la Touraine*, t. III, p. 131.

ments religieux si sincères, la confiance dans l'intervention des saints si grande, que la majeure partie des prénoms était empruntée à l'onomastique des saints ; aussi lorsqu'on se trouve en présence d'un prénom, affectant une forme tudesque et porté aussi comme nom propre, il ne s'en suit nullement que ce ne soit pas le nom d'un saint. Les fidèles ignorants croyaient les saints doués d'une puissance propre, et au lieu d'un simple hommage ou *culte de dulie*, c'était un véritable *culte de latrerie* qu'ils leur rendaient.

Les artisans et les hommes de métiers donnaient avec plaisir à l'un de leurs enfants le nom du saint, patron de la corporation à laquelle ils appartenaient. Des fils, parfois le fils aîné, de boulangers, s'appelaient Honoré (saint Honoré, évêque d'Arles), de charpentiers, de maçons ou de tailleurs de pierres, Joseph ; d'orfèvres, de forgerons, de serruriers ou de charrons, Éloi ; de savetiers et de corroyeurs, Simon ; de cordonniers, Crépin ou Crépinien. Les enseignes religieuses ont disparu à peu près complètement. On peut voir encore à Montélimar (Grande-Rue), au-dessus de la porte du magasin d'un cordonnier, un tableau représentant saint Crépin avec ces mots : A SAINT CRÉPIN. De même des enfants de bouviers étaient nommés, Antoine ; de laboureurs, Vincent ou Valentin ; de drapiers, Blaise ; de tailleurs et quelquefois de boulangers, Michel ; d'hommes de loi, Yves ; de notaires, Jean (Saint Jean l'Evangéliste était patron des notaires).

ROGER VALLENTIN.

(A suivre).

GAP ET EMBRUN

ET LE

SIÈGE ÉPISCOPAL DES HAUTES-ALPES

EN 1790.

Un des premiers articles de la constitution civile du clergé, que l'Assemblée nationale et son comité ecclésiastique eurent à examiner dans les premiers mois de l'année 1790, portait que chaque département formerait un seul diocèse et que chaque diocèse aurait la même étendue et les mêmes limites que le département. Pour les départements où il n'existait qu'un seul diocèse, où les droits acquis des métropoles ou des villes épiscopales étaient incontestables, la désignation n'offrait aucune difficulté ; mais lorsque dans les mêmes départements, de si récente formation, se trouvaient soit deux ou plusieurs évêchés, comme dans la Corse ou le Pas-de-Calais, par exemple, ou un évêché et un archevêché, comme dans les Hautes-Alpes, alors les compétitions des villes rivales se donnaient libre carrière, la lutte des intérêts s'engageait de la façon la plus vive et c'était à qui déploierait le plus d'intrigues, de démarches et ferait agir le plus d'influences et de députés de l'assemblée pour obtenir le siège épiscopal du département. Aussi dès que l'assemblée nationale fut saisie du principe même de la constitution civile du clergé et que le comité ecclésiastique se mit à élaborer cette loi qui devait être pour la Révolution l'origine de tant d'insurrections violentes et de tant de mesures extrêmes, Gap et Embrun se mirent-elles sur les rangs et cherchèrent-elles réciproquement à faire prévaloir leur droit sur le nouvel évêché.

Embrun n'avait d'ailleurs pas attendu cette circonstance pour essayer de prendre dans le département une situation prépondérante. Déjà elle avait adressé en janvier 1790 à l'assemblée nationale un mémoire pour être choisie « comme chef lieu du Haut-Dauphiné ». Mais la situation topographique de Gap détermina la Constituante et la demande d'Embrun fut rejetée. Cet échec lui fut sen-

sible. Ses partisans étaient nombreux et influents à l'assemblée. La presque totalité des députés du Dauphiné lui étaient favorables, et parmi eux Colaud de la Salcette, ancien chanoine d'Embrun, et Grand de Champrouet, député suppléant du Tiers Etat, assesseur au bailliage de Briançon, qui avait remplacé Mounier, démissionnaire, soutenaient surtout sa cause et dès les mois de mars et d'avril mirent tout en œuvre pour faire triompher ses prétentions.

De leur côté les influences dont Gap pouvait disposer n'étaient pas négligées. En première ligne venait Rolland, curé de la Motte-du-Caire, membre de l'assemblée. Rolland, originaire de Gap, avait pour sa ville natale la plus vive affection. Il fut pour ainsi dire la cheville ouvrière des négociations et il déploya pour les faire réussir une activité et un dévouement dignes d'un meilleur résultat. Très lié avec Gassendi, secrétaire du comité ecclésiastique et son co-député des sénéchaussées de Forcalquier et Sisteron, Rolland espérait l'intéresser à ses démarches pour Gap. Mais Gassendi, circonvenu déjà par quelques députés du Dauphiné, ne voulut prendre parti ni pour l'une ni pour l'autre ville et observa la neutralité la plus complète. Un autre enfant des Alpes, l'évêque de St-Flour¹, membre également de l'assemblée, s'était déclaré pour Gap et de concert avec Rolland dans les couloirs de l'assemblée nationale, autour du comité, travaillait à gagner des voix à la cause de cette ville. L'attitude de l'évêque de Gap, M. La Broue de Vareille, et de l'archevêque d'Embrun, M. de Leyssin, était des plus dignes. Estimant que l'assemblée n'avait pas la compétence nécessaire pour ériger seule les diocèses, décider de leur étendue et de leurs limites, ils se contentaient chacun de transmettre purement et simplement les mémoires de leurs villes épiscopales à leurs confrères de l'assemblée nationale, sans appuyer eux-mêmes les revendications qu'ils contenaient.

Ce fut au commencement du mois de mars que les mémoires commencèrent à être adressés à l'assemblée natio-

¹ Claude-Marie Ruffo de Laric, évêque de St-Flour de 1780 à 1791.

nale. Gap et Embrun y énuméraient les avantages et les raisons qui militaient en faveur de l'établissement, dans leur sein, du nouvel évêché. Embrun faisait valoir son titre de métropole, ses magnifiques bâtiments archiépiscopaux ; Gap son titre de chef-lieu du département, sa situation topographique, ses intérêts matériels, l'intérêt du plus grand nombre.

Rolland tenait au courant ses amis de Gap presque jour par jour de ce qui se passait au comité ecclésiastique. Il correspondait avec le chanoine de Cazeneuve, le futur titulaire du siège épiscopal en question. De Cazeneuve était à cette époque premier officier municipal de la ville de Gap, dont il allait devenir maire par l'élection de Marchon aux fonctions d'administrateur du département (juillet 1790).

Le 4 mars Rolland lui écrit :

« Monsieur, je viens d'être informé que le comité ecclésiastique qui doit proposer à l'assemblée de réduire les
« sièges épiscopaux au nombre des départements, doit
« aussi lui faire la proposition de ne se déterminer sur
« la fixation des lieux où ils seront établis, qu'après
« avoir connu le vœu des assemblées de département ;
« et cela me paraît si indispensable que je ne doute pas
« que l'assemblée n'adopte l'avis du comité : d'après cette
« conjecture très vraisemblable, je crois que des mémoi-
« res adressés à l'assemblée suffisent pour le moment, et
« qu'il n'est pas nécessaire comme je l'avais d'abord ima-
« giné, d'envoyer un député à Paris dans les circonstan-
« ces. Si elles venaient à changer, j'aurai l'honneur de
« vous en informer.

« Ma précédente opinion était fondée sur des craintes
« légitimes et sur la maxime qu'il faut toujours prendre
« le parti le plus sûr, principalement des choses de la
« plus grande importance ; et j'y persisterai encore, si la
« dépense et les modiques facultés de notre ville ne de-
« vaient pas être prises en considération ; mais tout exa-
« miné, il est prudent de s'abstenir d'une démarche qui
« pourrait être inutile et serait dispendieuse ¹). »

¹ Archives de la ville de Gap.

Un P. S. termine cette lettre : « Avant de cacheter ma lettre, ajoute Rolland, j'ai eu l'honneur de voir M. l'évêque de St-Flour qui a reçu un mémoire qui lui a été adressé par notre prélat. Il en fera usage en temps et lieu. Nous sommes convenus de nous concerter quand il s'agira de veiller aux intérêts du siège épiscopal du chapitre et de la ville de Gap. »

Mais entre les partisans d'Embrun et de Gap les rapports n'étaient pas des plus agréables et les discussions n'étaient pas sans aigreur. « J'ai eu aujourd'hui, raconte Rolland, toujours le 4 mars, une petite querelle en présence d'un membre du comité de constitution avec M. de Champrouet, au sujet de son entêtement à vouloir réunir les 3 comités du Champsaur au district d'Embrun. Comme je faisais voir au susdit membre la position d'Embrun relativement à ces comités et toute l'épaisseur des Alpes entre ces deux localités, il s'est fâché tout de bon et assez grossièrement, par ce qu'il voyait que le membre du comité désapprouvait sa prétention et je lui ai dit finalement qu'il avait beau faire et que jamais ces comités n'auraient de relation avec Embrun comme chef-lieu de district ¹. »

De son côté l'évêque de St-Flour qui avait reçu du corps municipal de Gap une lettre et la copie du mémoire adressé à l'assemblée nationale, lui répondait le 5 mars.

« J'ai reçu, Messieurs, avec la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le mémoire y joint pour la conservation de votre évêché. Vous rendez justice à mes sentiments en étant persuadés de mon zèle à servir ma patrie. J'ai à me reprocher d'avoir peut-être négligé les détails, m'étant assuré que les montagnes auraient un département, mais dans les circonstances il est nécessaire de maintenir votre évêché; j'irai de tout mes efforts... J'ai l'honneur de vous prévenir, que suivant les apparences, le département sera consulté. C'est donc à vous à prendre vos mesures pour qu'il vous soit favorable, ainsi que le local. J'ai gardé votre mémoire jusqu'au

¹ Archives de la ville de Gap.

« moment où il faudrait en faire usage. J'ai parole d'être
« appelé au comité ecclésiastique quand on traitera la
« question. Je vous promets que j'y ferai valoir vos rai-
« sons ¹ ».

Le mémoire dont il est question dans ces lettres avait été soumis à la fin du mois de février à l'adhésion de toutes les communes du Serrois et du Gapençais, qui toutes l'avaient approuvé. L'adhésion d'Orpierre manquait, mais par suite d'une erreur seulement, qu'explique la lettre suivante :

« Messieurs,

« Nous avons reçu la lettre que vous nous avés fait l'honneur de nous écrire le 23 février dernier, par laquelle vous nous invités à adhérer au mémoire que vous avés présentés à l'Assemblée nationale pour demander la conservation du siège épiscopal dans votre ville. Si vous avies joint à cette lettre une copie de votre mémoire, nous aurions de suite délibéré pour l'adhésion, mais comme il n'est pas régulier d'adhérer à une chose sans la connoître, nous vous prions de nous envoyer une copie ou ampliation de ce mémoire, signé de vous, Messieurs, que nous transcrirons sur nos registres, après quoi nous délibérerons, et inviterons les communautés circonvoisines d'en faire autant » ².

« Les officiers municipaux d'Orpierre : Michel, maire ; Bertrand, etc., officiers municipaux. »

Gap cependant, malgré l'avis de Rolland, envoyait des délégués auprès du comité ecclésiastique et Moynier du Bourg qui devait être plus tard le Procureur Général syndic du département, se rendait à Paris où en collaboration avec Rolland il publiait une brochure *« Observation sur les villes d'Embrun et de Gap considérées relativement à leurs localités et à leur importance dans le département des Hautes-Alpes »*. Cette brochure reproduisait et développait les arguments contenus dans le mémoire de la ville de Gap.

¹ Archives de la ville de Gap.

² Archives de la ville de Gap. Lettre des officiers municipaux d'Orpierre 6 mars 1790,

Toutes les occasions étaient d'ailleurs bonnes pour cette dernière ville pour exposer ses revendications et elle saisissait avec empressement toutes les circonstances qui lui permettaient de s'adresser directement à l'assemblée nationale. La séance du 26 mai du Conseil général de la commune en est une preuve. Des troubles religieux avaient eu lieu à Nîmes et à Uzès; les habitants catholiques de ces villes avaient pris des délibérations qu'ils avaient transmises aux municipalités voisines en leur demandant de se joindre à eux, pour protester contre la constitution civile du clergé que l'assemblée nationale discutait. Les membres composant le Conseil Général de la ville de Gap, se réunirent le 26 mai, sur la convocation du maire, M. Marchon, pour examiner ces délibérations et la suite qu'il convenait de leur donner. Le maire prononça un discours où il blâmait vivement l'acte que venaient de commettre les habitants de Nîmes et d'Uzès. Il défendait les réformes, les changements faits dans l'État ecclésiastique et déclarait « qu'exécuter la loi lorsqu'elle est connue est « un devoir que nous avons appris dans l'évangile et que « nous aimons à remplir ». Il ajoutait cependant — car cette séance et ce discours n'étaient faits que pour l'assemblée nationale : « ce n'est pas que nous ne vissions avec « peine la suppression du siège épiscopal, qu'une longue « suite de pasteurs édifiants nous rend infiniment cher. « Mais ce vœu que nous formons dans notre cœur, nous ne « le manifestons qu'avec soumission, nous le portons respectueusement aux pieds de l'Assemblée nationale et « du roi et nous n'en ferons jamais un titre de réclamation « contre ses décrets et de désobéissance à ses lois ».

A la suite de ce discours et après délibération le Conseil Général prit la décision suivante :

« Le Conseil Général a arrêté qu'il improuve formellement les dites déclarations, (celles de Nîmes et d'Uzès), « comme séditeuses, contraires au véritable esprit de « la religion, injurieuses à l'Assemblée nationale et au « roi, attentatoires à leur autorité et tendant à soulever « les peuples.

« Arrête que l'assemblée nationale et le roi seront très

« humblement suppliés de conserver le siège épiscopal
« de cette ville, comme lieu central du département des
« Hautes-Alpes, auquel il est infiniment nécessaire par
« des raisons de convenance et de localité.

« Arrête, en outre, que la présente sera imprimée,
« adressée au président de l'Assemblée nationale, à la
« députation du Dauphiné, aux municipalités de Nîmes et
« d'Uzès, et aux principales villes du royaume »¹.

Cette délibération était signée de M. Marchon, maire, de Caseneuve, chanoine, Joubert, Greyère, Escallier, Clément, André, officiers municipaux ; La Bastie, fils, Icas, Allemand, L. Callandre, Blanc, Bonnet, Lacombe, Blanc, Astier, Philibert, Lauza, J. Clavel, D. Estachy, notables, Paul, secrétaire.

Mais si Gap ne perdait pas de vue l'érection de ce siège tant convoité, Embrun ne cessait pas non plus de s'agiter et d'envoyer, soit au comité ecclésiastique, soit à l'assemblée, des mémoires. Celui du 21 juin provoqua, aussitôt qu'il fut connu à Gap, la réponse suivante envoyée immédiatement à l'assemblée nationale. Nous le reproduisons textuellement à titre de document :

« La ville d'Embrun s'obstine à demander la fixation du siège épiscopal du département des Hautes-Alpes dans son sein. La ville de Gap fait la même réclamation en sa faveur. Pour connaître laquelle de ces deux villes doit avoir la préférence, il ne faut que consulter ses localités. Elles seules doivent décider. Par le tableau que l'on en a présenté dans le précédent mémoire, il est géométriquement démontré que Gap est le vrai point central de ce département et la seule ville où l'on peut dire que le pasteur sera entouré de son troupeau ; l'inspection de la carte suffit seule, pour s'en convaincre, mais ce qu'on ne voit pas sur la carte et ce qu'on doit bien observer ici, c'est que pour aborder à la ville d'Embrun, il faut que les deux tiers du département et au delà traversent la Durance au moins deux fois et le torrent de l'ancienne abbaye de Boscodon, qui rendent le chemin impraticable, le torrent

¹ Archives de la ville de Gap.

par ses glaces en hiver et l'un et l'autre par leurs débordements en été, dans le temps de la fonte des neiges.

« On ne dissimule point que le siège épiscopal étant placé dans la ville de Gap, partie de l'Embrunais et du Briançonnais se ressentiront de cette incommodité, mais il est dans l'ordre des choses que dans telles circonstances le petit nombre cède au grand nombre et la justice d'une assemblée aussi respectable ne souffrira jamais que l'intérêt de cent soixante-et-dix communautés soit sacrifié à celui de trente autres qui se trouvent au-dessus de Savines. L'intérêt des peuples a toujours fixé les regards de nos augustes législateurs et non celui de deux villes concurrentes.

La ville de Gap dont la population excède celle des villes d'Embrun, Mont-Dauphin, et Briançon réunies, a toujours été regardée par le gouvernement comme la plus propre à recevoir les établissements civils, ecclésiastiques et d'administration. Là se trouvent établis un bailiage des plus considérables, une élection et un tribunal de maréchaussée et en mille six cent quarante-un, quand le roi décida de rapprocher la justice des justiciables, ce ne fut point sur le rocher d'Embrun qu'on érigea un présidial, mais à Gap.

« Les villes d'Embrun et de Briançon destinées au contraire par leur position et leurs localités à recevoir tous les établissements militaires ont de tous les temps fixé sous ce rapport l'attention du gouvernement. C'est dans ces deux villes qu'ont résidé et que résideront toujours les troupes de ligne qui seront attachées au département des Hautes-Alpes et la circulation qu'elles procureront à ces deux villes l'emportera toujours sur l'avantage que le Gapençais et le serrois pourront retirer des établissements ecclésiastiques et administratifs.

« Que la ville d'Embrun cesse donc de réclamer un établissement que sa position et ses localités rejettent évidemment ; qu'elle cesse de se livrer à sa supposition en disant que la ville de Gap n'a aucun établissement propre à conserver un siège, puisqu'il en fait ; qu'elle a dans son sein un séminaire propre à loger quarante deux

ecclésiastiques et huit directeurs et qu'on peut avec peu de dépenses doubler le nombre des appartements.

« Outre le séminaire, la ville de Gap a un collège construit dans la maison des P.P. dominicains, et si dans un temps celui d'Embrun a eu quelque célébrité lorsque les ci-devant jésuites en avaient l'administration, depuis lors il a totalement déchu, et il est de fait que les Embrunais envoient à Gap leurs enfants pour y étudier, de préférence à Embrun, soit par rapport à la douceur du climat, soit par rapport à l'habileté des maîtres. D'ailleurs l'établissement d'un siège épiscopal à Gap n'anéantit pas le collège d'Embrun et rien n'empêche que les Embrunais continuent de donner aux Piémontais l'éducation française.

« La ville d'Embrun dans cette nouvelle division perd la moitié franche de son évêché qui se trouve réuni à celui de Digne. Il ne comprenait que quatre-vingt-sept paroisses. Or dans les circonstances n'est-il pas plus naturel de réunir ces quarante paroisses à l'évêché de Gap qui par son étendue en contient encore cent soixante parmi lesquelles il se trouve des bourgs qui ont une population plus forte que celle d'Embrun. Ajoutons que les districts de Serres et de Gap paient les trois quarts des impositions de tout le département, considération qui seule devrait déterminer la balance.

« Gap fait des pertes d'un autre genre. Cette ville perd son élection, la moitié de son baillage, et tous les établissements réunis dans son sein l'indemniseront à peine de ses pertes.

« Il doit donc rester pour constant que la justice, les localités, les convenances, les pertes que Gap a essuyées, tout en un mot concourt à fixer irrévocablement les établissements ecclésiastiques, administratifs et judiciaires dans la ville de Gap de préférence à celle d'Embrun et de Briançon, villes et places frontières uniquement faites pour les établissements militaires.

« Néanmoins si l'assemblée nationale se formait quelques doutes sur les localités et les édifices qui se trouvent dans la ville de Gap, propre à cet établissement,

elle est suppliée de nommer des commissaires avant de statuer définitivement pour vérifier le tout, attendu que le mémoire de la ville d'Embrun ne contient à cet égard que des faits faux et des suppositions hardies »¹.

Et le mémoire rappelant encore que les habitants du Gapençais et du Serrois payaient pour le département les trois quarts des impôts, se terminait en insinuant que peut-être si l'évêché n'était pas placé à Gap se refuseraient-ils à acquitter leur contributions. On était déjà loin des belles déclarations de Marchon sur l'obéissance due à la loi.

L'assemblée électorale tenue le 4 juillet à Chorges fournit encore une dernière fois à Gap et à Embrun l'occasion de faire entendre leurs vœux, mais le collège électoral ne se prononça pas. Il indiqua pourtant d'une façon détournée ses préférences en fixant à Gap le directoire du département « comme le lieu le plus central et le plus à portée des différents cantons »².

A la suite du procès-verbal de l'assemblée électorale, fut insérée la liste des pétitions faites par les différents cantons ou communes du département.

Celles d'Embrun et de Gap sont ainsi conçues :

« La ville d'Embrun demande que les établissements
« ecclésiastiques qu'elle contient, tels que son évêché,
« son séminaire, soient conservés ; son existence est lié
« au succès de sa demande ; elle n'est susceptible d'aucun
« autre moyen de prospérité ; les bâtiments qui y existent
« sont très commodes et très-beaux ; il en coûterait des
« sommes immenses au Gouvernement pour en former
« ailleurs du même genre. »

« La ville de Gap demande la préférence pour la con-
« servation de son siège épiscopal et du séminaire.
« La centralité de sa situation, sa population et l'éten-
« due de son territoire, la commodité des avenues et la
« convenance des différents cantons, reconnue pour la
« fixation du directoire, réclament en sa faveur et c'est
« le seul établissement qui existe dans cette ville ».

¹ Archives de la ville de Gap.

² Archives des Hautes-Alpes. Série L.

Mais malgré tous ses mémoires , malgré l'activité de Rolland, du délégué Moynier du Bourg, malgré les amis qui agirent en sa faveur, la demande de Gap échoua . Le Comité ecclésiastique se laissa influencer par la presque totalité de la députation du Dauphiné qui intervint pour Embrun et le silence même du conseil du département qui, pour ne s'aliéner ni Gap ni Embrun, refusa de se prononcer fut interprété au sein du comité comme favorable à cette dernière ville. Dans sa séance du 7 juillet, Embrun fut désignée par l'assemblée nationale comme le siège de l'évêché des Hautes Alpes et la loi sur la Constitution civile du clergé fut votée le 12 juillet.

Ces votes connus à Gap les 15 et le 16 juillet y produisirent une vive surexcitation. La population ne doutait pas du succès de ses démarches, et la nouvelle de leur insuccès causa le plus vif mécontentement, mécontentement qui s'étendit dans tout le Serrois et dans toutes les localités du Gapençais. Spontanément partout circulèrent des listes de protestations contre le décret du 12 juillet; une protestation rédigée à Gap se couvrit de signatures. Elle devait être adressée au Conseil général de cette ville.

Le 16 juillet le conseil se réunit d'urgence pour examiner cette protestation qui avait été déposée au secrétariat de la mairie,

M. de Cazeneuve présidait la séance. Il donna lecture de la protestation qui était conçue en ces termes :

« Messieurs.

« Les citoyens actifs de la commune de Gap, instruits par les papiers publics que le siège épiscopal de cette ville vient d'être supprimé et que celui d'Embrun a été conservé contre tous les principes adoptés par le comité ecclésiastique, prennent la liberté de vous observer qu'il est urgent de faire connaître à nos illustres représentants que leur religion a été surprise et qu'après avoir adhéré de cœur, d'âme à toutes leurs décisions, votre silence dans cette circonstance serait coupable, vos serments parjures et le but des décrets manqué.

« Il est incontestable que la ville de Gap est le centre

du département, l'assemblée électorale de Chorges l'a consigné dans son procès-verbal en plaçant à l'unanimité le directoire dans nos murs.

« Il n'est pas moins vrai que le district de Gap et de Serres sont composés de cent vingt-neuf communautés qui doivent profiter de l'avantage de cet établissement ecclésiastique, ce qui n'aurait pas le même effet si l'évêque réside à Embrun.

« Les districts d'Embrun et de Briançon sont seulement composés de soixante-cinq communautés, dont treize formant les cantons d'Orcières, St-Étienne et Remollon, ont réclamé pour être du district de Gap. Leur pétition est à la suite du procès-verbal de Chorges ; d'où il résulterait que par la suppression de l'évêché de Gap, cinquante-deux communautés seulement profiteraient de l'avantage de l'établissement du siège à Embrun, tandis que cent quarante-deux communautés soupireraient inutilement après les bienfaits que leur promet la constitution.

« Voilà, Messieurs, ce que vous savez tous, mais l'assemblée nationale l'ignore et vous devez l'en instruire, puisque nous n'y avons aucun représentant qui puisse parler pour nous. Vous devez de plus, Messieurs, solliciter l'envoi de commissaires qui d'après leur aperçu détruiront radicalement les fausses données qu'on peut avoir fourni sur les localités et notre population.

« Le décret, tel qu'on nous l'annonce, concernant les établissements ecclésiastiques du département des Hautes-Alpes, ne saurait figurer avec tant de décrets, monuments de sagesse et de justice.

« La ville de Gap paie en impositions environ les deux tiers de plus que la ville d'Embrun, elle a fourni quinze électeurs et l'assemblée électorale de cette dernière n'en a fourni que six.

« De quel avantage seraient donc douze vicaires cathédraux pour une population de moins de trois mille âmes, lorsque Gap dont les citoyens excèdent huit mille n'aurait que les secours d'un pasteur et de quatre vicaires sur une surface de huit lieues carrées. D'ailleurs qui vous assurera dans toutes les saisons un libre accès à

une ville percée de deux routes seulement, qui ne sont que le prolongement l'une de l'autre, entrecoupée de torrents dangereux, divisée par la rivière rapide de Durance dans toute l'étendue des deux districts d'Embrun et de Briançon : à Gap au contraire cinq vallons, ayant chacun leur grande route, sont comme autant de rayons qui partent ou viennent aboutir à leur centre.

« Le palais épiscopal d'Embrun n'a d'autre avantage sur celui de Gap que de constituer le département en plus grandes dépenses, par l'entretien des bâtiments immenses, qui deviendront superflus pour la modeste simplicité de nos prélats futurs ; celui de Gap, nous pouvons le dire, moins apparent à son extérieur est peut être plus commode et mieux réparti, et quand il a fait les délices de don Philipe, il peut bien servir de logement à un prélat des premiers jours de la liberté.

« Notre séminaire, par son agrandissement, opéré depuis quatre ans, sera toujours plus que suffisant pour loger de le nombre d'ecclésiastiques nécessaires au service du département.

« Telle est, Messieurs, la pétition de l'universalité des citoyens qui dans leurs observations se sont dépouillés de tout égoïsme et qui en demandant le redressement d'un décret qui semble s'éloigner des bases adoptées par l'assemblée nationale, donnent un exemple de plus de leur soumission et de leur attachement à la constitution.

« D'après toutes ces considérations, Messieurs, il vous plaira de faire connaître notre vœu à la diète auguste de la France, lui exposer nos griefs, les faire redresser et en attendant ne trouvez pas mauvais que nous nous opposions au départ du pasteur chéri qui prend souci de nos âmes. »

A la suite de cette lecture, le Conseil général de Gap prit la délibération suivante :

« Le conseil de la Commune considérant que l'assemblée nationale, guidée par des principes d'équité, a constamment placé les établissements ecclésiastiques dans les villes les plus centrales, les plus peuplées et de l'accès le plus facile ; que tous ces avantages sont réunis dans la ville de

Gap, ainsi qu'il résulte du procès-verbal de l'assemblée électorale de Chorges, qui a arrêté unanimement que le directoire du département serait fixé à Gap, comme le lieu le plus central ;

« Que le même verbal fait foi que Gap a fourni quinze électeurs et Embrun six seulement, ce qui détermina la majorité de la population en faveur de cette première ville ;

« Que le district d'Embrun et de Briançon ne donnent que soixante cinq paroisses, dont quelques unes demandent même d'en être distraites par des motifs sans réplique ; tandis que le Gapençais en renferme 129, parmi lesquelles on compte des villes presque aussi considérables qu'Embrun ;

« Considérant que la ville de Gap paye environ les deux tiers d'impositions de plus que celle d'Embrun, que celle-ci située sur un rocher est inabordable pendant près de trois mois de l'année, soit par la rigueur de l'hiver, soit par la crue des eaux et le débordement des rivières qui interceptent la route ;

« Considérant que trois vicaires peuvent aisément desservir la paroisse d'Embrun et que douze suffiraient à peine pour les habitants de Gap et de l'abbanlieue ;

« Considérant que la diète auguste en s'écartant des bases qu'elle a constamment suivies pour la fixation des sièges épiscopaux a été évidemment surprise par de faux exposés, erreur qui procède de ce que le Gapençais n'a aucun représentant à l'assemblée nationale pris dans son sein ;

« A arrêté unanimement que l'assemblée nationale sera très humblement suppliée d'envoyer tels commissaires qu'elle jugera à propos de choisir, lesquels se rendront sur les lieux, examineront les convenances, les localités, la population, la masse des impôts, feront rapport du tout à l'assemblée nationale qui cependant sera suppliée d'ordonner la surséance de son décret concernant le siège de l'évêché des Hautes Alpes, jusqu'à ce qu'elle ait entendu le rapport de ces commissaires ; que M. l'Evêque sera invité de se rendre au vœu général de ne point quitter la ville jusqu'à un décret ultérieur de l'assemblée nationale ¹. »

¹ Registre des délibérations de la commune de Gap. Archives de la ville.

Cette délibération, rédigée dans une forme très respectueuse, demandait donc, comme on le voit, à l'assemblée nationale l'ajournement de son décret de fixation du siège épiscopal des Hautes-Alpes, jusqu'après une enquête faite par des commissaires qu'elle enverrait dans le département. En même temps les officiers municipaux de Gap chargeaient MM. Rolland, de Ventavon, Moynier du Bourg et d'Héralde, délégué des gardes nationales des départements à la fédération du 14 juillet, de présenter à l'assemblée nationale la protestation des habitants de Gap et la délibération du corps municipal. Une démarche également était faite auprès de Mgr. l'évêque La Broue de Vareille, pour lui demander de rester à son poste jusqu'à ce que l'assemblée nationale ait statué de nouveau sur le sort du siège de Gap. Curieuse coïncidence, qui dit éloquentement l'inconstance de la foule ; un an plus tard, presque jour pour jour, Mgr La Broue de Vareille, « ce pasteur chéri », que l'on sollicitait de rester si instamment à son poste, après avoir essuyé un assaut à son palais épiscopal, après avoir vu les vitres de sa demeure brisées par le peuple, devait pour se soustraire à ses coups, prendre la fuite la nuit et sortir de sa ville diocésaine sous des habits d'emprunt. ¹

Mais l'irritation des habitants de Gap était loin de diminuer. Chacun interprétait à sa façon le décret de l'assemblée nationale et tout bas on commençait à accuser certains officiers municipaux de n'avoir pas fait tout leur possible pour obtenir la conservation du siège épiscopal. Non seulement on parlait, à mots couverts, de l'insuffisance de leurs démarches, mais on avançait même que quelques-uns d'entr'eux avaient été hostiles à l'érection à Gap de l'évêché des Hautes-Alpes. Ces bruits prenaient de la consistance et le 30 juillet les officiers municipaux étaient informés que le sieur Ardent, médecin, avait montré une lettre qu'il prétendait avoir reçue de M. d'Héralde, délégué des gardes nationales à la fédération. Dans cette lettre M. d'Hé-

¹ Histoire de Gap. Th. Gautier. Page 365.

ralde lui disait : « que des gens en place de la ville de Gap avaient écrit à l'assemblée pour l'engager à ne pas placer le siège à Gap. » Cette lettre avait été lue dans les cafés, sur la place publique, y avait provoqué la plus vive émotion, occasionné même des troubles. Des groupes s'étaient formés : des menaces avaient été proférées contre « les gens en place » incriminés dans la lettre et le cri des mauvais jours de la Révolution « à la lanterne ! » s'était fait entendre. Le conseil municipal se réunit aussitôt. Il convoque sur le champ les notables de la ville et se transforme en conseil général de la commune. Le sieur Ardent est mandé à sa barre. Cazeneuve l'interroge. Il lui demande de communiquer à l'assemblée communale la lettre qu'il aurait reçue de M. d'Héralde. Le sieur Ardent refuse. Il n'a plus d'ailleurs cette lettre en sa possession : il l'a adressée à Mme d'Héralde. Des commissaires sont immédiatement envoyés auprès de cette dernière qui, après beaucoup de tergiversations, finit par déclarer qu'elle l'a perdue. Mais des citoyens se présentent qui peuvent dire de mémoire ce que contenait la trop fameuse lettre et Cazeneuve requiert le procureur de la commune La Bastie de donner acte aux comparants de leurs déclarations. Le conseil charge en même temps La Bastie de porter à la connaissance du procureur du roi la teneur de cette lettre. Puis sur la proposition de Cazeneuve il fut décidé que les officiers municipaux de Gap écriraient au comité ecclésiastique pour lui demander des explications sur les prétendues lettres qu'il aurait reçues et le prier de les faire parvenir en communication au conseil général de la commune.

Toutes ces décisions furent accueillies avec faveur par la population heureuse, enfin, de pouvoir connaître la vérité sur les négociations poursuivies auprès de l'assemblée nationale et sur la part qui revenait à chacun dans leur échec. La Bastie, conformément à la délibération du conseil général, dénonça le même jour le sieur Ardent à Blanc, procureur du roi au bailliage de Gap. Cette dénonciation n'eut pas de suites. Blanc répondit au procureur de la commune que la loi ne lui permettait

pas de poursuivre ; le sieur Ardent, n'ayant désigné personne nominativement, c'était « aux gens, en place » qui se croyaient visés par la lettre à intenter l'action et à demander justice.

De son côté Cazeneuve écrivit, au nom des officiers municipaux de Gap, la lettre suivante au président du comité ecclésiastique (30 juillet) :

« Monsieur le président,

« Une lettre du sieur d'Héralde, médecin, député des
« gardes nationales de ce district à la fédération de Paris,
« écrite à un de ses parents (le sieur Ardent, médecin) a
« mis notre ville en combustion, il lui mande que des
« gens en place de cette ville ont dit qu'ils ne voulaient
« que le Directoire de département, et que les bâtiments
« de l'évêché étoient nécessaires à cet établissement, ces
« lettres vraies ou fausses, marque-t-il, ont paru au comité
« ecclésiastique. Le peuple, à l'instigation de quelques
« personnes qui depuis la formation de la municipalité
« se sont toujours montrées censeurs de ses opérations,
« a soupçonné quelques officiers municipaux d'avoir for-
« mé ce vœu véritablement contraire aux intérêts de la
« ville et de la généralité du département et il les dési-
« gne pour les victimes qu'il veut immoler à son ressen-
« timent.

« Il est de la plus grande importance pour nous, Mon-
« sieur le Président, de connaître les auteurs de ces let-
« tres qui vous ont été nommées et qui ne peuvent
« être que des pièces supposées dans l'intention de nous
« nuire, nous vous prions donc, Monsieur le Président,
« de nous les renvoyer en original pour constater la
« vérité des signatures. Il est d'autant plus intéressant
« pour nous de détruire cette calomnie que son atrocité
« est, et a toujours été, contraire à nos désirs et aux démar-
« ches que nous n'avons cessé de faire. Nous sommes
« intimement persuadés comme tous nos compatriotes
« de la nécessité de conserver le siège épiscopal dans
« notre ville, soit qu'on considère la population, la cen-
« tralité, les autres convenances ; nous en sommes telle-
« ment persuadés que non obstant la surprise faite à l'as-

« assemblée nationale, nous ne doutons pas que l'esprit
 « d'équité qui l'anime et la dirige ne la porte à réformer
 « le fatal décret du 7 de ce mois ; et c'est à cet espoir,
 « fondé sur la haute idée que nous avons de nos repré-
 « sentants, qui nous a engagés à avoir l'honneur de leur
 « présenter, aussitôt que nous avons eu la nouvelle de la
 « suppression de notre siège, le délibéré du conseil géné-
 « ral de la commune, et peu de jours après une adresse
 « contenant les motifs les plus puissants qui peuvent déter-
 « miner l'auguste assemblée à revenir sur ce décret ¹. »

Par le même courrier, Cazeneuve écrivit également à M. Moynier du Bourg pour le mettre au courant de ce qui s'était passé à Gap et le prier d'agir auprès du Comité ecclésiastique afin d'obtenir la communication des lettres.

« Il circule dans notre pays, Monsieur et cher compatriote, écrit-il, depuis deux jours une lettre dite écrite par M. Deralde, médecin, à M. Ardent, son beau-frère, dans laquelle il annonce que des gens en place dans notre ville ont dit qu'ils ne vouloient point de l'évêché et que les bâtiments qui lui appartiennent seroient nécessaires pour placer les établissements civils, tels que le département, le District et leurs directions, que ces lettres avoient paru au comité ecclésiastique, il mande de plus que s'il était arrivé dix jours plutôt à Paris, il ne doute pas que le décret du sept de ce mois n'auroit point été rendu ; nous ignorons parfaitement quel plus grand ressort il aurait été en son pouvoir de mettre en œuvre pour empêcher la suppression prononcée, quand vos soins et vos efforts ont été inutiles. D'après l'évènement, de pareils propos ne doivent-ils pas être regardés comme une jactance ? Quoiqu'il en soit, nous ne vous dissimulerons pas que cette lettre a produit une fermentation qui aurait pu devenir funeste si nos citoyens avoient été d'un caractère moins doux ou qu'ils eussent moins de confiance en leurs administrateurs, confiance que leurs détracteurs, depuis qu'ils sont en place, ont vainement tenté de leur faire perdre.

« Nous demandons par ce courrier à M. le Président du

¹ Archives de la ville de Gap.

comité ecclésiastique, que l'original de ces lettres nous soient envoyées pour vérifier les signatures, parfaitement tranquilles sur la pureté de nos intentions et de nos démarches; nous devons à nos concitoyens de nous justifier et de leur faire connaître les calomnieurs ou les faussaires.

« Nous attendons de votre amitié, Monsieur, que vous voudrés bien ne pas négliger vos soins pour nous faire accélérer l'envoi des objets que nous réclamons de la justice du Comité; nous nous reposons entièrement sur l'intérêt que vous prenés à votre patrie pour appuyer les moyens contenus dans l'adresse, dont nous vous avons envoyé copie par le dernier courrier et qui tendent à faire revenir l'assemblée nationale sur le décret qui nous prive de nos établissements ecclésiastiques ».

Le 8 août les officiers municipaux de Gap recevaient une première lettre de Moynier du Bourg, qui n'avait pas encore reçu la leur. Il leur rendait compte de ses démarches avec Rolland, d'Héralde, Bontoux et Ventavon, et les engageait à demander au directoire du département d'intervenir en faveur de Gap. Cette intervention pouvait peut-être faire rapporter le décret du 7 juillet, qui avait fixé à Embrun le siège des Hautes Alpes.

Le 9 août, nouvelle lettre de M. Moynier du Bourg. Il répond cette fois à la lettre du 31 juillet.

« Messieurs, écrit-il, quand on est chargé de l'administration des affaires publiques, on doit s'attendre à l'ingratitude des mauvais citoyens et aux fausses inculpations des jaloux. Mais le meilleur parti est de les mépriser et de détromper le peuple que l'on cherche à séduire. Pour la justification de MM. les officiers municipaux de Gap, il n'y a qu'à produire mes lettres et celles de M. Rolland. Elles sont une preuve bien certaine que les démarches ont été faites sur les indications de la municipalité et qu'elle ne pouvait pas écrire d'un côté qu'elle renonçait au siège épiscopal pour la ville de Gap, et de l'autre, nous presser d'imprimer des mémoires et de suivre avec ardeur l'obtention de ce siège. Voilà tout ce qu'il y aurait à répondre aux prétendues lettres dont vous vous plai-

guez qui aient pu être écrites avec légèreté et n'auraient pas dû être rendues publiques.

« Vous me marquez que M. d'Héralde a annoncé que s'il était arrivé 10 jours plus tôt, il aurait fait obtenir l'évêché à Gap ; je trouve cette assertion bien hasardée et peu obligeante pour ceux qui ont secondé vos vœux et vos intentions. Mais j'ai la ferme confiance de croire que ni M. d'Héralde ni aucun autre, ni M. de Mirabeau même, n'aurait pu réussir à faire changer l'arrêté du comité. Il faut bien connaître la faute de ce pays-ci et surtout celle de l'assemblée, pour juger des ressorts qui donnent le mouvement à beaucoup d'opérations et je crois qu'on aurait en vain tenté de déranger le plan qui avait assuré le siège épiscopal à Embrun. Qu'aurait-on dit, que le mémoire que nous avons fait imprimer n'ait dit ? Car dans votre adresse à l'assemblée nationale, si l'on ôte les figures de rhétorique toujours nuisibles ou superflues en affaires, il n'y a pas un moyen que nous n'ayons fait valoir. Aussi, Messieurs, je vous assure et vous pouvez rendre ma lettre publique, que personne n'eut mieux réussi ; que l'assurer est pure jactance. Vous pouvez annoncer et mon témoignage, je pense, ne sera jamais suspect, vous pouvez annoncer, dis-je, que jamais au comité ecclésiastique ou au comité de constitution, on nous a opposé une lettre d'aucun officier municipal ou notable, tendant à renoncer au siège épiscopal sans aucun prétexte ; que l'avancer est une pure calomnie et que les personnes que vous avez honorées de votre confiance ont rempli avec zèle vos intentions ; que M. l'évêque de St-Flour et plusieurs autres députés des plus considérables de l'assemblée, ont inutilement secondé mes démarches et qu'en vain une jalousie impuissante voudra critiquer nos démarches sur ce point. Vous devez conserver l'estime et la reconnaissance des honnêtes gens que l'intrigue et les faux rapports ne séduisent jamais. Je ne doute point que MM. du comité ecclésiastique ne répondent d'une manière satisfaisante à votre demande et que le nuage qu'on aurait voulu élever contre votre conduite, dans cette circonstance, se soit bientôt dissipé. »

Le même jour le conseil général de Gap recevait enfin une lettre du comité ecclésiastique. Cette lettre était signée du président du comité DIONIS et du secrétaire GASSENDI. Elle était ainsi conçue :

« Le comité ecclésiastique, Messieurs, n'a ni reçu, ni vu aucunes lettres soit de gens en place, soit d'autres citoyens de la ville de Gap, qui écrivissent qu'ils ne voulaient que le Directoire de département et que les bâtiments de l'évêché étaient nécessaires aux établissements; le comité certifie au contraire que dans les divers mémoires et autres pièces qui lui sont parvenus, tant de la part de la municipalité, que des particuliers qui s'intéressaient pour la ville de Gap, on insistait vivement pour la conservation du siège épiscopal dans cette ville : les raisons respectivement produites, pour et contre Gap et Embrun, ont été mûrement et à plusieurs reprises discutées par le comité, qui a eu soin de les exposer avec son opinion à l'assemblée nationale, de façon que c'est en connaissance de cause que l'assemblée a cru devoir prononcer en faveur d'Embrun.

« Vous voyez, Messieurs, par ce court exposé des faits, que le comité ne peut vous envoyer les originaux des lettres qui n'ont jamais existées entre ses mains, il ne doute pas que vos concitoyens mieux instruits ne rendent au zèle et à la pureté des sentiments des officiers municipaux, que leur confiance seule a mis en place, la justice qui leur est due. »

La lettre du Comité ecclésiastique ne disait pas un mot de la demande formée par le Conseil général pour obtenir l'ajournement du décret du 7 juillet. Elle indiquait au contraire que le comité, avant de se prononcer entre Gap et Embrun, avait mûrement étudié la question et qu'il reviendrait difficilement sur son avis. Rolland d'ailleurs ne dissimulait pas ses impressions à cet égard, et le 10 août, il écrivait aux officiers municipaux cette lettre qui devait les préparer à voir leur dernier espoir s'évanouir :

« Messieurs, j'ai déjà eu l'honneur d'informer M. le maire, de ce qui peut avoir donné lieu à l'imputation dont

vous avez à vous plaindre. On a rapporté que les partisans d'Embrun, avait fait mention dans le comité ecclésiastique, d'une lettre prétendue écrite par un officier municipal, où il annonçait que les habitants de Gap s'attendaient à la suppression de leur évêché, d'où les partisans d'Embrun avouaient que la ville de Gap elle-même regardait leur droit comme incontestable.

« Etonné qu'on ait osé tenir un pareil propos, je demandai à M. Champrouet, en présence de plusieurs Gapençais, s'il était bien vrai qu'on l'eût avancé et s'il avait reçu ou vu la lettre dont il s'agissait ; il répondit avec émotion et négativement sur ces deux points.

« Il n'est pas nécessaire, ce me semble, de vous dire que je n'ai jamais cru qu'aucun officier municipal de Gap ait écrit une telle lettre. Témoin de tous vos efforts et de vos soins assidus pour conserver votre siège épiscopal, je savais très-bien à quoi m'en tenir, et que vous n'étiez pas en contradiction avec vous-mêmes, que d'un côté vous ne pouviez pas travailler pour votre patrie avec tant de zèle, et la desservir de l'autre. Je n'étais pas également sûr qu'on n'eût pas eu la témérité d'alléguer des choses de la fausseté la plus insigne.

« Depuis votre lettre reçue, je me suis rendu au Comité ecclésiastique, j'ai demandé qu'on produisit les lettres adressées par la municipalité de Gap, celles surtout dont on a voulu vous faire un crime. Nos recherches — comme vous jugez bien — ont été vaines. Les membres de ce comité ont déclaré qu'ils n'en avaient ni reçu ni lu aucune où vous vous fussiez expliqués de la manière dont on le prétend ; qu'au contraire toutes vos lettres et mémoires demandaient la conservation de votre évêché, et voilà ce qu'ils ont promis d'attester dans la réponse que vous recevrez incessamment.

« J'espère que ces explications détruiront tous les soupçons qu'on peut avoir formés et que vous continuerez de jouir de la confiance publique due au patriotisme et au zèle que vous avez mis dans la correspondance que vous avez entretenue avec M. Moynier et moi, pour les intérêts de la ville. Je souhaite que mon faible et véridique témoi-

gnage vous soit aussi utile qu'il est juste et mérité. Nous avons fait tout ce qui était en notre pouvoir ; notre devoir est rempli ; nous ne sommes pas responsables des événements.

« Je ne vous avais pas encore instruits, que nous avions même intéressé à notre cause M. de Lafayette qui a parlé pour nous inutilement.

« J'ai sondé le Comité ecclésiastique sur l'espoir que vous avez conçu de faire reformer le décret : je lui ai exposé combien la ville de Gap avait été douloureusement affectée de l'injustice qui lui a été faite, combien la majeure partie du département avait à se plaindre, et on a répondu que ce qui avait le plus contribué à décider le Comité pour Embrun, c'était l'avis des députés du Dauphiné, qui s'étaient presque tous réunis en faveur de cette ville.

« Nous n'avions pas négligé dans le temps de parler à quelques-uns de MM. du Dauphiné. 5 ou 6 d'entr'eux reconnaissaient la justice de votre demande ; mais nous ne pûmes les engager à faire des démarches pour l'appuyer ; ils adoptaient le silence de la neutralité, tandis que les autres parlaient pour Embrun.

« M. M... (Mirabeau) paraît agir bien faiblement pour nous, et il n'est guère convenable de le presser dans une circonstance où peut-être des occupations personnelles et de dangereux débats réclament tous ses moments. Ce que j'ai l'honneur de vous dire pourra vous paraître une énigme. Vous ne tarderez pas d'en savoir le mot, quand même il aurait le temps et la volonté, je compterais peu sur le succès. On ne veut pas revenir sur ce qui est fait, parce qu'une réclamation accueillie, serait suivie d'une infinité d'autres et que ce serait à recommencer »¹.

Mirabeau devait d'ailleurs confirmer la lettre de Rolland. Le 18 août il écrit à son tour :

« Messieurs,

« J'ai lu avec attention le mémoire que vous m'avez adressé dans lequel vous établissez vos raisons de prétendre au siège épiscopal.

¹ Archives de la ville de Gap.

« Vos moyens m'ont paru solides, mais j'ignore ceux que la ville d'Embrun pourrait y opposer.

« Si l'assemblée nationale estimait devoir s'occuper de cette affaire, je ne négligerais rien pour répondre à la confiance dont vous m'honorez dans la défense de vos intérêts : mais toutes les réclamations de cette nature ne sont plus accueillies par l'assemblée nationale que lorsqu'elles sont présentées par le département ; je vous invite donc à prendre cette marche sans laquelle je ne crois pas qu'il y ait de succès à espérer » ¹.

En présence de ces différentes lettres, il était difficile d'insister, la cause était perdue et sans appel ; une plus longue obstination eut été vaine et sans résultats. Les officiers municipaux de Gap le comprirent et, à titre de compensation ils demandèrent, pour leur ville la création d'un collège. Ils firent part de leur résolution à Mirabeau, en lui envoyant le mémoire qu'ils adressaient à ce sujet à l'Assemblée. A ce mémoire était joint la lettre suivante pour le grand tribun :

« Le zèle généralement reconnu que vous avez montré, Monsieur, pour tous les objets d'intérêt public, ne nous a jamais laissé douter de l'attention particulière que vous avez dû donner au mémoire que nous avons eu l'honneur de vous adresser, avec prière que nous vous avons fait de l'appuyer de tous les moyens qui militent en sa faveur, l'intérêt du plus grand nombre d'individus du département des Hautes-Alpes, base que le Comité avait annoncé comme une de celles qui devaient le plus influencer sur la fixation des sièges épiscopaux et des établissements qui doivent s'y trouver réunis.

« Le moyen que vous nous présentez pour faire accueillir par l'assemblée nationale, votre réclamation nous paraît dans le moment présent absolument impraticable, attendu que l'administration du département est composée d'un nombre égal d'individus de chaque district, quoique des quatre districts, il s'en trouve deux, celui d'Embrun et de Briançon, de beaucoup moindres sous tous les rapports

¹ Archives de la ville de Gap.

de localité, de population et de contributions. Nous avons l'honneur, Monsieur, de vous adresser copie d'un mémoire qui tend à obtenir de l'assemblée nationale l'établissement d'instruction et d'éducation nationale. Nous estimons que dans la plus exacte vérité, il renferme les raisons qui doivent déterminer le choix en faveur de notre ville, et que n'avons, nous pas lieu d'attendre qu'elle manquera pas de l'obtenir, si à l'époque où cette partie essentielle de la constitution sera discutée, vous voulez bien vous intéresser pour elle, en qualité de ses administrateurs? Nous vous prions de recevoir le témoignage de sa reconnaissance et de l'attachement respectueux avec lequel nous sommes, etc ».

Embrun triomphait donc, mais pour quelques années seulement. Cette ville ne devait plus être que le siège de l'évêché constitutionnel des Hautes-Alpes. Cazeneuve et Garnier, évêques élus par les électeurs du département, clôturèrent la longue série des prélats qui avaient illustré l'antique métropole et avec l'église constitutionnelle finit l'histoire épiscopale d'Embrun.

TH. LEMAS.

ESSAI HISTORIQUE

SUR

RIBIERS

(*Suite* ¹)

PRIEURÉ DE St-ÉTIENNE.

Guy-Allard, dans son *Dictionnaire du Dauphiné*¹, mentionne un prieuré à Ribiers, dédié à St-Étienne. Ce prieuré a cessé d'exister depuis de longues années. Il avait été établi au-dessus du hameau des Chabanons, un peu au sud-est sur la crête d'une roche qui va de l'ouest à l'est et forme un petit vallon avec la montagne qui la

¹ Voir le *Bulletin* de 1888, p. 187-198 et 281-294; de 1889, p. 31-49, 120-122.

² Tome II, col. 414.

domine. Placé à une très-courte distance des limites du territoire de Sisteron, au milieu d'une forêt en taillis, on a, du lieu où il était établi, un horizon étendu, surtout dans la direction du nord-est. De ce point on domine la forteresse de Sisteron qui n'est pas à plus de deux mille cinq cents mètres, et la vallée du Buëch qu'on suit du regard sur un assez long parcours.

Il serait difficile d'assigner une date à la création de l'établissement religieux de St-Étienne, ni de faire connaître le nom de l'ordre des religieux qui l'habitèrent, n'ayant aucun document sous la main pour nous guider dans nos recherches ; mais tout porte à croire qu'elle remonte à une époque fort éloignée et bien antérieure à l'établissement des Sarrasins dans nos contrées. Cette maison religieuse, qui d'ailleurs n'a jamais dû avoir une grande importance si l'on en juge par l'emplacement de la chapelle, dont les ruines sont encore apparentes¹ et qui sans doute subsista longtemps encore après la disparition du couvent, dut suivre le sort de la plupart des établissements religieux de nos contrées, lorsque les Maures s'acharnèrent à la destruction de tous les édifices qu'ils purent atteindre.

Nous allons essayer de donner une courte analyse des diverses péripéties auxquelles le prieuré de St-Étienne a été soumis à travers les siècles qui se sont succédé jusqu'à la Révolution de 1789, en nous aidant des documents que nous avons pu consulter et de la tradition locale.

M. Ed. de Laplane (Histoire de Sisteron) nous fournit des indications qui jetteront une certaine clarté dans l'obscurité de nos recherches. Il nous apprend qu'en 1367, Louis d'Anjou, frère de Charles V, roi de France, alors gouverneur du Languedoc, sous un prétexte frivole, s'empara d'une partie de la Provence, et mit le siège devant Arles, avec une armée puissante, commandée par Duguesclin. Le voisinage de ces troupes plongea la ville de Sis-

¹ Cette chapelle située à une centaine de mètres à l'est de l'édifice principal, mesure de la porte au chœur 7 m et de l'entrée du chœur, en abside, au fond 2m20. La largeur de la nef était de 4m75, l'épaisseur des murs 1 mètre. L'entrée de l'édifice était au couchant.

teron dans les plus cruelles alarmes ¹. Il fallut songer à se défendre. Les fortifications furent réparées et les plus grandes précautions furent prises pour mettre la ville à l'abri de toute surprise. Le 14 août de l'année suivante, on signala une troupe armée sur la rive gauche de la Durance. On apprit bientôt que cette bande était composée des gens du seigneur de la Bréole et de Salignac partisans du Duc. Le bailli de Bouliers se chargea d'organiser et de diriger la défense de la place. Il commença par répandre des espions sur toutes les avenues. Toutes les hauteurs du voisinage furent occupées. La ligne s'étendit même jusqu'à la *Bastide de St-Étienne* dont on s'empara bien qu'elle fut la propriété du seigneur de Ribiers ². Ce poste était important, car il dominait le cours du Buëch et la vallée des Combes ³. Après l'avoir muni d'armes et d'engins on y laissa une garnison et le châtelain François Chais pour le commander.

Cependant la saison avançait ; le froid commençait à sévir ; on était au mois de décembre 1368. La *Bastide*, placée au nord et au milieu des bois, devenait de jour en jour plus difficile à garder. On résolut de l'abandonner, mais en même temps, afin d'éviter que l'ennemi ne s'y logeât, on se mit à la ruiner de fond en comble. Le fer et

¹ *Histoire de Sisteron* par Ed. de Laplane Tom 1^{er} pag. 163, et suiv.

² *Bastida Sancti Stephani que erat Domini de Medulione, Domini de Ripertiis* (Rég. des délibérat. de Sisteron du 8 décembre 1368.)

Pendant bien longtemps, le quartier de St-Étienne, qui comprenait, non seulement les fiefs de ce nom, occupées aujourd'hui par les propriétés du Virail, de Marquise et des Chabanons, jusques sur la limite de Sisteron, a été la propriété du Seigneur de Ribiers. Nous en avons la certitude par une transaction intervenue entre les habitants de Sisteron et le seigneur en question. Par cet acte qui fut passé à Serres, dans le Château, le 19 novembre 1570. François Aymard de Meuillon, seigneur et baron de Bressieux et Ribiers, gentilhomme ordinaire de la chambre du Roy, défendeur par le moyen de Cathérine d'Oraison, dame de Bressieux et de Ribiers, sa mère, curatrice ordinaire, consentit à laisser établir un canal sur la rive droite du Buëch, destiné à l'usage des moulins de Sisteron sous la cense annuelle et perpétuelle d'une charge froment, mesure de Ribiers, portable en son château (*Archives de Ribiers*. — Expédition de l'acte, sur timbre, en mauvais état).

³ Commune de Sisteron ; cette vallée est traversée par l'ancien chemin public qui reliait Ribiers à Sisteron.

le feu furent également employés à cette œuvre de destruction. On dépensa cent dix florins (2.200 fr.) pour cette triste besogne ¹.

Le duc d'Anjou ayant déposé les armes, les habitants de Sisteron purent rentrer dans le calme et reprendre leurs occupations habituelles.

Nous verrons dans la suite de cette relation ce que devinrent les ruines de la Bastide de St-Étienne. Mais avant d'entrer en matière, nous allons faire connaître, d'après ce qu'affirme M. Ed. de Laplane, l'importante découverte qui a été faite sur ce point, au commencement du dix-neuvième siècle.

En 1804, trois inscriptions, dont l'une grecque et les deux autres latines, furent mises à jour dans les décombres de l'ancienne Bastide de St-Étienne. Ces inscriptions, dont l'origine est inexplicable, se rapportent au même personnage. Nous allons les reproduire telles qu'elles existent encore aujourd'hui dans la cour du Virail.

La première est en pierre dure du pays, grossièrement taillée et gravée des deux côtés; sa longueur est de 54 cent., sa largeur de 30 cent.; la hauteur des lettres est de 5 cent.

En voici la reproduction :

HEROPHIL MAX	POSTCIANN
SACERDOS DEO	EXP. H. M. ER
MERCU. S. CL. V	A. U. ROM. C
HOPIL FILIUS	DI

La seconde est de pierre calcaire, comme la précédente, d'un brun d'ardoise légèrement squameuse. Long. 0^m 64, larg. 0^m 27; hauteur des lettres 0^m 04.

R. MARI EQVES H. I \
 XEC. CIM E. TV BE
 X SVP TM. M A HER
 PHILISTET P MOR
 ECXL ROM. C. IDC L ''.

¹ Régis. des délib. du 8 décembre 1368. On remarque dans le compte du Clavaire, la somme de 3 sols (3 fr. 75), prix d'une livre de soufre employée à incendier la charpente de l'édifice.

La troisième est en marbre noir, longueur 0^m 48, larg. 0^m 21 ; hauteur des lettres 0^m 025. Je me dispense de la reproduire et me contente d'en donner plus loin la traduction ¹.

Dans la première inscription, on lit que « Hérophile, fils d'Opile, grand prêtre de Mercure, après avoir accompli sa cent-unième année, offre au Dieu un témoignage de sa reconnaissance, l'an de Rome 501. »

Dans la seconde, « un chevalier de l'armée de Marius, (le nom manque), après la défaite des Cimbres et des Teutons, s'arrête sur le tombeau du Grand Hérophile, mort depuis 140 ans, l'an de la fondation de Rome 652. »

Enfin, l'inscription grecque, la seconde dans l'ordre chronologique, puisque Hérophile y figure encore comme vivant, porte que, « *Hérophile, grand prêtre de la ville de Melzikas et illustre fils d'Opile, après avoir élevé un tombeau à son père, convoque ses enfants et leur dit...* » (Ici le marbre est cassé, et l'on n'a pu en retrouver qu'un fragment mutilé). Par sa dimension et par le nombre de lignes qui y sont indiquées, le fragment sert à prouver que la partie contient au plus la moitié de l'inscription primitive (voir la copie de ces inscriptions, planches IV, n^{os} 46, 47, 48 du T. I de l'Hist. de Sisteron, par le même).

Ces inscriptions, soumises à MM. Visconti et Millin, savants antiquaires, furent par eux déclarées apocryphes; je ne rapporte pas le texte, dit ce dernier², et ne prends pas la peine de les commenter, parce que la forme des lettres, l'orthographe des noms, les fautes contre l'histoire et la chronologie, tout en annonce la fausseté...

« Il ne paraît pas néanmoins, ajoute-t-il, que ces inscriptions soient tout à fait récentes. Je pense qu'elles auront été composées par quelque moine dans des temps d'ignorance³. » Quoiqu'il en soit, on peut soumettre ces inscrip-

¹ *Histoire de Sisteron*, par le même, t. I. p. 309 et pl. IV, n^{os} 46, 47, 48.

² *Voyage dans le midi de la France*, t. III pag. 76.

³ M. Otto Hirschfeld, en publiant récemment les inscriptions qui nous occupent, les place parmi les « falsae » (*Corpus inscrip. latin.*, 1888-falsae, n^{os} 147-148).

tions à la sagacité des archéologues, car les pierres qui les portent n'ont point disparu. Transportées aussitôt après leur découverte, dans la maison de campagne du Virail, peu éloignée de la Bastide de St-Étienne, elles ont été fixées en 1838 sur un des murs de la cour principale de la maison où, en entrant, elles frappent les regards du visiteur.

La tradition qui, dans nos contrées, place des templiers à peu près partout où des ruines lui permettent de rattacher le souvenir de cet ordre, n'a pas manqué de vouloir qu'il y en eût à St-Étienne¹. Mais la seule chose qui paraisse certaine, c'est que ce fut un établissement religieux. Les restes très apparents d'une chapelle², le nom de St-Étienne conservé jusqu'à nous, comme patron du quartier, et les droits que le chapitre de Sisteron, qui en devint dans la suite décimateur, y a perçus, jusqu'en 1789, tout s'accorde pour lui reconnaître cette origine.

Quand aux ruines actuelles où ont été retrouvées les inscriptions dont nous avons parlé, on sait que ce sont les restes d'une forteresse ayant appartenu à la puissante famille Mévouillon qui possédait la seigneurie de Ribiers. Cette forteresse fut démolie en 1368, par ordre et aux frais de la ville de Sisteron.

C'est un moine, dit-on, qui aurait pu fabriquer le roman d'Hérophile³. Il faudrait se reporter alors à une époque où le monastère subsistait encore. Il est difficile de connaître l'époque de la disparition de cette maison. Ce dut être au plus tard, vers le neuvième ou le dixième siècle, pendant que les Sarrasins, maîtres du pays, renversèrent dans nos contrées tant d'établissements religieux. Bientôt après, vinrent les seigneurs de Ribiers qui, ne trouvant à St-Étienne que des ruines, s'emparèrent de cette position pour en faire un de leurs principaux boulevards.

¹ Pendant quelques temps (de 1680 à 1728), un ermite obtint de l'évêque de Gap l'autorisation de se fixer dans la paroisse de Ribiers, à N.-D. des Faisses (*Arch. des Hautes-Alpes*. G. 120, f° 27).

² On trouva également dans cette habitation trois fragments importants de colonnes, d'ordres différents, ayant fait partie de l'église ou chapelle de St-Étienne.

³ Ce nom appartient à divers personnages de l'antiquité (*Hist. de Sisteron* t. 1^{er} pag. 312 et 313.)

**DIFFÉREND EXISTANT ENTRE LA COMMUNAUTÉ ET
LES DÉCIMATEURS DE RIBIERS AU SUJET DU
SERVICE RELIGIEUX.**

Le 29 mai 1641, l'évêque de Gap, en faisant sa visite pastorale dans l'église de Ribiers, apprit que le service de la paroisse y était en souffrance¹. Il rendit une ordonnance à la réquisition du seigneur du lieu², portant que le chapitre de Sisteron ainsi que le commandeur de Joucas, seraient tenus de contribuer à l'entretien d'un troisième prêtre, à défaut de quoi les dîmes et les revenus pourraient être mis sous séquestre. Le chapitre de Sisteron qui depuis longtemps était dans l'intention de s'affranchir d'une charge qui lui paraissait exorbitante³, se refusait à contribuer à la dépense sous prétexte que la chose était inutile et que jamais il n'y avait eu aucune résidence continuelle d'un prêtre à St-Étienne.

L'évêque exigea la production des titres tant de la part des décimateurs que de celui de la Communauté. Avant qu'une solution fut intervenue, Sa Grandeur par une ordonnance spéciale établit un troisième prêtre à Ribiers qui devait aider à la célébration du service divin dans la paroisse jusqu'à ce que l'église de Saint-Étienne eût été réédifiée au hameau de Chabanons⁴. Cette église aux

¹ D'après une requête au Parlement de Grenoble, signifiée le 29 août 1641, l'ordonnance épiscopale, fixait la somme à fournir pour l'entretien d'un 3^e prêtre, par le Chapitre de Sisteron pour le prieuré de St-Étienne à..... 54 livres

Par le Commandeur de Joucas, décimateur de	
Clarembes, à.....	30 livres
Et par la Communauté de Ribiers à.....	36 livres
Total.....	120 livres

(Archives de Ribiers)

² Dame Marguerite de Morges, Dame de la Motte, Marquise de Bressieux, comtesse de Ribiers, veuve de Louis de Grolée Mévouillon agissant comme héritière sous bénéfice d'inventaire de son défunt mari Seigneur de Ribiers,

³ Archives de l'église curiale de Ribiers.

⁴ Les revenus du Prieuré consistaient à cette époque en 60 charges froment et seigle, et 75 livres et argent (Requête au Parlement de Grenoble, du 29 août 1641). — (Archives de la cure de Ribiers).

termes de cette ordonnance, devait être ornée un tiers aux frais du chapitre, et le restant par les soins des habitants du pays.

Ce qui précède démontre combien les difficultés étaient grandes à cette époque entre tous les pouvoirs publics ; et le texte de la pièce dont un extrait va être donné, ne pourra que jeter un nouveau jour sur l'histoire de l'époque féodale de la contrée.

Dès la fin du seizième siècle, le chapitre décimateur de St-Étienne, ne voulant plus faire face à ce qu'exigeait à bon droit la Communauté de Ribiers, avait eu à soutenir contre elle divers procès. Enfin, dans le but de ramener la concorde, une transaction intervint entre les parties, à la date du 10 octobre 1603. Il est dit dans le préambule de cette pièce ¹ : « que le prioré pris sous le tiltre Saint-Étienne soit esté légitimement et solennellement uni en la mance capitulaire de l'Eglise Cathédrale de Siste-ron et ledit Chapitre, soit deusigné et en peusible posses sion d'y celui, *l'église et la chapelle ayant été détruits par les troubles de guerre qui ont régné*, et par une abusive constance, la Communauté du lieu de Ribiers, dans le terroir de laquelle le d. Prioré est inclus eus prétendu droit de faire payer et fournir annuellement chacun jour et feste de saint-Étienne un banquet aux habitants de Ribiers.

Comme conclusion, dans l'acte d'accord du 10 octobre 1603, les parties transigèrent leurs droits respectifs de la manière suivante :

« Que moyennant la somme de 66 livres que le chapitre serait tenu de payer annuellement et à la d. Communauté, le chacun premier jour de caresme à commençant à faire la première paye au jour de caresme prochain qui vient et ainsy continuant, ledit chapitre sera tenu quitte et déchargé comme par cet acte de présent et à l'avenir, procès et différens, chascune souffrant ses dépens. Et

¹ Archives précitées de la cure de Ribiers.

« l'en quitte et décharge tant dudit banquet que de la con-
 « tribution de la réédification de la chapelle de Saint-
 « Étienne au terroir du d. Ribiers et du service divin à
 « faire à ladite église et autres choses requises pour led.
 « service divin, qu'elles soient telles comme ci-après
 « exprimées; desquelles choses moyennant la somme de 66
 « livres, ladite communauté sera tenue relever et garantir
 « led. chapitre en deux forme et desquelles lad. commu-
 « nauté en demeure chargée sans que led. Chapitre ne les
 « puisse contraindre à réédifier, et de mesme de la con-
 « tribution dud. prêcheur et autres choses que led. cha-
 « pitre sera tenu et chargé soit par lad. ordonnance du
 « révérendis-Evesque de Gap, que de l'aumosne de la vingt-
 « quatriesme partie des dismes pour la louable coustume
 « que led. Chapitre baille aux prêcheurs servant l'église
 « parrochiale de Ribiers pour les messes qu'ils disent pour
 « led. prioré royal Saint-Étienne, et la messe solennelle
 « que led. chapitre a accoustumé y venir célébrer tous les
 « ans « aud. jour Saint-Étienne en aoust, et pour faci-
 « liter le susdit accord et transaction, constitue per-
 « sonnellement Messire Jean Chauves, chanoine de l'église
 « cathédrale de Sisteron et prieur dud. Ribiers et de sa
 « libérale volonté pour lui et ses successeurs audit
 « bénéfice promet de bailler toutes les années au terme
 « susd. à la communauté la somme de 18 livres pour être
 « employées avec les 66 livres que dessus, à un prédica-
 « teur pour prêcher la parole de Dieu le caresme, toutes
 « les années aud. Ribiers, suivant les institutions de l'église
 « catholique, apostolique et romaine, lesquelles sommes
 « ladite communauté ne pourra convertir à un autre usage,
 « sauf qu'elle fust empêchée par trouble de guerre ou
 « autres; aud. cas sera tenu les appliquer à autres œuvres
 « pieuses, et cela a promis led. s^r prieur sauf et sans
 « préjudice à lad. communauté des ordonnances faites par
 « mon d. Seigneur de Gap, et autres prétentions que lad.
 « communauté pouvait avoir contre luy, et moyennant ce
 « que dessus, sera bonne paix et amitié entre les parties,
 « et, à ces fins, se sont des parties et despartent desdits
 « pour plus grande assurance et fermeté, sera permis à

« celluy des parties que bon luy semblera , poursuivre
 « l'autorisation du présent accord et transaction pardevant
 « mon dit Seigneur »

Cet acte a été passé à Ribiers, dans la maison du prieur, en présence de témoins, sous leur signature, celle des parties et du notaire rédacteur Latil.

Les clauses de cet acte furent scrupuleusement exécutées pendant 38 ans. A la suite des difficultés survenues entre la communauté et le chapitre de Sisteron et de l'ordonnance rendue par la cour du Dauphiné, le prieur fit assigner le 7 octobre 1641, les consuls et la communauté Ribiers à comparaître devant l'évêque de Gap, pour faire lever la saisie des dîmes et revenus divers de St-Étienne, effectuée par les ordres du Seigneur de Ribiers. Ces difficultés durèrent longtemps ; une nouvelle procédure s'engagea ; on épuisa toutes les juridictions, et en 1664, le procès était encore pendant. Pendant ce temps, le service religieux était en souffrance. Le curé de Ribiers frappa à toutes les portes pour obtenir un troisième prêtre, ou des subsides suffisants pour assurer le service. Il s'adressa en vain aux décimateurs, qui résistèrent. Il recourut ensuite aux consuls de la communauté, au seigneur local et à l'évêque diocésain.

Dans une requête faite le 22 décembre 1665¹ au Parlement de Grenoble, les Administrateurs de la Communauté, qui avaient pris l'affaire en main, exposent :

« Que de tout temps immémoré, il y a eu au terroir de
 « Ribiers, le prieuré de Saint-Étienne, fort éloigné du
 « village et à un hameau d'habitants assez grand nombre
 « et où il y avait tousiours une église où l'on estoit de cou-
 « tume de célébrer ordinairement la sainte messe, à l'effet
 « de quoy des prestres qui y faisaient résidence, jouissoient
 « des revenus des dîmes de tous les fruits qui se perce-
 « voient aud. cartier (lisez quartier).

Un peu plus loin, ils font connaître que lors des guerres de religion, les hérétiques démolirent la chapelle et que les habitants du quartier furent, pendant quelque temps, pri-

¹ Archives de l'église curiale de Ribiers.

vés du secours de la religion, bien que le chapitre eut continué à jouir des revenus du prieuré dont il était en possession *depuis plus de trois cents ans*¹.

Le 30 octobre 1768, le Conseil général de la communauté, désirant mettre un terme et aux plaintes du curé et aux réticences des décimateurs, se réunit dans la maison de ville dans le but d'examiner s'il n'y aurait pas lieu de demander, en raison du produit de la dimerie, la création d'un titre de secondaire (lisez vicaire) pour la paroisse de Ribiers. Le Consul chargea Charles Arnaud, bourgeois du lieu, de présenter requête à l'évêque de Gap et de se pourvoir, au nom de la communauté, devant tous tribunaux pour arriver à ses fins. L'évêque ayant accueilli favorablement la demande, ordonna la mise en demeure des possesseurs des dîmes religieuses.

Le 24 novembre suivant, sommation fut faite, par acte extrajudiciaire, au fermier de Dom Paul Charles Poncet prêtre religieux de l'ordre de Cluny, mensionnaire du Doyenné de St-Denis-de-Nogent-le-Rotrou, province de Perci, diocèse de Chartres, prieur du prieuré de Ribiers, sous le vocable de Sainte Marie du Serre.

Le 10 janvier 1769, pareille mise en demeure fut signifiée à Jean Porry, prêtre conventuel de l'ordre de St-Jean de Jérusalem, seigneur, commandeur de Joucas, abbé de Clarescombe, en cette qualité, décimateur de la filleule de Ribiers. Cette signification fut faite à Pierre Moullet, collecteur de la dimerie.

Le 19 janvier suivant, une semblable signification fut faite au chapitre de la cathédrale de Sisteron, décimateur du Prieuré de St-Étienne de Ribiers, en la personne de son économe et syndic. Celui-ci protesta ; mais le silence de Poncet, prieur principal, et du commandeur de Joucas, encouragea la Communauté à poursuivre l'affaire.

Dans une nouvelle requête, la Communauté expose à l'évêque que le chapitre de Sisteron est fort mal fondé dans les raisons qu'il donne en affirmant qu'un curé et

¹ Requête du chapitre, enreg. à la cour du Parlement de Grenoble, le 10 décembre 1666 (Archives de Ribiers).

un secondaire ont toujours suffi aux besoins de la paroisse. Il n'ignorait pas cependant que pendant un certain temps, il y avait à Ribiers un chapelain de St-Joseph, un chapelain de Ste-Catherine de Jalasse et un prêtre sacristain qui prêtaient au curé l'appui de leur ministère, et qui, par surrogation, l'aidaient, chacun en particulier.

L'évêque voulant être éclairé sur le bien fondé des réclamations des habitants de Ribiers chargea¹ le curé d'Orpierre de procéder à une enquête sérieuse. Jean Achard obtempéra à l'invitation. L'ordonnance épiscopale portait « que les parties suppliées » seraient assignées pour comparaître devant le délégué pour exhiber les titres des fondations, et entendre les réponses. Comparurent :

1^o Henri Ravoux, chanoine économe et délégué du chapitre de Sisteron, qui aux questions qui lui furent posées, répondit que la paroisse de Ribiers s'était constamment contentée de quatre prêtres ; que le nombre des habitants tendait à diminuer, qu'un curé, un sacristain secondaire et deux chapelains, qui peuvent se prêter au secours de la paroisse sous les ordres et avec l'approbation de l'évêque, étaient bien suffisants pour satisfaire aux besoins du culte ;

2^o Jean Joseph Salva, pourvu de la chapelle de St-Joseph, dans l'église de Ribiers. Celui-ci fit connaître qu'il n'avait d'autre titre de sa chapelle que les provisions qu'il avait reçues de l'évêque de Gap, à la date du 16 septembre 1766. Il ajouta que la chapelle avait été fondée par un patron laïque, à la charge d'acquitter quatre messes par semaine et de célébrer le saint sacrifice à l'aurore, chaque jour de l'année, pour la modique rétribution annuelle de 150 livres, soumise au décime, et qu'il n'était tenu à aucun autre service paroissial.

3^o Gaspard Jean, chapelain des pénitents blancs, pourvu, en même temps de la chapelle de Ste-Catherine de Jalasse, qui déclara au délégué de l'évêque, qu'il n'avait d'autre titre de la chapelle que l'acte de nomination des Consuls de Ribiers, en date du 22 octobre 1752, les provi-

¹ Ordonnance épiscopale, du 17 mars 1769.

sions épiscopales qui s'en étaient suivies, et la prise de possession du 7 décembre, suivant. Il s'empessa en même temps, de faire observer que la fondation de Jalasse était laïque, et qu'elle l'obligeait à acquitter hebdomadairement deux messes, à célébrer dans la chapelle des pénitents¹ la messe le dimanche et les jours de fête et d'y faire, chaque année, un service spécial le jour de Ste-Claude et de Ste-Catherine². Il ajoutait que pour le tout, il ne touchait qu'une rétribution de cent cinquante livres, imposée au décime, et qu'il n'était tenu à aucun service de paroisse.

4° Claude La Plane, sacristain ou secondaire perpétuel du prieuré de St-Jean de Ribiers, nommé à cette sacristie ou secondairie perpétuelle par Dom François Amé religieux profès de l'ordre de Cluny, prieur de Chese³ et de Sigoyer, en qualité de procureur fondé de Dom Paul Charles Poncet, prêtre religieux profès de cet ordre, prieur titulaire du prieuré de St-Jean de Ribiers, lequel, en cette qualité, déclara être tenu de servir dans la paroisse de Ribiers, et d'aider le curé du lieu dans toutes les fonctions de son ministère.

Quant à Poncet, prieur de St-Jean et Porry, prieur de Joucas, ils ne parurent pas. Le procès-verbal porte que défaut fut prononcé contre eux.

Ribiers comptait à cette époque dans l'enceinte du bourg, environ deux cents ménages et au moins cent forains.

Le commissaire enquêteur, qui avait commencé le 12 juin 1769 son travail dans la maison de Jacques Raymond, bourgeois d'Antonaves, sise sur la place publique de Ribiers, continua son enquête les jours suivants en se rendant dans chaque habitation. Il fit un dénombrement complet. Pour être plus sûr de la vérité, il exigea même le serment de la part de chaque chef de famille et consi-

Cette chapelle a été cédée à la commune en 1863, et convertie en école publique de garçons après approbation.

¹ La chapelle de Ste-Catherine de Jalasse qui faisait partie de celle des pénitents, avait été créée et dotée par Claude Bois de Ribiers.

³ Probablement de Thèze (Basses-Alpes)

gna les déclarations dans un long procès-verbal, dont nous avons une copie certifiée sous les yeux. Il arriva à conclure à la nécessité de la création sollicitée. L'évêque confirma le rapport, et, par une ordonnance du 5 février 1770, il obligea les décimateurs à se soumettre.

Avant de clore la procédure, Charles Arnaud, procureur de la Communauté mit sous les yeux du commissaire: 1° le bail à ferme passé par Dom Poncet le 16 mars 1766, à Bernard et Amat fermiers des immeubles dépendant du Prieuré. Le prix annuel du bail était de..... 2985 livres

2° Le bail de la filleule de Ribiers, 4 juillet 1765, produisait..... 153 livres

3° Diverses pièces établissant que le chapitre de Sisteron retirait chaque année des biens du Prieuré de St-Étienne du Plan 500 livres argent, 15 charges froment valant 500 livres, en tout... 1000 livres

Total..... 4138 livres

Achard mit cinq jours pour remplir sa mission et reçut pour frais de papier la somme de 14 livres. Ainsi se termina une difficulté qui remontait à la fin du XV^e siècle, et qui par conséquent, avait duré près de deux cents ans.

A. MOURRE

(A suivre.)

LA LIGOUSADA

OU

LOU PROUCÈS DE JEAN LIGOUSA.

A MESSIEURS LES MEMBRES
de la Société d'Études des Hautes-Alpes.

Messieurs,

Me sera-t-il permis d'apporter mon humble pierre au monument de savants travaux que vous édifiez pour l'histoire de nos chères Alpes ?

L'histoire d'un pays ne se compose pas seulement des faits importants dont il a été le témoin, des phases multiples qu'il a traversées au point de vue politique, des gouvernements qui s'y sont succédés, de ses us et coutumes, de ses institutions, des diverses lois qui l'ont régi, de ses transformations géologiques et géographiques, mais aussi des changements successifs de sa langue. D'ailleurs une seule phrase, parfois une simple locution, je dirai même quelquefois un seul mot, résume et peint toute une série d'événements.

L'étude de nos divers idiomes régionaux ne saurait donc vous rester indifférente. Aussi avez-vous fait un bienveillant accueil aux divers poèmes en langue vulgaire de *San-Pierre* et *San-Paul*, de *Sant-Anthoni*, etc. si heureusement exhumés naguère de nos archives. Pour le même motif, vous avez donné l'hospitalité dans votre précieuse Revue au *Proucès de la Poulo* de Mgr Albrand et aux *Amusements des Gapençais à la fin du XVIII^e siècle* de M. Théodore Gautier, etc. C'est ce qui m'encourage à vous offrir *La Ligousada ou lou Proucès de Jean Ligousa*, poème que je me suis permis de composer en idiome gapençais-champsaurin, tel qu'il se parle actuellement.

J'espère qu'il ne sera pas inutile à ceux qui voudront tenter, en particulier, l'histoire de notre langue régionale, et, en général, l'histoire de notre cher pays. A ce titre, vous daignerez favorablement l'accueillir.

Sans doute pour la forme, comme pour le fonds, il laisse beaucoup à désirer. Vous voudrez bien me le pardonner, d'autant mieux que, dans ce travail, j'ai eu en vue plutôt une modeste étude qu'un œuvre précisément littéraire.

Dans cet espoir, j'ai l'honneur d'être, Messieurs, votre très humble et tout dévoué serviteur.

LE ROB D'ETTEMOR.

INTRODUCTION

I

Depuis quarante ans, grâce à la multiplication des écoles, la connaissance et l'usage de la langue française se sont considérablement accrus en France. C'est là incontestablement un réel et utile progrès. Il est extrêmement avantageux, en effet, que la langue de la patrie soit comprise et parlée par tous ses enfants, depuis que l'essor général des lettres, des sciences et des arts, de l'industrie et du commerce, joint à la facilité des communications, peut soudain mettre en rapport ceux que séparent de grandes distances. Et, par contre, n'est-il pas vraiment fâcheux et honteux que des Français ne sachent point comprendre ou parler cette langue, surtout quand elle est si connue et si admirée des étrangers, et que, depuis si longtemps, elle est et demeure, dans le monde civilisé, la langue même de la diplomatie?

Mais, tout en donnant au français l'importance et la place qu'il mérite, il ne faut pas mépriser ni laisser dédaigneusement perdre la langue ou, si l'on veut, le dialecte de la contrée, je dirai même du village qui nous a vu naître. Que de précieux et intéressants souvenirs n'éveille-t-il pas, et n'est-il pas de nature à conserver?

Je ne répéterai pas ce qu'ont si excellemment dit sur le réveil des langues romanes nos savants philologues et nos illustres félibres. Je ne dirai pas, non plus, ce qui est très vrai, que, s'il faut, en fait de langue, comme en fait de politique, un peu de centralisation et d'unité, il est bon,

toutefois, d'accorder, sinon protection et secours, au moins respect et liberté aux idiomes particuliers qui, d'ailleurs, ont été les sources précieuses de la langue nationale.

Tout le monde, je n'en doute pas, partage, là-dessus, l'avis qu'exprime avec tant de justesse et d'à-propos notre remarquable et très remarqué archiviste des Hautes-Alpes, M. le chanoine Paul Guillaume, dans sa préface au petit poème de Mgr Albrand *Lou Proucès de la Poulo*. « Il « est très utile, dit-il, de recueillir avec un soin pieux, où « qu'on les rencontre, les textes écrits de notre langue « maternelle et de les publier, avant qu'ils ne disparaissent à jamais. Mais il est surtout à souhaiter que dans « chaque canton et même dans chaque commune, une « personne de bonne volonté veuille bien fixer par l'écriture les textes oraux, un peu intéressants, qui pourraient encore exister : les poésies populaires, les contes, les légendes, les proverbes, les dictons, etc. MM. « les ecclésiastiques et MM. les instituteurs sont surtout « admirablement préparés et placés pour faire ce travail, « en apparence bien modeste, mais qui rendrait, plus « tard, un service véritable à ceux qui s'occuperaient « d'écrire notre histoire littéraire et surtout l'histoire de « notre langue vulgaire . »

C'est pour répondre à ce vœu si légitime de M. l'archiviste que j'ai osé *commettre* le poème patois qui va suivre. Peut-être ai-je réussi, par là, à fixer, pour me servir encore de la pensée et des expressions de M. Guillaume, « un « grand nombre de mots et de locutions dont les philologues pourront s'aider pour se faire une idée du langage « parlé jusqu'à présent » dans le Gapençais et le Champ-saur. J'ai pu, également conserver ainsi quelques légendes populaires en les groupant autour de mon sujet principal.

Ayant habité, quelques années, une localité qui a comme un culte exclusif pour le patois, j'ai pu, dans un commerce continuel avec des gens qui ne parlaient que cet idiome, le saisir et comme le photographe dans ses détails les plus intimes, de manière à pouvoir le rendre

avec sa prononciation propre, ses tournures originales et son génie particulier.

On me reprochera peut-être d'avoir mal choisi mon sujet. Il pourra blesser, je l'avoue, les oreilles un peu délicates. Mais je pourrai leur dire, comme Théodore Gautier, à propos de sa pièce intitulée : *Les amusements des Gapençais en patois de Gap de la fin du XVIII^e siècle* : « La pièce suivante n'est qu'un cadre bien ou mal « choisi, dans lequel j'ai tâché de faire entrer les mots « patois de mon enfance. . . . C'est encore de l'histoire. »

Au reste, ce sujet, plus que commun, trivial même, m'a permis, non-seulement de faire, si je puis dire ainsi, des études de mœurs rurales qui ont bien leur intérêt, mais encore d'employer, en mettant en scène des paysans qui parlent le patois mieux que tous autres, et de fixer le patois véritable avec ses locutions particulières et propres, bien qu'un peu grossières. J'ai pu rendre ainsi plus exactement la physionomie de notre idiome gapençais, et faire de mon poème comme une histoire en action et très fidèle de ce dialecte.

On voudra bien, j'espère, m'en pardonner le fond et la forme, soit en raison de mes intentions qui m'ont paru bonnes, soit parce que *les mots*, en patois, comme *dans le latin*, dont il est tiré en grande partie, bravent l'honnêteté, selon l'expression du poète, soit, enfin, à cause des moments d'innocente et franche gaieté qu'il pourra procurer.

Ce sont, d'ailleurs, les circonstances qui ont tout fait. M. l'archiviste des Hautes-Alpes m'ayant fait la gracieuseté de m'envoyer le drôlatique *Proucès de la poulo*, composé par Mgr Albrand, de sainte mémoire, et ayant, sur ces entrefaites, entendu raconter le procès plus risible encore de *Jean Ligousa*, il me sembla que ce ne serait pas déchoir que d'imiter un évêque et un saint, en faisant honneur à ce singulier procès de quelques vers héroï-comiques en patois de mon pays.

J'ai dédié ce travail à M. Guillaume, comme hommage de félicitation pour ses précieux travaux scientifiques, et de gratitude pour son attention délicate à m'envoyer *lou proucès de la poulo*.

Voici le fait historique qui en est le thème :

II

Jean Ligousa, adroit braconnier des Guérins (hameau de Sigoyer, com^e du canton de Tallard, Hautes-Alpes), un jour qu'il vient vendre un lièvre à Gap, est accosté, sur le point d'y arriver, par un nommé Michel, petit marchand de la ville. Celui-ci prétend que son lièvre est un renard. — Si c'est un renard, répond le chasseur, je vous le donne. — Acte de ta parole, repart Michel; voici deux messieurs, (c'étaient deux compères avec lesquels Michel s'était entendu pour escamoter le lièvre); s'ils me donnent raison, je garde l'animal; et ils soutiennent, eux aussi, que c'est un renard. Jean Ligousa est alors bel et bien dépossédé de son gibier, que nos farceurs s'en vont manger à l'auberge.

Jean Ligousa ne se tient pas pour battu. Le lendemain, il arrive, bon matin, à la boutique de Michel, qui dort encore, fatigué qu'il est des copieuses libations de la veille. Le chasseur vend à ses sœurs un pot *de la plus fine...* adroitement dissimulée sous une couche de miel, et le tout pour du miel exquis.

Quand les pauvres filles se sont aperçues de la farce et qu'elles en ont instruit leur frère, celui-ci furieux d'avoir été ainsi joué, intente un procès à Ligousa. M. Labatie, alors avocat à Gap, conseille au chasseur, pour gagner ce procès, de simuler la folie et de répondre invariablement *nif niaf* à toutes les questions du tribunal.

C'est ce qu'il fait, et il est acquitté. Mais fort peu reconnaissant, il fait la même réponse à Maître Labatie. Celui-ci doit se contenter de plusieurs *nifs niafs* pour tout honoraire, et *jure, mais un peu tard, qu'on ne le reprendra pas* à défendre des imbéciles qui profitent de ses conseils trop bien et à son détriment.

Voilà tout le fond de ce poème. Mais je dois le faire précéder de certaines observations.

III

Quand j'annonce, dans le prélude, l'intention de traiter mon sujet en patois gapençais, ce n'est pas précisément, ou du moins exactement, dans le patois usité, de nos

jours, à Gap, pas même dans le patois qu'on y parlait, selon Théodore Gautier, à la fin du XVIII^e siècle. C'est plutôt le patois qu'on parle dans la banlieue de cette ville, à Tréchâtel, à Eméryères, à Ste-Marguerite, à Charrance, à la Garde, à Chauvet, à la Tourronde et dans les communes environnantes, c'est-à-dire à Sigoyer, à Pelleautier, à la Freyssinouse, à Romette, à la Rochette, à la Bâtie-Neuve, à St-Laurent-du-Cros et en général dans le Champsaur.

On conçoit très bien qu'à la campagne, plus sujette, malheureusement à l'émigration qu'à l'immigration, et où l'on parle habituellement le patois, celui-ci se conserve plus pur que dans la ville, où les étrangers le transforment, le faussent et le dénaturent peu à peu en y apportant chacun son idiome particulier, et où, d'ailleurs, il subit davantage l'influence du français. J'emploie donc le patois de la banlieue gapençaise de préférence à celui de la ville qui, au reste, devient de jour en jour plus rares

D'ailleurs, il y a même quelques différences dans les expressions et les locutions entre les diverses localités du Gapençais, surtout entre les communes du canton de Gap et celles du Champsaur. On en rencontre même d'assez frappantes entre celles du haut et celles du bas Champsaur, c'est-à-dire entre les communes qui, en suivant le Drac, sont au-dessous de Saint-Bonnet, et celles qui se trouvent au-dessous de ce bourg. Je signalerai plusieurs de ces variantes dans des notes finales, à mesure qu'elles se rencontreront dans le cours du poème.

IV

Une observation très-importante, c'est celle que je dois faire touchant les suffixes féminins dans les noms ou substantifs, dans les pronoms et dans les adjectifs.

Théodore Gautier, ainsi que les auteurs des mystères Briançonnais, récemment découverts, et, en général, les félibres provençaux, emploient le suffixe féminin *o*. Comme désinence féminine, M. Pascal a employé successivement *l'e* et *l'o*.

M. Guillaume assure, lui, avoir rencontré dans les vieux grimoires patois de Gap, tantôt *l'a*, tantôt *l'o* et tantôt *l'e* pour suffixe féminin. Pour moi, comme dans le latin, j'emploierai toujours *l'a* pour rendre exactement le son de cette désinence. C'est *l'a* dont je me servirai également, au lieu de *l'o*, à la fin de la 3^{me} personne plurielle du présent et de l'imparfait de l'indicatif, et du présent du subjonctif. J'écris donc *leitràs* (vers 2), au lieu de *leitros*, *Lëspina* (vers 11), au lieu de *Lëspino*, *lëngua* (vers 16), au lieu de *lënguò*, *se parlàva*, *se pleidiàva* (vers 21 et 22), au lieu de *se pariàvo*, *se pleidiàvo*, *àman*, *amàvan*, *qu'àmian*, au lieu de *àmon*, *amàvon*, *qu'àmion* (voir les conjugaisons des verbes à la fin du poème). Dans les désinences de ces verbes, comme dans les terminaisons féminines des noms, pronoms et adjectifs, c'est bien le son d'un *a* que fait entendre le dialecte gapençais-champsaurin, mais d'un *a faible*, *stretto*, comme disent les italiens, c'est-à-dire prononcé en ouvrant peu la bouche, et non d'un *a largo* et fortement accentué, comme *l'a* final de *aima* et de *frappa*. C'est, au reste, le suffixe adopté par M. Honnorat, auteur de deux dictionnaires, dont l'un provençal-français et l'autre français-provençal.

V

Quant à mes vers, ils sont alexandrins, c'est-à-dire de douze pieds ou syllabes, qui s'alternent par deux de rime masculine et deux de rime féminine. Ceux-ci ont bien, comme les vers français à rime féminine, 13 syllabes, mais, comme en français, la treizième ne compte pas, vu quelle est toujours atone, quelles qu'en soient la consonnance et l'orthographe, parce que la pénultième est toujours longue et accentuée, de manière à détruire en quelque sorte la dernière, qui s'aperçoit à peine, sauf en musique vocale. Dans les vers à rime masculine, c'est au contraire la dernière qui est longue et fortement accentuée, tandis qu'on passe rapidement sur la pénultième, c'est-à-dire sur la onzième, toujours brève et rapide.

Une importante remarque à faire encore, c'est que j'ai toujours fait compter pour une syllabe non seulement les

diphtongues qu'en versification française on fait dissyllabes, mais encore les triphthongues, c'est-à-dire les sons triples, ceux-là même qui appartiennent à divers mots, toutes les fois que la prononciation les réunit de manière à n'en former pour ainsi dire qu'un seul. Ainsi *au* (aou), dans *mau*, *èu* (èou), dans *bèu*, *iar* dans *empliar*, *ier* dans *charnier*, *gibier*, *iès* dans *ourriès*, *ia* dans *joliamment*, *ieu* dans *ieu*, *Dieu*, *religieu*, *superlitieu*, *iou* dans *vèiou*, *crèiou*, *ieïs*, qui, malgré les trois sons qu'il renferme, ne forme qu'une syllabe, parce qu'ils se prononcent tous trois par une seule émission de voix, qui fait ressortir fortement celle du milieu, comme dans *pieïs*, *mieïs*. Tous les félibres font de même, comme je pourrais en citer de nombreux exemples, tirés soit de M. Pascal, soit de Roumanille, soit de l'illustre Mistral.

Sauf cette exception, j'ai tâché de suivre les règles de la versification française, notamment celle qui interdit, dans le cours du vers, les *hiatus*, c'est-à-dire la rencontre de deux voyelles dont l'une termine un mot et l'autre commence le mot suivant, et qui ne s'élident ni ne forment dyphtongue ensemble.

(Les félibres, et Mistral lui-même se dispensent de cette règle).

Comme nous l'avons fait entendre déjà, souvent les voyelles *e*, *i*, *o*, et les diphtongues *iou* et *ou* forment *diphtongue*, *triphthongue* et même *quatriphthongue* (qu'on me pardonne ce néologisme) avec les voyelles et les diphtongues du mot suivant. Ainsi *i* final forme triphthongue avec *ai* initial : *din lou çamentèri ai tres fenas* ; dans cette phrase le *ri* de *çamentèri* forme une triphthongue et une seule syllabe avec le mot suivant *ai*. Ainsi, également, *é* final forme diphtongue avec *en* initial, comme dans *si ourè enca*, où la prononciation fait entendre à la fois le son de *l'è* ouvert d'*ourè* et celui de *l'é* muet d'*enca*. *Ou* final se diphtongue avec *a* initial, comme dans *tou proumettou aquou viage*. *Iou* final forme diphtongue avec *l'e* du mot suivant, comme dans le vers suivant : *ouriou esta presarva d'ena grossa misèra*.

La voyelle à finale s'élide toujours devant les voyelles initiales des mots suivants.

VI

Quelques observations préliminaires seront encore utiles pour initier le lecteur à la phonétique de notre dialecte et lui en faciliter la lecture. Elles ont trait à la prononciation des diverses lettres de l'alphabet dans l'idiome gapençais-champsaurin.

Je dirai d'abord que, comme en latin, elles se prononcent toutes, sauf certaines exceptions que je signalerai en grande partie; puis, je vais faire successivement des remarques sur chacune d'entre-elles, en suivant la série de toutes celles de l'alphabet.

A. — A se prononce comme en français. — *Ai* se prononce *a-i*, en faisant légèrement sonner l'*i*, tandis qu'avec un tréma comme dans *aïs*, on fait fortement sentir ce dernier. — *Au* se prononce *a-ou* et ne forme pourtant qu'une syllabe, vu que *ou* se fait peu sentir.

B. — B a la même prononciation qu'en français.

C. — Le c se prononce également comme en français. — Le *c* et le *ch* finals tombent devant une consonne. Ainsi *as dounc fatch couma aco* se prononce *as doun fa couma aco*. Je ferai moi-même souvent ces élisions, en écrivant; quand je ne les aurais pas faites, ce sera au lecteur de les faire, en prononçant. — Le *ch* de notre patois, d'après M. Sosthène Jouglaud, se prononce comme *te-ce*, *te-ze* ou *te-ch* français. Mon humble avis est qu'ordinairement, il a un son intermédiaire entre celui de *te-ce* et celui de *te-che* français. Il est plus doux que celui de *te-che* mais il est plus rude aussi que celui de *te-ce*; ainsi dans *fatch*, *dich*, *chavau*, *chaminéa*.

D. — Le n se prononce comme en français, sauf à la fin des mots en *ard* et en *and*, en *aid* et en *aud*, où il se prononce *t*; ainsi *renard*, *asard*, *tard*, se prononce comme s'ils étaient écrits *renàrt*, *asàrt*, *tàrt*. *En grand ome* se prononce *en grant ome*, *Arnaud* se prononce *Arnaut* et *laid*, *lait*. — Le *d* final tombe dans les mots en *and* devant une consonne. *En grand couquin*, se prononce *en gran couqui*, et *quand fasié aco*, *quan fasié aco*.

E. — La voyelle e a cinq sons divers dans le patois

gapençais-champsaurin : 1° Le son de *l'e muet* français, comme dans *segur, cregu, estranglar, explicar, venir, ena dróla, te pouni*, etc, etc ; je l'écrirai sans aucun accent ou signe quelconque. 2° Le son d'un *e* qui tiendrait le milieu entre *l'e précédent*, c'est-à-dire *muet*, et *l'é fermé français* ; sa prononciation est plus sourde que celle de ce dernier, mais elle l'est moins que celle de l'e muet. Tels sont les *e* des mots *mëmë, mei meinas, avër drëch, courrë, mourrë, sabënt, moundë, pairë, bien* etc., etc. C'est l'*e stretto* des Italiens, comme dans *mela* (*borne*), *la moneta* (*la monnaie*) ; l'*e* aussi des syllabes dans lesquelles il est précédé ou suivi d'un *i*, comme dans *bien, mei meinas, leissar, piëis, miëis* ; ou suivi d'un *u* non marqué d'un accent grave ni d'un tréma, veu, beurë. Ainsi précédé ou suivi d'un *i*, ou d'un *u*, comme dans les exemples précédents, je ne le marquerai d'aucun signe ; dans le cas contraire, je le ferai surmont d'un tréma, pour aider à le reconnaître, comme dans *nucënt, sabënt, mëmë, peurë*. Pour bien prononcer cet *e*, il faut ouvrir un peu plus la bouche que pour prononcer l'*e muet*. Je l'appellerai *mi-fermé*. A la fin des mots, il se change ordinairement en *e muet*, quand le mot suivant commence par une consonne ; ainsi *parcëquë*, si on le fait suivre de *chau*, s'écrira et se prononcera *parcëque chau*.

3° Le son de *l'e fermé français* suivi du son de l'*a* faible et rapide, comme dans *avië, fasië, marrië*, qui se prononcent comme s'il y avait *avië-a, fasië-a, marrië-a*, mais en ne faisant presque pas sentir l'*a*. On rend ce son, en ouvrant un peu plus la bouche encore que pour l'*e* précédent. Je marquerai cette troisième sorte d'*e* de l'accent aigu, comme l'*e fermé français*.

4. Le son de *l'è ouvert français* ; il se prononce en ouvrant encore davantage la bouche et se marque d'un accent grave ; *amarè, vendrès, proucès, succès, etc.*

5. Le son de l'*a français*, dans *gendärma*, pendant, cependant, conséquent, conséquemmënt, patiença, counsciënça, enfin, gapençais, counferenca, enfert. Comme il est fort rare, je me dispense de le marquer d'un signe.

6. A ces cinq sortes d'*e*, il faut en ajouter une sixième, que je pourrais appelé l'*e* insensible ou presque complètement atone, vu qu'il ne se fait presque pas sentir. c'est l'*e* précédé d'un *i* et suivi d'un *u* se prononçant *ou*, comme dans *ieu*, *mieu*, *tieu*, *sieu*, *Dieu*, *religieu*, *superstietieu*, etc., qui, sans faire sentir l'*e*, se prononcent comme s'il y avait simplement *iou*, *miou*, *tiou*, *siou*, *religiou*, *superstitionou* etc.

E, suivi de l'*u*, sans être précédé de l'*i*, comme dans *veu aqueu*, se prononce, je l'ai dit, comme l'*ë* marqué d'un tréma, sauf qu'il soit marqué de l'accent grave, comme dans *bèu*, *lèu*, car alors il se prononce comme l'*e* ouvert français.

La règle d'après laquelle l'*e* français suivi de deux consonnes est toujours ouvert ou au moins fermé n'existe pas en patois.

Ordinairement, dans les verbes, les *e* marqués d'un accent ou d'un tréma sont longs et les autres brefs. (Voir ci-après le tableau des conjugaisons).

F. — Même prononciation qu'en français.

G. — Le *g* suivi de l'*e* ou de l'*i* a un son intermédiaire entre celui de *de-ge* français, et celui de *de-se* ou *de-ze* français, le son du *d*, étant rapide et à peine accentué : ainsi dans *gendarma*, *geau*, *gearina*, etc. — Suivi de *a*, de *o* et de *u*, il a le son dur et guttural, comme dans les mots français *Gorgone*, *Gulliver*, *galvaniser*.

H. — Comme les félibres, je supprime à peu près complètement cette lettre. Je ne l'emploie guère que dans les interjections *eh!* *oh!* *ah!* *hélas!* etc, et après un *l* précédé d'un *i*, pour mouiller la voyelle suivante, comme dans *familha*, *pailha* etc.

I. — L'*i* précédé d'un *e* est à peu près insensible, surtout quand il remplace un *s* comme dans *lei meinas*, ou un *a*, comme dans *escleirar*, mot qui se prononcent à peu près comme s'il n'y avait pas d'*i*, *le menas*, *esclerar*. Il faut en excepter l'impératif du verbe *dreissar* à la seconde personne du singulier, où il faut faire sentir l'*i* *dreissa-te*. — L'*i* marqué d'un tréma, comme dans *äï*, *äian*, *qu'äï*, *qu'äin*, forme syllabe, non avec l'*a* qui pré-

cède, mais avec les lettres qui suivent. — *In* se prononce toujours comme dans le mot français inaltérable, et *im* comme dans immortel.

J. — Le *j* se prononce comme le *g* suivi d'un *e*.

L. — Le *l* tombe, la plupart du temps, dans l'adverbe *plus* : on dit *pus éimable, pu chaud*, pour *plus éimable, plus chaud*. — Le *l* remplace souvent à Gap et à St-Bonnet la liquide *r* employée ordinairement dans la banlieu et dans les communes de ces cantons. *Chalié, châti*, au lieu de *charié, châri*.

M. — Même prononciation qu'en français, sauf dans les mots où il est précédé de *e*, et suivi de *s*, car alors il se prononce *n* ; ainsi *tems* se prononce, comme s'il y avait *tens*.

N. — Le *n* se prononce aussi comme en français. Mais il tombe ordinairement devant une consonne et à la fin des mots : on dit *en boua moussur* pour *en bouan moussur*, *ena jolia mesou*, *en ioli chi*, pour *ena jolia mesoun*, *en joli chin*, *vaqui de pa goustous*, pour *vaqui de pan goustous*, *en famus medeci*, pour *en famus medecin*. Toutefois le *n* final de la 3^e personne du présent du subjonctif s'accentue toujours : que *vénin*, que *ténin*. Exceptons aussi le *n* final de *bouan* devant *sêns*, qui se prononce complètement. — Il y a le *n* euphonique : *Venë te-n'ën*.

O. — Cette lettre, en patois gapençais, a le son de *o* français. — *Ou* se prononce également, comme dans le français *ou*, sauf que l'*o* soit marqué d'un accent circonflexe, car alors où se prononce *oou*, comme dans *sôu*, *peirôu*, *dôu*. — *Oi* se prononce, comme en français, *oa*, sauf que l'*i* soit marqué d'un tréma, comme dans *temoïs*, où il se prononce : *o-ïs*, en appuyant sur l'*o* ; il ne forme pourtant, alors, qu'une seule syllabe, quand même.

P. — Le *p* tombe dans *temps* et *cops*, qui se prononcent *tens* et *cos*.

R. — Le *r* qui a la prononciation du *r* français, tombe, à la fin des mots, quand le mot suivant commence par une consonne. Ainsi *moussur Michèu* se prononce *moussu Michèu*, *chau pas far courrë*, *chau pas fa courrë*, et

n'ana pas regachâr la gleisa, n'ana pàs regacha la gleisa.

S. — Le *s* se prononce comme en français. Mais à la fin de *des, nes, tes, vous, dous, sous, pas, etc.*, il s'adoucit en *i* devant les consonnes *b, d, g, j, l, m, n, r, s, v*, tandis qu'il se maintient devant *c, ch, f, p, q, t*, : *siès pas bèu, siès en pas degun, siès pas gras, siès pas laid, siès pas maratè*, etc, se prononcent *siès pai bèu, siès en pai degun, siès pai gras, siès pai lait, siès pai maratè*; *mes dous marris*, se prononce *mei doui marris*.

La plupart du temps, j'ai même, en écrivant, observé cette règle en remplaçant *l's* par *l'i*.

T. — Le *t* qui a la prononciation du *t* français, tombe à la fin des adjectifs et adverbess en *ent* et en *ant* : *Sabènt moussur, tant celèbre*, se prononcent *sabènt mous-sur, tan celèbrè*. — *Ts* tombe aussi dans *touts* quand le mot suivant commence par une consonne.

U. — L'*u* se prononce comme en français, à moins qu'il ne soit précédé de *a* ou de *e* ; alors il se prononce comme *ou*, comme nous l'avons déjà dit : *bèu, soureu, mau*, se prononcent comme s'il y avait *bèou, soureou, maou*. Toutefois, marqué d'un tréma, il a toujours le son de *l'u* français. Remarquons que *l'u* se change en un *e mi-fermé*, dans *un, una* suivi d'un nom : aussi je n'écris pas *un ome, una fena*, mais *en ome, ena fena*. Dans la Matéisine, il se prononce *i* ; on dit *in ome, ina fena*.

V. — Le *v* à la prononciation du *v* français. On le met parfois, par euphonie, devant le pronom démonstratif *ou* (cela) : on dit *vou a fach*, pour *ou a fach*.

Z. — Même prononciation que le *z* français. Il s'emploie très-rarement.

A l'instar des félibres, en général, je n'emploie ni le *K* ni le *Y*.

VII

Accents et autres divers signes. — 1°. Comme on le fait en français, je me servirai de l'accent aigu (qui descend de droite à gauche), pour désigner les *é* fermés, *ariès, siès, courriès*.

2°. J'emploierai l'accent grave (qui descend de gauche à droite), pour marquer les è ouverts, *après, vendrès, Michèu*, etc., comme aussi pour différencier l'à préposition, de l'a verbe et l'a tonique et long de l'a d'un son rapide et faible.

3°. L'accent circonflexe servira, en général, à désigner les i longs des verbes de la conjugaison en *ir* (En voir le tableau ci-après), et, l'o de *ou*, quand cette syllabe se prononce non pas *ou* simplement, mais *oou*, comme dans *sôu, dôu, nôu, pôu* ; les o également qui sont très longs, comme celui de *drôlê*.

4°. Je placerai le tréma, sur les i et les ü qui, suivant une voyelle, ne forment pas diphtongue avec elle, mais font une syllabe à part, comme dans *siëï, siëïs, siëï*, 1^{re}, 2^e et 3^e personnes du subjonctif présent du verbe *estrê* (être), ou encore dans les trois personnes singulières du subjonctif présent du verbe *avër* (avoir). Comme je l'ai déjà dit, je le placerai également sur les i de la combinaison *oi* pour désigner qu'elle se prononce, non pas *o-a*, mais *o-i*, bien qu'elle ne fasse qu'une syllabe, dans *temoïs, témoin*, par exemple ; j'en marque encore les è mi-fermé.

5°. L'apostrophe (') remplacera, à la fin ou au commencement de certains mots, des voyelles ou des diphtongues qu'on supprime par euphonie. Ainsi on écrit *l'avër*, pour *lou avër*, *l'ërba*, pour *la érba*, *'s eimable* pour *es eimable*.

6°. La cédille se mettra, comme en français, sous les ç suivis de *a*, de *o* ou de *u*, pour indiquer que cette lettre doit se prononcer avec un son doux.

7°. La Parenthèse (), de même qu'en français désignera une phrase qui, insérée dans une période, forme un sens à part.

8°. Le petit trait (-) reliera deux mots qui désignent une seule personne ou une seule chose ou une même qualité etc. *San-Jurià-en-Champsau, Sant-Ouban*, etc. Le grand trait (—) servira à marquer dans une ligne, une nouvelle période ou série de phrases, qu'on pourrait absolument mettre à l'alinéa. Je l'emploie également après les intitulés ou les numéros des paragraphes. Il servira aussi

à faire comprendre qu'une autre personne que le narrateur ou qu'un autre interlocuteur va parler.

(G) signifiera le *Gapençais*, (Ch) le Champsaur, (H-C) Haut-Champsaur, (B-C) Bas-Champsaur, (Or) Orcières, (V-G) Val-Gaudemar, (M) la Mure.

J'espère pouvoir donner à la fin du poème quelques autres règles grammaticales qui me paraissent fort utiles.

Maintenant je réclame de nouveau l'indulgence du lecteur pour cet humble travail. Puisse-t-il lui être à la fois agréable et utile!

LA LIGOUSADA

OU

LOU PROUCÈS DE JEAN LIGOUSA

CHANT I^{er}

LOU RETOURT DE LA CHASSA

Boqu'avé bien vougu, sabënt Moussu Guilhômë,
 Vous qu'escleirà tant bien dei leitràs lou rouïdumë,
 Me fàr en grand ounour, en me fasèn presënt
Dou proucès de la poulo, embë én remarciamënt,
 5 Vau voui n'en countar un que pouà perieu fa rirë
 En brisou, de proucès. Créïou qu'a voui lou dirë
 Serei lou bèu premier : pensou pas que dengu
 Voui n'äi dinquié encui parla, moun bouà moussu.

CHANT I.

LE RETOUR DE LA CHASSE

Vous avez bien voulu, savant Monsieur Guillaume,
 Qui faites resplendir des lettres le royaume,
 Grandement m'honorer en me faisant présent
 Du procès de la poule. En vous remerciant,
 Que je vous en conte un, de procès, qui fait rire
 Egalement un peu. Sans doute à vous le dire,
 Je serai le premier. Oh oui, jusqu'à ce jour,
 Vous n'en avez rien su. Je veux donc, à mon tour,

- Si pouà vous agradà, n'en farei mêmê en librê.
 10 Sêns èstre fort sabent ni mêmê grand felibrê,
 Coumà lou Capiscol de Lespina, *Pascau* ;
 Belèu li arribarei.

- S'agis d'en pot de miao
 Que fè beucop de brut, é pèrèu d'ena lébrê,
 Din aquou grand proucès que fouguè tant celèbrê.
 15 Vouarou voui lou countà en patois gapençès,
 En lèngua dou païs que vau bien lou francès.
 Parlarei lou patois, lou mêmê que ma mairê
 M'appresèc a parlà embè moun paure pairê,
 Car, nous ou disé bien, moussur : chau respetà
 20 Lou parlà des anciens é lou bien counsarvâr.
 Piei gairê d'autra lèngua ou païs se parlàva,
 Quand aquou grand proucès, a Gap se pleidiàva.
 Pensou dounc que vau miej, par voui lou bien countà
 Aquí couma counvén, emplier aquou parlà ;
 25 Dounarè la coulour d'aquou tèms memourablê
 E rendrè moun escrich beucop pus agreablê.
 Lou legirê, moussur, quand ouré'n pau legour,

Par lui vous égayer. Quoique bien pauvre hère,
 Un livre j'on ferai, si cela peut vous plaire,
 Et, sans être félibre à l'instar de Pascal,
 J'espère y réussir, même sans bien du mal.

De quoi donc s'agit-il dans ce procès célebro,
 Qu'aujourd'hui dans mes vers humblement je célèbre ?
 Oh ! d'un lièvre fameux, et puis d'un pot de miel,
 Pour la cité de Gap souvenir immortel.
 Je le célébrerai dans la langue vulgaire,
 Que m'apprirent jadis et mon père et ma mère,
 La langue du pays, le patois gapençais,
 Qui vaut bien, n'est-ce pas, en somme, le français.
 Vous nous le dites bien, monsieur, non sans justesse
 Et beaucoup d'à-propos : — respectons la vieillesse,
 Et, partant, gardons-nous de rejeter au loin
 Le parler des anciens ; conservons-le avec soin,
 Et n'en permettons par l'universel naufrage.
 D'autre langue, d'ailleurs, n'était guère en usage,
 A Gap, quand s'y plaidait ce procès si fameux.
 Parlons donc le patois. Au reste, il peindra mieux
 La couleur de ce temps antique et mémorable,
 Et rendra mon écrit par là plus agréable.

- En jout que n'oure pàs, perèu, trop de lassour.
 N'es pai dignè, assurà, d'un escrivén de tailha
- 30 Couma vous, qu'avé tant d'esprit, de coumprenailha;
 Mès couantou que par ieu serè 'n pauc endulgènt :
 Boua par lou paure moundè es toujout lou talènt.
 Entrinqou dounc, betant touta crènta de cairè,
 E tancou din la rià la reilha de l'arairè.
- 35 Ah ! m'ès aviairè qu'ai couma de frenesis
 Davant trabau parier. Couma si n'aieu gis,
 Vau lavourar pourtant; oui, vau tancar ma pouncha
 Din aquou dur garàch é far 'na bouana jouncha,
 Au luéc de trapetiar me moun ase embastà,
- 40 Ou risqué d'èstre lèu din la pauta empastà.
 Ah ! c'é que n'ai pas, ieu, par courrè, de Pegasè :
 Noun ; n'ai, par escarar l'Elicoun, qu'un maigrè asè.
 Mès tant pis ! en avant me lançou courageous ;
 Si vénou à trebuchar, me ramassarè, vous,
- 45 Et lèu farè arribar, estant si charitable,
 A la cima dou Pindè en paurè miserablè.
 Anèn, vau doun parlar dou famus pot de miau

Donnez-lui, si cela peut vous faire plaisir,
 Et n'êtes pas trop las, un instant de loisir,
 Il n'est, certes ! pas digne (humblement je le pense),
 D'un écrivain pétri d'esprit, d'intelligence.
 Mais pour moi vous serez, je l'espère, indulgent :
 Bon pour le pauvre monde est toujours le talent.

Chassant donc la frayeur dont mon âme est émue,
 J'enfonce dans le sol le soc de la charrue.
 Devant labeur pareil j'ai comme des frissons.
 Attaquons-le pourtant ; oui, sans crainte, enfonçons
 Dans ce rude guéret la pointe de l'araire ;
 Creusons un bon sillon dans cette dure terre.
 Plutôt que de nous enfuir sur notre âne bâté,
 Au risque de rester dans la fange empâté.

Oh ! c'est que pour Pégase, hélas ! je n'ai qu'un âne ;
 Avec lui je puis bien perdre la tramontane ;
 Mais tant pis ! je me lance en avant, plein d'espoir.
 Vous me ramasserez, vous, si je viens à choir,
 Et ferez vite atteindre, étant si charitable,
 Au sommet du Parnasse, un pauvre misérable,
 Je m'en vais donc parler du fameux pot de miel

- Qu'à Ligousa pessèc, hélas! fa tant de mau.
 Aquou Jean Ligousa de soun mestier chassava.
 50 E'Garins, que soun près de Sigouier, restava.
 En jout aié fa chassa, é, mounstrant soun charnier,
 — Vès, disséc a sa fëna, aqui de bèu gibier.
 Aquou viagè ouriés bèu, ma fëna, avèr de bila,
 Si te planiés, ma fë, seriés bien difficila.
 55 Regacha dounc aco: jamai pu bèu lebraut ;
 Par lou tuà m'a chagu joliament mountar aut,
 Et courrè tout lou jout à travers de Ceüsa.
 Que t'ou créis ou noun, 's en mestier que vous usa.
 Oh ! perieu sieu bien làs ; chau pai 'n'èstre fachà,
 60 Quand l'o capita bien.

La lébrë éra cachà

- Dinc un chaï. Lou chi, de tou les chis lou méstrë,
 A vite agu sentu que li pouié bien èstrë.
 Se lança, la fai sortrë, é, moun ami de Dieu,
 Te le tirou subit mei dous cops de fusieu.
 65 Vai, sieu pai maladrèch ; piei ma poudre es famusa :

Qui faillit, autrefois, causer un mal mortel
 Au pauvre Ligousa. Celui-ci de la chasse
 Exerçait l'art si noble en vrai chasseur de race.
 Et c'était aux Guérins, hameau de Sigoyer,
 Qu'il pratiquait ce rude et pénible métier.
 Un jour qu'il avait fait bonne chasse, à sa femme
 Il montrait un beau lièvre en disant : — Sur mon âme,
 En voilà pour le coup du superbe gibier,
 Et, tout en le tirant de son vaste carnier :
 — Femme, continua-t-il, quelle que soit ta bile,
 Tu seras de te plaindre, oh ! par trop difficile,
 Regarde donc cela : jamais plus beau levreau.
 Aussi, pour le tuer, j'ai dû monter bien haut
 Et courir tout le jour à travers de Céuse.
 Crois-le ou ne le crois pas, ce rude métier use ;
 Aussi je suis bien las ; je n'en suis pas fâché,
 Puisque j'ai réussi.

Le lièvre était caché

Dans un genévrier. De tous les chiens le maître,
 Mon brave chien bientôt sent qu'il y peut bien être.
 Il court, le lance ; alors, soudain comme l'éclair,
 Je tire et je lui fais tourner les pieds en l'air.
 Oh ! va, je suis adroit ; puis fameuse est ma poudre.

- Pan, pan ! l'amirou, en l'ér vira les péds la gusa.
 L'ai prësa, bien countënt, é me sieu revengu,
 Sënsa avër rescountrà gendarmas ni dengu.
 Té, la vaqui, mës ai, 'na tarribla frengàla
- 70 Que me créba : pereu n'ia ' n famus entervalà
 Depiei moun dejunà ; l'ia vuéch ouras ou mënch
 Que n'ai betà ni pàn ni fricot soui lei dënts.
 Pouarza më quauqua rën ou sieu foutu, ma Lisa.
 Me chau mangèar é pàs qu'ëna pechouna brisa.
- 75 — Oui, di Lisa, moun Jean, vou as jamai miei gagnà :
 Que lébrë ! Piei te siés de suour tout bagnà.
 Sen countà qu'eilamount, à travers la mountàgna,
 N'a pas trop fa bèu tems : n'a fa que plouvignà.
- 80 — Oh ! n'ëra rën aco : fasié que bavignà.
 — Bavignar ! anën dounc ! par moumënts dourizàva.
 A gros peiros randas qu'ou mandëssin semblàva.
 — Mës en aqueu moumënt dinc en trauc de rouchàs
 Par me bëttrë a l'assousta aieu carà lou nàs.
- 85 — 'S egau, te siés trempà, moun Jean : *bèu tèm s'espera,*

Pan pan ! on aurait dit vraiment un coup de foudre :
 L'animal est tombé, puis, tout content de moi,
 Je l'ai pris et reviens maintenant près de toi,
 Sans avoir rencontré gendarmes ni personne.
 Qu'en dis-tu, donc ; ma chasse est-elle aujourd'hui bonne ?
 Tiens, voilà mon levreau ; mais il faut me servir
 Quelque chose à manger, car je me sens mourir
 De fatigue et de faim ; j'ai vraiment la fringale.
 Ce n'est pas étonnant, car un long intervalle
 De temps s'est écoulé depuis mon déjeuner ;
 Huit heures pour le moins qu'il m'a fallu jeûner !
 Je suis perdu, ma Lise ; oh ! fais mois quelque chose.
 Car j'ai besoin de prendre, et même à forte dose.
 — Oui, dit Lise, vraiment, Jean tu l'as bien gagné :
 Quel lièvre ! et de sueur te voilà tout mouillé,
 Sans compter que là-haut, à travers la montagne,
 Comme d'ailleurs ici dans toute la campagne,
 Il n'a pas fait beau temps, car sans cesse il a plu.
 — Une petite pluie, oui, Lise, et rien de plus.
 — Une petite pluie !.. Ah ! parfois une averse !
 A plein chaudrons, disais-je, il paraît qu'on le verse.
 — Oh ! mais j'avais, alors, eu soin de me cacher,
 Pour me mettre à l'abri, dans un trou de rocher.

- Se di bien, *quand lou ciel es tout rougë lou sèra.*
 Më se di bien perieu : *si s'rougë lou matin,*
Assurà que bien lëu la pluia seré aqui.
 Changea-të, piei vendrès mangear 'na bouàna endouilha
 90 Boquë revènes pas de la chàssa bredouilha.
 Li a periou de froumagë embë un pau de bouan vin.
 As de quë bien soupar é de que far festin.
 Jean l'escoutava pus, tant la famp lou crebàva.
 Si l'on aié pougu veirë couma avalàva.
 95 E la vianda é lou pàn, l'on ourié 'sta countënt,
 Bien rëdë tout aco passàva soui sa dënt.
 La fëna, cependant, li disié: — Chau lou vëndrë
 Sen tarzà, lou lebraut ; oui, chau pas trop attëdrë :
 Demàn, partë par Gap, parcé quë din meisoun.
 100 Moun omë, li a de tëms qu'avën mai d'en besoun.
 Les crédis me van pas é n'amou pas a deuré ;
 Pourtant nous chau de sau, de burë é 'me de peurë,
 E piei par lei meinas, de bounëts, de foudieus,
 De vestas, de gilëts, de sabàtas perieus.
 105 Que sarvicë, moun Jean, vai dounc pourë noui rendrë

— Tu t'es trempé quand même ; on dit : *beau temps espère,*
Lorsque le ciel, le soir, est rouge ; par contraire,
 Dit le proverbe aussi, *qu'il le soit, le matin,*
La pluie est vite là, rien qui soit plus certain,
 Va te changer et mange une excellente andouille,
 Puisque tu ne viens pas de la chasse bredouille,
 Puis, voici du fromage ainsi que du bon vin,
 Tu peux te régaler et faire un vrai festin.
 Jean ne l'écoutait plus ; il avait la fringale ;
 Son ventre était creusé tout comme une cymbale.
 C'était un vrai plaisir de le voir, dans sa faim,
 Avaler, dévorer et la viande et le pain.
 Sa femme, cependant, disait : — il faut le vendre
 Sans trop tarder, le lièvre, oui, Jean, sans trop attendre.
 Il faut partir pour Gap, non sans bonne raison :
 Nous avons maints besoins, mon homme, à la maison.
 J'abhorro les crédits ; devoir ne me va guère ;
 Il nous manque pourtant presque le nécessaire :
 Il nous faut beurre, sel, ensuite des souliers ;
 Les enfants ont besoin de vestes, de tabliers.
 Quel service, mon Jean, ton lièvre va nous rendre

Par tout aco ta lébrë ! alors lèu chau la vendrë ;
 Justamënt ë' marchà, si créiou, à Gap, demàn :
 Proufita-n'ën, car ës en des pu bèus de l'an.

Cependant lei meinas bien fort se disputàvan,

110 Par veirë lou lebraut ; couma de sourciers criàvan.

Avant mêmë que Jean fouguëssi de retourt,
 S'éroun bien pieutiras toutes trës tour-à-tourt.
 L'un, embë la grossa oura esprès se meissiravà ;
 Piei, tout à l'escoundous, les autrës mascaràva ;

115 Eici aquellës su veu fasién lou cop de pun ;

Enfin li aïë de cris et de cops par chacun.
 Më, quand lou pairë arriba, aco devén bien pirë.
 'Sen brut assourdissënt é quë tén dou delirë.

— Vous quesà, di la mairë, ou vau prendrë lou trinc ;

120 Qu'es avau su lou fëns ? Coum aco fa' de trinc !

— Prendrë lou trinc, di Jean ? li vas pai de ma mouarta !

— Ou mënch me lou barais, qu'es alai vei la pouarta,
 Vau te lës escoubar ; que diablës de marris !

Vous fan un brut d'enfert ! Ah ! m'aquellës couquis

125 Pai mouïen de parlar é de pourë s'entendrë.

Më, lou lebraut, moun Jean, choudré vitë lou vendrë

Pour tout cela ! Dès lors bien vite il faut le vendre.

Précisément à Gap, c'est, demain, de tout l'an

Un des plus beaux marchés ; eh bien ! profites-en.

Mais parmi les enfants la dispute était vive ;

Et, le lièvre arrivant, plus fort elle s'avive,

Car chacun veut le voir. Prévenant le retour

De leur père, tous trois, ils se sont tour à retour

Bien tiré les cheveux. Frottant à la marmite

Ses deux mains, l'un d'entre eux secrètement, ensuite,

Rendait les autres noirs ; à coups de poing ceux-ci

Criaient et se vengeaient sans pitié, sans merci.

Mais, quand le père arrive, oh ! c'est eucor bien pire :

C'est un tapage affreux et qui tient du délire.

— Taisez-vous, dit la mère, ou je prends le trident,

Là-bas, au tas d'engrais. Quel bruit assourdissant !

— Lise, tu n'y va pas, lui dit Jean, de main morte.

— Je prendrai le balai, au moins, près de la porte,

Pour les mettre dehors. Quels diables de gredins !

Ils font un bruit d'enfer ! Avec pareils coquins

Pas moyen de parler ni de pouvoir s'entendre.

Mais le lièvre, mon Jean, il faut vite le vendre,

- Quand agué bien mangea, l'omë li respoundèc : —
 Fëna, vërën aco ; mës ai lou gousiër séc ;
 Encara en mesurou, *par countâr*. — Gros ibrougna,
 130 Li fai la fëna alors, douriés avër vargougna,
 N'as pas begu toun sôulë é d'en gros mesuroun,
 Par te garar la sën, déves par avër proun ?
 Moun Jean, te geines pas, choudrié 'na plëna biaça
 Par remplir ton perier, se véi prou qu'à la chassa
 135 Sens appétit siés pàs toumbà, ni bien telu
 Siés devengu depiei, më joliament goulou
 Vai te couigeà, demàn, chau partir de bouana oura,
 Par vëndrë lou lebraut. — Ai mangèa 'na plena oura
 De *poutilé*, di Jean, couma n'ourieu pu sën ?
 140 M'estouffou, encà de vin, Lisa, bailà-me-n'ën,
 On me lëvou par courrë a la càva n'en quèrrë.
 — Ibrougna, te choudrié tout lou vi de Vaussèrrë,
 Li respouandë la Lisa ; é, pai mënch vourënt pàs
 Que vioudi lou vëssëu, descëndë à pechou pas
 145 A la càva, é piéi vén, li criant : aqui de beurë ;

Celui-ci bien repu, mais le gosier bien sec,
 Répond : — Oui, nous verrons, mais pour mon pauvre bec
 Encore un *mesuron*, pour compter. — Grand ivrogne,
 Répond sa femme alors, n'as-tu donc pas vergogne ?
 N'as-tu pas bu ton saoul ? C'est vraiment del'excès :
 D'un litre presque plein tu dois avoir assez.
 Tu n'as pas perdu, Jean, en allant à la chasse,
 L'appétit : il faudrait une pleine besace
 Pour remplir ton gésier ; d'ordinaire goulou
 On dirait que tu l'es encor plus devenu.
 Va te coucher ; à Gap, demain, il faudra vite
 Aller vendre le lièvre. — D'une grosse marmite
 De court-bouillon, dit Jean, je suis plein, et tu veux
 Que je n'éprouve plus la soif ? Oh ! malheureux !
 Je m'étouffe ! Du vin, car ma soif est extrême ;
 Donne-m'en, ou je vais à la cave moi-même.
 — Ivrogne, il te faudrait, je crois bien, tout le vin
 De Valserre, dit Lise, en prenant le chemin
 De la cave, craignant que son mari ne vide
 Le tonneau, tellement il est de boire avide ;
 Puis, revenant : — Voilà, dit-elle : mon Jean, bois
 Un bon coup, j'y consens, mais pourvu que tu sois

Mê, dema, soucamënt, n'ëssublias pàs de peurë,
 Moun Jean, é ni de sau ; mê vouarou pu bargear ;
 As besoun de repaus ; anën, vai te couigear
 Par reprëndrë un moumënt de força é de couragë ;
 150 Mê di toun pate, avânt, par far, demà, boua viagë.
 Pieis après, couigear-të, car siés bien acabà,
 Quoiqu'aïs bien begu, bien mangeà, bien soupà.

Bien matinal, demain, et, puis que le gros boire
 N'efface pas surtout, à Gap, de ta mémoire
 Ce que je t'ai dit : sel, beurre ; allons, je me tais
 Pour te laisser dormir ; couche-toi, je m'en vais.
 Fais ta prière, afin de reprendre courage
 En bien dormant, pour faire ensuite un bon voyage ;
 Après avoir prié, couche-toi, car, hélas !
 Malgré ton bon souper, tu me parais bien las.

(A suivre).

LISTE DES ARCHEVÊQUES D'EMBRUN

d'après

MARCELLIN FOURNIER (1642)

Continuée et complétée d'après les plus récents travaux ¹.

Nous reproduisons ci-après la liste des archevêques d'Embrun, que le père Marcellin Fournier, de la Compagnie de Jésus, a insérée dans son *Histoire générale des Alpes Maritimes ou Colliènes*, actuellement sous presse. Elle peut être utile à quelques lecteurs du bulletin.

¹ Il m'a semblé utile d'ajouter à la liste des archevêques d'Embrun dressée par Fournier, divers prélats qu'il n'a pas connus (le nom de ces prélats est précédé d'un crochet). De plus, j'ai fait suivre les dates que Fournier assigne à chaque archevêque par d'autres dates beaucoup plus précises. Pour les établir, je me suis surtout aidé des ouvrages suivants : *Gallia christiana*, nova, t. III, 1725, col. 1051-1011 ; — Hugues du Tems, *Le clergé de France*, t. IV, 1774, p. 253-277 ; — Albert, *Hist. du dioc. d'Embrun* [Embrun, Moysse], 1783, 2 vol. in 12 ; — [De Mas Latrie],

ARCHEVESQUES

St Marcellin	310—360	v. 353—370 c.
<i>Suivi d'un arrien</i>	350—370	v. 370—374 c.
Artémisus	370—374	374—400 c.
[St Jacques I		v. 400
St Albin	400	v. 410—.....
[Remigius (<i>Gall. ch.</i> , III, 1107; XIII, 775)		419—.....
Armentaire	437—439	v. 437—439
Ingénuus	440—465	.. 441—467 ..

Suivi d'un ou de deux arriens, en tout le reste du siècle.

Catulin	509	.. 507—520 ..
St Gallican I ^{er}	511	v. 522—529 ..
St Pélade ou Pallade	513—518	v. 530—539 ..
St Gallican II	518—549	.. 541—549 ..
Salonius	567—579	.. 567—579
Éméritus	585	583—588 ..
St Pierre	610	v. 600—610
[Lopacharus (<i>Cod. Monac.</i>)		614
{ St Ærèthius I ^{er}	630	631—653
{ Æthorius II	662	
[Chramlin, intrus (<i>Rech. hist.</i> , p. 61)		.. 677—678 ..

Séculiers.

[Walchin (<i>Rech. hist.</i> , p. 22)		.. 726—739 ..
[Gerlovèse (Fisquet, p. 829)		v. 760
St Alphonso	740	v. 770—771

Le siège vacque pour cause des Sarrasins, ou il est tenu par des séculiers, et encor pour d'autres maux.

[Possessor (Mabillon, <i>Ann. O. S. B.</i> , II, 215)		v. 775
St Marcellus	771	v. 791—804 ..
St Bernard, incognu	810	.. 811—826 ..
[Ageric		829

Diction. de Statistique religieuse (dans la *Nouvelle encyclopédie théologique* de Migne), 1851, p. 227-229, et *Trésor de chronologie*, Paris, Palmé, 1889, in-f°; — Sauret, *Essai historique sur la ville d'Embrun*, Gap, 1860, in 8°; — Fisquet, *La France pontificale, Métropole d'Aix*, Paris, Repos, [1868], p. 793-1039; — Gaillaud, *Éphémérides... des Hautes-Alpes*, 2 édit., 1852 et 1874; — J. Roman, *Sigil. du diocèse d'Embrun*, 1873, et *Tabl. hist. des Htes-Alpes*, 1887, p. 2-3; — Pius Bonifacius Gams, *Series episcoporum ecclesiae catholicae*, Ratisbonae, 1873, in-4°, p. 548-549, etc.; ainsi que de quelques travaux personnels, par exemple *Recherches historiques sur les Hautes-Alpes*, 1^{re} et 2^e partie, Gap, 1881; des *Archives de l'archevêché et du chapitre d'Embrun*, du *Bulletin de la Soc. d'ét. des Htes-Alpes*, 1882-89; etc.

St Jacques, incognu	830	(voir 400)
Gertumacus [?]	850	
[Arbert (<i>Spicil.</i> , xiii, 263)		853—859
Bremond [ou Bertmond]	870—876	876..
Aripert ou Aribert	878	877—878
[(?) Gérold (<i>Monum. patriae</i> , I, 67)		883
{ Ermoldus ou Ermaldus	886	886—899
{ Arnaldus	890	
St Benoît, martyr	916	906 ou 926
[Théodulphe (<i>Gall. chris.</i> , xvi, 56)		912
St Libéralis	920	v. 926 † 936
Boso	943	.. 943—945 ..
Amédée[?]	970	v. 980
[Ponce (<i>Rech. hist.</i> , p. 140)		992
{ St Imidias	1000	.. 1005—1010..
{ Isimundus	1020	
Rado	1037	.. 1016—1027?
Hismodo ou Hismido	1040	v. 1039—1044..
[Vivienus		1049
Guinervinarius	1050	1050—1054
Hugo	1054	1054—1055
{ Rémond Viniman	1055	1055—1074
{ Viminian	1057	
[Bernard, élu (<i>Gall. christ.</i> , iv, 137)		1076
Guillaume 1 ^{er}	1066	1077
Pierre II [?]	1077	
Lantelme	1084	1080—1084
Benoît II	1105—1118	1105—1118
[St] Guillaume II	1120	v. 1120 † 1134
[B.... (<i>Tabl. hist. des H.-A.</i>)		1136.
Guillaume III de Champsaur	1147—1153	1136 † 1168
Rémond II	1174	1168—1176..
Pierre III [Romain]	1183	1177—1189
Guillaume IV de Benevento	1194	1189—1202
Rémond III [Sédu]	1210	1203—1212
Bernard II Chabert	1214	1212 † 1235
Aymar [de Bernin ou Bournin]	1237	1236 † 1245
Humbert	1245	1246 † 1250
Henry Barthelemy de Suze, surnommé		
<i>Ostiensis</i> , cardinal	1250	1250—1263
Melchior [?]	1260	
Jacques II Sérène	1266	1263 † 1286
Guillaume V	1286	1286 † 1289
Fr. Rémond IV de Medullione	1289	1289 † 1294
Guillaume VI de Mandagot, cardinal	1294	1295—1311
Fr. Jean de Vasconia ou de Gascogne	1312	1311 † 1319

Rémond V <i>Robaudi</i>	1318	1319—1323 c
Bertrand <i>de Deucio</i> ou <i>de Deux, de Blansac</i> , cardinal	1324	1323—1338
Fr. Pastor <i>de Albenaco</i> ou d'Aubenas, cardinal	1340	1338—1350
Guillaume VII <i>de Bordis</i> ou <i>de Bardis</i>	1353	1351 † 1361
Bernard III	1360	
[Raymond <i>de Salis</i> ou <i>de Salg</i>		1361—1364
Bertrand II [<i>de Châteauneuf</i>]	1364	1364—1365
Pierre IV <i>Amelii</i> ou <i>de Sarraoenaco</i> , cardinal pendant le schisme	1366	1365—1378
Michel <i>Stephani de Perillons</i>	1379	1379 † 1427
Jacques III <i>Gelu</i>	1427	1427 † 1432
Jean II <i>Girardi</i>	1432	1432 † 1457
Jean III <i>Baiuli</i> ou <i>Baile</i>	1457	1457 † 1494
Rostain <i>d'Ancedune</i> ou <i>d'Ancezone</i>	1494	1494—1510
Jule <i>de Medicis</i> , du despuis Clément VII ^e , pape	1510	1510—1511
Nicolas <i>de Flisco</i> , cardinal	1511	1511—1517
Claude <i>d'Arces</i> ou <i>d'Arcys</i> , élu tant seulement	1511	1511
François <i>de Tournon</i> , cardinal	1517	1518—1526
Antoine <i>de Levi[s de Châteaumorand]</i>	1526	1526—1548
Balthazar <i>de Jarente</i> ou <i>de Gerento</i>	1542	1548 † 1555
Louys <i>de Boys Daulfin</i> , mourut avant que prendre possession		† 1555
Robert <i>de Lenoncour</i> , cardinal	1554	1556—1558
Guillaume VIII <i>de Sainct-Marcel d'Avançon</i> , nommé cardinal	1561	1561 † 1600
Honoré <i>de Laurens</i>	1600	1601 † 1612
Guillaume IX <i>d'Hugues</i>	1612	1612 † 1648
[Georges <i>d'Aubusson de la Feuillade</i>	consac. 12 sept. 1649—1668, 3 sept.	
[Charles <i>Brulart de Genlis</i>	nommé 1668 † 1714, 9 nov.	
[François-Élie <i>de Voyer de Paulmy d'Argenson</i>	1 ^{er} nov. 1715—1719, 23 avr.	
[Jean-François-Gabriel <i>de Hé-nin-Liétard</i>	1 ^{er} nov. 1719 † 1724, 26 avr.	
[Pierre <i>Guérin de Tencin</i>	consac. 2 juill. 1724—1740, 24 sept.	
[Bernardin-François <i>Fouquet</i>	consac. 8 janv. 1741—1767, 17 avr.	
[Pierre-Louis <i>de Leyssin</i>	consac. 5 juill. 1767 † 1802	

P. G.

LA « MAISON DE CHANONGE » D'EMBRUN

EN 1674¹

1663-1674. — « Maison de chanonge ». — Acte d'arrentement de la « maison, biens, censes, pensions et autres revenus appartenant à la maison de chanonge », passé par le chapitre d'Embrun à Laurent Jartoux, marchand d'Embrun, pour six ans et aux mêmes clauses qu'à Chaffrey Chabassol, le 1^{er} fév. 1663. Il est dit que la « maison de chanonge » est située au-devant de l'église N.-D. d'Embrun. Led. Jartoux « s'oblige de nourrir quatre enfents de chœur, auxquels il balliera, pour les quatre, chasque repas, un potage, une livre de viande de pur moton, et demi pot de vin pour les quatre ; leur tiendra du feu quand ilz se voudront chauffer, pendant l'hiver, dans l'entre-deux de mattines et les offices des mortz, et leur en tiendra pareillement devant et après leurs repas ; leur donnera du pain en suffisance tous les mattins pour leur déjeuner, à la sortie de mattines et après la première, depuis pour leur gouter ; et, en cas de maladie d'iceux, il s'oblige de leur ballier une livre de pain et demi pot de vin chascun à chasque repas. — S'oblige led. Jartoux de nourrir les deux soubz-diacres, si bon leur semble d'y aller vivre, et leur donnera pour chascun demi livre de chair de moton, chasque repas, avec leur potage tous les repas de l'année, et les jours de dimanche et du jeudi et festes chomables, leur fournira un peu d'entrée par-dessus et leur convertira la demy livre de viande en de rosty. Pour le premier jour de Noël, celui de Pasques et celui de la Pentecoste, leur baillera un chapon par-dessus. S'oblige de leur ballier, les jours maigres, un potage à disner, une tranche de burre frais, avec deux œufz et un peu de dessert, le tout pour le chascun ; et quand ce sera jour de jeune, il augmentera led. ordinaire d'un œuf à leur disner pour chascun, et le soir à leur collation, il leur donnera un bon plat noir. Pendant le caresme, il leur balliera à disner un potage et deux plats de viande de caresme, et aux col-

¹ Extrait de l'*Inventaire sommaire des Archives départ. des Htes-Alpes*, série G. 258. — Cahier, in-4^o, 5 feuillets, papier.

lations, comme ci-devant. De plus, il donnera à desjeuner et à gouter depuis Pasques jusques à la St-Michel en pain bis tant seulement. Et en cas de malladie, il leur balliera à chasque repas un pot de vin et une livre et demy de pain, non seulement pendant la violance de leur mal, mais encores durant les jours que les medecins trouveront à propos de prendre pour se remettre. Et en cas de quelque fièvre intermittante ou autre malladie de langueur qui leur permet de sortir, il leur continuera la mesme portion. Et en cas que lesd. soubz-diacres aimassent mieux vivre hors la table de chanonge, il leur balliera en ce cas la mesme portion pour leur entretien qu'aux autres officiers, ainsi qu'il sera cy-après especifié et par mesmes quartiers. Quant aux enfants de chœur, il leur fournira tousjours leur déjeuner et leur gouter, et aux jours de vandreï, samedi ou jours de jeune, il leur donnera une soupe et un œuf à chacun, le matin et le soir ; et, en temps de caresme, si les œufs ne sont pas permis, il leur baillera quelque autre chose. — Baillera au maistre de musique, aux deux diacres, et au claustrier, à chacun d'eux, annuellement, trois charges de bled, bon et de fromant mesme d'Ambrun, dix charges de vin du meilleur de la cave, et 36 livres argent, lequel bled, vin et argent il leur paiera par quartiers de trois en trois mois et tousjours par advance, sur les mandats du vénérable chapitre ou autrement, comme le chapitre trouvera à propos. Et d'aültant qu'il pourroit estre plus commode auxd. officiers et aud. Jartoux de païer le vin en un seul paiement et par advance, à la récolte, pour en éviter les inconvenïants, led. vén. chapitre consant que led. Jartoux le leur paie au sortir de la cuve par advance, affin qu'ilz le puissent loger à leur volonté. Il balliera à M. le Précenteur et à MM. les curés de St-Vincent et de Ste-Cécille la mesme portion qu'ilz estoient en costume de prendre lhors que la maison de chanonge estoit régie par économat par feu M. le chanoine Roman, et come a esté accordé aussi pour l'an courant par le sieur Chaffré Chabassol, qui est encores dans lad^e maison ; qui consiste, scavoir : aud. sieur précenteur, dix émines bled fromant, quatre charges huit pots vin et 15 livres argent, et aux

deux sieurs curés et à chascun deux, neuf émines bled fromant, bon bled et de recepte, trois charges trois émines vin du meillieur de la cavve et 13 livres argent, qui leur seront payez annuellement par mesme quartiers que dessus, sur leurs simples quittances, sans autres mandats. — S'oblige encore led. Jartoux de faire l'aumosne généralle accoustumée, durant la moitié de caresme, à tout pauvre venant entre six et sept heures de matin, en pain tant seulement, et d'y appeller un ou deux de Messieurs du clergé du vén. chapitre pour y adsister, si bon leur semble, et sçavoir si le pain est du poidz et bon, à la forme des précédentz arrantementz. Faira encores l'aumosne à tout pauvre venant le Mardi Saint de chasque caresme, pendant sa ferme, en pain et en potage, et faira aussi la despence qu'il conviens faire le Judy Saint de chasque année pour les treize pauvres, que messieurs du chapitre sont en coustume de se choisir pour leur laver les pieds, et de fournir à ce sujet le pain, le peisson, le vin et le potage de légumes qu'on est en costume de leur donner ce jour-là. — Sera tenu de faire lui-mesme ou bien le faire faire par autre personne, à l'exclusion des femmes, toutes les hosties qui seront nécessaires, tant pour la célébration des messes de lad^e église que pour les communions, ensemble d'en fournir aux sieurs curés de lad^e église que leur parroisse ; comme aussi de fournir tout le vin, et du mellieur de la cavve, qui lui sera demandé par le clautrier, pour les messes qui se disent à l'église; ensamble la braise nescessaire pour les encensoirs, aussi bien que le bois pour la chambre capitulaire, lhorsque Messieurs s'y assamblent pendant l'hiver; et lhors des assamblées, sera tenu, avant icelles, de nettoyer les bangs, les fenestres et balléier lad. chambre. Par-dessus toutes lesquelles fournitures, led. sieur Jartoux s'oblige de païer toutes les années aud. chapitre, suivant ses mandatz qu'il faira sur lui, la somme de 100 livres... Led. Jartoux s'oblige de faire planter soixante pieds d'arbres fruitiers, annuellement, dans le fonds de Saint-André, ... quelques noyers », etc. Embrun, décembre 1674.

LE DÔME OU PORTIQUE DE N.-D. D'EMBRUN

EN 1555 ¹.

1555-1636. —Pensions dues au chapitre, etc.—Rachat par la communauté des Crottes d'une dette de 2.000 livres due au chapitre d'Embrun et achat pour ledit chapitre sur le clergé du diocèse d'une pension de 375 livres tournois, au denier seize, moyennant la somme de 16.000 l. Cet acte débute ainsi : « Sera notoire à tous... que feu de mémoire heureuse messire Balthesar Jarente, R^{me} archevesque et prince d'Ambrun, auroit donné la somme de quinze centz escus pour la construction d'une chappele vitrée et ornée en l'espace qui est entre la sacristie et la chappele St-André, et, adverti que sondit chappitre vouloit faire édifier ung dôme ou portique à la porte de la grand'église, il auroit auci donné quinze cens escus pour telle fabrique ²; et commis ces mile escus pour la doctation de dux chappelles et autrement, ency qu'est contenu en son dernier codicille, fait à Aix, en l'année 1555 et au mois de juing, reçu par M^e Thesaty, notaire dud. Aix, icelles sommes revenues à quatre mil escus, auroient esté saisi par l'autorité du Roy, quy en assignia la rente au dernier douze à Briançon sur les grandes gabelles ³; lesquelles racheptées par commandement du feu Roy, en l'année 1603, le vénérable chappitre, aïent eu remboursement desditz 4.000 escus, les auroit colloqués en pension au denier seze, sçavoir : à Ours (Oulx, Piémont), mile escus; à Valloyse, mile escus et, despuis, par la revente à eux faite, lesditz mile escus feurent baliés à la comunauté de Vars, et dux mile escus, au lieu des Crottes; desquelz dux mille, mile appartiennent en capital pour la doctation desdites deux chappelles. Or, aïent lesditz des Crottes requis ledit vénérable chappitre de passer revante, offrant remboursement desditz deux mille es-

¹ Extrait de l'*Inventaire* cité. Série G. 246. — Liasse 9 pièces ou cahiers, papier.

² Cf. le mémoire intitulé : *Le porche ou réal de Notre-Dame d'Embrun*, dans la *Réunion des Sociétés des Beaux-Arts*, xii^e session, Paris, Plon, 1888, p. 571-589.

³ En 1562. Cf. le mémoire cité, p. 581.

cus, pour les avoir empruntés des sieurs Jehan Pierre et Isac Tollosan, frères, à mélieures conditions et pache, ilz se seroient assemblés et auroint unanimement conclud de leur passer ladite revante ». Présents « Louys d'Hugues, chantre, et Anthoine de Lambert, archidiacre, Hiérosme de Pontis, Chaffré Mathieu, Jehan Hus, Hiérosme de Verdun, Guillaume Chabrand, Honora de Faucon, Benoît Lambert, C. Cot, tous chanoines. » Ces derniers agissent de « l'avis et bon plaisir de Mgr... Guillaume d'Hugues, archevesque et prince d'Ambrun », qui leur « fait entendre que son clergé diocésain e[s]t vexé et beaucoup engagé pour ce qu'il doipt d'arreirages de décimes ». Embrun « dans la palais archiépiscolal » ; témoins : Artus Brunenc, fils de feu Jean, et Louis Lion.

P. G.

M. CHARLES LORY

DOYEN DE LA FACULTÉ DES SCIENCES DE GRENOBLE ¹.

Les sciences naturelles viennent de perdre, en la personne de M. Charles Lory, un de leurs représentants les plus éminents.

Depuis plus de quarante ans, M. Lory s'est consacré à l'étude de la géologie et a fait des Alpes l'objet constant de ses investigations.

Par ses travaux, il a puissamment contribué à attirer l'attention du monde savant sur la région alpestre et à développer ce grand courant d'opinion d'où sont sorties nos Sociétés alpines.

Le Club Alpin l'a bien compris ainsi, et il a tenu à honneur de lui décerner le titre de président honoraire de la Section de l'Isère.

En même temps il donnait à l'une des sommités du Pelvoux le nom de pic Lory, faible témoignage de la profonde estime qu'il portait à l'illustre savant dauphinois.

¹ Extrait du *Bulletin mensuel du Club Alpin Français*, juin 1889, p. 184-186.

Indépendamment de son grand travail de la *Description géologique du Dauphiné*, qui a rendu son nom célèbre en France et à l'étranger, M. Lory a publié une intéressante étude sur l'orographie des Alpes Occidentales, qui a paru dans l'*Annuaire* du C. A. F.; il a en outre écrit de nombreux articles scientifiques, soit dans le *Bulletin* de la Société de statistique de l'Isère, soit dans le *Bulletin* de la Société de géologie.

Nous croyons devoir publier la liste complète de ses écrits, afin de faire apprécier l'étendue de son œuvre.

Après avoir rendu hommage à l'homme de science, qu'il nous soit permis de dire que les regrets unanimes dont sa mort a été l'objet, s'adressent non seulement au savant éminent, mais aussi à l'homme de bien, chez qui la bonté et la modestie égalaient la science.

La Section de l'Isère a tenu à témoigner publiquement du pieux souvenir qu'elle garde à son président honoraire, en déposant sur sa tombe une couronne de fleurs.

Liste des publications de M. Lory.

- 1846. Étude sur les terrains secondaires des environs de Grenoble.
- 1850. Composition de quelques roches des Alpes (*Bulletin de la Société de statistique de l'Isère*).
- 1851. Terrains crétacés du département de l'Isère).
- 1852. Coupe géologique des montagnes de la Grande-Chartreuse (*Bulletin de la Société de statistique de l'Isère*).
- 1854. Gisements de roches amphiboliques associées à des euphotides et des serpentines dans le département de l'Isère (*Bulletin de la Société de statistique de l'Isère*).
- 1858. Esquisse d'une carte géologique du Dauphiné. (*Bulletin de la Société de géologie*).
- 1859. Sur la carte géologique du Dauphiné et quelques points de la géologie de cette province (*Bulletin de la Société de géologie*).
- 1860-1864. Description géologique du Dauphiné.
- 1870. Sur le gisement de la craie blanche dans la ville d'Entremont.
- 1880. Sur la constitution stratigraphique de la Haute-Maurienne.
- 1862. Gisement des gypses de Vizille (*Bulletin de la Société de géologie*).
- 1863. Carte géologique et coupe du Briançonnais (*Bulletin de la Société de géologie*).
- 1863. Sur les dépôts tertiaires et quaternaires du Bas-Dauphiné (*Bulletin de la Société de géologie*).
- 1866. Notice sur une carte géologique de la Maurienne et de la Tarentaise (*Bulletin de la Société de géologie*).

1866. Essai sur la structure géologique de la partie des Alpes comprise entre le mont Blanc et le mont Viso (*Bulletin de la Société de géologie*).
1866. Sur le gisement de la Terebratula Diphya dans les calcaires de la Porte de France (*Bulletin de la Société de géologie*).
1867. Sur la structure des Alpes Occidentales.
1867. Sur les sinuosités des affleurements des failles dans les Alpes (*Bulletin de la Société de géologie*).
1867. Carte géologique du département de la Savoie,
1871. Age des calcaires de l'Échaillon (*Bulletin de la Société de géologie*).
1873. Sur la stratigraphie des Alpes Graies et Cottiennes (*Bulletin de la Société de géologie*).
- 1874-1878. Essai sur l'orographie des Alpes Occidentales dans ses rapports avec la structure géologique de ces montagnes (*Annuaire du Club Alpin*).
1878. Profils géologiques de divers massifs des Alpes Centrales (*Bulletin de la Société de géologie*).
1880. Sur le terrain crétacé supérieur de l'Isère (*Bulletin de la Société de géologie*).
1881. Compte-rendu des excursions du Congrès de la Société de géologie aux environs de Grenoble (*Bulletin de la Société de géologie*).
1882. Protogine du mont Pelvoux ; cavernes à ossements de Presles (*Bulletin de la Société de géologie*).
1883. Double pli des Alpes de Glaris (*Bulletin de la Société de géologie*).
1884. Note sur deux faits nouveaux de la géologie du Briançonnais (*Bulletin de la Société de géologie*).

A. DE LA F.

L'ESISTENZA DI DIO

Dica pur l'empio : Iddio non è ! — Ma Dio
 Parla il creato ne la sua favella ;
 Narrano i cieli la gloria di Dio,
 Che di eterno splendor si rinnovella.

L'immensità del mar mormora Dio
 Co' flutti suoi, sia calma o sia procella :
 L'immensurato azzurro ognor di Dio
 Con gli astri suoi lucenti a noi favella.

Tutto parla di Lui : l'ucello, il fiore,
 La farfalla, il leone, e cielo e terra
 Cantan perenne un inno al Creatore.

Qual musica sublime eterna e nova
 Suona da gli astri a Dio, a cui si atterra
 Ogni creata cosa e in Lui s'innova.

J. SPERA.

PÈLERINS ALLANT A JÉRUSALEM DE PASSAGE

A EMBRUN EN 1627.

De la part du vénérable chapittre Nostre-Dame d'Ambrun, est mandé au sieur de St-Jullien, chanoine prébendé et procureur de la fabrique, de bailler deux quarts d'escu à deux pèlerins s'en allantz en Hiérusalem ; lesquelz deux quarts d'escu luy seront entrés sur lé contes. Faict en chapittre le vingt et six may mil six centz vingt et sept, à Ambrun.

(Signé :) J. JAVELLY, prévost, CHABRAND, C. ARNOULX.
J.-P. DISDIER.

(Archives des Hautes-Alpes, G, prov. 266). —

TABLEAU DE MGR DE GENLIS, ARCHEVÊQUE

D'EMBRUN, 1750.

Je soussigné déclare avoir resçu de M^r Allard, chanoine, trésorier de la fabrique, la somme de vingt quatre livres, pour avoir fait le tableau de M^r de Genlis, destiné à être placé à la sacristie.

A Embrun, le 7 mars 1750 ¹.

Confirmo quanto sopra.

Steffano BESTOSO, pin^o.

(Arch. des Htes-Alpes, G, prov. 368).

QUITTANCE DE L'ABBÉ DE SIÈYES.

23 FÉVRIER 1789.

J'ai reçu de Monsieur Rous la Mazilière, des revenus de la fabrique, la somme de troiscent trente six livres, pour les voyages que j'ai fait à Romans au nom du chapitre ; dont quitte.

L'ABBÉ DE SIÈYES.

(Arch. des Htes-Alpes, G, prov. 485 ²). — P. G.

¹ Le chanoine Laurent Mallot acheta, peu après (21 mai 1750), à Grenoble, un cadre pour le tableau susdit. Afin de ne pas faire mentir le proverbe, il paya ce cadre plus cher que le tableau lui-même : « Pour le cadre doré du portrait de M. de Genlis, 30 livres. » (*Ibid.*)

EXTRAIT DES PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES

SÉANCE DU 6 JUIN 1889.

Sont présents : MM. ALET, ANDRÉ, BLANCHARD, FIARD, GUILLAUME, HUGUES, IMBARD, LÉAUTIER, LEMAITRE, MARTIN D., MEYER, REPELIN, ROCHE A., ROCHE C., ROMAN, ROMIEU, SIBOUR, TEISSIER, THÉVENARD.

Le président et l'un des vice-présidents étant démissionnaires, et, de plus, M. le vice-président PARIS étant absent, M. le chanoine Zéphyrin BLANCHARD, doyen d'âge, occupe le fauteuil de la présidence.

L'assemblée procède à l'élection d'un président et d'un vice-président, en remplacement de MM. LEMAITRE et DUPONT-DELPORTE, démissionnaires.

M. LEMAITRE est réélu président, au scrutin secret et au premier tour.

Appelé à prendre le fauteuil de la présidence, M. LEMAITRE s'y décide après quelque hésitation et déclare qu'il va d'abord faire poursuivre l'ordre du jour.

Le premier tour de scrutin pour l'élection d'un vice-président, n'ayant pas donné de résultat, il est procédé à un nouveau vote. Au second tour, M. le chanoine Zéphyrin BLANCHARD est élu vice-président.

Le président propose de renvoyer à une séance générale les élections pour les fonctions laissées vacantes. La proposition est acceptée.

Il lit une dépêche expédiée de Paris par M. le sénateur BLANC, membre fondateur de la Société, qui regrette de ne pouvoir assister à la réunion.

Le secrétaire offre les remerciements de MM. DAMAS et TAMIZEY DE LARROQUE, élus membres honoraires de la Société dans la dernière séance trimestrielle.

Sont présentés et nommés :

Membre fondateur :

M. FLOURENS, député des Hautes-Alpes, à Paris.

Membres titulaires :

MM. ALET, professeur de philosophie au collège de Gap ;

Baron BERGE, gouverneur de Lyon ;

Comte CAIX DE PIERLAS, homme de lettres, à Turin ;

M. le commandant MÉYÈRE fait don au Musée départe-

mental d'une dent molaire d'éléphant provenant de la Cochinchine.

M. FIARD, d'un écu de six livres de Louis XV.

Au nom de leurs auteurs, les ouvrages suivants sont offerts à la Société :

CAIX DE PIERLAS, *Le XT^e S^e dans les Alpes-Maritimes*;
Abbé FERAUD, *Ephémérides Bas-Alpines* ;

Marquis DE JESSÉ CHARLEVAL, *Préliminaires d'une étude sur la Camargue*.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

Divers mémoires ou documents pour le *Bulletin* sont déposés sur le bureau, au nom de leurs auteurs : MM. LEMAS, GUÉRIN et LÉPINE, G. DE MANTEYER, P. GUILLAUME. Ils sont renvoyés au comité de publication.

M. Z. BLANCHARD résume un mémoire ayant pour épigraphe : *Pacem et veritatem diligite*.

A la suite de ce résumé le Président prend la parole :

« J'avais l'intention de faire connaître pour quels motifs après avoir donné ma démission et insisté pour qu'elle fût acceptée, je me décidais aujourd'hui à me rendre à ce nouveau vote que vous venez d'émettre. Je vous remercie tout d'abord des témoignages si flatteurs que vous avez bien voulu me faire exprimer, et dont le dernier vote est une nouvelle confirmation, je ne pouvais pas dans les conditions où votre volonté se manifeste vous résister davantage, j'aurais fait douter de mon intérêt pour notre Société et du prix que j'attache à vos suffrages.

« Je m'incline donc en partageant les sentiments que vient de rendre si bien notre vénéré collègue et doyen, M. le chanoine Blanchard, que je suis heureux d'avoir pour conseil immédiat. C'est de ses sentiments que je chercherai à m'inspirer dans la direction des délibérations et de l'administration de la Société.

« Ce sont des intérêts d'un ordre tout moral qui nous unissent. Notre but est de chercher à faire connaître surtout le pays où les circonstances de la vie nous ont amenés. S'il peut produire des divergences d'appréciation, ce but ne saurait créer des divergences d'intérêts, si nous avons y apporter un esprit sincère et un caractère d'im-

personnalité. Il est assez sérieux pour que celui qui vient d'être l'objet de votre choix, malgré son peu de compétence, y apporte tout le dévouement dont il est capable, et faire espérer le même concours dévoué de ceux qui ont accepté à des titres divers d'être les représentants de notre Société.

« On a parlé de l'application du règlement. Elle est notre garantie à tous, mais comme il a motivé quelques observations, je serai certainement l'interprète de votre pensée en demandant que les membres qui auraient des modifications à proposer veuillent bien les adresser au secrétaire dans le courant de ce trimestre.

« Les propositions seront examinées avec soin, et, suivant un vœu qui a été formulé, chacun sera mis à même par la voie du bulletin, de se prononcer sur les changements qui en seraient la conséquence. »

L'ordre du jour étant épuisé la séance est levée à 6 h. 1/2

Le Secrétaire,

P. GUILLAUME.

Vu : *Le Président,*

J. LEMAITRE.

RÉSUMÉ des observations météorologiques faites à l'École normale de Gap en 1888 (sous abri), par M. C. R.

OBSERVATIONS.	Janvier	Février	Mars
Températures moyennes.....	0,2	— 0,9	1,5
Id. extrêmes } maxima.....	10 le 20	15 le 2	18 le 31
	—12 le 16	—16 le 14	—18 le 5
Moyennes barométriques à zéro (altitude 739).....	698,0	693,1	695,6
Pressions extrêmes } maxima... 713, le 28	68 5, 1 2	708, le 19	704, le 24
	683, le 27	684, le 20	
Total des jours de pluie ou de neige.....	2	6	6
Eau tombée, en millimètres...	18	34	52
Moyenne hygrométrique (évaluée de 0 à 100).....	70	64	74

FINI D'IMPRIMER LE 28 JUILLET 1889.

GAP, IMP. JOUGLARD PÈRE ET FILS.

LES

ASSEMBLÉES ÉLECTORALES

DU DÉPARTEMENT DES HAUTES-ALPES

PENDANT LA RÉVOLUTION.

Assemblée électorale de Chorges.

La première réunion des électeurs du département des Hautes-Alpes eut lieu à Chorges le 4 juillet 1790. Convoquée par les commissaires du roi pour le département, l'assemblée électorale devait élire les membres appelés à composer le Conseil du département.

Cette réunion se tint dans l'église paroissiale de Chorges, sous la présidence provisoire de Joseph Roustan, maire de Vars, doyen d'âge. Le procureur de la commune de Chorges, M. Nicolas Allemand, remplissait les fonctions de secrétaire ; les scrutateurs provisoires furent : MM. Antoine Garcier, maire de Puy-Sanières, Étienne Alberge, de Molines en Queyras, et Joseph Bertrand, curé de Saint-Laurent-du-Cros en Champsaur.

Seize commissaires furent nommés pour la vérification des pouvoirs des électeurs. Ces formalités occupèrent toute la première séance du 4. Le 5, l'assemblée constitua son bureau. Deux cent vingt-six électeurs y prirent part. Joseph-Augustin Marchon, maire de Gap, ayant réuni 116 suffrages, fut proclamé président du collège électoral. Il accepta aussitôt ces fonctions, et après avoir prêté le serment de maintenir de tout son pouvoir la constitution du Royaume, « d'être fidèle à la Nation, à la Loi et au Roi », etc, il prit place au bureau et y prononça ce discours :

« Messieurs, je suis infiniment sensible à l'honneur que vous venez de me faire, en me nommant pour votre président ; cette place est autant au-dessus de mon ambition, qu'elle est peu proportionnée à mes forces et à mes talents ; mais en m'appelant à la remplir par vos suffrages, vous avez contracté avec moi l'obligation d'en partager le fardeau : oui, Messieurs, j'ose espérer que vous soutien-

dre ma faiblesse, que vous dirigerez ma conduite, que vous m'éclairerez de vos conseils ; et si vous ne trouvez pas en moi le mérite qu'exigent des fonctions aussi importantes, du moins vous y trouverez du zèle, de la bonne volonté, et surtout la reconnaissance la plus parfaite » ¹.

Le secrétaire du bureau ne fut élu que le 6 juillet : ce fut M. Nicolas Faure, notaire à Briançon.

Puis, tous les membres de l'assemblée, debout, prêtèrent le serment et procédèrent à l'élection des scrutateurs. Chaque électeur venait déposer son bulletin dans l'urne : devant cette urne était une formule de serment ainsi conçue : « Vous jurez et promettez d'être fidèles à la Nation, à la Loi et au Roi ; de maintenir de tout votre pouvoir la constitution du Royaume, et de ne nommer que ceux que vous aurez choisis en votre âme et conscience comme les plus dignes de la confiance publique, sans avoir été déterminés par dons, promesses sollicitations et menaces » ? — Chacun des électeurs, en mettant son bulletin dans l'urne, levait la main devant le président, et disait : « Je le jure ! »

Pendant le vote, le président Marchon informa l'assemblée qu'il venait de recevoir l'original du procès-verbal de la division de la province du Dauphiné en départements et une carte du département des Hautes-Alpes. Cette carte fut immédiatement exposée dans le sanctuaire de l'église. On proclama ensuite les noms des scrutateurs élus : ce furent MM. Borely, notaire à Peyre (La Pierre), Garnier, notaire à Savines et Faure Lacombe, chirurgien à Tallard.

L'assemblée chargea MM. Philibert, viabaili, Rochas, avocat à Gap, Fantin Des Odouards, Dongeois, avocats à Embrun, Albert, avocat du Roi, Froment, receveur des domaines du Roi à Briançon, Brovet, avocat à Serres, et Amat, notaire à Ribiers, de rédiger une adresse à l'Assemblée nationale « pour la remercier des soins qu'elle prend pour la régénération de la France, pour adhérer à tous ses décrets et pour improuver de la manière la plus

¹ Archives des Hautes-Alpes. Série L. Liasse 2.

formelle la protestation de la minorité des membres de cette assemblée ».

L'assemblée décida également d'arrêter la liste des villes du département où se tiendraient les réunions électorales et mit à la charge de ces villes, tous les frais occasionnés par ces réunions, tels que salles de vote, meubles, fournitures de bureaux, etc. — Les villes désignées furent Gap, Embrun, Briançon et Serres.

Dans sa séance du 7 juillet, l'assemblée eut à s'occuper d'une question importante : la fixation du siège du directoire. La majorité se prononça en faveur de Gap, comme « étant le lieu le plus central et le plus à portée des différents cantons. »

L'assemblée examina en même temps le traitement qu'il convenait d'accorder aux membres du corps administratif : les traitements furent ainsi fixés : aux membres du corps électoral, 3 livres par jour aux domiciliés de la commune où se tiendraient les réunions ; 6 livres aussi par jour aux non-domiciliés ; — aux membres du département, pendant la durée des sessions : 3 livres par jour aux domiciliés : 6 livres aux non-domiciliés ; — aux membres du Directoire, 500 livres par an pour ceux de la commune ou de la ville où il fut fixé, et pour les non-domiciliés mille livres, etc.

Toutes ces mesures prises, les électeurs décidèrent d'ouvrir le scrutin pour la nomination des membres du conseil ; le président Marchon, en annonçant que le vote allait commencer, prononça les paroles suivantes :

« Messieurs, une nouvelle carrière s'ouvre devant vous ; un jour nouveau va luire sur ces contrées peu favorisées de la nature et trop négligées par le Gouvernement ; séparée du reste de la province par les opérations de l'Assemblée nationale, vous allez former un département particulier, un état isolé ; vous allez vous administrer vous-mêmes.

« Ce bienfait, Messieurs, dont vous attendez les plus salutaires effets, vous le devez à la sagesse de l'Assemblée nationale et à la bienfaisance du Roi. C'est à vous, Messieurs, de donner l'être aux agents du nouveau régi-

me qui va s'ouvrir ; c'est à vous d'imprimer le mouvement à cette machine publique ; choisissez des administrateurs zélés, intelligents, vertueux, qui connaissent les localités, qui entendent la science du gouvernement ; votre sort, celui de vos familles, de votre département entier, sera désormais dans leurs mains ; ils vont devenir, par vos suffrages, les dépositaires de la fortune publique et du bonheur des peuples ; ils répareront par des combinaisons bien calculées, par des sages économies, l'avarice du sol, l'inclémence des saisons, les négligences de leurs prédécesseurs.

« Votre choix, Messieurs, ne saurait donc être trop réfléchi ; vous en êtes responsables à Dieu, à vos commettants, à vous-mêmes ; une erreur, un oubli sur cette opération importante, vous préparerait un long repentir ; mais vous ne sauriez vous tromper, Messieurs, votre choix ne peut être qu'heureux, étant fait sous les auspices de la liberté et de la religion que vous invoquez par vos serments.

« Il sera heureux, parce que vous ne connaissez ici que l'influence de la Loi et de vos consciences.

« Il sera heureux, parce qu'il ne peut vraisemblablement tomber que sur les membres de cette assemblée, puisqu'il ne saurait rouler que sur vous, Messieurs, qui réunissez, à la confiance qui vous entoure, les connaissances les plus étendues, le zèle le plus pur et le patriotisme le plus éclairé ».

Ce discours fut couvert d'applaudissements et l'assemblée en ordonna l'insertion au procès-verbal de la séance.

Le scrutin pour l'élection de deux membres du conseil du département pour le district de Gap fut ensuite ouvert.

228 électeurs votèrent. MM. de Sainte-Guitte, avocat à Veynes, réunit 104 suffrages, Faure Lacombe, chirurgien à Tallard, 96 ; Moynier du Bourg, procureur à Gap, 95 ; Marchon, 73. -- Aucun des candidats n'ayant réuni la majorité, un deuxième tour de scrutin fut nécessaire et

amena l'élection de MM. de Sainte-Guitte et Faure Lacombe (8 juillet).

Les deux membres élus par le district d'Embrun furent MM. Cressy, vibailli d'Embrun et Fantin Des Odouards, avocat.

Les opérations électorales furent un instant suspendues par l'entrée dans la salle des séances d'une députation des écoliers du collège d'Embrun. L'un des écoliers lut à l'assemblée le discours suivant :

« Messieurs, les étudiants du collège d'Embrun viennent aujourd'hui déposer, dans cette assemblée respectable, l'hommage de leur admiration et de leur profond respect.

« Chargé, Messieurs, par mes camarades, de la commission honorable d'être auprès de vous l'interprète de leurs sentiments dont nous a pénétrés le patriotisme, le zèle ardent pour le bien public qui seuls ont dirigé vos importants travaux, je ne rendrai que faiblement le vœu de leur vœu ; mais la sincérité de nos intentions suppléera sans doute, auprès des Pères de la justice, à l'énergie qui manque à nos expressions. Le choix que vous avez fait de l'honorable membre qui préside cette assemblée auguste, est pour nous un sûr garant de celui des administrateurs que vous donnerez à ce département ; leurs bienfaits seront votre ouvrage ; notre liberté sera à jamais assurée sous leur sauvegarde ; l'éducation publique n'échappera point à leur paternelle sollicitude ; et lorsqu'une administration juste et éclairée aura rendu la vie à cette contrée négligée par la nature, opprimée par la tyrannie, alors nos mœurs modelées sur vos vertus, notre patriotisme éclairé par vos conseils, nos bras aguerris par vos exemples, soutiendront avec courage l'édifice majestueux que nous devons à vos sollicitudes », et l'orateur, en terminant, prêtait au nom de ses camarades, le serment d'être fidèle à la Nation, à la Loi et au Roi.

Marchon répondit à ce discours. — « Messieurs, dit-il, l'assemblée électorale est infiniment sensible au témoignage de zèle et de respect que venez de lui donner ; le compliment que vous avez prononcé avec tant de grâce, est une preuve de vos progrès dans vos études ; comme le

serment civique que vous avez prêté devant elle, annonce votre attachement à la constitution qui nous régènera et qui prépare votre bonheur ; cette démarche patriotique mérite nos éloges ; vous êtes à présent l'espérance de la Patrie et vous en serez un pour la gloire et l'ornement. »

Les électeurs reprirent ensuite le cours de leurs travaux. Le neuf juillet, le scrutin était ouvert pour l'élection de deux membres du département qui devaient être choisis dans le district de Briançon. Pierre Martinon, notaire du bourg du Monestier-de-Briançon, Sébastien Guille, notaire de Saint-Martin de Queyrière, furent élus. Pour le district de Serres, les deux élus furent Amat, notaire à Ribiers et Pierre Faure, notaire à Orpierre.

Vingt-huit membres restaient encore à élire pour composer le conseil du département, qui devait comprendre trente-six administrateurs. Le vote pour leur élection commença le neuf juillet à 2 heures : le résultat n'en fut connu que le dix juillet dans l'après-midi. Vingt-six candidats furent élus : François-Antoine Moynier du Bourg, procureur à Gap ; Joseph-Augustin Marchon, avocat et maire de Gap ; Nicolas Allemand, procureur de la commune de Chorges ; Antoine-Joseph Fantin, notaire à Arvieux ; François Hilaire, notaire au Val-des-Prés du Mont-Genèvre ; Guillaume Lachau, procureur de la commune d'Aspres ; Gaspard Provensal, négociant, à Laramagne ; Antoine Gabriel, avocat à Salérans ; Blaise Richard, bourgeois d'Abriès ; Alexandre Bertrand, négociant à La Faurie ; Joseph Bret, notaire de Villar-d'Arènes ; Pierre Roux, fils, bourgeois à Vallouise ; Pierre-Antoine Nicolas, notaire à Serres ; Alexandre Marchon, négociant à Orcières ; Barthélemy Nicolas, notaire aux Villards-St-Pancrace ; Antoine Chauvet, notaire de Montjay ; Jean-Étienne-Alexandre Morgan, fils, avocat à Serres ; Jean Brunet, avocat, à Briançon ; François-Antoine Gauthier, notaire à la Saulce ; Jacques Garnier, notaire à Savines ; Guillaume Argence, laboureur d'Eygliers ; Joseph Blanchard, de Remolon ; Joseph-François Chaix, notaire à la Roche-des-Arnauds ; Pierre Roux, de Saint-Clément ; Joseph

Serres, chirurgien à la Roche-des-Arnauds ; Pierre Thomé, procureur à Saint-Bonnet.

Deux membres restaient encore à nommer. Honoré Pierre-François Provensal, aîné, d'Ancelle et Faure, maire de Saint-André-d'Embrun, réunirent la majorité.

Le conseil du département se trouvait donc ainsi composé : de douze notaires, de six avocats, de deux chirurgiens, d'un agriculteur, de trois commerçants, de deux maires, de quatre anciens procureurs, d'un ancien vibailli et de cinq membres sans profession.

La proclamation de l'élection du conseil du département venait à peine d'avoir lieu, qu'une députation des officiers de la garde nationale d'Embrun venant présenter ses hommages à l'assemblée fut annoncée. Admise aux honneurs de la séance, la députation entra dans la salle et Izoard, fils, aide-major de la garde nationale, prit au nom des officiers la parole.

« Messieurs, dit-il, guidés par le plus pur patriotisme, vous avez, en bon père, sagement réparti les bienfaits que notre sublime constitution assure à la famille des Hautes-Alpes. Il était digne de vous de seconder ainsi l'intention de nos augustes représentants. Pour nous, dont les bras et la vie sont consacrés au maintien de cette constitution et des grands principes sur lesquels elle est établie, nous vous offrons l'hommage de notre reconnaissance et vous promettons de défendre vos patriotiques travaux ; que la sagesse et la force se réunissent pour former à la liberté un rempart inexprimable ; que leur concert effraye les ennemis de la plus heureuse révolution, ou plutôt puissent-ils l'admirer ; puissent-ils en être touchés et revenir de leur égarement ! ils trouveront toujours des sentiments fraternels chez des hommes libres. C'en est fait. La régénération de la France est irrévocable : pourquoi ne leur pardonnerions-nous pas, lorsque nous ne saurions les craindre ? »

« M. le président, la garde nationale d'Embrun éprouve la plus vive satisfaction, en vous présentant, à la tête respectable de cette assemblée, l'hommage que mérite le

patriotisme le plus éclairé, sincère et constant dont vous faites la profession. »

La réponse de Marchon fut très applaudie : « Le voyage que vous venez de faire, dit-il, est une preuve aussi éloquente que vos discours, de votre dévouement pour l'assemblée électorale. C'est avec une satisfaction indicible qu'elle voit dans son sein de braves guerriers disposés à répandre jusqu'à la dernière goutte de leur sang pour le maintien de la Constitution Française : cette démarche civique vous honore infiniment aux yeux des bons citoyens ; l'Assemblée vous en remercie par mon ministère et en conservera longtemps une reconnaissance parfaite. »

Sur la proposition d'un de ses membres, l'assemblée électorale décida que le 14 juillet, jour indiqué pour le renouvellement du serment civique, serait célébré dans tout le département, de la manière la plus solennelle. — Puis on procéda à l'élection du procureur général syndic des Hautes-Alpes. François-Antoine Moynier du Bourg, procureur à Gap, un des membres nommés au corps administratif, fut proclamé élu.

Pendant la séance, le président de l'Assemblée avait reçu une lettre écrite par les séminaristes d'Embrun au collège électoral. Lecture de cette lettre fut donnée aux électeurs.

« Messieurs, écrivaient les séminaristes, à peine arrivés au lieu destiné à former votre auguste assemblée, vous devinez l'objet où se fixent tous les regards et le sujet d'admiration de chacun. Déjà on aperçoit dans vous cette grandeur d'âme qui caractérise de vrais et zélés patriotes ; une prudence inimitable ; un courage si affermi, qu'il peut se promettre de voir le jour heureux de son succès, malgré les entraves qu'il rencontre et qui sont comme naturelles à une pareille entreprise ; après cela on ne doit pas s'étonner si cette belle harmonie et ce généreux dévouement au bien public, qui vont comme cimenter et affermir pour jamais le repos et le bonheur de vos frères, en sont tout l'entretien et toute la joie. Oui, Messieurs, vos compatriotes, vos concitoyens, nos frères, dont vous êtes les principaux et zélés défenseurs, ont à se féliciter de l'heu-

reux choix qu'ils ont fait de vos personnes pour leur confier le sacré dépôt de leurs intérêts les plus chers. Animés comme eux, de l'esprit patriotique, fidèles à la Loi, à la Nation et au Roi, jaloux de témoigner la reconnaissance due à un exercice aussi pénible qu'il en est glorieux, engagés par les faveurs que déjà vous êtes disposés à nous accorder, nous mêlons notre joie à celle de nos frères, puisque détenus, par le devoir, dans cette maison de retraite, nous sommes obligés de renoncer à l'honneur qu'il y aurait de vous témoigner de plus près la part que nous prenons à votre gloire, qui ne saurait être plus haute que vos vertus. »

Marchon fut chargé par l'assemblée d'écrire, le 11 juillet, aux séminaristes d'Embrun la lettre qui suit : « L'assemblée électorale rend justice aux citoyens qui se sont distingués par leur zèle pour le bien public ; mais c'est surtout parmi vous qu'elle se plait à trouver les vertus civiques dont vous devez développer les germes parmi les peuples qui seront confiés à vos soins.

« Il est sans doute satisfaisant pour un homme isolé de n'avoir jamais suivi que l'impulsion de sa conscience et de l'avoir pris pour guide de toutes ses actions ; mais il est bien plus glorieux de pouvoir propager les sentiments généreux qui honorent le citoyen et font le bonheur de la société. Telle est votre heureuse destinée, Messieurs ; et d'après les sentiments que vous nous manifestez si noblement dans votre lettre, non-seulement nous devons croire que vous donnerez des leçons de patriotisme, mais encore nous pouvons assurer hardiment que vous le ferez aimer par votre exemple. »

La nomination de Moynier du Bourg aux fonctions de procureur général syndic du département laissait une place d'administration vacante. L'assemblée eut à y pourvoir et Rochas, avocat à Gap, y fut appelé.

Les travaux de l'assemblée touchaient à sa fin. Le 12, elle entendit la lecture de l'adresse à l'Assemblée nationale qu'elle avait chargé une commission de lui préparer. Elle approuva le texte de cette adresse qui était ainsi conçue :

« Messieurs, l'assemblée électorale du département des Hautes-Alpes, s'acquitte de son premier devoir, en vous offrant le juste tribut de son respect et de l'admiration dont elle est pénétrée pour vos honorables et utiles travaux.

« Après les longues erreurs de la plus humiliante servitude, une nation généreuse s'est réveillée aux cris de la Patrie expirante ; elle a senti son avilissement ; elle s'est indignée de la honte de ses fers, et vous les avez brisés avec le courage le plus héroïque.

« Vous avez rapproché toutes les parties éparses de la Monarchie, en les serrant de liens indissolubles, par la seule action de ressort national. Au milieu des secousses violentes et du choc terrible de toutes les passions, vous avez excité et obtenu de grands sacrifices ; vous avez reproduit, de sa propre substance, le plus beau des royaumes, en la délivrant des humeurs vicieuses qui dérangoient ses organes ; vous rendez, enfin, à l'État ébranlé son ancienne splendeur, en lui procurant une nouvelle activité, une nouvelle vie ; et ce sont ces opérations, qui composent le grand et magnifique spectacle que vous offrez à l'Europe entière, attentive et étonnée.

« Que de trophées vous sont préparés, Messieurs ! Quelle place glorieuse vous est réservée dans les annales du monde ! Poursuivez, généreux athlètes, cette lutte étonnante où vous combattez avec tant d'honneur et de gloire et qui ne sera suivie que de victoires et de triomphes.

« Que les derniers efforts de l'odieux despotisme ne vous étonnent pas ; plusieurs millions d'hommes n'ont-ils pas juré de maintenir la nouvelle constitution : n'avez-vous pas terrassé l'orgueil et ses inépuisables chimères ; n'avez-vous pas rétabli l'homme dans sa première dignité ? N'avez-vous pas enfin le soutien et l'appui du meilleur des rois, qui est pour nous le plus tendre des pères, le restaurateur et le protecteur de notre précieuse liberté ? A ce touchant tableau nos âmes s'attendrissent, et les élans du patriotisme se confondent dans les impulsions de notre amour !

« Nous déclarons, Messieurs, que nous adhérons de tout notre cœur à vos décrets ; que nous désapprouvons formellement toutes les protestations qui ont été ou qui pourraient être faites contre eux et particulièrement celles de la minorité, contre celui du 13 avril dernier, et pénétrés des devoirs qui nous sont imposés et dont les lois que vous avez établies, seront la base inébranlable, nous vous supplions d'agréer l'hommage de notre respectueux dévouement et de notre immortelle reconnaissance. »

Après la lecture de cette adresse, le président Marchon prit de nouveau la parole pour résumer les travaux de l'assemblée. — « Messieurs, dit-il, vous venez enfin de terminer les opérations qui vous ont été confiées par le corps législatif, avec cette activité qui caractérise le zèle et l'amour du bien public.

« Les obstacles se sont multipliés autour de vous, les difficultés vous ont entourés de toutes parts ; mais votre courage a tout surmonté ; la chaleur, l'incommodité des logements, les longueurs des séances, les privations de toute espèce, rien n'a pu ralentir votre ardeur, rien n'a pu suspendre vos généreux travaux.

« Vos délibérations, lentes et réfléchies, se ressentent partout de la sagesse qui les a dictées.

« Les assemblées de département placées dans les villes les plus commodes ; le Directoire fixée dans le lieu le plus central ; votre vœu manifesté de vouloir vivifier tous nos cantons, d'étendre sur toute leur surface les établissements publics et de ne mettre d'autres bornes aux bonifications que vous proposez de faire que celles qui y mettent la nature et les localités, annoncent l'esprit de justice et d'équité qui vous animent.

« Vos choix ne sont ni moins sages, ni moins judicieux, si je m'en excepte moi-même ; les premières personnes que vous avez appelées à l'administration du département, glorieux de vos suffrages, honorent à leur tour votre choix ; elles vont commencer leurs fonctions avec courage, parce qu'elles sont remplies de l'esprit qui vous anime, parce qu'elles se sont fortifiées, dans leur principe,

par vos exemples, parce qu'elles ont agrandi leurs connaissances par vos instructions.

« C'est sous ces heureux auspices, Messieurs, que va commencer une administration nouvelle, fondée sur la justice et l'égalité ; nos commettants la désirent, les peuples l'attendent ; tous en espèrent les plus heureux effets ; et si j'en juge par le zèle que j'aperçois dans nos administrations, si j'en juge par leur mérite, si j'en juge enfin par mon cœur, ils surpassent nos espérances, ils poseront sur des bases solides et immuables, le grand édifice de la félicité publique. »

De vifs applaudissements saluèrent ce discours et un électeur se faisant l'interprète de l'assemblée répondit à Marchon : « Votre promotion, à la présidence, lui dit-il, nous avait tous réjouis, elle fut la récompense de votre patriotisme ; recevez aujourd'hui le juste tribut d'éloges que vous a mérité votre noble conduite, et agréez les expressions sincères des sentiments de la plus vive reconnaissance. »

L'assemblée allait se retirer, quand une députation des écoliers du collège de Gap fut annoncée. — Admise au milieu des électeurs, un des écoliers leur adressa le discours suivant :

« Messieurs, nous saisissons avec transport l'époque mémorable qui vous rassemble, pour assurer de nos sentiments ce congrès respectable, qui caractérise le civisme le plus pur et le zèle le plus ardent pour le bien public. L'élégance peut bien manquer à nos expressions, mais nous osons nous flatter que leur sincérité suppléera à leur insuffisance. Qu'il est beau, Messieurs, de voir renaître au milieu de vous cet âge tant vanté dans nos auteurs, que l'histoire présentait à notre imagination, comme dans un lointain inaccessible à notre crédulité, et que vos vertus font revivre sous nos yeux ; ces actions mémorables des Caton, des Brutus, des Socrate et Cicéron, n'ont plus de quoi nous surprendre ; vous parcourez à grands pas la même carrière et à leur exemple, tous vos soins se réunissent pour déjouer les projets de ces nouveaux Catilina qui veulent attenter à notre bonheur et nous replonger

dans la servitude. Pourquoi la faiblesse de notre âge ne nous permet-elle pas de seconder vos honorables travaux ? Mais en attendant que nos facultés, plus développées, puissent être un jour utiles à la Patrie, nous vous supplions de vouloir bien nous admettre à la prestation du serment civique ; nous vous le demandons au nom de tous nos camarades qui, retenus par leur devoir, nous ont chargé d'être l'interprète de leur vœu.

« Nous jurons donc en présence de l'Éternel, unique scrutateur de nos consciences, et entre les mains des chefs de la Patrie, de remplir tous les devoirs de notre mère commune ; nous jurons d'obéir à la Loi, d'être tous fidèles à un roi citoyen et de maintenir de tout notre pouvoir une constitution qui encourage nos succès, aiguillonne nos courages et assure notre bonheur. C'est de ces sentiments, que la religion inspire, que dicte la raison et que garantit l'amour de la patrie, que les écoliers du collège de Gap osent assurer l'assemblée électorale qui travaille à fixer nos destinées et celles de nos concitoyens ».

L'honneur de remercier la députation des écoliers du collège de Gap de sa démarche, revenait encore à Marchon. Il le fit en ces termes :

« L'hommage que vous venez présenter à l'assemblée électorale, à travers tant de peines et de fatigues, est une preuve de votre attachement à la constitution française et que vous sentez l'importance des hommes publics et leurs travaux ; cette intelligence, au-dessus de votre âge, est un présage heureux de ce que vous serez dans les suites. L'assemblée applaudit à votre zèle, mais elle craint que vous ne l'ayez poussé trop et qu'il ne nuise à votre santé ; sa sollicitude à votre égard doit vous convaincre combien elle vous estime, combien elle compte sur ces germes de patriotisme qu'elle voit se développer en vous de jour en jour, et combien vous êtes chers à la Patrie qui met en vous sa douce espérance ».

Les écoliers de Gap s'étant retirés, l'assemblée leva la séance et se sépara. A la suite de son procès-verbal elle ordonna l'insertion des pétitions du département, des différents districts, des cantons et des municipalités.

Nous ne donnerons que des extraits de ces pétitions.

L'assemblée électorale demandait la révision de la Provence en trois départements, « attendu que celui des Hautes-Alpes ne comprend qu'environ un sixième de toute la population et la partie la plus pauvre. » Elle indiquait les agrandissements nécessaires et ajoutait :

« Dans le cas où l'assemblée nationale n'accueillerait pas cette réclamation, elle voudra bien prendre en considération qu'un département aussi faible ne peut pas supporter des frais d'administration considérables ; que l'assemblée y a eu égard dans la fixation qu'elle a fait des gages de ses administrateurs et qu'il est de toute justice d'en réduire le nombre ou de répartir sur l'État ces frais d'administration ».

La ville d'*Embrun* demandait la conservation d'un évêché et de ses établissements ecclésiastiques. Elle faisait valoir la beauté et la grandeur de ses bâtiments épiscopaux.

La ville de *Gap* demandait la préférence pour l'établissement de l'évêché des Hautes-Alpes. Elle appuyait sa réclamation des arguments qui l'avaient fait désigner pour être le siège du chef-lieu du département.

Mont-Dauphin réclamait la fondation d'une chaire de professeur de droit public Français et de Constitution.

Les municipalités de *Saint-Disdier*, d'*Agnères* et de la *Cluse en Dévoluy*, demandaient que le chef-lieu de leur canton ne soit plus fixé à *Saint-Étienne*, à cause de son éloignement de ces trois communautés et de la difficulté des chemins.

Les vallées du *Champsaur* et du *Valgaudemar* et du canton du *Dévoluy* sollicitent la fondation d'un collège à *Saint-Bonnet* et celle d'une école vétérinaire ; *Saint-Bonnet* demandait également l'établissement d'un tribunal en remplacement de son siège ducal supprimé.

Le bourg de *Ribiers* et son canton demandaient principalement la facilité des communications et réclamaient des établissements utiles que l'assemblée nationale se proposait de répandre sur tous les gros lieux de l'Empire.

Le canton d'*Orcières*, attribué au district d'*Embrun*,

demandait de faire partie de celui de *Gap*, attendu « que pendant neuf mois de l'année, les habitants de ce canton étaient obligés de passer pour *Gap* pour se rendre à *Embrun*. »

Le canton de *Serres* réclamait les villages de *la Croix-Haute*, *Valdrôme* et autres distraits de son arrondissement et une maison d'éducation publique.

Le bourg d'*Upaix* demandait que *Laragne* ne fût plus le chef-lieu de son canton, ou que du moins il dut alterner avec lui. Cette pétition était appuyée d'un avis favorable des communes de *Ventavon*, *Monestier-Allemont* et du *Poët*.

Le district de *Briançon* demandait à être déchargé de la construction et de l'entretien des routes militaires.

Les *Briançonnais* demandaient encore que les frais du logement des officiers militaires fussent pris sur les fonds de la guerre, attendu la pauvreté des habitants, leurs impositions considérables et leur renonciation à des privilèges essentiels qui leur avaient coûté des sommes immenses.

Le bourg de *Chorges* demandait à être le siège du directoire du département.

Orpierre demandait l'embranchement d'une grande route qui, partant de la grande route de *Serres* à *Laragne*, près du village de *Saléon*, put aller rejoindre la grande route de Provence à *Séderon*.

Tallard demandait un tribunal de justice ou un dépôt de mendicité ou une école d'agriculture. Son argument pour obtenir le tribunal était « qu'un juge de justice y avait autrefois existé et qu'il était son unique ressource pour la consommation de ses denrées ».

Le bourg de *Veynes* sollicitait un tribunal, une école vétérinaire et un haras.

Les cantons de *Remollon* et de *Saint-Étienne* demandaient à être séparés du district d'*Embrun* et réunis à celui de *Gap*, en faisant valoir la proximité de cette dernière ville et les dangers de la route jusqu'à *Embrun*, souvent interceptée par des torrents.

La municipalité de *Savines* demandait la reconstruction de son pont sur la Durance.

Le bourg de *Rosans*, demandait un meilleur entretien de la route qui fait communiquer le département des Hautes-Alpes à celui de la Drôme en Provence et du Comtat-Venaissin.

Le bourg et canton d'*Abriès* demandait des secours pour établir des digues contre le torrent du Boucher.

Le canton de *Saint-Firmin* réclamait également des secours pour se défendre contre les rivières et les torrents. — Il demandait aussi qu'un médecin fut envoyé dans le canton.

La vallée du *Queyras* demandait l'établissement d'un tribunal judiciaire.

Le canton de *Montmorin* demandait des encouragements pour soutenir ses fabriques de toile.

Enfin, le canton d'*Aspres* demandait des réparations et constructions de routes et chemins.

TH. LEMAS.

(*A suivre.*)

Jean-Louis BOREL, sieur de La CAZETTE

ET

GEORGES DE FERRUS.

Les historiens du Dauphiné, dans leurs écrits, ont signalé comme un homme de guerre des plus braves et des plus intrépides, pendant la guerre du XVI^e siècle, le capitaine La Cazette qui se distingua d'abord dans nos expéditions en Italie, et fut, ensuite, un des plus énergiques défenseurs de la religion catholique, dans le Briançonnais. Mais, jusqu'à ce jour, presque tous ont confondu, sous le nom de La Cazette, deux personnages différents, et attribué à l'un d'eux les faits d'armes qui appartiennent exclusivement à l'autre.

Deux capitaines ont été désignés sous le nom de La Cazette. Le premier, d'une ancienne famille d'Oulx, s'appelait Jean-Louis Borel, sieur de La Cazette, du nom d'une

de ses terres. Il fut gouverneur du château d'Exilles de 1569 à 1581, et pourvu, pendant les guerres de la Ligue, sur la fin du règne d'Henri III, de la lieutenance générale du Briançonnais.

Le deuxième, Georges de Ferrus, d'une famille originaire du marquisat de Saluces, établie dans le Briançonnais dès le XIV^e siècle, épousa Éléonor, fille unique de Jean-Louis Borel, sieur de La Cazette. C'est à cause de ce mariage que les historiens dauphinois ont confondu le beau-père et le gendre sous le nom de La Cazette qui n'appartient qu'au premier et qui n'a passé aux Ferrus qu'après sa mort.

Je doute même que Georges de Ferrus ait jamais porté le nom de La Cazette, car il n'aurait pu le prendre du vivant de son beau-père, J.-L. Borel ; or, celui-ci, selon toute apparence, lui a survécu. En effet, nous verrons plus loin qu'un notaire d'Oulx, Laurent Gally, dans ses *Mémoires*, publiés en 1888 par M. E. Maignien, racontant l'assassinat de J.-L. Borel et le pillage de sa maison, fait mention de Laurent, de Henry de Ferrus et de leur mère (*mademoiselle*) à qui on ne laissa pas même « des robbes pour se vestir », et ne dit pas un mot de G. de Ferrus leur père, ce qui porte à croire qu'il était mort.

C'est donc le nom de La Cazette donné indûment à G. de Ferrus qui a occasionné la confusion et lui a fait attribuer par les historiens dauphinois tous les faits d'armes, toutes les expéditions militaires qui appartiennent à J.-L. Borel.

Chorier, en parlant de G. de Ferrus dit : « C'est le fameux La Cazette qui fut long temps un obstacle aux armes victorieuses de Lesdiguières, dans les Alpes..... Il s'était trouvé à la bataille de Cérisoles et s'y était fait remarquer entre les plus braves..... Il entra dans la vallée de Freyssinières et y acquit de l'honneur ¹ ».

Tous ceux qui sont venus après Chorier, M. Rivoire de

¹ *Supplément à l'État polit. du Dauphiné*, t. IV, p. 157.

la Bâtie ¹, M. A. Rochas ², MM. Douglas et Roman ³, M. E. Maignien ⁴ ont reproduit la même erreur. Toutefois, je me hâte d'ajouter que M. Maignien, d'après de récentes recherches, a reconnu que les historiens « s'étaient trompés » et avaient enlevé à J.-L. Borel ses titres de gloire, pour en parer G. de Ferrus, son gendre ⁵.

Profitant des indications de M. Maignien, nous avons trouvé dans les manuscrits de Guy Allard, tome VIII, une pièce portant en tête :

« État des services que Jean-Louis de Borel, sieur de La Cazette, chevalier de l'ordre du Roy, son gentilhomme ordinaire et lieutenant général dans le Briançonnais, a rendus à la couronne de France, depuis 1540 jusqu'en 1590 ».

On voit dans cet état de services que J.-L. Borel a fait ses premières armes au siège de Perpignan (1542) ; qu'il a combattu à Cérisoles et à Renty (1544) ; que de 1544 à 1550, il s'est distingué, en Italie, par plusieurs actions d'éclat dont on donne les détails ; qu'il a fait une campagne en Ecosse contre les Anglais par ordre du Roi et du duc de Guise ; qu'il a été chargé, à son retour, de lever des troupes, dans le Briançonnais, pour soumettre les Vauchois de Pragelas soulevés (1562) et défendre le Briançonnais contre les troupes protestantes de Lesdiguières ; que c'est J.-L. Borel qui a contribué, pour la plus grande part, à la reprise d'Exilles sur les protestants, en 1569, et qu'il en fut nommé gouverneur en récompense de sa belle conduite ; que J.-L. Borel a conduit les compagnies briançonnaises au siège de Corps, en 1570, et qu'il « y commanda un régiment de Gapençois » ; qu'il alla attaquer le château de Freyssinières, en 1573 ; qu'il reprit Briançon dont les protestants s'étaient emparés par trahison, en 1580, ce qui lui valut une lettre de remerciements de la part du Roi.

¹ *Armorial du Dauphiné.*

² *Biographie du Dauphiné.*

³ *Correspondance de Lesdiguières* (Introduction, t. I, p. 33).

⁴ *Esquisses Dauphinoises. Dauphiné*, 7 août 1881.

⁵ *Dauphiné*, 16 septembre 1888.

Cet état de services de J.-L. Borel, La Cazette, fut adressé sous forme de lettre à Guy Allard, avec prière d'y prendre ce qu'il jugerait « digne de son approbation ». Il porte pour suscription : « *A Monsieur Allard, avocat au Parlement, en la place Grenette, près du jardin de Mgr le duc, à Grenoble* ». Il mérite d'autant plus de confiance qu'il est signé par un Ferrus qui, selon toute apparence, était Étienne de Ferrus, petit-fils de Georges de Ferrus et d'Éléonor de Borel. Nous savons, en effet, qu'en 1666, les officiers de la communauté d'Oulx désignaient à l'intendant Dugué, chargé de rechercher les usurpations des titres de noblesse, Étienne de Ferrus comme la seule personne « se disant noble » dans le pays ¹.

Cette communication de l'état des services de J.-L. Borel, faite à Guy Allard, fut probablement provoquée par le prospectus dans lequel cet avocat annonçait, en 1669, la publication prochaine d'une histoire de la noblesse du Dauphiné ². Cela nous explique aussi comment Guy Allard n'est pas tombé dans l'erreur commise par les autres historiens du Dauphiné. Nous voyons, en effet, que dans la liste qu'il donne des capitaines qui ont figuré pendant les guerres de religion, en Dauphiné, de 1560 à 1590, il cite d'abord : Jean Borel, La Cazette, qui fut un excellent capitaine ³, et plus loin « Georges de Ferrus, Rochemolle, capitaine de cent hommes d'armes ³ ».

Il résulte évidemment de tout ce qui précède que le personnage désigné par les historiens sous le nom de capitaine La Cazette, depuis 1542 jusqu'en 1590, était Jean-Louis Borel, d'Oulx, et non Georges de Ferrus, son gendre.

Il est certain aussi que c'est J.-L. Borel qui, dans la nuit du 15 juillet 1590, tomba sous les coups des assassins, envoyés par Lesdiguières. Le manuscrit contenant son état de services, dit en termes clairs qu'il « fut assassiné par les huguenots ».

¹ Voyez Guy Allard, Mss.

² A Rochas, *Biographie du Dauphiné*, t. I, au nom Allard.

³ *Dict. hist. du Dauphiné*, édit. Gariel.

On sait que Lesdiguières ayant formé le projet de s'emparer de Briançon, crut qu'il ne viendrait à bout de son entreprise qu'en se débarrassant préalablement de La Cazette qui n'aurait pas manqué de voler au secours de la place. Ce fut donc par son ordre qu'une petite troupe, commandée par le capitaine Dupont, se porta sur Oulx, pendant la nuit, par des chemins détournés, surprit le vieux guerrier qui dormait et qui tomba percé de coups, sans pouvoir être secouru. Lesdiguières, pour se justifier de ce lâche assassinat, prétendit que La Cazette entretenait des relations coupables avec le duc de Savoie à qui il voulait livrer le pays briançonnais.

Cette scène tragique est racontée par Laurent Gally, notaire d'Oulx, dans les termes suivants : « En l'an 1590 et le dimanche 15 juillet, M. de La Cazette estant assez joyeux, sur le soir, fit passer le temps honnestement et joyeusement avec les filles et honneste compaignie, disant des chansons honnestes jusqu'à près onze heures de nuict, et lhors avoit des soldats estrangers dans cette ville et d'autres dudict lieu estantz enrollez et soldés par ledict sieur de La Cazette ou bien par noble Henry de Ferrus ¹.

« Il est advenu que ledict soir, environ minuit ou un peu après et ne sçait l'heure, sont venus des hérétiques de Pragelas qui par trahison sont entrés dans le vergier dudict sieur de La Cazette, puis avec eschelles montés à la gallerie et brisé les portes, pendant que les autres guettoient au devant de la grande porte, tellement que avant que faire autre bruict ledict sieur de la Cazette a été martirisé de vingt deux coups de coutteaux en son corps et quoy qu'il aye pu faire est demeuré mort, et estant passé, se sont avancés les autres avec le pétard à la porte et à grandz coups d'hache l'ont brisé, sont entrés et tout pillé la maison, tant or, argent, meubles que chevaux à plus vaillant de dix mille escus, et ont prins prisonnier le sieur Laurent de Ferrus ² et l'ont conduit à

¹ Henry de Ferrus, fils de Georges et d'Éléonor de Borel.

² Laurent de Ferrus, fils de Georges de Ferrus, avait épousé Isabeau du Serro, fille d'Antoine et de Marguerite de Bonne.

Ambrun et n'ont laissé à Mademoiselle ni à ses domestiques des robes pour se vestir ; de mesme ont mis le pè-tard à la porte où habitait Poncharra et l'ont fort saccagé et il s'est sauvé en chemise sur un noyer avec noble Henry de Ferrus et Gabriel, beau-fils d'Antoine Fradel ¹ ».

D'après ce récit, on se demande comment les soldats *enrollez* et *soldés* par La Cazette et par Henry de Ferrus ne se sont pas précipités sur les assassins pour les empêcher sinon de poignarder le vieux capitaine, ce qu'ils firent sans trop de bruit, au moins pour mettre obstacle au pillage de sa maison et à l'enlèvement du butin ².

En revendiquant pour J.-L. Borel la gloire que lui ont méritée ses belles actions, soit comme capitaine, soit comme lieutenant général du Briançonnais, nous n'avons pas voulu enlever à Georges de Ferrus celle qu'il s'est acquise lui-même par sa belle conduite et sa bravoure, pendant les guerres de religion dans le Briançonnais. Il prit part à toutes les expéditions qui se firent contre les protestants, sous la direction de son beau-père, dans les vallées de la Doire et de la Haute-Durance.

En 1570, il conduisit sa compagnie au siège de Corps : dans les comptes de la communauté de Briançon, on cite la compagnie du capitaine La Cazette et celle du capitaine Ferrus au nombre de celles qui ont reçu l'étape en revenant du siège de Corps ³.

Au mois de mars 1574, « le capitaine Ferrus commandait à Briançon et demandait à la communauté une levée d'hommes du pays et quatre vingt soldats estrangers, pour faire des sorties contre l'ennemi, s'il tentoit d'envahir l'Escarton ». De 1574 à 1575, « le capitaine Ferrus » à la tête de plusieurs compagnies « formait un camp volant au Villard-St-Pancrace dont l'église fut fortifiée ⁴ ».

¹ E. Maignien, *Mémoires de Laurent Gally*, Grenoble 1888, X. Drevet. — Cf. Vidal, *Hist. du Connest.* liv. III, cha. IX. — Chorier, *Hist. du Dauph.*, t. II, liv. XX.

² D'après une lettre que m'écrivit M. Grand, curé d'Oulx, en 1882, la famille des Ambrois possède un portrait de La Cazette. « On y voit un corps fortement membré, des traits vigoureux, sévères et durs qui révèlent une âme de fer ».

³⁻⁴ *Archives municip. de Briançon.*

Nous voyons ainsi qu'à cette époque, on distinguait parfaitement le capitaine Ferrus du capitaine La Cazette.

Georges de Ferrus, nous l'avons dit, appartenait à une ancienne famille ; il descendait d'Antoine de Ferrus, venu de Savigliano, dans le marquisat de Saluces, qui vivait en 1350. Cet Antoine eut pour fils Jean de Ferrus qui, l'an 1381, alla à Veynes, dans le Gapençais, où il épousa Barcelone Odon, fille de Rambaud Odon, dit de La Roche, et de Jordane de Veynes ¹.

En 1398, un François de Ferrus était chevalier de Malte ². Un autre fils d'Antoine fut Pierre qui continua la famille dans le Briançonnais. En 1398, un Jean de Ferrus (Johannes Ferrucii) représentait les communautés briançonnaises dans la réunion des trois états du Dauphiné ³. Enfin, au commencement du XVI^e siècle, vivait Jean de Ferrus qui fut le père de François et de Georges.

François devenu maître ordinaire de la Chambre des Comptes de Grenoble, forma une branche qui se fixa dans cette ville et eut pour fils Guillaume, père d'Abel. Ce dernier était conseiller au Parlement, en 1644.

Georges eut de son mariage avec Éléonor de Borel Laurent et Henry. Laurent fut le père d'Étienne qui fut gentilhomme ordinaire de la chambre du Roi, châtelain d'Oulx en 1677, et seigneur de Névache ⁴.

¹ Guy Allard, Mss., *Hist. du Dauph.*, t. IV. *Noblesse du Dauph.*

² Rivoire de la Bâtie, *Armorial du Dauph.*

³ M. Ulysse Chevalier, *Documents hist. inédits*, publiés dans le *Bulletin de la Soc. de statist. de l'Isère*, 1874.

⁴ Par acte reçu M^e Ambrois, notaire, en 1577, Hippolyte et Gaspard de Bardonnèsche, père et fils, vendirent à noble Jean Borel, du lieu d'Oulx, seigneur de La Cazette, gouverneur pour le Roi du château d'Exilles, leur seigneurie, juridiction, fiefs, rentes et devoirs qu'ils possédaient à Névache et Plaupinet, au prix de 1.600 écus de trois livres. Le 16 septembre 1577, hommage prêté par noble Jean Borel, sieur de La Cazette, pour la seigneurie, juridiction, rentes et autres droits qu'il a acquis, au mandement de Névache (*Inventaire de la Chambre des Comptes de Grenoble*, Briançon, 2^e vol.).

Le 23 mai 1608, hommage prêté au Roi-Dauphin par noble Laurent de Ferrus pour toute la seigneurie, noblesse, juridiction et autres droits acquis de nobles Hippolyte et Gaspard de Bardonnèsche, père et fils, situés au mandement de Névache et Plaupinet (*ibid.*).

La femme de Georges de Ferrus, Éléonor de Borel, devenue veuve, se remaria avec Melchior de Materon, seigneur de Salignac et d'Entrepeyres, en Provence. De ce mariage deux enfants : Antoine et Jeanne. Antoine mourut sans enfants et Jeanne épousa Charles de Voland, le 14 mars 1617 ¹.

« La famille de Ferrus s'est éteinte dans celle des Ambrois de Névache, à en juger par une pierre tumulaire placée sous le porche de l'église de l'Assomption à Oulx, où on lit cette inscription :

« *Collapsa beati Petri abbattali ecclesiâ, ossa Ferruciæ gentis et Ambrosiæ, dominorum Nevaschiæ, quæ in cryptâ familiari jacebant hic transferri curavit Franciscus Ludovicus Ambrosius, eques, ultimus nepos, anno domini 1869.*

« Ce dernier rejeton des familles de Ferrus et des Ambrois, M. Louis des Ambrois de Névache, ancien ministre de Sardaigne, président du Conseil d'État et du Sénat d'Italie, collier de l'Annonciade, ambassadeur, etc. etc., est mort, non marié, à 67 ans, en 1874 ». (Comte de La Charce. *Dauphiné* du 14 novembre 1880).

L'inscription placée sur le tombeau de M. L. des Ambrois, affirme encore qu'il était le dernier rejeton de la famille de Ferrus :

« *Ullinus Ferruciæ gentis et Ambrosiæ, dominorum Nevaschiæ, Franciscus Ludovicus Ambrosius, eques etc. Obiit Romæ septem et sexaginta annos natus, et huc propè ossa majorum translatus est, curâ hæredis. Anno domini 1874* ».

Le 12 septembre 1614, hommage prêté par nobles Laurent et Henry de Ferrus, pour tailles et autres droits dus par les habitants de Névache, droits qu'ils ont achetés de noble Antoine Brunicard, en 1613 (*ibid*).

Le 2 mai 1616, vente par Guillaume de Ferrus, héritier de noble Jean de Ferrus à nobles Laurent et Henry de Ferrus, frères, co-seigneurs de Névache, ses cousins, d'un revenu de trente florins deux ducats d'or.... du château et maison contenant le carré d'une tour et basse-cour entourées de murailles, situées à Névache, au-dessous d'un rocher où était autrefois bâti ledit château (*ibid*).

Ce quartier, occupé aujourd'hui par deux ou trois maisons, s'appelle encore le Château.

¹ *État de la Provence dans sa noblesse.*

Il y a eu, à Briançon, plusieurs famille Ferrus, et il en existe encore quelques unes, aujourd'hui. Viennent-elles de la même souche que les Ferrus, La Gazette, d'Oulx ? Il est difficile de l'affirmer, quoique ce soit probable. Les recherches que nous avons faites dans les archives briançonnaises ne nous ont pas fourni les moyens d'établir la filiation de ces diverses familles. Nous savons, toutefois, que les Ferrus qui figurent dans la bourgeoisie de la communauté de Briançon, pendant le 16^e et le 17^e siècle, ne prenaient pas d'autre nom que celui de Ferrus et que la branche d'Oulx seule y ajoutait celui de La Gazette.

On a vu les Jouffrey, en 1595, les Bérard, en 1668, revendiquer leurs titres de noblesse et plaider pour cela contre la communauté de Briançon qui y faisait opposition ¹. Mais jamais aucune famille Ferrus, dans la même communauté, n'a manifesté des prétentions à la noblesse. Les Ferrus d'Oulx, au contraire, étaient désignés comme nobles à l'intendant Dugué, en 1666.

Quoi qu'il en soit, les Ferrus ont fourni à Briançon des consuls, des avocats, des notaires, des médecins, des militaires. Vers la fin du siècle dernier, en 1772, Jean Ferrus, avocat, était maire de la ville. Parmi ses nombreux enfants, on distingue Guillaume Laurent et Antoine Joseph Thomas.

Guillaume, avocat, fut maire de Briançon en 1790 et député à la Législative, en 1791.

Thomas s'engagea dans les Guides, devint capitaine, fit la campagne d'Egypte, fut commandant du fort des Têtes, à Briançon, jusqu'en 1812 ; rappelé dans la vieille garde il fut mis à la retraite en 1816. Son petit-fils est aujourd'hui receveur des finances.

Guillaume fut le père de Jean-Joseph, mort capitaine du génie dans l'expédition d'Egypte et de Guillaume qui fut docteur en médecine, chirurgien à la grande armée, baron de l'Empire, membre de l'Académie de médecine, inspecteur général des prisons et des maisons d'aliénés.

¹ Voyez ma notice sur la Noblesse et la Bourgeoisie, à Briançon, avant 1789.

Il mourut à Paris, en 1860, laissant de son mariage avec la veuve du célèbre professeur Béclard un fils, officier de cavalerie, aujourd'hui en retraite.

Une autre branche de la famille Ferrus a eu pour chef Claude Ferrus, docteur en médecine, à Briançon, où il mourut en 1782 à l'âge de 99 ans. Son fils, son petit-fils et son arrière petit-fils étaient aussi médecins. Le dernier, Victor Ferrus est mort, il y a peu d'années, médecin principal, à Alger, et avait pour frères les fondateurs d'une importante maison de commerce, à Nantes, et pour sœur la mère du savant égyptologue, François Chabas, mort à Châlon-sur-Saône, en 1882 ¹.

D^r A. CHABRAND.

¹ Voyez ma notice biographique sur *François Chabas. Bulletin de la Soc. d'études des Hautes-Alpes*, 1884.

LA LIGOUSADA

OU

LOU PROUCÈS DE JEAN LIGOUSA

(Suite.)

CHANT II.

LA LÈBRE VOULÀ

Ou ciel, lou lendemà, lusié mai d'ena estièra,
 Quand Lisa se levèc (car èra matinièra).
 Se beté vite à crier : — Léva-tè, moun ami ;
 140 Gros feniant ! es qu'as pas encara prou durmi ?
 Siés struina couma un vèu, sensa te fa de bila ;

CHANT II

LE LIÈVRE VOLÉ

Au ciel, le lendemain, sous un ciel plein d'étoiles,
 De la nuit s'étendaient encor les sombres voiles,
 Quand Lise se leva, (matinière elle était),
 Et vite à plein gosier à Jean elle criait :
 — Lève-toi, fainéant, chasse donc la paresse ;
 C'est assez de sommeil, lève-toi, car ça presse.
 N'as-tu pas honte, Jean, d'être là comme un veau,
 Couché de tout ton long ? allons, allons, mon beau,
 Tu ne te fais pas bien, je le vois, de la bile ;

Anën, despacha-të, chau partir par la vila.

— Bén, oui, respouande Jean, melévou, quoiqu'hélas !

Ma bouana verita, siei bien enca las.

145 E, si prenieu lou muou, ou, si vouarës, la sauma ?

— N'aqui, respouande Lisa, ena bélla é qu'empauma :

Es que n'as doun besoun ? — E li serieu pu lèu.

— Alors ourié chagu li descendre un carnèu

De nouastë meliour fë. — Oh ? më n-i-a, paura fëna,

150 La plëna brandarélla embë la crupia plëna,

Sen contar cé que li a dedin lou pasturier.

Essubliés que l'aviés tout rempli tu même, ier.

— Mës qu'anis à chavau n'es pas bien necessari ,

Moun omë, as bouan jarrët, me sembla, d'ourdinari,

— Mës, encui, te vou ai dich, sieu bien las e bien tros.

— Ah ! di pu lèu que siés ren qu'en feniant, é gros.

— Eh bén ! vouarou lou muou, sieu lou mêtre, j... f...

— Noun, fai besoun éici, que testu : que secoutrë !

— Es qu'anën par asard noui battërë, li fai Jean,

160 E nous tanar la pëu, couma aïan fa l'autre an ?

Hâte-toi, car il faut t'en aller à la ville,

— Je me lève, dit Jean, quoique je sois, hélas !

Pour te parler bien vrai, ma femme, encor très las.

J'ai besoin du mulet ou bien de la bourrique.

— Oh ! ce que tu dis là, mon Jean, est magnifique !

En as-tu donc besoin ? — Songe donc qu'au grand trot,

Ma Lise, allant à Gap, j'y serais bien plus tôt.

— Que ce puisse être utile, eh bien, oui, je le pense ,

Mais il aurait fallu descendre par avance

Un panier de bon foin. — Allons donc, c'est certain

Que le grand râtelier, depuis hier en est plein ;

La crèche des moutons, ainsi que la réserve,

(Qu'un peu mieux un instant ta mémoire te serve),

En sont pleines aussi. — Mais ton jarret est bon ;

Tu sais bien, sans mulet, voyager, mon garçon ;

Ce que tu fis toujours, tu peux encor le faire.

Donc, aller à cheval ne t'es pas nécessaire.

— Je te l'ai dit : je suis, aujourd'hui fatigué.

— Allons, gros fainéant, tu peux aller à pied.

— Je suis maître, et je veux le mulet. — Quelle tête !

Tu ne le prendras pas, j'ai besoin de la bête.

— Allons-nous donc encor nous battre, lui fait Jean,

Comme nous l'avons fait, l'an passé, bêtement ?

Quoura? — Sabes dounc pus, quand, par fa bien boum-

[bança

È par bien noui remplir, à carnavau, la pansa,
 Nous férès couire, Lisa, en maigre é marri geau ?
 Oh ! li aié gaire aqui de que fa carnavau.

165 Te creiés aver fach de grands frès de cuisina.

E me souteniés qu'era ena bélla gearina.

Li aié pas, assura, de que fouïtar en chat.

Bén ! tu sabéres far de tapagè, d'esclat,

Dinc aco que varié pai soucamënt 'na coffa

170 Bien segur, d'ena amènda ou d'ena nousa boffa.

Qu'era aco ? pa na *lofia*, encara mènch en *pèt* ;

Me fichérès pourtant par aco'n bouan soufflèt,

Me bien d'autres après. A moun tourt, ieu creguérou

Qu'ena man deu lavar l'autra, é te lou rendérou.

175 Mes qu'éran doun nucènts de nous fa tant de mau

Par en marri pousin, oui, par en tros de geau !

— Mes ieu, n'aieu pas tort, boqu' éra ena gearina.

— Te disou qu'era en geau ; sa cresta rougea é fina,

E ses *cacaracacs* ou disien, é bien aut.

180 — Ou redisès ? éh ! bén, appara aco tout chaud :

— Quand donc ? — Tu ne sais plus, quand, pour faire bom-
 [bance

Et pour bien nous romplir, à carnaval, la panse,

Tu nous fis cuire un coq, pauvre étique animal ?

(Maigre pitance, hélas ! pour faire carnaval.)

Tu croyais avoir fait de grands frais de cuisine,

Prétendant que c'était une belle goline.

En cela pas de quoi, bien sûr, fouetter un chat ;

Et tu fis du tapage et même de l'éclat

Dans ce qui ne valait pas même, je parie,

Une noix vermoulue, une amande pourrie.

Qu'était-ce ? pas *un vent*, pas *un souffle discret* ;

Pour cela, cependant, je reçus un soufflet

Et bien d'autres après ; pour moi, croyant comprendre

Qu'une main doit laver l'autre, de te les rendre

J'eus bien soin ; mais bien niais de nous faire du mal

Nous étions, pour un rien, pour un piètre animal.

— Mais je n'avais pas tort : c'était une geline.

— Non, ce n'était qu'un coq : sa crête rouge et fine

Et ses *cacaracacs* le disaient, et bien haut.

— Tu le redis, eh ! bien, reçois cela tout chaud :

E pin, pan !... Ligousa te li ou rende en counsciença,
 E Lisa vai toumbar, lo dirié, en défaillança
 Tarament dei doui mas te la tabasa ; éh bèn,
 Lisa li cria toujout aquou mêmë refrén :

185 — Noun, noun, n'éra pa'n geau, mes éra 'na gearina.
 — Te quesarès dounc pas, foutua garça, couquina ?
 Oh ? pei mai ! Ourié dich aquou refrén toujout,
 Dinquié que de sa vita aguèssi vi lou bout.

Tau l'omë de Tarard, me qui se disputava
 190 Sa fëna ; éra de Gap, vëlla, é te lou tratava
 D'espelia, de pouilhous : éh ! bèn, sen ren gagnar,
 La rouava ; quasi mouarta, é pouïent pu li crier :
 Pouilhous, fasié semblant d'estripar, la malina,
 Me ses ounglas de péouts ; 's ensi que la couquina
 195 Mourgava dinquié ou bout son omë.

Ligousà.

Sabënt que Lisa ensi se serié rebecà
 Toujout sen rën cedar, creï qu'es chausa inutila
 De contestar me vëlla, é, par anar en vila,
 Se passa de son muou ; vai se bêtre en chamin,
 200 Encara quasi nuéch, grandissime matin ;

Et pin, pan !... Ligousa le lui rend *en conscience*.
 Lise, dirait-on, va tomber en défaillance
 Sous ses coup redoublés ; mais il l'assomme en vain :
 Elle dit et redit sans cesse ce refrain :
 — Ce n'était pas un coq, mais bien une geline.
 — Ne te tairas-tu point , grande gueuse, coquine ?
 Pas du tout ; devant elle, elle verrait la mort,
 Qu'elle répèteroit la même chose encor.

Tel l'homme de Tallard que sa femme maligne,
 (Native, elle, de Gap), d'une manière indigne
 Traitait, en lui criant : déguenillé, pouilleux ;
 Eh bien, de coups en vain le pauvre malheureux
 La rouait : ne pouvant plus crier, expirante,
 Elle faisait semblant de tuer, la méchante,
 Des poux, pour le morguer jusqu'au bout.

Ligousa

Sachant que Lise ainsi jamais ne démordra
 Et ne voudra céder, croit que fort inutile
 Serait de contester, et, pour aller en ville,
 Se passe du mulet. Il se met en chemin,
 Quoi qu'il fasse encor nuit, et soit donc grand matin.

- Agué bèu murmuriar, bèu founiar é bèu diré,
 Sensa sauma ni muou, parté, lou paure siré,
 Chargea de son lebraut ; travarsé Sigouier,
 E, din quauquë moumënts fouguéc à Pelieutier.
- 205 Dei Valentis bien lèu rescontré lou vilagë,
 Piei Queirèu dou Beiloun, et, countinuant soun viagë,
 Descendéc en courrënt é passé lou groi biau
 Quë, si me troumpou pas, appélan lou *Chafqu*.
 Arribéc à San-Jean. Magra'na grossa bisa,
- 210 Aié touta trempà de suour sa chamisa.
 A Belle-Oureilla, entë sibla tant fort lou vënt,
 Nouaste paurë chassou passé couma en courrënt.
 Quand fougué près de Gap, prochë dou çamentéri,
 Vourava. — Qui's aqueu que courrë couma en léri,
- 215 Entrë èllës se disien, en lou veient venir.
 Tres farçurs de la vila, é qu'ësque poua tenir
 Su soun espala ? — Té ! crèou pas me troumpar gairë :
 Es Ligousa tou'sclét, ajoutéc en coupairë.
 — Oui, respoundéc en autrë, é pouarta par darrier,
- 220 Segur, un bèu lebraut dedin soun gros charnier.
 Si vouriaen pau m'ajuar, pouririan bien li lou prendrë;

Il a beau murmurer, beau boudier et beau dire,
 Sans mulet ni bourrique, il part, le pauvre sire,
 Chargé de son levreau. Il franchit Sigoyer,
 Et, dans quelques instants, il est à Pelleautier.
 Des Valentins bientôt il atteint le village,
 Puis Queyrel du Baylon. Poursuivant son voyage,
 Il descend à la course et franchit le torrent,
 Qu'on nomme le *Chafal*; puis, toujours en courant,
 A St-Jean il arrive. Hélas ! malgré la bise,
 Il a toute trempé de sueur sa chemise.
 Enfin à Belle-Oreille, où siffle tant le vent,
 Notre pauvre chasseur passe rapidement.

Au cimetière, presque aux portes de la ville,
 Il volait. — Et qui donc est-ce gros imbécile,
 Tout gaiement se disaient en le voyant venir,
 Trois grands farceurs de Gap ? Qu'est-ce qu'il peut tenir
 Sur l'épaule ? Oh ! tenez, je ne me trompe guère,
 C'est Ligousa bien sûr, ajoutait un compère.
 Un autre, pour parler jamais le beau dernier,
 Répartit : — C'est lui-même, et, dans son gros charnier,
 Il porte un beau levreau ; nous pouvons le lui prendre,

- Par aco nous chau bien toutes très nous entendrè.
 — Mè li pensès, Michèu ? Pouirié noui denouciâr.
 — E, gros patèt que siés, n'ousaré pas ou fâr :
- 225 'Sen paure païsan qu'a *pa inventa la poudra* ;
 E n'es pas eu, noun pus, que fai cheire la foudra.
 Couma, d'ailhérs, se di : « *Jamai rênard pourous
 De sa vila n'agu lou mourrè bien plumous* ».
 Anën, passou davant ; tu, Jaquë, véne après,
- 230 E, ~~sen~~sa fa semblant, suive-mè de bien près.
 Attende-nous, tu, Piarre, en moumënt su la routa.
 Mè lou vaqui qu'approcha é béléu nous escouta.
 Camaradas, lèu, lèu ! car chau nous despachar ;
 Dirè couma ourei dich, piéi me lessaré far.
- 235 Partè, en se dandinant soui sa jauna faquina,
 Lou chapèu redreïssa, lei mas darrier l'eïssina.
 Es un pechou marchand ; me l'ouria près, segur,
 Par en gros avocat ou tout autre moussur.
 Quand fougué près de Jean, - Bouanjout l'omè de Lisa
- 240 Li disséc, n'as pas bien, véiou, de feniantisa,
 Par venir de si luénc encara si mati;
 Te fau moun complimënt , Ligousa, moun ami.

Amis, si vous voulez avec moi vous entendre.
 — Y penses-tu, Michel ? Et s'il nous dénonçait ?
 Non, non, gros imbécile : est-ce qu'il l'oserait ?
 Bon paysan, il n'a *pas inventé la poudre* ;
 Ce n'est pas lui non plus qui fait tomber la foudre.
 D'ailleurs, dit le dicton, « *Jamais, s'il est peureux,
 De manger un poulet renard ne fut heureux* ».
 Donc, je passe devant ; toi, Jacques, viens après,
 Et, sans faire semblant, suis-moi bien et de près.
 Pour toi, Pierre, attends-nous un moment sur la route.
 Mais, voilà qu'il approche, et peut-être il écoute ;
 Allons, de nous hâter il est temps et besoin ;
 Dites bien comme moi, le reste est à mon soin.
 Il part, croisant les bras derrière son échine ;
 Le chapeau relevé, tout fier il se dandine ;
 Sous son paletot jaune on l'aurait pris vraiment
 Pour un gros avocat, quoique petit marchand.
 Quand près de Jean il fut : — Bonjour, l'homme de Lise,
 Lui dit-il ; tu n'a pas de la fainéantise :
 Alors que tout le monde est encore endormi,
 Tu viens déjà de loin : c'est très bien, mon ami,

- Mè que pouartes aqui din toun charnier ? Jean passa !
 Parièu qu'es en rênard ; as fa'na paura chassa.
- 245 — Mè noun, moussu Michèu, s'en gros et béu lébraut ;
 Par l'avèr a chagu mai d'en pas, mai d'en saut.
 Par prendre l'ànimau nouaste farçur s'approcha,
 E, tirant lou charnier, n'en duarbe'n pau la pocha.
 Par sourtir lou lebraut. — Mè vouré plesentar,
- 250 Li crié Jean Ligousa ; leissa-me dounc estar
 Me moun lebraut, voudria belèu me lou fa cheirë.
 — Oh ! noun, li fai Michèu, lou vourou ren que veirë ;
 E Michèu prend la lébrë. — Es en rênard, farçur,
 Li di alors, quand parién ? — Cé que voudrë, moussur,
- 255 Mè, si n'es qu'en rênard, la bestia n'es pu mieuna :
 Vouï la douanou. — Bén, vai, la bestia n'es pu tieuna,
 Veici quaucun que vén : eh bén ! couquin de sort !
 Vai décidar, segur, qu'es tu, moun Jean, qu'as tort,
 E Jaqué qu'alors vén. — Moussu, voudria noui dirë,
- 260 Li demanda Michèu, tout serious é sen rirë,
 Qui's qu'a tort de noui dous : Aco que tén ma man,

Mais que portes-tu là ? Un renard ? Pauvre hère !
 C'est tout ce que renferme , hélas ! ta gibecière !
 Maigre chasse ! — Mais non, c'est bien un beau levreau,
 Et qui m'en a coûté, des pas, et plus d'un saut.
 Pour prendre l'animal, notre farceur s'approche,
 Et, tirant le carnier, en ouvre un peu la poche
 Pour en sortir le lièvre. — Eh ! monsieur, lui dit Jean,
 Je vois qu'avec moi vous faites le plaisant !
 Mon lièvre, vous voulez, le faire choir par terre.
 — Non, je veux seulement, bien le voir, cher compère.
 Et, ce disant, Michel prend le lièvre. — Farceur,
 Fait-il, c'est un renard ; parions, mais l'odeur
 Toute seule l'indique. — Eh bien ! repart notre homme,
 Je parierais, monsieur, n'importe quelle somme ;
 Mais si c'est un renard, je veux qu'il soit à vous.
 — Entendu, dit Michel, l'animal est à nous.
 Ce monsieur là qui vient va régler cette affaire,
 Si tu veux. — J'y consens ; il peut très bien le faire
 C'est lui qui jugera qui de nous deux a tort.
 — Il dira que c'est toi, bien sûr, coquin de sort !
 Jacques arrive alors. — Monsieur, veut-il nous dire,
 Lui demande Michel, sérieux et sans rire,
 Si c'est bien un renard qu'en ma main je tiens-là ;

- Disou qu'es en rênard ; vouarou èstrë pu gapian,
 Si me troumpou, é veici qu'aquou gros imbecilë
 Soustén qu'es en lebraut ; më me ténou tranquilé,
 265 Sabou qu'es en rênard, l'animau n'es pu sieu,
 Couma vous a fort bien dich, noun , n'es pu sieu, më
 [mieu,
 N'es pas vrai, moussur? — Messiers, di lou coupaire,
 Oussi segur que sieu lou garçoun de ma maire,
 La bestia's en rênard ; vou avé bien entendu,
 270 Ajouta, en se virant vei Jean, avé perdu.
 — Ai perdu, di Jean, noun, m'ou farë pas encreirë ;
 Eici quaucun tout prochë, e voui vai lèu fa veirë
 Que vous troumpa toui dous ; anën lou consular ;
 E segur que vai bien autramënt decider.
 275 Es Piarrë qu'à soun tourt de s'adurë coumença
 Par veirë que seré d'aco la fenissença.
 Ligousa de li dirë : — Arriba pas trop tard,
 Par decider, moussur, que n'es pas en rênard
 Aco qu'aqueu couquin tén en l'ér par l'oueilha,
 280 Mës qu'ë bien en lebraut. - Que diablë vous counseilha
 D'ousar prétendre aco ? Seria foual par asard,

Morbleu ! je ne veux plus, si ce n'est pas cela,
 Être encor gapian ; et ce gros imbécile
 Prétend que c'est un lièvre ; mais je me tiens tranquille,
 Car, sûr, c'est un renard ; l'animal est bien mien,
 Comme il l'a dit lui-même et, partant, n'est plus sien.
 N'est-ce pas vrai, monsieur ? — Messieurs, dit le compère,
 Aussi bien que je suis le vrai fils de ma mère,
 La bête est un renard ; oui, c'est bien entendu ;
 Puis, se tournant vers Jean : — Ah ! vous avez perdu.
 — J'ai perdu, répond Jean, non, je ne le puis croire ;
 Ce lièvre être un renard, c'est par trop dérisoire ;
 Voici quelqu'un tout proche, allons le consulter ;
 Tout autrement il va, j'en suis sûr, décider.

En effet, à son tour, s'amène maître Pierre,
 Pour voir quelle sera la fin de cette affaire.
 Jean Ligousa lui dit : Vous venez à propos,
 Monsieur, pour décider, et, de suite, en deux mots,
 Que ce coquin tient bien un lièvre par l'oreille
 Et non pas un renard. — Quel diable vous conseille
 De prétendre cela, dit Pierre ? par hasard

- Respouandë méstrë Piarrë, aco n'ës qu'en rënard.
 Vouï n'en dirén outant en Prussa, en Engleterra,
 En Espagna, en Outricha é par toute la terra.
- 285 Vaqui la verita, qu'ou vouria creire ou noun.
 — E de vous consulta n'éra pai de besoun,
 Repliqua alors Michëu, car n'es-t-i pai vesiblë
 Qu'es en rënard aco?—Noun, noun, n'es pas pussiblë,
 Reprën nouastë chassou. — Di tout cé que voudrès,
 Mes avuras es tu que me l'achatarès.
- 290 Oui, Jean, te lou vendroi, par si pau que li ténis.
 Car n'es pu tieu, më mieu; que viris, ani, vénis,
 Aco n'es qu'en rënard: aquellës douï moussurs
 Te vouan proun dich é soun de témoïs bien segurs.
- 295 Dounc l'empouartou vès ieu; béta-li'na viourëta.
 Te chau li renounciar; ploura, sibla, ou bien pëta,
 La bestia m'appartén; tou redisou: aco's tau.
 — Beila-me dounc, fai Jean, moun lebraut, animau.
 — Noun, dit Michëu, que te fassi plasër ou pëna,
- 300 Seré la mëma chausa. — Oh! malurous! ma fëna,
 Que vai pensar? moun Dieu! *alarma! sieu parda!*
 Quand me diré: moun Jean, l'as-t-i pieï bien vendu,

Seriez-vous un peu fou? Pour sûr, c'est un renard,
 Comme on vous le dirait en Prusse, en Angleterre,
 En Espagne, en Autriche et par toute la terre,
 Croyez-le, mon brave homme, ou ne le croyez point,
 C'est la vérité pure. — Et point n'était besoin,
 Réplique alors Michel, de faire cette enquête.
 Car c'est bien évident, n'est-ce pas, que la bête
 Est un renard? — Non, non, reprend Jean aux abois.
 — Dis tout ce que tu veux; mais désormais tu dois
 L'acheter pour l'avoir; c'est encore une chance;
 Je te le remettrai, mais moyennant finance;
 Résigne-toi, mon Jean, ces messieurs te l'ont dit:
 Témoins bien sûrs, que vaut contre eux ton contredit?
 Ton lièvre est un renard; pleure, siffle, tempête,
 Je l'emporte; *tu peux y mettre une violette.*
 — Animal, répond Jean, rendez-moi mon levrau.
 — Que ça te plaise ou non, je le garde, mon beau.
 — Oh! rendez-vous, monsieur, à ma juste réclame,
 Si vous me le gardez, que va penser ma femme?
 Que vais-je lui répondre? Ah! je serai perdu,
 Quand elle me dira: « L'as-tu, Jean, bien vendu.

- Lou lebraut? Que respouandrè? Oh! serei pas à noças
 E de rirè, assura, me farei pai de bossas.
- 305 Mès plesenta, moussur, n'avé pas l'intentieu
 De me garda ma lèbrè; un pau de compassieu,
 Moussu Michéù; soungéa que ma fëna es tarribla.
 Rié pas tant, la chausa, ana, n'es pas resibla.
 Ah! noun, noun, n'ourei pas de què bien m'amusar,
- 310 Encui: couma'n éròu ma fëna vai m'escouar.
 En li pensant, moun sang din mei veinas se glaça.
 Me vai dansar dessus couma su'na bisaça.
 E rendré joliamënt moun ventrè prim é plât,
 Enca n'ourei dengü que me sieï d'aplât
- 315 E bėti'n mataplan su mes cruellas plaïas.
 Rén que de li pensar me fai far din mē braïas.
 Dounc en pau de piatà. — Noun, noun, de piatà, gis.
 E vouestè darrier mot? Eh bén! en paradis
 Vourou pas qu'ou pourtià; vous ou pouié bien créirè,
- 320 Oh! m'ou paiarè char; anën, bon, à reveirè;
 Vouï disou pas adieu; vërën, mari bastard,
 Qui de nous autrei dous ë lou pu fin rênard.

Le lièvre? Ah! pour le coup, je vais bien être à nocés!
 Je ne me ferai pas de rire bien des bosses.
 Mais non: vous n'avez pas, monsieur, l'intention
 De me garder mon lièvre!... Ayez compassion
 D'un pauvre homme; songez que ma femme est terrible.
 Oh! ne riez pas tant, car ce n'est pas risible;
 Ce n'est pas du beau temps qui pour moi va couler.
 Comme un gerbier de blé Lise va me fouler.
 En y pensant, mon sang dans mes veines se glace;
 Mon ventre sous ses pieds, tout comme une pailleasse
 Que l'on presse en dansant, va bientôt s'aplatir.
 Et personne viendra, là, pour me garantir
 De ses terribles coups et pour panser mes plaies.
 Quand j'y songe, je..... malgré moi, dans mes braies.
 Donc un peu pitié. — Non, non, de pitié, point.
 — Vous ne le porterez, alors, monsieur, pas loin,
 Surtout en paradis; vous pouvez bien le croire;
 Vous me le payerez, mettez vous l'en mémoire,
 Et bien cher! Sans adieu! Bientôt, méchant bâtard.
 Nous verrons qui des deux est le plus fin renard.

CHANT III

LA MARICIA DE LISA.

Les farçurs me la lêbrë à gran pas s'en anèran ;
 Par la far apprestar à l'oubergea courrèran,
 325 E Ligousa, tout tristë, es Garins fougué lèu.
 Sa fëna, en lou veient arribar : — O moun bèu,
 Dissèc, és-ti poussiblë ? as déjà fa toun viagë ?
 Oh ! méritës, moun omö, en magnifique imagë
 Eme en bèu counplimënt : as joliamënt marchà,
 330 Moun Jean ! Couma as pougu si lèu fa toun marchà ?
 Ieu serieu pas anà soucamënt à la Cella...
 E, n'as tirà'n bouan sôu de ta lêbrë tant bélla ?
 Ou mënch cinq ou sié francs !... E n'en varié bien mai.
 Tuar en si gros lebraut ou poudrës pu jamai.
 335 ... E cé que t'aiou dich, moun bouan ami, d'adurë,
 Sabës, de sau, de peurë é mëmë'n pau de burë ?
 Piei, t'en rappellës bien, mai que d'en autrë affar
 Par meisoun, vouas aduch é sens ou trop païar ?
 Mës ai bèu dei dous uouts esquintàr, toun espàla

CHANT III

LA COLÈRE DE LISE

Dans la ville à grands pas nos trois farceurs rentrèrent
 Avec le lièvre, et vite à l'auberge ils allèrent
 Pour le faire apprêter ; Jean, non sans juste raison,
 Tout triste et lestement revint à sa maison.
 Il fut vite aux Guérins. — C'est incompréhensible,
 S'écrie, en le voyant, sa femme ! Est-ce possible
 Que tu sois déjà là ? Tu mérites, vraiment,
 Une charmante image avec un compliment.
 Je ne serais pas même arrivée à la Celle.
 Moi ; mais as-tu tiré de ta bête si belle
 Un bon prix ?.. Pour le moins cinq ou six francs et plus,
 Car elle valait bien au moins trois beaux écus.
 Tu n'auras plus jamais une pareille chance ;
 Tuer si gros levreau n'est plus en ta puissance.
 Mais je t'avais chargé d'apporter, mon ami,
 Et du beurre et du sel, je crois, du poivre aussi,
 Puis d'autres maints objets, sans dire davantage,
 Qui doivent remonter notre petit ménage ;
 En as-tu fait l'achat, et sans trop les payer ?

- 340 Me sembla pas chargeà d'ena bien grossa bàlla.
 Véiou que toun charnier es primp é tout curà.
 Qu'as fà de toun argënt ? grand gusàs ! assurà
 Que l'ourès tout begu ; si's poussible !... qu'arsouilha !
 Beuriés étant de vin que d'aigua' na grenouilha...
- 345 Ah ! bestia ! es ieu qu'ourieu-degu me despachar
 D'anar à Gap : m'ouriè bèucop coustà men char...
 Sau pas que me retén de t'emplastrar, ibrougna !
 Vai, par nouasta mesoun siés ena marria rougna,
 Ena magagna affrousa, ena pesta, segur.
- 350 Ah ! que de mau nous fai, vouasta goura, moussur !...
 Sabès qu'arribarè ? ruinarès ta familha ;
 Pourès pas establir tei garçons ni ta filha ;
 E piei tu, quand, en jout, ourès tout degailhà,
 A l'espitau belèu crebarès espelià.
- 355 Anèn, counvena n'èn, moun omè, siés pai sagè.
 Avuras, couma far par moun paure meinagè ?
 Par pourè assabourar la soupa, lou fricot,
 E vestir lei meinas ?... Mè, Jean, dises pai mot !
 Parla dounc.

Mais je ne vois, bon Dieu, que ton pauvre charnier
 Bien mince, tout curé, sur ton dos. Misérable !
 De tes sous qu'as-tu fait ? un emploi détestable :
 Tu les as bus, grand gueu ! Autant boirait de l'eau,
 Dans un sale marais, un vilain noir crapaud,
 Tu boirais, toi, du vin !... Mais c'est moi qui suis bête ;
 Je crois que ce matin, j'avais perdu la tête !
 Ah ! j'aurais dû moi-même à Gap vite courir,
 Il m'en aurait coûté bien moins, oh ! sans mentir...
 Je te soufflèterais, ivrogne incorrigible,
 Qui pour nous est vraiment comme une gale horrible !
 Votre gueule, monsieur, à jamais, donc, sera
 Pour nous tous un funeste, un affreux choléra !
 Va, tu ne peux manquer de ruiner ta famille !
 Tu ne pourras placer tes garçons ni ta fille.
 Et puis, après avoir dépensé tout si mal,
 Toi-même crèveras, un jour à l'hôpital.
 Sache le reconnaître, au moins : tu n'es pas sage.
 Comment faire, à présent, pour mon pauvre ménage ?
 Comment assaisonner la soupe, le fricot,
 Et vêtir les enfants ?... Mais, tu ne dis pas mot !
 Allens, Jean, parle donc.

- Ieu, parlàr, quand tu duarbes la goura,
 360 Respouaude Jean, é quand parles au mënch' ena oura !
 Sourëtta é sen fenir ! Ou pourë es pas eisa ;
 Aqui cé que te di, ma fëna, Ligousa.
 Queste dounc en moumënt ; oui, Lisa, en pau de pausa
 Au mënch par escupir, é te direi la chausa.
- 365 — Me quësou, boque ou vouas ; qu'es que t'ës arribà ?
 — D'abord n'ai pai begu ; couma ourieu doun trouvà
 En moumënt par aco ? as dich qu'érou' na arsouilha,
 En babi que beu tout : en ouirë que gadouilha,
 Disës quaquà fës mëmë ; aco n'es pas veri :
- 370 Amou lou vin, segur, më cependant pai mai,
 Ma fëna, qu'es parmës. Sabës que sieu moudëstë ;
 Eh bén ! sen me vantar, n'ai-t-i pas esta léstë
 A m'ëntournar de Gap ? Vai, n'ai tasta de vin
 Pai soucamënt en veire ni'na esclacha en chamin.
- 375 Mës m'an fach ena farça, oh ! que tuba, aquou viagë,
 E qu'ourié pai degu m'arribar à moun iagë.
 Vira tant que voudrës, chassa bien d'aut en bas ;
 Ma Lisa, ourës bèu far qu'ou devinarës pas ;
 Te choudrié aver pougu couma ieu-mëmë ou veirë

— Parler, grande bégueule,

Répond Jean, quand, ouvrant, toi, ta vilaine gueule,
 Tu parles seule une heure et sans pouvoir finir !
 Moi, bouche close, alors, je n'ai qu'à me tenir.
 Tais-toi donc un moment ; au moins un peu de pause
 Pour cracher ; alors, moi, je te dirai la chose.
 — Tu le veux ? je me tais : que t'est-il arrivé ?
 — D'abord je n'ai pas bu : comment avoir trouvé
 Un moment pour cela ? tu m'as traité d'ivrogne,
 De crapaud qui boit tout ; quelquefois sans vergogne
 Tu me prends pour un outre ; eh bien ! c'est archifaux.
 J'aime le vin, c'est vrai, mais pas plus qu'il ne faut,
 Ma femme, c'est certain. Je suis, tu sais, modeste ;
 Eh bien ! sans me vanter, n'ai-je pas été lesto
 A revenir de Gap ? Je n'ai goûté, de vin,
 Pas un verre et pas même une goutte en chemin.
 Mais on m'a fait vraiment une farce pendable,
 Pour mon âge, surtout, quelque peu respectable.
 Tourne et retourne bien, cherche de haut en bas,
 Le deviner, pour sûr, tu ne le pourras pas.
 Il t'aurait fallu, Lise, avoir la triste chance

380 Par te vou eimaginar é, surtout, par ou creirë.

Lou famus scelerat ! Si lou tenir pouïeu,
Oh ! t'en respoudou, vai, rëdë l'ëssucharieu ;
Te li farieu brandar, en aquëlla gusailha,
Sa tésta couma en trinc qu'à soun manche gasailha.

385 L'estendrieu bel é bien ; sarviré de lindëu

A ma pouarta é serié pas tant crâne é tant bèu,
Tout bletti de mes cops, nègrë, mescouneissablë,
Durberié, par bramar, en gousier esfrouiablë.

Que gusas ! que couquin ! que bregand ! que vouloir !...

390 — Qui dounc, moun Jean ? — Eh Bén ! sabës,
[aquou moussur

Que pouarta su lou nas, ena espéça de chiqua,
Aquou Michëu que tén ena marria boutiqua
Ou péd de Gap, fort bien que m'a près moun lebraut ;
Et criarës que criarës é bien fort é bien aut,

395 A 'sta 'nutile, a dich que la bestia éra sieuna,
Que li l'aïeu douna, que n'éra dounc pai mieuna ;
E parcé que disié qu'èra en tros de rênard
E qu'aïeu respoundu que, si par gros hasard
Era en rênard, de suïta, alors, li la dounàvou.

De voir ça, comme moi, pour y donner créanco.
Le fameux scélérat ! si, là, je le tenais,
Je t'en réponds, bien vite, oh ! je l'assommerais.
Je lui ferais branler, à ce drôle, la tête
Comme un trident qu'au manche un vieux clou mal arrête.
Couché devant ma porte, il faudrait que de seuil
Il lui servit ; alors il aurait moins d'orgueil.
De mes coups tout meurtri, tout noir, méconnaissable,
Il beuglerait, ouvrant une gueule effroyable.
Quel gueux et quel coquin ! quel voleur ! quel brigand
Me jouer pareil tour !

— Mais, dis-moi donc qui, Jean.

— Tu sais : Michel qui tient une piètre boutique,
Au pied de Gap, et porte une espèce de chiquo
Sur son gros nez, eh ! bien, il m'a pris mon levreau.
J'ai protesté bien fort et j'ai crié bien haut,
Mais en vain ; il a dit que la bête était sienne,
Que lui l'ayant donnée, elle n'était plus mienne,
Parce que, ajoutait-il, ce n'était qu'un renard,
Et que j'avais dit, moi, que si, par gros hasard
C'en était un, alors à lui serait la bête.
La moitié de ma course était à peu près faite,

400 Aieu jà bien marchà, prei de Gap arribàvou
Quand me faséc aquèlla.

— A dich qu'éra en rénard,

Fai Lisa, ô lou mentur, ô l'enfâmè bavard !

Lei marchands, Sancta Viergea, aco di de mesoungeas

Bien étant que d'avés é de patès lei moungeas,

405 Pourtant, par pai manquar trop à la charità,

Avouou que quauqua fès disan la verità :

Es quand lour toumba en ueilh. Ah ! par aquèlla

[engënça

'S en bouanur, sensa far, noun pus, de medisënça,

Que l'o s'estrangli pas d'ourdinari en mentënt.

410 Din Gap li ourié pu gis de marchands autramënt.

— Es tout-à-fait vrai cé que disès, ma fëna.

Vai, par m'ou demoustrar prenis pas tant de pëna ;

Countinuou moun recit : alors par moun malur

En autre omë, sau pas qu'espéça de moussur,

415 Disséc qu'éra en rénard ; pieis en moussur encara

Fougué dou même avis ; disséc : « la chausa es clara,

'S en rénard. » Eroun bien d'accouardi toutes trës.

Qu'e's que pouïeu li far ? Avër recours ë lës,

Alors, car j'approchais de Gap.

— O le bavard,

Dit Lise, c'est trop fort : un lièvre être un renard !...

Ils mentent, ces marchands, Sainte Vierge Marie,

Autant et plus souvent qu'une nonne ne prie.

Mais ne mauquons pas trop, Jean, à la charité ;

Ils disent quelquefois, pourtant, la vérité :

C'est quand un œil leur tombe ; ils ont bien de la chance,

Sans vouloir faire encor ici de médisance,

Qu'on ne s'étrangle pas d'ordinaire, en mentant.

Sinon on ne verrait, dans Gap, plus de marchand.

— Femme, ce que tu dis est la vérité pure ;

Allons, n'insiste pas : tout le monde l'assure.

Mais je vais continuer : alors, se trouve là,

Un autre homme qui dit : « mon cher, c'est bien cela :

Quoi de plus évident ? C'est un renard, la bête. »

Un troisième monsieur, pour accomplir la fête,

En dit autant ; je vois qu'ils étaient tous d'accord.

Que faire pour prouver que je n'avais pas tort ?

Avoir recours aux lois, aux gendarmes, au juge ?

- Anar troubar, din Gap, lei gendarmas, lou jugè ?
 420 M'ourién proubablamënt pas ouffert en refugè
 Couantra aqueilès couquis ; oui, les très grands
 [gusàs
 Ourien gagna sur ieu ; n'en doutar pouïeu pàs ;
 Car, heilas ! éran très couantra'n sourèt. Pechairè !
 — « Preserva-noui, moun Dieu, disié ma pauvra
 [mairè,
 425 (Que nouastè bèu bouan Dieu la bėti 'n paradis),
 Dei mas de la justica é de toui les couquis ».
 Oh ! couma aié resoun !...

Mè Lisa toujout sauta
 De couléra. — Es que li a, reprend Jean, de ma
 [fauta ?

- A bèu dirè, soustén, en criant tant que poua fort,
 430 Que, si li an près sa lébrè, a, veu, quand mèmè, tort.
 De la goura de Lisa ena avalancha couàra
 D'enjuras, de groï mots. Jean s'ensauva defouàra,
 Veïent que gagna rën ; vourënt se repousar,
 D'ailhérs, mouante à la grangea, afin de se couigear.
 435 Sa fëna voudrié bien se disputer encara ;
 Mè veu, l'escouta pus é mouanta par l'ëssara.

Ils ne m'auraient, je crois, pas offert de refuge
 Contre ces trois coquins. Ah ! je n'en doute pas,
 Ils m'eussent condamné, car ces grands scélérats
 Etaient trois contre un seul. Triste sort ! pauvre hère !
 — « Préservez-nous, mon Dieu, disait ma pauvre mère,
 (Quo Dieu dans son beau ciel la mette avec ses saints),
 Des mains de la justice et de tous les coquins. »
 Elle avait bien raison....

— Mais Lise toujours saute
 De colère. — Est-ce donc, reprend Jean, de ma faute ?
 Pour Lise, elle soutient, en criant et bien fort,
 Qu'il a, malgré le vol du lièvre, toujours tort.
 De sa bouche s'échappe une vraie avalanche
 D'injures, de gros mots, même d'écume blanche.
 Jean se sauve, voyant qu'il ne peut rien gagner ;
 Puis, une fois dehors, il va, dans le grenier,
 Prendre un peu de repos. Il monte par l'échelle,
 Bien que Lise désire encor disputer, elle.

(A suivre.)

LE PAYS BRIANÇONNAIS

LES QUEYRASSINS NÉGOCIANTS.

Dans un opuscule que nous avons publié, en 1874, sous ce titre : *Le maître d'école Briançonnais. — Les Briançonnais libraires*, les habitudes d'expatriation des Briançonnais, en vue du commerce, avaient été signalées dans les termes suivants :

« Boulainvillers, dans son *État de la France*, résume, en ces mots, l'opinion consignée par l'intendant du Dauphiné, Bouchu, sur le caractère des Dauphinois, dans un mémoire de l'année 1698 :

« L'auteur assure qu'en général les habitants du Dauphiné ont de l'esprit, mais il avoue que le caractère n'en est ni aimable ni poli : il dit que l'industrie est particulièrement le partage des peuples du Briançonnais, lesquels, ordinairement avec les plus faibles commencements que l'on puisse imaginer, acquièrent, par leur application, des richesses considérables. Le moyen qu'ils employent communément à cette fin est le commerce, qu'ils vont faire indifféremment en France, en Italie, en Espagne et même en Portugal, étant d'ailleurs laborieux et économes au souverain degré. »

.
Ce que nous voulons dégager de la citation ci-dessus, c'est cette exceptionnelle aptitude des Briançonnais pour le commerce dont l'administrateur de la province fait état en termes singulièrement élogieux, c'est cette courageuse coutume de l'expatriation, déjà si générale dans le Briançonnais, il y a près de deux siècles.

Le sol cultivable du Briançonnais, région assez vaste, est très limité ; ce terrain, parcimonieusement mesuré aux besoins du montagnard, ne donne à son labeur, sous ce rude climat, qu'un produit misérable.

Le jour où l'accroissement de la population détruisit la relation d'équilibre entre les besoins des habitants et les produits du sol, l'expatriation devint un fait d'inflexible nécessité. Il y a des siècles que cette disproportion s'est

introduite dans le régime économique de ces contrées ; il y a des siècles que, résignés à l'exil, forts, patients, courageux, les enfants du Briançonnais parcourent le monde, leur génie commercial s'imposant en toute contrée habitée, levant partout tribut, assurant les fondements plus ou moins larges de leur fortune. Le dieu qui préside au commerce, Mercure est leur divinité. Qu'il ne vienne point à la pensée la malicieuse réflexion que c'est aussi le dieu des voleurs. Les Briançonnais sont d'habiles, mais d'honnêtes négociants.

L'éloignement du pays natal avait lieu dans des conditions et pour des laps de temps fort divers. Les uns perdant l'esprit de retour, s'établissaient d'une manière durable et faisaient souche à l'étranger. La naturalisation s'accomplissait à la deuxième ou à la troisième génération. C'est ainsi qu'on peut citer, à ce jour, en Italie, des noms briançonnais dans les finances, dans l'industrie, dans l'armée. D'autres acquéraient les éléments d'une modeste aisance, revenaient, au foyer des ancêtres, finir leurs jours. Une assez considérable fraction des émigrants, les timides, les enclins à la nostalgie, les petits propriétaires terriens, bornaient à la saison d'hiver la durée de leur absence et, satisfaits d'un petit pécule, revenaient au printemps se livrer aux travaux agricoles.

Dans ce même opuscule, ayant à parler des *Briançonnais libraires*, nous apportons un autre témoignage sur les habitudes de l'expatriation Briançonnaise, celui de l'un des historiens du Dauphiné, Raymond Juvénis. Qu'il nous soit permis de reproduire cette citation, ainsi que les quelques considérations dont nous l'avons fait suivre et qui ne feront pas tout à fait double emploi avec celles que nous a suggérées le dire de l'intendant Bouchu.

Raymond Juvénis disait, à la fin du xvii^e siècle, en parlant des habitants du Briançonnais : « Il n'y a guère de peuples plus diligents, ni plus actifs que celui de Briançon et du Briançonnais, tant pour ce qui est du commerce de marchandises que pour toutes autres sortes de travaux. Aussi l'on voit que, dans ce temps où il y a des charges extraordinaires, ils subsistent bien mieux, incomparable-

ment que dans les autres lieux de montagnes. Ils s'entendent parfaitement à peigner et à accommoder le chanvre, et ils abandonnent le pays vers l'automne pour aller dans la Bourgogne et autres endroits plus reculés du Royaume, dans la Lorraine, l'Italie, l'Espagne et autres pays, pour travailler, ne laissant chez eux que les vieillards, les femmes et les enfants.» (Mém. mss).

On le voit, les habitudes d'expatriation des Briançonnais remontent à une époque reculée. Le chroniqueur que nous venons de citer les constate, au moment où il écrivait ces lignes, comme une coutume établie, et comme il ne donne aucune indication sur leur point de départ, on peut, ce semble, affirmer sans témérité, que c'était dès lors une tradition de date ancienne dans les mœurs de ce pays.

L'expatriation, tant qu'elle n'eut pour objet que l'exercice au dehors d'un métier d'artisan, tel que celui de peigneur de chanvre signalé par Juvénis, eut un caractère d'alternance et d'éphémérité dans la vie de l'émigrant. L'éloignement du sol natal n'eut lieu que pendant l'hiver briançonnais, long et rigoureux, qui condamne à l'inaction une population presque exclusivement vouée, sur le sol même, aux travaux de l'agriculture.

Mais lorsque des hommes doués de quelque instruction allèrent chercher meilleure fortune dans les contrées lointaines, ils y déployèrent dans le commerce des aptitudes remarquables, et beaucoup d'entre eux réalisèrent des fortunes d'un chiffre élevé. Les habitants du canton de la Grave, du Monétier-de-Briançon, de la Salle, de Néva-che, se distinguèrent parmi les plus hardis, les plus habiles et les plus heureux. Les contrées les plus lointaines, le Sénégal, le Brésil, le Mexique, le Paraguay, le Pérou, etc., furent exploitées par ces audacieux et opiniâtres compétiteurs de la richesse.

Brunet, seigneur de l'Argentière, en ses *Mémoires historiques* (mss. de ma collection), décrit dans les termes suivants l'état du commerce et de l'industrie dans le Briançonnais dans la 1^{re} moitié du 18^e siècle :

« *Commerce.* Il y a quatre foires à Briançon ¹ et un marché le jeudi de chaque semaine ; les foires sont les 1^{er} mai, 11 juin, 8 septembre et 11 octobre. Celles de juin et de septembre étaient autrefois franches et attiraient beaucoup d'étrangers dans la ville où était l'entrepôt général des marchandises des fabriques du Dauphiné qui passaient en Piémont. Mais ce commerce autrefois si florissant, après avoir essuyé des diminutions considérables, a été anéanti en 1713 par la cession des vallées au Roi de Sardaigne. Dès lors, le concours de peuple attiré par le bailliage, la recette des tailles, le grenier à sel, les marchés (et par les autres affaires qui ne peuvent se faire que dans les chefs-lieux), a cessé ; les foires sont devenues désertes ; les gros draps de pays qui passaient en Piémont n'ont plus eu de cours ; les marchands ultramontains sont allés en droiture faire emplette à Lyon et à Romans et ont cessé d'acheter en gros à Briançon dans les magasins que les négociants du pays y avaient.

« L'établissement des manufactures de draps et de ratines dans le Piémont, l'impôt des droits d'entrée sur les étoffes de Dauphiné que le Roi de Sardaigne a mis pour favoriser ses fabriques, tout a contribué à ruiner le commerce de Briançon, sans espoir de le rétablir.

« L'entrée des étoffes de France dans le Piémont interdite a occasionné la défense de la sortie de France des laines et des peaux de toute espèce. Les pelissiers du pays qui travaillaient en été celle des agneaux

¹ Ces foires étaient considérables puisque par des lettres patentes expresses de Charles VI, du 9 février 1404, et de François I^{er}, du 8 juin 1533, malgré les différents édits, ils permettent le libre cours de toutes les monnaies étrangères dans le Briançonnais, surtout pendant les foires, à cause du grand nombre des étrangers qui y venaient. (*Registre du greffe* n° 4150).

Charles VIII, par lettres patentes données à Chaumont en septembre 1494, accorda à la ville d'Oulx une foire franche de 6 jours du 15 au 21 septembre et un marché un jour de chaque semaine. Briançon s'opposa à cet établissement ; mais d'autres lettres données à Grenoble, le 3 novembre 1495, confirmèrent les premières, en déclarant que la ville d'Oulx avait beaucoup souffert par le passage des troupes pour le recouvrement du royaume de Naples et rendu d'autres services (*ibid.*)

d'Arles, dont la laine ne peut servir à aucune fabrication d'étoffes, ont été compris dans cette défense, sans avoir peut-être été écoutés dans leurs représentations. Ces peaux travaillées et portées en Piémont les hivers pour faire des vêtements aux gens de la campagne, produisaient au pays, formaient une autre branche de son commerce qui est anéantie depuis 1745. La principale cause de la décadence du commerce dans le Briançonnais vient de ceci : les négociants de plusieurs communautés qui allaient dans les principales villes de l'Europe, laissaient dans le pays et dans un petit bien leurs femmes et leurs enfants. Ils vivaient seuls dans le commerce, avec peu de dépenses ; ils venaient passer les étés chez eux, apportaient leurs profits, faisaient des acquisitions, et en s'en retournant, ils emmenaient des jeunes élèves qui, accoutumés à une vie frugale, faisaient bien vite, par leurs épargnes, une petite fortune.

« Mais, dans ce siècle, l'esprit d'économie s'étant peu à peu rallenti et l'amour de la Patrie diminué, ces négociants se sont accoutumés à ne revenir plus si souvent au pays ; les dépenses et les hasards des longs voyages ont été leurs premières excuses ; les douceurs qu'ils ont goûtées dans les bonnes villes, comparées avec la vie dure des montagnards, leur a fait naître l'envie de faire des acquisitions où ils étaient et d'y transplanter leurs familles. Les premiers qui ont pris ce parti ont bientôt fait ouvrir les yeux à d'autres qui les ont imités et, dans peu d'années, loin de voir des acquéreurs de fonds qui venaient dépenser ou employer l'argent qu'ils apportaient, il s'est trouvé nombre de vendeurs qui sortaient pour toujours leurs biens du pays ; de là cette diminution considérable du prix des immeubles ; de là cette désertion des meilleurs habitants des communautés ; de là enfin une surcharge pour les plus pauvres qui sont restés, et plus de difficultés d'entretenir cet esprit de commerce, y ayant moins d'occasions de former des élèves.

« Il y a dans le Briançonnais une espèce de commerce que j'appellerai industrie et qui a aussi beaucoup diminué. Il consiste : 1° à un grand nombre d'hommes qui sortent

tous les hivers pour aller à la peigne du chanvre en Italie et dans les provinces du royaume ; 2° à plusieurs maîtres d'école qui vont enseigner en Dauphiné et Provence ; 3° aux troupeaux de brebis que quelques communautés, et surtout la vallée de Queyras, font hiverner en Piémont et les ramènent sur les montagnes au printemps.

« Le premier article de ce commerce était considérable sur la fin du siècle dernier. Il sortait tous les hivers plus de 4 mille paysans¹ qui épargnaient la nourriture chez eux six ou sept mois de l'année, dans une saison où ils ne faisaient rien à la culture de leurs fonds couverts de neige. Ils revenaient au printemps avec 30 ou 40 livres chacun, plus ou moins. Cet argent se répandait dans le pays ; il servait à payer les impositions et à acheter des bestiaux, pour mettre sur les montagnes l'été. Il en est de même pour les maîtres d'école, leurs épargnes en nourriture et leurs petits profits donnaient de l'aisance à leurs ménages.

« La peigne du chanvre qui était avantageuse, a diminué des 2/3 parce que : 1° plusieurs paysans se sont établis dans les lieux où ils allaient l'hiver, et n'ayant d'autre métier pour vivre, font la plus grande partie de ce travail pendant toute l'année ; 2° d'autres ayant porté, en allant, des peignes d'acier qui se fabriquaient dans le pays, les ont vendus à des gens qui ont formé des établissements à leur préjudice. Il sort encore des paysans, mais c'est le plus souvent sans autre profit que leur nourriture pendant une partie des hivers.

« Les troupeaux de brebis menés en Piémont sont d'un produit casuel. Il dépend des hivers plus ou moins longs, de la cherté du foin lorsque les pâturages ne sont pas découverts, enfin de la qualité de ce foin qui est souvent gras et qui pourrit le foie des brebis : elles meurent ensuite et ruinent les bergers. »

Les indications qui précèdent s'appliquaient aux Briançonnais en général ; mais des particularités, des erre-

¹ Dans ce nombre est compris ceux qui sortaient des vallées démembrées du Briançonnais.

ments divers, quant à la nature du commerce ainsi qu'à la direction des courants de l'émigration, distinguaient très nettement les diverses vallées du Briançonnais.

De Briançon et de la vallée du Monétier, les émigrants, ayant débuté dans le centre de la France par le colportage, se dirigeaient ensuite avec des vues d'extension de leur commerce et d'établissement fixe vers l'Espagne, le Portugal, l'Italie et, dès le milieu de ce siècle, vers le Mexique et la Californie ; la librairie, les lainages, la bonneterie, la mercerie étaient l'objet de leur commerce.

La vallée de Névache avait pour débouchés, par le col du Mont-Genèvre, le Piémont, l'État de Gênes, le grand duché de Florence, La bijouterie, la quincaillerie étaient exploitées par eux sur une large échelle, ainsi que la grande nouveauté en étoffes fines de laine et de soie.

Ces expatriations n'étaient point entreprises à la légère. Dès l'enfance, les traditions, les coutumes des pays parcourus ou exploités, leurs ressources, leurs besoins, leurs préférences en fait d'objets de luxe, leurs préjugés nationaux étaient avidement recueillis de la bouche des émigrants revenus au pays natal ; l'adolescent qui rêvait de la fortune, était déjà pourvu, par cette initiation lente et continue, de connaissances sûres et étendues. Dans les familles adonnées au commerce lointain, on trouvait plus sûrement que tout autre élément de science ou de littérature, des tables de multiplication, des *manuels* de calcul rapide et de conversion des monnaies et valeurs françaises en monnaies et valeurs étrangères. Nous avons sous les yeux l'un de ces *vade-mecum* des émigrants ; en voici le titre : *Poids, titre et valeur de différentes espèces d'or et d'argent, etc.. on y a joint quelques détails sur les monnaies courantes de l'Europe, de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique, par Ant. Sérriot, Genève.*

Les monnaies de la Bavière, de la Prusse, du Brunswick, du Hanovre, de la Saxe, de l'Angleterre, du Danemarck, de l'Espagne, de Genève, de la Hollande, de la Hongrie, de l'Italie dans ses diverses divisions politiques au 18^e siècle, de Liège, des Pays-Bas autrichiens, de la

Russie, du Portugal, de la Perse, de la Suède, de la Pologne, etc., sont ramenées à la valeur des monnaies françaises et genevoises. Muni de ce précieux fil d'Ariane, l'émigrant s'aventurait, sans peur, dans le labyrinthe des affaires. Il n'était nulle part embarrassé pour fixer et débattre le prix des marchandises et non plus pour en assurer le recouvrement.

Les habitants de la Grave et du Villar d'Arène, les plus dénués de ressources matérielles sur place, par l'exiguïté et l'infertilité du territoire, ont donné, les premiers, l'exemple de l'émigration. Ce sont, je crois, les pionniers, les éclaireurs, longtemps les plus habiles négociants, dans l'émigration briançonnaise. Mercerie, denrées coloniales, fruits secs, fabrication et vente des conserves, tels étaient les objets de leur commerce. Hommes des grandes affaires, ils ont levé tribut dans l'intérieur de la France, dans le Nivernais, le Blaisois, l'Orléanais, la Champagne et, au nord, dans la Flandre française, l'Artois, la Normandie, dans les grands ports de mer, au Havre, à Brest, où les Pallias, les Raby ont occupé les plus hautes positions, à Lorient, seconde patrie de Jullien Clot, du Villar d'Arène, à l'île Maurice où, durant un siècle et demi, la dynastie commerçante des Gonnet, a réalisé, de père en fils, d'oncle en neveu, de considérables fortunes. Ils ont, en général, exercé leur industrie et édifié leur fortune en France. Leur dextérité de commerçants, leurs habitudes de sévère économie ont eu, le plus souvent, raison des difficultés nées, soit de la concurrence, soit du défaut de capitaux au début de leurs premières opérations.

La Vallouise voyait émigrer des légions d'instituteurs et fournissait aux diocèses d'Embrun et de Gap, un nombre considérable de desservants des paroisses, ainsi que de nombreux prosélytes aux ordres religieux. On signale aussi parmi eux des juristes d'un certain renom et quelques libraires.

Mais peu de Vallouisiens s'adonnaient au *commerce* qui ne comptait aussi que de rares adeptes à la Roche et à l'Argentière.

Sur l'action industrielle et commerciale des habitants

de la vallée du Queyras, le curé Albert donne, dans son histoire du diocèse d'Embrun, les renseignements suivants :

« On voit dans le village d'Aiguilles, à qui l'on pourrait donner le nom de bourg, un nombre de maisons bien construites et très belles pour un pays de montagnes ; ce qui prouve l'aisance et les facultés des particuliers. Il y en a aussi quelques-uns qui ont fait des fortunes considérables dans le commerce, comme les sieurs Vasserot et autres. En général, les habitants de cette communauté sont fort laborieux. Après avoir cultivé pendant l'été leurs terres et ramassé leurs récoltes, la plupart des hommes vont gagner leur vie ailleurs pendant l'hiver, en exerçant différentes sortes de métier ; les uns raccommodent des soufflets et des parapluies, les autres aiguissent les couteaux et les ciseaux : c'est ce qui faisait dire à un plaisant, à l'occasion des habitants d'Aiguilles, ces paroles : *In omnem terram exivit sonus eorum* ; mais bien loin qu'ils méritent d'être badinés sur leur industrie à gagner leur pain à la sueur de leur front, ils doivent au contraire être proposés pour modèles à tant de gens oisifs de nos montagnes, qui aiment mieux souffrir la faim dans leur chaumière que d'en sortir pendant l'hiver et perdre de vue le clocher de leur paroisse, » pp. 334-335.

« Les habitants d'Abriès s'attachent beaucoup au commerce des bestiaux et surtout à celui des brebis. Plusieurs particuliers en ont des troupeaux considérables qu'ils font hiverner en Piémont, et qui, l'été, paissent sur les montagnes de Queyras. Tout est productif dans ces animaux, qui sont le symbole de la douceur et de l'innocence. La laine, quoique beaucoup plus rude qu'elle ne l'est ailleurs, est excellente pour faire de gros draps de longue durée et des matelas. Le lait fait une quantité de beurre qu'on débite dans l'Embrunois. Les agneaux se vendent aux habitants du Queyras qui vont les acheter pour remplacer les brebis qu'ils ont vendues à ces mêmes bergers », p. 337.

Une autre modeste industrie est signalée par le curé Albert. C'est la récolte et la vente d'une espèce de cham-

pignons. Cette industrie est indiquée comme étant presque particulière à la communauté de Molines.

« On y trouve (dans le territoire de Molines) beaucoup de mousserons ou petits champignons dont le goût est fort bon et qu'on ramasse avec soin, pour les vendre aux cuisiniers des grands seigneurs du royaume ; ils y croissent du soir au lendemain pendant les mois de mai et de juin, surtout quand le printemps est pluvieux. Pour les trouver, on observe des veines noires dans les prés en forme de demi cercle, ou l'herbe est beaucoup plus courte et plus serrée qu'ailleurs ; c'est là où ils croissent. Après les avoir ramassés, on les fait sécher à l'ombre et il en faut sept livres de frais pour en faire une livre de secs. Les prairies des autres paroisses du Queyras en produisent aussi, mais non pas en si grande quantité que celles de Molines. » (Histoire du diocèse d'Embrun, p. 342.)

Par ce qui précède, citations de documents rares, peu connus et qui sont de nature à intéresser mes compatriotes hauts-alpins, on voit que l'exercice des métiers mis à part, étant d'ailleurs sans portée pour l'appréciation des aptitudes commerciales des Queyrassins (tels que le racomodage des parapluies, l'aiguillage des instruments tranchants, la peigne du chanvre), l'industrie et le commerce qui marquèrent tout d'abord dans la vie sociale de ce pays furent l'industrie pastorale et son corollaire obligé, la vente du fromage.

Les pâturages constituent le revenu le plus clair, des Hautes-Alpes, de ce département, l'un des plus déshérités de la France. En plusieurs des communautés de l'Embrunais et du Briançonnais, les pâturages communaux étaient amodiés, de temps immémorial, pour la dépaissance estivale, aux pâtres de Provence et de la frontière orientale du Languedoc (à ce jour le département du Gard). On trouve des indications à ce sujet dans de nombreux mémoires et factums publiés dans les procès de communauté à communauté.

Los Queyrassins eurent le bon esprit de se réserver à eux-mêmes les bénéfices de la dépaissance de leurs prairies de montagnes. Les bêtes *aumailles* (le gros bétail,

vaches, bœufs, taureaux) hivernaient sur place ; les troupeaux de moutons franchissaient les cols Lacroix et Lagnel et paissaient l'hiver dans les plaines du Piémont où les Queyrassins les plus riches achetaient, ou les autres affermaient des *cascines*, vastes propriétés rurales offrant de grandes ressources en prairies pour le pâturage.

Que d'aléa, soit dit en passant, que de dangers, que de retours de fortune dans cette industrie !

Les épizooties, les périls du passage des cols, les intempéries non prévues, la prolongation des hivers, ne constituaient pas les seules pierres d'achoppement, les seules circonstances néfastes. Il fallait encore compter avec le fisc, représenté par la douane à la frontière et dans l'intérieur, pour la *gabelle* à sel, par les fermiers de ces sortes d'impôts, exacteurs impitoyables, autocrates fiscaux, sans scrupules et sans entrailles, alliant la ruse à la violence, étendant partout le réseau d'agents subalternes, recrutés dans les bas fonds de la société, hommes sans foi ni loi, exagérateurs d'injonctions le plus souvent déloyales.

Mais tout ce monde interlope trouvait à qui parler, dans cette population intelligente, énergique qui fut admirable dans la défense de ses droits et qui sut presque toujours les sauvegarder.

La modicité du prix du sel et la bonne qualité de cette substance si nécessaire à l'élevage et à l'alimentation de l'espèce ovine, étaient des conditions *sine qua non* de l'industrie pastorale et du commerce des bestiaux dans le Queyras. De temps immémorial et d'après des lettres patentes et décrets des rois, arrêts du conseil, les habitants du Briançonnais pouvaient s'approvisionner du sel de Provence, bien supérieur à celui d'autres provenances, en payant, sur le minot de sel, le droit modéré qui se percevait à Avignon. Ils avaient la faculté de *gabeller*, prendre des *billetes* aux bureaux de Seyne et de Sisteron, et d'y payer sur le pied de la taxe d'Avignon. Ce droit fut sans cesse attaqué et violé autant que faire se pouvait par les fermiers des gabelles à sel du Dauphiné qui, sans trêve, ni relâche, voulurent assujettir les habitants du

bailliage à gabeller à leurs greniers et entrepôts, à s'y fournir de sel exclusivement. Mais pendant près de trois siècles, les Briançonnais et spécialement les Queyrassins luttèrent contre ces prétentions sans cesse élevées et reproduites par les fermiers *Delavaur, Lieusse, Coiffard, Dupont, Nicolas Langlois*, etc. Ils sortirent victorieux de la lutte, grâce à l'autorité, à la justice du Parlement dont les nombreux arrêts condamnèrent les prétentions des fermiers. (*Instructions sur l'usage du sel dans le bailliage de Briançon*, etc., in-f°, 10 p.—et *Advertissement pour les consuls et habitants du bailliage de Briançon*, etc., contre Nicolas Langlois, in-4°, 39 p., signé Albert, député.) — (Documents de ma collection).

Un arrêt du parlement rapporté par Guy-Basset porte le témoignage de la forte résistance des Queyrassins contre les fermiers de la douane. Nous donnons in-extenso la relation de Guy-Basset :

« *Qu'on ne doit payer la doüane des laines des brebis que les Briançonnois envoient paistre en Piedmont durant certains mois de l'année.*

« Au mois de mars 1657, les gardes de la Doüane arrestèrent à Richard Calve et à Jacques Chaliol, des brebis qu'ils avoient fait hyverner en Piedmont, sous prétexte qu'on y tondoit les brebis, et que la laine y demeurait ; on les força de payer dix pistoles, sans quoi on ne leur auroit pas rendu les brebis. Ces particuliers se pourvurent au Juge des Gabelles, et après, en son absence, au sieur Vibailly de Briançon, pour la restitution de leur argent. Le fermier de la Doüane disoit qu'il avoit traité amiablement à cette somme, lesdits Calve et Chaliol le nioient et disaient qu'on les avoit contrains de payer pour reavoir les brebis.

« Le Vibailly fit sentence, par laquelle il ordonna que le fermier prouverait ce traité dans la quinzaine, autrement et faute de ce, passé le dit delay, le condamna à rendre les dits pistoles avec intérêts et dépens.

« Sur l'appel que le fermier en interjetta, la cause plaidée en audience fort doctement par Perrin et Ricol, il y eut arrest le 24 Mars 1661, confirmatif de ladite sentence,

avec dépens, es quels ce fermier appellant fût condamné. (*Plaidoyer* de Guy-Basset, tome 1, page 272). »

Le Vibailly du Briançonnais en premier ressort, le Parlement, sur l'appel, pouvaient pour le fait de la capture et de la détention du troupeau, condamner les fermiers de la douane à des dommages-intérêts, en visant les termes de l'art 24 de la grande charte de 1343 qui garantissait aux habitants du Briançonnais la libre circulation, de tous voyageurs et marchands ambulants du pays et portait défense de saisir leurs bestiaux et marchandises :

ARTICLE XXIV. — « Item, concessit, mandavit, et ordinavit dictus Dominus Dalphinus, quod nullo unquam tempore de cætero Oficiales aliqui vel nobiles alii quicunque Dalphinatus aliquas bestias adventurariorum vel aliarum quarumlibet personarum Briançonesii mercatorum vel chamminerorum ejusdem Balliviæ Briançonesii accipere possint, nec eis liceat, vel detinere pro someriis¹ ad eundum ad aliquas cavalcatas, neque ipsos itinerantes Briançonesii aliquatenus fatigare. »

Les sieurs Claude Despons et Jean-Étienne Rossignol, dans leur édition de la *Transaction de 1641*, traduisent ainsi les termes de l'art. 24

« Item, a concédé, mandé, et ordonné le dit Seigneur qu'à l'advenir et en aucun temps que ce soit, les officiers ou autres nobles quelconques Dauphinois ne puissent prendre aucun bestail des marchands, voituriers ou autres du dit Briançonnais, non plus faire retenir leurs montures en aucune chevauchées ny leur donner de l'empeschement. »

Parallèlement à l'industrie pastorale, à l'élève du bétail avait lieu l'exportation des produits, le fromage, le beurre,

¹ On chercherait vainement dans le glossaire de Ducange une indication du sens du mot *sommerius*, qui soit intelligible et adaptable à la construction de la phrase ci-dessus reproduite. — Ducange donne au mot *sommerius* le sens de *sommier* ; les traducteurs de la charte, édition de 1641, ont donné avec raison, à ce mot, la signification de *monture*. Aujourd'hui encore dans le patois briançonnais, l'ânesse est désignée par le nom de *soumo*, *saummo* ; — *somme*, d'après le dictionnaire de l'Académie signifie le fardeau, la charge d'un âne, d'un cheval, (*bête de somme*).

les jeunes agneaux non réservés à l'accroissement de la population ovine. Le débouché était indiqué par la disposition des lieux et la pente des eaux. Ce fut d'abord l'Embrunais, pour l'ensemble de ces produits, et plus tard la Provence, pour les fromages plus spécialement. Avec des gens de conception prompte, de nature alerte, aimant le profit et l'argent comme les Queyrassins, ce commerce du fromage prit rapidement de l'extension et s'implanta dans les bourgs et les villes de la Provence où ses exploitants le monopolisèrent. Les Queyrassins eurent des maisons de commerce à Sisteron, Manosque, Pertuis, Cavaillon, Avignon, Tarascon, Aix et Marseille. Alors se fondèrent dans le 18^e siècle ces fortunes dont fait état le curé Albert et qui donnèrent à leur possesseurs la faculté d'édifier dans leur pays natal ces habitations dont le chroniqueur vante la magnificence relative et le confort.

Mais ces gains, tout notables fussent-ils, ces moyens sûrs, mais lents, d'arriver à la fortune ne pouvaient constituer longtemps un champ d'action assez vaste pour l'esprit d'entreprise qui s'était rapidement développé chez ces émigrants si bien doués pour le commerce.

Ils allaient bientôt rendre le monde entier tributaire de leur industrielle activité. L'Amérique du Sud dans son entier, le Mexique et le Guatemala virent ces audacieux poursuivants de la richesse fonder d'importantes maisons de commerce dans les centres populeux, dans toutes les cités de quelque importance.

Ceux qui furent les premiers créateurs et qui devinrent pour leurs compatriotes des initiateurs pour ce négoce extra-continental, furent deux membres de la famille Falque, dit Bonne, d'Aiguilles, Claude et Chaffrey, dont les noms doivent demeurer entourés de gratitude dans la mémoire des Queyrassins.

Claude Falque partit seul pour le Brésil et s'établit à Rio-Janeiro. Son frère Chaffrey, qui déjà avait réalisé une certaine fortune à Nice, s'associa avec lui et lui fit des envois de marchandises. Homme intelligent, honnête, ayant au plus haut degré l'esprit de famille et de com-

patriotisme, Chaffrey, qui avait fixé sa résidence à Lyon pour faire confectionner et expédier les marchandises à destination du Brésil, voulut faire participer ses nombreux frères et neveux aux profits de ce commerce qui s'accroissait chaque année très rapidement. La maison de commerce *Falque Irmaos* (Falque frères), devint la plus importante du Brésil pour la soierie, les parapluies, ombrelles et articles de Paris. Ce fut une école où de nombreux Queyrassins acceptés dans la maison comme employés, intéressés, associés, sous l'égide de l'inépuisable bienveillance de M. Chaffrey Falque, qui ne refusa jamais à aucun de ses compatriotes les conseils de son expérience et l'appui de son crédit, s'approprièrent la connaissance des ressources, des besoins des diverses régions du vaste continent sud-américain et ne tardèrent pas à fonder en nombre considérable des établissements commerciaux, que leur habileté, leur probité et leurs habitudes d'économie rendirent prospères.

C'est en 1840 que MM. Chaffrey et Claude Falque fondèrent leur maison de Rio-Janeiro. En moins d'un demi-siècle le nombre des établissements commerciaux des Queyrassins dans les deux Amériques est devenu si considérable qu'il est difficile de les énumérer.

Nous donnons ci-dessous les noms de la plupart de ces hommes intelligents, énergiques, dont l'esprit d'initiative, dont l'élévation dans l'échelle sociale par le travail et la bonne conduite font honneur à leur pays natal. Des omissions seront peut être signalées. Elles sont tout à fait involontaires. L'auteur de ces notes s'est assuré, pour dresser cette nomenclature, de tous renseignements en son pouvoir.

Queyrassins négociants, en Europe, en Amérique et en Orient.

NOMS	PRÉNOMS	LIEU DE NAISSANCE	NATURE DU COMMERCE	SIÈGE des MAISONS DE COMMERCE
Albert.				
Audier frères.	Jean et Antoine.	Arvieux.	Maître tailleur.	Valence.
Audin.	Barthélémy.	Aiguilles.	Mercerie, toiles, soieries, etc.	Santa-Fé de Bogota.
Berge frères.	Daniel et Jean.	Château-Queyras.	Marchand de vins.	id.
Bertrand et Perrol.	Pierre, Jean.	Pierre-Grosse.	Marchands de fromages.	Marseille.
		Aiguilles.	Mercerie, bijouterie, toiles, soies, habil- lements, chemises et confections.	Guatemala.
Bellon frères et Challe.	Honoré.	id.	id.	Buenos-Ayres.
Bellon frères.		id.	Epiciers.	Avignon.
Blanc (famille).	Jean.	Arvieu (Le Coin).	Marchand de fromages.	id.
Bonnet.	Antoine.	Aiguilles.	Mercerie, bijout., toiles, soies, chemises.	Santa-Fé de Bogota.
Bonnet (veuve Antoine).	Antoine.	id.	id.	La Paz (Bolivie).
Bonnet dit Champagno.	Michel.	id.	id.	Mexique, Guatemala.
Bonniard.		id.	antérieur, négoc., banquier, manufact.	Cannes, Embrun.
Bonniard frères, dits du Milieu.		id.	Mercerie, bijouterie, toiles, soieries, etc.	Rio-Janciro.
Borel frères.	Mathieu et Valentin.	La Monta.	id.	Marseille.
Bourcier (famille).	Jean.	Abriès.	Marchands de fromages.	Mexico.
Bourcier frères.		Aiguilles.	Mercerie, bijouterie, soies, confect., etc.	Buenos-Ayres.
Carlhan dit Décossy.		id.	id.	Valparaiso.
Challe dit Challety.		id.	Epicier.	Avignon.
Challe (veuve).	André.	id.	Mercerie, bijouterie, soies, etc.	Arequipa (Pérou).
Emile Challe.	son fils, dit Paris.	Aiguilles (Ville-Vieil.)	id.	Rio-Janciro.
Challe et Martinet.	André, Louis.	id.	id.	Buenos-Ayres.
Challe dit Cabassolo.	Jean, André et Antoine.	Aiguilles.	id.	id.
Challo frères.	Gaspard, Isodore, Prosper	au Roux.	Marchands de fromages.	Paris.
Challe frères.		Aiguilles (Prats-Bas).	id.	Air.
Chaillot.	Claude, Jean.	Aiguil (Ville-Vieille).	Mercerie, bijouterie, toiles, confections, articles de Paris.	Rio-Janeiro.
Colomb frères et Arnaud.	Jean, Charles.	Aiguilles.	Articles de Paris.	Lima.
Colomb et Meyer.	Chaffrey.		id.	Montevideo.
Falque.				

Falque frères, dit Bonne.	Chaffrey, Ant., Jos., Pierre	Aiguilles.	Articles de Paris.	Rio-Janeiro.
Garcin.	Jean.	Ville-Vieille.	Marchand de soies.	Lyon.
Gorlier frères et neveu.	Marion.	Moline (La Rue).	id. fromages.	Toulon.
Gorlier, André et Loubet.	Antoine, Joseph, Pierre.	Aiguilles.	Mercerie, toiles, confections, etc.	Valparaiso-Santiago.
Guérin frères, dits Estève.	Michel, Pierre.	id.	Articles de Paris.	Montevideo.
Guérin, dit Nabo.	Augustin.	id. (Prats-Bas).	id.	Rio-Janeiro.
Guérin, dit Oronce.		id.	id.	Valparaiso.. Mexico.
Guérin (famille).		id.	id.	Montpellier.
Guérin, frères.	Antoine et Jean.	id.	id.	Guatémala.
Guérin, dit Président.	Jean et Pierre.	id.	Epiciers en gros.	Valence.
Guérin, dit Abris.		id.	Mercerie, toiles, soies, confections.	Avignon.
Guibaud (famille).		id.	Marchand de fromages.	id.
Guérin, dit Marron.		Château-Queyras.	Tanneurs, marchands de peaux et cuirs.	Perpignan.
Guérin, dit Ratto.		Aiguilles.	Mercerie et confections.	Mexico.
Herbier.	Jacques	id.	id.	Lima.
Imbert.	Mathieu.	Abriès.	Marchand de fromages.	Marseille.
Isnel.		de la Chapelle.	id.	Nouméa.
Isnel.		Aiguilles.	Mercerie, toiles, soies, confections.	id.
Jouve.	André.	St-Véran.	Marchand de fromages.	Brignolles.
Jouve, oncle et neveu.	Antoine et André.	Aiguilles.	id.	Austr.-Sydney-Noum.
Jouve.	Jean.	id. (Ville-Vieille)	Mercerie, toiles, soies, confections.	Valparaiso-Santiago.
Jouve, dit Affauré.	Gaspard.	Aiguilles.	id.	Montevideo.
Jouve.	Jean.	id.	id.	Santa-Fé de Bogota.
Jouve.	Valentin.	id.	id.	Rio-Janeiro.
Laurent.		Ristolas.	id.	Romans.
Loyseau.		Aiguilles.	Epicier en gros.	Draguignan.
Loubet (famille).	dit Déguière, frère et nov.	id.	Marchand de fromages.	Santa-Fé de Bogota.
Martin (famille).		Abriès.	Mercerie, bijouterie, soies, confections.	Buenos-Ayres.
Martin, frères.		Ristolas.	Marchand de fromages.	Nîmes.
Mathieu.	André.	Roux.	id.	Toulon.
Meffre.	Antoine.	Aiguilles.	March. de fromages et de denrées col.	Italie, Lyon.
Meffre, frères.	Achille et Ernest.	id.	Mercerie, confections, soies.	Aix.
Meffre.	Claude.	id.	Marchand de fromages.	Constantinople.
Meffre, frères.	Chaffrey et Auguste.	id.	Mercerie, confections, soies, etc.	Bombay, Hanoi.
Merle (famille).		Abriès.	Mercerie, id.	Lyon.
			id.	Montevideo.
			Marchand de fromages et de denrées.	Marseille.

Queyrassins négociants, en Europe, en Amérique et en Orient.

NOMS	PRÉNOMS	LIEU DE NAISSANCE	NATURE DU COMMERCE	SIÈGE des MAISONS DE COMMERCE
Meissimily frères. Meyer frères. Noë frères (famille). Noë frères. Noë frères. Philip frères. Philippon (famille). Puy-Cot. Puy. Richard (famille), dit la Placite. Richard id. Rozan. Toy-Riont. Turini frères. Turin. Vasserot. Villan frères, dits Fourillon. Villan frères, dits Graillo. Vasserot Joseph, Auguste Falque et Valentin Peyraud. Pierre Falque et Meffre. Challe. Bellon. Loubet dit Verdalet. Barthélémy. Guérin dit Bourbon. Bonniard.	Hyaacinthe et Etienne. André, Pierre et Mathieu Philippe. Simon. Etienne. Barthélémy. Antoine. Charles, Jean, Gaspard. Jean et Gaspard. Isodore. Barthélémy. Gaspard. Joseph. Antoine et Auguste. Joseph et Antoine.	St-Véran. Aiguilles. Château-Queyras. Villo-Vieille. Aiguilles (Prats-Haut) St-Véran. Abriès. Château Queyras. id. Abriès. id. Ville-Vieille. Abriès. Aiguilles. id. id. (Ville-Vieille) Aiguilles. id. id. id. L'Echalp. Aiguilles. id. id. id. id.	Marchand de fromages. Epiciers en gros. Marchand de vins. Fabricants et marchands de parapluies. Marchands de fromages. id. Marchand de fromages et de denrées. Mercerie, bijout., toiles, soies, confect. id. Marchands de fromages et de liqueurs. Denrées coloniales. Commissionnaire en marchandises. Marchand de fromages. Mercerie, soies, toiles, confections. Epicier. Mercerie, bijouterie, quincaillerie, etc. id. id. id. id. Nouveautés. id. id. id. Nouveautés, mercerie, quincaillerie. Bonneterie et nouveautés.	Draguignan. Valence. Béziers. Rio-Janeiro. Avignon. Hyères. Marseille. Buénos-Ayres. Carthagène (Amérique). Toulon. Tifis, Marseille. Lyon. Marseille. Mexico. Avignon. Rio-Janeiro. Montevideo. id. Pétersbourg. Mexico. Valparaiso. Cochabamba. Rio-Janeiro. Santiago. Guatemala. Rio-Janeiro.

Les émigrants Queyrassins n'ont point, en majorité, perdu l'esprit de retour ; ils n'ont pas non plus, comme certains de leurs antécresseurs du commerce extérieur, regagné, pour ne plus l'abandonner, une fois l'ambition satisfaite et la fortune acquise, le foyer natal. Les usages de la vie actuelle, les extrêmes facilités de rapide circulation ont créé des habitudes qui donnent satisfaction, à la fois à l'amour de la montagne, ainsi qu'aux exigences d'une existence entourée de confort et de luxe, conséquence naturelle et presque fatale de l'acquisition de la fortune.

Ils se fixent dans les grandes villes et regagnent les fraîches prairies du Queyras, aussitôt les chaleurs venues.

Un incendie a dévoré en 1886 la plus grande partie du bourg d'Aiguilles. Les riches émigrants, à la voie de M. Gorlier, maire, et de M. le docteur Rozan, conseiller général, ont secouru généreusement leurs compatriotes moins fortunés.

Ils ont édifié pour eux-mêmes, sur l'emplacement des anciennes demeures des ancêtres, de superbes habitations ; le bon curé Albert s'extasierait à meilleur escient à la vue de ce luxe monumental qui dans cette région reculée des Alpes, serait inexplicable pour toute personne non initiée à l'histoire de l'émigration queyrassine.

Exprimons, comme opinion toute personnelle, le regret que le piano, l'exécrable piano, ait trouvé place dans les fourgons d'emménagements en vue de la villégiature estivale des riches émigrants.

ARISTIDE ALBERT.

ERRATIQUES ET MORAINES

Je trouve dans le dernier numéro (août 1889) du Bulletin un article sur les blocs erratiques et les moraines du bassin de Gap, qui pourrait égarer les personnes qui ne sont pas au courant de la question. Le but de la société d'études est double : fournir une occasion de publier des recherches ayant un intérêt local, répandre dans la région les notions générales acquises, la science faite. Remettre en discussion, sans arguments nouveaux, des causes déjà entendues et jugées, c'est faire rétrograder la science, non d'une façon absolue, du moins dans le milieu où se répandra l'écrit objet de ma critique.

Celui qui ouvrirait une bibliothèque fermée depuis 20 à 30 ans pourrait se demander si l'on doit attribuer les blocs erratique et les moraines des vallées à des courants diluviens. Mais celui qui est au courant de la science, qu'il la puise dans les livres les plus récents ou dans la conversation des hommes autorisés ne posera même pas la question. On sait que des courants, diluviens ou non, émousseraient tous les blocs qu'ils transporteraient et ne laisseraient sur aucun ces formes anguleuses, à arrêtes vives, ces groupes de stries profondes, qui caractérisent les blocs erratiques et les cailloux des moraines. Et la boue qui se trouve dans certaines parties des moraines, comment des courants violents ne l'auraient-ils pas emportée bien au-delà du point où s'arrêtaient les blocs ? Si les courants n'étaient pas violents, alors ce sont les blocs qui n'auraient pas pu arriver !

L'Éclectique du Bulletin regarde comme invraisemblables les pentes qui seraient nécessaires pour faire glisser ou rouler, sur la surface de la glace, les roches du Mont-Genèvre, du Viso, de l'Argentière, jusqu'à Gap (p. 177). J'accroîtrai volontiers la difficulté en disant que je les ai moi-même recueillies, sous la forme d'amas morainiques à la gare de Mison, près Sisteron. *L'Éclectique* se fait une idée très fausse de la façon d'expliquer le transport glaciaire. Un bloc de roche ne chemine pas parce qu'il

glisse ou roule sur le plan incliné que forme la glace ; c'est la glace qui marche, portant avec indifférence les blocs posés à sa surface ou profondément enchassés dans sa masse. Elle s'écoule par son poids et par la pression des masses surincombantes, ne différant d'une rivière que par la consistance et par la lenteur. Plus puissant véhicule que l'eau, elle amène jusqu'aux limites inférieures de son cours les monolithes, fussent-ils de 200 tonnes, autour desquelles l'eau s'écoulerait sans prise.

Certainement les torrents des Alpes transportent d'énormes blocs ! Mais c'est à des distances insignifiantes relativement à celles qui séparent une foule de blocs erratiques de leur lieu d'origine. Le transport cesse pour les matériaux volumineux là où la pente du sol n'est plus que de quelques degrés, c'est-à-dire à quelques cents mètres ou quelques kilomètres de la source. Et si l'eau roulait des blocs à des centaines de kilomètres ils arriveraient émoussés, arrondis, par des myriades de heurts.

L'Éclectique est frappé de la disposition symétrique des moraines des deux côtés de la vallée. Mais c'est précisément le caractère des moraines latérales des glaciers ! Les éboulis descendus des berges du glacier s'accumulent sur ses flancs, puis se déplaçant avec la glace qui les porte, jalonnent leur cours de longues traînées rocheuses. Si le glacier subsiste, il décharge ses convois dans la moraine frontale, là où il se termine. De même des cables sans fin, traînés le long de la vallée, iraient s'enrouler sur des treuils et s'amonceler en un point inférieur de celle-ci. Si le glacier fond et disparaît, il laisse tout le long de la vallée les témoins de son passage : blocs restés *anguleux*, qu'il portait à sa surface ; cailloux ayant pénétré sous la glace et s'étant *rayés* par leur frottement sur le fond rocheux du glacier, sous la pression de 200 ou 300 m. de glace ; boue provenant de cette trituration. De même après des travaux abandonnés, les cables de fer gisent allongés sur le sol au-dessus duquel ils couraient autrefois.

L'Éclectique nous parle d'un immense cours d'eau venant de l'Embrunais. Il était immense, non seulement

pour remplir la vallée de la Durance, mais même pour passer sur les plateaux qui séparent ce bassin de celui du petit Buëch (p. 175). Or, comme l'eau s'écoule beaucoup plus rapidement que la glace, mon imagination effrayée se demande qu'elle source inépuisable *entretenait* un si fantastique courant. Les mamelons de matières détritiques déposées sur le plateau entre Durance et Buëch peuvent s'expliquer autrement qu'en imaginant des tourbillons d'eau. Les roches tombées avec une inégale abondance sur les parties différentes du glacier pouvaient donner naissance à ces paquets isolés. D'autre part, si on suppose une nappe de dépôts primitivement continue, d'épaisseur à peu près uniforme, les érosions ultérieures ont dû entamer, découper ces dépôts et finalement n'en laisser que des tronçons isolés, comme ces témoins que les terrassiers laissent dans une chambre d'emprunt pour remblai, afin de marquer la hauteur primitive du sol.

Au surplus, je n'ai pas visité les lieux et je parle d'une façon générale, dans l'hypothèse qu'il s'agit bien de moraines. Cette supposition pourrait ne pas être exacte, car l'auteur parle (dernière ligne de la p. 175) de dépôts « en couches successives, parallèles », et il pourrait se faire qu'il eût confondu et qu'il visât dans sa note, à la fois de vraies moraines et des alluvions, celles-ci formées par la rivière s'il s'agit de la vallée; formées par des cours d'eau disparus, antérieurs au creusement de nos vallées, s'il s'agit des plateaux. C'est ici le cas d'être eclectique, en bien distinguant des êtres qui présentent des caractères différents, mais ce serait faire une œuvre antiscientifique que d'appliquer, suivant les lieux, des théories différentes à l'origine de matériaux qui présenteraient également les caractères par lesquels on définit les blocs erratiques et les moraines.

L. COLLOT

*Professeur à la Faculté des sciences de Dijon,
Membre de la Société d'Etudes des Hautes-Alpes.*

LES PRÉNOMS EN DAUPHINÉ

AU COMMENCEMENT DU QUINZIÈME SIÈCLE.

(Suite).

Les habitants des petits villages surtout se faisaient presque un devoir de choisir comme patrons de leurs enfants le patron de leur église paroissiale ou les saints auxquels des chapelles étaient dédiées. L' religion et les pratiques religieuses étaient mêlées à cette époque aux moindres actions de la vie. Aussi pour se faire une idée exacte de l'origine des prénoms, une étude complète de l'hagiologie de chaque province serait-elle nécessaire. St Michel vainqueur du démon et St Martin, deux saints si aimés, avaient des autels à peu près partout. St Firmin fut très honoré à Montpellier et dans tout le Sud-Est ; une chapelle avait été érigée en son honneur à Césane.

L'hagiomonastique nous donne 36 saints pour les Hautes-Alpes. Les noms de sept d'entr'eux étaient principalement portés au XV^e siècle : *Oronce, Constantin, Véran ou Urain, Arey, Arnoux, Vincent Ferrier et Constant*. Le nom de St Marcellin, archevêque d'Embrun, aussi populaire que Ste Anne dans cette ville si religieuse, a été peu usité comme prénom au moyen-âge. Le culte de St Arey (Arigius, Aredius) ne fut pas limité aux Alpes et au Dauphiné ; plusieurs églises lui furent dédiées en Provence et dans le Comtat. Le nom de St Démètre, fondateur de l'église de Gap et premier évêque de cette ville, n'a guère été recherché que par les Gapençais. Domitre Gauthier était cabaretier à Gap en 1570 ¹. 35 villages des Hautes-Alpes ont conservé des noms de saints. Le nombre des saints du département de la Drôme est un peu inférieur à celui des Hautes-Alpes. Au début du XV^e siècle, on choisit volontiers pour prénoms dans les diocèses de Valence ou de St-Paul et les diocèses voisins, les noms de St Félix, St Nicaise, St Paul, St Marcel, St Martin de Ulmis, vénéré

¹ *Bulletin de la Société d'Études des Hautes-Alpes*, 1887, p. 244.

spécialement à Valréas et à St-Paul, St Barnard, St Hugues, St Étienne, évêque de Die, dont le tombeau fut un lieu de pèlerinage fréquenté, St Ismidon, St Just, etc... Le nombre des archevêques de Vienne (Isère), canonisés est considérable. Le nom de St Mamert a été transformé en *Marmet*, *Meymet*, *Memotus*, *Mametus*, *Mamatus*, *Mein*, *Main*, etc. Dans notre région *Main* a été également formé par une contraction de *Magnus* (*Main* ou *Mein*). Quatre évêques de Grenoble seulement ont été canonisés. A l'exception de St Cérat, leur nom fut quelquefois donné aux enfants comme celui du Chartreux St Bruno. St Ferjus fut invoqué contre la fièvre et St Hilaire contre les tumeurs. St Vincent dont le nom se lit sur des monnaies et St Laurent sont des anciens patrons de Grenoble.

Un grand nombre de Saints, vénérésjadis, sont aujourd'hui inconnus et leurs noms absolument inusités. Quelques personnes au XV^e siècle se nommaient Ytrophe. Une chapelle de l'église St-Gervais à Paris était alors dédiée à St Ytrophe (Eutrope). Isabeau de Bavière, femme de Charles VI (1380-1422), avait pour lui un certain culte. Le « fiance » des fidèles dans la puissance de l'intercession de ce saint était moins grande cependant que dans le pouvoir de N.-D. d'Embrun et de St Michel pour lequel Charles VI, Charles VII et Louis XI eurent un culte tout particulier et à qui les chapelles des cimetières étaient souvent dédiées. On faisait brûler devant l'autel de St Ytrophe ou Ytrophe jusqu'à des cierges de 15 livres. Il existe trois Saints Eutrope, dont un a été évêque d'Orange et une Sainte Eutrope ou Eutropie. De la grande vénération pour un saint ou de la naissance le jour de sa fête sont dérivés les noms propres : *St-Michel*, *St-Denis*, *St-Martin*, *St-Jean*, *St-Benoît*, *St-Bénézet*, *St-Georges*, *Ste-Marie*, *St-Ferréol*, *St-Andéol*, etc. Ces noms se rencontrent en Dauphiné, en Provence et en Languedoc.

Beaucoup d'anciens prénoms ont disparu, comme *Florimond*, *Alzias* (*Alzéas*, *Alsias*), *A tsort* ou *Austort* (Paris) *Astorc* (Languedoc, *Astorge*, *Astorg*, *Adstort* et *Estor* (Dauphiné)... Au sujet de ce dernier nom, une remar-

que importante doit être faite. Quelques auteurs prétendent, sans preuves d'ailleurs, qu'*Astorg* a été seulement usité dans le Midi et antérieurement au XIV^e siècle. Au XV^e siècle il était encore employé aussi bien dans les provinces du Midi que dans l'Ile-de-France. Eustorgius, évêque de Limoges (1106-1137), occupa ce siège épiscopal durant 29 ans. *Enguerrand* n'a pas non plus disparu avec le XIII^e siècle. Vers la fin du règne de Charles VI, le nom *Davigny* ou *Daveqny* (*Tannegny*) fut dans toutes les bouches après l'assassinat de Jean Sans Peur, duc de Bourgogne par Tanneguy du Châtel, prévôt de Paris, à Montereau ; les partisans du roi s'empressèrent d'imposer ce nom à leurs enfants.

Un petit nombre de prénoms a été formé par aphérèse. L'aphérèse des noms était déjà usitée : *Colin*, *Colart*, *Dreu*, *Drieu*, *Drevet*, *Gonet*, *Monete*, *Nat* (midi), *Phanetta*, *Sandre*, *Taudonus*, *Telmon*, *Thévenin*, *Thonine*. En 1401, Colart Dance était menuisier à Paris, en 1405 Colin Tuebœuf, poissonnier et bourgeois de la même ville. Nat Paulmier était consul de Montpellier en 1397. Noble Colinet Radin était gardien de Vienne en 1395. Sandre Foresii ne la monnaie de Romans assista au Parlement Général des monnayeurs tenu à Vienne le 5 mai 1404. Boniface a donné naissance aux noms *Fasiot*, *Fasy*, *Faze*, *Fazy*, *Fasion*, *Fassion*, *Fazion*, *Fasius*, *Phasy*... Ces formes aphérésées sont fréquentes en Dauphiné et spécialement dans les Hautes-Alpes à partir de la fin du XIV^e siècle et au commencement du XV^e siècle. *L'Inventaire des archives seigneuriales de l'Argentière* mentionne Matheus Fasii ou Fasei, nobilis Fasius Isoardi, de Argentaria, Fasius Fabri, aux dates de 1401, 1407 et 1457. Boniface de Rame est appelé dans un même acte Bonifatius, Fazius, Fazio ¹. Ces divers noms ont donc bien été formés par l'aphérèse de Boniface et ne dérivent pas de Fasciolus, saint qui aurait donné son nom à un prieuré du Poitou, comme l'affirme Chastelain ² ; ils n'ont également

¹ Manuscrits de la coll. Vallentin.

² *Vocabulaire hagiologique ou recueil de noms de saints* par l'abbé Chastelain, chanoine de l'église de Paris, en tête du dictionnaire de Ménage.

aucun rapport avec Cléophas. Bonafazy se lit sur une inscription de Die en langue romane, plusieurs fois publiée :

AQUIS PARES ES QUMINALS
MAS LI MAISOS DE BONAFAZY....

Les noms propres *Fasi, Fasi-Fasi, Fazy, Fazis...* sont très répandus dans les Hautes-Alpes. *Colin, Colart, Dreiu, Drevon, Sandré, Sandre, Sandron, Nat, Telmon, Gonet, Naldinus*, sont des formes aphérésées de Nicolas, André, Alexandre, Bernat, Lantelme et Antelme, Hugonet et Guigonet, Reginaldus. Lantelme était plus usité qu'Antelme ; Telmon est dû plutôt à l'aphérèse de Lantelme qu'à l'aphérèse d'Antelme. Lantelmonus Gavareti, monnayeur de l'atelier de Romans, assista au Parlement Général tenu à Montélimar en mai 1435. *Baldus, Baudot, Baudet, Baudé, Baudart, Baudon...*, ne doivent pas être considérés comme les formes aphérésées d'Archimbaut, Archambault, Archambaud, Thibault, Raimbaud.... Baldus, d'origine tudesque, signifie hardi. Il en est de même pour *Gaud, Gaude....* qui n'ont pas été formés en général par aphérèse. St-Gaud (Valdus) était évêque d'Evreux au V^e siècle.

Quelques terminaisons en *oz* et les finales *at* et *al* apparaissent en Savoie et au nord du Dauphiné : *Odioz, Berlioz, Carlitz, Vuillermoz, Francoz, Termoz, Jacquoz, Emerial, Bernat, Michal, Michaletus....* La permutation des deux liquides *l* et *r* est assez fréquente : *Guillermus, Guirbert, Farconnet, Arbert, Ingerger, Anterme, Anserme, Termon, Theobardus....* Cette substitution de deux consonnes l'une à l'autre est ancienne. Les cartulaires de St-Chaffre, des Écouges, de l'église de Die, de la ville de Die nous donnent les formes *Vuilhermus* et *Arbertus* au 12^e siècle, *Willermus* (1193), *Arbertus* (12^e et 13^e siècle).... Cette dernière forme est employée dans le cartulaire de Domène. Celui de St-Barnard cite 14 Arbert à diverses époques, notamment Arbertus chanoine de Romans en 1068. Demême Sanctus Baldomerus est devenu St Galmier, Geaumier, Garmier, Germier. *Guillermus* a formé quelques noms propres : Veuillermet, Vuillermoz, Laguilhermie,

Guilherm, Guilhermy, Guilhermier, Guilhermin... Pour déterminer l'étymologie de *Girin*, il n'est pas nécessaire de recourir au tudesque ni de faire intervenir le mot *ger*, guerrier. *Girin* est une déformation de *Gilin* par substitution de *r* à *l*. Gilles et *Girin* (*Gilin*) sont de nos jours des noms propres ; en provençal Gilles se prononce *Gire*. Au sujet de la substitution de la consonne *r* à la consonne *l*, il est assez difficile d'établir une règle absolue. On peut toutefois affirmer qu'en général au moins, sinon toujours, cette permutation de consonnes a lieu *au milieu des noms propres*, lorsque la linguale *l* se trouve entre une des voyelles *a, e, i* et une consonne. De même *ulmus* (oume dial. montilien), *capitulum*, *apostolus*, *ululare*, *titulus* sont devenus *orme*, *chapitre*, *apôtre*, *hurler*, *titre* ; *l* est placé entre les voyelles *u* et *o* et une liquide. Le peuple transformait quelquefois au XV^e siècle *n* en *r* : le *soutanin* ou *satanin* (riche drap d'or) était appelé *satarin*, de même que *diaconus* a formé *diacre*. La transformation de *v* en *w* et l'orthographe *Witard*, *Waleran*, ● *Willaume*, *Willequin*, *Wuilbert* sont conformes à l'usage de cette époque (*widange*, *wider*, *weille*). *Mond* est écrit quelquefois *mund* suivant l'orthographe latine : *Florimund*, *Simund*, *Boemunz*, *Bermund*. La voyelle *i* était assez souvent intercalée avant les terminaisons en *er* et en *el* : *Gauchier*, *Rogter*, *Légier*, *Bérangier*, *Michiel*, *Miquiel* (Picardie). La consonne *k* était substituée volontiers à la consonne *c* au commencement des mots : *Katherine*, *Karle*, *Kassenatico*... On disait encore *Aloy* et *Amer* pour *Eloy* et *Omer*. A Paris Jean était parfois prononcé *Johan* comme en Dauphiné, en Provence et en Languedoc.

Des suffixes étaient fréquemment ajoutés aux prénoms des enfants ou des adolescents. Les diminutifs sont nombreux : *Johannetus*, *Armenonus*, *Hugonetus*, *Jacquetus*... Ces suffixes sont pour le Dauphiné : *el*, *et*, *in* (*inet*), *on* (*onet*), *quin*. Les suffixes *ard* ou *art* et *au* sont des augmentatifs : *Nicolard*, *Guigart*, *Jacquard*, *Nicolau*. Quant au suffixe *quin*, ajouté à quelques prénoms, c'est un diminutif : *Gilequin*, *Pierequin*, *Jossequin*, *Vilequin*.

La plupart des noms de baptême du XV^e siècle étaient

aussi portés comme noms propres et ces noms se sont transmis jusqu'à nous : Ram, Ramel, Rame, Ramet, Ramin, Ramelin, Ramey (la forme latine *Ramus* s'est perpétuée intacte dans le Gard), Gaucher, Gaucherin, Gaucherand, Gauchié, Gaucheret, Gaucheron, Ithier, Itier, Ytier, Lithier, Ithié, Itié.... Aussi l'étude de la forme et de l'origine des anciens prénoms est-elle beaucoup plus importante qu'on ne le croit. Elle permet de suivre les transformations successives des noms, de se rendre compte des altérations qui les ont complètement défigurés et de rectifier des étymologies tout à fait arbitraires qu'on en a données.

Les prénoms les plus recherchés par les Juifs étaient en général empruntés à l'ancien Testament : *Jessé, Salomon, Manassez, Abraham*... Ils recevaient quelquefois les prénoms de *Garson, Bonnet, Bendich*.

Antérieurement au XVI^e siècle et spécialement aux XIV^e et XV^e siècles, le prénom était parfois identique au nom surtout dans certaines régions : *Martinus Martini* (1323), *Leulzo Leutzonis* (1366), « procurator phiscalis Dalphinalis », *Reynaudus Reynaudi* (1366), *judex major appellatorum Dalphinalium*, *Guy Guy* (1373), *Martinus Martini* (1407), *Bermondus Bermondi* (1436), *Michaletus Michaloti* (1446 à Montélimar), *Guillaume Guillen* (1417 à Paris), *Isnardus Isnardi* (1405 à Gap).

Un petit nombre de prénoms, extrêmement répandus, finirent par acquérir dès le XV^e siècle un renom peu flatteur. Ils cessèrent d'être portés, ou du moins ils furent moins recherchés par les hautes classes de la société. Ce fait n'a pas échappé à Montaigne : « chasque nation a quelques noms qui se prennent, je ne scay comment, en mauvaise part : *Jehan, Guillaume, Benoist* ¹ ». Il faut ajouter à cette énumération *Catherine, Nicodème* et *Jofre* qui était pris dans le sens de niais (Bas-Dauphiné).

Un court passage d'un document inédit de 1323, dans lequel figure l'« *universitas hominum* » de la vallée de Romeyer, donnera une idée exacte des prénoms usités au

¹ *Les Essais*, éd. Didot, livre I, chap. 46, p. 139.

XIV^e siècle aux environs de Die : « Universitas hominum vallis de Romeario et de Charausis Dyensis diocesis et singulares homines ipsius universitatis congregati in simul, videlicet Gaufredus Mauriti, Petrus Montaisii, Hugo Arnaudy, Guilelmus Agrivolis, Guilelmus Clementis, Petrus Girardy, Bartholomeus Girardy, Petrus Regis, Petrus Davidis, Petrus Arnaudi, Stephanus Raynardi, Bontosus Gayeti, Bontosus Busati, Petrus Liotardi, Joannes Regis, Andreas Planelli, Petrus Planelli, Pontius Planelli, Stephanus Planelli, Petrus Garcini, *Martinus* filius *Petri* Martini, Stephanus Testu, Johannes Rey, *Guillelmus* Martini filius *Joannis*, Vincentius Liotardi, Marcellus Audefredi, Bertonus Alardi, Petrus Liotardi, Petrus Bernardi, Guilelmus Coco, Joannes Bonelli et Michaël Raynaudi unanimiter et concorditer ». Sur 32 personnes mentionnées, 9 s'appellent Petrus, 4 Guilelmus. Deux prêtres présents à cet acte en qualité de « procuratores anniversariorum Dyensis ecclesie » se nommaient *Guillelmus* Amalrici et *Petrus* Garnerii ; il y est encore fait mention de Joannes Revolli, Michaël Regis, Durandus Bruni et *Odo* Davidis filius *Guilelmi* Davidis ¹. Il résulte de cette énumération que les enfants recevaient le prénom de leur père dans les villages beaucoup moins souvent qu'on ne le croit. Dix ans plus tard, les prénoms sont sensiblement les mêmes ; leur ensemble ne s'est guère modifié. Guilelmus était encore recherché à Die au XV^e siècle ; un acte du 14 mai 1428 mentionne Guilelmus Gensonis senior et Guilelmus Gensonis junior « procuratores anniversariorum Dyensis ecclesie ».

Petrus était à Montélimar, comme dans la plupart des villes, un des prénoms préférés. Sur 7 témoins d'un acte du 15 mai 1421, 3 portent ce nom ; le notaire s'appelle aussi *Petrus*. L'« instrumentum actorie et procurationis universitatis Montilii » du 22 juillet 1446 donne la liste des « homines papales et comunes sic evocati et congregati ». Cette énumération des noms de 129 habitants de Montélimar peut servir de point de repère et permettre de déter-

¹ Manuscrits de la coll. Vallentin.

miner les prénoms les plus usités ¹. On trouve 38 Johannes, 17 Petrus, 11 Guillelmus, 9 Anthonius, 7 Jacobus ou Jacqueminus, 6 Stephanus, 3 Franciscus, 3 Bertrandus, 3 Glaudius, 3 Girardus, 2 Poncius, 2 Nicolaus, 2 Berthonus...

Les noms de baptême masculins les moins usités au commencement du XV^e siècle étaient en Dauphiné : Abel, Abraham, Adam, Adrien, Agapit, Ayme, Alanus, Achirey, Agne, Aleaume, Aliot, Amalric, Amiel (Amelin), Aunet, Archinart, Ambroise, Artus, Asse, Atgier, Atis, Aviel, Aycard, Baptiste, Barnabé, Barnaud, Balthasard, Benjamin, Barrachin, Bernon, Beroard, Bocher, Bodon, Briand, Bruno, Bonsenhor, Cardin, Clair (Cler), Cheritonius, Clément, Cléophas, Conrad, Constant, Constantin, Crespin, Damas et Dalmas, Daniel, Daude, Dauphin, Dionnet, Docho, Domergue (Dominique), Donnat, Dozias, Dronet, Edouard, Eloy, Ennemond, Erard, Erblant, Ermengaud, Estort, Evrard, Félix, Ferrand, Ferry, Flocard, Fouquet, Frelin, Fulcran, Gabriel, Gadifer, Gallehaut, Gallien, Garin, Gassot, Gantelme, Galvaing, Gencian, Gelinon, Geslin, Germain, Gilbert, Gontier, Grégoire, Gontard, Guélix, Gueyraud, Guiffrey, Guinet, Guiran, Guiraud, Hebert, Hebrard, Hamon, Hardouin, Hercule, Hervey, Huc, Hue, Hutin, Ignoscens, Ingelger, Isarn, Izac, Itier, Jérôme, Jehan-Baptiste, Jessé, Jude, Junien, Just, Juvenon, Ladre, Landry, Latgier, Lazare, Léautaud, Loup, Louvelet, Lourdin, Loisel, Loys (Louis XIII est, dit-on, le premier roi de France qui ait mis un u à son nom), Magloire, Mahieu, Mathelin, Maur, Mengin, Manssart, Materon, Meline, Méraud, Maurice, Maynet, Morellet, Natal, Nicaise, Nantelme, Nicod, Odoux, Omer, Oronce, Odobert, Otelin (Odelin), Oudart, Pelotan, Perceval, Ponet, Quenin, Randon, Réginald, Rican, Restitut, Renoul, Rivet, Roch, Rodet, Romanet, Roques, Sarrazin, Savary, Sébastien, Seguin, Salvarius, Siffrein, Sincère, Sixte, Sodanus, Silvion, Tachonus, Talabard, Théoffrey, Theobaldus, Thomé, Thierry, Tobie, Trimon, Tristan, Turpin, Vêrédème, Vissonus, Vidal et Vital, Urbain, Ynard (probablement pour Isnard), Ytrope (Eutrope), Zacharie, etc.

¹ *Cart. de Montélimar*, p. 279.

Aux listes des prénoms recherchés en Dauphiné déjà données p. 188 et 193, on peut ajouter les prénoms suivants et leurs nombreux dérivés : Adhémar, Agricol, Alzéas ou Alzias, Aymeric, Amaury, Alard, Armanonus, Anselme, Alexandre, Archambault, Amyeu, Amblard, Arey, Astort, Audifred, Aynard, Aynier, Auger, Barras, Baldus, Barthélemy, Bertrand, Berthet, Boniface, Bon, Bontoux, Carle et Charles, Cloud, Claude, Colard (Colin, Colet), Caprais, David, Denis, Dieudonné, Dragonet, Elzéar, Englés, Enguerrand, Estève, Eustache, Etienne, Firmin (Fermin), François, Gaudebert, Gaucelin (Gosselin), Gaucher, Gauthier, Gervais, Girard et Gérard, Giraud, Godefroy, Guillaume, Guillebert, Hélion, Honorat, Hennequin, Imbert, Isambert, Jacelmus, Jordan, Julien, Léger, Laurens, Lambert, Lancelin, Léonard, Léotard, Luc, Lionel, Mamert, Marin, Mathieu, Magnus, Milan, Marcel, Mondon, Monet, Olivier, Philippe, Raimbaud, Raoul, Reynier, Reynaud, Roger, Sibeud, Soffrey, Silvestre, Telmon, Valeran, Veran, Vincent, Yves, etc.

Quelques-uns de ces prénoms ont fourni un grand nombre de dérivés. On peut citer comme exemple 1° *Pierre* : Peyre, Peire, Père, Peironet, Peyrot, Piarre, Perrin, Peiron, Perron, Pière, Pierres, Perre, Perquin, Pierrequin, Perrenet, Perrinet, Perrot, Peyronnet, Peronin, Perron, Piérequin, Peret, Perrotin, Perrat, Piérart.... 2° *Alzéas* (prénom inusité depuis longtemps) : Alziarius, Alzeatius, Alsias, Alzias, Alziard, Alzés, Auzias, Alzon, Alzaret, Alzarin, Alzarel.... 3° *Raoul* : Raoulin, Raul, Raols, Raoulet, Raulequin, Raullet, Raolet, Raullin.... Jean, Guillaume, Jacques, Ode, André, Barthélemy, Nicolas, Falque, Geoffroy, ont également donné naissance à une série de dérivés connus de tout le monde.

En outre des prénoms féminins cités pp. 193, 194 et 195 on rencontre encore les suivants : Agnès, Alexandrine, Alinode et Helinode, Aliote, Aloyse, Ancelise, Andrione, Aïma, Antonine, Aymée, Aymonette, Babelonne, Barbe, Baudé, Béatrix, Belette, Blanche, Blonde, Briande, Camille, Cécile, Charlotte, Clara, Clémence, Dalmase, Dauphine, Delphine, Domengia, Dorette, Dragonete, Dulcie, Esmé-

niarde, Etiennette, Eulalie, Florence, Françoise, Gabrielle, Galberge, Gaude, Géliberthe, Geoffroide, Georgie, Gérarde, Gérentonne, Gervaise, Gilie, Ginette, Gonette, Guérine, Guicharde, Guiffrede, Guigonne, Guilhaumette, Guye et Guyonne, Henriette, Honorade, Igerne, Isoarde, Joffrede, Jolyette, Jordane, Jossaude, Josserande, Judith, Julie, Julienne, Laurence, Loyse, Luce, Lucrèce, Magdeleine, Maline, Marcelle, Marie et Mariette, Marthe, Mathilde, Monete, Montaigne, Montarsine, Nathalie, Nazeta, Nicole, Odette, Olympe, Oydelinde, Ourse, Pabine, Penella, Petronille, Philiberte, Philippe et Philippine, Polie, Polixène, Poncette, Ponette, Randonne, Renée, Richarde, Sancier, Saure, Scholastique, Serène, Simonde, Soffrede, Suzanne, Tacieta et Tassette, Terciane, Thiévenne (Etiennette), Urbaine, Victoire et Vienne.... Le prénom *Alasia* (Alasie), devenu nom propre en Dauphiné, a formé Alaysette, Alaysonne, Alaise, Aleysette, Alasine, Alasinette, Alasinelle... De même Astorgia a donné naissance à Austorgia, Durse à Dursie et à Drusie, Flora à Florida, Florette, Florie et Fleurie. *Phanetta* est une aphérèse de Stéphanette, comme *Nazeta* est une aphérèse de Bénazete.

Primitivement les prénoms les plus vulgaires étaient le plus souvent aussi recherchés par la noblesse que par les roturiers. La femme du président Jean du Drac, l'un des juges institués contre les Armagnacs, s'appelait *Jacqueline* d'Ay. A partir du XV^e siècle, les grands seigneurs commencèrent à affecter de porter seulement des prénoms profanes et « distingués », empruntés à l'histoire ancienne ou aux temps héroïques, en laissant les noms de baptême communs à la bourgeoisie et au peuple. Le clergé, qui se serait opposé à cet usage, si le peuple avait voulu le suivre, ne savait rien refuser à la noblesse et accédait volontiers à ses désirs. C'est alors que peu à peu deviennent fréquents les noms de femme Diane, Céta, Radegonde, Cassandre, Hartaure, Espérance, Sidonie, Ozanne... et les noms d'homme Melchior, Annibal, Ponthus, Achille, Esprit. Un beau nom était considéré comme un heureux présage : *bonum nomen, bonum omen*. La Bruyère a cruel-

lement raillé cette manie de vouloir paraître supérieur aux autres même par son prénom¹. Quant au nom de baptême *Roger*, l'illustre auteur des *Caractères* est dans l'erreur. Au moyen-âge Roger était recherché en France par les diverses classes de la société. En Provence et aux environs de Cannes, on choisissait volontiers pour patron St Roger évêque de cette dernière ville, mort au 7^e siècle ; ce prénom a même été porté par des femmes. Le Dauphiné seul nous fournit au début du XV^e siècle les formes Roger, Rougé, Rogerin, Rogier. *La Rogerine* ou *Practique de Roger*, ouvrage de médecine très répandu au XV^e siècle, avait pour auteur Roger de Parme. Olivier, Renaud et Rolland se rencontrent à toutes les époques, quoiqu'en dise La Bruyère.

On trouve quelques prénoms étrangers dans les textes français des premières années du XV^e siècle. On peut citer à titre de renseignement comme prénoms Italiens, Zérulus, Andréa, Galéace ou Galiache, Lionardo et Giovanni, comme prénoms Flamands Wauter et Jan, comme prénoms Anglais Walter, William, Matthew Humphry, comme prénoms Espagnols Vicente, Sance, Ferran, comme prénom Portugais Diago, comme prénoms Allemands Donch, Albin, Burckhardt, Hans, Gunther, etc. Gunther Zainer (1430-1478), célèbre imprimeur allemand, a édité en 1472 les *Etymologiæ* d'Isidore pour lesquelles il employa, le premier en Allemagne les caractères romains au lieu des caractères gothiques. Henry et Edouard étaient portés à la fois par les Français et par les Anglais. Il est intéressant et fort curieux de suivre les transformations successives des noms étrangers au XV^e siècle. Le langage vulgaire et la plume des copistes leur faisaient subir en France de véritables métamorphoses. Le capitaine anglais Matthew Gough devint Mathieu Goche, Matago, le seigneur de Matago.

On croit généralement que le nombre des prénoms portés par nos aïeux, il y a 4 ou 5 siècles, était fort restreint. Cette opinion erronée a été accréditée par divers

¹ Les caractères de Théophraste.

auteurs. Dès les premières années du XV^e siècle le nombre des prénoms était devenu considérable. Les prénoms masculins, que j'ai pu recueillir pour le Dauphiné seulement s'élèvent au chiffre énorme de *cinq cents* environ. Les prénoms féminins, qu'il est plus difficile d'étudier, parce que les femmes sont rarement mentionnées dans les documents écrits, dépassent à peine *cent vingt-cinq*.

ROGER VALLENTIN.

ESSAI HISTORIQUE

SUR

RIBIERS

(*Suite* ¹)

ÉGLISE DE RIBIERS.

L'église primitive de Ribiers était adossée au Château, au nord-ouest duquel on en voit encore les vestiges. Lorsque la population se fut considérablement accrue², cette église ou chapelle ne put plus suffire aux besoins du

¹ Voir le *Bulletin* de 1888, p. 187-198 et 281-294; de 1889, p. 31-49-120-122, 222-235.

² On lit dans un mémoire manuscrit, sans date, remontant, par les faits qu'il rapporte, à 1641, que Ribiers, qui était entouré de murailles, possédait deux portes « dont l'une est encore entière, est-il dit, « appelé la porte Maureau, au sortir de laquelle y avait un chemin public et royal qui descendait à la rivière du Buëch pour aller à Mison, « Gap et autres lieux et, par lequel les particuliers alloient aux possessions qu'ils avoient entre le dit lieu et le Buëch, comme preds, jardins « chenevières, et mesme le seigneur du lieu pour aller à un village « appelé Lagrand.... »

« L'autre porte, appelée du Barry, qui a esté depuis environ deux ans, desmolye en partie par la dite Dame (De Bressieu)... par laquelle on allait de là à la ville de Sisteron.... »

L'ancien bourg ne contenait que cette partie des constructions qui avoisinent le Château. La grande place et les maisons attenantes, ne doivent pas remonter au delà du milieu du 17^e siècle. Il est à croire que le quartier du Pontellard existait en dehors des murs de l'enceinte, de même que le chemin public qui reliait le Dauphiné à la Provence.

culte. La communauté songea alors à faire une construction nouvelle, c'est-à-dire l'église actuelle. Cet édifice ne contenait qu'une grande partie de l'emplacement du bâtiment. Vers la fin du seizième siècle, l'église se trouvait dans le plus fâcheux état. La voûte n'existait plus ; le clocher dont la flèche avait été abattue sans doute par la foudre, menaçait ruines. En 1598, l'évêque, en faisant sa visite pastorale, mit les habitants en demeure de la réparer. Dans les premières années du 17^e siècle, on mit la main à l'œuvre. On consolida d'abord le clocher tel que nous le voyons aujourd'hui ; on fit le chœur, qui n'existait pas, et l'on donna à l'intérieur de l'édifice le caractère byzantin en construisant les voûtes de la nef en arcs coupés avec nervures. L'adjudication de ce travail remonte à 1710¹. La tradition porte que la taille de la belle porte de l'église est celle de la chapelle de Clarescombes ; mais aucun document ne vient corroborer cette opinion. La chose est possible, car cette porte, de style roman, de même que les fenêtres, paraît remonter au 12^e ou 13^e siècle. Le magnifique rétable qui orne le chœur fut construit peu de temps après.

On lit dans une délibération du conseil de la communauté, en date du 3 février 1724, que François Richaud-Lacour, fermier de la terre et seigneurie de Noyers, originaire de Ribiers, s'était pourvu par requête auprès de l'évêque de Gap pour « avoir permission de poser un banc « et construire un tombeau à perpétuité dans l'église « paroissiale pour lui et sa famille ». Cette requête avait été suivie d'un décret du 23 octobre 1722 autorisant la double installation et commettant le curé pour choisir l'emplacement, de même que pour régler le don qui devait être fait par Richaud à l'église.

Le conseil prétendit que l'exécution de l'ordonnance épiscopale, entraînerait de graves difficultés et, qu'au surplus, il y a « dans l'église une tombe pour ensevelir tous les corps, moyennant la rétribution de trente livres pour chaque ensevelissement ».

Le conseil refusa l'autorisation.

¹ Archives de l'église curiale de Ribiers.

CHAPELLE DE NOTRE DAME DES FAYSSSES ¹.

A cinq cents mètres environ du bourg et à droite de la route qui met Ribiers en communication avec Sisteron, se trouve une chapelle dédiée à Notre-Dame des Faysses ².

Pendant assez longtemps, cette chapelle a été en grande vénération dans le pays et même dans la contrée. Les jours des fêtes de la Sainte-Vierge, les mères ou nourrices apportaient leurs nourrissons dans cette chapelle où l'on célébrait les offices divins. On ne manquait pas d'aller laver ces jeunes êtres dans la source qui coule tout près de là, espérant ainsi les préserver des maladies de leur âge tendre. Ce pèlerinage a disparu depuis la Révolution de 1789. On continue cependant, à célébrer la messe comme par le passé, dans cette chapelle, les jours de fêtes de la Vierge. Vers la fin du 18^e siècle, le cimetière qui se trouvait au midi de l'église paroissiale, a été par mesure de salubrité, transporté autour de la chapelle de Notre-Dame, en suite de l'arrêt du Parlement de Grenoble, du 16 janvier 1779, ordonnant que la déclaration royale du 10 mars 1776 concernant les inhumations, sera exécutée suivant sa forme et teneur. Cette déclaration défend d'enterrer dans les églises, chapelles publiques ou particulières, dans tous les lieux clos et fermés, à l'exception des archevêques, évêques, curés, patrons des églises, haut-justiciers et fondateurs des chapelles, à condition de faire construire des caveaux qui aient au moins soixante-douze pieds carrés en dedans d'œuvre, et qui soient pavés de grandes pierres, tant au fond qu'à la superficie.

L'article VII porte que les cimetières qui se trouvent insuffisants, seront agrandis, et que ceux qui sont dans l'enceinte des villes, bourgs et villages, seront placés ailleurs autant que les circonstances le permettront. (Affiche imprimée à Grenoble par André Giroud. — Archives de Ribiers).

¹). Au-dessus d'une fenêtre se trouve gravée la date de 1671.

²). On appelle Fayssse, dans le pays la ceinture ou lanière dont on enveloppe les nouveaux-nés.

ÉRECTION DE LA CHAPELLE DE SAINT-ROCH.

Pendant l'année 1720, nos contrées furent soumises à de terribles angoisses. La peste décimait la population de Marseille et de la Provence, et nos vallées se trouvaient sous l'empire de la plus grande frayeur. A Sisteron, on prit les mesures les plus sévères pour se préserver de l'épidémie. Les habitants de Ribiers, de leur côté, ne restèrent pas en retard pour se prémunir contre le fléau. Une garde sanitaire fut organisée¹. On disposa divers postes qui furent gardés nuit et jour pour ne laisser pénétrer sur le territoire ni personne, ni marchandises de provenance marseillaise.

Malgré la surveillance la plus active, on apprit bientôt que trois ecclésiastiques, originaires de Ribiers, étaient parvenus à rentrer au sein de leurs familles : on s'empressa de les séquestrer. On trouve, en effet, une délibération du conseil de la communauté² portant que « les trois
« abbés seront rigoureusement astreints à la quarantaine,
« qu'ils ne doivent plus avoir aucun rapport avec les
« gens du lieu, pas même avec les membres de leur fa-
« mille. »

« Pour subsister, des vivres, est-il dit, seront portés
« par une personne désignée, au lieu qui leur a été assi-
« gné, à la condition qu'ils rendront aux consuls les armes
« dont ils se sont saisis. » (Il paraît qu'ils avaient surpris et désarmé un poste).

Le pays fut indemne, et, en reconnaissance de cette faveur spéciale de la Providence, la communauté décida de construire une chapelle en l'honneur de Saint-Roch, à l'endroit où se trouvait l'oratoire qui portait ce nom, au quartier de la Grèze³. Pour y parvenir, le conseil pria le curé, le sacristain et les consuls de faire une quête générale dont le produit serait employé à cette construction⁴.

¹ Archives de la Mairie.

² 11 août 1720. — Archives de Ribiers.

³ La tradition locale porte que cet oratoire avait été érigé à la suite d'une peste qui avait sévi durement au quartier de Saint-Aubert, sans dépasser le torrent des Clarescombes.

⁴ Délib. du 17 avril 1721.

Afin d'obtenir plus facilement de l'évêque l'autorisation nécessaire, l'assemblée communale décida que, dans un but de dévotion, il serait célébré toutes les années, à perpétuité, dans cette chapelle une messe le jour de Saint-Roch, afin d'obtenir de Dieu que la population soit toujours préservée des maladies épidémiques et particulièrement de la peste.

Quoique cette chapelle n'ait existé que pendant quelques années, les habitants n'en ont pas moins conservé la louable habitude de se rendre annuellement en procession, le 16 août, au soleil levant, sur les lieux mêmes où avait été établie cette dévotion et où se trouve encore un oratoire, parfaitement entretenu, dédié à Saint-Roch.

Au-dessus de la porte d'entrée de la chapelle en ruines, se trouve une pierre carrée, incrustée dans le mur, de 0^m45 de côté portant ces mots, grossièrement gravés :

EX VOTO
RIPERENTIVM.
MDCCXXII

...OVINCIA (la première partie manque).

La présence de cette inscription, récemment découverte (elle se trouvait cachée par le crépi du mur), nous apprend que la chapelle de Saint-Roch avait été construite, à la suite d'un vœu des habitants préservés de la terrible épidémie qui avait fait tant de ravages à Marseille et dans les environs pendant les années 1720 et 1721.

AFFAIRES DE 1743.

Dans le courant de l'année 1743, il se déroula à Ribiers une triste affaire dans laquelle furent impliquées la plupart des meilleures familles du pays. On en trouve la relation dans un mémoire en forme de requête¹, adressé au juge du comté de Ribiers par Bois, père et fils, notaires, contre quelques habitants, tendant à obtenir correc-

¹ Mémoire composé de 30 feuilles de papier timbré du Dauphiné, à deux sols, signifié le 23 juillet 1743, communiqué par M. Adrien Massot, greffier de la Justice de Paix, et *Bulletin de la Société d'études*, page 55.
— *Notice sur Ribiers*, par M. Allard, 1883.

tion du crime d'injures grossières et réitérées, consignées dans diverses plaintes qu'ils avaient formulées dans le courant de l'année.

Jean Bois était notaire et procureur en la juridiction de Ribiers ; Henri Bois, son fils, ajoutait aux mêmes titres que son père, celui de châtelain du même lieu. La cause de tous les désordres que nous allons énumérer, avait pris sa source dans l'élévation de la position de fortune de la famille Bois. Un extrait des registres du Conseil d'Etat privé du Roi¹, nous fournit l'explication des faits qui donnèrent lieu à ce triste épisode de notre histoire locale.

Bois père et fils avaient trouvé, rapporte l'arrêt précité, « le secret d'amasser de gros biens dans la collecte de la « taille de la paroisse dont ils s'étaient chargés pendant « plusieurs années moyennant une rétribution annuelle « de près de 600 livres, de 4 deniers par livre pour la « recette du quartier d'hyvert, du dixième, et de la capi- « tation, indépendamment du bénéfice que les collecteurs « savent » employer. Cette commission les rendit redoutables. Les habitants, fatigués d'un joug aussi intolérable, voulurent le secouer en mettant au rabais cette charge. Ils trouvèrent parmi eux un particulier qui voulut bien prendre le même soin moyennant 75 livres par an. Elle lui fut adjugée par délibération du 26 décembre 1742. Les sieurs Bois, au désespoir de se voir enlever un emploi dont ils tiraient tant d'avantages, ne purent se contenir. Dans la même assemblée, ils firent éclater leur ressentiment, ce qui blessa profondément l'assistance. La nomination de Bois fils, en qualité de châtelain, mit le comble à la mesure. Le premier consul ne put souffrir à côté de lui ce nouvel officier du seigneur. Il appela à son secours le notaire Étienne Galle, qui saisit cette occasion pour faire son entrée à l'Hôtel de ville, où il n'était vu qu'avec peine.

Une circonstance nouvelle ne tarda pas à se présenter pour irriter contre les Bois les personnes qui déjà étaient trop portées à les jalouser : Joseph Faure, notaire et pro-

¹ Extrait de l'arrêt du 14 mai 1745. (Archives particulières).

cureur, ayant mal administré ses biens, Henri Bois fut obligé d'agir pour sauver du naufrage une créance considérable qu'il avait sur lui. Quoique le créancier eût pris tous les ménagements possibles pour ne pas indisposer le débiteur, ce dernier s'en émut ; et, pour se venger, il se jeta dans la confédération du premier consul Richaud et de Galle, Alexis Grégoire et Pierre Labory, ne tardèrent pas à se joindre aux mécontents.

Les chefs de la confédération n'ayant pas trouvé d'autres personnes disposées à embrasser leur querelle, y associèrent leurs enfants. Les desseins de cette ligue ne tardèrent pas à se faire jour. Le 16 décembre 1743, le châtelain ayant dû se rendre à l'Hôtel de ville pour autoriser une délibération relative à quelques affaires de la communauté, eut à subir les invectives et les huées de plusieurs des personnes présentes à la réunion. Ce fut en vain qu'il réclama le silence et le calme. Ses représentations ne furent pas écoutées. Labory, dominé par la passion, quitta sa place et adressa des paroles fort blessantes au châtelain. La délibération fut prise au milieu du tumulte et de l'agitation. Les délibérants sortirent ensuite de l'hôtel et se réunirent dans une maison particulière, où se rendirent plusieurs enfants.

A la suite de cette réunion, la situation s'aggrava d'une manière sensible. Bois père, alors paralytique, et Bois fils eurent à supporter tant d'injures et d'affronts de la part de la cabale, qu'ils se trouvèrent dans l'alternative ou de s'enfermer dans leur maison ou de quitter le pays. Depuis lors, les cabalistes publièrent partout que Bois père était un fripon et un voleur, qu'il n'avait fait sa maison que par des voies illicites, et que la rapine et le larcin avaient seuls donné quelque accroissement à sa fortune.

Bois fils ne fut pas mieux traité. Les confédérés ne le dénommèrent que sous les plus odieuses qualifications. Paraissait-il sur la place ? allait-il voir un ami ? se rendait-il à l'église, ils le suivaient en proférant des injures, en le coudoyant et l'obligeant en quelque sorte à en venir aux mains. Le père Faure ne le voyait jamais qu'il ne sautât autour de lui comme une bacchante. Il le saluait par

dérision, le complimentait suivant le formulaire arrêté dans les réunions de la cabale. Il l'invitait à manger « une salade » qui assurément aurait été de difficile digestion.

A l'exemple de Faure, plusieurs cabalistes firent à Bois les mêmes offres, qui n'étaient, à proprement parler, qu'une menace aux effets de laquelle il n'échappa que par la retraite. A peine pouvait-il se rendre aux audiences, encore était-il insulté en y allant, et, à son retour, dès qu'on le voyait sortir en robe de palais on se hâtait de lui crier *carnaval*. Il était présenté au public comme une mascarade. Les conjurés excitaient leurs chiens à le mordre, et l'on ajoute même que celui de Galle lui déchira la robe sur le corps. Labory fit un rabat en papier et le plaça à son cou. Il parcourut ainsi la place, ridiculisant Henri Bois et parodiant les marques distinctives des membres de la justice.

Ce n'est pas tout : les conjurés, non contents des excès dont on vient de parler, en les esquissant à grands traits, prirent de nouveaux moyens pour rendre à leurs scènes scandaleuses une plus grande publicité. Pour que leur passion fut complètement assouvie, les uns roulèrent de l'écorce d'arbre en forme de trompette pour en faire des porte-voix, les autres se servirent d'entonnoirs. Ils se réunirent sur la place publique et se rendirent devant la maison Bois, en criant, de toutes leurs forces, tout ce que le caprice et l'animosité leur inspirèrent.

Ces scènes durèrent plus de quatre mois. Ce ne fut que lorsque le juge du comté de Ribiers se fut aperçu que les conseils et les avertissements donnés devenaient inutiles, que, sur les ordres du premier président, commandant la province, on décerna prise de corps contre quelques-uns des coupables et que l'on instruisit le procès. Le calme ne tarda pas à se rétablir. L'instruction fut longue et laborieuse. De nombreux témoins furent entendus et dans la crainte d'un soulèvement et pour donner plus d'autorité aux magistrats instructeurs, on dut faire venir la maréchaussée de Gap, ainsi qu'un huissier et un sergent étrangers. Ces hommes séjournèrent pendant environ quatre mois dans le bourg, troublé par l'orgueil des uns et la trop

grande irascibilité des autres. Les choses en étaient arrivées à un point tel que les représentants de la justice s'oubliaient quelquefois à commettre des actes du plus regrettable arbitraire ; c'est ainsi qu'ensuite d'une ordonnance rendue par le Parlement de Grenoble « les cavaliers « de la maréchaussée vinrent enlever François Galle dans « son lit, dans son premier sommeil, sans luy donner le « temps de s'habiller et le traînèrent, après l'avoir mal- « traité, jusques à effusion de sang, en chemise, sans ha- « bit et sans culotte, dans un endroit où l'on avait coutu- « me de mettre les animaux les plus immondes, dans « lequel il y avait un pied d'eau, sans lui donner même « de la paille. Il resta plusieurs jours dans ce lieu, man- « quant de pain, de vêtements et des choses les plus né- « cessaires à la vie. »

Malgré les plaintes réitérées de sa famille, ce malheureux enfant ne finit par obtenir qu'après plusieurs requêtes une injonction aux sieurs Bois « de fournir à sa subsistance et de luy faire donner des aliments et de la « paille¹.»

Cette triste affaire eut son dénouement le 26 juillet 1743. Un jugement frappa vingt des habitants, convaincus « de s'être illicitement assemblés sur la place de Ribiers, en différentes fois, la nuit et le jour, pour insulter, injurier et diffamer de *faits, parolles et par gestes* les dits Bois, père et fils, et d'avoir récidivé ; d'avoir toléré et autorisé par leur présence les assemblées de leurs enfants, et déclarer qu'ils s'en repentent et qu'ils les tiennent pour gens de bien et d'honneur ». Ils furent condamnés à une amende de 1.500 livres envers la famille Bois pour lui tenir lieu de dommages-intérêts, et à solder les frais de la procédure et de l'instance liquidés à 1.039 livres, 9 sols, 2 deniers. Cette sentence les rendit solidaires et spécifia que les prisonniers seraient retenus jusqu'à entière libération².

Il y eut appel de ce jugement les 5 mai et 26 septembre 1744 : la haute cour de Grenoble mit à néant l'appel et

¹ Arrêt du Conseil d'Etat du 14 mai 1745, déjà cité.

² *Bulletin de la Société d'études*. Annéc 1883, p. 57.

ordonna que la sentence du 26 juillet 1743 recevrait plein et entier effet, et condamna les plus compromis à payer les frais de la main forte réglés à la somme de 500 livres.

Cette affaire fut en cassation ; elle n'eut pas un meilleur sort. Par arrêt du Conseil d'État privé du Roy, tenu à Paris le 14 mai 1745, les appelants furent déboutés de leurs demandes et condamnés à une amende de 150 livres. Cet arrêt ordonna, en outre, que « Étienne Galle, fils, « serait élargi et mis hors des prisons de Versailles, à la « charge de se remettre dans les prisons de la juridiction « de Ribiers, à l'effet de quoy il aura, est-il dit, les che- « mins pour prison. »

RIBIERS LIEU DE PASSAGE DES TROUPES.

Avant l'ouverture de la Route Nationale de Serres à Sisteron, les communications du Dauphiné avec la Provence avaient lieu par le chemin qui longeait la rive droite du Buëch, aussi voit-on, en consultant les comptes consulaires de la commune, que Ribiers servait souvent de lieu d'étape au nombreux corps d'armée qui se rendaient des vallées basses du Rhône vers les frontières des Alpes ou dans la direction de la Provence.

Nous trouvons en effet dans Bouche ¹ que lorsque Lesdiguières voulut entrer en Provence pour arrêter d'Epernon (Jean-Louis de Nogaret de la Valette) qui cherchait à se rendre indépendant dans cette contrée², après l'assassinat de Henri III par Jacques Clément, d'Epernon refusa de reconnaître Henri IV, et fit défection avec la meilleure partie de ses troupes. Le nouveau roi essaya cependant de l'employer³. Envoyé en Provence pour déjouer les intrigues du duc de Savoie, il mécontenta les habitants par son despotisme et sa rapacité et parut songer à se créer une principauté indépendante. Lesdiguières en fit la déclaration au noble duc, pour justifier ses intentions et lui

¹ *Histoire de Provence*, tome 11. p. 793 et Videt lib. 5, chap. 41.

² *Ephémérides pour servir à l'Histoire des Hautes-Alpes*, par M. l'abbé M.-E. Gaillaud, p. 104 et 105.

³ *Dictionnaire Général de Biographie et d'Histoire*, par Dezorby et Bachelet.

donner connaissance des motifs qui le portaient à entrer dans cette province avec les armées du roi¹. Il se trouvait en ce moment à Ribiers, avec ses troupes; c'est de là qu'il écrivit au noble duc la lettre qui suit, qu'il confia à La Fin La Nocle, envoyé du roi :

« Estant fidelle et affectionné serviteur du roy, comme
 « il est, et résolu d'obéir à ses commandements ainsi que
 « Monsieur de La Fin l'a déclaré de sa part à Monsieur de
 « Lesguidières, à Messieurs du Parlement et à la Nobles-
 « se ne peut justement entrer en ombrage de l'entrée du
 « sieur de Lesguidières dans la Provence avec les armes
 « de sa Majesté² n'y moins craindre d'en recevoir aucun
 « dommage : au contraire, il peut faire état certain qu'en
 « tout ce qui regarde le service de sa Majesté, il sera prêt
 « à luy rendre le sien : comme aussi de sa part la Nobles-
 « se et la Cour du Parlement.

« Et pour faire paraistre qu'ils ne sont poussez d'aucune
 « passion particulière, l'on est prest, ensuite des volontés
 « du Roy, d'entendre à la suspension d'armes, pour les
 « temps qui sera convenu ; Monsieur le duc d'Epernon
 « faisant tout aussitôt remettre ès mains des gentilhom-
 « mes les maisons et places qu'il a fait saisir depuis
 « que la ville d'Aix s'est remise à l'obéissance du Roy ; si
 « mieux n'aime les faire raser. Estant chose plus que
 « raisonnable, puisque les uns et les autres ne visent
 « qu'au service de sa Majesté. Et d'autant que le fort n'a
 « esté construit que pour réduire les habitants en leur de-
 « voir, et que maintenant ce sujet cesse ; pour leur ôter
 « toute sorte d'ombrage, il sera tout aussitôt, ladite sus-
 « pension accordée, desmoly et rasé ; le tout attendant les
 « ordres de Monseigneur le Connétable, auxquels le sieur
 « Lesdiguières rendra l'obéissance qu'il est obligé. »

« Fait à Ribiers, le vingt-huitième jour de mars mil cinq
 cent nonante quatre (1594)³.

¹ *Ephémérides pour servir à l'Histoire des Hautes-Alpes* par M. E. Gaillaud, p. 104 et 105.

² Henri IV.

³ *Biographie du Dauphiné*, tom. 11. page 72 par Adolphe Rochas.-
 Nota. On lit dans le *Journal des Opérations de Lesdiguières de 1586 à 1594* : « Mars. — 8 Départ de Monseigneur pour la Mure. — Arrivée

Si nous prenions la peine de parcourir tous les comptes consulaires de 1500 à 1789, nous pourrions nous convaincre que, pendant ces trois siècles, Ribiers a eu à supporter de lourdes charges militaires.

Ensuite de l'ordre verbal donné par le comte de Sault, le 20 décembre 1628, Ribiers fut invité à fournir le néces-

aux Digières. — 10, Puy Maure, d'où il mande toutes ses troupes leur donnant rendez-vous aux environs de Serres. — 27, il se met à la tête de ses troupes et arrive à Ribiers. — 29, à Saint-Estève-de-Cruys. — 30, 31 à Manne. » Ce n'est pas la seule fois que Ribiers ait vu les troupes de Lesdiguières. On en trouve la constatation dans le même journal (Biographie du Dauphiné p. 69). Année 1589. — Avril 1^{er}, aux Digières. — 5, à St-Bonnet et le même jour à Puy-Maure, Aspres. — 17, de Serres à Ribiers où il fit sa monstre de sa compagnie et de ses arquebusiers à cheval, — 18, à Serres. — 22, de Serres à Upaix. 23, à Ribiers où se trouvait la Valette. — Le même jour à Ventavon. — 24, à Puy-Maure. 26, à Châteauroux pour donner ordre aux pestiférés d'Embrun. — 27, à Puy-Maure, où il tombe malade. Le 7 août 1589, il s'arrête à Ribiers en se rendant de Serres aux Mées. Le 29 mars 1591, il se rend de Serres à Ribiers, le 30, à Lachau, le 31, à Séderon. A son retour, il passe à Ribiers, le 3 avril, se rendant avec ses troupes en Provence, où, le 13, il fait sa jonction avec l'armée de la Valette. Le 15 eut lieu le combat d'Esparron (en Provence). Le 21 août de la même année, il quitte Serres pour prendre la direction de Ribiers, où il séjourne le 22 et où il apprend la prise de Berre. — 23, il fait faire revue à sa compagnie. — 24, il part et vient à Château-Arnoulx. — 25, aux Mées. En octobre 1595, Lesdiguières fait une levée de 3000 hommes de pied pour une expédition en Provence, dont la lieutenance générale lui avait été donnée par le roi, et afin d'aider le duc de Guise, qui en était le gouverneur, à enlever les places encore occupées par d'Epemnon. Le 15 novembre, il part de Puy-Maure et arrive à Serres avec une partie de ses troupes ; d'Auriac s'arrête avec l'autre à Tallard. Le 16, l'armée arrive près de la Beaume (faubourg de Sisteron), où d'Auriac entre de vive force. 17-19, Préparatifs de siège. — 20, Grande escarmouche qui dura près de trois heures. Le corps d'armée de Lesdiguières avait dû comme précédemment, suivre le chemin de la rive droite du Buëch pour se rendre à la Beaume, et passer par Ribiers. M. Ed. De Laplane dans son histoire de Sisteron (t. II, p. 93 et 94), nous apprend que les premiers symptômes des troubles religieux éclatèrent dans nos contrées vers 1562 et que lors du siège de Sisteron en 1567-1568, le comte de Tende (Claude de Savoie), gouverneur de Provence, à la tête des troupes catholiques, s'approcha de la place, et alla en personne jusqu'à Ribiers, pour recevoir les seigneurs de Laborel, de Glandage (Claude de Loire) et de Ventavon qui, de concert avec la Gazette, lui amenaient de Briançon neuf compagnies d'infanterie.

saire à l'entretien de deux compagnies de gens de pied du régiment de Monsieur de St Paul de Noyers, dirigées sur les principales places des Alpes. Ces troupes restèrent 12 jours dans le pays. Une partie de la dépense, liquidée le 12 février de l'année suivante, devait être supportée par le bourg de Chorges. Celui-ci éleva de grandes difficultés pour se libérer et la communauté de Ribiers, après s'être inutilement adressée à son débiteur, se vit contrainte de recourir au cardinal de Richelieu, secrétaire d'État de la guerre, premier ministre de Louis XIII. Les consuls lui ayant adressé une requête, par arrêt signé à Grenoble, le 10 mai 1630,¹ il obligea Chorges à acquitter à Ribiers la somme de 288 livres qui lui étaient dues pour le séjour dans ses murs des deux compagnies du sieur de Saint Paul.

INSCRIPTION TROUVÉE A RIBIERS.

En parcourant le bourg de Ribiers, on trouve dans une ruelle qui longe les écuries du château, fixée dans le mur de la maison du sieur Durand Louis, une inscription qui paraît remonter au XV^e ou au XVI^e siècle. Cette inscription, grossièrement gravée sur une pierre du pays, contient les détails qui suivent :

PATIENTIB9

DAVIT : 145.

Nous devons à M. l'abbé Guillaume l'interprétation de cette inscription : M. l'archiviste de la Préfecture la traduite de la manière suivante :

Patientibus

Davit (pour David) : 145

Psaume 145, verset 7 (Le seigneur délie les liens de ceux qui sont enchaînés).

Cette pierre a dû faire partie d'un tombeau remontant aux guerres de religion.

SACRIFICE D'ABRAHAM

Lorsque de Ribiers on prend la direction du Nord-Ouest, en suivant le chemin vicinal qui conduit à Eourres par la

¹ *Archives de la Mairie.* — Dossier spécial ayant trait à l'affaire.

montagne, on rencontre à un kilomètre et demi, la maison de M. Firmin Plat de l'Adrech. Le voyageur s'arrête volontiers dans cette famille hospitalière, qui se fait un plaisir de faire admirer le beau panorama qui se déroule dans le lointain, de même que le magnifique panneau qu'elle possède, représentant le sacrifice d'Abraham, sculpté sur bois de noyer ou de chêne. Ce panneau mesure 0^m47 de large et 0^m62 de hauteur. Abraham est représenté tenant le couteau levé sur Isaac. L'ange apparaît aussitôt, prêt à arrêter la main qui va frapper. A gauche se trouve l'urne renfermant le feu destiné au sacrifice et, dans le fond, à droite, au milieu d'une forêt, un béliet embarrassé dans les ronces est saisi pour être immolé à la place d'Isaac. Ce panneau, fort ancien, paraît avoir appartenu à quelqu'un des meubles d'un des couvents du pays.

A. MOURRE.

LES ORNEMENTS

DU TRÉSOR DE N.-D. D'EMBRUN

A LA MORT DE L'ARCHEVÊQUE HONORÉ DE LAURENS
1612.

L'article qui suit est emprunté au tome II de l'*Inventaire sommaire des archives départementales des Hautes-Alpes*, en cours d'impression. Ils se rapporte à divers documents relatifs à la succession d'Honoré *du Laurens* ou plutôt *de Laurens*, archevêque d'Embrun (1600-1612). Un de ces documents est tout particulièrement intéressant. Il nous fait exactement connaître en quoi consistait le *droit de chapelle*, droit en vertu duquel le trésor de l'église métropolitaine d'Embrun a acquis et possède la plupart des nombreux et très précieux ornements dont, à juste titre, elle est si fière aujourd'hui.

Parmi ces ornements il y a lieu de mentionner les suivants : l'ornement « d'or frisé à double frise » de Rostain d'Ancezune (1494-1510) ; l'ornement « d'or paillé » du cardinal Nicolas de Fiesque (1511-17) ; l'ornement « de veloux violet obscur d'aute lice semez de grosses plaques d'or »

de Balthazar-Hercule de Jarente (1548-55) ; l'ornement « de toile d'argent très riche » de Guillaume de St-Marcel d'Avançon (1561-1600), le prédécesseur immédiat de l'archevêque Honoré de Laurens.

Autre détail précieux. En 1612, la chapelle actuelle de St-François qui longe la cathédrale d'Embrun, du côté droit ou du midi, n'existait pas encore. Honoré de Laurens, « sans en avoir conféré » avec le chapitre, avait « faict une bresche en la muraille de lad^e église, pour y fère construire une chapelle entre la sacristie et la chapelle de Saint-André »¹, et peut-être même voulait-il « bastir et construire deux chapelles » nouvelles, — « à quoy n'a été satisfait ». — Ce n'est que sous son successeur, Guillaume d'Hugues (1612-43), que la chapelle de St-François a été construite telle qu'on la voit maintenant.

P. G.

1611-1612. — Copie des lettres par lesquelles Louis XIII, désirant honorer « la mémoire du feu sire archevesque d'Embrun² » et « gratifier le sieur de Laurens, son frère, advocat au Conseil de sa Majesté, et luy donner moyen de satisfaire aux obsèques et funérailles de feu sire archevesque et d'acquiter partie de ses debtes, gaiges de ses serviteurs et frais de sa maladie, del'advis de la royne régente, sa mère, ... accorde et faict don audit sieur de Laurens des fruicts et revenus dud. archevesché, ses appartenances et deppendances, jusques au dernier jour de juin prochain ». Paris, 20 janv. 1612. — Signification des lettres susdites au chanoine Jean-Antoine Bruno, syndic du chapitre d'Embrun, 14 nov. 1612. — Pièces d'un pro-

¹ La chapelle de St-André avait été fondée en 1392, par Rodulphe ou Raoul Laurout, chanoine d'Embrun et de Sisteron, ainsi que le rappelle une belle inscription de l'époque (Voy. *Bulletin*, 1888, p. 141-142).

² Honoré du Laurens, né à Tarascon, le 7 mars 1554, suivit d'abord la carrière des armes, puis entra au barreau, enfin, après la mort de sa femme (1600), embrassa l'état ecclésiastique et succéda à Guillaume d'Avançon sur le siège archiepiscopal d'Embrun (1600). Il prit possession de ce siège le 16 déc. 1601, visita avec soin son diocèse, assista Henri IV, assassiné par Ravallac (14 mai 1610). Il mourut à Paris, le 24 janvier 1612. (Cf. Albert. *Hist. du dioc. d'Embrun*, 1783, t. II. p. 235-243).

cès intenté par le chapitre d'Embrun à « noble Jean-Baptiste de Laurens, filz légitime et naturel de feu R^{me} messire Honoré de Laurens, dernier archevesque et prince dud. Ambrun », afin d'en obtenir le payement de diverses sommes. Ledit Jean-Baptiste de Laurens ayant accepté l'héritage de son père sous bénéfice d'inventaire, le 21 février 1612, le chapitre d'Embrun lui réclame les sommes dues par l'archevêque, son père, savoir : « l'annatle de sa prébende canonically de Châteauroux, qu'a esté unie à la table archiépiscopalle et réduite à 60 livres viennoises que sont anellement la chascune desd. livres à 2 escus, revenant à six vingtz (120) escus ; plus, doit la *chappelle archiépiscopalle*, consistant en la chappe pontificalle, le grémial, les quatre chappes pour les quatre dignités qui assistent, et un'autre chappe pour le chanoine d'honneur qui tient la mittre ; aussy la chasuble pontificalle, deux dalmatiques pour les deux chanoines prébendes servans pour dyacre et soubz-dyacre, deux botines de soye blanche, avec les sandalz de mesme, et ung parement pour l'hault, le soubassement, selon la dignité archiépiscopalle et d'une église si cellèbre métropolle, deux chandeliers et ung vase d'argent pour l'eau bénite ; considéré que le cardinal de Flisco, archevesque¹, et l'archevesque d'Ancedune² oultre plusieurs paremens très riches donnés gratuitement, ont païé leurs chappelles, celluy-là, d'or paillé, et cestuy-ci. de drap d'or frizé à double frize et l'archevesque Jarente³ la païa de veloux violet obscur d'aulte lice, semez de grosses plaques d'or, et l'archevesque d'Avançon⁴ l'a donnée de toille d'argent très riche : de sorte que, du moins fault que lad^e chappelle soit de ve-

¹ Nicolas de Flisco ou de Fiesque, génois, élu archevêque d'Embrun après Jules de Médicis (puis pape sous le nom de Clément VII), en 1511. Il était encore archevêque d'Embrun le 18 octobre 1517 (*Cf. Bull. soc. d'étud. des Htes-Alpes*, 1888, p. 112, note 2).

² Rostain d'Ancedune ou d'Ancezune, archevêque d'Embrun d'octobre 1494 au 27 juillet 1510, époque de sa mort.

³ Baltazar-Hercule de Jarente, archevêque d'Embrun de 1548 à 1555.

⁴ Guillaume de St-Marcel d'Avançon, archevêque d'Embrun depuis 1561 jusqu'en juillet 1600.

loux à double poil d'haulte lice et du plus riche qu'on pourra trouver, avec les orfrez convenables. Est aussy deu l'anniversaire que led. feu seigneur archevesque est tenu fonder en lad^e église, lequel ne peult estre moingdre de cent escuz de capital. Comme aussy il doit à chascun des sieurs du chappitre ung bonnet. Et tout ce que dessus est deub par les revenus dud. archevesché qui y sont obligez et affectez. Et par-dessus cela, led. feu R^{me} seigneur archevesque, sans en avoir conféré ausd. supplians auroit faict une bresche en la muraille de lad^e église pour y fère construire une chappelle entre la sacristie et la chappelle Saint-André, ayant faict enlever les pierres de taille desquelles il se seroit servy allieurs. Etaussy, soubz prétexte de vouloir restaurer lad^e chappelle Saint-André il auroit fait deffaire la voute que estoit bastie de pierre de taille et employé les pierres aillieurs que pour lad^e église. Et ayant ruyné les fenestraiges d'excellente manufacture, fortz et bien trélissez, il n'y a faict fère que des fenestraiges minces et par où aisément on pourroit entrer, pour dérober en lad^e église et sacristie, n'y ayant faict mettre, au lieu des fortz trellisqui y estoient, que certaine légère ferrure de vieulx trelliz, prinst en son grand tynel : ce qu'il faudra estre estimé par maistres experts. Led. feu seigneur archevesque à son départ de ceste ville, auroit emprunté ung parement d'autel et ung livre appelé *Pontifical* que lesd. héritiers doibvent rendre ou bien paier la valleur, selon qu'il en sera convenu ou ordonné.» En outre, les chanoines croient que d'autres sommes importantes leur sont dues, ce « qu'ilz n'ont encores peu vériffier, à cause de la perte d'une bonne partie de leurs tiltres ; mais toutz les droitz cy-dessus spécifiés sont vérifiées par les tiltres qu'ilz ont exhibez et montrez aud. sieur de Laurens et au sieur de Saint-Martin, son beau-frère » (1612). — Citation à comparaitre, devant « Jacques Émé, docteur ez droitz, conseiller du Roy, vibali et juge roial au siège précidial du balhiage d'Embrun », donnée aud. Jean-Baptiste de Laurens, 20 mars 1612. — Prestation de serment, par-devant ledit Émé, vibailli, par Claude Jartous et Guillaume Baudet, « mestres talhieurs d'ha-

bits d'Ambrun, et Pierre Latèle, orfèvre, probes només pour la liquidation.... de[s] ornemens de chapèle archié-piscopale, » 18 mai 1612. — Copie de l'acte d'acceptation de l'héritage d'Honoré de Laurens, « quand vivoyt archevesque et prince d'Ambrun, avec bénéfice de droict et inventère, » par « Anthoine Vert, notère royal et greffier de la ville de *Cellon* en Provence, ... en quallité de procureur de noble Jean-Baptiste de Laurens, de la ville d'Aix, à ce spécialement fondé » (21 février 1612). Il y est dit que l'archevêque de Laurens est « décédé puis le 24^e jour de janvier dernier passé, dans la ville de Paris ». — Requête du chapitre au vibaili : il y est dit que « led. feu seigneur archevesque, sans l'avis et consentement de son chapitre auroit rompu et defformé la maistresse et principale muraille de lad^e église [d'Embrun], du costé du midy, pour y bastir et construire deux chappelles, à quoy n'a été satisfait ; que rend une grande defformité et indescence à lad^e église, si anciène et construite de si belle pierre de taille, d'une mesure ». On ajoute que les chanoines « estantz crédeurs de l'hoirie dud. feu seigneur » ont « faict saisir quelques meubles et quelques tounaux de vin, trouvés à la maison archépiscopale de la présente ville : ce que n'est suffisant pour la moindre partie de ce qui est deub auxditz supliantz et pour la réparation de lad. église ». Ils demandent de pouvoir faire saisir « ce qu'est deub aux héritiers du feu seigneur archevesque de la récolte de l'année 1611, que les rantiers de lad^e archevesché ont prins ». Ce qui est accordé par le vibaili Émé. « Guilhestre, le 11 febvrier 1612 ¹ ».

¹ Les documents analysés ci-dessus ont fait, le 2 juin 1887, l'objet d'une communication au congrès des sociétés savantes à la Sorbonne (*V. Bull. archéol. du Comité des travaux historiques et scientifiques*, 1887, p. 338-339). — Ils se conservent aux *Arch. des Hautes-Alpes*, série G, 344.

CHRONIQUE ET VARIÉTÉS

DON D'OUVRAGES ALPINS

M. Aristide ALBERT vient de faire hommage à la *Société d'études* d'environ quarante volumes d'ouvrages, brochures et plaquettes concernant les Hautes-Alpes ou les régions circonvoisines. Tous ces livres, à part peut-être une ou deux exceptions, manquaient à la Bibliothèque de la *Société d'études*, qui, cependant, est déjà assez riche en publications locales, comme on peut le constater dans chaque numéro du Bulletin, à la Bibliographie.

Cette bibliothèque tend, de plus en plus, à devenir le noyau d'une véritable *Bibliothèque Alpine* ou régionale.

Dans notre pensée, cette bibliothèque devrait renfermer : 1° tous les ouvrages relatifs aux Hautes-Alpes ; 2° tous les ouvrages publiés par des Hauts-Alpins ; 3° tous les livres imprimés dans le département, de quelque nature qu'ils puissent être.

Si l'exemple donné aujourd'hui par M. Aristide Albert était suivi, dans peu de temps notre souhait se trouverait en grande partie réalisé.

Quoiqu'il en soit, voici la liste des ouvrages que M. A. Albert a offerts à la *Société d'études*, le 11 octobre 1889¹. Nous appelons spécialement l'attention des amateurs sur le *Dictionnaire portatif* du curé Albert et la *Dissertation* de Richard-Calve, qui sont de toute rareté.

Académie Delphinale (Règlement de l'). Grenoble, Prudhomme, 1886, 14 p.

ALBERT (Aristide), *Le Monétier-de-Briançon et son établissement thermal*. Grenoble, F. Allier. 1884, In-16 de 81 p.

[ALBERT (Antoine), bachelier ès droits canonique et civil de l'Université de Paris]. *Dictionnaire portatif des prédicateurs français*, dont les sermons, prônes, homélies, panégyriques et oraisons funèbres sont imprimés, où l'on a marqué les meilleures éditions qui ont été faites et les jugemens que les sçavans en ont portés ; avec de courtes analyses de tous les traités de l'éloquence de la chaire qui ont paru en Français ; ouvrage utile à ceux qui se destinent au ministère de la

¹ Sauf indications contraires tous ces ouvrages sont de format in-8°.

- chaire et qui veulent se former sur d'excellents modèles. A Lyon, chez Pierre Bruyset Ponthus, rue Mercière, à la Croix d'Or. MDCLVII. In-16 de 488 p. (broché).
- ARGOUD (Ch.). Secrétaire-archiviste de la Chambre de Commerce de Valence. *Chemin de fer de Valence à Gap. Le tunnel du col de Cabre*. Visite officielle du 25 sept. 1886. Inauguration et description des travaux. Valence, A. Teyssier, 1886, 23 p.
- AUVERGNE (Chan). Académie Delphinale. *Document inédits relatifs au Dauphiné*, 1^{re} livr. *Cartulaire de Saint-Robert*. Grenoble, Prudhomme, 1864, 80 p.
- Association alimentaire de la ville de Grenoble. Documents complets*. Grenoble, Dauphin et Dupont, 1878, 36 p.
- BERTIER. Docteur en médecine et en chirurgie. *Observations sur les eaux d'Aix en Savoie*. Chambéry, Puthod, 1851, 44 p.
- BONTOUX (B.-B.-F.). Député par le département des Hautes-Alpes. *Rapport fait... au nom d'une commission spéciale, sur les inhumations*. Paris, impr. nat. Messidor an IV, 8 p.
- DALBAN. *Les amans par procuration*. Comédie en un acte, en vers libres.. représentée sur le théâtre de Grenoble, le 5 mars 1818. Grenoble, David, 1818, in-16 de 43 p.
- DUGIT (Ernest). Chargé du cours de Littérature française à la Faculté des Lettres de Grenoble. *Projet d'une réforme dans les études classiques*. Discours de réception prononcé le 27 déc. 1872 à l'Académie Delphinale, et *Réponse* de M. MAIGNIEN, président de l'Académie Delphinale, doyen hon. de la Faculté des Lettres de Grenoble. Grenoble, Prudhomme, 1873, 45 p.
- CHARRONNET, archiviste du départ. des Hautes-Alpes. *Monastère de Durbon et de Berthaud* (diocèse de Gap). Grenoble, A. Merle, s. d. 90 p.
- CHEVALIER (Ulysse). *La Chapelle de Saint-Michel de Romans*. Grenoble, Prudhomme, 1869, 16 p.
- CLOT-BEY, doct. en médecine et en chirurgie, premier médecin de S. A. le vico-roi d'Égypte, etc. *Relation des phases parcourues par l'institution médicale en Égypte sous les gouvernements d'Abbas et de Said-Pacha*. Marseille, Vial, 1862, 23 p.
- Club Alpin Français (Projet de)*. Paris, imp. Baronsse. s.-d. In-4° de 12 p. (Lithographie).
- ELWART (A.), professeur d'harmonie au Conservatoire impérial de musique de Paris. *Les Gants*, couplets improvisés et chantés au banquet du concours musical de Grenoble, le 16 août 1868. [Grenoble], Dardelet, 1 p. in-4°.
- FARNAUD (Le citoyen), secrétaire général de la préfecture des Hautes-Alpes. *Essai sur l'ouverture d'un canal à puiser dans le Drac d'Orcières, pour arroser le territoire de la ville de Gap et de quelques communes environnantes*. Gap, J. Allier, an x-1802. In-16, 72 p.—*Mémoire pour la ville de Gap*. An xii de la République. In-4° de 25 p. (Ce mémoire est signé : « Le maire de la ville de Gap, Blanc. »).

- Mais une note manuscrite ajoute : « M. Farnaud, secrétaire général de la préfecture, en fut le rédacteur »),
- GUIZOT, directeur de l'Académie française. *Discours... en réponse au discours prononcé par M. Lacordaire pour sa réception à l'Académie française* (séance du 24 janv. 1861). Paris, Didier, 1861, 28 p.
- ITIER (Jules), inspecteur des Douanes, délégué des ministres du Commerce et des Finances auprès de la mission française en Chine. *Du commerce français en Chine*. Paris, imp. royale, 1847, 109 p. (Extrait des *Annales marit. et colon.*).
- JUJAT (l'abbé), directeur au collège Saint-Joseph (Montrouge). *Couronnement de N.-D. du Laus. Poème en trois chants*. Gap, Delaplace 1856, 52 p.
- LA LUZÈRNE (G. Guillaume), ancien évêque de Langres. *Dissertation académique sur la nécessité de la religion dans les hommes en place, lue à l'Académie des Philareti, le 24 mai 1808*. S. l. n. d. in-16 de 28 p.
- LIOTARD. *Gap, Briançon, Embrun, Barcelonnette, Chorges et la Bâtie-Neuve, dans la question de la route directe par le torrent des Moulettes*. Gap, Jouglard, 1868, 22 p.
- LOISEL (P.-F.-C.). *Le 1^{er} mai 1837. Hymne d'amour et autres poésies monarchiques*. Gap, imp. J. Allier, s. d. 46 p.
- MARTIN (abbé C.), directeur du « Journal de la prédication populaire et contemporaine », auteur du « Panorama des Prédicateurs » (3 vol. gr. in-4°, 6^e édition), du « Répertoire de la Doctrine Chrétienne », de la « Théologie morale en tableaux » et du « Mois de Marie des Prédicateurs » : *Portraits littéraires des plus célèbres prédicateurs contemporains et études sur la prédication au XIX^e siècle*. Cet ouvrage contient : 1^o La biographie des plus célèbres prédicateurs de notre époque ; 2^o Des appréciations sur leurs moyens oratoires ; 3^o Des fragments de leurs discours comme pièces caractéristiques ; 4^o Des études sur la prédication au XIX^e siècle. Paris, 1858, iv-384 p.
- NAVILLE (Ernest). *Madame Swetchine. Esquisse d'une étude biographique*. Genève, Fick, 1863, 59 p.
- NICOLET (B.), secrétaire de la Société d'agriculture de Grenoble. *A la Patrie, souhaits*. 31 décembre 1872. — *Au travail*. 21 septembre 1873 2 f. in-4°.
- Observations en réponse au Manifeste du Comité Garnier*. Gap, Jouglard, s. d. 15 p.
- ORDINAIRE (D^r P.-C.). *Inondation de 1840 sur le littoral de la Saône et du Rhône*. Documents historiques..... suivis d'une notice sur les anciennes inondations de Lyon par Léon Bortel ; d'une pièce de poésie par M. F. BOUCHARD et de la carte de tous les pays inondés dressée par A. PELLAT. Mâcon, Chassipollet, 1840, in-16 de viii-160 p. et 1 carte.
- PERRIER (Casimir). *Quelques réflexions à propos de la prochaine session des Conseils généraux*. Paris-Troyes-Grenoble, 1864, 15 p.

- PIOLLET, substitut du procureur général près la Cour d'appel de Grenoble. *Étude historique sur Thomas et Albert de Bérulle, premiers présidents du parlement de Grenoble de 1760 à 1790*. Grenoble, Baratier et Dardelet, 1888, 58 p. 2 port. 1 pl. et 1 plan.
- RICHARD-CALVE (Blaise), né à Abriès (vallée de Queyras), département des Hautes-Alpes, docteur en médecine, ex-chirurgien externe de l'Hôpital civil et militaire de Montpellier, etc. *Dissertation sur la gymnastique appliquée à l'hygiène et à la thérapeutique*. Tribut académique présenté et publiquement soutenu à la Faculté de médecine de Montpellier, le 19 août 1818. Montpellier, Jean Martel aîné, 1818, in-4° de 116 p. (Hommage signé de l'auteur).
- ROUY aîné, membre de la Société géologique de France, etc. *Esquisse biographique sur Alexandre-Maurice Blanc de Lanaute, comte d'Hauteville, conseiller d'État et secrétaire des relations extérieures sous Napoléon 1^{er} (1754 à 1830), dédiée à S. A. le prince impérial*. Gap, Delaplace, 1863, 31 p.
- SAINT-ANDÉOL (M. de). *Notice sur les églises de Penol et du Mottier*. Lecture faite à l'Académie delphinale dans la séance du 27 avril 1860. Grenoble, Prudhomme, 1861, 14 p. et 2 pl.
- Simple exposition de quelques sentiments sur divers sujets de philosophie, de politique et de morale*, par l'auteur de plusieurs Essais de jurisprudence et de législation. Grenoble. Prudhomme, 1839, in-16 de 104 p.
- SERVAN, ancien magistrat. *Réflexions sur quelques points de nos lois à l'occasion d'un événement important*. Genève, 1781, in-12 de xxiv-224 p.
- VALLERET (Jean-Baptiste), curé de Saint-Véran. *Vie de Saint Véran, en Queyras, diocèse de Gap, suivie des exercices d'une neuvaine et d'un office en son honneur*, Gap. Al. Allier, 1848, in-24 de 180 p.
- VALSON (C. Alph.). *Le baron de Cauchy et l'œuvre des Ecoles d'Orient*. Paris. Adr. Le Clère, 1864, 54 p.
- VIAL (Paulin). *Un voyage au Tonkin*, 3^e édit. Grenoble, E. Baratier, 1887, viii-53 p.

PRIÈRE D'UNE MALADE A SON RÉVEIL.

C'est l'heure où la dernière étoile,
Ainsi qu'une vierge, se voile
Des blanches gazes du matin;
La nuit cède au jour qui s'avance,
L'aurore, sœur de l'espérance
Nous jette son reflet divin.

Et malgré ma souffrance amère,
Comme un pur encens, la prière
S'exhale de mon pauvre cœur,
Et vient sur mes lèvres brûlantes
Expirer en notes touchantes,
Tristes accents de ma douleur.

Mon Dieu, je suis ta créature,
Je m'abandonne sans murmure
Aux coups de ton bras paternel;
Sous ta colère je m'incline
Comme l'herbe de la colline
Sous l'orage qui vient du ciel.

Déjà de ses ailes funèbres,
La mort me rase et les ténèbres
Enveloppent mon horizon.
Je sens que ma lyre fragile
Hélas! pèse à ma main débile
En exhalant son dernier son.

Pourtant lorsque mon regard plonge
Dans ton ciel, un sublime songe
M'élève et me charme soudain;
Lorsque j'écoute le murmure
Des mille voix de la nature
Je sens se soulever mon sein.

Je sens s'allumer en mon âme
Une ardente et mystique flamme
Plus pure que l'astre du jour,
Je sens que ma lyre sonore
Se ranime et pourrait encore
Créer bien des hymnes d'amour.

A cette heure où je suis ravie
Je me prends à chérir la vie
A m'écrier : Seigneur, Seigneur,
Ferme ma tombe qui s'entr'ouvre
Rends-moi ma jeunesse et découvre
Le feu que tu mis en mon cœur !

Oh ! laisse-moi chanter encore
 Et les merveilles de l'aurore,
 Les blondes étoiles du soir,
 Et nos montagnes grandioses,
 Nos bosquets de lis et de roses,
 Et tout ce que mon œil peut voir,

L'azur sans fin, la mer immense
 Dont le flot toujours se balance
 Sous ton souffle mystérieux,
 Et qui seule, dit-on, soupire
 Ce nom que nul ne saurait dire
 Et qui n'est connu que des cieux !

Et si la douleur doit me suivre,
 D'elle s'il faut que je m'enivre
 Ou que je vibre incessamment
 Sous son étreinte violente
 Comme la fleur sous la tourmente,
 Comme, sous l'archet, l'instrument,

Que ta volonté s'accomplisse,
 Fais que toujours ma voix bénisse
 Tes impénétrables décrets ;
 Mais laisse-moi chanter encore !
 O Seigneur, à genoux j'adore
 Et ta grandeur et tes secrets !

Gap, 18 juin 1889.

MARIA COURT.

UN SOUVENIR DU SIÈGE DE LA ROCHELLE.

1628.

*Commandement au clergé du diocèse d'Embrun de
 payer sa part de la contribution de 1.320.000 livres
 imposées sur le Clergé de France pour solder les frais
 du siège de La Rochelle.*

Embrun, 11 décembre 1631.

L'an 1631 et le 11^e jour du mois de décembre raporte
 Je, sergent royal delphinal soubzsigné, qu'en vertu des
 contraintes de Mons^r d'Aguesseau, conseiller du Roy en

ses Conseilz et receveur général du Clergé de France, dattées du 19 d'avril 1630, signées par led. s^r d'Aguesseau, et à la requête de Mons^r M^e Charles Trolieur, conseiller du roy et receveur général des décimes en Dauphiné, m'estre exprès transporté de la ville de Grenoble, accompagné de M^e Jédéon Richard, à cheval, à la ville d'Ambrun ; où estant, j'ay faict commandement, de par le Roy, à Messieurs du clergé du diocèse d'Ambrun de payer tout promptement, après le commandement faict, aud. s^r Trolieur, dans la ville de Grenoble et dans son bureau de recepte, la somme de 3.236 livres, que led. clergé doit de reste de l'imposition de 1.320.000 livres des frais du siège de La Rochelle¹. Aultrement, et à faulte de ce, led. Richard proteste de tous despens, dommages et intérêts soufferts par led. Trolieur, à cause de l'avance par luy faicte de ladicte somme, ensemble du voiage et séjour faict exprès par ledit Richard et de moy dit officier, faulte de payement de lad^e somme. Et ce ay faict, parlant à mess^{rs} Louys d'Hugues, grand vicaire aud. diocèse². Lequel a répondu, au nom dud. clergé et des commis d'iceluy, que led. s^r Trolieur sçait bien qu'ilz ont une rescription de Mons^r d'Aguesseau contre luy de 1.470 livres ; laquelle il leur a promis de leur entrer sur lad^e nature de deniers ; et pour les 1.766 livres un sol restants, dit qu'ilz les ont payées, en ceste ville, il y a vingt moys, par ordre de Monseigneur l'Archevesque de Bordeaux³ et soubz la promesse qu'il a faict, par escript, de les en fère tenir quittes envers led. s^r d'Aguesseau. Laquelle pro-

¹ On sait que le cardinal de Richelieu dirigea en personne le siège de La Rochelle. Il ne s'en empara qu'au bout de treize mois, grâce à la famine et après avoir fermé le port par une digue gigantesque (1628). Peu après (février 1629), le célèbre cardinal traversait les Alpes, à la suite de Louis XIII et en compagnie du duc d'Epemon, du fameux Père Joseph de Paris, religieux capucin, de l'archevêque de Bordeaux Henri de Sourdis et autres illustres personnages.

² Louis d'Hugues, chanoine et chantre de N.-D. d'Embrun (1626), puis vicaire général et official (1631) et enfin prévôt du chapitre (1648-61).

³ Henri d'Escoubleau de Sourdis (1624-45), intendant de l'artillerie et de la direction générale des vivres au siège de la Rochelle.

messe le seigneur Archevesque d'Embrun¹ a porté en Cour, où il est à présent, pour la fère effectuer aud. seigneur de Bordeaux. Et, partant, ayant ainsy que dessus payé leur cotte-part desd. frais de La Rochelle, ilz supplient led. s^r Trolieur de ne les molester pas en despences, et d'attendre, s'il luy plaict, ce que sera avancé par led. seigneur archevesque d'Ambrun, ayant esgard à la ruïne et désolation de ce pauvre diocèse, qui est notoire à toute la France²; soubz les mesmes protestations qu'ilz font contre led. seigneur de Bordeaux. Et a prins la présente coppie, retirée par led. s^r d'Hugues, aux présences dud. M^{re} Richard, signé avec moy en mon original. En foy de ce me suis soubzsigné :

JAUSSAUD.

(Arch. des Hautes-Alpes, G. 74). — P. G.

DOCUMENT EN LANGUE VULGAIRE
DE 1185 ENVIRON.

*Acte d'engagement du château et de la villa de Barret³,
en garentie de la dot d'Ermengarde de Mévouillon,
mariée à Guillaume de Baux⁴.*

1180-1192.

Le document reproduit ci-dessous est un des plus anciens spécimens du langage parlé dans notre pays. Selon toutes probabilités, il est postérieur à l'année 1180, date de la mort de Bertrand de Baux, époux de Tiburge

¹ Guillaume d'Hugues (1612-1648).

² Par suite du passage, en 1629, de l'armée de Louis XII, qui allait faire lever aux Espagnols le siège de Casal et surtout à cause de la terrible peste de 1630 qui fit partout dans les Alpes de grands ravages.

³ Nous pensons qu'il s'agit ici de *Barret-le-Haut* et de *Barret-le-Bas*, canton de Ribiers (Htes-Alpes). Il pourrait se faire, cependant, que le document se rapportât à *Barret-de-Lioure* (Drôme) qui dépendait de l'ancien diocèse de Gap. C'est un point à étudier.

⁴ Cf. Dr L. Barthélemy, *Inventaire chron. et anal. des chartes de la maison de Baux*, Marseille, 1882, n° 96.

d'Orange¹, qui figurent dans notre document, et antérieur à 1189/92, époque approximative de la mort de Tiburge elle-même.

L'original de ce document se conserve aux archives de l'Isère, où il a été transcrit par M. Georges Pinet de Mantéyer, qui nous a gracieusement communiqué sa copie.

Déjà ce document a été publié, croyons-nous, par M. Paul Méyer, membre de l'Institut, directeur de l'*École des Chartes*. Nous le rééditons, cependant, parce qu'il est peu connu, très court et d'un grand intérêt linguistique et historique pour notre région.

Nous conservons scrupuleusement les signes graphiques de l'original, à l'exception des abréviations qui sont résolues et imprimées en *italique*. La fin des lignes est indiquée par un trait incliné.

Nous remercions tout particulièrement M. G. Pinet de Mantéyer de sa communication, avec le ferme espoir qu'elle ne sera pas la dernière.

P. G.

Titburs de aurenga. e wilelmus suus filius de aurenga. laudan e meton en guatge. a Raimon de medollo. e a ša moller. e a sos filz. lo castel de barret / e la uila. *per* cinc milia solz. e *per* cinc milia soldadas sens son engan de Raimun de medollo. e de sa moller. e de sos enfan. si menesfallia de sa filia / sa moller de wilelm de aurenga. o de lui sens legal here : E iura li. wilelmes de aurenga. lo castel e la uila de barret. que lo li renda / sens son engan. infra caranta dias quet el o sabria. o el. o unus de sos filz l'en somonria. o somonre l'en faria. e que non lo li tolla. ni tolre non lo li faza / ni non lo li garrei. ni guareiar non lo li faza. ni el. ni titbors de aurenga sa maire. ni om ni femina *per* els. ni *per* lur consentiment. e aisi o tenran. e li o atendran / sens son engan. E fan li iurar lo castel e la uila de barret az caslans. a Raimbaut. e a Bermon. e ad Vgo. e a Bertran. / que lo li rendan sens son engan. e que non lo li tollan. ni tolre non li fazan. ni non lo li guarreiam. ni guarreiar

¹ D^r Barthélemy, *op. cit.*, nos 41, 73 et 74.

² *Ibid.*, nos 75, 77, 80, 82, 87, 89, 91, 94, etc.

non lo li fazan en eguna guisa. E *qui* lo li tollia / ni'l li
 guarreaua : sens engan l'en aiudesan. Equet aizo atendum
 li sia : donan l'en ostatges. Guinant. Lonz de mont
 dracon. wilhelme / de cadarossa. wilhelme lautaut. Raimun
 de cortedo. Raimun isnart. Raimun de merindol. wilhelme
 de la claustra. Bertran de sant xpistouol. wilhelme / de
 sant Michel. E iuran li aquist ostatge return in la ciutat
 de aurenga. infra caranta dias quet il sabrian quet aizo
 non li fos atendum. o el. o unus / de sos filz. los en
 somonria. o somonre los en faria : sens son engan ; /

DONS DIVERS.

Pendant le trimestre qui vient de s'écouler, nous avons
 reçu pour les archives des Hautes-Alpes et pour le musée
 départemental, en formation à l'hôtel de la préfecture,
 les nombreux documents et objets suivants :

I. *Pour les archives départementales.*

1° De M. MORIN-PONS, banquier à Lyon, un lot de 60
 volumes d'anciennes minutes de notaires, se rappor-
 tant aux communes de Montmorin, Bruis, Ste-Marie et
 autres lieux de la vallée de l'Oule (Hautes-Alpes). Elles
 sont de :

Gabriel Gielly (1598-1633), 15 art. ;
 Alexandre Gielly (1635-74), 29 art. ;
 N. Gielly (1680-1710), 11 art. ;
 N. Gielly-Prérond (1712-1727), 5 art.

2° De M. PRAT, conseiller général des Hautes-Alpes, à La
 Salle, deux rouleaux de parchemin, dont un de 4 peaux,
 renfermant un arrêt du parlement de Grenoble, sur
 requête des habitants des Hières, section de la commune
 de la Grave (Htes-Alpes), qui autorise lesdits habitants des
 Hières à administrer leurs affaires locales indépendam-
 ment de celles de la section de la Grave. Grenoble, 14
 août 1540.

3° De M. l'abbé ARNAUD, curé de Serre-Eyraud (com^e
 d'Orcières), un parchemin de 1368, relatif à un accord
 entre Bernard Fournier, prieur du prieuré de St-André-

lès-Gap, ordre de Cluny, et nobles Guillaume et Jean de Montorsier, Alexandre Baudouin et Pierre Fabre, d'Orcières, au sujet des dîmes de la paroisse d'Orcières. Gap, rue Droite, 9 mai 1368.

II. Pour le musée départemental.

1° De M. l'abbé Joseph HAAS, prêtre en retraite à Gap, un support de statue (?) en bois, de 30×17×13 centimètres, sur lequel sont sculptées les armoiries (mutilées) du chapitre de l'église cathédrale de Gap (*de gueules au bras bénissant en pal d'argent, au chef cousu d'azur chargé de trois étoiles d'argent*), avec cette légende, disposée en ovale (de 19×17 centim.) : † · SIG · CAPITVL · ET · ECCL · CATE · VAPIN ·

2° De M. ARTHAMALE, ébéniste à Gap, un coffret en bois, du XVI^e siècle, de 23×17×12 centimètres, recouvert en partie de vieux cuir et en partie, d'un fragment de parchemin du XIV^e siècle, avec ferrures, serrure et clous ornés.

3° De M. l'abbé PELLEGRIN, curé du Puy-St-Eusèbe (canton de Savines), une monnaie de Domitien (81-96), moyen-bronze, avec la légende, au revers : AVGVSTI FORTVNA. Trouvée au Puy-St-Eusèbe en sept. 1889.

4° De M. le commandant MÉYÈRE, de Gap, un liard de Louis XIII.

5° De M. BIARNAY, instituteur à St-Laurent-du-Cros, un *Liard de France* de Louis XIV.

P. G.

NÉCROLOGIE.

LE CARDINAL GUILBERT.

S. É. le cardinal GUILBERT, archevêque de Bordeaux, ancien évêque de Gap, l'un des premiers membres fondateurs de la *Société d'études des Hautes-Alpes*, est mort à Gap, le 15 août 1889.

Mgr Guilbert (Aimé-Victor-François) naquit à Cérizy-la-Forêt (Manche) le 15 novembre 1812. Il commença ses études au collège de Saint-Lô, les continua au petit et

au grand séminaire de Coutances. Ordonné prêtre le 17 décembre 1836, nommé successivement professeur au petit séminaire de Coutances et à celui de Muneville, après avoir passé un an chez les missionnaires diocésains, il devint supérieur du petit séminaire de Mortain (1851), fonda et dirigea celui de Valognes (1853), fut nommé curé-doyen et archiprêtre de la même ville (1855) et, peu après, vicaire général honoraire de Coutances.

Appelé au siège épiscopal de Gap (16 mai 1867), Mgr Guilbert fut préconisé le 29 septembre suivant, sacré à Valognes le 10 et intronisé à Gap le 26 du même mois.

Il se rendit à Rome, en 1869, pour assister au concile œcuménique du Vatican, et renouvela ce voyage en 1875, en 1879 et en 1886.

En 1877, tandis qu'il était encore dans les Alpes, Mgr Guilbert qui, depuis 1866, était chevalier de la Légion d'honneur, fut promu officier.

Il s'occupait alors activement de la construction de la nouvelle cathédrale de Gap, commencée peu avant son arrivée parmi nous, sous l'épiscopat de Mgr BERNADOU, actuellement cardinal et archevêque de Sens.

Nommé, en 1879, successeur de Mgr Bataille au siège épiscopal d'Amiens, Mgr Guilbert refusa d'abord de quitter le diocèse de Gap, qu'il aimait vivement et où il était grandement estimé, vénéré et aimé; mais, par ordre du Souverain Pontife, il dut revenir sur sa détermination. Dans le consistoire du 22 septembre 1879, Léon XIII le transféra de Gap à Amiens. Il prit possession de son nouveau siège le 18 novembre.

En 1883, après la mort du cardinal Donnet, pour le remplacer, le Président de la République « songea à Mgr Guilbert, qui déclina cette offre, comme il avait fait, en 1881, pour l'archevêché de Cambrai. Mais le pape Léon XIII ayant fait appel à son esprit d'abnégation et d'obéissance, il accepta la succession du cardinal Donnet ». Il fut promu à l'archevêché de Bordeaux le 9 août 1883 et installé le 21 septembre de la même année.

Mgr Guilbert venait d'être créé cardinal de la sainte Église Romaine, le 24 mai 1889.

« Toute sa vie, il a été passionné pour la science ecclésiastique et pour les questions philosophiques et sociales. Dans chacun des diocèses qu'il a gouvernés, il s'est beaucoup occupé des études du clergé et a fort encouragé les travailleurs. Un de ses premiers soins en arrivant à Bordeaux a été de restaurer les conférences ecclésiastiques et de leur imprimer une direction rigoureuse scientifique » (*Polybiblion*, de sept. 1889, p. 271).

Comme le rappelait, dès 1883, le *Bulletin de la Société d'études* (p. 372), « durant son séjour à Gap, Mgr Guilbert a publié divers écrits qui lui ont acquis une immense réputation ». Les principaux sont : *La Divine synthèse* (1867-69) dont la 3^e édition a paru en 1889; *Des devoirs du prêtre touchant la politique*, deux lettres, 1873; *La question du Budget des Cures*, 1877; *Monde et Dieu ou le fini et l'infini et leurs rapports*, 1879; *L'Église et la République*, 1879; *Lettre à un sénateur sur la crise religieuse présente*, 1879, etc. Il a publié depuis : *Le Divorce* et *La Démocratie* (1886), etc ».

« Certains de ses écrits ne recueillirent point, sans doute, l'unanimité des suffrages, mais témoignèrent du moins de la persévérante activité de sa pensée ».

« En tout cas, ses hautes vertus et son admirable piété lui ont valu le profond respect et la fidèle affection de tout ceux qui l'ont vraiment connu. Il a vécu et il est mort comme un saint ».

Le 29 juillet 1889, Mgr Guilbert s'était rendu à Gap pour y sacrer notre nouvel évêque, Mgr Berthet. La cérémonie eut lieu très solennellement le 1^{er} août, dans la cathédrale en construction, préparée pour la circonstance. Ce fut une belle et touchante fête pour l'église de Gap.

Le jour du sacre, après le dîner, Mgr Guilbert aimait à redire : « Les Alpes sont belles pendant l'été; elles sont belles pendant l'hiver... elles sont belles toujours! » Et nous l'applaudissions de tout cœur... Nous n'ignorions pas, d'ailleurs, que bien des fois, soit à Amiens, soit à Bordeaux, il avait exprimé le désir de mourir dans ses Alpes bien-aimées...

Pendant les quinze jours que Mgr Guilbert demeura

parmi nous, il se fatigua, se surmena par le don qu'il fit de lui-même à toutes ses anciennes connaissances de Gap, du Laus, d'Embrun. Le 14 août, il fut tout à coup sérieusement indisposé et, le lendemain, jour de la fête de l'Assomption, à trois heures du soir, il s'éteignait saintement dans ce palais de Gap où il était venu commencer sa carrière épiscopale, « près de Notre-Dame du Laus, qui avait reçu sa première visite en 1867 et qui, en 1889, devait encore recevoir les derniers hommages du vieil archevêque dans la pourpre du cardinal ».

Tous les journaux locaux ont consacré à la mémoire du cardinal Guilbert des articles nécrologiques. Mentionnons ici : les *Annales de N.-D. du Laus*, l'*Annonciateur*, les *Alpes Républicaines*, les *Alpes Démocratiques*, *La Durance*.

Plusieurs numéros de la *Revue catholique* de Bordeaux lui sont sous uniquement consacrés. Celui du 25 août contient des notes précieuses sur le vénéré cardinal et celui du 10 septembre, la magnifique oraison funèbre prononcée à ses funérailles par Mgr Germain, évêque de Coutances.

La *Société d'études* vient encore de perdre deux de ses membres les plus dévoués :

M. l'abbé Léopold-Claude-Laurent PIC, ancien curé d'Upaix, né à la Grave, le 15 août 1838, mort en retraite à Méreuil, le 6 juin 1889.

M. Auguste BURLE, « le botaniste bien connu, dont la connaissance des montagnes et de leur végétation n'avait d'égale que sa modestie ». Il est décédé à Gap, le 12 septembre 1889. Il laisse une collection considérable de plantes alpines, parfaitement classées. Nous faisons des vœux pour que cette précieuse collection soit réunie, si possible, aux autres collections d'histoire naturelle déjà installées à l'hôtel de la Préfecture à Gap. P. G.

BIBLIOGRAPHIE ALPINE

598. ACHARD DE GERMANE, procureur général. *Discours prononcé devant la Cour royale de Grenoble, le 3 nov. 1824... sur la légitimité, dans ses rapports avec la morale, la religion, les arts et les sciences.* Grenoble, s. d. 16 p. — S. (Don de M. de B.-P.).

599. ALBERT (Aristide). *Biographie-bibliographie du Briançonnais. Vallée du Queyras. Canton d'Aiguilles.* Gap, 1889, in-8° de 53 p. — S. (Hommage de l'auteur).

600. ALLEMAND (M. l'abbé F.). *L'église des Marrons. Poème en trois chants.* Gap, Jouglard, 1889. In-8° de 23 p. — C.

601. BARTHÉLEMY (D^r L.), correspondant du ministère de l'Instruction publique, président de la Société de Statistique de Marseille, etc. *Inventaire chronologique et analytique des chartes de la maison de Baux*, accompagné de quinze planches de sceaux, cinq tableaux généalogiques et d'une carte des possessions françaises de cette maison, etc. Marseille, 1882, in-8° de xxi-652 p., xv pl. et 1 carte. — *Procès-verbal de visite, en 1323, des fortifications des côtes de Provence et des munitions d'armes et de vivres depuis Albaron (Bouches-du-Rhône) jusqu'à la Turbie (Alpes-Maritimes). Résistance de Marseille aux ordres du Roi.* Paris, 1882, in-4° de 74 p. (Extrait des *Mélanges historiques*, t. IV). — *La ville des Baux et ses seigneurs.* Marseille, 1882, in-8° de 28 p. II pl. et 1 plan. — *La savonnerie marseillaise, son origine et son développement pendant les XV^e et XVI^e siècles.* Marseille, 1883, in-8° de 22 p. — *Entrée du roi François I^{er} à Marseille en 1516, racontée par un notaire.* Marseille, 1884, in-8° de 8 p. — *François Laurana, auteur du monument de Saint-Lazare dans l'ancienne cathédrale de Marseille.* Marseille, 1886, in-8° de 13 p. — *Notice historique sur l'industrie des ménétriers.* Marseille, s. d., in-8° de 10 p. — *Histoire d'Aubagne, chef-lieu de baronnie, depuis son origine jusqu'en 1789.* T. 1^{er}. Marseille, 1889, in-8° de viii-542 p. — C.

602. BERTHET (Mgr). N° 1. *Lettre pastorale et mandement de Mgr l'évêque de Gap à l'occasion de son installation et de son sacre.* Gap, J.-C. Richaud, 1889, 30 p. — N° 2. *Lettre circulaire ... annonçant la mort de son Eminence le cardinal Guibert, archevêque de Bordeaux,* 3 p. — N° 4. *Lettre portant publication de l'encyclique « Quamquam pluries »,* 15 p. — N° 5. *Lettre pastorale... au sujet de l'incendie d'Aiguilles.* 3 p. — C.

603. BRESSIER (Alphonse). *La Provence pittoresque. La Sainte Baume.* Marseille, Achard, 1889, 15 p. En vente à Aix, chez Remondet-Aubin, et à Marseille, chez tous les libraires. — C.

604. CAIS DE PIERLAS (le comte E.). *Le XI^e siècle dans les Alpes Maritimes. Etudes généalogiques.* Turin, H. Loescher, 1889, in-4° de 110 p. et 2 pl. — Nous appelons tout particulièrement l'attention des historiens régionaux sur cette publication importante, remplie d'aperçus nouveaux, en particulier sur les premiers comtes de Provence, les invasions des

Sarrasins, les seigneurs de Castellane, les vicomtes de Nice; Miron, vicomte de Sisteron (1042-67); les comtes d'Orange, la famille de Baux; Pierre, évêque de Sisteron, et son neveu Pierre, évêque de Vaison, fils de Raimbald de Nice; les seigneurs de Dromon et les *vicomtes de Gap* (p. 76-84), l'article intitulé: « Le droit commun succède au droit féodal des vicomtes » (p. 88-90), etc. Plusieurs documents inédits et divers tableaux généalogiques terminent cette publication d'un si grand intérêt pour nous. — S. (Hommage de l'auteur).

605. CHARTREUX (Un). *La Grande Chartreuse*, 3^e édit. Lyon, A. Côte, 1889, in-16^e de 451 p. — C.

606. COMBA (Emilio), professeur. *Henri Arnaud, sa vie et ses lettres, avec gravures et fac-similé*. La Tour, impr. Alpine, 1889, in-8^e de 80 p.; — *Enrico Arnaud, pastore e duce de' Valdesi, 1641-1721. Cenzo biografico*. Firenze, tipogr. Claudiana, 1889, in-16 de 168 p. — Ces deux travaux se complètent réciproquement. Le dernier, en italien, est surtout un récit critique, avec indication des sources et un grand nombre de notes et de références. L'autre en français, s'appuyant sur le précédent, est avant tout narratif. Il est, de plus, très intéressant, à cause de 41 lettres écrites par Henri Arnaud depuis 1688 jusqu'en 1720 (p. 55-80). Dans ces deux volumes, M. Comba établit d'une façon irréfutable que le célèbre pasteur Vaudois est né à Embrun (Hautes-Alpes): « Arnaud y naquit au sein d'une famille réformée en 1641, le 30 septembre... Son arrière grand père se nommait Jacques, son aïeul, « noble Pierre Arnaud, avocat », fut une fois élu consul de la ville [1600]. Il avait épousé « Catherine de l'Olivier, fille de noble François de l'Olivier, seigneur de Réotier, et de Marguerite Raymond », dont il eut 2 fils et 6 filles. L'ainé, son héritier, avait nom Barthélemy. Il embrassa la carrière des armes, et on lit quelque part que, en 1625, il commandait « une compagnie de gens de pied pour le service de sa Majesté de France, laquelle se trouve à présent en Piedmont, sous le colonnelat du s^r de St-Georges ». — Cette même année, Barthélemy mourut, après avoir institué comme héritier universel son unique frère François qui fut le père de notre Henri... François épousa Marguerite Gros, « issue d'une illustre et noble race qui, dans le temps, avait été domiciliée à Dronier, dans le marquisat de Saluces »... François et Marguerite eurent deux fils, nommés l'un Henri, l'autre Daniel, au sujet desquels on ne lit que ces mots singulièrement significatifs: « Sortis du Royaume pour fait de religion » (p. 8-10). Pour ceux qui voudraient la preuve des affirmations qui précèdent ils les trouveront soit dans le travail italien de M. Comba (p. 7-15 et 161-165), soit aux *Archives départementales des Hautes-Alpes* (fonds du chapitre et de l'hôpital d'Embrun, *passim*).

607. CROZET (Ernest de). *L'Instruction chrétienne et la jeunesse. Mission de la jeune fille. Discours*. Avignon, Aubanel frères, 1889, in-8^e, 23 p. — S. (Hommage de l'auteur).

608. DELISLE (Léopold), de l'Institut. *La chronique des Tard venus*. Communication faite à l'Académie des inscriptions le 28 juin 1889, in-8^e de 11 p. (Extrait de la *Bibl. de l'Ecole des Chartes*, 1889). — « Le nom

de Tard venus a été donné aux bandes des routiers qui ravagèrent le Lyonnais dans les dernières années du règne du roi Jean. L'histoire en a été écrite dans les plus menus détails et d'après des documents authentiques, la plupart inédits, par M. Georges Guigue, dans le volume intitulé : *Récits de la guerre de Cent ans. Les Tard venus en Lyonnais, Forez et Beaujolais, 1356-1369*. Lyon, 1886 in-8°. C'est à cette période de notre histoire que se rapporte la *chronique des Tard venus*, dédiée « à Jean de Talaru, archevêque de Lyon, en 1390 ». Mais, ainsi que le démontre péremptoirement M. Delisle, cette chronique est l'œuvre d'un faussaire. — C.

609. *Diana (Catalogue de la Bibliothèque de la), société historique et archéologique du Forez*, rédigé par M. Thomas Rochignieux, bibliothécaire, et publié par ordre de la Société. Montbrison, A Huguet, 1889, in-8°, vi-369 p. — « C'est un extrait raisonné d'un catalogue plus ample sur cartes, qui contient l'état civil complet de chaque ouvrage, sa condition, sa provenance, le prix qu'il a coûté et celui auquel il est estimé ». Ce catalogue est « alphabétique par noms d'auteurs et, à défaut, par titres d'ouvrages ». Sont assimilés aux auteurs les corps savants, cours, tribunaux, administrations, compagnies industrielles, etc... au nom de qui les documents sont publiés... Ce catalogue est d'ailleurs, avant tout, un instrument de recherches offert aux travailleurs. A leur intention, les renvois ont été multipliés. On s'est attaché notamment à leur faire connaître, d'une manière au moins sommaire, les ressources que peuvent leur présenter certaines grandes compilations, telles par exemple que celle de Dom Bouquet et de ses continuateurs, véritables trésors d'informations que peu de bibliothèques particulières peuvent posséder, et qui restent inexploitées, parce que leur étendue même ne permet pas de se rendre un compte exact de leur richesse ».

610. FERAUD (M. l'abbé), président d'honneur et membre fondateur de la « Société scient. et litt. des Basses-Alpes », *Calendrier historique des Basses-Alpes*. Digne, 1887, in-8° de 198 p. — Sous le titre modeste de calendrier, le savant historiographe des Basses-Alpes, nous présente « une série de plus de 2.000 éphémérides bas-Alpines, qui rappellent, jour par jour, les faits se rattachent à notre histoire départementale, avec indication de l'année, du mois et du jour où ces faits se sont accomplis ». Une table alphabétique, comprenant les noms des personnes, des lieux et faits mémorables, facilite les recherches. (Hommage de l'auteur). — S.

611. FOERSTER (W.). Professeur à l'université de Bonn. *Étude sur la langue et la littérature des Vaudois*. Ce travail, extrêmement important pour nous, est publié à propos d'une édition de la *Nobla Leiczon* donnée récemment par M. Montet. Il a paru dans le *Gottingische gelehrte Anzeigen* (1888, p. 753 et suiv.).

612. FOURNIER (Discours de M. Paul), président, *sur les Travaux des membres de l'Académie Delphinale en 1887 et 1888*. Grenoble, F. Allier, 1889. In-8° de 50 p. — Tableau remarquable du mouvement scientifique et littéraire en Dauphiné pendant les deux années écoulées.

La Société d'études y occupe une place d'honneur. Nous remercions vivement M. Fournier de ses encouragements précieux. — C.

613. *Giornale di erudizione*, corrispondenza letteraria, artistica e scientifica raccolta da Filippo ORLANDO. Firenze. Bocca, Giugno 1889. — P. v. Annonce de l'*Istoria de Sanct Poncz*: « L'antico teatro provenzale si compone finora di otto misteri, cinque dei quali si sono trovati nel dipartimento delle Alpi Alte. I due misteri de S. Pietro e Paolo e di S. Antonio furono pubblicati nel 1887 sotto gli auspici della Società di Studi di quarto dipartimento. Il mistero di S. Eustachio apparve nel 1882 nella *Revue des langues romanes*. Quello di S. Andrea fu stampato per la prima volta nel 1883 ad Aix in Provenza, e l'ultimo de S. Ponzio è il soggetto della presente importantissima publicatione. Il manoscritto ne fut scoperto nel 1865 dal signor Bing, allora archivista delle Api Alte; ma non fu mai stampato fin qui. Questo mistero ha un grande valore, perchè ci fa conoscere i sentimenti della società del 15° secolo, i suoi costumi, la sua coltura, lo stato del teatro e della lingua. Esso si compone di 5415 versi, divisi in due giornate, la prima ne comprende 2555 e la seconda i rimanenti. E ovvio dire che il dotto sig. Guillaume ha condotto la pubblicazione coi criterii scientifici che ad essa particolarmente si richiedevano ». — C.

614. GUILLAUME (Paul). *Rapport sur les archives du département des Hautes-Alpes en 1888-1889*. — P. 217-222. État des minutes d'anciens notaires (1527-1793) déposées aux Archives départementales par MM. les notaires Serres, de St-Julien-en-Champsaur, Laty et Bertrand, de Gap, Pascal, de Barcelonnette, Bernard, de Veynes, et Burle, de Tallard. En tout, 1025 volumes. — S.

615. GUINIER (E.), inspecteur des Forêts. *Philosophie du tracé des chemins en montagne* (Extrait de l'*Annuaire de la société des Touristes du Dauphiné*, n° 14, année 1889), in-8° de 27 p. — S. (Hommage de l'auteur).

616. [JAME (Chan. Casimir)]. *L'abbé Pierre Chabrand, vicaire général, chanoine et doyen du chapitre de la cathédrale de Gap*. Grenoble, F. Allier, 1889, in-12, de 26 p. — C.

617. JESSÉ-CHARLEVAL (Marquis de). *Préliminaires d'une étude sur la Camargue*. Marseille, 1889. In-8° de 62 p. — S.

618. JOUGLARD (Sosthène), ancien juge d'instruction, président du tribunal civil de Die. *Observations pratiques sur la réforme du Code d'instruction criminelle*. St-Amand, Destenay, 1886, in-8°, 16 p. (Extrait des *Lois Nouvelles*, n°s 7-8, de 1885). — *Entre l'Ubaye et la Durance*. Paris, Chamerot, 1889, in-8° de 10 p. (Extrait de l'*Annuaire du Club Alpin Français*, 15° vol., 1888). — S. (Hommage de l'auteur).

619. LAVAL (Dr Victorin), médecin-major de 1^{re} classe de l'armée, etc. *Etat de l'université d'Avignon en 1789*. Avignon, Seguin, 1889, in-8° de 24 p. — M. le Dr Laval, à qui la Société d'études est déjà redevable d'une précieuse contribution (*Docteurs en médecine des Hautes-Alpes*

gradués en l'université d'Avignon. V. Bull., 1886, p. 368-9), vient de publier une substantielle brochure dont nous ne pouvons dire ici tout le bien que nous en pensons. Contentons-nous de rappeler, avec M. Laval (p. 4), que de nombreux collèges avaient été établis à Avignon dont les places étaient gratuites. Les écoliers pauvres « y recevaient le logement et la nourriture et venaient suivre les leçons de l'Université ». Tel était le *Collège des Savoyards*, fondé par « le cardinal J. de Brognac », le 24 janvier 1424. Nous avons la preuve, par exemple, que l'évêque de Gap, jusqu'à la Révolution, y envoya un étudiant en droit canon et civil. Peut-être reviendrons nous quelque jour sur ce sujet. — C.

620. LE COUTEUX (Charles). *Annales Ordinis Cartusienis de anno 1084 ad annum 1429*. Tome V, Monstrolii, 1886, in-4°, 590 p. — P. 264. Quelques renseignements sur Ste Roseline de Villeneuve, religieuse de N.-D. de Bertaud, près Gap : « Cartusienis regulam amplexa est Roselina in domo monialum Bertaudi, diœcesis Vapincensis, ut liquido patet ex veteri Kalendario hujus domus. Teste eodem Kalendario, ad regimen parthenonis Cellae Robaudi assumpta est B. Rosolina, et ante obitum misericordiam, id est absolutionem ab officio petiit et obtinuit sibi, ac Deo deinceps in solitudine, ut Cartusiani loqui amant, victura », etc. Sa mort arriva le 17 janvier 1329 (p. 265). — C.

621. MAIGNEN (Edmond), conservateur de la Bibliothèque de Grenoble. *La journée des Tuiles*, racontée par un secrétaire du Roi au parlement de Paris (7 juin 1788). Document inédit. Grenoble, X. Drevet, 1886. In-8° de 8 p. — C.

622. MARTIN (David), conservateur du Musée. *Hautes-Alpes. Conseil général. Rapport sur les collections scientifiques. Session d'août 1889*. Gap, 1889. In-8° de 12 p. — S.

623. MEUNIER (Fra Fulgenzio). *Un Pellegrinaggio da Bordeaux a Gerusalemme sulle traccie dell' Itinerarium Burdigalense* [de l'an 333]. *Conferenza tenuta alla Società geografica Italiana il giorno 14 febbrajo 1889*. Roma, 1889. In-8° de 12 p. — C'est de Jérusalem que nous recevons cette attachante brochure. L'auteur, que nous avons eu l'avantage de connaître à son passage à Gap, en 1887, a parcouru à pied l'ancienne voie romaine qui, au IV^e siècle, se rendait de Bordeaux à Jérusalem et en a reconnu à peu près toutes les stations. — C.

624. PATIN (Martial), professeur au collège de Draguignan. *Documents sur la Révolution à Draguignan. Le comité de surveillance et la Société populaire*. Draguignan, Latil, 1888. in-8° de 88 p. — Fort intéressant et fort bien présenté. — C.

625. PELLOUX (L.). *Anciennes divisions territoriales de l'arrondissement de Forcalquier*. Digne, Vial, 1889. In-8° de 28 p. — S. (Hommage de l'auteur).

626. REVEL (L'abbé Joseph). *Essai de la flore du sud-ouest de la France*, etc. Villefranche, Dufour, 1885-9, 2 vol. in-8° de 609 p. « Des renonculacées aux composées » inclusivement (Don la société des lettres... de l'Aveyron). — S.

627. *Revue de l'art français ancien et moderne*. VI^e année, n° 6, juin

1889. — P. 174. Maître Jacques Jouin, peintre verrier à Embrun (1671). — C.

628. ROURE (Baron du). *Notice sur Guillaume et Aimar de la Voute, évêques de Marseille*. Marseille, 1889. In-8° de 14 p. — C.

629. SALVIONI (C.). *Il Nuovo Testamento Valdese secondo la lezione del Codice di Zurigo*. S. l. n. d. In-8° de 308 p. (Estratto dall' *Archivio glottologico italiano*). — Citations nombreuses des mystères alpins publiés sous les auspices de la Société d'études. — C.

630. *Société d'histoire Vaudoise. Bulletin du Bicentenaire de la glorieuse rentrée, 1689-1989*. Turin, 1889, In-8° de 160 p. — Nombreux renseignements relatifs au pasteur Henri Arnaud, d'Embrun. — C.

631. VALLENTIN (Roger). *La valeur de l'écu au soleil à Avignon (1557-1636)*. Avignon, Seguin, 1889, 7 p. — S.

632. ŒUF (Louis), ancien vice-président du Conseil de Préfecture des Hautes-Alpes. *Notice historique sur la congrégation des sœurs de la Providence de Gap*. Lyon, Pitrat, 1889. In-16, de xxiii-199 p. Prix : 2 fr. « Au profit de l'Orphelinat et de l'Institut des Sourds-Muets ». — Dans ces pages émues, écrites « par le cœur et la reconnaissance », le digne, et vénéré « ancien président du Conseil de préfecture des Hautes-Alpes » raconte les origines et le développement de la congrégation des sœurs de la Providence de Gap. Établies d'abord au Plan-de-Vitrolles, puis à St-Bonnet en Champsaur, elles se sont fixées définitivement à Gap, en 1838. M. Œuf fait connaître les œuvres nombreuses auxquelles se dévouent depuis lors les religieuses de la Providence, qui sont à la fois *enseignantes* et *hospitalières*. Il en raconte les modestes débuts, les progrès surprenants, sous l'intelligente direction du chanoine Lagier et de la mère Élisabeth. Il énumère les épreuves et les succès des bonnes sœurs, qui, le 9 juin 1866, lors de la mort du père Lagier étaient au nombre de 564 et dirigeaient 314 écoles répandues dans les départements des Hautes et des Basses-Alpes, de la Drôme, de l'Isère, de Vaucluse, des Bouches-du-Rhône, du Var, du Gers, du Lot-et-Garonne et du Tarn-et-Garonne, donnant l'instruction à 14.720 jeunes enfants (p. 150). L'administration supérieure de l'Instruction publique a rendu hommage au dévouement des sœurs. Elles ont « obtenu 12 médailles d'argent, 23 médailles de bronze et 43 mentions honorables » (p. 90). Que de pages charmantes, de traits admirables nous aurions à citer, si la place nous le permettait : signalons en passant : l'enlèvement des Sabines (p. 23) ; l'essaim de Villarobert (p. 70) ; Mgr Cordier (p. 75) ; le père Lagier à Ville-Vallouise (p. 101) ; le choléra dans les Alpes (p. 102) ; l'institut des sourds-muets (p. 106) ; sœurs et soldats (p. 167). Peut-être cette simple indication donnera-t-elle à plus d'un membre de la Société d'études le désir de lire ce livre si attachant et de faire plus ample connaissance avec l'institut des sœurs de la Providence, dont la première supérieure, Marie-Élisabeth, est morte à Gap, le 5 juillet 1881 entourée de l'estime générale. — C.

633. *Juveniste (Un) de l'Institut des Petits Frères de Marie*. Lyon, X. Jevain, 1889. In-16, de vi-87 p. — Notice historique sur Louis Lèbre,

né à Lambesc (Bouch.-du-Rhône) en 1871, l'un des premiers élèves du juvénat fondé à Serres (Hautes-Alpes) en 1885 (p. 40), mort dans des sentiments admirables à St-Paul-Trois-Châteaux le 4 mars 1888 (p. 68). L'*Appendice* fait connaître plus spécialement l'œuvre des juvénats et l'institut des Petits Frères, reconnu comme établissement d'utilité publique par décret en date du 21 juin 1851, répandu dans 61 diocèses de France ou de l'étranger, qui compte aujourd'hui 4.000 frères ou novices et donne l'instruction à près de 100.000 enfants dans 600 établissements : « Les Frères instituteurs, écrivait à l'un d'eux Mgr Gouzot, le 17 mars 1885, sont en ce moment plus utiles que jamais. J'ai vu les vôtres à l'œuvre dans mes anciennes paroisses de St-Cyprien et de Ménesterol, où... j'ai eu le bonheur de les établir. Nous travaillerons ensemble à les attirer dans le diocèse de Gap, où vous savez combien je serais heureux de vous offrir des sujets et des établissements » (p. 79). Grâce à Mgr Gouzot, le juvénat de Serres est aujourd'hui fondé dans les Alpes. — C.

634. RAMBAUD (M. l'abbé). *Notice biographique sur Monsieur Curnier de Lavalette (Alexandre-Jean-François), intendant militaire en retraite*. Marseille, Moulot, 1887. In-4°, 35 p. et 1 phot. — Faute de temps et place, nous ne pouvons parler aujourd'hui, comme nous le voudrions, de cette biographie si étudiée de notre vénéré et toujours bien cher ancien Président de la *Société d'études*. Nous espérons pouvoir y revenir bientôt. — S. (Hommage de l'auteur).

635. CHAUVET (M. l'abbé) curé-archiprêtre [de Chorges]. *Exposition de la Doctrine chrétienne*. Dogme, morale, culte divin, avec questionnaires, traits historiques, division des sections en trois points : chaque section peut fournir amplement la matière d'un catéchisme, d'un prône ou d'une conférence. Paris, Téqui ; Gap, André, 1889, 3 vol. in-8° de vi-465-322-333 p. — C.

RÉSUMÉ des observations météorologiques faites à l'École normale de Gap en 1889 (sous abri), par M. C. R.

OBSERVATIONS.	Avril	Mai	Juin
Températures moyennes.....	7° 0	13° 0	17° 8
Id. extrêmes } maxima.....	21 le 28	20 le 31	29 le 5
	— 5 le 12	4 le 3	7 le 1 ^{er}
Moyennes barométriques à zéro (altitude 739).....	692,5	695,6	698,3
Pressions extrêmes } maxima... ..	706, le 20	701, le 31	703, le 30
	679, le 9	687, le 26	695, le 11
Total des jours de pluie ou de neige.....	9	14	12
Eau tombée, en millimètres...	131	105	68
Moyenne hygrométrique (évaluée de 0 à 100).....	64	72	73

TABLE ALPHABÉTIQUE

DU HUITIÈME VOLUME

ANNÉE 1889

ALBERT (Aristide), Biographie-bibliographie du Briançonnais. Vallée du Queyras. Canton d'Aiguilles, p. 15-31, 73-83, 178-188.

— Le pays Briançonnais. Les Queyrassins négociants, p. 313-331

Apprentissage (Contrat d') de 1776, p. 162-163.

Archevêques d'Embrun (Liste des), d'après Marcellin FOURNIER, p. 258-261.

Armoiries (Les) de l'orgue et de la maison de « chanonge » d'Embrun, 1667, p. 161.

Assemblées (Les) électorales du département des Hautes-Alpes pendant la Révolution, par M. Th. LEMAS, p. 273-288.

Bestoso (Steffano), peintre, 1750, p. 269.

Bibliographie Alpine, p. 67-72, 163-172, 378-384.

Bibliothèque alpine de la Société d'études, p. 364.

Bibliothèques des Hautes-Alpes abonnées, p. XVIII.

Briançonnais (Biographie-bibliographie du). Vallée du Queyras, p. 15-31, 73-83, 178-180.

Briançonnais (Le pays). Les Queyrassins négociants, p. 313-331.

Borel (Jean-Louis), sieur de la Cazette, etc. p. 288-297.

Budget (Projet de) pour l'exercice 1889, p. XXXI.

Buëch (Une victime du) en 1615, p. 159.

Bulletin météorologique, par M. C. ROMIEU, p. 72, 172, 273, 384.

Burle (Auguste), botaniste, p. 377.

Cazette (Jean-Louis Borel, sieur de la), p. 288-297.

CHABRAND (D^r) Jean-Louis Borel, sieur de La Cazette et Georges de Ferrus, p. 288-297.

« Chanonge » (Les armoires de la maison) en 1667, p. 161.

- « Chanonge » (La maison de) d'Embrun, 1674, p. 262-264.
 Chorges (Assemblée électorale de) en 1790, p. 273-288.
 Chronique et variétés, p. 62, 364.
 Clarescombe (abbaye de), p. 116-122.
 COLLOT (L.) Erratiques et moraines, p. 332-334.
 Contrat d'apprentissage de 1776, p. 162-163.
 COURT (Maria). Aux soldats de la France, p. 66-67.
 — Prière d'une malade à son réveil, p. 367-269.
 Dôme (Le) ou portique de N.-D. d'Embrun en 1555, p. 265-266.
 Dons divers, p. 62-36, 158, 170-271, 374-375.
 Dons d'ouvrages Alpains, p. 364-367.
 ÉCLECTIQUE (Un). Les blocs erratiques et les moraines du bassin de Gap, p. 173-178.
 Embrun (Liste des archevêques d'), d'après Marcellin FOURNIER, p. 258-261.
 — (Réparations au clocher de N.-D. d') en 1785, p. 162.
 — (Les armoiries de l'orgue et de la maison de « chanonge » d'), 1667, p. 161.
 — (La « maison de chanonge » d') en 1674, p. 262-264.
 — Le dôme ou portique de N.-D. en 1555, p. 265-166.
 — (Gap et) et le siège épiscopal des Hautes-Alpes, en 1790, par M. Th. LEMAS, p. 198-222.
 — (Pèlerins allant à Jérusalem de passage à) en 1627, p. 269.
 — (Les ornements de N.D. d') p. 359-363.
 Erratiques hauts-Alpins (Conservation des blocs), p. 49-56.
 — les plus remarquables des Hautes-Alpes (Liste des blocs), p. 123-136.
 — (Les blocs) et les moraines du bassin de Gap, p. 173-178.
 Erratiques et moraines, par M. COLLOT, p. 332-334.
 Essai historique sur Ribiers, par M. A. MOURRE, p. 31-49, 110-122, 222-135, 346-359.
 F. (A. de la). M. Charles Lory, doyen de la Faculté des sciences de Grenoble, p. 266-268.
 Fantin (Famille), p. 14-22
 Fazy (Famille), p. 22-23.
 Ferrus (Georges de), p. 288-292.

- FOURNIER (Marcellin). Liste des archevêques d'Embrun, p. 259-261.
- Gap et Embrun et le siège épiscopal des Hautes-Alpes en 1790, par M. Th. LEMAS, p. 198-222.
- (Les blocs erratiques et les moraines du bassin de), p. 173-178.
- Genlis (La succession de Mgr de), 1714, p. 141-149.
- (Tableau de Mgr de), 1750, p. 269.
- Gondret (l'abbé Jacques), p. 24.
- GUILBERT (Son Éminence le Cardinal), p. 374-377.
- GUILLAUME (Paul). Charte des libertés de la commune de Trescléoux, 1316, p. 1-14.
- Règlement forestier du mandement de Savines, 1621, p. 83-110.
 - Revenus des religieuses des Salettes en Briançonnais, XVII^e-XVIII^e siècles, p. 136-139.
 - La succession de Mgr de Genlis, 1714, p. 141-149.
 - Liste des archevêques d'Embrun d'après Marcellin Fournier, 1642, p. 258-260.
 - Les ornements de N.-D. d'Embrun à la mort de l'archevêque Honoré de Laurens, 1612, p. 359-363.
- HÉBERT. Rapport sur un travail de M. David Martin, intitulé: *Dépôts diluviens glaciaires de la vallée de la Durance*, p. 64-66.
- Hautes-Alpes (Gap et Embrun et le siège épiscopal des), par Th. LEMAS, p. 198-222.
- Humbert (Famille) de Queyras, p. 24-28.
- Index des noms vulgaires et des noms de lieu contenus dans le règlement forestier du mandement de Savines de 1621, p. 106-110.
- Jérusalem (Pèlerins allant à) de passage à Embrun en 1627, p. 269.
- Jouve (L'abbé Jos.-Martin-Louis), p. 28-31.
- Laurent (L'archevêque Honoré de), 1600-1612, p. 359-363.
- Lavalette (M. Alexandre de), p. 61.
- LEMAITRE. Revue rétrospective sur l'année 1888, p. XIX.
- LEMAS. (Th). Gap et Embrun et le siège épiscopal des Hautes-Alpes en 1790, p. 198-222.
- BULL. H.-A. 1889.

- LEMAS (Th.)** Les assemblées électorales du département des Hautes-Alpes pendant la Révolution, p. 273-288.
- LÉOUFFRE (Louis)**. Phylloxéras sur un cerisier, p. 63-64.
- Leuczon (Guigonet)**, p. 73-74.
- Libraires du Queyras**, p. 74.
- LIEUTAUD (V.)**. Une victime du Buëch en 1625, p. 150.
- Ligousada (La)** ou lou Proucès de Jean Ligousa, par **LE ROB D'ERTEMOR**, p. 236-258, 297-312.
- Liste des membres de la Société d'études* au 1^{er} janvier 1889, p. v.
- Lory (M. Charles)**. Notice bio-bibliographique, p. 266-268.
- MARTIN (David)**. Conservation des blocs erratiques des Hautes-Alpes, p. 49-56.
- Dépôts glaciaires de la vallée de la Durance, p. 64-66.
 - Liste des blocs erratiques les plus remarquables des Hautes-Alpes, p. 123-136.
- MARTIN (l'abbé Chaffrey-Louis)** p. 75-78.
- Molines (Jean de)** dit Fléchier, p. 80.
- barbe Vaudois, p. 78-80.
- Moraines (Les blocs erratiques et les)** du bassin de Gap, p. 173-178.
- (Erratiques et), par **M. L. COLLOT**, p. 332-334.
- Morel (Jean)**, pasteur, p. 80-81.
- Mount-Round (La tour de)**, par **M. F. PASCAL**, p. 160.
- MOURRE (A.)** Essai historique sur Ribiers, p. 31-49, 110-122, 222-235, 346-359.
- Musée des Hautes-Alpes**, p. 62, 374.
- Nécrologie**, **M. A. de Lavalette**, p. 61.
- **S. E. le Card. Guilbert**, p. 374-377.
 - **M. l'abbé Pic**, p. 377.
 - **M. Auguste Burle**, p. 377.
- Négociants (Les Queyrassins)**, p. 313-331.
- Nouveaux membres de la Société*, p. 158-159, 270.
- Organisation de la Société d'études en 1889*, p. III.
- Orgue (Les armoiries de l') et de la maison de « chalonge » d'Embrun**, 1667, p. 161.

Ornements (Les) du trésor de N.-D. d'Embrun, p. 359-363.

PASCAL (F.). La tour de Mount-Round, p. 160.

Pèlerins allant à Jérusalem de passage à Embrun en 1627, p. 269.

Phylloxéras sur un cerisier, p. 63-64.

Pic (M. l'abbé). p. 377.

Portique (Dôme ou) de N.-D. d'Embrun en 1555, p. 265-266.

Prénoms (Les) en Dauphiné au commencement du XV^e siècle (1400-1425), par M. Roger VALLENTIN, p. 150-156, 188-197, 335-346.

Prière d'une malade à son réveil, par M^{lle} Maria COURT, p. 367-369.

Procès-verbaux des séances, p. 157-159, 270-273.

Puy (Du), Paul, pasteur, p. 81.

Queyras (Vallée du). Biographie-bibliographie, p. 15-31, 73-83, 178-188.

Queyrassins (Les) négociants, par M. Aristide ALBERT, p. 313-331.

Règlement forestier du mandement de Savines, 1621, p. 83-110.

Ribiers (Essai historique sur), par M. A. MOURRE, p. 31-49, 110-122, 222-235, 346-359.

Richard-Calve (Blaise), dit *Richard président*, p. 81-82.

— (le D^r Blaise), p. 82-83.

ROB (LE) D'ETTEMOR. *La Ligousada* ou lou prouçès de Jean Ligousa, p. 236-258, 297-312.

Rochelle (Un souvenir du siège de la), 1631, p. 369-371.

ROMIEU (C.). Bulletin météorologique, p. 72, 172, 273, 384.

Rozan (le D^r François), p. 178-187.

Salettes (Revenus des religieuses des) en Briançonnais, XVII^e-XVIII^e siècles, p. 136-139.

Savines (Règlement forestier du mandement de Savines), p. 83-110.

SARRAZIN (Jean). Les deux tours. Sonnet, p. 161.

Sièyes (Quittances de l'abbé de), 1789, p. 269.

Situation financière de la Société au 31 déc. 1888, p.

XXIX.

SPERA (J.). L'esistenza di Dio, p. 268.

Tableau de Mgr de Genlis, archevêque d'Embrun, fait au 1750, p. 269.

Trescléoux (Charte des libertés de), 1316, p. 1-14.

VALLANTIN (Roger). Les prénoms en Dauphiné au commencement du quinzième siècle (1400-1425), p. 150-156, 188-197, 335-346.

Vasserot (Famille), p. 189-188.

Vulgaire (Document en langue) de 1180 env., p. 371-373.

FINI D'IMPRIMER LE 12 NOVEMBRE 1889.

THE UNIVERSITY OF MICHIGAN
GRADUATE LIBRARY

DATE DUE

SERIAL
JAN 20 1977

UNIVERSITY OF MICHIGAN



3 9015 06851 1925

**DO NOT REMOVE
OR**

MATERIAL CARD

